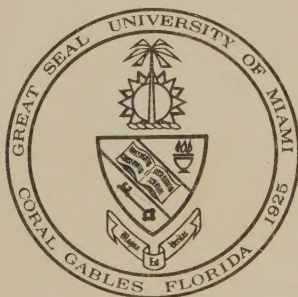


L I B R A R Y



PUBLICATIONS DE LA FACULTÉ DES LETTRES
DE L'UNIVERSITÉ DE STRASBOURG

Fascicule 20.

RODOLPHE REUSS

Professeur honoraire à l'Université de Strasbourg.

LA GRANDE FUITE DE DÉCEMBRE 1793

ET LA SITUATION POLITIQUE ET RELIGIEUSE
DU BAS-RHIN
DE 1794 A 1799



EN DÉPÔT:

LIBRAIRIE ISTRÀ, MAISON D'ÉDITION

STRASBOURG, 15, rue des Juifs — PARIS, 57, rue de Richelieu

GREAT BRITAIN, BRITISH EMPIRE, UNITED STATES

HUMPHREY MILFORD: OXFORD UNIVERSITY PRESS

1924

Prix: 20 frs.

Publications de la Faculté des Lettres de l'Université de Strasbourg.

La Faculté des Lettres de Strasbourg édite elle-même, par les soins d'une Commission des Publications, formée d'un certain nombre de ses membres:

- 1° Un *Bulletin* mensuel, paraissant le premier de chaque mois scolaire, de Novembre à Mai, destiné à compléter l'enseignement oral des professeurs, à resserrer les liens entre les trois ordres d'enseignement, à faciliter les recherches des travailleurs d'Alsace et de Lorraine, à établir un nouveau contact entre l'Université et le public.
- 2° Une *Bibliographie Alsacienne* analysant l'ensemble des travaux d'ordre historique, littéraire, économique et social, qui concernent l'Alsace et ont paru au cours de l'année précédente.
- 3° Une *Bibliothèque* d'études dans laquelle se trouvent représentés tous les différents enseignements de la Faculté et à laquelle sont appelés à collaborer les professeurs, les étudiants et les savants d'Alsace et de Lorraine.

De même format (in-8° raisin), numérotés par fascicules, les volumes de la Bibliothèque se succèdent sans aucune périodicité; ils diffèrent d'étendue et de prix; chacun d'eux, formant un tout complet, est mis en vente séparément.

Les trois séries sont complètement indépendantes l'une de l'autre. Néanmoins il est possible de souscrire d'avance soit à l'ensemble de la collection, soit à l'une des séries, soit à une catégorie de fascicules de la Bibliothèque dont la détermination est laissée au souscripteur. Les souscriptions à l'ensemble des publications de la Bibliothèque bénéficient d'une réduction de 20% en France (15% à l'étranger) sur le prix de chacun des volumes et les souscriptions partielles, d'une réduction de 15% en France (10% à l'étranger).

Pour bénéficier de ces réductions, les souscriptions doivent être adressées directement à la Commission des Publications, qui assurera l'envoi des volumes au fur et à mesure de leur publication.

L'ensemble des souscriptions peut se faire par un mandat-poste ou, plus commodément, par un *chèque postal* à l'adresse:

Commission des Publications de la Faculté des Lettres,
Strasbourg, 3670.

LA GRANDE FUITE

DE DÉCEMBRE 1793

DU MÊME AUTEUR :

La Constitution civile du Clergé et la crise religieuse en Alsace de 1790 à 1795, d'après des documents en partie inédits.

Tome I (1790-1792) VII, 380 pages ;

Tome II (1793-1795) 343 pages et deux répertoires.

— *Publications de la Faculté des Lettres de l'Université de Strasbourg* — Fascicules 7 et 8 (1922). Chaque volume.. 15 fr.

*Cet ouvrage est sorti des presses
de l'IMPRIMERIE ALSACIENNE
à STRASBOURG, le 25 Avril 1924.
Il a été tiré à 1000 exemplaires.*

**Droits de traduction et de reproduction
réservés pour tous pays.**

PUBLICATIONS DE LA FACULTÉ DES LETTRES
DE L'UNIVERSITÉ DE STRASBOURG

Fascicule 20.

RODOLPHE REUSS

Professeur honoraire à l'Université de Strasbourg.

LA GRANDE FUITE

DE DÉCEMBRE 1793

ET LA SITUATION POLITIQUE ET RELIGIEUSE

DU BAS-RHIN

DE 1794 A 1799



Diffusion

ÉDITIONS OPHRYS

STRASBOURG

05 - GAP

lieu

GR1

Succursale à Paris

10, rue de Nesle, 10

— Téléphone : 326-82-04 —

DC

195

A5K4

A

M. CHRISTIAN PFISTER

Membre de l'Institut

Doyen de la Faculté des Lettres de Strasbourg.

HOMMAGE AFFECTUEUX.

PRÉFACE.

L'exode douloureux de toute une population de 25 000 à 30 000 âmes, pour la plupart laboureurs, ouvriers, journaliers, se sauvant avec leurs femmes et leurs enfants, loin de leurs foyers, sur la terre étrangère, à la suite d'une armée ennemie battant en retraite, m'a toujours semblé l'un des épisodes les plus caractéristiques de l'histoire de la Révolution en Alsace. Ses causes variées, ses effets désastreux n'ont encore jamais été étudiés de très près, et la question du retour de tant d'exilés volontaires, qui n'étaient pourtant pas des émigrés au sens propre du mot, a été traitée de façon très différente à des époques diverses, par les autorités locales et les pouvoirs publics.

Les pages qui suivent ne devaient former, dans mon intention primitive, qu'un ou deux articles dans la Revue Historique à laquelle je les avais promis. Mais, en relisant les notes prises pendant une dizaine d'années aux Archives départementales de Strasbourg, lorsque j'y dépouillais, la plume à la main, les cent quatorze énormes in-folio des procès-verbaux du Directoire et de l'Administration centrale du Bas-Rhin, de 1791 à 1800, je me suis vu finalement en présence de matériaux si considérables, que je me suis laissé aller, trop facilement peut-être, à la tentation d'en tirer un volume. En tout cas mes copieux extraits m'ont permis de traiter le sujet avec infiniment plus d'ampleur que mes devanciers et ceux qui s'occupent de l'histoire de la Révolution et de celle de l'Alsace trouveront sans doute dans cette étude quelques détails nouveaux.

Je dois m'excuser auprès de mes lecteurs d'avoir manqué à l'une des règles de l'art d'écrire, règles que l'on devrait certainement appliquer toujours aux écrits historiques, tout comme aux autres ; c'est de n'avoir

pas strictement concentré mon attention, et par suite aussi la leur, sur le sujet spécial de mon livre. En commençant mon travail, j'avais bien l'intention de parler exclusivement de la Grande Fuite et de ses conséquences. Mais en parcourant les milliers de pages d'extraits des procès-verbaux officiels que personne ne feuillettera de sitôt à nouveau dans leur ensemble, je n'ai pas toujours pu résister, je l'avoue, à la tentation d'exploiter mes notes et j'ai ajouté, ça et là, des paragraphes relatifs à des événements connexes ou plus ou moins voisins, faits militaires, faits économiques, faits religieux surtout, ce qui m'a permis de mettre à cet ouvrage, comme sous-titre : La situation politique et religieuse du Bas-Rhin, de 1794 à 1799. On y trouvera donc toute une série de détails sur les luttes du clergé réfractaire au cours de ces années et sur les persécutions qu'il eut à subir pendant la majeure partie de l'existence de la Constitution de l'an III et du Directoire exécutif. Pour ce chapitre de l'histoire de l'ère révolutionnaire, on peut donc considérer le présent travail, dans une certaine mesure, comme une continuation de mon histoire de la Constitution civile du clergé et la crise religieuse en Alsace, parue en 1922.

Je n'ai pas besoin de répéter, une fois de plus, ici, que j'ai tâché de rester impartial en parlant de l'un et l'autre de ces partis ennemis qui s'affrontaient alors, comme encore aujourd'hui, avec tant de violence et de passion. Un des critiques les plus autorisés pour tout ce qui touche à l'histoire de la Révolution française constatait récemment, à propos de mon dernier volume, tout en en disant beaucoup de bien, que je n'étais pas « impassible » et que je disais parfois les choses « avec colère ». Si d'autres ont partagé cette dernière impression, je le regrette et me reconnais coupable. Quant à « l'impassibilité » devant certains faits, je n'ai pas la prétention d'y atteindre. Croyant à la liberté de l'homme, à sa capacité de choisir entre le bien et le mal, je crois également à sa responsabilité juridique et morale. En excusant ses erreurs, pourvu qu'elles soient sincères, je n'abdique pas le droit de juger ses actions basses et ses crimes, et j'ai toujours rejeté, pour ma part, la théorie qui demande qu'on accepte la Révolution « en bloc » et cette autre thèse, trop commode pour les malfaiteurs publics ou privés, que « tout comprendre, c'est tout pardonner ».

Versailles, 23 avril 1923.

ROD. REUSS.

INTRODUCTION.

Dès la mi-novembre 1793, l'invasion, victorieuse d'abord, des Autrichiens et des Prussiens en Alsace était définitivement arrêtée au nord de la forteresse de Strasbourg. Les représentants en mission avaient concentré tout autour du chef-lieu du Bas-Rhin les troupes refoulées en désordre depuis que les lignes de Wissembourg avaient été rompues (13 octobre 1793) ; mais la panique avait été des plus violentes. Tout le nord du département était tombé aux mains de l'ennemi, et le chef des Impériaux, le baron de Wurmser, avait fait une entrée presque triomphale à Haguenau. Derrière lui revenaient un grand nombre de partisans de l'ancien régime, bourgeois, prêtres non-conformistes, artisans, ex-fonctionnaires des princes allemands récemment encore possessionnés en Alsace. Le mécontentement des populations attachées à l'Eglise romaine contre la politique rigoureuse de la Convention à l'égard du clergé réfractaire était profond ; ce mécontentement, habilement exploité par les agents contre-révolutionnaires, avait entraîné certaines communes rurales à venir saluer, drapeau blanc en tête, le généralissime autrichien qui, d'ailleurs, était leur compatriote ¹⁾, comme un libérateur lors de son entrée à Haguenau ²⁾. Un membre de la Convention racontait même plus tard à la tribune l'histoire émouvante de « soixante à quatre-vingts femmes comme il faut, femmes bien élevées, c'est-à-dire travaillées de l'esprit d'aristocratie et de fanatisme, habillées de soie et de mouseline blanche », qui étaient allées au devant des ennemis s'approchant

¹⁾ Le baron Sigismond-Dagobert de Wurmser (1724-1797) était né à Strasbourg.

²⁾ Ces démonstrations donnèrent lieu, plus tard, à la rumeur « que les Français, en arrivant, réduiraient la commune (de Haguenau) en cendres ». (Relation de Georges Gambs, de Haguenau, dans les procès-verbaux du Directoire du Bas-Rhin, séance du 15 frimaire, an III (5 décembre 1794).

de la ville. Mais un détachement de cavalerie française « apercevant cette infâme procession, se jeta avec impétuosité sur cette confrérie contre-révolutionnaire et n'en laissa aux Autrichiens et aux émigrés que les cadavres immolés à la vengeance nationale » ¹⁾. Avec Wurmser arrivaient les partisans de l'ancien ordre de choses qui s'efforçaient de se remettre en possession de leurs charges, de leurs champs, de leurs immeubles et se montraient désireux aussi de se venger des *patriotes* républicains qui les avaient chassés.

Mais leur triomphe ne fut pas de longue durée. On sait que les troupes républicaines, après avoir été refoulées jusqu'à Vendenheim et Hœnheim, avaient été réorganisées par leurs nouveaux chefs, Pichegru et Hoche et que, dans les derniers jours de novembre, elles reprirent l'offensive vers Brumath, Bouxwiller et Saverne. Le 15 décembre, l'armée du Rhin et l'armée de la Moselle joignaient leurs forces ; nous n'avons pas à raconter ici cette courte et brillante campagne : l'attaque de Hoche contre les Autrichiens à Wœrth et Frœschwiller (22 décembre), l'abandon par Wurmser de Haguenau et des lignes de Drusenheim (26 décembre), l'assaut du Geisberg et l'entrée à Wissembourg, la libération de Landau débloqué par Pichegru (28 décembre), l'entrée de nos bataillons à Germersheim et Spire (30 décembre). On trouvera le récit détaillé de ces faits de guerre dans le magistral ouvrage d'Arthur Chuquet ²⁾.

Ce que nous nous sommes proposé de raconter dans ces pages, ce sont les conséquences, funestes pour les populations des régions septentrionales de l'Alsace, de cette avance rapide et victorieuse de nos armées jusqu'au delà des frontières de la République. Ces populations — il ne faudrait pas l'oublier — avaient vécu pour la plupart, jusqu'à la veille de la Révolution, comme sujets du landgrave de Hesse-Darmstadt, du duc de Deux-Ponts, du prince-évêque de Spire, du margrave de Bade, etc. Sans doute ces princes allemands reconnaissaient la souveraineté du roi de France ; mais on ne pouvait équitablement demander à ces campagnards des nouveaux districts de Haguenau et de Wissembourg une grande ferveur patriotique pour la Convention qui avait fait tomber la tête de ce roi sur l'échafaud,

¹⁾ Dans la séance du 6 nivôse, an II (*Moniteur*, réimpression, XIX, p. 58). Le nom du député n'est pas indiqué et nulle des sources locales ne parle d'un massacre pareil.

²⁾ Arthur Chuquet, *Les guerres de la Révolution : Hoche et la lutte pour l'Alsace*. Paris, 1893, in-18.

avec tant d'autres, illustres et obscures, et dont le gouvernement révolutionnaire inaugurerait, à ce moment même, dans Strasbourg, si patriote et si fidèle, le régime terroriste le plus outrancier, à la voix de Saint-Just, de Lebas et de plusieurs de leurs collègues.

Il aurait été naturel que l'on frappât les mauvais citoyens qui avaient pactisé ouvertement avec l'ennemi, ceux qui avaient accepté de lui des fonctions publiques, qui, sous son égide, avaient violé les lois de la république, porté le trouble dans les communes, maltraité leurs adversaires politiques. Il était admissible encore que, dans l'ardeur effrénée de la lutte, on sévît contre les imprudents qui avaient fait des vœux pour les envahisseurs, étrangers ou émigrés, du sol de la patrie. Mais les maîtres de l'heure, les représentants en mission, les administrateurs jacobins du Bas-Rhin, le Comité de surveillance révolutionnaire, le tribunal révolutionnaire de ce département, n'entendaient pas laisser limiter ainsi leur revanche pour la peur qu'ils avaient un instant ressentie. Leurs arrêtés, leur langage menaçant, leurs jugements sanguinaires inspirèrent une terreur telle aux malheureux habitants des régions entre la Moder et la Lauter¹⁾ qu'on vit, dans le courant de décembre, une foule immense, prise d'une folle panique, fuir ses foyers à l'approche des Français et suivre, dans un indicible pêle-mêle, les régiments coalisés qui battaient en retraite. Ce ne furent pas seulement d'anciens fonctionnaires princiers, des émigrés et des prêtres déportés revenus, des jeunes gens déserteurs, des étrangers restés jusqu'ici dans le pays, qui se sauvaient ainsi ; c'étaient des milliers et des milliers de petits bourgeois, d'ouvriers, de paysans surtout (*d'agricoles*, comme on disait alors), qui s'arrachaient à leurs demeures, à leurs champs, abandonnant tout leur avoir pour se mettre à l'abri du « glaive de la Loi ». C'est le tableau véridique de cette fuite en masse, du sort de ces pauvres gens, des efforts qu'ils firent et qu'on fit pour eux, afin qu'ils pussent rentrer sur le territoire français que je désire tracer ici d'après les sources officielles les plus détaillées, c'est-à-dire d'après les procès-verbaux du Directoire

¹⁾ Bien entendu ce n'est pas à cette région seulement que s'est borné l'exode. Un officier d'un bataillon de volontaires du Haut-Rhin signalait, dès le 6 frimaire de l'an II (26 novembre 1792), le fait « qu'un grand nombre d'habitants de la Wantzenau (à quelques kilomètres de Strasbourg) s'étaient sauvés, laissant beaucoup de grains en gerbes ». Le Département ordonnait de mettre sous la sauvegarde de la République ces « denrées appartenant aux traîtres qui ont fui leurs foyers pour se ranger du côté de l'ennemi », et de les conduire en ville. (P. V. du 6 frimaire, an II.)

du département du Bas-Rhin, conservés à Strasbourg, ainsi que d'après les comptes-rendus des débats nombreux qui eurent lieu plus tard, à ce sujet, au sein de la représentation nationale. C'est la première fois qu'on raconte, avec quelques détails, cet épisode peu connu de l'histoire de la Révolution en Alsace, et cependant il mérite, à mon avis, qu'on s'y arrête un moment ¹⁾.

¹⁾ Cela ne veut pas dire, bien entendu, que les historiens contemporains et postérieurs n'en ont pas parlé. Le bon magister Jean Friesé a consacré plusieurs pages à ces événements dans le cinquième volume de son *Histoire patriotique* de Strasbourg (1801) et Henri Engelhardt, le continuateur de Strobel, a fait de même dans le tome sixième de l'*Histoire d'Alsace* de ce dernier (1849). Mais ils ne font que résumer les faits très sommairement et tous deux ont écrit en allemand. Tout récemment, M. Marion, mon savant confrère, a donné une esquisse fort intéressante du sujet, dans un article de la *Revue historique* (tome CXLII, mars-avril 1923) : *Les fugitifs alsaciens sous la Révolution*, avec apport de quelques pièces inédites, tirées des Archives nationales.

CHAPITRE I^{er}.

LES DÉBUTS DE LA FUITE. - PREMIÈRES MESURES DES AUTORITÉS.

(*Brumaire-Prairial an II.*)

La nouvelle émigration avait déjà commencé, dans l'Alsace septentrionale, dès la seconde moitié de novembre 1793, quelques semaines avant que Wurmser songeât à battre en retraite. Au moment où les troupes françaises s'étaient rapprochées de Bouxwiller, la petite résidence alsacienne des landgraves de Darmstadt, les fonctionnaires de ce prince, qui étaient revenus en grand nombre dans le pays, s'empressèrent de la quitter. L'auteur d'un tableau assez détaillé et, malgré son peu de bienveillance pour la Révolution, assez exactement informé de l'Alsace d'alors, raconte que, dès le 19 novembre, plus de cinq cents personnes évacuèrent précipitamment l'ancienne capitale des comtes de Hanau-Lichtenberg. Il nous dépeint ces fonctionnaires civils et ecclésiastiques, bourgeois, artisans, femmes, enfants et vieillards, abandonnant leurs demeures, pataugeant péniblement à travers la boue. « L'armée impériale semblait ne plus être là que pour servir d'escorte à tout un peuple en migration... Même les affûts des canons étaient occupés par des femmes, et l'on voyait des enfants et des dames dans les fourgons à bagages des officiers ». ¹⁾ Mais, ajoute l'anonyme, cette première émigration fut insignifiante en comparaison de celle de fin décembre, où, de tout le pays entre la Moder et la Queich,

¹⁾ *Die Frankenrepublik*, S. loc. 1794, p. 196-197.

des essaims de travailleurs utiles, plus de 40 000 âmes, se répandirent dans les régions allemandes voisines »¹⁾.

Mais longtemps avant cette fin de l'année l'on retrouve dans la correspondance des représentants en mission, dans les délibérations des corps administratifs la preuve qu'ils prenaient à cœur les ordres du Comité de salut public, de traiter tous ces fugitifs en suspects. Le représentant du peuple, J.-B. Lacoste, écrivait le 4 frimaire de l'an II (24 novembre 1793) de Bouxwiller au Comité : « La seule mesure à prendre est de guillotiner le quart des habitants de cette contrée et de ne conserver que ceux qui ont pris une part active à la Révolution, chasser le surplus et séquestrer leurs biens ». ²⁾. Et dans les procès-verbaux du Directoire du Bas-Rhin nous trouvons une circulaire aux Directoires des districts, datée du 7 frimaire (27 novembre 1793), où il est dit :

« Nous sommes instruits, que dans les communes voisines des positions de l'ennemi et notamment dans les communes évacuées, plusieurs individus ont quitté leurs foyers pour se ranger du côté de l'ennemi. Ces traîtres sont déclarés traîtres par la loi; il est urgent d'envoyer sur le champ des commissaires patriotes et intelligents dans ces communes pour apposer les scellés et confisquer au profit de la République les effets de ces scélérats ³⁾. »

Quatre jours plus tard, le 11 frimaire (1^{er} décembre 1793), le même corps administratif écrivait à la municipalité de Strasbourg :

« Tous les jours arrivent des chevaux dans cette place, pris sur les émigrés et les traîtres qui ont quitté leurs foyers. A cause de la pénurie des fourrages, nommez sur le champ deux commissaires et un maréchal-expert, pour mettre de jour en jour en vente les chevaux qui ne peuvent servir à l'armée et verser cette somme au bureau des domaines ⁴⁾. »

Le lendemain, le Département désignait trois citoyens, Stierling, chef du bureau des domaines, Wittelsbach, tapissier et Berger, brodeur, « pour recevoir et mettre en dépôt tous les meubles et effets,

¹⁾ L'auteur ajoute cette réflexion, qui n'est nullement conforme d'ailleurs à la vérité historique : « Cette énorme émigration confirme ce que je disais déjà, que la plus grande partie de la population alsacienne abhorre les principes jacobins, et que la Constitution française est un véritable non-sens (*ein wahres Unding*), car une bonne Constitution a pour conséquence l'amour de la patrie » (p. 200). La grande majorité des Alsaciens d'alors n'aimaient pas les Jacobins parce qu'eux-mêmes aimaient la patrie.

²⁾ Aulard, *Actes du Comité de Salut public*, VIII, p. 683.

³⁾ Procès-verbal du 7 frimaire, an II.

⁴⁾ P. V. du 11 frimaire, an II.

saisis sur les émigrés fugitifs à la suite des coalisés et qui seront envoyés à Strasbourg ». ¹⁾ Le 5 décembre, le citoyen Limmer, de Brumath, est envoyé pour « saisir les effets quelconques » d'habitants de Geudertheim ²⁾, « qui ont quitté leurs foyers pour suivre l'ennemi ». Le 6 décembre, c'est un nommé Mathis Voelg, de Dalhunden, que le Directoire charge de mettre sous séquestre les biens de plusieurs habitants de Herrlisheim et d'Offendorf au profit de la République et de faire transporter leurs denrées à Strasbourg. Il est autorisé en outre à saisir les vases et ornements d'église de ces communes et même à arrêter et à faire conduire au Séminaire du chef-lieu ³⁾ « toutes personnes qui ont donné dans les circonstances présentes des preuves de leur incivisme », à charge de dresser procès-verbal de ces arrestations et de prendre pour l'exécution de la présente commission toutes les mesures que lui dictera son patriotisme » ⁴⁾.

Mais, dès ce moment aussi, commence l'interminable série de plaintes et de réclamations adressées à l'administration départementale contre les actes de ces commissaires plus ou moins improvisés qui, soit par esprit de vengeance personnelle, soit par amour du gain, soit par excès de zèle patriotique, exagèrent leurs pouvoirs et frappèrent souvent des innocents ⁵⁾. Dans sa séance du 7 décembre — c'est le premier exemple d'une doléance de ce genre — le Directoire est saisi d'une pétition de Laurent Oswald de Rumersheim, qui expose que son fils Antoine, ayant quitté son village pour aller voir un frère malade à Haguenau, n'est pas revenu ; mais il demande qu'au cas où les biens de ce fils seraient confisqués comme biens d'émigré, ses propriétés à lui ne soient pas mises sous séquestre. Evidemment le jeune homme a déserté, bien que le père n'en souffle mot. Aussi les administrateurs,

« considérant qu'Antoine a délaissé son domicile pour quitter le sol de la liberté et se soumettre au joug accablant de l'esclavage, et suivre la horde infâme des ennemis de la République, déclare le fils émigré et enjoint au père de justifier de ses propriétés personnelles »).

¹⁾ P. V. du 12 frimaire, an II.

²⁾ P. V. du 15 frimaire, an II.

³⁾ L'ancien Séminaire épiscopal de Strasbourg était le principal lieu de réclusion pendant la Terreur.

⁴⁾ P. V. du 16 frimaire, an II.

⁵⁾ Nous en verrons des exemples au cours de ce récit, comme aussi des exemples de réclamations nullement justifiées de certains qui se disaient victimes.

⁶⁾ P. V. du 17 frimaire, an II.

Bientôt — et toujours encore avant que l'exode en masse ait commencé — la quantité « des effets des fuyards qui ont suivi les troupes ennemies » est déjà si grande et « sujette à dépérissement » par suite du manque d'emplacements suffisants, que le Directoire, vu « la modicité de leur valeur », ordonne qu'ils seront mis en vente au plus offrant, par devant Ignace Walter, commissaire ¹⁾.

Ce ne sont pas seulement les immeubles et les meubles qui sont saisis ; on s'en prend également aux citoyens coupables, et dès le 13 décembre, les officiers municipaux de Herrlisheim qui, d'après un arrêté du Directoire, « se sont conduits comme des lâches et des traîtres lors de l'invasion de l'ennemi », sont destitués et traduits au tribunal révolutionnaire ²⁾. A Haguenau, c'est Pichegru lui-même qui écrit au ministre de la guerre, Bouchotte, le 3 nivôse an II (23 décembre 1793) :

J'ai engagé la municipalité ... à me désigner les aristocrates qui ont pu rester en ville et je compte, de concert avec les représentants du peuple, les traiter comme ils le méritent ³⁾. »

Mais ce sont surtout les objets tangibles qu'il s'agit de récupérer, et, le 26 décembre, alors que le département du Bas-Rhin est à peu près libéré, ses administrateurs prennent l'arrêté suivant, qui est bien dans le style ampoulé de l'époque :

« Considérant que la valeur des défenseurs de la patrie a fait abandonner aux vils despotes le sol de la patrie ; que, honteusement repoussés, ils ont laissé derrière eux différents objets que leur cupidité atroce aurait voulu engloutir, mais que la bravoure française a su leur arracher ; considérant que ce triomphe de la liberté a été marqué par l'heureuse fuite des traîtres qui ont suivi les étendards des brigands ; considérant que, quoique le Directoire ait déjà pris les mesures nécessaires à l'effet d'assurer à la République les biens des fuyards émigrés dans les différentes contrées envahies par l'ennemi, il est néanmoins urgent de prendre des mesures particulières, dans ce moment où des propriétés immenses des traîtres doivent devenir des propriétés nationales »,

les administrateurs du Bas-Rhin ont arrêté que, « pour empêcher toute dilapidation, on mettra la plus grande célérité à mettre à l'abri les denrées et effets précieux délaissés par les fuyards ». Le citoyen Ulrich ⁴⁾, assisté du citoyen Strohé, chef de bureau, devra

¹⁾ P. V. du 22 frimaire, an II.

²⁾ P. V. du 23 frimaire, an II.

³⁾ *Moniteur* (réimpression), XIX, p. 56.

⁴⁾ Il ne faut pas confondre cet Ulrich, membre du Directoire jacobin de 1793 avec André Ulrich, l'éditeur du célèbre *Livre Bleu*, recueil de documents sur la Terreur.

« se rendre sur le champ tant à Haguenau qu'à Wissembourg et autres contrées adjacentes, à l'effet de dresser état de toutes les personnes émigrées et de leurs propriétés, confisquer toutes leurs propriétés au profit de la République, établir des séquestres, enlever et transporter aux magasins de Strasbourg les grains, denrées et comestibles, les vases d'or et d'argent des églises, le fer, cuivre, étain et plomb, autant que les représentants du peuple près l'armée du Rhin n'en aurent pas déjà disposé ».

Le commissaire était autorisé à requérir le concours des districts et des municipalités ; un courrier porterait cet arrêté à la sanction des représentants Saint-Just et Lebas, qui suivaient l'armée. Mais, vu l'urgence, il serait mis provisoirement à exécution ¹⁾.

On se rendait bien compte, à Strasbourg, qu'un seul homme, quelque zélé qu'il fût, ne suffirait pas à pareille tâche. Aussi, dès le 1^{er} janvier 1794, deux autres citoyens, « zélés républicains », Vilvot et Bournonville, étaient nommés commissaires-adjoints pour saisir dans les districts de Wissembourg et Haguenau les biens des traîtres « ayant suivi les hordes barbares des Autrichiens ». On leur donnait les mêmes pouvoirs que ceux conférés antérieurement aux commissaires Wagner, Ulrich et Strohé ²⁾. Les Directoires de ces deux districts étaient invités à établir provisoirement

« des maires et officiers municipaux dans toutes les communes où ces fonctionnaires ont prévarié et lâchement abandonné leur poste pour suivre les hordes ennemies ³⁾ ».

Les représentants en mission donnaient l'exemple de l'intransigeance, et leurs ordres n'étaient que trop bien suivis. Dans une lettre écrite à la Convention, datée de Strasbourg le 14 nivôse II (3 janvier 1794), Baudot et J.-B. Lacoste mandaient que les officiers municipaux et le commandant de Lauterbourg avaient

« osé demander une amnistie pour les habitants... qui avaient suivi les infâmes Autrichiens dans leur fuite. Notre réponse a été de les faire arrêter eux-mêmes, et leur conduite sera examinée de manière à faire connaître aux lâches et aux traîtres qu'ils n'ont que la mort à attendre de la République ! » ⁴⁾.

¹⁾ P. V. du 6 nivôse, an II.

²⁾ P. V. du 12 nivôse, an II.

³⁾ P. V. du 13 nivôse, an II.

⁴⁾ *Moniteur*, tome XIX, p. 162. Sur cette même page du *Moniteur* se trouve consigné un discours de Merlin (de Thionville) sur le système de guerre à employer en Allemagne, qui marque bien l'exaspération des esprits jacobins contre « les habitants de la Germanie façonnée au joug, préférant sa chaîne, son apathie à la liberté, le calme de la servitude aux orages de la liberté ». Il faut donc tout enlever, piller, faire sauter les forteresses, mettre les ennemis hors d'état de continuer la lutte, etc. (Séance du 19 nivôse, an II).

Aussi les malheureux fugitifs, ainsi menacés, se ruaient-ils vers les bords du Rhin, pour se mettre à l'abri sur la rive droite du fleuve. Dans une lettre écrite à sa sœur, le 3 janvier 1794, la baronne de Bode, Anglaise mariée à un seigneur possessionné en Alsace et elle-même chassée de son château de Soultz, décrivait ces scènes lamentables :

« Les patriotes ont de nouveau occupé toute l'Alsace, défait entièrement les Allemands et commis les plus terribles excès, égorgeant de la façon la plus inhumaine tout ce qui leur tombait sous la main, vieillards, femmes et enfants. . . . Toute cette partie de l'Alsace est dans la désolation ; tous ceux qui ont pu le faire se sont enfuis. On se pressait tellement pour passer le Rhin qu'il était impossible à tous d'y parvenir et que des mères, avec leurs petits enfants dans leurs bras, se sont jetées dans le fleuve et s'y sont noyées plutôt que de tomber entre les mains de ces monstres sans pitié ¹⁾. »

Quelques jours plus tard, le Directoire du Bas-Rhin envoyait de son côté deux commissaires spéciaux à Haguenau, Schæffer, employé au département et Guidinale fils, afin d'y hâter la confiscation des biens de ceux qui avaient fui ²⁾.

Peu après, le 24 janvier 1794, les administrateurs prenaient un arrêté qui constituait un véritable code de procédure à l'usage de tous les commissaires déjà désignés ou à nommer encore :

Art. I^{er}. — « Considérant que le grand nombre de Français émigrés dans ce département exige que l'on prenne les mesures les plus promptes pour s'assurer du mobilier qu'ils ont pu laisser. . . . les Directoires des districts nommeront des commissaires, soit dans leur sein, soit hors de leur sein, pour se rendre dans les communes. . . . apposer les scellés sur les meubles, titres et papiers appartenant aux personnes émigrées ou suspectes d'émigration qui ne justifieront pas à l'instant de certificat de résidence. . . . »

Art. II. — Ils se rendront à la municipalité, à leur arrivée, pour se faire remettre les noms des citoyens absents ou suspects, et, à l'instant, se rendront dans leurs domiciles avec un ou deux officiers municipaux ou membres du Conseil général pour apposer les scellés.

Art. III. — S'ils trouvent les maisons abandonnées, ils feront fermer les portes, y mettront les scellés et requerront le commandant de la garde nationale d'y placer des factionnaires. Si elles sont habitées, ils rendront ces citoyens dépositaires du mobilier et responsables.

Art. IV. — Ils dresseront ensuite un inventaire détaillé.

Art. V. — Ils y porteront d'abord : 1^o les valeurs en espèces ou assignats 2^o l'argenterie ; 3^o le fer, le cuivre, l'acier ; 4^o les batteries de cuisine, tapis-

¹⁾ W. Childe Pemberton, *The Baroness of Bode* (1775-1803). London, Longmans and Green, 1900, in-8^o, p. 156.

²⁾ P. V. du 19 nivôse, an II.

series, carcasses de lit, couvertes, plumons, paillasses, trumeaux, glaces, tables de jeu, linge; 5^o les matelas; 6^o les armoires, tables de cuisine, chariots, charrues; 7^o les vins et eaux-de-vie; 8^o les denrées battues sur greniers; 9^o les denrées en blé, orge, avoine, non encore battues; 10^o les foins et pailles; 11^o les meubles paturants, par espèces, qualités et âges.

Art. VI. — Ils réuniront le tout dans le lieu le plus vaste d'un émigré, afin de pouvoir louer ou vendre les autres maisons.

Art. VII. — Ils nommeront un commissaire-gardien, le choix fait, qui demeurera dans cette maison; il y aura un factionnaire au moins pendant la nuit.

Art. VIII. — Ce sera un patriote très prononcé dont le civisme, le zèle et l'exactitude soient connus, et en état de répondre de ses actions. Ils pourront même lui faire fournir caution.

Art. IX. — Ils y déposeront aussi les objets précieux jusqu'à ce que le Directoire du district ait prononcé.

Art. X, XI, XII. — Pour ne pas confondre les biens des différents émigrés, si l'on doit transporter le tout dans une autre commune, on en dressera un procès-verbal détaillé.

Art. XIII. — Ils prépareront un double de l'inventaire, pour l'huissier, le jour de la vente.

Art. XIV. — Les gros meubles qu'il serait trop dispendieux de mettre au dépôt ou de faire transporter, seront vendus sur les lieux pour procurer aux habitants patriotes des campagnes ces sortes de meubles dont partie leur ont été enlevés par nos ennemis. Il en sera de même pour les chars, chariots et charrues.

Art. XV. — Des experts feront les appréciations (mises à prix). Si les offres ne sont pas au moins égales aux appréciations, il n'y aura pas adjudication.

Art. XVII. — Les commissaires du district fixeront le jour de la vente.

Art. XVIII. — Les bœufs gras et les chevaux de charrois seront conduits à Strasbourg.

Art. XIX. — Les valeurs seront versées dans la huitaine entre les mains du receveur de l'arrondissement.

Art. XXII-XXIV. — Les blés, pailles, etc. seront conduits aux magasins militaires¹⁾.

Art. XXV. — Si cependant la municipalité se trouvait dans le besoin (pour grains, foins, paille, vin), les commissaires pourront lui délivrer ce qui lui manque, sur la pétition du Conseil-général de la commune.

Art. XXXVI. — Les commissaires des districts restent subordonnés à ceux du département.

Art. XXXVIII. — Le commissaire de canton passera toutes les décades un journal de ses opérations au Directoire du district.

¹⁾ Dans sa séance du 22 ventôse, an II, le Directoire défendait qu'à l'avenir les « biens des fuyards soient conduits dans les magasins militaires de Strasbourg »; les meubles et effets seront dirigés sur la maison de l'émigré Wangen; les voitures et les chariots seront remisés dans la cour de l'Hôtel du Département.

Art. XLII. — Les commissaires du département surveilleront les commissaires des districts et rendront compte de leur zèle, capacité et civisme.

Art. XLIII. — Ils auront le plus grand soin de rassembler les objets plus ou moins précieux pour l'instruction publique, sous le rapport de l'histoire naturelle, de la botanique, des sciences, des lettres et des arts, tels que collections d'animaux, de minéraux et de plantes rares, des livres et des instruments de différents genres, et surtout des académies et des sociétés littéraires. Ils communiqueront au citoyen Dubois un inventaire de tous ces objets.

A ces quarante-trois articles était joint un modèle du tableau à dresser : *Régie des Emigrés, département du Bas-Rhin*¹⁾.

Comme certains citoyens « mal intentionnés » (sans doute les parents ou alliés des fuyards) cherchaient « à élever des difficultés et à mettre des entraves » à ces ventes et adjudications, « sous prétexte que les objets se vendaient trop cher et qu'on devrait se conformer à la taxe », le Directoire, sur la proposition du commissaire Berger, décida que tous les objets seraient « adjugés au dernier et plus offrant, à moins que cet objet ne soit porté sur le décret qui fixe le maximum du prix des denrées », et que les citoyens commissaires dénonceraient à l'accusateur public du tribunal révolutionnaire tous ceux qui troubleraient la liberté des enchères²⁾. Ulrich de son côté se plaignait de la lenteur que mettaient les Directoires des districts de Haguenau et Wissembourg à lui faire tenir les titres des propriétés des émigrés, ce qui valait à ces corps administratifs une semonce sévère de l'administration supérieure. Celle-ci leur reprochait aussi leur

« indifférence sur la dilapidation journalière des biens de la République Vous n'avez pas assigné un lieu propre et sûr pour y déposer les grains, pailles, denrées, fourrages ; les ventes des meubles sont faites sans être publiées dans les campagnes ; les maisons sont louées sans publications préalables, sans soumission et sans être évacuées . . . Ne forcez pas le Directoire à vous dénoncer aux représentants du peuple »³⁾.

D'autre part, celui-ci ne ménageait pas les encouragements à ceux de ses agents qu'il croyait utiles. Vilvot ayant demandé à être déchargé de son rôle de commissaire afin de pouvoir rentrer chez lui, es administrateurs lui répondaient :

« Un républicain zélé comme tu l'es, ne doit voir que le bien de la chose publique . . . Continue donc à assurer à la patrie les biens qui lui sont acquis ;

¹⁾ P. V. du 5 pluviôse, an II.

²⁾ P. V. du 13 pluviôse, an II.

³⁾ P. V. du 13 pluviôse, an II.

sois en le sage administrateur et évite de donner prise à l'odieuse calomnie... mais garde toi de donner prise sur toi par trop de facilité ou de complaisance dans ton administration »¹⁾).

Il était en effet parfois difficile de savoir quelle conduite les commissaires devaient tenir, car outre les biens des émigrés à saisir, on leur demandait aussi d'appuyer le travail des délégués des représentants du peuple. Ceux-ci, par arrêté du 22 février, avaient chargé les citoyens Rousseville et Sollier « d'assurer les secours dus aux patriotes du département qui ont essuyé des pertes par l'invasion des esclaves »²⁾. Il pouvait sembler assez naturel de dédommager les patriotes aux dépens des émigrés ; cependant le Directoire n'était pas de cet avis, car il adressait, le 3 mars, une mercuriale violente au District de Wissembourg pour avoir agi dans cet esprit et avoir accordé aux citoyens Buchholtz, Lentz, Krauth et autres patriotes de cette ville, des grains, farines et vins d'émigrés, à charge par eux d'en donner des récépissés ; puis encore pour avoir tiré du vin des caves d'émigrés pour des agents du district, de la municipalité, pour des particuliers de la garnison, etc.

« Nous ne pouvons envisager votre conduite que comme une *dilapidation criminelle*, qu'au lieu d'empêcher, vous avez commise vous-mêmes. L'agent national de votre district s'est fait délivrer 24 mesures de vin vieux de 1783, le 26 nivôse, partie de la cave de l'émigré Monlo, partie de celle de l'émigré Gavirette. Il jouit, ainsi que l'un ou l'autre de vous, des propriétés nationales. Il est aussi de notre connaissance que vous avez permis à des vivandiers et à des inconnus, la plupart insolvable, d'occuper les plus belles maisons, que vous avez passé bail avec les uns, et que d'autres n'en ont point... Nous allons rendre compte de tout au Comité de salut public »³⁾. »

Et en effet, le Directoire écrivait, à la même date, au tout puissant Comité ainsi qu'au citoyen Laumond, administrateur provisoire des domaines nationaux⁴⁾ pour signaler le peu de soin des adminis-

¹⁾ P. V. du 15 pluviôse, an II.

²⁾ P. V. du 5 ventôse, an II.

³⁾ P. V. du 13 ventôse, an II. Il n'existe encore aucune étude vraiment scientifique sur l'histoire de Wissembourg à cette époque, comme, par exemple, celle de M. J. Klélé sur Haguenau (*Haguenau zur Zeit der Revolution*, Strasbourg, 1885, in-8°). La brochure *Wissembourg pendant la Révolution française*, publiée sous le pseudonyme de O. R. Landsmann, n'est qu'une compilation de l'esprit le plus rétrograde, et sans aucune critique.

⁴⁾ C'est ce Laumond qui fut le premier préfet du Bas-Rhin après le 18 brumaire.

trateurs du district, les dilapidations qu'ils permettent, et pour « invoquer toute la sévérité des lois contre des administrateurs aussi infidèles »¹⁾. Deux jours plus tard, le Directoire du Bas-Rhin revenait sur ce même sujet, dans une lettre adressée, le 5 mars, au représentant du peuple Bar, qui l'avait interrogé sur l'esprit public et la situation du département. Il commençait par se plaindre du peu d'activité légale que lui avait laissé la loi du 14 frimaire qui transférait une bonne part de ses attributions du département aux districts. Puis il parle des domaines nationaux,

« partie la plus précieuse des revenus de l'Etat. C'est de leur vente, de leur conservation que doit dépendre le salut de la République. Ce sont eux qui doivent nous ouvrir le chemin à de nouvelles victoires dans la lutte à mort de la liberté contre la tyrannie... Nous regrettons de ne pouvoir te représenter un tableau satisfaisant. Le produit des domaines nationaux est immense dans notre département. La terreur ou le crime a fait fuir avec les esclaves près de cinquante mille âmes dans les districts de Wissembourg et d'Haguenau. »

Et c'est cet ensemble prodigieux de ressources que les administrateurs de ces districts ont gaspillé ou même détourné, osant s'approprier et se partager entre eux et quelques autres citoyens des vins, des grains, des farines, des meubles provenant des émigrés ! La lettre officielle incriminait surtout l'ancien pasteur luthérien de Wissembourg, Grimmer, qui fonctionnait alors comme agent national de la commune,

« ancien prêtre, qui a conservé toute la fougue et l'avidité du sacerdoce, qui ne nous a jamais paru qu'un de ces êtres éphémères qui embrassent le système de la Révolution pour despotiser ou pour s'enrichir ». ²⁾

Les administrateurs de Haguenau sont aussi en partie « des sujets faibles quoique généralement patriotes ». L'agent national, le citoyen Prost ³⁾, « soutient en ce moment un fardeau infiniment au-dessus de ses forces »...

« Toutes les mesures de salut public ou de sûreté générales sont négligées, tout se ressent de l'apathie ou de la faiblesse. Dans le district de

¹⁾ P. V. du 13 ventôse, an II.

²⁾ Le pasteur Grimmer, d'opinions avancées, avait été choisi par la majorité des électeurs du Bas-Rhin, en automne 1792, comme député suppléant à la Convention. Il fut incarcéré pendant la Terreur.

³⁾ C'était l'ancien curé constitutionnel, défroqué peu auparavant.

Strasbourg les affaires vont mieux depuis quelque temps. Les administrateurs et surtout l'agent national Mainoni ¹⁾ leur ont donné une vive impulsion...

Le district de Barr, siégeant aujourd'hui à Sélestat,

« n'avait point montré dans l'objet des domaines nationaux, cette action soutenue que devait imprimer leur importance. Les administrateurs sont, en général, bien faibles et l'agent national s'en plaint très fréquemment... »²⁾.

Dans une lettre adressée, le 6 mars, au Conseil exécutif provisoire, les membres du Directoire du Bas-Rhin faisaient un tableau navrant de la situation.

« Dans cette lutte à mort de la liberté contre la tyrannie, notre département n'a cessé d'être le principal théâtre de la guerre. C'est sur lui qu'ont singulièrement pesé toutes les réquisitions de tout genre; c'est lui qui a fait les efforts les plus constants et les plus heureux, dans les moments les plus difficiles, pour assurer la subsistance, prête à manquer, des soldats de la République. Nous n'appelons pas sacrifices tout ce que nous avons fait et même souffert; c'étaient autant de jouissances pour des citoyens qui ne voient que la patrie et qui veulent périr pour elle. Les esclaves qui avaient un instant souillé notre atmosphère de leur haleine impure sont chassés de la terre de la liberté, mais leur séjour a laissé des plaies profondes et cruelles. Nos pas ne rencontrent que des habitations abandonnées, des terres incultes, des champs dévastés dans les plus belles parties des districts de Haguenau et Wissembourg. Une criminelle terreur, mise à l'ordre du jour dans ces contrées par Euloge Schneider, ci-devant accusateur public de notre département, plus encore que les persuasions et les violences de nos ennemis, a fait fuir presque tous les habitants; on en compte déjà près de 50.000 de tout sexe et de tout âge, qui se sont réfugiés honteusement sur la terre de l'esclavage »³⁾.

Nous rencontrons ici, pour la première fois dans nos procès-verbaux cette allégation, souvent répétée depuis, qui met sur le compte d'Euloge Schneider, l'ex-moine franciscain, l'ex-professeur de Bonn, l'ancien vicaire épiscopal de Strasbourg, cette « Grande fuite » des populations du nord de l'Alsace. Assurément, l'accusateur public au tribunal révolutionnaire du Bas-Rhin, qui a fait couler trop de sang durant les premiers mois de la Terreur, n'aurait pas hésité à faire tomber quelques têtes de plus pour mieux sauver la sienne. Mais en fait, il n'a pu exercer aucune action directe sur les esprits terrifiés des fuyards de Haguenau et de Wissembourg. Car c'est le

¹⁾ Le futur général de brigade.

²⁾ P. V. du 15 ventôse, an II.

³⁾ P. V. du 16 ventôse, an II.

15 décembre déjà qu'il était arrêté par ordre de Saint-Just, exposé sur sa propre guillotine, puis expédié à l'Abbaye à Paris, d'où il ne sortit que pour monter sur l'échafaud. A ce moment l'avance de nos armées avait à peine commencé, et ce sont les ennemis les plus acharnés d'Euloge Schneider et des Jacobins venus d'Allemagne qui sont responsables des événements qui suivirent la libération du territoire français.

Ce n'est pas Euloge Schneider (qui rédigeait en allemand ses sermons, ses poésies, son journal *Argos ou l'homme aux cent yeux*) qui aurait tonné contre le langage parlé par l'immense majorité des Alsaciens d'alors, comme Barère le faisait dans la séance de la Convention du 22 janvier 1794, « langage qui est celui de la tyrannie et de l'aristocratie et non pas celui de la liberté ». Barère proposait donc à ses collègues de procéder « à l'extirpation de ces idiomes particuliers qui, à certaines extrémités de la France, servent de refuge, notamment en Bretagne et en Alsace » à l'aristocratie et au fanatisme.

« La contre-révolution, s'écriait-il, s'est réfugiée dans les idiomes... que nous aurons à faire disparaître. L'émigration et la haine de la République parlent allemand¹⁾. »

Il s'inspirait sans doute du rapport des représentants J.-B. Lacoste et Baudot, qui était daté du 25 nivôse de l'an II (14 janvier 1794) et dans lequel on lisait :

« Nos prises en fournitures sont immenses et *l'émigration des deux tiers des habitants du Bas-Rhin ajoute beaucoup à notre bonheur*. Il est impossible de vous exposer le degré de fanatisme et de préjugés allemands qui souillent ce beau territoire. Ceux qui ont fui ont prévenu la justice nationale et les sans-culottes qui ont versé leur sang pour établir la raison chez eux, profiteront de leurs dépouilles, au grand avantage de cette frontière²⁾. »

Quelques jours plus tard, ces mêmes représentants, dans le préambule de leur arrêté du 6 pluviôse (25 janvier 1794), instituant la nouvelle Commission révolutionnaire, affirmaient que les Alsaciens « étaient plus attachés aux tyrans de l'Autriche qu'à la République française » et qu'ils « conspiraient nuit et jour pour rentrer sous la domination de leurs anciens maîtres »³⁾.

¹⁾ Séance du 3 pluviôse, an II (*Moniteur*).

²⁾ Cette pièce est réimprimée dans l'*Opinion de Férat*, député du Bas-Rhin. Paris, Impr. Nationale, an V, p. 14.

³⁾ *Opinion de Férat*, p. 14.

Leurs administrateurs jacobins autochtones ne les jugeaient pas d'ailleurs avec beaucoup plus de sympathie. « C'est un peuple naturellement bon, laborieux, excellent agriculteur, disait un administrateur du district de Benfeld ; mais les Alsaciens sont égoïstes et fanatiques : les prêtres et le numéraire, voici leurs idoles. Il faut donc absolument ôter les prêtres et le numéraire, car tant qu'il y aura des prêtres, l'esprit public ne fera aucun progrès, et tant qu'il y aura du numéraire, les assignats n'auront pas leur juste valeur »¹⁾. Il est d'autant plus réjouissant de rencontrer aussi des documents comme cette lettre des administrateurs du district de Wissembourg, adressée le 16 ventôse an II (6 mars 1794) aux représentants du peuple, en leur envoyant « les votes des assemblées primaires de plusieurs communes étrangères de notre district » qui demandent leur réunion à la République²⁾. Elle se terminait par ces mots :

« Vous voyez, pères du peuple, que s'il y avait dans cette partie du pays des lâches qui ont pu préférer le joug des rois et des prêtres à la liberté et à la raison en suivant les brigands de l'Autriche et de la Prusse, il en est beaucoup d'autres qui veulent briser leurs fers pour se ranger sous l'égide de la Constitution française. Vive la République ! Péririssent les tyrans et leurs esclaves !³⁾ »

Malheureusement, cette conquête momentanée du Palatinat avait été accompagnée d'excès de tout genre, commis moins encore par les simples soldats eux-mêmes que par les commissaires des guerres et les agents civils de toute espèce qui accompagnaient notre armée. Il suffit de parcourir le rapport de Baudot, lu à la séance de la Convention du 26 ventôse (16 mars 1794) pour s'en rendre compte. Il se vante qu'on ait pu faire vivre pendant deux mois 80 000 hommes sur territoire étranger et pourvoir en outre à l'approvisionnement des places fortes de la frontière.

« La guerre a été faite sur les bords du Rhin comme dans les beaux jours de Rome... Les laines et les étoffes, les cuirs et les métaux, le bétail et les fourrages, tout a été enlevé... Le souvenir de la Belgique nous avait mis en garde contre la philosophie. Toute notre moralité a été concentrée sur la prospérité de la République... Vous verrez qu'on a pris dans le Palatinat comme dans un magasin ouvert aux besoins de la nation. »

¹⁾ Cité par M. Marion, *Revue Historique*, tome CXLII, p. 210.

²⁾ On sait qu'au nord de la Lauter une série d'enclaves palatines, bi-pontines, etc. séparaient la frontière ancienne de la place forte de Landau ; ce sont certaines de ces communes qui demandaient leur annexion, d'une façon plus ou moins spontanée.

³⁾ *Moniteur* (réimpression), XIX, p. 700.

Suivent des chiffres qui confirment pleinement l'immensité du pillage et expliquent que

« quarante mille personnes de tout âge et de tout sexe dans les seuls districts de Wissembourg et Haguenau ont fui le territoire français à la reprise des lignes ¹⁾ ».

Dans une nouvelle lettre du 1^{er} germinal an II (21 mars 1794), les administrateurs du Bas-Rhin adressent encore un appel désespéré au Comité de salut public pour qu'on vienne en aide au malheureux département. Ils lui ont dit déjà sa ruine absolue, réclamé des secours en bétail, indiqué les moyens d'atténuer sa misère, et ils n'ont toujours pas obtenu de réponse.

« Il est incalculable combien notre département a essuyé de pertes, épuisé depuis deux ans et par nos propres défenseurs et par les satellites des despotes, et dépeuplé encore, outre les maux attachés à la guerre, d'une émigration de près de cinquante mille âmes. De tous côtés les champs sont déserts ou incultes, les routes abîmées, les habitations dépeuplées; le peu de bêtes de trait qui ont pu échapper à ces différents fléaux sont exténués et chaque jour encore diminue leur nombre. Cependant l'ordre est donné *d'approvisionner pour un an* les places de Landau et de Lauterbourg; *l'évacuation* du Palatinat doit être de même opérée avec la rapidité la plus soutenue. D'un côté ce sont les *agents des subsistances militaires* qui nous requièrent de fournir *sur le champ, et pour plusieurs décades consécutives*, toutes nos voitures sans exception; de l'autre, les *commissaires des guerres* nous adressent de différents points de leurs résidences des demandes également pressantes et nombreuses. Ici ce sont les *agents de l'artillerie et du génie* qui veulent aussi des voitures; là les *généraux* veulent que tout autre service cède à celui dont ils sont chargés. Plus loin, la loi exige avec une autorité plus pressante encore, que les routes soient réparées au 15 de ce mois. Enfin il n'est pas jusqu'au *roulage des forges et des salines* qui exige de même des voitures, sans compter encore quelques faibles contingents de grains, dont il faut hâter la rentrée. Et c'est nous qui devons seuls suffire à des services si nombreux! Et c'est sur un département épuisé que pèsent à la fois toutes ces réquisitions! Nous ne parlons pas de rendre à la nature et de fertiliser les campagnes abandonnées par les lâches qui ont suivi les esclaves et d'empêcher une disette prochaine qui nous menace. Ce sacrifice sera doux à des citoyens qui veulent se dévouer en entier au salut de la patrie et au succès de ses armes. Mais plus il est instant de satisfaire complètement aux services qu'il exige, plus nous sommes obligés de nous retracer notre insuffisance. . . . Ce serait nous rendre coupables que de différer un instant de vous mettre à même de connaître nos besoins et notre situation. . . . Si vous voulez que le service public ne soit pas interrompu,

¹⁾ *Moniteur* (réimpression), XIX, p. 712-715. La Convention décréta l'impression du rapport de Baudot.

ne nous abandonnez pas à nos propres forces; faites-y concourir les départements voisins que la guerre a épargnés et surtout procurez-nous des bras et des bestiaux. . . . Ce sont moins nos propres souffrances que nous désirons alléger, c'est la République que nous désirons sauver et vous savez combien son salut est lié à la rapidité d'exécution des mesures qu'elle prescrit¹⁾. »

Ces plaintes et ces appels, le Directoire les reproduisait encore dans une lettre du 3 germinal an II (23 mars 1794), adressée au Conseil exécutif :

« Il y a pénurie totale de bras dans les districts de Haguenau et Wissembourg, pénurie de bêtes de trait et de semailles dans tout le département, stérilité forcée des terres, manque total de grains et de fourrages pour subsister jusqu'à la récolte prochaine. Voici, citoyen ministre, le tableau déchirant que présente à nos vives alarmes le résultat des renseignements que nous avons pris sur la situation actuelle de notre département et le recensement dont nous joignons ici l'état général²⁾. Les administrateurs du district de Wissembourg, plus occupés alors à dilapider et à enlever les biens nationaux qu'à saisir les moyens de secourir leurs concitoyens, sont les seuls qui, malgré nos pressantes instances, n'ont point fourni leur travail. . . Ils viennent d'éprouver les premiers effets de la justice nationale par un ordre du représentant Bar, qui les a mis en état d'arrestation³⁾. Leurs successeurs, pris dans la classe des sans-culottes nous promettent des résultats plus prompts⁴⁾. »

¹⁾ P. V. du 1^{er} germinal, an II.

²⁾ Nous n'empruntons à cet *Etat* que la phrase finale : « Le résultat du recensement présente, sur une population de 299.855 âmes un déficit de 340.349 quintaux de grains, pour aller jusqu'à la récolte prochaine. . . Au nom de la Patrie, intéressez-vous au sort de notre département et sauvez-le d'une ruine totale et de l'avenir le plus affreux ! »

³⁾ Les cinq officiers municipaux et notables de Wissembourg emprisonnés alors, Philippe Bartholdy, Georges Musculus, Jean-Guillaume Heydenreich, Louis Volkhard, Pierre Olry, furent envoyés à Paris, traduits devant le tribunal révolutionnaire, le 14 messidor de l'an II (2 juillet) et condamnés à mort comme traîtres à la nation, ayant accepté de rester en fonctions pendant l'occupation autrichienne. Les malheureux y avaient été contraints, dit-on, par des menaces ou même par des coups. Du moins l'un de leurs collègues, Ph.-H. Spaeth, qui avait pu s'échapper, obtint, après la Terreur, de la municipalité de Wissembourg un certificat portant « qu'il a été forcé d'accepter un poste par les despotes qui punissaient toute désobéissance par des coups de bâton sur les fesses ou par des menaces de déportation dans la Hongrie marécageuse ». Les accusations portées ici contre ces fonctionnaires pour détournements ou gaspillages, ne semblent pas avoir été alléguées, soit que leurs successeurs ultra-jacobins les aient imités de trop près, soit que ces incriminations aient été de simples calomnies. Voy. Strobel-Engelhardt, VI, p. 388; Landsmann, *Wissembourg pendant la Révolution*, p. 56-57; H. Wallon, *Le tribunal révolutionnaire*, IV, p. 369.

⁴⁾ P. V. du 3 germinal, an II. Mais déjà trois semaines plus tard, le Dépar-

C'était là une illusion dont les administrateurs départementaux devaient bientôt revenir, comme le montre la circulaire adressée par eux aux districts le 8 germinal (28 mars 1794), où ils relevaient « les plaintes réitérées portées contre les commissaires désignés pour la confection des inventaires des séquestrés ». Ces commissaires, y était-il dit,

« affrontant les peines dictées par les lois contre les voleurs des effets de la Nation, ne rougissent pas de profiter de la circonstance pour tromper et voler impunément la République. Les Directoires des districts doivent donc les surveiller de près et ne pas tolérer le plus léger écart de la loi. Dénoncez et faites punir quiconque osera oublier les intérêts de la République. Vous ne voudrez pas vous exposer à une dénonciation que nous serions obligés de faire en cas de négligence ou d'une condescendance coupable »¹⁾.

En même temps des lettres particulières étaient adressées aux commissaires eux-mêmes, Ulrich, Vilvot, Guidinale, etc., les sommant de contrôler sévèrement leurs subordonnés. « Point d'indulgence pour aucun, car tu en serais personnellement responsable. La patrie le veut et ton devoir l'exige »²⁾.

Mais bientôt la situation se compliqua d'une façon terrible pour les administrations et d'une façon désastreuse pour les administrés, puisqu'à l'encombrement des choses séquestrées venait s'ajouter l'encombrement des personnes. Par un arrêté du 18 ventôse (8 mars 1794), le représentant Bar avait ordonné que *tous les parents d'émigrés dans le district de Wissembourg*³⁾ seraient mis en état d'arrestation et transférés à Strasbourg. Mesure absurde et cruelle qui ne s'explique que par l'ignorance, peu croyable pourtant, du conventionnel au sujet du nombre de personnes qu'il entendait faire déporter et emprisonner ainsi. Les administrateurs départementaux furent très perplexes en présence de cette invasion subite de tant de détenus de tout âge et de tout sexe. Ils écrivaient le 19 germinal (8 avril 1794) au général Dièche, gouverneur de Strasbourg, qu'il en était déjà arrivé beaucoup et que leur nombre allait augmentant tous les jours.

tement était obligé de dénoncer au Comité de salut public le manque de zèle des nouveaux administrateurs et à signaler « une conduite coupable et d'un effet funeste dans ce département ». (P. V. du 27 germinal, an II (16 avril 1794).

¹⁾ P. V. du 8 germinal, an II

²⁾ P. V. du 8 germinal, an II.

³⁾ Comme nous ne connaissons cet arrêté de Bar que par une lettre du Directoire du Bas-Rhin au général Dièche, nous ne saurions dire s'il s'appliquait aussi au district de Haguenau.

« Cette grande influence (*sic*) de bouches inutiles peut avoir un effet funeste dans une commune en état de siège, où les subsistances sont assez rares déjà. Nous mettons ces réflexions sous les yeux du représentant Lacoste; nous t'engageons, citoyen général, à réunir ton aveu au nôtre et à demander avec nous que ces prisonniers soient incessamment transférés dans l'intérieur de la république ¹⁾ ». Le même jour, ils se plaignaient en effet à Lacoste, qui séjournait dans leurs murs, et le priaient « d'ordonner le transfert de ces parents d'émigrés dans telle partie de l'intérieur que tu voudras désigner. La chose presse; depuis deux jours déjà il nous est arrivé ici près de 400 personnes et l'on nous en annonce au moins deux mille ²⁾. »

Ce n'était pas d'ailleurs par compassion pure que les autorités jacobines du chef-lieu s'interposaient ainsi entre leurs compatriotes et les représentants du peuple; c'était tout simplement par égoïsme. La preuve s'en trouve dans une missive adressée ce même 8 avril au District de Wissembourg, où il est dit que ce n'est pas à Strasbourg à nourrir tous ces gens-là. « Donnez à vos municipalités les ordres les plus impérieux pour qu'elles envoient des vivres à leurs concitoyens ! » ³⁾ En même temps, le Département s'appliquait à diminuer le nombre de ces visiteurs importuns. Le décret de la Convention n'ordonnait que l'arrestation des *parents en ligne directe* des émigrés. Or, d'après le Directoire du Bas-Rhin, « la plus grande confusion règne dans l'exécution de la loi sur les parents d'émigrés » ⁴⁾.

« Vos municipalités, écrit-il le 20 germinal (9 avril 1794), au District de Wissembourg, ignorent qu'elle ne pèse que sur les *pères, mères, frères* ou *sœurs* d'émigrés. Elles envoient ici tous les autres parents comme leurs *beaux-frères, gendres*, etc. Elles ne se bornent pas à cette extension; elles comprennent dans la même mesure tous les individus suspects, ceux privés (*sic*) par la police correctionnelle, même les enfants en bas âge. Un autre abus : toutes ces personnes destinées à être détenues à Strasbourg, sont adressées sans pièces, sans procès-verbaux légalisés par vous, d'où il résulte qu'on est obligé de les renvoyer. Hâtez-vous, citoyens, d'éclairer vos municipalités ! » ⁵⁾

Pour arrêter cet afflux de bouches inutiles, les administrateurs du Bas-Rhin frappent à toutes les portes, sollicitent toutes les puissances du jour. Le 23 germinal (12 avril 1794), c'est au Comité de sûreté générale qu'ils s'adressent pour l'entretenir de l'émigration

¹⁾ P. V. du 19 germinal, an II.

²⁾ P. V. du 19 germinal, an II.

³⁾ Il spécifiait même la nature de ces envois (farines, pommes de terre, légumes, etc.).

⁴⁾ La loi du 17 septembre 1793.

⁵⁾ P. V. du 20 germinal, an II.

de plus de *cinquante mille* habitants des deux districts ; ils affectent à leur égard un mépris profond : « ces hommes ont eu la lâcheté d'abandonner leur patrie ; ils ne méritent plus de pitié ». Mais après cette profession de foi préliminaire, le Directoire s'étend sur « les effets funestes de l'application trop étendue de la loi », et il les fait voir.

« Elle va encombrer nos prisons *de plus de vingt mille individus*, et quels sont ces individus ? Des agriculteurs précieux dans les circonstances actuelles, des femmes, des enfants. Et quel moment est-on obligé de prendre pour sévir contre eux ? Celui où nous éprouvons le besoin le plus pressant de faire l'ensemencement des terres, celui où les travaux de la campagne appellent tous les bras, celui où nous devons, par les moyens les plus extrêmes, entretenir le service des convois de l'armée, des hôpitaux, de l'évacuation du Palatinat. Ajoutez les énormes approvisionnements qu'ils consommeront à Strasbourg, où ils gâteront la salubrité de l'air, etc. Nous demandons une décision qui concilie la sécurité publique avec l'intérêt d'un département aussi éprouvé que le nôtre¹⁾. »

Avant même de recevoir une réponse de Paris, les administrateurs du département étaient amenés à opérer un changement dans la saisie et la gestion des biens nationaux récemment séquestrés sur les fuyards. Soit « pour épargner des frais à la République », comme le disait leur arrêté, soit qu'ils eussent trop de motifs pour ne pas se méfier de leurs propres commissaires²⁾, soit enfin qu'ils eussent réelle-

¹⁾ P. V. du 20 germinal, an II.

²⁾ Certains de ces commissaires (p. ex. Vilvot de Haguenau), furent vivement attaqués comme concussionnaires dans la période de réaction qui précéda le 18 fructidor ; Vilvot, commissaire pour le district de Haguenau avait pourtant présenté ses comptes, avec pièces à l'appui, pour un total de 810.184 livres, 13 sols, 7 deniers provenant de ventes ; plus les Etats des grains donnés pour ensemencements, les Etats des literies données aux hôpitaux ; les Etats des métaux, chanvres conduits à l'arsenal de Strasbourg. Le Directoire avait déclaré que lui et son collègue Guidinale « avaient soigné les intérêts de la République... avec tout le zèle dont ils sont capables et qu'on peut se promettre d'un républicain ». P. V. du 29 floréal, an II. Seulement — fragilité des opinions humaines ! — il advint ceci que, le jour même où le Directoire avait pris cette délibération flatteuse, il lui arriva un double rapport de son collègue Ulrich, *contre* Vilvot et Guidinale avec des notes signées de différents habitants du district de Haguenau, si bien que les administrateurs se virent obligés d'engager les deux commissaires « à fournir leur défense dans le plus bref délai » et de décider que l'arrêté pris aujourd'hui sur leur compte ne serait pas expédié jusqu'à ce qu'il ait été satisfait au présent. Ces défenses ayant été fournies, le Directoire, dans sa séance du 15 prairial (3 juin 1794), déclarait que les inculpations fournies par les rapports d'Ulrich,

ment « confiance dans les districts régénérés », ils révoquaient » toutes les commissions particulières que leur collègue Ulrich, délégué à la surveillance immédiate des domaines nationaux dans les districts de Wissembourg et de Haguenau, pouvait avoir données, et abandonnaient aux Directoires de ces deux arrondissements, « sous leur responsabilité personnelle, toute la surveillance sur l'aliénation ou la conservation de ces domaines » ¹⁾. Mais il déléguait quelques jours plus tard un autre de ses membres, Saget, pour se rendre sur le champ dans les deux districts, afin de constater, par visites domiciliaires, les quantités de grains d'émigrés présentes et de les faire immédiatement refluer sur les magasins militaires de Landau et battre les grains encore en gerbes, l'armée du Rhin n'ayant plus que pour huit à neuf jours de subsistances ²⁾.

Le représentant Lacoste n'ayant toujours pas répondu aux lettres à lui envoyées les 19, 23, 29 germinal, le Directoire du département s'adresse derechef à lui, le 24 floréal (13 mai 1794) au sujet des parents d'émigrés détenus à Strasbourg. « Nous t'invitons au nom de l'humanité et de la justice d'ordonner l'élargissement des enfants, vieillards et femmes, parents d'émigrés, pour les sauver d'une perte prochaine » ³⁾. Un appel semblable est adressé au Club des Jacobins de Strasbourg pour l'inviter à appuyer ce vœu, « au nom de l'humanité » ⁴⁾. Il a été motivé probablement par une communication officielle du Comité de surveillance de la commune, signalant au département « l'état de dépérissement » de femmes octogénaires et d'enfants internés dans la forteresse. L'état de ces malheureux prisonniers devait être déjà bien grave, puisque le Directoire, écrivant au Comité de salut public, parle de « la nécessité sanitaire des libérations » et de « l'hygiène publique menacée par une épidémie désastreuse » ⁵⁾.

Mais s'il tient à se débarrasser des personnes, il est plus décidé que jamais à rafler leurs immeubles. Le 6 prairial (25 mai), il décidait d'envoyer deux de ses employés de confiance, Fiesse et Strohé,

étaient « nulles, dénuées de toute vérité et de toute preuve; qu'il avait été induit en erreur par de fausses dénonciations » et que « Vilvot et Guidinale ont agi en citoyens probes et zélés pour les intérêts de la République ».

¹⁾ P. V. du 14 floréal, an II.

²⁾ P. V. du 19 floréal, an II.

³⁾ P. V. du 24 floréal, an II.

⁴⁾ P. V. du 24 floréal, an II.

⁵⁾ P. V. du 24 floréal, an II.

non seulement dans les districts de Wissembourg et de Haguenau, mais dans celui, récemment créé, de Neu-Saarwerden, avec mission de faire transporter aussitôt dans la commune de Strasbourg tous les meubles, effets précieux et papiers importants des domaines nationaux et des émigrés. Ils requerront les agents nationaux, les voitures de transport, les gardes nationales, vu l'immense quantité de ces objets disséminés partout, le danger des dilapidations, etc. D'abord, Strasbourg offre plus de sécurité comme place forte ; puis on pourra mieux y vendre les objets ¹⁾. La semaine d'après, « le citoyen Zollikofer fils, demeurant à côté de l'auberge appelée *Commune affranchie* ²⁾, était nommé commissaire gardien de tous les effets d'émigrés amenés en ville des trois districts énumérés plus haut, « à la maison de la place d'armes où est l'Aubette ». Le citoyen Christe, ci-devant garçon de bureau du département, lui était adjoint comme aide ³⁾.

¹⁾ Le 13 prairial, le Directoire écrit encore une fois aux agents du Comité de la sûreté générale dans le Bas-Rhin pour hâter le départ des parents d'émigrés arrêtés et des suspects valides vers l'intérieur, et pour demander qu'on relâche les personnes contre lesquelles il n'est aucune charge, « surtout des enfants qui sont détenus peut-être au nombre de plus de quatre cents ». (P. V. du 13 prairial, an II). Même appel au Comité de salut public, le 18 prairial : « Les maisons d'arrêt sont plus que jamais encombrées d'individus de tout sexe et de tout âge ; il est insensé d'arrêter tous les parents de 30.000 émigrés ; les champs sont déserts. Comment les surveiller, comment les nourrir ? Il y a eu plus de zèle que de prudence dans cette mesure ; il faut ordonner la libération des enfants « qui n'auront point été criminels envers la patrie ».

²⁾ C'était l'ancien *Hôtel de Lyon*.

³⁾ P. V. du 6 et du 11 prairial, an II. Le citoyen Zollikofer ayant été nommé bientôt après trésorier du Comité de secours et de travail, demanda qu'on le remplaçât dans sa commission première et le Directoire désigna le négociant Graselly comme son successeur. (P. V. du 16 prairial, an II).

CHAPITRE II.

RÉCLAMATIONS DES FUGITIFS POUR LA LEVÉE DES SÉQUESTRES OU LA RADIATION SUR LES LISTES DES ÉMIGRÉS

(*Floréal - Frimaire an III*).

Nous sommes arrivés de la sorte jusqu'au commencement du mois de juin 1794 sans avoir rencontré presque, grâce à la Terreur qui règne partout, ni réclamations nombreuses, ni protestations véhémentes contre toutes les saisies et confiscations opérées au nom de la loi. La seule que nous eussions pu mentionner jusqu'ici aurait été celle d'une femme. Le 16 février 1794, Caroline, femme du ministre luthérien de Sessenheim, Georges-Jacques Schweppenhæuser, s'adressait au Directoire, pour lui exposer que son mari « avait été entraîné par la foule de gens que les hussards ennemis chassaient devant eux près du Fort Vauban et qui furent obligés de passer le Rhin ». Elle demandait bien, par acquit de conscience, qu'il ne fût pas déclaré émigré ; mais « s'il devait l'être », qu'il fût permis au commissaire du séquestre établi sur les meubles de son mari, de lui livrer une somme d'argent de 600 livres et de

« lui extradier quatre paires de draps de lit, quatre paires d'oreillers, un matelas, un lit de plume, une couverture, quatre nappes, quatre douzaines de serviettes et tout le linge d'enfant ».

Après consultation du citoyen Voelckel, commissaire du séquestre à Sessenheim, les administrateurs du département avaient autorisé ce dernier à laisser provisoirement à la requérante « les linges et hardes à son usage seulement et à celui de ses enfants, lesquels cepen-

dant demeureront affectés à l'indemnité due à la République » ¹⁾. Mais la citoyenne Schweppenhæuser était revenue à la charge et demandait, le 30 avril, de prendre au domicile commun ce qui lui appartenait, en spécifiant les objets ²⁾. Vœlckel déclarait alors « qu'aucun de ces effets ne se trouvait au presbytère de Sessenheim, tout ayant été réfugié à Strasbourg, le jour avant l'invasion de l'ennemi, avec une boîte contenant 2000 livres en assignats ». La masse se trouvait sous scellés chez le citoyen Reichenbach, quai des Bateliers. La nouvelle requête ne fut pas mieux accueillie ; la délibération des administrateurs départementaux autorisait le commissaire à lever les scellés pour donner à la femme du fuyard « ce qui lui appartient des hardes », mais ordonnait la mise en vente du reste, comme bien d'émigré ³⁾.

Pendant longtemps Mme Schweppenhæuser avait seule eu le courage de réclamer contre les décisions officielles. C'est seulement le 13 prairial (1^{er} juin 1794) que les héritiers de Jean François Heimbach, ci-devant apothicaire à Lauterbach ⁴⁾, osèrent protester contre la qualification d'émigré donnée au défunt. Selon eux, Heimbach avait « été enlevé de force par la horde ennemie et conduit, lié et garrotté, au château de Kilberg, près Heidelberg, où il est mort » ⁵⁾. Les pétitionnaires joignaient à leur réclamation un certificat de huit citoyens de Lauterbourg ⁶⁾, du 3 prairial, affirmant que le défunt « a constamment donné des preuves de son attachement à la Révolution ; qu'il a été entraîné dans l'esclavage ; qu'il a péri à Kilberg par les mauvais traitements qu'on lui a fait éprouver ». Il faut croire que ces témoignages parurent d'assez grand poids pour obtenir aux plaideurs une réponse favorable. Le Directoire admit que Heimbach était « mort en pays ennemi comme victime de la Révolution » et décidait en consé-

¹⁾ P. V. du 28 pluviôse, an II.

²⁾ P. V. du 11 floréal, an II.

³⁾ P. V. du 11 floréal, an II. Signe caractéristique du changement d'humeur des dirigeants ! Treize mois plus tard, ces mêmes administrateurs du Bas-Rhin, derechef assaillis par Caroline Schweppenhæuser, soutenue cette fois par la municipalité de Sessenheim et le District de Haguenau, consentaient à rayer de la liste des émigrés le pasteur fugitif et à le rendre à son épouse vertueuse et désolée. P. V. du 18 prairial an III (6 juin 1795).

⁴⁾ Ober- et Niederlauterbach forment deux agglomérations rurales du canton de Lauterbourg.

⁵⁾ P. V. du 13 prairial, an II.

⁶⁾ On a pris pour témoins des notables de la ville voisine, pour que le certificat produise plus d'effet.

quence « qu'il ne sera pas traité comme émigré et que le séquestre sera levé sur ses biens ».

Cette première décision encouragea probablement d'autres victimes de l'arbitraire des agents à présenter leurs doléances à l'autorité supérieure. Dans la séance du 17 prairial (5 juin 1794), Jean Wolfer, d'Eschbach, proteste contre son inscription sur la liste des émigrés ; il n'a pas émigré ; ses témoins, Hauck, maire provisoire de Leimwiller, et Léonard Christ, d'Eschbach, déclarent comme témoins oculaires, qu'ils l'ont vu entre les mains des Prussiens qui le traînaient à leur suite et qu'il a donné de tout temps des preuves de son attachement à la Révolution. Aussi le Directoire le déclare-t-il non-émigré, et comme ces décisions sont prises par une administration ardemment jacobine au plus fort de la crise terroriste, on peut admettre à bon droit que ces citoyens étaient vraiment victimes des violences ennemies, ce qui doit être plus d'une fois mis en doute, quand il s'agit de témoignages, oraux ou écrits, produits à l'époque qui suivit le 9 thermidor.

Le 2 messidor (20 juin 1794), c'est Barbe Jung, veuve de Jacques Weiss, de Stützheim, qui expose que, sur les bruits courant dans la commune, qu'on allait l'arrêter et la conduire aux prisons de Strasbourg, elle s'est évadée de frayeur et a été trois jours chez son père, Jean Jung, à Mommenheim, et pendant cinq jours chez Michel Fritsch, de Friedolsheim ¹⁾. Pendant cette absence, elle a été mise sur la liste des émigrés et ses biens placés sous séquestre. Ayant présenté des certificats confirmant ses dires, elle a la joie d'entendre le Directoire déclarer « qu'on ne peut raisonnablement en exiger d'autres, eu égard à la situation où se trouvait la pétitionnaire, errant avec ses deux enfants d'un endroit à l'autre et se tenant cachée pour ne pas tomber au pouvoir de l'ennemi ni à celui ²⁾ du ci-devant accusateur public du tribunal révolutionnaire de Strasbourg, qui frappait indistinctement l'innocent et le coupable, suivant le mouvement de ses passions ». On la rayera donc de la liste fatale, et le séquestre sur ses biens sera levé ³⁾.

Le 8 messidor (26 juin 1794), c'est Michel Gerhard, valet de labour chez le citoyen Schwartz, de Steinweiler, emprisonné à Strasbourg, qui est également rayé, parce qu'il est constaté par un certificat de la municipalité de cet endroit « qu'il a été enlevé de force

¹⁾ Deux localités du Bas-Rhin.

²⁾ Le texte porte à tort: ni de celui.

³⁾ P. V. du 2 messidor, an II.

par les ennemis lors de leur retraite et qu'il a saisi le premier moment pour revenir à son maître en lui ramenant ses chevaux et sa voiture » ¹⁾.

Huit jours plus tard, ce sont Marie-Anne Simon et Marie Lorenz, femmes de Jean Laugel, maire, et de Jean Lohmann, notable, de Bossendorf, qui demandent qu'on ne déclare pas leurs maris émigrés. « Ils ont été forcés par l'ennemi de le suivre avec leurs chevaux et leurs voitures sous peine de mort ». Le conseil général de leur commune certifie, le 19 nivôse, qu'ils « ont été de tout temps de chauds patriotes, et qu'ils ont été désignés par les ennemis pour les suivre, sous menace d'incendie de leurs habitations » ²⁾. Sur ce témoignage, le Directoire « surseoit pour le moment à les déclarer émigrés » ³⁾.

Parfois la situation est moins nette et amène des solutions différentes. C'est le cas pour Jean-Philippe Bender, de Bouxwiller. Afin de sauver une partie de son avoir, lors de l'invasion, il a déposé une malle remplie d'effets chez Jacques-Philippe Saltzmann, à Strasbourg. Mais peu après, pris sans doute de panique à l'idée d'être poursuivi comme traître, « il a suivi l'ennemi dans sa retraite, avec toute sa famille, à l'exception d'une jeune fille de treize ans, venue par connaissance chez ledit Saltzmann et qui y est toujours restée depuis » ⁴⁾. Le département arrête que la malle sera inventoriée, les effets vendus comme ceux d'un émigré et la fille mise à « l'Hospice des Enfants de la Patrie » ⁵⁾.

Sur ces entrefaites un événement d'importance s'était produit à Paris. Soit qu'il cédât à un accès momentané de clémence, soit qu'il se rendît compte quel mal faisait à la République l'exil de tant de malheureux, Vadier avait proposé à ses collègues de la représentation nationale d'opérer une sélection dans leur nombre, et le 19 messidor

¹⁾ P. V. du 8 messidor, an II.

²⁾ P. V. du 16 messidor, an II (4 juillet 1794.)

³⁾ Un cas analogue se présente à la séance du 22 juillet. De sa prison, le maire de Dingsheim, Richard Sonntag, envoie un certificat de civisme et de non-émigration délivré par ses concitoyens. Tout en constatant que Sonntag n'est inscrit sur aucune liste d'émigrés, et que sa municipalité atteste sa présence non interrompue sur le sol de la liberté, en même temps qu'elle vise son certificat de civisme, les administrateurs du Bas-Rhin, soit qu'ils n'aient pas une conviction entière, soit plutôt qu'ils n'aient pas les pouvoirs nécessaires, se contentent d'arrêter que, « quant à la demande d'élargissement, il se pourvoira ainsi qu'il appartiendra. » (P. V. du 4 thermidor, an II).

⁴⁾ P. V. du 1^{er} thermidor, an II (19 juillet 1794).

⁵⁾ C'était de ce nom que la Révolution avait baptisé l'ancienne « Maison des Enfants trouvés » de Strasbourg.

an II (7 juillet 1794), la Convention avait en effet rendu un décret qui décidait la libération des laboureurs et artisans des campagnes dans les communes de moins de douze cents âmes, détenus comme suspects. Etaient exceptés ceux qui se trouvaient « prévenus d'avoir porté les armes contre la République, d'avoir favorisé l'entrée des ennemis sur le territoire ou d'avoir participé à tout autre crime de haute trahison » ¹⁾. Deux semaines plus tard, le comité de surveillance insistant derechef pour que les individus détenus à Strasbourg fussent conduits à l'intérieur, le Département se déclara tout prêt à donner son concours à la mesure, mais en laissant le Comité « concevoir et arrêter le plan ». Il se bornerait, pour le moment, à une observation préliminaire en s'inspirant évidemment du décret précité. On devra partager les détenus en plusieurs catégories : 1^o les cultivateurs des communes de douze cents âmes et au-dessous ; 2^o ceux des communes plus populeuses ; 3^o les citoyens qui, par le résultat des notes fournies au citoyen Garnerin ²⁾ pourront être rendus à la liberté ; 4^o ceux dont la loi a ordonné *nommément* l'arrestation, tels que fonctionnaires destitués ou suspendus, parents d'émigrés, nobles, étrangers, etc. 5^o ceux que des mesures de sûreté ont fait enfermer, tels que les riches égoïstes, les prêtres, etc., ou qu'une aristocratie constante ou des manœuvres contre-révolutionnaires destinent au glaive de la loi.

« Vous penserez peut-être, comme nous, que ces deux dernières catégories sont les seules qui devront être immédiatement transférées dans celles des communes de l'intérieur que vous aurez désignées ³⁾. »

Tous les conventionnels ne partageaient pas d'ailleurs les idées relativement modérées de certains de leurs collègues. Ainsi Heintz et Goujon, délégués près des armées de Rhin et Moselle, écrivant de Landau au Comité de salut public, le 29 messidor (17 juillet 1794), faisaient l'éloge enthousiaste du gouvernement révolutionnaire et de ses procédés en Alsace et dans le Palatinat.

« Nous serions ingrats, s'écriaient-ils, envers la plus terrible et la plus bienfaisante institution, si nous ne lui attribuions pas une grande partie

¹⁾ *Moniteur* (réimpression), XXI, p. 184.

²⁾ Garnerin était un des nombreux agents du gouvernement révolutionnaire qui opéraient alors en Alsace.

³⁾ P. V. du 3 thermidor, an II.

des triomphes de nos armées. Le gouvernement révolutionnaire était indispensable et a sauvé la patrie. Il a préservé l'intérieur des troubles et l'armée des trahisons. Il délivre le sol de la république de toutes les factions et les fonctions publiques de tous les intrigants; il paralyse les indulgents et les amis de la paix; il fait disparaître les ennemis de l'égalité et les conspirateurs; il active tous les travaux et assure l'approvisionnement des défenseurs de la patrie; il affermit la République française et assure la liberté du genre humain! »¹⁾

Et cependant Heintz lui-même avouait, dans un de ses rapports de thermidor que « beaucoup de familles alsaciennes qui n'avaient été que trompées ou entraînées ou même violentées par l'ennemi, désiraient passionnément rentrer dans leurs foyers, et que cet objet méritait de fixer toute l'attention du gouvernement »²⁾.

Le 23 juillet, les administrateurs départementaux s'adressent plus spécialement à la Commission des revenus nationaux de la Convention pour lui faire sentir combien cruelle est l'application de la loi du 17 frimaire dans certains cas. « Nous vous observerons, disent-ils, que l'impossibilité d'agir pour empêcher l'émigration de leurs enfants, est commune à tous les parents qui se sont trouvés dans les pays envahis par l'ennemi. Comment, en effet, auraient-ils pu chercher obstacle à l'émigration d'un fils qu'ils auraient découvert dans l'intention de trahir sa patrie, sans exposer leur sûreté personnelle, ou bien, d'un autre côté, n'aurait-il pas été inhumain de leur part que, pour se mettre en règle avec la loi, ils cherchassent à retenir un fils obligé, par son patriotisme notoire, de se soustraire à la rage des tyrans ? Nous pensons donc que la loi du 17 frimaire ne doit être applicable qu'à des pères et mères d'enfants émigrés qui habitant le sol non envahi de la liberté, n'auraient pas agi de tout leur pouvoir pour les retenir »³⁾.

Les vrais coupables, sans doute, il faut les frapper de toute la rigueur de la loi. Aussi quand le Directoire du Bas-Rhin apprend que le Directoire « régénéré » du district de Wissembourg a décidé, la veille, de faire traduire au tribunal criminel tous les individus qui ont suivi l'ennemi dans sa retraite et qui rentreraient sur le territoire de la République, il « approuve, autant qu'il est en notre pouvoir », les mesures prises pour « accélérer le jugement des traîtres » ; mais il

¹⁾ *Moniteur* (réimpression), XXI, p. 267.

²⁾ Marion, *op. cit.* p. 214.

³⁾ P. V. du 5 thermidor, an II.

insiste d'autant plus sur l'obligation de mettre les dernières listes d'émigrés au net, afin qu'elles soient imprimées avant la fin du mois.¹⁾

La grande difficulté était en effet de dresser d'une façon tant soit peu exacte ces listes d'émigrés qui devaient servir de base aux jugements futurs. Une foule de *disparus* y étaient inscrits déjà comme *émigrés*. Chaque jour, les municipalités dénonçaient d'anciens soldats, des hommes de loi, de simples paysans, manquant dans leur village et qu'on supposait « avoir abandonné le sol de la liberté pour se réunir aux ennemis de la patrie »²⁾. La peur des tribunaux et des agents révolutionnaires inspirait parfois à de braves officiers municipaux les procédés les plus absurdes. C'est ainsi que ceux de Westhausen avaient expédié aux prisons de Strasbourg une pauvre folle, « la citoyenne Christine, qui tombe tellement en démente qu'à tout instant il pourrait arriver un malheur » et qui « avait été déjà d'ailleurs aux petites maisons ». Le Directoire eut le bon sens de la tirer de prison pour la faire « transporter à la Maison des fous à Strasbourg »³⁾.

Bientôt cependant, les effets de la chute du « triumvirat » se font sentir, et dans la seconde moitié d'août 1794, les jugements des plus enragés montagnards deviennent moins acerbes pour ces Alsaciens dont on voulait, il y a six mois, guillotiner ou déporter plus de la moitié. Duroy écrivait, le 2 fructidor (19 août 1794) :

« La commune de Strasbourg... a été trop travaillée pendant longtemps par les factions des aristocrates, des feuillants, des malveillants de toutes espèces, pour ne pas renfermer encore dans son sein quelques restes impurs ; mais la masse des citoyens est bonne, elle veut la République, la liberté et l'égalité. »⁴⁾.

Déjà les autorités départementales se montrent généralement disposées à répondre d'une manière favorable aux demandes d'élargissement qui commencent à leur parvenir en plus grand nombre. Deux citoyens de Steinfeld, Martin et Jean Eichenlaub, ayant produit

¹⁾ P. V. du 18 thermidor, an II. Le lendemain, mû par un sentiment d'humanité qui l'honore, il invitait le District à laisser à chaque femme ou orphelin d'émigré une vache, à charge de la représenter quand ils en seront requis. (P. V. du 19 thermidor, an II).

²⁾ P. V. du 22 thermidor, an II. Evidemment on n'avait pas encore pris conscience des tendances de clémence qui allaient se manifester après la révolution du 9 thermidor.

³⁾ P. V. du 22 thermidor, an II.

⁴⁾ *Moniteur* (réimpression), XXI, p. 587.

des certificats constatant qu'ils ont été pillés par les ennemis et forcés à coups de crosse et de plat de sabre à leur porter leurs havresacs jusqu'au delà du Rhin, et qu'ils ont toujours été d'excellents patriotes, le Directoire arrête qu'il n'y a pas lieu de les considérer comme émigrés¹⁾. Trois jours plus tard, d'autres citoyens de Steinfeld, forcés de « conduire les équipages des satellites des despotes ou de leur servir de guides », voient leur demande accueillie de la même manière²⁾.

La fréquence croissante de ces réclamations est attestée par la lettre écrite à la Commission des administrations politiques et tribunaux de la Convention, par le Directoire du Bas-Rhin, en date du 19 août 1794 :

« Beaucoup d'habitants, surtout du district de Wissembourg qui, lors de la retraite des hordes barbares ont quitté le sol de la république, profitent du succès de nos armes dans le Palatinat et d'autres occasions favorables pour rentrer dans leur patrie. Dès leur arrivée, les municipalités, conjointement avec les administrateurs des districts, les mettent en arrestation et les traduisent au tribunal criminel³⁾. Ils nous adressent ensuite leurs réclamations et les accompagnent d'ordinaire de certificats de municipalités, de conseils-généraux, de comités de surveillance, qui attestent qu'ils ont été entraînés par ces esclaves et obligés par des violences et des voies de fait, souvent des plus révoltantes, les uns, de leur servir de guides, les autres, de leur transporter leurs équipages. *D'après de pareilles attestations nous n'avons jusqu'à présent pas cru pouvoir nous dispenser de déclarer non-coupables d'émigration, les émigrés qu'elles concernaient, et le tribunal de les mettre en liberté,* d'autant plus que les listes sur lesquelles ils devaient être portés, n'ont, jusqu'à ce jour, pu être arrêtées. . . . Ces demandes deviennent aujourd'hui tellement fréquentes, que nous commençons à concevoir des inquiétudes sur l'impartialité des certificats qui les appuient, surtout lorsque nous considérons que plusieurs des communes ne sont peut-être pas encore imbues des principes qui constituent les vrais républicains, et que d'aucunes liaisons de parenté ou d'amitié peuvent les entraîner à des condescendances très contraires aux intérêts et à la sûreté de l'Etat. Cependant ces attestations sont le seul moyen qui doive nous faire décider si l'individu, qui en est l'objet, a trahi sa patrie. Aucune loi ne nous guide dans les déterminations à prendre à ce sujet; notre position devenant très embarrassante, nous vous prions de tracer la conduite que nous avons à tenir⁴⁾. »

1) P. V. du 26 thermidor, an II.

2) P. V. du 29 thermidor, an II.

3) Le tribunal criminel du Bas-Rhin (qu'il ne faut pas confondre avec les différents tribunaux révolutionnaires du département) s'était montré toujours très modéré dans ses jugements, en matière politique; on le lui avait souvent reproché de 1792 à 1794.

4) P. V. du 2 fructidor, an II.

Malgré ces scrupules, en partie légitimes, les autorités administratives rayaient encore, le 20 août, de la liste des émigrés, toute une série d'individus qui s'étaient présentés comme entraînés de force par les satellites des tyrans¹⁾. Mais, dans certains cas, ils se montraient pourtant sceptiques, et quand, le 24 août, Jacques Christmann, de Niederseebach, vint leur conter que son fils Thiébaut avait été

« forcé, à coups de crosse et de bâton, d'atteler à la hâte le cheval de son père, pour conduire des fourrages, et que, les larmes aux yeux, il a abandonné sa patrie, sans être depuis revenu »,

ils décident « qu'on ne peut se dispenser de le considérer comme émigré » et le maintiennent sur la liste²⁾. Pour les pétitions féminines, le Directoire est plus accueillant. Dorothee Goetz, femme Marx, de Brumath, ayant affirmé avoir été forcée de fuir, parce qu'elle avait été maltraitée par les satellites des tyrans qui ont tué, sous ses fenêtres, une autre citoyenne, sur sa renommée de patriote, est crue sur parole et sur le vu d'un certificat de compatriotes de Brumath, portant qu'elle s'est de tout temps montrée bonne patriote. De plus, elle a eu le flair de ne pas rester en Allemagne, mais de se réfugier à Bâle, après avoir passé le Rhin ; aussi est-elle autorisée à rentrer sur le territoire français³⁾.

Les procès-verbaux ne mentionnent pas toujours les décisions prises ; sans doute on en laissait la responsabilité aux tribunaux. C'est le cas, par exemple, pour le nommé Georges Boell, de Niederlauterbach, âgé de quatre-vingt-deux ans ; il supplie qu'on ne le déclare pas émigré.

« Son âge, trop avancé, le mettant hors d'état de suivre les armées républicaines, à l'approche de celle des brigands couronnés, il ne lui restait plus, pour se soustraire à la fureur de ces féroces ennemis, d'autre moyen que de se tenir caché dans sa maison pendant leur séjour. Mais l'atroce malveillance des aristocrates restés dans la commune l'ayant découvert et désigné pour le patriote le plus pur et le plus ardent, des lâches satellites le maltraitèrent tellement qu'il fut laissé pour mourant ; revenu à lui, ces cruels ennemis recommencèrent leurs mauvais traitements et le forcèrent à les suivre.... ils le traînèrent, malgré sa ferme résistance, avec eux...⁴⁾ »

¹⁾ P. V. du 3 fructidor, an II.

²⁾ P. V. du 7 fructidor, an II.

³⁾ P. V. du 8 fructidor, an II.

⁴⁾ P. V. du 25 fructidor, an II.

Parfois ce sont les communes elles-mêmes qui s'enhardissent à réclamer la liberté de leurs concitoyens. Celle de Kapsweyer postule, le 24 septembre, la délivrance de cinq de ses ressortissants, détenus dans les prisons de Wissembourg pour crime d'émigration, alors qu'ils ont été forcés, par de mauvais traitements, de porter les sacs des soldats et de conduire des bestiaux. Les commissaires du Comité de surveillance, ayant constaté que ces affirmations étaient véridiques, le Directoire promet de les relâcher ¹⁾. C'est avec un certificat de la municipalité de Minversheim, et muni de l'attestation de plusieurs citoyens, que le citoyen Burg (Antoine) se présente, le 28 septembre, pour exposer que,

« lors de la retraite de l'ennemi, il a été forcé à transporter avec sa voiture et ses chevaux les équipages de ces vils esclaves; qu'ils l'ont obligé de les suivre jusque sur la terre de la tyrannie où il est resté, en attendant le moment favorable de s'échapper et de rentrer dans sa patrie; qu'ayant trouvé ce moment il a abandonné sa voiture et ses chevaux et est revenu dans ses foyers ».

Il est rayé de la liste des émigrés publiée le 4 messidor précédent ²⁾. La même chance échoit à Louis Kesselring, d'Oberlauterbach, « emmené de force par les hordes esclaves pour le transport de leurs malades » ³⁾, à Joseph Amrhin, de Walbourg, qui

« s'était retiré dans les bois avec ses bestiaux pour les soustraire à la rapine de l'ennemi. Mais, lors de la honteuse retraite des satellites des despotes coalisés, il s'est vu forcé, dans son asile, à coups de bâton, à les suivre et à leur servir de guide » ⁴⁾.

Daniel Beyerlé, de Schleithal, est, lui aussi, déclaré non-émigré, bien qu'il ait été entraîné au delà du Rhin, par violence et à force de coups, alors qu'il conduisait sa mère et sa sœur à Scheid, à travers la forêt, pour les soustraire aux mauvais traitements des brigands. Les certificats portant qu'il « s'est montré bon citoyen en toute occasion pendant la Révolution » et « les serments prêtés devant le juge de paix » lui rendent la liberté ⁵⁾. Dans la même séance, les administrateurs liquident encore, dans le même sens, les cas de Martin Jost de Schlei-

¹⁾ P. V. du 3 vendémiaire, an III.

²⁾ P. V. du 7 vendémiaire, an III.

³⁾ P. V. du 8 vendémiaire, an III.

⁴⁾ P. V. du 9 vendémiaire, an III.

⁵⁾ P. V. du 9 vendémiaire, an III.

thal, de Michel Hatt de Wingersheim ¹⁾, d'Isaïe Meyer, israélite de Niederhochstett ²⁾ ; l'un d'eux a été enlevé par deux hussards autrichiens « pendant qu'il était occupé à faire moudre des grains au moulin dit Münch-Mühl » ; un autre

« était en campagne pour acheter du bétail, quand il a eu le malheur de tomber au pouvoir de l'ennemi. Les hordes non contentes de lui enlever son bétail le maltraitèrent encore d'une façon indigne, en lui disant : Nous t'apprendrons à approvisionner les patriotes ! et ... l'entraînèrent, en lui liant les mains sur le dos » ³⁾.

Les jours suivants, nos procès-verbaux enregistrent des arrêtés de non-émigration et, par suite, de sortie de prison, pour Michel Wollherr de Rheinzabern, Ignace Heintz de Scheid ⁴⁾, Jean Martz de Mutzenhausen ; ce dernier a joué de malheur. « Conduit par les satellites des despotes, lié et garrotté, hors du sol de la liberté, il a été tellement maltraité, au delà du Rhin, qu'il a manqué de perdre la vie ». A peine convalescent, il est rentré, mais, malgré sa conduite républicaine, il a été mis en arrestation. Comme cinq communes, Mutzenhausen ⁵⁾, Schaffhausen ⁶⁾, Wahlenheim ⁷⁾, Schwindratzheim ⁸⁾ et Hochfelden attestent son civisme, le Directoire décide qu'il n'y a pas lieu de le traiter comme émigré ⁹⁾.

Quelquefois, pourtant, des scrupules assez naturels viennent aux administrateurs ; ils se demandent s'ils ne se montrent pas trop coulants à l'égard de tous ces pétitionnaires. Il s'est présenté, par exemple, une femme, Marianne Allendorf, épouse de Jacques Willig, tailleur de pierres à Wasselonne, qui raconte qu'au moment de l'invasion son mari s'était rendu à Bilsenheim pour réclamer le paiement de quelques ouvrages faits dans sa carrière. Il y a été saisi comme espion, traîné à Brumath (voir là-dessus le certificat de la municipalité de Bilsen-

1) Hatt « s'est toujours conformé en véritable républicain ».

2) La ville de Landau s'intéresse à Meyer ; il était sans doute l'un des fournisseurs de la garnison.

3) P. V. du 9 vendémiaire, an III.

4) P. V. du 11 vendémiaire, an III.

5) Mutzenhausen, se trouve dans le canton de Hochfelden.

6) Canton de Lauterbourg.

7) Canton de Brumath.

8) Canton de Hochfelden.

9) P. V. du 13 vendémiaire, an III.

heim du 16 germinal¹⁾. La pauvrete voudrait bien savoir si son époux est censé émigré ou s'il est prisonnier, vu que le séquestre été mis sur ses meubles²⁾. Le Directoire est d'avis que « si depuis, il n'est pas rentré dans sa patrie, il y a lieu de présumer qu'il ne l'a pas pu ». Mais il ajoute immédiatement :

« Considérant qu'en admettant ce principe, nombre d'individus qui prétendent avoir été forcés de suivre l'ennemi dans sa retraite, seraient dans le cas d'être exceptés des peines portées contre l'émigration »

il sera sursis de le mettre sur la liste des émigrés, mais le séquestre sur les biens sera maintenu jusqu'à ce que la Commission des administrations civiles, police et tribunaux de la Convention nationale, ait statué sur ce cas particulier, qui lui sera soumis.

Jacques Feuerstein, maréchal ferrant à Aschbach³⁾ est plus heureux. « Revenant de la forêt où il avait coupé du bois à son usage, il a été fait prisonnier par des hussards ; s'étant évadé, il a été repris » ; c'est donc à tort qu'il est accusé du crime d'émigration, et le Directoire le décharge de l'accusation⁴⁾. D'autres fuyards encore, de Schleithal, « emmenés par les hordes esclaves à coups de bâton », sont réintégrés dans leurs droits de citoyen au cours de la séance du lendemain⁵⁾.

Cependant ces maximes de tolérance restaient purement locales. La représentation nationale, malgré la réaction thermidorienne, n'était pas encore disposée à modifier les pénalités édictées jadis contre les fuyards. Lors de la discussion sur la loi révisée, relative aux émigrés, ce fut un député du Bas-Rhin, Philippe Rühl, qui parla du grand nombre des habitants des districts de Haguenau et Wissembourg allant rejoindre les Prussiens, et qui déclara que « certes, ils doivent bien être considérés comme des émigrés »⁶⁾. Il parlait ainsi dans la séance du 21 fructidor (7 septembre 1794) ; mais ce n'est qu'en octobre que le conventionnel Foussedoire, alors en mission dans les départements du Rhin, intervint officiellement pour modifier la situation des fuyards rentrés et prisonniers et de ceux, infiniment plus nom-

¹⁾ Le nom de Bilsenheim manque dans la nomenclature des localités alsaciennes. Je suppose qu'il s'agit de Bilwisheim, Bilse.

²⁾ P. V. du 23 vendémiaire, an III (14 octobre 1794).

³⁾ Canton de Seltz.

⁴⁾ P. V. du 24 vendémiaire, an III.

⁵⁾ P. V. du 25 vendémiaire, an III.

⁶⁾ *Moniteur* (réimpression), XXI, p. 703.

breux, restés en exil. A la demande du District de Wissembourg, ce représentant du peuple prenait, le 21 vendémiaire (12 octobre 1794), un arrêté ordonnant

« qu'il sera sursis à toute décision jusqu'à ce qu'il ait été statué par la Convention nationale sur le sort des émigrés du Bas-Rhin, qui jusque là, seront détenus à Strasbourg »¹⁾).

C'était évidemment une espèce de *veto* opposé à la continuation de la pratique plus humanitaire des administrateurs départementaux. Aussi, ceux-ci, froissés et se sentant visés, adressèrent-ils à Fousse-dore une lettre dans laquelle ils disaient entre autres :

« La manière sèche et inexacte dont ce district ²⁾ t'a demandé que tu nous défendisses de rien décider sur les émigrés, qui rentrent journellement, pourrait te donner une idée injuste de notre manière d'opérer. Nous devons à nos principes et au prix que nous attachons à ton opinion, de t'expliquer notre conduite. . . . Quand les esclaves ont entraîné dans leur fuite plus de la moitié de la population des districts de Haguenau et Wissembourg, nous n'ignorions pas que beaucoup de lâches et de traîtres ont de cette manière purgé le sol de la Liberté. Mais nous ne pouvions non plus nous dissimuler que la violence avait entraîné une quantité d'individus et nous étions confirmés dans cette opinion en voyant que ces hommes étaient presque tous de la classe précieuse des cultivateurs, et qu'un grand nombre avaient laissé leurs meubles et leurs familles dans la république. Nous ne voulions pas, par une fausse indulgence, permettre une rentrée dangereuse à des hommes que la patrie reprouve et que toute la sévérité des lois doit atteindre. Cependant l'innocence ne pouvait pas être confondue avec le crime et nous devons aussi porter notre attention sur le sort de l'agriculture. Pour concilier tous les principes de justice, nous avons exigé que tous les réclamants commencent à se soumettre à la rigueur des décrets, qu'ils produisent ensuite des certificats des conseils de leurs communes, des témoins assermentés et des Comités révolutionnaires, attestant leur civisme et la violence qui a pesé sur eux. Les Districts vérifiaient l'authenticité des témoignages donnés et nous transmettaient toutes les pièces avec leur avis. Il fallait encore qu'aucun d'eux ne fût déjà porté sur la liste des émigrés définitivement arrêtée. Cette marche a été uniformément suivie pendant plus d'un mois, quand nous avons cru apercevoir trop de facilité dans l'expédition des certificats et surtout dans l'avis des Districts, dont celui de Wissembourg, entre autres, préjugait toujours la question intentionnelle favorable, au défaut de preuves complètes. Alors nous nous sommes adressés à la *Commission des administrations civiles, police et tribunaux*, pour en obtenir une prompte décision. Nous avons, dans plusieurs arrêtés, rappelé l'administration de Wissembourg aux vrais principes dont elle s'écartait souvent, mais soit prévention, soit

1) P. V. du 28 vendémiaire, an III.

2) Celui de Wissembourg.

continuation d'un système cru équitable, elle y persista et nous fûmes très souvent obligés de déclarer émigrés des hommes pour lesquels elle opinait de la manière la plus indulgente. Enfin ce n'est qu'après le renouvellement que tu as fait de cette administration, qu'elle a convenu de la vérité de nos principes et qu'une plus grande sévérité a mis un frein aux abus. Nous ne devons pas nous attendre que ce fût aujourd'hui le District de Wissembourg qui, par une démarche isolée, parût vouloir répandre un jour défavorable sur notre conduite.... »

La missive se terminait par l'espoir assez timidement exprimé, que Foussedoire consentirait peut-être à rapporter son arrêté et qu'il voudrait « nous autoriser à continuer la marche que nous avons suivie, qui écarte les coupables, qui n'ouvre qu'aux innocents le sein de la patrie ». Mais le Directoire s'engageait à se conformer à l'arrêté en question « jusqu'à ce que ta nouvelle décision nous soit transmise »¹⁾.

Il eut l'occasion, peu de jours après, de montrer son obéissance, dans un cas particulièrement délicat. Le maire et les officiers de la commune de Rinternheim²⁾ intervenaient en faveur d'un certain Georges Lazarus, détenu dans les prisons de Strasbourg. « Sa tendresse paternelle — avait-il déclaré à six citoyens de la commune qui se portaient garants — l'avait forcé à se rendre sur le sol de la tyrannie pour chercher ses enfants qui se trouvaient chez leur oncle au Fort Vauban ». Lors de la retraite de l'ennemi³⁾, ils ont été emmenés par lui, à l'instar de tous les habitants de cette commune. Ce n'est que deux mois après ladite retraite que Lazarus partit effectivement pour chercher ses enfants et, « les ramenant sur le sol de la liberté, il fut arrêté dans le Palatinat par les avant-postes de notre armée et conduit en arrestation à Strasbourg. Les enfants ne pouvant subsister sans le secours de leur père », les pétitionnaires demandaient qu'il fût déclaré non-émigré et remis en liberté. Leur réclamation semblait bien légitime, mais le Directoire, « considérant que l'arrêté de Foussedoire, du 21 vendémiaire, ordonne de surseoir à toute décision jusqu'à ce que la Convention nationale ait statué sur le sort des émigrés du Bas-Rhin qui, jusqu'à ce moment, seront détenus à Stras-

¹⁾ P. V. du 28 vendémiaire, an III.

²⁾ C'est ainsi que le procès-verbal officiel orthographie le nom; mais aucun village ainsi dénommé n'existe dans l'Alsace actuelle; je dois renoncer à l'identifier.

³⁾ Les Autrichiens évacuèrent Fort Louis (alors Fort Vauban) le 19 janvier 1794, chassant devant eux les malheureux habitants.

bourg », n'osa pas user de clémence et arrêta « qu'il n'y avait pas lieu à délibérer » ¹⁾.

Même décision pour Jacques Philippe, d'Oberroedern, qui avait été forcé de « conduire une voiture des ennemis », bien que, « non seulement avant, mais durant l'invasion de l'ennemi, il jouissait d'une réputation digne d'un vrai républicain » et qu'il « n'ait fréquenté constamment que les patriotes pendant que le territoire d'Oberroedern et de Stundweiler fut souillé par les despotes » ²⁾. Mais cette sévérité pesait évidemment aux administrateurs du département, car, dans une nouvelle lettre du 11 brumaire (1^{er} novembre 1794), ils sommaient et conjuraient Foussedoire de leur donner enfin une réponse sur la marche à suivre vis-à-vis des émigrés rentrant sur le territoire de la République ³⁾.

Quelques semaines auparavant, le 5 vendémiaire de l'an III (26 septembre 1794), Foussedoire avait pris un autre arrêté concernant les biens des émigrés du district de Haguenau et ordonnait qu'on lui rendît compte des opérations faites à ce sujet. Ce compte-rendu, les administrateurs du Bas-Rhin le rédigeaient dans leur séance du 22 brumaire an III (12 novembre 1794). Il commençait par rappeler ce qui s'était passé au moment de la fuite de près de vingt mille individus dans ce seul district ; comment les représentants Lacoste et Baudot avaient nommé, le 1^{er} frimaire de l'an II, une commission révolutionnaire de vingt et un membres, protégée par une compagnie de cavaliers agricoles, qui devaient se transporter dans les communes, à mesure de leur évacuation par les esclaves, pour réfugier à Saverne tous les effets et denrées abandonnés par les fuyards. Cette commission a été dissoute par suite du décret de frimaire sur le gouvernement révolutionnaire ; elle a rendu compte aux représentants qui l'avaient instituée. Ceux-ci, par arrêté du 5 et 12 nivôse, ont nommé comme commissaires supérieurs, pour soustraire ces propriétés à la malveillance et à la rapacité, les citoyens Vilvot et Rousseville, Wagner, Ulrich, Strohé, Guidinale, en qualité de garde-magasins d'un dépôt général des effets précieux. Ils ont produit, le 16 et 29 floreal, leurs comptes définitifs qui ont été approuvés ⁴⁾.

¹⁾ P. V. du 2 brumaire, an III. Mais un peu plus tard, on revint, après un nouvel examen de la question, sur cette décision et la tendresse paternelle de Lazarus lui valut la liberté. P. V. du 24 brumaire, an III (14 novembre 1794).

²⁾ P. V. du 2 brumaire, an III.

³⁾ P. V. du 11 brumaire, an III (1^{er} novembre 1794).

⁴⁾ P. V. du 22 brumaire, an III.

D'après une nouvelle vérification ordonnée par Fousseidoire,

« il résulte qu'à Haguenau plusieurs boutiques en comestibles du détail, furent ouvertes par leurs soins et approvisionnées des magasins des émigrés pour faciliter la circulation des objets de consommation dans une commune surchargée de passages de tout genre. Pour procurer aux soldats de la patrie les soulagements et les secours qu'exige leur constant dévouement, ils firent dresser de même à Haguenau sous un hangard, un grand nombre de tables, où plus de deux cents défenseurs de la liberté trouvèrent constamment des comestibles et denrées de première nécessité et de toutes espèces; ils ont fait distribuer plus de six cents mesures de vin aux aubergistes pour les voyageurs; après avoir fait battre et recenser les grains délaissés par les traîtres, ils en versèrent plus de 6400 quintaux dans le seul magasin de Haguenau, non compris les autres froments qu'ils ont fait refluer sur Strasbourg, en vertu de l'arrêté du représentant Lehmann. La même opération eut lieu à l'égard des fourrages; 4200 quintaux de foin, 7600 quintaux de paille et 385 sacs d'avoine et orge ont été versés dans les magasins militaires, indépendamment de 200 quintaux distribués pour l'ensemencement des terres, et de 500 quintaux remis aux maîtres de poste, pour l'entretien de leurs relais. En exécution d'un arrêté de l'administration, du 25 nivôse, 300 quintaux de fer et d'acier neuf en barres, 30 quintaux de plomb en saumons, deux milliers de cuivre et 30 quintaux de chanvre ont été versés dans les arsenaux de Strasbourg.

Tous les chevaux propres aux charrois et autres services militaires ont été envoyés à Strasbourg, à l'exception de ceux dont l'inaptitude était constatée par les maréchaux experts, lesquels ont été vendus. Quatre cents matelas et autant de couvertures ont été livrés aux hôpitaux militaires.... Quinze cents feuilles de fer-blanc ont été remises également au directeur principal des hôpitaux, sur sa demande du 14 pluviôse. La vente du mobilier des émigrés, suivie avec autant de zèle et d'activité que d'intégrité, a déjà produit une recette de près de 400.000 livres, outre plus de quatre quintaux de monnaie de cuivre, versés dans la caisse du receveur du district.

Sur arrêté du Directoire, trente-deux voitures, chargées des effets les plus précieux, ont été extraites du dépôt de Haguenau pour être transférées à Bourg-Libre et échangées¹⁾. »

La vente des effets d'un moindre prix a été fixée par le Directoire au 1^{er} frimaire prochain.

« Considérant que des opérations faites par lesdits commissaires, il est résulté les plus grands avantages pour les intérêts de la République, qui, malgré les désordres et la confusion, effet naturel d'une émigration en masse, ont été ménagés avec l'activité, le zèle et la probité les plus dignes d'éloges », les Administrateurs « arrêtent qu'ils approuvent le nouveau compte par

¹⁾ Il est assez difficile d'interpréter cette indication du rapport. Bourg-Libre (autrefois et actuellement Saint-Louis) était l'endroit frontière du trafic avec la Suisse neutre. Peut-être brocantait-on ces « effets » les plus pré-

eux rendu. La délibération, imprimée dans les deux langues sera affichée dans le district de Haguenau ¹⁾. »

A côté de ces questions d'importance majeure, il y en avait d'autres dont les administrateurs devaient également s'occuper, encore qu'elles pussent leur sembler bien secondaires ; ils y mettaient pourtant, en général, de la bonne volonté. Ainsi, quand un brave canonnier du 77^e régiment, Jacques Klein, en garnison à Quellerne, près Brest, sollicitait par lettre du 6 brumaire des nouvelles des siens en Alsace, le Directoire insérait dans ses procès-verbaux la réponse qui disait :

« Tu parais inquiet, républicain, sur le sort de ta famille. Nous désirerions pouvoir te donner des nouvelles satisfaisantes à son égard. Mais, vérification faite sur la liste des émigrés du 4 messidor dernier, il paraît que Jacques Klein, de Drusenheim, sa femme et neuf enfants ont abandonné leur patrie. Si tu désires de plus amples renseignements tu voudras bien t'adresser tant à la municipalité de Drusenheim qu'au District de Haguenau ²⁾ ».

Dans un autre cas, c'était en faveur d'un enfant de quatorze ans qu'on tâchait d'éveiller l'intérêt de l'autorité supérieure. Le conseil général de la commune de la Wantzenau lui recommandait le jeune Materne Lapp qui avait « suivi l'ennemi » par suite de « la frayeur si ordinaire à un âge si tendre, occasionnée par les obus et les boulets qui pleuvaient sur les maisons de ladite Wantzenau ». Ses parrain et marraine affirmaient que ledit Materne était né en septembre 1780. Avant de rien décider, le Directoire chargea le District de vérifier l'acte de naissance ³⁾.

L'une des plus dramatiques (ou des plus dramatisées) de ces histoires de fuite est celle de la femme d'Antoine Kiefer, laboureur à Wingersheim ⁴⁾, Thérèse Arbogast, dont nous donnons le texte d'après les procès-verbaux mêmes du Directoire, où se trouve la pétition du mari, adressée aux officiers municipaux de Haguenau ⁵⁾. Cette brave femme

cieux, avec des commerçants de Bâle et autres lieux, qui fournissaient en échange des grains, etc.

¹⁾ P. V. du 22 brumaire, an III.

²⁾ P. V. du 23 brumaire, an III.

³⁾ P. V. du 23 brumaire, an III.

⁴⁾ Le registre porte Weigersheim, mais il n'y a pas de village de ce nom en Alsace, à moins que le scribe n'ait voulu écrire Weyersheim.

⁵⁾ P. V. du 27 brumaire, an III.

« pour se soustraire à la tyrannie des satellites des despotes... s'est réfugiée, dans sa plus grande grossesse, à Haguenau, pour faire ses couches chez la citoyenne Mourgeant, sage-femme jurée dudit lieu. Mais son beau-frère, maître de poste à Wissembourg, en ayant eu connaissance, l'aurait enlevée de force dans son cabriolet, malgré ses plaintes amères et ses imprécations : « Va, bourreau, tu prives l'époux de sa femme et de l'enfant qu'elle porte dans son sein ! Ce crime ne restera pas impuni ! »

Le mari demandait en conséquence que sa femme, détenue à Strasbourg, ne fût pas déclarée émigrée et remise en liberté. Sa réclamation était appuyée par la commission municipale de Haguenau et par le témoignage « de citoyens, probes et bons patriotes », La sage-femme Mourgeant déposait que ce méchant beau-frère avait écrit trois lettres à Thérèse Kiefer

« pour l'attirer chez lui ; elle n'a pas répondu. Il est venu en cabriolet, l'a prise par le bras et enlevée de force. Ne pouvant résister, elle fondait en larmes et disait à ce maître de poste : ' Tu es mon bourreau et celui de mes enfants ! ' Il la traitait de *patriote* et menaçait de la dénoncer au général autrichien. D'ailleurs elle avait toujours montré beaucoup d'attachement pour la Révolution et souhaité ardemment le retour des Français, etc. »

Ce plaidoyer produisit son effet. Le Directoire,

« considérant que les menaces et la violence du beau-frère... sont les seules raisons de son absence momentanée ; que l'état de grossesse où elle se trouvait ne lui permettait guère, sans compromettre la conservation de son enfant, de se soustraire à l'enlèvement ; que son attachement à la patrie est confirmé par sa fuite du pays de la tyrannie »,

arrêtait « qu'il n'y a lieu à la déclarer émigrée, ni à la traiter comme telle »¹⁾.

Plus tragiques encore sont les doléances de Madeleine Böhm, épouse de Jean Rollé, d'Uttwiller. Son mari avait été envoyé à la recherche de Jean-Michel Arnold, officier municipal du lieu, emmené comme ôtage par l'ennemi. C'est vrai qu'il n'est plus revenu ; mais il est mort en essayant de tirer son concitoyen des mains des esclaves, il n'a pas émigré. Et la pauvre veuve produit une série de certificats (entre autres une attestation de la commune de Dettwiller, datée du 5 thermidor) constatant que Rollé avait été envoyé par la famille d'Arnold pour lui porter quelque soulagement ou le faire mettre en

¹⁾ P. V. du 27 brumaire, an III (17 novembre 1794).

iberté¹⁾. Une autre pièce du dossier affirme qu'Arnold a prié Rollé de ne pas l'abandonner ; qu'il est allé de temps à autre à Haguenau pour le voir ; que toutes ces démarches ayant été infructueuses, il a suivi Arnold sur le territoire ennemi par un mouvement de charité ; que les fonds de ces individus étant épuisés, ils sont morts d'inanition²⁾. Mais cette fois-ci, le Directoire refuse d'accorder au défunt le bénéfice de la non-émigration, s'appuyant sur le fait que « ledit Rollé est parti volontairement et par complaisance pour Arnold » ; il trouvait sans doute que c'était pousser « la charité » un peu trop loin !

Deux autres « agricoles » alsaciens sont traités, quelques jours plus tard, avec plus de bienveillance, ayant fait de sérieux efforts pour rentrer chez eux malgré toutes les difficultés de l'entreprise. Georges Reinbold, de Wingersheim, avait été forcé de conduire les effets du général Wurmser à Haguenau ; ayant essayé de se sauver avec ses chevaux, il a été repris et contraint de les atteler à une « chaise » qu'il a dû mener à Fort-Libre puis à Offenbourg. Là, nouvelle tentative de fuite qui échoue encore et lui vaut la prison. Finalement un paysan de Willstett l'a aidé à traverser le Rhin et à regagner la patrie³⁾. Nicolas Hoehnen, de Hohatzenheim, étant en corvée à Brumath, a dû transporter des effets à Fort-Libre, puis à Diersheim. Il a été détenu pendant quatre à cinq semaines, puis mis en liberté. Tombé malade dans le village de Renchen, il a dû vendre son cheval pour subsister ; il allait de temps en temps sur la rive du Rhin pour essayer de passer et a fini par rencontrer le susnommé Reinbold, avec lequel il est rentré, mais pour se voir emprisonné derechef à Haguenau. Tandis que les communes de Wingersheim, Waltenheim et Mittelhausen interviennent en faveur du premier, celles de Hohatzenheim, Gingsheim et Donnenheim s'intéressent au second ; les administra-

¹⁾ Le certificat ajoute naïvement : « quant à son civisme, il ne lui en a pas connu ».

²⁾ P. V. du 28 brumaire, an III.

³⁾ Ce fut aussi un batelier badois qui ramena Ignace Burger de Haguenau, de l'autre rive du Rhin, dans le voisinage de Rastatt, après qu'il eût vendu son attelage pour ne pas mourir de faim. (P. V. du 6 frimaire, an III). Je dois noter ici qu'ils se faisaient bien payer cette traversée plutôt dange-reuse. Nicolas Burger dut verser à son nautonnier « neuf écus de six livres et un de trois livres, soit 57 livres. (P. V. du 11 frimaire, an III). Michel Steinmetz, de Niederschæffolsheim, n'eut, pour le même service, que dix-huit livres à déboursier (P. V. du 17 frimaire, an III).

teurs, jugeant leurs réclamations fondées, décident de les adresser au Comité de la Convention nationale pour qu'il prononce leur radiation sur la liste des émigrés ¹⁾.

On pourrait continuer encore pendant bien des pages ces extraits des procès-verbaux du Directoire du Bas-Rhin, qui renferment par centaines des pétitions analogues relatives à des émigrés, volontaires ou non, revenus dans leurs foyers et incarcérés en vertu de la loi du 17 frimaire. Les uns « ont été obligés par coups et menaces à voiturer les bagages des Autrichiens en retraite et leur butin mal acquis ²⁾ » ; d'autres sont partis à la recherche d'un enfant qui avait suivi des voisins en fuite ; d'autres encore, « ayant eu le malheur de perdre une vache », avaient « pris le parti de la poursuivre dans l'espérance de la rattraper » ³⁾. Mais cette énumération prolongée finirait par devenir trop monotone et fatiguerait nos lecteurs. Aussi nous contenterons-nous de noter ici seulement quelques cas plus intéressants et donnant des faits nouveaux. Tel est celui des cinq jeunes gens de Klingen, ci-devant commune du Palatinat, nouvellement réunie à la République. Leur requête expose « que, lors du séjour de l'ennemi dans cette commune, le despote palatin ayant repris les rênes du gouvernement, ils ont été

« forcés d'une manière despotique de prendre du service dans ses troupes desquelles ils cherchaient à s'arracher par tous les moyens possibles, jusqu'au moment où, bravant tous les périls de vie, ils sont parvenus à franchir tous les obstacles et à rentrer dans leur patrie ; contre toute attente, ils se virent renfermés comme prévenus d'émigration ».

La municipalité de Klingen certifie « qu'ils ont été enlevés de force pour avoir témoigné de la joie lors de la plantation de leur premier arbre de liberté » et qu'amenés de force à Mannheim, ils ont déserté. En s'appuyant sur un arrêté des représentants Ferrand et Merlin, daté du 18 brumaire, et permettant « aux agriculteurs du Palatinat qui ont été forcés par l'ennemi de les suivre, de retourner dans leurs foyers », le Directoire, considérant qu'ils ont été « victimes de leur attachement à la cause de la liberté et violemment incorporés dans les hordes de la tyrannie », déclare « qu'il n'y a pas lieu de les déclarer

¹⁾ P. V. du 3 frimaire, an III.

²⁾ P. V. du 4 frimaire, an III.

³⁾ P. V. du 5 frimaire, an III. On peut constater, en thèse générale, que les autorités départementales s'efforcent de plus en plus d'agir avec bienveillance vis-à-vis des simples fuyards inoffensifs.

émigrés », et il fait profiter de la même exemption une série de jeunes gens de Reschwoog, « trainés d'une manière barbare sur le territoire ennemi »¹⁾, et tout un gros de la population civile de Fort Vauban, chassée par les Autrichiens lors de l'évacuation de la place, vu qu'ils ont « depuis l'aurore de la Révolution manifesté des sentiments révolutionnaires »²⁾.

Quand les « preuves » de leur civisme étaient moins accentuées, les pétitionnaires éprouvaient pourtant des refus. Sept citoyens de Haguenau avaient beau affirmer que tel ou tel « avait donné des preuves de patriotisme en refusant de vendre de la bière aux ennemis » ou « qu'il avait failli être tué par le coup de pistolet d'un officier autrichien », ou que « des soldats sont entrés chez lui pour le massacrer », les administrateurs réclamaient « des pièces plus authentiques, faute de quoi ils seraient portés sur la première liste supplétive qui sera dressée »³⁾.

Toutes ces mesures d'équité ou de clémence, quel que soit le nom qu'on veuille leur donner, ne contribuaient pourtant que dans une bien faible mesure à vider les prisons de Strasbourg, terriblement encombrées. Comme il n'avait toujours pas reçu de nouvelles instructions des Comités de Paris, le Directoire adressa, le 18 frimaire (8 décembre 1794) une lettre à l'accusateur public près le tribunal criminel du Bas-Rhin pour l'entretenir des « citoyens enfermés portés sur les listes d'émigrés ». Beaucoup d'entre eux, disait-il, ont obtenu de nous des arrêts favorables. En attendant que la Commission des administrations civiles et tribunaux ait transmis leur décision définitive, on pourrait établir pour eux une distinction, puisqu'ils

« ne sont plus que sous le poids d'une formalité... D'ailleurs l'encombrement des prisons et le méphitisme qui rend leur séjour contagieux doivent donner une nouvelle force à cette observation ».

Il demandait donc à ce magistrat de rechercher, avec la municipalité de Strasbourg, « un emplacement particulier » pour cette catégorie de captifs, déjà moralement acquittés⁴⁾.

Et il y avait réellement beaucoup de braves gens en prison qui méritaient d'être rendus à la liberté, puisqu'ils avaient fait leur possible

¹⁾ P. V. du 8 frimaire, an III.

²⁾ P. V. du 9 frimaire, an III. Sur la liste de ces « révolutionnaires » figure un bébé de neuf mois!

³⁾ P. V. du 15 frimaire, an III.

⁴⁾ P. V. du 18 frimaire, an III.

pour regagner « le sol de la liberté », comme cet Antoine Jæck, d'Oberbetschdorf, qui s'était refusé à conduire les effets de « l'armée des esclaves », avait été incarcéré à Lauterbourg, puis « emmené au moment de leur honteuse retraite » et enfermé à la forteresse de Teuffelsberg, de laquelle, après deux mois de captivité, il avait réussi à s'échapper ¹⁾. Nous citons cet exemple presque au hasard ; nous pourrions alléguer des douzaines de cas analogues.

¹⁾ P. V. du 22 frimaire, an III. Le Directoire attestait que Jæck avait « toujours professé les sentiments du plus pur patriotisme ». J'ignore où se trouvait cette forteresse au nom diabolique.

CHAPITRE III.

MESURES ADMINISTRATIVES LOCALES. - PREMIÈRES DISCUSSIONS A LA CONVENTION.

(*Frimaire-Nivôse an III*).

Pendant tout ce temps, la Convention, préoccupée par bien d'autres problèmes, ne s'était pas intéressée aux fugitifs du Bas-Rhin. Une seule fois, au cours de la séance du 14 frimaire (4 décembre 1794), le représentant Joseph Becker (de la Moselle) avait attiré l'attention de ses collègues sur les dix mille habitants¹⁾ du Haut- et Bas-Rhin, tous laboureurs ou gens de métier, que les cruautés de Saint-Just et Lebas ont fait fuir. Il déclarait qu'ils ne pouvaient être réputés émigrés et demandait que le Comité de législation portât ses regards sur ces malheureux. Sa motion fut renvoyée audit Comité et l'affaire en resta là pour le moment²⁾.

Voyant qu'on la laissait toujours sans directives officielles, même sans conseils officieux et surtout aussi sans argent, l'administration centrale du Bas-Rhin se décida finalement à prendre une résolution

¹⁾ On aura déjà remarqué et l'on remarquera plus encore dans la suite, combien varient les chiffres fournis pour la « Grande fuite » par les orateurs et les administrateurs qui s'en sont occupés; ils vont de *dix mille* à *cinquante mille* et il sera presque impossible de fixer jamais, même approximativement, le véritable nombre des fuyards.

²⁾ *Moniteur* (réimpression), XXII, p. 676. Voyez aussi *Strassburger Zeitung*, 13 décembre 1794.

qui aurait pu lui coûter cher, si l'ancien Comité de salut public, d'avant le 9 thermidor, avait encore régi sans contrôle les destinées de la République. Dans sa séance du 25 frimaire (15 décembre 1794), elle prenait la délibération suivante que nous donnons, vu son importance, tout entière, encore que certains détails ne touchent pas à notre sujet spécial.

« Le Département, considérant que la situation du Bas-Rhin devient de jour en jour plus critique; que les soins que les représentants en mission sont obligés de donner aux opérations militaires de l'armée du Rhin, ne leur permettent pas de s'occuper d'objets particuliers; considérant l'urgence de prendre des moyens extraordinaires pour imprimer un mouvement si nécessaire aux objets d'administration et de salut public dans ce département, nomme le citoyen Fiesse¹⁾, secrétaire général adjoint, à l'effet de se rendre sur le champ à Paris, de s'y présenter aux différents Comités de la Convention nationale pour soumettre à leur sagesse et à leur décision les objets suivants:

1° Il exposera l'insuffisance du contingent assigné sur tout le département, le 2 vendémiaire dernier par le représentant Foussedoire pour l'approvisionnement de Strasbourg, la funeste lenteur des rentrées occasionnée par l'inertie des agents nationaux des districts de Wissembourg, Saarunion et Schlestadt, chargés de surveiller et d'effectuer les versements des grains. Il exposera la nécessité de *donner au moins une livre de pain par jour aux habitants* (de Strasbourg), qui, depuis huit mois, se voient, sans murmurer, réduits à *deux tiers de livre par tête et par jour*, et qui, cependant, font constamment le service de garnison et de défense d'une place en état de siège.

2° Il s'étendra ensuite sur le même état de siège, que l'état-major de la place atteste (*sic*) de perpétuer, malgré la barrière respectable du Rhin et l'éloignement des esclaves de plus de quarante lieues. Il en demandera la prompt levée, en vertu de la loi du 16 juillet 1792, afin de rouvrir à cette commune et à ses habitants leur ancienne source d'abondance, fermée dans le temps par des circonstances urgentes, mais dont l'objet n'existe plus que dans l'intérêt, peut-être dans l'amour de domination de quelques individus.

3° Il dépeindra le service forcé et pénible des gendarmes nationaux de résidence aux postes aux chevaux, la nullité des ressources du département en avoine; il demandera que les chevaux des uns et des autres et ceux attachés à la fonderie de Strasbourg soient, moyennant payement, nourris des magasins militaires par ration de cavalerie active...

4° Il donnera le tableau du département sous le point de vue des nombreux citoyens forcés à l'émigration par la terreur des conspirateurs Saint-Just et Lebas, ou entraînés par les esclaves dans leur fuite. Il demandera que ceux d'entre eux, ou tous autres rentrés depuis, ou qui rentreront par la

¹⁾ Membre du Club des Jacobins en 1792, Fiesse, qui ne paraît pas avoir été Alsacien d'origine, était devenu l'un des employés les plus actifs de l'administration départementale, d'abord secrétaire adjoint, puis secrétaire général du Bas-Rhin (1796).

suite, reconnus non-émigrés par arrêtés du Département, mais déjà portés sur les listes imprimées et publiées, soient mis en liberté provisoire jusqu'à leur radiation définitive. Il pressera, pour ceux déclarés émigrés, la faveur accordée par décret, aux habitants du Nord, d'être jugés par la question intentionnelle; enfin il donnera sur le fait de ces émigrés tous les développements puisés dans la politique, dans l'agriculture et la population, et détaillera les principes de justice et d'impartialité adoptés à leur égard par l'administration départementale.

5° Il provoquera, sous le point de vue intéressant du service de la correspondance militaire, le prompt établissement à Germersheim d'une poste aux lettres.

6° Il fera reprendre le travail, commencé seulement par le représentant Dentzel, de l'organisation du district de Landau, décrétée le 28 mars 1792.

7° Il reproduira l'arrêté du Comité d'agriculture, du 2 vendémiaire, qui approuve la mise en réquisition de tous les bois de chauffage pour l'approvisionnement de Strasbourg.

8° Il demandera *l'augmentation de traitement ou des vivres de campagne* pour les ingénieurs des ponts et chaussées et leurs commis, dont le service est si pénible, vu la disette de bras; il (fera l'éloge) surtout, du citoyen Six « dont l'activité et le zèle infatigable ont, jusqu'à présent, seuls entretenu les travaux d'art dans les districts de Haguenau et de Wissembourg, indépendamment du service particulier auquel les généraux l'ont appelé dans les lignes de la Queich et de Germersheim.

9° Il fera des observations sur le labeur, résultat de l'arrêté du Comité de Salut public, du 8 vendémiaire dernier, puisqu'il est prouvé que les maîtres de poste se font donner sur les marchés, à Haguenau, par exemple, au lieu de chevaux de trait ordinaires, les chevaux de main les plus fins qu'ils revendent ensuite à des prix infiniment supérieurs et qui serviraient utilement dans la remonte, si nécessaire, de la cavalerie.

10° Il demandera que les chevaux fatigués et susceptibles d'être refaits... soient distribués... au prix d'estimation ou moyennant une prime, aux cultivateurs du département qui prouveraient la plus grande perte en chevaux et qui seront reconnus les plus capables de les bien entretenir... sans qu'on puisse (hors le cas d'urgence majeure) les leur reprendre avant six mois.

11° Il représentera les abus de l'arrêté du Comité de Salut public du 16 messidor (II) permettant aux agents des transports militaires de mettre les rouliers en réquisition; cela empêche la circulation des denrées du commerce, destinées à approvisionner Strasbourg, et il sollicitera une décision claire et motivée, conciliant réellement le service général et le particulier.

C'était demander beaucoup de choses à la fois, et ces réclamations précises et pressantes devaient sembler d'autant plus importunes à la Convention nationale qu'elles lui révélaient des manquements de service, imputables surtout à l'incurie, la rapacité, les détournements des hauts et bas fonctionnaires, ses subordonnés.

Mais Fiesse ne devait pas avoir l'honneur de mettre en mouvement le pouvoir exécutif de la République. Avant qu'il eût pu arriver à

Paris, en tout cas avant qu'il se fût présenté aux Comités de la Convention, celle-ci, dans sa séance du 28 frimaire (18 décembre 1794), sur l'initiative du représentant Richaud (de Seine-et-Oise), avait enfin abordé la discussion du sort des fugitifs du Bas-Rhin, et, sur la proposition des trois Comités réunis ¹⁾, elle avait décrété que le représentant Bar (de la Moselle) se rendrait dans les départements du Haut- et Bas-Rhin,

« afin de prendre des renseignements et les transmettre aux Comités sur un grand nombre d'individus qui ont quitté ces départements et qui sont annoncés ne l'avoir fait que par une suite de vexations qui ont été exercées par Lebas et Saint-Just ».

Le Comité de salut public devra lui fournir « des instructions précises sur cet objet » ²⁾. En effet, dans sa séance du 3 nivôse an III (23 décembre 1794), ce Comité arrêtait qu'il envoyait Bar dans les départements du Rhin « pour prendre sur les lieux connaissance des caractères de la nombreuse émigration *qui paraît avoir eu lieu* ³⁾ dans ces départements à l'époque où Schneider y faisait fonctions d'accusateur public et où Saint-Just et Lebas s'y trouvaient en mission ; qu'il examinera si c'est vraiment la Terreur ou si c'est la haine de la République qui l'a causée ; il s'attachera à constater les véritables motifs et la conduite ultérieure de chacun des individus qui présentera des réclamations à cet égard ⁴⁾. Il rendra compte au Comité de salut public et lui proposera les mesures qu'il jugera convenables pour remplir les intentions de la Convention nationale. Cet arrêté était signé : Cambacérès, Richaud, Fourcroy, Merlin (de Douai), Delmas. C'étaient les modérés qui l'avaient emporté cette fois et avaient obtenu pour un des leurs une mission, d'ailleurs à peu près impossible à remplir, vu l'immensité de la tâche ⁵⁾.

Mais ce triomphe des modérés devait être de courte durée. Les anciens Montagnards craignirent que, sous la protection de lois nou-

¹⁾ Le Comité de salut public, le Comité de sûreté générale, le Comité de législation.

²⁾ Aulard, *Actes du Comité de salut public*, XVIII, p. 789.

³⁾ On voit combien peu le Comité était au courant des événements de décembre 1793.

⁴⁾ En lui imposant cette enquête, le Comité, ou bien ne se rendait pas compte qu'elle dépassait les forces d'un seul homme, ou bien il ne voulait pas sérieusement qu'elle aboutît.

⁵⁾ Aulard, *Actes du Comité de salut public*, XIX, p. 39.

velles, on ne vit se produire une invasion générale de véritables émigrés (ou du moins affectèrent-ils de le croire), et dans la séance du 16 nivôse an III (5 janvier 1795) s'engagea devant la Convention une grande bataille entre les partisans de la clémence et les ex-terroristes, au cours de laquelle les députés du Bas-Rhin eux-mêmes combattirent dans des camps opposés et parlèrent en sens contraire. Pons (de Verdun) avait pris la parole pour un cas particulier, en réclamant la radiation sur la liste des émigrés de l'imprimeur strasbourgeois François-Xavier Levrault, ancien procureur-général-syndic du Bas-Rhin qui, décrété d'arrestation pendant la Terreur, s'était réfugié à Bâle et avait été porté sur la liste fatale. Bentabole, un des députés du département, avait appuyé cette demande, ainsi que son collègue Dentzel. Bientôt la discussion était devenue générale. Rühl, Gaston, d'autres encore, avaient protesté contre toute mesure favorable aux émigrés ; Barras s'était écrié, au milieu des applaudissements de la grande majorité : « Je demande... qu'une fois pour toutes nous ôtions tout espoir aux lâches et aux infâmes de rentrer au sein de la patrie qu'ils ont désertée ! »¹⁾

Bentabole avait réclamé quelque pitié pour les malheureux habitants des campagnes terrorisés par les Autrichiens et les Prussiens d'une part, par Saint-Just et Lebas de l'autre, et qui, voyant l'armée ennemie en retraite, se disaient : « Si nous restons, nous serons guillotinés ! »

« Ils suivirent l'armée... et s'expatrièrent de peur d'être punis de l'ensauvagement des ennemis. Trente mille hommes, tous agriculteurs, tous très peu éclairés, ont émigré de cette manière. L'agriculture a beaucoup souffert de cette défection dans les départements du Haut- et du Bas-Rhin. Je crois que si l'examen des causes de l'émigration peut jamais être fait, c'est en faveur de malheureux paysans, plus égarés par la terreur que coupables dans leurs intentions²⁾. »

Mais Duroy prétend alors que ces émigrés, dont on plaide si chaleureusement la cause sont précisément ceux qui traitaient avec le plus de barbarie nos malheureux volontaires prisonniers. « On en a vu, dit-il, dépouiller des Français et les Prussiens obligés de soustraire les prisonniers à leur rage ». Ehrmann, député, lui aussi, du Bas-Rhin, après avoir tracé le tableau fortement exagéré des violences et des

¹⁾ *Moniteur* (réimpression), XXIV, p. 167.

²⁾ *Moniteur* (réimpression), XXIV, p. 167.

cruautés d'Euloge Schneider et de ses acolytes¹⁾, trouvait qu'on occasionnerait peut-être des malheurs encore plus grands

« en se départissant de la rigueur des lois contre ceux qui ont abandonné le territoire de la France... On a dit que la justice devait être écoutée préférablement à tout... Mais où seriez-vous si les émigrés pouvaient se dire : 'Un jour nous rentrerons!' »

Il concluait donc à ce qu'on ne prît aucune mesure d'ordre général.

« Lorsque le vaisseau de la République sera dans le port, c'est alors qu'il nous sera permis, et sans danger, de prendre en considération le sort de tel ou tel individu maîtrisé par les circonstances²⁾. »

La discussion se prolongea pendant plusieurs séances. Legendre, « tout en jetant un regard de pitié sur de malheureuses familles que la peur a forcées de fuir », demande que la Convention décrète que « jamais les émigrés ne rentreront en France, si ce n'est pour porter leur tête sur l'échafaud »³⁾. La majorité, croyant à la rentrée prochaine en masse des émigrés et des prêtres déportés, si elle se laissait aller à un mouvement de clémence, finit par rapporter tout d'abord le décret du 30 frimaire, en vertu duquel Bar avait été envoyé en Alsace pour recevoir et examiner les pétitions et les doléances des fugitifs, comme le proposait le rapporteur Merlin (de Douai). Mais une seconde motion du rapporteur, proposant d'enjoindre aux tribunaux de poursuivre sans délai tous les émigrés et prêtres déportés rentrés en France provoqua une vive agitation dans l'assemblée. Tandis que les uns réclamaient le vote immédiat du décret, Bourdon (de l'Oise) essayait de s'opposer à l'acceptation d'un texte qui confirmait indirectement les lois et les décrets les plus sévères contre les émigrés. Il affirmait que le rapport du décret du 30 frimaire coûterait la vie à plus de cinquante mille citoyens innocents.

« Vous n'avez pas pu vouloir un acte de barbarie; vous n'avez pas voulu que l'homme qui, sur la foi du décret du 30 frimaire serait venu apporter

¹⁾ D'après le futur conseiller à la Cour d'appel de Colmar, Schneider aurait fait guillotiner des municipalités entières et *six mille individus* auraient été ses victimes. En fait, une seule municipalité, celle de Geispolsheim, fut livrée au bourreau, et l'accusateur public du tribunal révolutionnaire — on le sait exactement aujourd'hui — n'a fait tomber que 31 têtes.

²⁾ *Moniteur* (réimpression), XXIII, p. 167.

³⁾ *Moniteur*, XXIII, p. 168.

en France ses réclamations à votre collègue Bar, devint la victime de sa sécurité, de sa confiance en la loyauté des représentants du peuple... Vous devez à l'humanité, à la justice, à vous-mêmes d'excepter de la peine de mort prononcée contre les émigrés, ceux qui, dans les départements des Haut-et-Bas-Rhin, rentrés en France depuis le 30 frimaire, y sont venus pour présenter leurs réclamations au représentant du peuple, Bar, en exécution de ce décret ¹⁾ », (Applaudissements).

Merlin lui même, en présence de cette protestation, se rangeant partiellement à l'avis de Bourdon, propose alors d'accorder le terme de deux décades et d'un jour pour cinq lieues en sus, à ceux qui pourraient être rentrés ainsi, « afin de sortir du territoire de la République » ²⁾.

Sur ce l'on passe au vote ; le rapport du décret du 30 frimaire est voté « au milieu des plus vifs applaudissements » ; puis la seconde proposition de Merlin, amendée par Bourdon, est aussi décrétée « à la grande majorité et aux cris de : Vive la République ! » Enfin, l'on vote encore l'impression de toutes les listes des émigrés et celle des radiations prononcées.

Mais dès le 20 nivôse (9 janvier 1795), la question est de nouveau posée devant la Convention. Le représentant Fousseidoire, qui revenait d'Alsace, disait à ses collègues qu'il fallait être sévère contre les véritables émigrés, mais qu'on ne pouvait souffrir qu'on immolât une foule de gens que la terreur avait forcés de fuir.

« J'ai acquis la preuve que sur quarante mille individus des départements des Haut- et Bas-Rhin qui ont émigré, il y en a à peine dix qu'on puisse regarder comme contre-révolutionnaires. Il faut que ceux-là périssent sous le glaive de la loi ; mais il faut aussi être juste envers les autres. J'ai vu à Wissembourg, à Lauterbourg et dans les autres communes de ces départements, ces malheureux qui avaient émigré ; ils étaient couverts de haillons et ne connaissaient pas même le mal qu'ils avaient fait. Les patriotes de ces contrées me demandaient d'user des pouvoirs illimités que la Convention m'avait confiés pour rendre ces hommes à leur charrue, à leurs ateliers. Je ne voulus pas prendre cette mesure sur moi, mais j'en écrivis au Comité de législation. L'amendement fait avant-hier par Bourdon (de l'Oise) ne les sauvera pas, car ils ne pourront pas sortir du territoire de France, et ils seront guilotinés quoiqu'ils ne soient pas plus coupables que moi ³⁾. »

¹⁾ *Moniteur* (réimpression), XXIV, p. 168.

²⁾ Parmi ceux qui s'opposent à l'adoption de l'amendement de Bourdon (de l'Oise) on est fort étonné de rencontrer des députés aussi modérés que Boissieu et Rabaut-Pommier.

³⁾ *Moniteur* (réimpression), XXIV, p. 179.

Ces paroles aussi sensées que généreuses avaient été accueillies par de « violents murmures » à l'une des extrémités de la salle, et l'un des plus décidés jacobins de la Convention, Duroy, répondit à Fousse-doire par une sortie véhémement où le vrai et le faux étaient étrangement mêlés :

« J'ai parcouru les districts de Wissembourg et de Haguenau, immédiatement après que les ennemis eurent été repoussés de dessous les murs de Strasbourg; les campagnes étaient désertes, vingt-cinq mille lâches qui avaient été au devant de Wurmser et Condé, lorsque la trahison leur eut livré les lignes de Wissembourg, suivirent les Prussiens (*sic*) qui promettaient de revenir dans quatre ou cinq jours. Ils avaient tout refusé à nos défenseurs pour des assignats, ils donnèrent tout aux Prussiens; ils eurent l'infamie de déshabiller nos volontaires que l'ennemi avait respectés. Enfin la malveillance était telle dans ce pays qu'on fut obligé de ne pas laisser une seule cloche dans les communes qui bordaient le Rhin parce que les habitants s'en servaient pour donner des signaux à nos ennemis... Rappelez-vous comment on abusa de la loi bienfaisante que vous rendîtes en faveur des cultivateurs, et sur le champ les comtes, les marquis, les ducs devinrent des laboureurs... Ce n'est pas aux cultivateurs, ce n'est pas aux pauvres que nous en voulons; continuons nos mesures de vigueur contre les ennemis de la patrie! »¹⁾

Bourdon (de l'Oise) revient à la charge pour demander que les Comités distinguent les époques et les motifs de l'émigration et la qualité de ceux qui ont émigré.

« Quoi, s'écrie-t-il, Charrette a obtenu l'indulgence nationale et de malheureux paysans égarés par des prêtres allemands, que l'enfer a vomis pour désoler les départements du Rhin, ne trouveront pas justice devant vous? »

Et il ajoutait avec une ironie cinglante :

« Il faut, jusqu'au rapport que feront les Comités, suspendre l'exécution des mesures coercitives que vous avez prises, car il serait fort inutile de faire une exception en faveur de gens qui seraient guillotins²⁾. »

Merlin (de Douai) déclare alors que l'exception proposée par Bourdon « rentre dans les véritables intentions de la loi générale sur les émigrés, car elle ne regarde pas comme tels les ouvriers qui ont été travailler en pays étranger. Il suffira donc d'ajourner l'expédition de la loi d'avant-hier jusqu'au rapport que les Comités feront demain des propositions du député de l'Oise ».

¹⁾ *Moniteur* (réimpression), XXIV, p. 179.

²⁾ *Moniteur*, XXIV, p. 180.

En effet, le 21 nivôse, Merlin (de Douai) venait présenter à la tribune les conclusions auxquelles étaient arrivés les Comités de salut public, de sûreté générale et de législation réunis. Il constatait que, le 18 nivôse, la Convention

« avait rendu un décret qui a porté la terreur dans l'âme de tous les ennemis en annonçant à l'univers l'inflexible résolution de ne jamais recevoir dans son sein ni les traîtres qui ont été chez l'étranger s'armer contre elle, ni les lâches qui ont fui la terre de la liberté, pour se soustraire aux orages dont son berceau est toujours environné ».

Mais on a renvoyé à l'étude des Comités « l'examen de l'exception proposée en faveur des ouvriers et des laboureurs ». C'est à cet examen que les Comités ont consacré toute la nuit dernière. Ils ont pensé que rien ne devait s'opposer à ce qu'on décrêtât l'exception proposée ; mais

« il leur a paru qu'à la séance d'hier votre vœu s'était renfermé dans la classe véritablement et matériellement ouvrière et agricole... Fixés sur la qualité des individus que doit comprendre l'exception qui vous est proposée, vos Comités se sont occupés des moyens propres à empêcher que cette qualité ne soit usurpée par des hommes qui, autrefois cachaient leur nullité sous des titres orgueilleux et qui maintenant voudraient cacher leurs crimes et leur honte sous des noms justement chers à la société ».

Le rapporteur rappelait ensuite que « le dernier roi des Français faisait des serrures » et que certains « émigrés de la caste nobiliaire » étaient devenus « de passables tailleurs et d'assez bons cordonniers ». De ceux-là, on n'en veut pas, ni des perruquiers, des cuisiniers, des valets de chambre, des laquais, etc.

« qui ne connaissent point de patrie, et par leur immorale oisiveté, sont partout dangereux. Le mot *ouvrier* doit être restreint aux hommes vraiment utiles. Il est bien entendu aussi qu'en les rappelant dans le giron de la république, il ne sera donné aucune atteinte aux ventes que la Nation a pu faire de leurs propriétés pendant leur absence... « Vous êtes trop pénétrés de l'obligation de respecter l'aliénation faite au nom du peuple, pour que vous puissiez douter un seul instant que vos Comités ne prennent constamment cette obligation éternelle et irréfragable pour la base de toutes vos délibérations » ¹⁾.

A la suite de ces réflexions, Merlin (de Douai) présentait un projet de décret en six articles que le *Moniteur* du 23 nivôse résumait en ces termes :

¹⁾ *Moniteur* (réimpression), XXIV, p. 183-184.

Article I^{er}. — Le décret du 28 frimaire, qui envoie le représentant Bar dans les départements du Haut- et Bas-Rhin, est rapporté.

Article II. — Il est enjoint aux agents nationaux, sous les peines portées contre les fonctionnaires coupables, de poursuivre les émigrés, prêtres déportés qui seraient rentrés dans le territoire de la république.

Article III. — Il est accordé à ceux qui seraient rentrés par un effet anticipé du dernier décret, un délai de deux décades, et un jour par cinq lieues, pour se retirer.

Article IV. — Ne seront pas réputés émigrés les ouvriers travaillant de leurs mains aux fabriques, aux manufactures et à la terre, leurs femmes et leurs enfants au-dessous de dix-huit ans pourvu qu'ils ne soient sortis qu'après le 1^{er} mai 1793, qu'ils rentrent avant le 1^{er} germinal prochain, en justifiant par un certificat de leurs communes, de la profession qu'ils exerçaient avant de sortir de France et à l'époque de leur sortie.

Article V. — Les propriétés des individus compris dans l'article précédent leur seront rendues si elles n'ont point été vendues. Dans le cas où elles l'auraient été, ils ne pourront troubler les acquéreurs, mais ils recevront des indemnités.

Article VI. — Les agents nationaux seront tenus d'envoyer, chaque décade, au Comité de sûreté générale, la liste imprimée de ceux qui seront rentrés, laquelle sera distribuée aux membres de la Convention.

Ces articles ont été successivement adoptés, à l'exception du quatrième, auquel plusieurs membres proposent des amendements et qui est renvoyé aux Comités pour en présenter une rédaction nouvelle¹⁾.

Le 22 nivôse Merlin remontait à la tribune pour donner lecture du texte modifié, qui comprenait, non plus *six*, mais *onze* articles.

L'article 1^{er} n'était pas changé. A l'article II on ajoutait *les accusateurs publics aux agents nationaux* pour exercer, sous les peines portées par la loi du 14 frimaire an II, les poursuites et juger *sans délai et selon toute la rigueur des lois*, ceux qui auraient osé rentrer en France.

L'article III était maintenu mais *limité* strictement *aux émigrés du Haut- et Bas-Rhin*. Dans l'article IV, on spécifiait que les *ouvriers et laboureurs seraient non ex-nobles et prêtres*, qu'ils vivraient de leur travail journalier. Ils devaient produire devant le Directoire de leur district une *attestation de huit témoins, certifiée par le conseil général de leur commune et par le comité révolutionnaire*, etc. Les articles V et VI (nouveaux) stipulaient que les qualités requises dans les témoins pour les certificats de résidence le seraient également pour les attestations mentionnées dans l'article précédent et que ceux qui, dans ces attestations auront certifié des faits faux, seront condamnés à la déportation perpétuelle et leurs biens confisqués. L'ancien article V (devenu l'article VII) grevait les terres rendues à leurs propriétaires d'une double

¹⁾ *Moniteur* (réimpression), XXIV, p. 184. Au bas de la page du journal on lit ces mots : « Nous donnerons textuellement ce décret lorsque la rédaction définitive aura été adoptée ».

charge; ils avaient à payer les frais de séquestre et à entretenir les baux qui en auraient été faits par la nation en leur absence. Quant aux propriétés vendues, le prix leur en sera remis, à titre de secours et d'après les conditions des ventes, déduction faite des frais de séquestre et de vente. Un nouvel article (VIII) stipulait que les baux d'immeubles faits entre particuliers, pendant l'absence des individus qui rentreront au sein de la république, seront maintenus. L'ancien article VI (maintenant VIII) porte que les agents nationaux seront tenus d'insérer dans leurs comptes décadaires au Comité de législation, la liste des certificats produits devant les administrations de district, le Comité les fera imprimer et distribuer à tous les représentants. Article XI : Ce décret, traduit dans toutes les langues sera envoyé aux départements, aux armées, aux agents de la République près les gouvernements alliés et neutres¹). »

Le nouveau texte était, on le voit, beaucoup plus restrictif que la rédaction primitive, comme si l'on avait pressenti tous les abus auxquels il donnerait lieu et que cette nouvelle rédaction ne parvint pas à empêcher, quoiqu'on eût essayé de combiner les moyens préventifs contre les fraudes possibles et les punitions sévères pour ceux qui se les seraient permises. M. Marion, dans son étude sur les *Fugitifs alsaciens pendant la Révolution*, a fort justement caractérisé, à mon avis, cette loi du 22 nivôse en l'appelant « une loi à la fois de concession et de refus », une « loi qui ouvrait la porte et la fermait à la fois ». La principale critique à lui adresser

« n'était peut-être pas celle qui saute aux yeux tout d'abord; qualifier le même fait différemment selon qu'il est commis par un ci-devant noble ou par un ci-devant roturier; appeler émigration la fuite du premier et non-émigration celle du second... Mais la Convention aurait dû au moins définir plus exactement quels étaient les ouvriers et les laboureurs auxquels elle consentait à ouvrir (les portes de la République). *Laboureur* devait-il être pris à la lettre ou entendu dans le sens plus large de *cultivateur*?... Ouvriers d'ateliers, de fabriques, de manufactures étaient admis; fallait-il en conclure que des ouvriers boulangers, que des ouvriers tailleurs, que des garçons bouchers fussent exclus? Où s'arrêtait la catégorie des ouvriers? Des commis, des employés, des contre-maîtres y étaient-ils, oui ou non, compris? Les fabricants, les huissiers, les greffiers, les juges, les médecins?... Manifestement le manque de précision de la loi sur ces points très importants était une cause de difficultés graves d'interprétation, qui, en effet, se présenteront presque immédiatement et qui en rendaient la révision nécessaire »²).

¹) *Moniteur*, XXIII, p. 195.

²) *Revue Historique*, tome CXLII, p. 215-216.

CHAPITRE IV.

LA CORRESPONDANCE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE DU BAS-RHIN AVEC LA CONVENTION ET SES COMITÉS.

(*Nivôse-Ventôse an III*).

Pendant que la salle de la Convention retentissait de ces débats et que le secrétaire général adjoint Fiesse courait les bureaux du ministère et des Comités à Paris, le Département recevait du représentant Bar un arrêté daté du 22 nivôse, relatif aux prisonniers pour cause d'émigration. Il décidait sur le champ de l'envoyer à l'impression, puis de le faire expédier aux districts. Mais il écrivait en même temps à Bar :

« Quant à la liste des détenus pour cause d'émigration, que tu nous demandes par le premier article, nous ne pouvons te la fournir, n'étant, d'après la loi du 25 brumaire, aucunement chargés de ce qui concerne le personnel des émigrés. Il n'y a que le tribunal criminel, les comités révolutionnaires et les administrations des districts qui doivent avoir des renseignements positifs à ce sujet ¹⁾. »

Il faut rappeler ici, pour bien comprendre la demande du représentant et la réponse des administrateurs du Bas-Rhin, que, dans la séance du 30 frimaire (20 décembre 1794), la Convention avait décidé l'envoi de Bar à Strasbourg « pour écouter les réclamations des citoyens sortis de la République par suite de la terreur répandue dans ce départ-

¹⁾ P. V. du 23 nivôse, an III.

tement »¹⁾. Mais, comme on s'en souvient, dans la séance du 18 nivôse (7 janvier 1795), ce décret avait été rapporté par elle²⁾.

C'est alors que, le 25 nivôse (14 janvier 1795), les administrateurs du Bas-Rhin résolurent de s'adresser directement aux élus de la nation, ce qu'ils firent dans les termes suivants :

« Citoyens représentants, vous avez rapporté dans votre séance du 18, le décret du 30 frimaire qui ordonnait l'envoi de votre collègue Bar à Strasbourg pour écouter les réclamations des citoyens sortis de la république par suite de la terreur répandue dans ce département. Nous respectons les principes de la Convention nationale; comme elle, nous vouons à la vengeance et à l'exécration publique ces êtres lâches et féroces qui ont fui leur patrie pour la trahir ou pour se baigner dans le sang de leurs frères. Ce sont eux, ce sont ces émigrés, que nous ne cesserons de regarder comme les ennemis les plus coupables de la Révolution. La justice et les plus saints devoirs outragés veulent qu'ils soient bannis à perpétuité d'une terre heureuse dont ils ont été les enfants monstrueux et dénaturés. Leur sang doit nous venger de leurs crimes; leurs biens doivent soutenir la guerre qu'ils nous ont suscitée et cimenter la liberté française. Mais, législateurs, peut-on confondre avec un homme dangereux le paisible cultivateur, l'industriel ouvrier, le patriote éprouvé, le républicain sans reproche, auxquels la tyrannie n'avait pas laissé un asile en France, ou ceux que l'ennemi, dans son invasion, a arrachés à leurs foyers et qu'il choisissait de préférence parmi les citoyens les plus dévoués à la Révolution? A quelle époque s'est opérée dans notre département cette étonnante émigration qui, *au mois de brumaire et de frimaire de la 2^e année l'a désolé en lui enlevant, tout d'un coup, plus d'un tiers de sa nombreuse population*? Portez un instant vos regards en arrière. Vous verrez d'un côté, les esclaves maîtres de plus de la moitié du Bas-Rhin, se présenter jusque sous les remparts de Strasbourg, tandis que, de l'autre, le féroce Schneider, dont la loi a depuis fait tomber la tête infâme, tandis que ses impudents satellites, encore impunis, mais que le fer vengeur de la justice doit une fois atteindre, tandis que les conspirateurs Saint-Just et Lebas, promenaient partout la mort, confondaient, avec un raffinement barbare, l'innocent et le coupable, rougissaient du sang de leurs victimes la terre qui s'en abreuvait avec horreur; l'homme vertueux, l'artisan habile, le sexe timide, l'enfance intéressante, tout était frappé des mêmes coups; l'échafaud saisissait ce que lui amenait sa fureur (?). Il n'était plus d'asile; il fallait mourir ou fuir des assassins aussi sanguinaires. Telle était l'alternative désespérante de ces malheureux citoyens. Qu'on ne dise pas qu'ils devaient présenter leur tête au fer homicide plutôt que de franchir un seul instant les barrières de la

¹⁾ P. V. du 25 nivôse, an III.

²⁾ Le Comité de salut public ne répondit à la lettre que lui avait adressée Bar avec son arrêté du 22 nivôse, qu'assez tard, le 10 pluviôse (29 janvier 1795) et assez sèchement : « Nous avons fait renvoi du tout au Comité de législation, que cet objet concerne spécialement ». (Aulard, *Actes du Comité XIX*, p. 754.)

république. La terreur est-elle un sentiment auquel on puisse toujours commander ou résister? Si ces infortunés avaient subi le sort que la rage leur préparait, leur mort inutile n'aurait qu'augmenté la masse des victimes immolées par les triumvirs et perpétué les regrets de leurs frères. Mais non, ils vivent encore; c'est à la patrie qu'ils offrent encore leurs bras et leur amour, c'est elle qu'ils veulent continuer à servir dans les champs, dans les ateliers, pendant que leurs frères... leurs enfants, leurs amis combattent pour elle sous les drapeaux de la république... Et l'on pourrait placer ces êtres intéressants sur la même ligne avec ces monstres qui ne respirent que la perte de la patrie? Comment! ces victimes de la fureur seraient rejetées du sein d'une patrie qu'elles adorent, seraient condamnées à une proscription éternelle lorsque leurs bourreaux, lorsque les scélérats agents du prêtre autrichien, les Wolff, les Nestlin, les Anstett, les Clavel jouissent en paix de l'impunité de leurs forfaits et insultent encore aujourd'hui, avec le sourire du crime, aux malheurs dont ils ont couvert ce département! Rangerait-on également dans la classe des enfants dénaturés de la France, de nombreux citoyens de tout sexe et de tout âge que l'ennemi a entraînés dans sa fuite honteuse, les habitants de Fort-Libre, qui furent forcés de passer le Rhin ou de sauter en l'air avec leurs maisons et leurs remparts, ceux que les hordes esclaves ont arrachés à leurs foyers pour travailler à leurs retranchements, pour transporter leurs subsistances et leur attirail de guerre?

« Législateurs, nous ne vous demandons point que le crime soit impuni; nous exécrons les traîtres; mais les citoyens dont nous vous présentons le tableau déchirant, n'ont pas fui la république mais la tyrannie; ils n'ont pas fui la liberté mais la mort!... Ces citoyens que la violence et la terreur ont seuls courbés, trouveront-ils en vous des juges plus inflexibles que vous ne l'avez été pour les brigands de la Vendée, envers leurs chefs, plus coupables encore, qui ont osé porter une main parricide et délirante sur le sein de la patrie?

« Votre décret du 18 est un coup de mort, un décret de désespoir dans l'âme des habitants du département; vous ne le maintiendrez pas! Vous êtes justes, vous êtes les représentants d'une grande nation; vous reconnaîtrez la vérité du principe donné par un de vos membres, que la justice est le plus ferme soutien de la république, la base la plus solide des révolutions et du crédit public et que jamais une injustice particulière n'importe véritablement au salut général. *Vous maintiendrez votre décret du 30 frimaire dernier* et à toutes les habitations il ne s'élèvera qu'un cri, formé de tous les cris : Vive la Convention nationale! Vive la République une et indivisible! ¹⁾ »

La loi du 22 nivôse (11 janvier 1795) qui autorisait la rentrée en France des *laboureurs* et *ouvriers* fugitifs, qui ne seraient pas considérés comme de véritables émigrés, avait naturellement éveillé chez beaucoup de ces fuyards des espoirs irréalisables, pour le moment du moins, et par suite une assez vive agitation se manifestait dans le

¹⁾ P. V. du 25 nivôse, an III.

département. L'attitude bienveillante du représentant Bailly, qui se trouvait alors en Alsace, ne contribuait pas peu, sans doute, à encourager les exilés et leurs amis. Dans une lettre écrite de Strasbourg, le 17 pluviôse (5 février 1795), il envoyait au Comité de législation les pièces relatives aux détenus qu'il avait déjà mis provisoirement en liberté, de concert avec son collègue Bar, et il ajoutait : « Vous verrez par l'extrait de leur jugement combien toutes les formes ont été violées à leur égard »¹). En présence de cette agitation, le Département, dans sa séance du 16 ventose (6 mars 1795), se crut obligé d'adresser la circulaire suivante aux cinq districts :

« Nous avons été informés, citoyens, que des malveillants, altérés de sang, qui regrettent l'empire échappé de leurs mains, tendent de corrompre dans votre district l'esprit public en vilipendant et tournant en ridicule la loi du 22 nivôse. . . et qui ont l'audace de dire publiquement que le gouvernement actuel ne pourra durer; que, sous ce prétexte, les conseils généraux (des communes) refusent de certifier les attestations prescrites par l'article IV de la loi et que le bien qu'on s'est promis de cette loi salutaire a été sans effet. Vous avez tous les moyens en mains pour assurer à la loi son exécution; veuillez nous informer de ceux que vous employez pour déconcerter ces nouvelles trames des ennemis de leur patrie²). »

Mais sans doute, le Département ne jugea pas suffisante cette communication purement administrative, car, dès le lendemain, 17 ventose (7 mars 1795), il rédigeait une *Adresse aux citoyens du Bas-Rhin*, dont il ordonnait l'impression immédiate dans les deux langues et l'affichage dans toutes les communes du département. Cette adresse, la voici :

« Le régime odieux de la terreur avait forcé une grande quantité de paisibles citoyens à abandonner un sol qui ne s'abreuvait plus que du sang des nombreuses victimes immolées aux factions et à la tyrannie. Les terres restaient sans culture, les manufactures étaient sans activité, les ateliers étaient déserts. La Convention nationale a voulu raviver le commerce, rendre aux champs leur ancienne fertilité, fermer les plaies qu'avait ouvert le plus monstrueux des systèmes. Elle avait surtout pour objet le laborieux cultivateur, l'industriel artisan; c'est ce qui a déterminé son décret bienfaisant du 22 nivôse.

« Mais le crime, furieux de voir échapper sa proie, ose encore agiter son poignard. Nous apprenons que les malveillants se plaisent à jeter l'alarme dans le cœur des citoyens; qu'ils ne craignent pas d'élever des doutes cou-

¹) Aulard, *Actes du Comité de salut public*, XX, p. 90.

²) P. V. du 16 ventose, an III.

pables sur la sincérité des intentions de la Convention nationale; qu'ils annoncent avec impudence que ce décret régénérateur ne sera point exécuté, et qu'il n'est qu'un piège tendu à l'aveugle confiance¹⁾.

« Ne croyez pas, citoyens, à un langage aussi pervers; repoussez bien loin de vous un blasphème si scélérat. Ils ne peuvent plus vous assassiner, ces féroces agents du terrorisme; ils veulent vous arracher à jamais du sein d'une patrie qui vous ouvre ses bras indulgents. Qu'une juste indignation vous soulève contre ces ennemis de votre bonheur! Arrachez-leur le masque d'une perfide hypocrisie; dénoncez-les aux tribunaux et appelez contre eux la sévérité des lois! Magistrats du peuple, faites-les sur-le-champ arrêter et qu'un prompt supplice étouffe en eux les dernières espérances du crime!²⁾ »

« Et vous, citoyens infortunés, que la terreur a arrachés à vos foyers, vous que le décret du 22 nivôse rappelle à la patrie, ne faites point à vos représentants l'injure de douter de leurs sentiments. Persuadez-vous bien qu'ils veulent sincèrement votre félicité. Hâtez-vous de rentrer au sein de la République! Méritez par le respect aux lois et par un inaltérable attachement aux principes de la Liberté et de l'Egalité les bienfaits que la Convention nationale répand sur vous. Votre bonheur sera formé du bonheur général et il ne restera plus à vos ennemis que les regrets d'un crime infructueux!³⁾ »

Il était en tout cas de la dernière imprudence d'exciter encore la colère, assez compréhensible après tout, des fugitifs rentrants par des paroles comme celles-ci: « Qu'une juste indignation vous soulève

¹⁾ Il faut, pour bien comprendre les conflits violents qui se produisaient alors dans les districts septentrionaux du Bas-Rhin, se rappeler qu'une partie des biens confisqués avaient été vendus déjà à maint acquéreur et que ceux-ci regardaient comme des intrus les fuyards qui croyaient pouvoir réclamer ce qu'ils avaient perdu. Une lettre de l'accusateur public près le tribunal criminel du Bas-Rhin, adressée au Directoire, le 18 ventôse, an III, parle « des délits très répréhensibles et très dangereux que le défaut de surveillance tolère dans les environs des communes qui reçoivent beaucoup d'émigrés ». Je penche à croire qu'il s'agit surtout de conflits entre fuyards revenant de l'émigration et ceux qui avaient acheté (ou occupé, sans achat) leurs domiciles et leurs champs. Le Département invite les Districts « à y apporter une attention d'autant plus sérieuse que la sécurité publique en est compromise », mais n'entre pas dans les détails. (P. V. du 18 ventôse, an III).

²⁾ On a quelque peine à deviner contre qui sont dirigées ces oburgations si violentes. Est-ce le dernier « levain de jacobinisme » qui est visé? Sont-ce les commissaires infidèles qui ont gaspillé ou détourné les meubles et immeubles séquestrés? Seraient-ce les nouveaux acquéreurs des biens confisqués à tort et à travers? En tout cas, l'adresse reflète trop les émotions profondes du moment pour qu'on puisse l'approuver; elle n'est pas l'œuvre d'administrateurs réfléchis.

³⁾ P. V. du 17 ventôse, an III.

contre les ennemis de votre bonheur ! » Aussi l'on comprend que le Directoire du district de Haguenau, où cependant les jacobins extrêmes n'étaient plus les maîtres, ait cru devoir réagir contre ses supérieurs administratifs du Département dans sa délibération du 26 ventôse (16 mars 1795) :

« Vu derechef l'adresse du Directoire du département à ses concitoyens sur la rentrée des émigrés,

« Vu aussi la lettre de l'accusateur public par laquelle il annonce que les vols, les assassinats, les incendies se multiplient dans les environs des communes où il rentre beaucoup d'émigrés;

« Le Directoire du district, considérant que l'adresse du Directoire du département contient des expressions plus capables d'exciter les émigrés rentrés au soulèvement que de leur inspirer l'amour et le respect pour les lois, les sentiments de paix, de concorde et de fraternité si nécessaires dans les circonstances,

« Considérant qu'il est prudent de ne donner aucune publicité à cette adresse,

« Arrête, par mesure de sûreté générale et de tranquillité publique, que l'adresse du Département ne sera pas publiée dans ce district¹⁾, qu'il en sera rédigée une pour rappeler les citoyens à l'union, à la concorde et à la soumission aux lois²⁾ ».

Et en effet, à la même date, les administrateurs du district de Haguenau arrêtaient en séance publique une *Adresse à leurs concitoyens* qui paraphrasait, sur bien des points, celle de l'autorité départementale dans le style ampoulé de l'époque³⁾, mais insistait surtout sur la nécessité, pour les *revenants* du dehors, de ne pas

¹⁾ C'est une preuve de l'anarchie complète qui régnait alors, que cette décision d'un des rouages administratifs inférieurs de supprimer tout simplement un acte de l'administration supérieure.

²⁾ Eug. Bourguignon, *Bischwiller depuis cent ans*. Bischwiller, Posth, 1875, in-8°, p. 210.

³⁾ Elle débutait par ces mots : « L'odieux arbitraire qui, trop longtemps, a exercé ses fureurs dans ces contrées n'existe plus. Les âmes comprimées par la terreur commencent à sourire aux rayons de la Justice et à goûter les douceurs de la Liberté. Le cultivateur laborieux et paisible, l'artisan industriel (*sic*) et l'homme utile ont été contraints, pour éviter la mort, de fuir avec effroi une terre jonchée de cadavres, abreuvée du sang de leurs frères immolés à la tyrannie... Mais la cause de leur absence, discutée par un sénat auguste, dans le silence des passions, a été trouvée innocente... Epoux infortunés, pères affligés, citoyens compatissant aux maux de vos semblables, vous les revoyez enfin, ces épouses craintives, ces enfants d'un âge tendre, ces concitoyens vertueux que la terreur et la crédulité ont arrachés de vos bras, etc. » (Bourguignon, *op. cit.* p. 211.)

« se livrer aux excès d'une douleur mal entendue. Gardez-vous bien de vous élever contre les partisans du nouveau système, de vous porter à des violences contre eux ; la loi seule a droit de les frapper. Mais adressez-vous aux autorités constituées, qui, tenant d'une main la balance de la Justice, présentent de l'autre les moyens de la faire suivre et respecter... Arrêtez, hommes aveugles et téméraires, vous êtes dans une patrie qui vient de vous rappeler ; n'allez pas lui donner lieu de se repentir de vous avoir tendu les bras. Songez que des magistrats intègres vous suivent pas à pas, que vous n'échapperez point à leur vigilance et qu'un supplice rigoureux, dicté par des lois justes... vous arrêtera au milieu de vos délits... Et vous, citoyens infortunés... que l'amour des lois et de la liberté ont fait rentrer avec joie sur un sol où elles sont chéries et respectées, dites aux compagnons de votre exil qu'ils doivent suivre votre exemple ; faites leur sentir qu'ils ne peuvent goûter le bonheur que dans la soumission aux lois... Que la douce fraternité vous unisse ; que le premier de vos principes soit l'attachement inviolable à la Convention nationale ; votre félicité sera inaltérable !¹⁾ »

A ce moment, les fuyards de 1793 se pressaient en foule sur les bords du Rhin dans l'espoir de rentrer encore à temps sur le territoire de la République. La *Gazette de Strasbourg*, dans son numéro du 12 germinal (1^{er} avril 1795), contient à ce sujet une lettre, écrite à Strasbourg même, qui relate l'arrivée auprès du général commandant l'armée française, d'un trompette autrichien. Il était chargé de lui faire savoir qu'une masse de paysans, d'ouvriers, de journaliers émigrés sont arrivés à Kehl, désespérés, parce qu'ils savent que, depuis hier, les délais de rentrée sont écoulés ; mais ils n'ont pu arriver plutôt à la frontière, car c'est la veille seulement qu'ils ont obtenu de l'ennemi la permission de s'en approcher. Le général Lajolais, ajoute le journaliste, n'a pas osé prendre de décision, malgré ses sentiments d'humanité ; il a envoyé les pièces au représentant en mission près de l'armée du Rhin et n'en a pas encore reçu de réponse. Et à cette occasion il raconte comment, vers la fin du mois de ventôse, il y avait déjà eu une agglomération pareille de ces exilés près de Lauterbourg, qui ont franchi le fleuve toujours couvert de barques. En quinze jours il en est venu à peu près dix mille. Mais tous n'arrivaient pas au port. Quelques-uns tentaient le passage, la nuit, et les douaniers ou les postes militaires tiraient sur eux ; plus d'une barque allait s'échouer sur les bancs de sable, d'autres sombraient dans le courant. On est heureux de noter que, parfois, malgré leur consigne, les volontaires stationnés sur la rive gauche, quand ils entendaient

¹⁾ Bourguignon, *op. cit.* p. 212.

les cris des naufragés, accouraient pour sauver les enfants qui se noyaient et encourageaient les parents à rentrer ¹⁾).

Ce n'étaient pas d'ailleurs les Alsaciens seuls qui demandaient à rentrer chez eux. Dans le Palatinat et tout le long de la rive gauche du Rhin (dans la sphère d'action des armées de la République), le même exode des populations, un peu moins nombreux peut-être, s'était produit, et nous voyons par une lettre du représentant du peuple Cavaignac, adressée d'Oberingelheim au Comité de salut public, le 13 germinal (2 avril 1795), qu'il était assailli de pétitions analogues ; mais il ne s'y montrait guère favorable, jugeant que

« La sécurité de l'armée doit l'emporter momentanément sur tous les motifs de clémence qui parlent en faveur d'hommes, dont la plupart ne s'enfuient que par la terreur qui précède toujours la marche de l'armée ²⁾. »

C'est à ce moment aussi que nous trouvons dans nos procès-verbaux les premières indications précises sur l'état des ventes d'immeubles confisqués dans le district de Wissembourg pendant le premier trimestre de l'année républicaine ³⁾. En l'expédiant à la Commission des revenus nationaux, le Département s'excusait de ne pouvoir y joindre un relevé d'estimation pour les biens non vendus, le District « représentant que cette besogne éprouve de grandes difficultés par le retour d'un grand nombre d'individus dont les biens étaient confondus avec ceux des émigrés proprement dits » ⁴⁾.

En attendant les décisions ultérieures de la Convention nationale et des représentants en mission dans nos régions, les administrations départementales s'étaient vu naturellement accablées de sollicitations innombrables, interventions de municipalités en faveur de leurs concitoyens ou pétitions individuelles. A titre d'exemples, extrayons quelques-uns de ces cas des procès-verbaux officiels. Voici d'abord l'histoire du maréchal-ferrant Joseph Knapp, du cordonnier Laurent Recht, du menuisier Pierre Jenner, du boulanger Valentin Stupfel, tous quatre de Haguenau, tous aussi rentrés « au péril de leur vie sur le sol de la liberté ». Ils exposent au représentant Richou qu'ils ont dû laisser en arrière, lorsqu'ils sont revenus, leurs femmes, l'une étant

¹⁾ *Strassb. Zeitung*, 12 germinal, an III. Le fait est aussi confirmé par une pièce officielle du 1^{er} prairial, an III, qu'on trouvera plus loin.

²⁾ Aulard, *Actes du Comité de salut public*, XXI, p. 472-473.

³⁾ Le mois de vendémiaire a donné un total de 1.255.308 livres ; brumaire, 1.053.479 livres ; frimaire, 1.387.451 livres.

⁴⁾ P. V. du 12 floréal, an III.

grosse, une autre malade, une autre nourrice ou trop âgée, et celles-ci ont donc été exclues des avantages de la loi bienfaisante du 22 nivôse, qui fixait une date extrême pour la rentrée. Le Directoire « certifie avec empressement l'exactitude de l'exposé de la pétition », mais déclare qu'il ne dépend nullement de lui de faire droit à la demande, vu que le délai rigoureusement prescrit par la loi est expiré. On attend encore la réponse du Comité de législation...

« Cependant, citoyen représentant, nous vous observerons que, par la faute des généraux autrichiens, les bienveillantes dispositions de la loi ont été connues fort tard de l'autre côté du Rhin et que les individus qui auraient voulu en profiter ont pu en être empêchés par l'impossibilité de traverser le fleuve. Si les femmes ne l'ont pas fait c'est uniquement à cause de la faiblesse de leur sexe ou de leur âge . . . Si vous voulez prendre sur vous, citoyen représentant, d'accorder la demande qui vous est faite, nous regarderons cet acte comme un hommage rendu à l'humanité et nous n'y voyons rien qui puisse compromettre la chose publique ¹⁾. »

Quelques jours plus tard, Richou était saisi d'une autre demande qui devait assez l'embarrasser, car on y exposait des faits de beaucoup antérieurs à sa venue en Alsace et qu'il devait nécessairement ignorer. C'était le citoyen Lembké, l'un des pasteurs luthériens de Bouxwiller, qui s'adressait au représentant pour obtenir qu'on ne traitât pas sa femme, ses deux filles et sa nièce en émigrées,

« Bien qu'elles eussent momentanément quitté le sol de la république, sur (*sic*) le règne de la Terreur, à la vérité, les termes de l'article IV de la loi du 22 ventôse ne peuvent pas être appliqués à ces citoyennes, mais les circonstances de leur fuite sont si extraordinaires et si malheureuses qu'elles nous paraissent mériter votre attention ».

Et là dessus, le bon ministre de Bouxwiller expose ses infortunes familiales trop véridiques et assez intéressantes pour que nous en transcrivions les principaux passages :

« Peu avant l'invasion de notre département par les troupes ennemies, l'oppression y était portée à son comble par le trop fameux prêtre autrichien, dont les tournées affreuses, de commune en commune, avec la guillotine, jetèrent la terreur et le désespoir dans toutes les âmes, chacun croyant toucher à son dernier moment ; ce fut dans l'instant même que ce tyran féroce élevait son trône sanglant dans la commune de Bouxwiller, que le pétitionnaire fut

¹⁾ P. V. du 18 floréal, an III.

arrêté¹⁾ avec plusieurs autres bons citoyens, comme conspirateurs et comme traîtres à la patrie. Un homme connu par son immoralité (l'ex-pasteur Suicard Metz) se prévalut de lettres fausses et controuvées pour faire traduire ces citoyens devant le tribunal criminel du département du Bas-Rhin. Ils y furent acquittés et pleinement justifiés²⁾; mais dans l'intervalle, les hordes ennemies avaient envahi Bouxwiller, et quand ils y retournèrent, lors de la retraite de l'ennemi, ils ne trouvèrent plus leurs femmes et leurs enfants que la terreur avait fait fuir. Citoyen représentant, il est constant que les lettres supposées et calomnieuses dont nous venons de vous parler, ont été imprimées dans les deux langues, qu'elles ont causé une fermentation générale dans les esprits par la distribution qui en a été faite à nos braves défenseurs; que la position du cit. Lembké, détenu dans les fers à Strasbourg et celle des deux armées n'a pas permis au citoyen de donner aucune de ses nouvelles à sa femme et à sa malheureuse famille. Il est encore constant qu'un nommé Clauer, vil suppôt de Schneider et commissaire permanent à Bouxwiller, se trouvait saisi d'une liste nombreuse de plusieurs centaines de citoyens de cette commune qu'il se proposait de faire arrêter et conduire dans les cachots de l'intérieur; enfin il est constant que la famille du cit. Lembké devait craindre d'être comprise dans cette liste de proscription et de devenir ainsi victime de la fureur des tyrans. Ce citoyen d'ailleurs, qu'aucune considération n'a jamais pu engager à quitter le sol de la république, est reconnu généralement pour un homme de bien et que ses vertus morales et politiques, son dévouement à la chose publique³⁾, sa soumission aux lois, ont fait chérir de tous ses concitoyens. Le même témoignage est rendu à sa femme et à ses enfants. L'esprit des lois sur les émigrés ne devrait dès lors pas les frapper; la loi ne punit que les coupables et les traîtres et doit protéger l'innocence et venir en aide à la vertu opprimée⁴⁾. »

D'ailleurs, même quand il est prouvé que les fuyards sont revenus après la date fixée par la loi du 22 nivôse, il semble qu'on répugne à les traiter désormais en émigrés. Ainsi Merlin (de Thionville), ayant enjoint, le 27 floréal, au général Marchais d'arrêter Jean Lux, charron à Herrlisheim, « soupçonné d'être rentré depuis l'époque fixée par la loi », le Directoire, après interrogatoire du prisonnier, et ayant constaté qu'il n'était revenu sur territoire français que le 24, arrêtait

¹⁾ On trouvera des détails sur cette affaire de Bouxwiller dans mon livre *Les Eglises protestantes d'Alsace pendant la Révolution* (Paris 1906) dans l'Appendice, p. 287-301.

²⁾ Il faut constater qu'Euloge Schneider lui-même contribua à démasquer le complot ourdi par Metz.

³⁾ Christophe Lembké mourut comme inspecteur ecclésiastique à Bouxwiller, en 1806 et je possède une espèce de poème funéraire composé lors de son décès, dans lequel ses amis célébraient ses mérites (*Todesopfer am Grabe des Herrn Lembke, ein Denkmal seiner Freunde und Verehrer*. Strassburg, Heitz, 1806, in-8°).

⁴⁾ P. V. du 22 floréal, an III.

que, conformément à l'arrêté du représentant du peuple, le « nommé Lux sera reconduit sur l'autre rive du Rhin »¹⁾.

Il est vrai que, pour excuser en quelque manière cette application très clémentine d'une loi trop dure, les administrateurs départementaux adressaient deux jours plus tard, le 1^{er} prairial (20 mai 1795) les explications suivantes aux Comités de législation, de salut public et de sûreté générale :

« La loi du 22 nivôse, citoyens représentants, n'a été connue sur la rive droite du Rhin que vers la fin de ventôse. Le fait est généralement attesté par ceux qui sont rentrés dans leurs foyers. Il est également constant que les généraux autrichiens n'ont obtenu la permission d'accorder le passage qu'à la fin de ce mois et que les généraux français n'ont pris qu'à cette époque des mesures pour faciliter cette rentrée; la copie ci-jointe de l'adjudant-général Fririon vous en convaincra. Il en est résulté que celui qui achetait des bateaux le passage du Rhin au poids de l'or, a pu rentrer à point nommé et que le pauvre ou celui qui ne pouvait acquitter la rançon exigée, s'est encore trouvé en pays ennemi au 1^{er} germinal. Un trompette, arrivé ce jour, a annoncé qu'un nombre considérable des malheureuses victimes de la tyrannie et des événements de la guerre, venaient de se présenter sur les bords de ce fleuve, qui les sépare de leur patrie; mais le délai fatal étant expiré, elles ont eu la douleur de se voir refuser le passage et condamnées à continuer leur vie errante. Plusieurs se permettent aujourd'hui de franchir la limite, même au péril de leur vie. Le représentant Merlin²⁾ nous a fait emmener (*sic*) un de ces rentrants avant-hier et la délibération ci-jointe vous fera voir que nous avons été dans la cruelle position de le faire reconduire à l'autre rive; père de famille, il a été de nouveau arraché à sa famille et à ses enfants³⁾. De pareils cas pourront se représenter journellement; il est instant que nous sachions si nous devons suivre les errements que vient de nous tracer le représentant ou plutôt il est instant que le délai accordé par l'article IV de la loi du 22 nivôse soit prorogé; l'humanité, la justice, l'intérêt national l'exigent. Nous ne doutons aucunement que la Convention nationale ne s'empresse d'adopter cette mesure que nous vous prions de lui communiquer incessamment⁴⁾. »

Et, comme s'il craignait de n'avoir pas insisté suffisamment, le Département rédigeait, ce même jour, une seconde missive, plus pressante encore, aux représentants du peuple :

¹⁾ P. V. du 29 floréal, an III. Ce refoulement était naturellement bien dur pour le pauvre Lux, mais six mois plutôt, il aurait pu être fusillé ou guillotiné comme émigré.

²⁾ Merlin (de Thionville).

³⁾ C'est ce Jean Lux dont il a été question plus haut.

⁴⁾ P. V. du 1^{er} prairial, an III.

« Un nombre considérable de Français, y était-il dit, est revenu dans leurs foyers malgré les intrigues de la malveillance, des terroristes et des dilapidateurs de leurs biens. . . . Nous avons remarqué que dans le nombre des individus rentrés, il se trouvait beaucoup de marchands détaillants, de fabricants, de manufacturiers, d'artisans travaillant dans leurs boutiques, de distillateurs, de pharmaciens, de médecins et chirurgiens, d'artistes en peinture et en sculpture, des hommes de lettres, des femmes et des enfants qui ont obtenu des certificats de huit témoins, par lesquels ils sont reconnus cultivateurs et ouvriers et (ont obtenu) en conséquence main-levée du séquestre de leurs biens par les Districts.

« La loi du 22 nivôse ne comprend pas expressément ces différentes classes de citoyens. . . . Mais, citoyens représentant's, quel parti prendrons nous dans les différents cas qui se présenteront? Notre position devient des plus embarrassantes, puisque nous nous trouvons dans la cruelle alternative ou d'étendre la loi ou d'expulser de nouveau de leur patrie, à la très grande satisfaction des terroristes, des citoyens que ceux-là seuls avaient fait fuir sur la terre étrangère. Certes les avantages qu'a procurés au département la rentrée du laboureur et de l'ouvrier sont très considérables et deviennent journellement plus sensibles; mais, citoyens, le chef, le propriétaire d'une manufacture, d'une fabrique, d'un établissement de commerce est-il moins utile que l'ouvrier qu'il salarie et qu'il fait subsister? Les services que rendent en ce moment les distillateurs, les pharmaciens et officiers de santé ne sont-ils pas aussi réels? Enfin, l'artiste et l'homme de lettres que le vandalisme et le terrorisme ont cherché à opprimer, seraient-ils obligés de porter leurs talents en pays ennemi? L'intérêt de la chose publique et la justice nationale ne le permettront jamais. Que l'on se reporte aux époques du mois de septembre 1793, aux circonstances qui ont occasionné la fuite d'un tiers des habitants de ce département, les bastilles érigées dans divers endroits; les guillotines en permanence; les juges, l'armée révolutionnaire parcourant les campagnes et frappant indistinctement l'innocent et le coupable; une *Propagande*¹⁾, troupe de véritables brigands, dont les regards seuls faisaient trembler un sexe timide par essence; les placards qui ont été disséminés lors de la retraite et qui augmentaient les alarmes occasionnées par la barbarie qu'un prêtre féroce exerçait : telles sont, en peu de mots, les seules causes de l'absence de la grande majorité des habitants. La tyrannie ne leur ayant plus laissé d'asile en leur patrie, peut-on leur faire un crime de l'avoir cherché en pays étranger? . . . Combien d'autres n'ont pas été entraînés par les événements de la guerre dont le pays a été le théâtre? Les combats sanglants qui se sont donnés dans différentes communes, le désordre inexprimable de la retraite, la violence que faisait l'ennemi à ceux qu'il jugeait propres au retranchement ou au transport des équipages et subsistances, nombre d'autres motifs de cette nature ne

¹⁾ Sur la *Propagande*, cette bande de forcenés Jacobins, organisée à Strasbourg par le maire P. Monet et son ami Téterel, en automne 1793, voir le tableau tracé par le « sans-culotte » Massé, bon Jacobin pourtant, dans le *Livre Bleu*. (Recueil de pièces authentiques, etc.), tome I, p. 187-192.

sont-ils pas suffisants pour légitimer l'absence de tant de malheureux ? Non, représentants, la Convention n'a pu vouloir les confondre avec les *véritables émigrés*, qui ont quitté leur patrie pour la trahir et verser le sang de leurs frères. Jamais la Convention n'a eu l'intention d'être juste à demi. Nous osons, avec confiance, réclamer en faveur de ces différentes classes de citoyens d'une utilité généralement reconnue, et particulièrement de ceux qui n'ont quitté le département que depuis le mois de brumaire, 2^e année, une extension ou interprétation favorable de la loi du 22 nivôse¹⁾. »

C'est le 3 prairial (22 mai 1795) seulement que le Directoire du Bas-Rhin prend officiellement connaissance de la circulaire du Comité de sûreté générale, datée du 22 floréal, relative aux mesures de police à suivre et à la surveillance rigoureuse à exercer vis-à-vis des émigrés et des déserteurs rentrant de l'étranger. Il répond au Comité « qu'il en suivra les dispositions avec tout l'intérêt que doit inspirer la prospérité et la sûreté de la République »²⁾. Mais il persiste à vouloir appliquer les lois avec équité et à ne pas permettre qu'on s'en serve pour satisfaire des rancunes ou des appétits particuliers. Quand la citoyenne Claire Klein porte plainte contre la municipalité de Sessenheim qui l'avait dépouillée de sa part des communaux et que les officiers municipaux répondent, le 14 floréal, qu'ils « ont dépossédé la pétitionnaire parce que son mari est émigré » et qu'en général ils se « sont crus autorisés à s'emparer de toutes les portions échues en partage aux émigrés, pour en disposer en faveur des défenseurs de la patrie, » le Département s'empresse de déclarer cette conduite « arbitraire et illégale » et ordonne que la citoyenne Klein soit réintégrée dans son lopin de terre³⁾. Mais, d'autre part, il exhorte le District de Wissembourg à bien surveiller les émigrés rentrés à Seltz.

« Les lois vous donnent les moyens suffisants pour déjouer les projets de quelques malveillants. Lorsque vous ferez surveiller leur conduite par les municipalités et que vous rendrez celles-ci responsables des désordres qu'elles n'auront pas prévenus ; lorsque, d'un autre côté, vous aurez concerté avec les chefs militaires les mesures nécessaires pour qu'on ne puisse communiquer avec l'ennemi, il vous sera facile de maintenir la sûreté des frontières⁴⁾. »

On trouve un écho de ces réclamations du Directoire du Bas-Rhin et des députés modérés dans les débats qui avaient eu lieu au sein

¹⁾ P. V. du 1^{er} prairial, an III.

²⁾ P. V. du 3 prairial, an III.

³⁾ P. V. du 14 prairial, an III (2 juin 1795).

⁴⁾ P. V. du 17 prairial an III (5 juin 1795).

même de la Convention dans la séance du 13 prairial de l'an III (1^{er} juin 1795). Les administrateurs de Strasbourg avaient envoyé un dossier de pièces inculpant, tout au moins d'une façon indirecte, les représentants Milhaud et Guyardin, en mission dans les départements du Rhin en 1793, et plus particulièrement une lettre furibonde de ce dernier, adressée à la Société des Jacobins de Paris. Pris à partie, le représentant inculpé se défendit tant bien que mal ; il avoua avoir signé la lettre, mais « il y trouve des expressions qui ne sont jamais sorties de sa bouche, etc. ». Son collègue Serre vint déclarer que « la mémoire de Guyardin était chérie dans l'Ardèche », et là-dessus la Convention passait à l'ordre du jour ¹⁾. Un autre député, Dugelay d'Assé, se leva pour incriminer également le langage et les actes de Baudot et de J.-B. Lacoste durant leur mission en Alsace. Lacoste répliqua par de violentes attaques contre Dentzel, l'un des députés du Bas-Rhin ; mais l'ex-pasteur de Landau répondit avec vigueur, accusant son diffamateur de lui avoir volé ses chemises et son vin. On donna lecture de lettres adressées par Baudot et Lacoste à Ruamps, Borde et Mallarmé, dans lesquelles ils manifestaient leur intention « de faire une fricassée de ces foutus Alsaciens » et autres aménités semblables, si bien que, sous l'impulsion du moment, tous deux furent décrétés d'accusation, sans que cependant cette mesure semble avoir été mise à exécution ²⁾.

Vers la fin de prairial, un « fait divers » contribua peut-être à ranimer l'intérêt relatif que les éléments plus modérés de la représentation nationale témoignaient à nos malheureux fugitifs. Le 25 de ce mois (13 juin 1795), le conventionnel Becker était de retour de Landau où l'assemblée l'avait envoyé pour porter des secours aux habitants durement éprouvés par l'explosion qui avait détruit l'arsenal de la forteresse. Etant à la tribune pour rendre compte de sa mission, il profita de l'occasion pour prononcer un accablant réquisitoire contre les agents supérieurs et subalternes des Comités, qui

¹⁾ *Moniteur*, tome XXIV, p. 604. Guyardin envoya d'ailleurs à ce journal une lettre, datée de Paris, 20 prairial an III, dans laquelle il protestait contre les allégations portées contre lui. Cette lettre qu'on lui reprochait, envoyée aux Jacobins de Paris, est tirée d'une gazette allemande, le *Courrier de Strasbourg*. « N'étant pas membre des Jacobins, je n'ai pas pu mettre d'importance à leur écrire : « Envoyez-nous une colonie de montagnards, etc. » (Voyez *Moniteur*, tome XXIV, p. 638.

²⁾ *Moniteur*, tome XXIV, page 606.

« ayant en poche une commission et des instructions de Saint-Just et de Lebas, avaient porté la désolation et la terreur dans l'âme de tous les habitants paisibles (du nord de l'Alsace et du Palatinat) jusque dans la chaumière du pauvre, lui enlevant avec sang-froid tout ce qui était nécessaire à sa subsistance, fouillant les maisons depuis les greniers jusqu'à la cave, arrachant jusqu'aux serrures des portes, enlevant tout ce qui était transportable, or, argent, meubles, linges, cuivre, étain, orge, blé, seigle, avoine, foin, paille, chevaux, bœufs, vaches, troupeaux de moutons et de porcs, et, avec un rire insultant et moqueur, répondant aux plaintes de ces malheureux : ' Tout est à nous, il ne vous restera que les yeux pour pleurer ! ' Encore si ces versements et ces transports avaient été dirigés par des hommes probes et vertueux, la nation en eût retiré plus de deux cents millions et notre armée du Rhin eût vécu dans l'abondance pendant plus de quinze mois ! Mais tout a été dilapidé, volé par ces agents infidèles qui... n'ont versé dans les magasins que frappouilles (*sic*) et des objets qui ne valaient pas les frais de voiture ¹⁾. »

Le représentant du peuple est loin d'avoir pu réunir toutes les pièces à l'appui de ces réquisitions, mais celles qu'il a pu enregistrer forment un total de 3 millions 345.783 livres, alors que Cambon n'a annoncé qu'un versement de 138.000 livres.

Nous n'avons pas à suivre Becker dans les longs détails qu'il donne ensuite sur les principaux de ces agents et commissaires des guerres, René Legrand, Heilgenthal, Risse, adjoint aux adjudants-généraux, Munier, Beaufumé, Gries, maire de Landau, Alexandre, etc. et sur leurs exécutions, leurs violences contre les hommes et leurs femmes ²⁾, sur la dévastation des châteaux princiers sarregoviens et de Deux-Ponts. La Convention vote l'impression de son rapport, ce qui permet de croire qu'elle en approuvait la tendance ³⁾.

Ce qui est certain, en tout cas, c'est que, dans les semaines qui suivent, de nombreux citoyens de Surbourg, Dieffenbach, Oberlauterbach, Eberbach, Mertzwiller, Kutzenhausen, Wissembourg, Wintzenbach, Reichshoffen, etc. viennent présenter des « témoignages de civisme » à l'appui de leurs demandes de radiation de la liste des éni-

¹⁾ *Moniteur* (réimpression), XXIV, p. 683.

²⁾ Le commissaire Colonge, de Paris, « ne rougissait pas de répondre aux pères et mères désolés qu'ils n'avaient qu'à dévorer leurs enfants ou les nourrir avec de l'herbe ». Je dois ajouter que René Legrand et plusieurs de ses subordonnés trouvèrent des défenseurs à la Convention. Il avouait qu'il s'était commis « des dilapidations énormes dans le Palatinat » mais « qu'il n'y a eu aucune part » et qu'il a versé « plus de deux millions en numéraire ». Sa pétition est renvoyée au Comité de salut public dans la séance du 8 messidor, an III. (*Moniteur*, XXV, p. 95).

³⁾ *Moniteur*, XXIV, p. 684, 688-690.

grés. Rentrés à la faveur de la loi du 22 nivôse, ils réclament leurs meubles, leurs instruments aratoires, leurs bestiaux¹⁾.

Le Directoire du département est d'autant plus enclin à amnistier ces fuyards, originaires presque tous des cantons septentrionaux du Bas-Rhin, que c'est lui qui paie pour ceux qui sont en prison, car le District de Wissembourg se refuse à rembourser à la municipalité de Strasbourg, malgré ses réclamations réitérées, l'argent dépensé par la ville pour

« le. habitants du district détenus, l'année dernière, dans les maisons de suspicion de ladite commune, pour fournitures de pain et de paille, à eux faites en vertu de la loi du 27 septembre 1793 ». Et pourtant il avait promis, par deux missives du 26 frimaire et du 5 ventôse, de payer cette dette ! Aussi le Département somme-t-il le District « de mettre toute la célérité possible à cette opération, pour faire cesser des plaintes fondées²⁾ »

Les réclamations des intéressés et la bonne volonté des administrateurs devaient être naturellement encouragées, pour aboutir, par l'attitude des représentants du peuple envoyés en mission en Alsace. Un arrêté du conventionnel Richou, daté du 11 messidor et rendu à Belfort, prescrivait de surseoir à la vente des biens des *cultivateurs et artisans* retournés en France postérieurement au terme fixé par la loi et qui justifieraient avoir été empêchés de rentrer *par force majeure* avant le délai fatal³⁾. Tous les fuyards allaient se trouver ouvriers ou laboureurs⁴⁾, et tous auront été victimes des violences ou de la perfidie des ennemis !

¹⁾ P. V. du 3, 7, 9 messidor, an III. Si les confiscations étaient fructueuses, elles occasionnaient aussi des frais considérables. On peut citer à ce sujet la séance du Directoire du 28 thermidor (15 août 1795) où se trouvent les mémoires des citoyens Stoll et Spring, pour les inventaires des fuyards de Siegen, Kastenbourg et Oberlauterbach, ceux du citoyen Weissmann, commissaire à Schoenenbourg, Oberseebach, Rittershoffen, Oberroedern, Dieffenbach, Stundwiler, Surbourg, Reimerswiller, Walbourg, Schwabwiler, etc., et ceux du voiturier Michel Nagel qui a fait d'innombrables transports de meubles de Wissembourg à Strasbourg.

²⁾ P. V. du 8 messidor, an III. La somme réclamée n'était pas énorme d'ailleurs. Elle se montait à 2703 livres, 6 sols, 6 2/3 deniers. On voit que l'*Administration* avait alors déjà le culte de la minutie dans ses calculs. Seulement, malgré ce rappel, l'argent n'était pas encore versé quelques mois plus tard.

³⁾ P. V. du 14 messidor, an III.

⁴⁾ Des gens qui n'avaient jamais tenu une houe ou un outil, allaient se proclamer à l'envi agricoles ou travailleurs manuels pour profiter de la

Cependant, c'étaient là des mesures individuelles qui ne pouvaient tenir lieu de lois générales. Aussi le Directoire du Bas-Rhin ne cessait-il de réclamer au Comité de législation de nouvelles décisions sur la matière. Dans une lettre du 8 thermidor (26 juillet 1793), il lui parlait d'abord des lois de nivôse, germinal et prairial, qui réintègrent dans leurs foyers les victimes mises hors la loi comme *aristocrates, ennemis de la révolution* et les *prétendus fédéralistes* obligés de se soustraire à l'oppression qui a eu lieu par suite des événements du 31 mai 1793.

« Mais, représentants, ces dispositions ne sont pas assez étendues pour mettre les administrations à même de réparer toutes les proscriptions et tous les malheurs occasionnés par le régime de la terreur qui a principalement pesé sur les départements du Rhin. Vous n'ignorez point combien la loi du 17 septembre, les vexations jacobites, les commissions révolutionnaires, les proscriptions et les guillotines du prêtre autrichien Schneider ont fait fuir de bons citoyens, auxquels leurs foyers n'offraient plus de sûreté. Ces infortunés gémissent encore sous l'oppression et le séquestre de leurs biens; ils réclament le bienfait de ces différentes lois, mais, obligés de nous tenir au texte littéral, nous nous voyons dans l'impossibilité de les en faire jouir. En effet tous n'étaient pas *laboureurs* ou *ouvriers*, tous n'ont pas été mis formellement hors la loi, déclarés aristocrates; toutes les pièces de proscription ne portent point qu'ils étaient entachés de fédéralisme, mais elles démontrent d'ordinaire avec évidence que les réclamants sont les victimes de la *terreur qui même a été organisée dans ce département avant le 31 mai* et qu'ils ne se sont cachés et n'ont fui que pour sauver leur tête. Certainement l'intention des législateurs n'a pas été de les exclure du bénéfice de ces lois. Nous ne doutons aucunement que, par une interprétation favorable, vous n'étendiez la loi du 22 prairial à tous ceux qui justifieront de persécutions arbitraires et injustes dans la forme prescrite par ladite loi, quoique les actes à l'appui de leur demande n'énoncent pas précisément un acte de *fédéralisme* ou une *improbation* aux actes de 31 mai, ou qu'ils seront antérieurs au 31 mai ¹⁾ »

Si déjà pareille pratique, permettant d'invoquer l'excuse de la Terreur même pour une date antérieure à la défaite des Girondins, pouvait mener bien loin la représentation nationale et permettre la rentrée d'éléments mal disposés, il y avait des gens qui ne se contentaient pas de la permission de revenir, mais entendaient bien faire annuler la confiscation de leurs propriétés vendues à autrui. Il paraît

porte entr'ouverte par Richou. C'est ainsi que le citoyen Schneider, médecin à Lauterbourg, demandait la levée de son séquestre, vu qu'il était « médecin et cultivateur ». P. V. du 18 thermidor, an III.

¹⁾ P. V. du 8 thermidor, an III.

que certains des tribunaux du département (en tout cas celui du district de Haguenau)¹⁾ encourageaient par leurs arrêts ces revendications au moins prématurées. Nous voyons le Directoire signaler les inconvénients de cette jurisprudence à propos d'une série de pétitions émanant d'habitants de Weitbruch, Schæffolsheim, etc. Le tribunal, écrivait-il à Merlin (de Thionville), le 17 thermidor,

« applique aux émigrés rentrés en vertu de la loi du 22 nivôse, les dispositions de celle du 18 prairial et ordonne la résiliation des baux de leurs biens, qui ont été passés l'année dernière, en leur adjugeant par provision, nonobstant toute opposition, la récolte de la présente année, en tenant compte aux fermiers des frais de culture. Ces individus, forts de ces sentences provisoires, et empressés de s'en assurer les fruits, moissonnent les grains avant leur maturité et ils frustrent ainsi la république des plus belles espérances. Nous devons vous observer, citoyen représentant, que cette application aux émigrés rentrés de la loi du 18 prairial, rendue en faveur des prévenus d'émigration, nous a paru infiniment douteuse. Aussi est-il des tribunaux qui, en adoptant des principes absolument différents, déboutent les propriétaires de leurs demandes et ordonnent l'exécution de la loi du 22 nivôse, en vertu de laquelle les baux sont maintenus, sauf aux dits propriétaires à en percevoir les canons. »

Sans doute le Département a demandé l'interprétation de la loi au Comité de législation.

« Mais les dangers sont trop pressants pour que nous puissions attendre sa réponse. Chaque parti, ardent à s'emparer des fruits dont la terre est couverte, s'empresse à les moissonner. . . et ils sont tous les jours sur le point d'en venir aux mains pour se les arracher. Nous avons tout lieu de craindre que la tranquillité publique ne soit troublée si vous n'interposez votre autorité, citoyen représentant; nous vous prions en conséquence de *vouloir bien prendre un arrêté qui maintienne provisoirement les fermiers d'émigrés rentrés à la faveur de la loi du 22 nivôse, dans la jouissance de leurs baux et les autorise à en récolter les fruits pour la présente année, nonobstant tout jugement contraire* »²⁾

A la même date, les administrateurs départementaux s'adressaient au tribunal du district de Haguenau lui-même, pour lui exposer, sur un ton très déferent d'ailleurs, leurs scrupules.

¹⁾ Ce tribunal siégeait à Saverne.

²⁾ P. V. du 17 thermidor, an III.

« Ils connaissent leur compétence et ne veulent nullement la dépasser ; mais ils croient obéir à leurs devoirs de citoyens, en lui communiquant un arrêté du Comité de législation, du 18 messidor, qui pose des principes contraires à vos décisions, et interprétatif de la loi du 18 prairial¹⁾. »

Ils sollicitent aussi le Comité de hâter une décision finale sur cette question « délicate et urgente »²⁾.

¹⁾ P. V. du 17 thermidor, an III.

²⁾ P. V. du 18 thermidor, an III.

CHAPITRE V.

FLUCTUATIONS ADMINISTRATIVES.

(*Thermidor an III—Messidor an IV*)

La situation prêtait, on le voit, à de nombreux abus, selon que la clémence ou la répression était à l'ordre du jour. On comprend que les esprits pondérés et nets aient voulu sortir de cette impasse. Dans la séance du 29 thermidor (16 août 1795), le substitut du procureur-général-syndic, Fiesse, prit la parole pour un réquisitoire,

« par lequel il fixe l'attention de l'administration sur les abus qui naissent de la rentrée de nombre d'individus qui ne se trouvent, par leur état, pas compris dans les classes d'individus désignés *littéralement* par la loi du 22 nivôse ou qui retournent dans *leurs foyers postérieurement au terme fatal* qu'elle prescrit. Vu aussi le projet de délibération par lequel il propose différentes mesures pour arrêter le progrès de ce mal, et maintenir l'exécution des lois du 22 nivôse, 12 floréal et autres, concernant les émigrés; ensemble le projet d'une lettre à la Convention nationale par laquelle lui est rendu compte de la position du département, des démarches faites près des Comités, etc. le Département arrête : 1^o Tous les individus dont la rentrée sur le territoire de la république est constatée par des preuves matérielles, et *qui ne se trouvent, soit par leur état, soit par leur entrée tardive, pas compris dans les dispositions de la loi du 22 nivôse, seront dénoncés à l'accusateur public* près le tribunal criminel du département; 2^o Les *Directoires des districts* enverront de même au *Directoire du département*, sous le plus bref délai, *les listes de tous les individus rentrés en contravention*. — 3^o Sont exceptés de cette disposition *les individus qui ont obtenu des arrêtés des représentants du peuple*, qui, en renvoyant leurs pièces au Comité de législation, les autorisent à rester *provisoirement sous la surveillance des municipalités*.

Le Département écrit ensuite au Comité de législation :

« Nos inquiétudes et la gêne dans laquelle nous nous trouvons augmentent journellement et, étant restés sans réponse aux différentes lettres que nous vous avons écrites, nous nous voyons forcés de vous en rappeler le contenu, en vous envoyant, ci-joint, copie de la délibération que nous avons cru devoir prendre pour maintenir l'exécution de la loi, sans rien préjuger sur les questions que nous vous avons soumises. Nous ne vous dissimulerons pas que *cette mesure impérieusement prescrite par la loi précitée, doit provoquer l'arrestation de quelques milliers d'agricoles, qui ont toute leur vie arrosé la terre de leurs sueurs ou d'ouvriers qui ont exercé d'autres professions manuelles non moins utiles et qui ne se trouvent coupables que parce qu'ils ont franchi quelques jours trop tard la barrière qui les séparait de leur patrie...*

« Nous devons vous observer de même, que l'arrestation de ces individus ravira derechef à l'agriculture une quantité de bras qui lui étaient nécessaires pour la tirer de cet anéantissement dans lequel on la voyait languir dans une des contrées les plus fertiles de la république et nous ne doutons pas que ces circonstances vous déterminent, citoyens représentants, à prendre les observations que nous avons faites dans la plus prompte considération et à nous tracer, tant à nous qu'à l'accusateur public près le tribunal criminel du département, la marche que nous avons à suivre. Si vous ne pensiez pas pouvoir autoriser les individus dont nous vous entretenons, à rester sur le sol de la république, *nous vous demanderions de leur laisser au moins la triste consolation de s'en retourner à l'étranger. Le supplice, outre qu'il ramènerait dans ces contrées la terreur, que vous avez proscrire, et le spectacle des horribles exécutions qui ont souillé les bords de la Loire, leur supplice, disons-nous, serait d'autant plus contraire aux principes de justice qui vous animent, que la majeure partie de ces infortunés n'a eu qu'une connaissance vague de la loi du 22 nivôse, qui n'avait point reçu la publicité nécessaire dans le pays ennemi, et qu'ils n'ont point connu le sort qui attendait ceux qui rentreraient après le délai qu'elle prescrit¹⁾.* »

Cet arrêté, le Directoire l'envoyait en particulier aux représentants Bailly et Richou « pour les solliciter d'user de leur connaissance des choses locales en faveur des sentiments de justice, d'humanité et d'appuyer auprès du comité la demande formulée par le Département²⁾.

Puis, le 5 fructidor (22 août 1795) et le 7 fructidor (24 août), nous le voyons adresser, conformément à la décision prise le 29 thermidor, à l'accusateur public le bordereau de différents individus qui sont dans le cas d'être dénoncés en exécution de cet arrêté, pour être rentrés postérieurement au terme fatal fixé par la loi de nivôse. Il y joint les pièces que le District de Wissembourg lui a adressées à leur sujet et demande qu'on lui accuse réception de cet envoi³⁾.

¹⁾ P. V. du 29 thermidor, an III.

²⁾ P. V. du 29 thermidor, an III.

³⁾ P. V. du 5 et 7 fructidor, an III.

Peu après, la loi du 4^e jour complémentaire de l'an III (20 septembre 1795) vint apporter à nos fugitifs une preuve nouvelle de la bienveillance de la Convention, en leur accordant un délai supplémentaire de deux décades pour se pourvoir en permission de revenir ¹⁾. Et les demandes ne manquaient pas d'affluer dans les cartons du Directoire qui, généralement, accueillait les réclamations des fuyards rentrés en temps utile et le plus souvent leur accordait la levée du séquestre ²⁾. Dans un cas spécial seulement, il est embarrassé : Benjamin Bernheimer, de Haguenau, avait, avant de fuir, déposé son argenterie chez un Strasbourgeois, Stempel, aubergiste à la *Charrue*; il est renvoyé à la Commission des biens nationaux, ladite argenterie ayant été dirigée déjà sur la Monnaie de Paris ³⁾. Dans certains cas, le Directoire se montre inexorable, les pétitionnaires étant notés comme mauvais patriotes. Ainsi, la demande de Ferdinand de Vorstadt, ancien commandant de la garde nationale de Haguenau, est repoussée, « son émigration ne s'étant effectuée qu'au moment de la retraite des ennemis » ⁴⁾. Ainsi encore Christophe Sauer, « ci-devant juge de paix et officier de police militaire dans la même ville, contre lequel il réclame l'application dans les vingt-quatre heures, de la loi contre les émigrés » ⁵⁾. Pour d'autres, leur pétition est renvoyée aux districts qui devront s'informer de la véracité des témoins ⁶⁾. Quelquefois aussi, les administrateurs se montrent tout à fait coulants, comme dans l'affaire

« du citoyen Benoît-Joseph Duvasoir, ci-devant inspecteur des postes, qui a été pris à Neuwiller, lors de l'arrivée des Autrichiens, en octobre 1793. Il a été conduit à Haguenau, puis à Baden-Baden et à Pfortzheim, où il est resté jusqu'à ce moment. Il serait volontiers rentré, mais la tyrannie de Robespierre l'en empêcha. »

Aussi le Directoire,

« considérant qu'il a été en butte aux vexations jacobites, qui ont eu lieu le 31 mai (ce qui est constaté par son inscription dans la liste des prétendus suspects de la commune de Strasbourg); que par conséquent il n'est pas

¹⁾ *Moniteur* (réimpression). tome XXVI, p. 5.

²⁾ P. V. du 7 et 25 fructidor, an III.

³⁾ P. V. du 12 fructidor, an III.

⁴⁾ P. V. du 25 fructidor, an III.

⁵⁾ P. V. du 5 frimaire, an IV.

⁶⁾ P. V. du 2 vendémiaire, an IV. C'est le cas, par exemple, pour le ministre luthérien de la commune de Dehlingen, Jean Lahr, qui, dans sa requête assurait, avoir dû fuir « pour se dérober à la poursuite des terroristes qui cherchaient à le prendre ». Richou a reçu sa demande, l'a envoyée au Comité de législation, qui la renvoie au Directoire. Celui-ci arrête qu'elle sera transmise au District de Sarre-Union « pour renseignement et avis ».

douteux que s'il fût rentré dans la république sous le règne des hommes de sang, il eût été du nombre de leurs malheureuses victimes; s'il ne rapporte pas les pièces exigées par la loi du 22 prairial, il est néanmoins de la justice du législateur de le faire jouir du bénéfice de cette loi. »

N'osant pourtant pas le réintégrer lui-même, le Directoire renvoie le dossier au Comité de législation, mais en l'invitant « à prendre en considération », s'il ne conviendrait pas de rayer l'individu de la liste des émigrés¹⁾.

La tentative de contre-révolution royaliste au 13 vendémiaire (4 octobre 1795) eut incontestablement un effet fâcheux sur cette question, si délicate par elle-même. La Convention expirante, voyant son œuvre menacée, ne voulut plus entendre parler de clémence; dans le décret d'amnistie qui clôturait sa dernière séance, le soir du 4 brumaire, elle en excluait nommément les prêtres déportés ou sujets à déportation, et les émigrés, rentrés ou non sur le territoire de la République²⁾. Pourtant, même avant le 13 vendémiaire, les autorités supérieures locales se rendaient de plus en plus compte que la façon d'agir de leurs subordonnés (districts, municipalités, individus) menaçait la tranquillité publique en rendant tout contrôle sérieux impossible par la multiplication des fausses attestations et des certificats mensongers.

C'est pour arrêter cette avalanche de papiers plus que suspects que le Département publia, dès le 17 vendémiaire (9 octobre 1795), une nouvelle adresse : « *A nos concitoyens* » :

« La facilité avec laquelle des personnes prévenues d'émigration ou comprises dans la liste des déportés obtiennent des certificats de résidence permet d'en suspecter la sincérité. La loi nous enjoint, sur notre responsabilité, de dénoncer à l'accusateur public les fraudes et faux relatifs à ces attestations. L'article 30 du titre II de celle du 25 brumaire rend les maires, officiers municipaux et tous les membres des conseils généraux, garants des faits relatifs au domicile et à la résidence des certifiants. Elle porte, article 33, que les témoins qui, dans les certificats de résidence auront attesté des faits faux, seront condamnés à *six années de gêne*; ils seront en outre *solidairement responsables sur leurs biens* des pertes que le faux aura occasionnées à la République. Le n° 6 du titre I répute complices des émigrés ceux qui seront convaincus d'avoir fabriqué de faux certificats de résidence et l'article 6 du titre I les condamne à *dix années de fers*. Il suffira sans doute, concitoyens, de vous

¹⁾ P. V. du 12 vendémiaire, an IV.

²⁾ Dans la séance du 5 brumaire, an IV, le Directoire accorde la radiation de Mme Euphrosine-Salomé Kern, et de ses deux filles, qui s'étaient sauvées de Bouxwiller en novembre 1793, après que le notaire Philippe-Frédéric Kern, leur époux et père, eût été incarcéré sur les dénonciations mensongères du pasteur Metz mentionné plus haut.

avoir rappelé ces dispositions pour mettre un terme à des connivences aussi criminelles avec ces individus justement proscrits par les lois. Nous allons, d'un autre côté, suspendre pendant une décade tout visa de ces certificats qui se trouvent dans nos bureaux, ou qui nous seraient présentés, persuadés que ceux d'entre vous qui auraient des faits à alléguer pour invalider de pareilles attestations, s'empresseront à nous en donner connaissance¹⁾. »

Quatre semaines plus tard, un membre du Conseil des Cinq Cents, dont le *Moniteur* ne révèle pas le nom, confirmait pleinement l'existence de ces abus d'un passé récent. A la séance du 18 brumaire an IV (8 novembre 1795), au cours de la discussion sur la rentrée des émigrés, il disait :

« Pendant les derniers moments de la session conventionnelle j'ai été envoyé en mission sur les frontières du Rhin. J'ai vu, abusant des décrets rendus en faveur des artisans et des laboureurs, des hommes qui avaient affecté jusqu'alors un souverain mépris pour des convictions respectables, je les ai vu rentrer à la faveur des dispositions de la loi rendue à l'égard des cultivateurs du Rhin. . . . Il faut qu'on ne voie point des ci-devant nobles députés à l'Assemblée constituante et depuis émigrés, rentrer dans leurs foyers comme de simples cultivateurs. Qu'arrive-t-il en effet ? Les cultivateurs véritables, voyant rentrer leurs seigneurs, demandent pourquoi l'on ne leur rend pas leur curé²⁾. »

Il est intéressant de noter ici ce que les administrateurs du Bas-Rhin écrivaient, presque au même moment, au ministre qui leur avait réclamé, le 22 brumaire, un tableau de l'esprit général de leur département. Dans leur réponse du 2 frimaire an IV, ils affirmaient que

« la masse des habitants est bonne, fortement prononcée pour le maintien de la République et respectueusement soumise aux lois. Différents cantons ont, de fait, été fanatisés par la rentrée des prêtres réfractaires qui firent tous les efforts pour semer la discorde dans les communes, rendre les patriotes odieux et amener par les manœuvres les plus perfides, la contre-révolution. La loi du 3 brumaire dernier a mis l'administration à même de déjouer les complots criminels de ces ennemis de la liberté ; toutes les mesures sont prises pour l'exécution de cette loi salutare et il vous en sera rendu un compte particulier. Dans les arrondissements des districts de Wissembourg et Haguenau, il fut un temps où la tranquillité publique a été menacée par la rentrée d'une foule d'émigrés qui prétendaient se prévaloir des dispositions de la loi du 22 nivôse. Des ci-devant notaires, greffiers seigneuriaux³⁾, né-

¹⁾ P. V. du 17 vendémiaire, an IV.

²⁾ *Moniteur* (réimpression), XXVI, p. 411-412.

³⁾ Même des gardes-forestiers, comme Jacques Elsass, de Neuwiller, au sujet duquel le Directoire disait que « salarié par la République, il ne peut être censé avoir vécu de son travail journalier » et qu'il sommait « d'évacuer le territoire dans les 24 heures, en faisant au moins cinq lieues par jour, jusqu'à Bourg-Libre, seul endroit par lequel il pourra sortir ». (P. V. du 12 frimaire, an IV).

gociants, barons même, se firent délivrer par des municipalités ignorantes ou perfides des certificats, comme étant des cultivateurs¹⁾. Les administrateurs des districts, renouvelés dans le temps par le représentant Richou, et composés en partie d'émigrés rentrés, furent naturellement les protecteurs d'individus que les lois repoussent hors du sein de la République et dont la présence est, sous tous les rapports, infiniment dangereuse sur une frontière qui est le théâtre de la guerre. Nous prendrons les mesures les plus actives pour que les lois sur les émigrés soient scrupuleusement maintenues C'est par la stricte exécution des lois rendues contre les prêtres réfractaires et les émigrés que la tranquillité publique sera constamment assurée dans le département. Dévoués par affection et devoir au triomphe de la République, tous nos efforts lui sont consacrés²⁾. »

Et en effet, à quelques jours de là, nous voyons le Département envoyer une circulaire à toutes les administrations municipales des cantons, pour leur enjoindre de réviser les listes des émigrés, de voir ceux des individus de la commune qui ont quitté le sol de la République et n'y sont pas encore insérés, de rectifier les noms, l'omission des prénoms et qualités. Elles transmettront alors la liste nouvelle, « où ne seront pas seulement portés les chefs de famille, mais aussi les femmes et les enfants »³⁾. En même temps, il fait procéder à l'expulsion hors du territoire de toute une série d'individus de professions diverses (maquignons, chanoines, huissiers, apothicaires, officiers de santé, etc.) qui s'étaient fait passer pour cultivateurs. Des femmes même, d'anciennes religieuses, ont revendiqué la qualité de ménagères, travaillant manuellement, de tricoteuses et de fileuses, de directrice d'une économie rurale⁴⁾.

Par une nouvelle circulaire du 30 frimaire an IV (21 décembre 1795), le Directoire fait tenir aux commissaires du pouvoir exécutif l'ordre de veiller à la déportation des individus « rentrés par abus à la

¹⁾ Je citerai seulement le cas typique d'Antoine Lienhard, secrétaire général de l'administration municipale de Molsheim, déjà suspendu comme émigré, qui veut se faire réintégrer. Le Conseil général de la commune, très réactionnaire, atteste « qu'il est *cultivateur* ; exploitant ses terres par le travail habituel de ses mains ». La municipalité de Dinsheim spécifie même « qu'il a planté de grosses fèves et des pommes de terre et déchargé ses foin de ses propres mains ». Le Directoire réplique que « Lienhard est un homme de loi et non un laboureur, qu'il ne s'est jamais avisé de se qualifier de cultivateur avant son émigration ; que la déposition des témoins est d'une fausseté évidente, etc. » (P. V. du 18 frimaire, an IV).

²⁾ P. V. du 2 frimaire, an IV (23 nov. 1795).

³⁾ P. V. du 14 frimaire, an IV.

⁴⁾ P. V. du 19 frimaire, du 3 nivôse, du 5 nivôse an IV.

loi du 22 ventôse ». Il demande qu'on lui fasse passer les certificats des gendarmeries, les procès-verbaux des remises des scellés sur les biens de ces émigrés. « Il ne nous a encore été rendu compte d'aucune de ces opérations ; veuillez donc nous certifier de leur exécution ! »¹⁾

En même temps, il gourmande les municipalités trop lentes à obéir. Le 7 nivôse (28 décembre 1795), il écrit à celle de Strasbourg :

« La notoriété publique range parmi les émigrés beaucoup d'individus de votre commune qui ne se trouvent pas encore sur les listes. Personne n'ignore que Joseph Sommervogel, fils du receveur du district et ci-devant aide-commissaire des guerres, est de ce nombre. Il nous est même revenu que, lors de l'invasion de l'ennemi, il a osé paraître à Haguenau et y exercer les fonctions de commissaire des guerres de l'armée de Condé. Les familles Kentzinger et Humbourg ne comptent-elles pas aussi, chacune, plusieurs émigrés ? Il est de même plusieurs autres dont les noms ne nous sont pas présents à la mémoire et qui n'auraient pas dû échapper à une police et surveillance exacte. Votre zèle saura réparer ces omissions. En attendant, vous ne tarderez pas à astreindre les parents de ceux que nous venons de vous désigner, à vous justifier, dans le délai le plus rapproché, la résidence non interrompue de tous leurs enfants depuis le 1^{er} juillet 1789 et, faute par eux d'y pouvoir satisfaire, vous comprendrez les absents dans la première liste que vous voudrez bien ne pas différer de nous faire parvenir²⁾. »

Le 14 nivôse (4 janvier 1796), des reproches analogues sont adressés à la municipalité de Haguenau. « Vu la lenteur incroyable que vous mettez à nous fournir la liste des émigrés », le Département la somme de fournir, dans les quarante-huit heures, des renseignements sur certains prévenus d'émigration, entre autres la famille Saglio ; Kuhn père et fils ; Vorstadt ci-devant ; Oberlin, garde-magasin ; N. Weil, marchand de bestiaux, etc.³⁾.

Le 30 nivôse (20 janvier 1796), stimulés par une lettre du ministre de l'intérieur du 10 courant, les administrateurs du Bas-Rhin lancent une nouvelle circulaire aux municipalités et aux commissaires du pouvoir exécutif :

« Un de vos plus importants devoirs est de remédier aux maux qu'ont occasionnés les facilités, les ménagements, et les considérations personnelles

¹⁾ P. V. du 30 frimaire, an IV.

²⁾ P. V. du 7 nivôse, an IV. Dans la séance du 12 nivôse an IV (2 janvier 1796) le Département fait porter lui-même sur la liste des émigrés François-Joseph Marchal, procureur de la maîtrise des eaux et forêts et Rémi Marchal, procureur et commis-greffier qui voulaient se faire rayer, avec l'appui de la municipalité de Haguenau, comme cultivateurs.

³⁾ P. V. du 14 nivôse an IV.

envers les émigrés, qu'on reproche avec justice aux Directoires de district depuis le 9 thermidor et pendant les derniers jours de leur existence. La présence des émigrés était alors une infraction de la loi de police et de sûreté; elle est aujourd'hui une violation audacieuse de l'article 373 du pacte conditionnel (*sic*). Elle est un fléau d'autant plus funeste qu'il est la cause primitive d'un nombre d'autres calamités. En effet, à qui faut-il attribuer les folles espérances que l'on voit de temps à autres concevoir nos ennemis extérieurs, si ce n'est aux intelligences criminelles des émigrés rentrés, le mécontentement et le découragement d'un grand nombre de partisans de la Révolution? L'inaction, la défection même des fonctionnaires publics et de leurs employés, le retard dans l'assiette et perception des impôts, les progrès effrayants du discrédit du papier-monnaie, et tant d'autres maux qui affligent la patrie, ne sont-ils pas l'effet du retour et de l'intrigue des émigrés et de leurs partisans?

« Qu'ils fuient donc ou qu'ils soient punis! La loi est là; vous l'avez acceptée, citoyens, vous avez juré de l'observer, vous êtes ses ministres et ses organes; elle vous commande plus impérieusement qu'aux autres citoyens. Vous ne distinguerez pas ce que la loi n'a pas distingué; vous *considèrerez comme émigrés tous ceux qu'elle considère comme tels*.... Votre vigilance, votre activité, votre républicanisme vous faciliteront la tâche de purger le sol de la liberté de ses plus dangereux ennemis¹⁾. »

Le 11 pluviôse (31 janvier 1796), c'est au commissaire du pouvoir exécutif près de l'administration municipale du canton de Saverne que l'administration centrale du Bas-Rhin s'adresse pour se plaindre de la lenteur avec laquelle on y dresse l'état des émigrés rentrés dans ce canton.

« Le chef de bureau qui en fait traîner la rédaction en longueur, semble être un ami zélé de tous les ex-conseillers de régence, receveurs et autres agents du cardinal. Nous attendons de votre part des renseignements particuliers sur ces individus qui prétendent jouir des bénéfices d'une loi qui ne les regarde pas. Vous vous ferez remettre par chacun les pièces *sur lesquelles il prétend établir sa qualité de laboureur ou d'ouvrier* et vous provoquerez sur chacune une délibération, par forme d'avis, de l'administration municipale²⁾. »

Et pour donner aux autres le bon exemple, dans cette même séance, les administrateurs déclarent bien et dûment émigrés et expulsent les marchands de bestiaux juifs Feigel, Raphaël Levy, Jüdel Klotz, l'huissier Boniface Schwitzhoffer, qui s'affublent du nom de cultivateurs, « prétention ridicule, puisque, pour avoir travaillé dans son

¹⁾ P. V. du 30 nivôse, an IV.

²⁾ P. V. du 11 pluviôse, an IV.

jardin et fait cultiver ses vignes, on ne peut être pour cela censé laboureur ». Expulsées aussi Charlotte Richarde (de) Wimpfen et sa servante Barbe Ritter, « bien que huit témoins affirment qu'elles étaient des filles paisibles et tranquilles, comme aussi de bonnes républicaines, et qu'elles vivaient de leur patrimoine à Neuwiller » ¹⁾.

Une décision du ministre de la justice, datée du 7 pluviôse an IV, parvient enfin aux administrateurs du Bas-Rhin ; nous en connaissons le sens général par la lettre envoyée en réponse, à Paris, le 20 pluviôse suivant :

« Vous faites connaître au commissaire du pouvoir exécutif que c'est à notre administration à décider si tel ou tel individu est ou n'est pas dans le cas de la loi du 22 nivôse et que lorsqu'il s'agit d'appliquer une peine, c'est au tribunal criminel de prononcer. Vous finissez votre lettre en disant, qu'au surplus, le terme fatal pour se pourvoir près de notre administration étant expiré depuis longtemps, nous ne pouvions plus rester indécis. Nous devons conclure de cette dernière phrase que nous devons renvoyer au tribunal criminel ceux que nous déclarons ne point être compris dans les dispositions des lois du 22 nivôse et du 4^e jour complémentaire. »

« Nous devons à cet égard vous soumettre des observations de la plus haute importance. Autorisés par l'arrêté du Directoire exécutif du 7 courant, qui confirme celui que nous avons pris le 26 brumaire dernier, à réviser les arrêtés pris par les administrations des districts en faveur d'émigrés non fondés dans leurs réclamations, nous serons obligés à déclarer émigrés nombre d'individus qui seront rentrés dans ce département dans la persuasion que les lois du 22 nivôse et du 4^e jour complémentaire leur sont applicables. Devons-nous traduire ces mêmes hommes, dont on annulera les radiations, au tribunal criminel du département, qui déjà nous a fait connaître qu'il serait forcé de leur faire subir la peine de mort ? Il résulterait que beaucoup d'individus des deux sexes rentrés de bonne foi, quoique non compris dans les dispositions des lois précitées, encourraient cette peine. Nous observerons qu'ayant à donner peut-être plus de mille décisions de cette nature, le tribunal criminel serait forcé de faire couler des flots de sang. Si l'humanité répugne à ce spectacle, il serait important peut-être de l'éviter, dans notre département surtout, et nous pensons que, pour des motifs que vous saisirez aisément, il serait plus sage de se borner à prononcer la déportation contre eux, mesure que nous exécuterons nous-mêmes avec plus de vigueur et de rapidité, à moins qu'on ne préfère en laisser le soin à d'autres. En attendant votre décision, nous ferons traduire dans les prisons ceux dont nous annulerons les radiations, ainsi que ceux qui n'ont pas satisfait aux dispositions de la loi du 4^e jour complémentaire, mais dans le cas seulement où ils ne seraient rentrés que postérieurement aux délais expirés ²⁾. »

¹⁾ P. V. du 11 pluviôse, an IV.

²⁾ P. V. du 20 pluviôse, an IV.

Dès le lendemain, les administrateurs départementaux agissaient dans ce sens. Une procédure avait été entamée, le 13 pluviôse, contre Léopold Oberlin, qui avait été bourgmestre à Wissembourg avant la Révolution ; à l'époque de son émigration, il était pharmacien aide-major à l'hôpital militaire, salarié par la République. Pendant l'invasion, les Autrichiens l'avaient forcé de reprendre ses fonctions de bourgmestre et, lors de leur retraite, il les avait suivis, le 24 décembre 1793. Il était revenu à Wissembourg le 30 vendémiaire précédent (22 octobre 1795), avec sa femme Marguerite Pistorius et sa fille Elisabeth, âgée de dix-huit ans, se prétendant radié par la loi du 22 nivôse, parce qu'il y est compris « en sa qualité d'apothicaire et subsidiairement en celle de cultivateur de garance ». Il présentait à l'appui un certificat de la municipalité d'Altstadt, attestant « qu'il cultivait la garance de ses mains, dès 1786 » et un certificat de l'ex-pasteur Grimmer, commissaire du pouvoir exécutif près le tribunal correctionnel, certifiant « sa bonne conduite pendant l'exercice de ses fonctions de bourgmestre, qu'il a été obligé d'accepter pendant l'invasion de l'ennemi ».

Mais le Département refusa de considérer comme valables les arguments produits. « Considérant qu'Oberlin ne travaillait pas habituellement de ses mains aux ateliers ou à la terre, vivant de son travail journalier », il ne peut être admis aux bénéfices de la loi. On déclare donc « très répréhensible » la conduite du District de Wissembourg qui a « autorisé sa présence sur le sol de la République et levé le séquestre sans avoir soumis sa délibération à l'administration supérieure ; en conséquence, celle-ci arrête que les Oberlin

« seront maintenus sur la liste des émigrés, que le séquestre sur leurs biens sera rétabli et que le présent arrêté sera transmis à l'accusateur public à telles fins que de droit¹⁾. »

Même attitude à l'égard du citoyen Vorstadt, l'ancien ci-devant et colonel de la garde nationale de Haguenau, qui réitère sa demande de rentrer, ou plutôt avait réussi à obtenir du représentant Fricot un arrêté, autorisant son retour dans cette ville. Les lois du 22 nivôse,

¹⁾ P. V. du 21 pluviôse, an IV. Cependant ce n'est que le 2 mars 1796 que le Département fait conduire Oberlin en prison, avec sa femme. Il était resté en liberté jusque là, en vertu d'un arrêté du 14 pluviôse, « accordé sous la responsabilité du général Lajolais, et tout à fait provisoire ». (P. V. du 12 ventôse, an IV.)

etc. ne lui sont nullement applicables ; il restera inscrit sur la liste des émigrés, d'autant plus que

« cet ex-noble est un ennemi des plus caractérisés de la Révolution ; qu'il a deux fils au service de l'ennemi ; que sa femme et ses autres enfants sont encore en émigration ¹⁾. »

Les administrateurs du Bas-Rhin rejettent également la pétition de Florent-Dagobert Arth. « Toujours soumis aux lois », disait-elle, l'impétrant a été successivement

« archivair national (plutôt épiscopal), juge suppléant au tribunal, maire de Saverne, a rempli toutes ces fonctions avec zèle et sans rétribution. Malgré cela, il a été persécuté, arrêté, incarcéré et exposé à être guillotiné par Schneider. Instruit des projets de ce dernier, qui attentait à sa vie, il s'est sauvé pour se conserver à sa patrie et à sa famille ; sa fuite n'est point une émigration répréhensible mais un acte commandé par l'effroi et la loi naturelle. Dès qu'il a connu la loi du 22 nivôse, il a présenté au Directoire de Haguenau des attestations d'agriculture et de commerce, tant pour Saverne (où il possède un jardin et huit arpents de prairie) que pour Hochfelden, (où il a un vaste enclos de dix arpents, indivis avec ses frères et sœurs, et des terres affermées). »

Mais ce plaidoyer de l'ancien archiviste du cardinal de Rohan ne fait aucune impression sur le Département qui se contente de dire « qu'il n'est pas prouvé qu'Arth ait vécu du travail de ses mains » et arrête « qu'il n'y a pas lieu à délibérer » ²⁾. A l'égard d'une citoyenne de Stotzheim, Marie-Anne Schultz, dont la municipalité de Barr ne sait pas si elle doit être traduite devant les tribunaux et qui est rentrée au pays après avoir passé trois années en Suisse, les administrateurs répondent qu'il doit être facile à ladite municipalité de se « convaincre si Marie-Anne Schultz peut être comprise dans la classe utile et laborieuse » ; que « les pièces produites par son père permettent d'en douter beaucoup » ; qu'elle a été

« novice dans un couvent, peut-être même religieuse, par aversion de la Révolution ; ainsi, si elle n'est pas textuellement comprise dans la loi, nous pensons que sa présence en France est criminelle ³⁾. »

Le même jour, le département arrête que l'administrateur du canton d'Ingwiller fera arrêter et traduire au tribunal criminel tous

¹⁾ P. V. du 26 pluviôse, an IV.

²⁾ P. V. du 26 pluviôse, an IV.

³⁾ P. V. du 6 ventôse, an IV.

les émigrés rentrés qui ne lui produirent pas, sur-le-champ, tous les papiers sur lesquels ils fondent leur rentrée dans leurs foyers¹⁾. Vilvot, commissaire du pouvoir exécutif à Haguenau, lui ayant dénoncé, le 5 ventôse, la présence « d'émigrés absolument connus comme tels et désignés par leurs noms, logés, à Brumath, à l'auberge qui est près de la poste aux chevaux », le Département charge immédiatement le citoyen Simon, commissaire du pouvoir exécutif dans cette dernière localité, de procéder à une enquête et envoie des ordres semblables aux administrations cantonales de Bischwiller, Reschwoog, Lauterbourg et Landau, en même temps qu'il signale le fait au général Pichegru et à l'administration centrale des Vosges²⁾.

Le lendemain, 8 ventôse (27 février 1796), les administrateurs font part également de leurs inquiétudes au ministre de la police générale à Paris :

« De toutes parts nous éprouvons des entraves dans les mesures que nous prenons contre les émigrés; de toutes parts on leur facilite le séjour sur le sol de la République. . . Le tribunal criminel de ce département prétend n'en juger aucun avant que nos arrêtés n'aient été définitivement confirmés par l'autorité supérieure. . . Il est superflu de vous exposer les conséquences dangereuses qu'aurait pour la République une opinion aussi déplacée; il en résulterait que nos arrêtés, n'étant que provisoires, aucun de ces traîtres ne pourrait être inquiété avant que le Directoire eût prononcé; qu'il suffirait d'avoir réclamé le bénéfice des lois du 22 nivôse ou 22 prairial, *quoique sans le moindre fondement* pour pouvoir rester dans une patrie qu'on avait reniée, peut-être même trahie. Il en résulterait que si un cardinal Rohan, un Condé, ou d'autres contre-révolutionnaires, fussent revenus et eussent formé une réclamation en temps utile, il faudrait, pour les mettre en arrestation, pour les livrer aux tribunaux, que le Directoire ait confirmé nos arrêtés prétendus provisoires. . . . D'un autre côté, la plupart de ces scélérats obtiennent des passeports de quelques municipalités et se rendent à Paris pour intriguer, pour surprendre à l'aide de quelques protecteurs pervers, la religion du gouvernement. Ainsi la municipalité de Haguenau a délivré des passeports à des Saglio, des Kuhn, des Vorstadt et autres individus, anciens magistrats, *prétendus laboureurs*. Ainsi le nommé Heimberger, ancien notaire, actuellement à Paris, en a obtenu de l'administration municipale de Lauterbourg. Nous vous le répétons, citoyen ministre, si vous ne nous aidez à déjouer toutes ces manœuvres, il nous devient impossible de purger ce département du nombre d'émigrés dont il est infesté³⁾. »

Cette lutte quotidienne entre les autorités supérieures, observa-

¹⁾ P. V. du 6 ventôse, an IV.

²⁾ P. V. du 6 ventôse, an IV.

³⁾ P. V. du 28 ventôse, an IV.

trices des lois, et les districts et les municipalités plus facilement accessibles à des considérations d'humanité, de simple parenté parfois, de sympathies politiques ou religieuses à peine déguisées, peut-être même de profit pécuniaire, se poursuit avec une âpreté croissante au cours de cette année 1796 où les royalistes se bercent de l'espoir de refouler et de vaincre la Révolution.

Parmi les cas nombreux qui pourraient exemplifier cet antagonisme latent ou même ouvert, des autorités diverses du Bas-Rhin, nous nous bornerons à citer celui de la famille Saglio, bien connue dans le pays auquel elle a fourni plusieurs députés ; l'un d'eux a eu l'honneur de signer la fameuse protestation des Alsaciens à l'Assemblée de Bordeaux, en mars 1871. Michel Saglio avait émigré le 2 nivôse an II (22 décembre 1793), avec sa femme Catherine Arnold. Fabricant de tabac, il avait été membre de l'ancien Magistrat de Haguenau et jouissait évidemment de l'estime de ses concitoyens. Pour faciliter sa rentrée, la municipalité, comme le District, lui avaient fourni « les certificats les plus concluants » comme cultivateur.

« Longtemps avant sa sortie, et même de longues années avant 1789, il a cultivé, de notoriété publique, à l'aide de ses domestiques et journaliers, au moyen de ses propres ustensiles aratoires, des terres au ban de Haguenau, et il travaillait de ses mains dans sa fabrique de tabac ».

Quand le dossier parvint au Département, le commissaire du pouvoir exécutif fit

« remarquer d'abord l'omission de « ci-devant magistrat » ; que Saglio était précisément inculpé d'avoir repris les fonctions de magistrat de Haguenau, lors de l'invasion de l'ennemi ; d'en avoir repris le costume prohibé par les lois ; d'avoir enfin, en cette qualité, prêté serment à l'Empereur ; de s'être par conséquent déclaré publiquement l'ennemi de la république et le partisan des despotes coalisés contre elle et que, par conséquent, il aurait dû être traduit aux tribunaux compétents. »

Sur ce réquisitoire fortement motivé, le Département arrête que Saglio et sa femme, ses deux enfants, sa mère et sa belle-mère sont réputés émigrés ; que tous les arrêtés contraires du District sont rapportés et que les membres de la famille seront conduits par la gendarmerie dans les prisons de Strasbourg et leurs propriétés séquestrées. L'administration municipale de Haguenau les comprendra tous clairement dans la prochaine liste supplémentaire des émigrés¹⁾.

¹⁾ P. V. du 8 ventôse an IV. Quelques mois plus tard, Michel Saglio revenait à la charge. Les Autrichiens, d'après ses témoins, auraient affecté de

On se rappelle peut-être que les administrateurs du Bas-Rhin avaient écrit, le 20 pluviôse, au ministre de la police générale, qu'ils mettraient dorénavant en prison tous les émigrés arrêtés, en attendant qu'ils fussent jugés. Mais un certain nombre de femmes se sont trouvées comprises dans ces incarcérations, et, comme le disait une nouvelle lettre au ministre, « le royalisme a saisi avec empressement cette occasion de crier à l'inhumanité ». Ils préviennent donc le citoyen ministre, « qu'à l'avenir ils ne feront plus arrêter que les hommes ».

« Mais il est instant d'avoir vos instructions. Il est temps de faire cesser ces clameurs de ces prétendus laboureurs et de ces ouvriers, auxquelles nous sommes journellement en butte; il faut anéantir dans ce département les efforts, plus audacieux que jamais, des ennemis de la république. » ¹⁾

Ils réclament également le droit d'inscrire *définitivement* les individus sur la liste des émigrés, droit qui leur est contesté par les amis de ces traîtres et même par plusieurs membres du tribunal criminel, surtout par le commissaire du gouvernement près ce tribunal.

« Ce droit nous est nécessaire, si nous devons combattre avec succès les contre-révolutionnaires auxquels cette incertitude imprime une nouvelle impudence. » ²⁾

Le Directoire exécutif lui-même semble avoir été, au printemps de 1796, plutôt enclin aux mesures sévères qu'aux actes de clémence. Le ministre de la police générale fait passer en germinal de l'an IV à cette autorité suprême de la République

« un rapport et un projet de message aux Conseils, tendant à solliciter une loi en faveur des habitants du Bas-Rhin, rentrés en vertu de la loi du 22 nivôse, lesquels ne purent exécuter l'article 3 de la loi du 4^e jour complémentaire, qui exige des laboureurs et ouvriers une pièce d'une date certaine antérieure au 15 juillet. « Ils (les habitants du Bas-Rhin) exposent, dit ce rapport, que la présence de l'ennemi, le pillage et tous les malheurs qu'entraîne la guerre, leur a ôté les moyens de satisfaire au désir de cette loi. »

lui faire reprendre ses fonctions de magistrat, pour le mortifier ensuite en le destituant. Il fabriquait lui-même son tabac avec sa famille, il débitait ce tabac à boutique ouverte; sa belle-mère faisait de même; elle est veuve en premières noces d'un meunier; le serment prêté à l'Empereur n'a été que l'effet de la contrainte et de la force d'un maître pesant et imposant. Mais tous ces arguments ne fléchissent pas les administrateurs qui persistent à refuser la radiation. (P. V. du 2 fructidor an IV.)

¹⁾ P. V. du 23 ventôse an IV.

²⁾ Ibid.

Il n'est pas dit dans ces procès-verbaux directoriaux, rédigés en général d'une façon sommaire, si la proposition ministérielle a fait l'objet d'une discussion plus ample au sein de ce corps ; il y est noté simplement que « le Directoire arrête qu'il n'y a pas lieu à délibérer », et ce fut sans doute un vote unanime, car l'éditeur note que l'arrêté du 30 germinal (19 avril 1796) est signé par tous les membres du Directoire ¹⁾.

Mais les menaces, les récriminations, les arrestations nombreuses dont parlent les pièces officielles que nous venons de citer, ne concernent encore en définitive qu'un assez petit nombre de ceux qui se sont trop hâtés de repasser la frontière. Le gros des simples fugitifs de brumaire et frimaire de l'an II continue à fondre, de semaine en semaine, par suite des déclarations de non-émigration faites par l'administration centrale du Bas-Rhin, malgré ses propres objections plutôt théoriques. Tous ces individus affirment naturellement — et beaucoup sont, à coup sûr, d'une entière bonne foi — qu'ils se sont sauvés « intimidés par le terrorisme » ²⁾ et que, certainement, ils n'ont jamais joué le moindre rôle dans le drame révolutionnaire ³⁾. Le 3 germinal (23 mars 1796), le Département apprend que « les derniers émigrés maintenus comme tels sur la liste par des arrêtés dont la copie a été transmise à l'accusateur public, sont remis présentement en liberté par jugement du tribunal et réclame audit accusateur public le dispositif du jugement qui devra lui être remis le jour même ⁴⁾. Les procès-verbaux du 4 germinal, du 6 germinal, du 17 germinal, du 23 germinal, du 2 floréal, du 27 floréal, du 29 floréal, du 30 floréal, du 2 prairial, du 9 prairial, du 26 prairial (mars à juin 1796) sont remplis de pétitions soumises et agréées, d'arrêtés de radiation et de levées de séquestres, concernant à peu près tous des fuyards des districts de Wissembourg et de Haguenau ⁵⁾.

¹⁾ Debidour, *Recueil des Actes du Directoire* (Paris, 1911), tome II, p. 182.

²⁾ P. V. du 4 germinal an IV.

³⁾ On y trouve un vieillard de quatre-vingt-deux ans, Vincent Audran, tombé en enfance et « qui a été transporté dans l'intérieur du pays ennemi... par l'effet de la terreur de sa gouvernante ». (P. V. du 3 prairial an IV.)

⁴⁾ P. V. du 3 germinal an IV.

⁵⁾ Le 17 germinal, quarante-six Wissembourgeois, présentant chacun un certificat signé par huit témoins, par les Comités révolutionnaires, les Districts, etc. sont réintégrés en bloc. Il est rare qu'on refuse les demandes des petites gens.

Dans les derniers jours de juin paraît une circulaire des administrateurs du Bas-Rhin qui rappelle aux administrations cantonales celle du 26 brumaire précédent, leur prescrivant de fournir un état exact de tous les individus de chaque arrondissement, qui avaient quitté le territoire de la République, l'époque de leur départ, celle de leur rentrée, etc. Les commissaires du pouvoir exécutif avaient été rendus responsables de l'exactitude de ces listes et devaient être dénoncés à l'accusateur public comme complices d'émigrés en cas de négligence.

«Cependant nous apprenons, avec la plus grande surprise qu'il existe dans plusieurs communes quantité de ces ennemis du nouvel ordre des choses qui, sans être compris dans les exceptions des lois, sans s'être présentés aux autorités constituées, sans avoir pris aucune mesure légale pour leur sûreté, osent afficher publiquement l'assurance la plus impudente, au mépris des lois, des autorités constituées et du gouvernement. Il est temps, citoyens, de faire cesser un abus aussi scandaleux; il est temps d'écarter du sein de la société des individus qui l'ont lâchement abandonnée dans le danger et qui n'y sont rentrés que pour lui porter les coups les plus funestes.»

Il faut donc réunir les agents municipaux, les sommer de déclarer ces individus, de quelque âge, de quelque qualité, de quelque secte qu'ils puissent être; compléter les listes supplétives des émigrés, «afin que ces êtres, tous connus par leur haine pour la patrie, n'échappent plus aux peines que la loi a prononcées»¹⁾.

On voit d'ailleurs par une lettre postérieure de quelques semaines que l'administration départementale négligeait un peu ces fugitifs assez inoffensifs en majeure partie, préoccupée qu'elle était par l'attitude d'une foule de prêtres réfractaires cachés dans le Bas-Rhin.

«Leur audace, écrivait-elle au ministre de la police générale, le 30 messidor, et celle de leurs enthousiastes sectaires est à son comble; ici ce sont des actes du culte, des processions publiques, même du territoire d'une commune à l'autre, présidées par ces perturbateurs; là ce sont des communes entières, s'attrapant, se coalisant, arrachant à la force armée deux prêtres réfractaires. Partout où il se trouve de ces hommes, le régime républicain est détesté, les patriotes vexés, exposés à tous les dangers... Les triomphes de nos armées

¹⁾ P. V. du 11 messidor an IV. — On ne peut s'empêcher de trouver quelque peu intermittent ce zèle de nos administrateurs quand on le compare avec leur action pratique. Bons républicains, ils ne pouvaient se résigner à être inexorables pour leurs compatriotes et dépensaient volontiers leur énergie en paroles.

n'auraient-ils donc d'autres résultats que l'impunité de ces monstres qui devorent la patrie? ¹⁾ »

¹⁾ P. V. du 30 messidor an IV. — Evidemment les administrateurs du Bas-Rhin partageaient l'avis du conventionnel Reubell, qui siégeait à ce moment au Directoire exécutif et qui, dans la séance du 25 germinal an III (14 avril 1795) s'était écrié : « Il ne faut pas poursuivre les prêtres comme *prêtres* mais comme *factieux*. Tant que vous aurez en France des prêtres réfractaires, vous posséderez les plus grands ennemis de la République ! » (*Moniteur* [réimpression], XXIV, p. 219.)

CHAPITRE VI.

AGITATION A L'INTÉRIEUR — MENACES D'UNE ATTAQUE DU DEHORS.

On conçoit qu'avec ces préoccupations, les autorités aient laissé rentrer, sans grandes difficultés, des gens aussi peu dangereux que cet André Boxlender, laboureur et maître d'école à Steinfeld, maître d'école pendant l'hiver, agriculteur en été, si peu payé d'ailleurs que son traitement consistait en deux quarts d'arpent, un arpent de prés et vingt-et-un florins. Le Département voulut bien décider « qu'il était suffisamment laboureur et que sa qualité de maître d'école de campagne ne doit point mettre d'obstacle à l'application de la loi » ¹⁾.

Une autre question que ce corps administratif posait au ministre dans les premiers jours de thermidor de l'an IV, c'était celle-ci : « Un individu mort en émigration avant l'expiration du délai fixé pour sa rentrée, peut-il être rayé de la liste des émigrés ? »

« Nous n'avons, écrivait-il, jusqu'ici qu'une seule décision dans ce sens, qui aurait pu nous servir de guide, si elle n'avait été rendue dans les temps malheureux de la réaction, celle de l'ex-noble Reinach, mort à Rastatt avant le 9 mai 1792... »

Le Département plaide généreusement pour l'affirmative :

« Les milliers d'enfants et héritiers mineurs de ces fugitifs, déjà assez à plaindre d'avoir perdu leurs auteurs, seraient réduits à la dernière misère

¹⁾ P. V. du 5 thermidor an IV. Steinfeld, aujourd'hui dans le Palatinat. — Le boucher juif de Hagenbach, Moïse Elignane, et sa femme Mehrlen Netherin, avec leurs sept enfants aux noms bizarres, Kanni, Huntel, Ettel, Huzel, Henne, Manain et Zerlé sont également réintégrés (P. V. du 18 thermidor an IV). Mais la radiation du ci-devant Geyling, autrefois membre du Directoire de Haguenau est rejetée dans la séance du lendemain.

s'ils devaient être privés de leur patrimoine. C'est sur les principes de l'humanité et de la justice, qui font toute la force d'un gouvernement républicain, que ces enfants fondent leur espoir. Faites nous savoir, par retour du courrier si nous devons suspendre la passation des contrats sur les soumissions pour l'acquisition de leurs biens »¹⁾).

Mais si le Département témoigne ainsi de sa sollicitude pour les émigrés rentrants pacifiques, il prend les mesures les plus énergiques pour assurer la tranquillité de la région, où « une foule d'émigrés rentrés sur la frontière des pays conquis dans le Palatinat commettent des excès envers les patriotes des communes françaises »²⁾. Il invite le commandant de Landau à faire faire des battues, guidées par des hommes ayant connaissance des localités ; elles chasseraient ces hommes dangereux ainsi que les prêtres réfractaires³⁾. Et, ses inquiétudes augmentant de jour en jour, il finit par adresser à la fois au Directoire exécutif et aux ministres de la police, de l'intérieur et de la justice l'adresse suivante qui retrace aux autorités parisiennes un tableau, peut-être un peu trop poussé au noir, mais impressionnant, de la situation dans le Bas-Rhin.

« Déjà plusieurs fois, citoyen ministre, nous avons mis sous vos yeux le tableau alarmant de l'esprit public dans le département du Bas-Rhin et vous avons fait part de la crainte que bientôt nos efforts... pour le maintien du bon ordre... n'échouassent enfin contre l'ascendant vraiment inquiétant que les nombreux ennemis de la république acquièrent chaque jour dans un grand nombre de communes. L'événement justifie bien qu'elle n'était que trop fondée. Le moment est venu, où sans un concours prompt et puissant du gouvernement, nous ne pouvons plus prévoir où s'arrêteront les efforts des malveillants... Les émigrés rentrés en foule depuis le passage du Rhin par nos troupes victorieuses, se sont répandus dans tout le département; tandis que les plus déterminés d'entre eux habitent avec impudence leurs anciennes communes y bravent et menacent les citoyens restés fidèles à leur pays, exercent des voies de fait contre ceux qui ont acquis les biens confisqués sur les premiers; les autres se tiennent cachés dans les champs, les forêts, dans les montagnes, d'où ils menacent vie et propriété des citoyens des communes environnantes qui sont reconnus patriotes, notamment dans la partie du département contiguë aux gorges du Palatinat, et dans lesquelles nous venons de concerter avec le général commandant à Landau une batterie (sic) générale pour donner la chasse à ces ennemis mortels de notre gouvernement.

¹⁾ P. V. du 12 thermidor an IV.

²⁾ Lettre du commissaire du pouvoir exécutif du canton de Bergzabern, du 16 thermidor an IV.

³⁾ P. V. du 1^{er} fructidor an IV. — Le Département renouvelle sa demande au général Marescot, le 12 fructidor. Les émigrés et déportés se trouvant en grand nombre dans les gorges du Palatinat, il faudrait y envoyer une colonne mobile de 1500 à 1800 hommes de garde nationale.

« La plupart des jeunes gens de la première réquisition n'ont pas encore quitté leurs communes, malgré les lois, malgré les arrêtés du gouvernement, les ordres des ministres, les délibérations fréquentes et sévères que nous ne cessons de prendre. Forts de l'appui que ces lâches trouvent dans les agents et les adjoints des communes, dans les administrations municipales même, assurés de ne pas être inquiétés par les gendarmes, de la plupart desquels la vénalité leur est connue; ils restent avec sécurité dans leurs foyers, déclamant sans cesse contre la Révolution, dont ils se regardent comme les victimes, faisant cause commune avec les émigrés rentrés et toujours prêts, dans le cas, où il faudrait de nouveau se soustraire à des recherches sérieuses, à aller renouer avec eux, dans les forêts et sur les grands chemins, ces vols, ces assassinats dont ils se sont rendus coupables dans le commencement de l'hiver dernier...¹⁾ »

« Mais c'est surtout de la main du fanatisme que partent les coups qui frappent dans ce département l'édifice de la liberté. Les prêtres réfractaires, comprimés par l'énergie déployée d'abord contre eux par le gouvernement et secondée avec activité par l'administration départementale, mais rassurés ensuite et enhardis par la versatilité funeste de la législation à leur égard, lèvent aujourd'hui la tête sur tous les points du département où ils s'étaient couchés; il n'est peut-être pas une seule commune exerçant le culte catholique qui n'en recèle un et souvent plusieurs.

« Pendant quelques moments nous étions parvenus à faire exécuter la loi, qui proscriit des rues et des chemins publics les signes extérieurs du culte, qui interdit la sonnerie des cloches; mais, depuis environ un mois, la loi est de nouveau violée, notre voix méconnue. Ici, ce sont des processions religieuses précédées de croix, de bannières, de drapeaux blancs... dans certaines communes, telles que Châtenois, Scherwiller, Rosheim, Saverne. Là, des rassemblements plus alarmants encore, à la tête desquels se trouvent des prêtres réfractaires, escortés d'hommes armés, parcourant des espaces de plusieurs lieues, sous prétexte de pèlerinage, menaçant et violentant les citoyens qui refusent de grossir ces attroupements illégaux. Ainsi dans les environs de Saarunion, un rassemblement, en partie armé, de près de dix mille âmes, dirigé par plusieurs prêtres réfractaires, et se rendant à Saarlbe (département de la Moselle) vient de jeter l'alarme dans ces contrées. Dans quelques cantons, tels que celui de Marmoutier, les signes du culte n'ont point encore été enlevés. Dans presque tous, on recommence à sonner les cloches pour la convocation aux exercices du culte; dans presque tous, des prêtres rebelles à la loi exercent régulièrement le culte dans des maisons particulières, quelquefois même dans les églises et en présence des fonctionnaires qui devraient les faire saisir...²⁾ ».

¹⁾ Ces battues furent organisées dans la séance du 29 fructidor. Outre la garnison de Landau, les gardes nationales des cantons de Haguenau, La Petite-Pierre, Niederbronn, Candel, Bouxwiller, Bergzabern, Billigheim, Ingwiller furent en partie réquisitionnées soit pour garder la forteresse, soit pour former des colonnes mobiles. Malheureusement nous voyons par des plaintes nombreuses qui figurent aux procès-verbaux du 9, 10 vendémiaire, etc. que bon nombre des citoyens requis refusèrent de marcher ou désertèrent en chemin.

²⁾ Ici la lettre raconte longuement l'histoire de l'émeute de Mœnkolsheim et de Singrist, les désordres de Marckolsheim, etc. qui ne se rapportent pas directement à notre sujet et que nous passons donc sous silence.

La missive de l'administration centrale du Bas-Rhin insiste surtout sur une des causes de ce désordre général,

« une cause que l'on doit envisager peut être, comme l'unique source de tant de maux, c'est la conduite molle et relâchée des tribunaux. Les membres de l'ancienne administration municipale de Truchtersheim ne sont encore ni mis en jugement ni même arrêtés, quoique destitués par le Directoire le 25 nivôse et 29 pluviôse et dénoncés à l'accusateur public, pour avoir protégé des prêtres réfractaires et *provoqué des poursuites judiciaires contre les gendarmes* qui, par ordre du Département venaient d'en arrêter un dans la commune d'Ittenheim. . . . Nous pourrions vous dire que, de tous les fonctionnaires traduits au tribunal pour malversation, *aucun n'a encore été atteint par la loi*; que, de tous les prêtres réfractaires que nous avons fait saisir *aucun n'est puni selon la loi*. Ou le tribunal diffère de les mettre en jugement ou, s'il les juge, ils en sont quitte pour la déportation ou plutôt pour la simple réclusion. Il arrive de là que ces hommes coupables n'ayant d'autre chance à courir en restant, malgré la loi, sur le sol de la république, que d'être condamnés à la même peine à laquelle ils se soustraient, se jouant de la surveillance du Département, se servant du prétexte de l'indulgence du tribunal pour rendre odieuses les mesures que prend le gouvernement, excitent le peuple à une résistance qui a déjà coûté la vie à plus d'un défenseur de la patrie chargé de l'exécution. Nous citons ici la commune de Stützheim, connu pour avoir constamment recélé des prêtres, dans laquelle un chasseur, faisant partie d'un détachement. . . . a été tué par les habitants, il y a deux mois.

« Si nous nous sommes étendus, citoyens, sur l'article des prêtres réfractaires, c'est que c'est surtout là la source des désordres que nous vous dénonçons. Par eux, par leurs perfides insinuations, les lois sont méprisées, les fonctionnaires publics prévaricateurs, les émigrés reçus, les jeunes gens de la réquisition soustraits, les patriotes vexés, le gouvernement haï, le triomphe des royalistes préparé. Par eux, les destinées de la République sont constamment contrariées tant qu'il y aura de la vacillation dans l'exécution des lois rendues contre eux. En deux mots notre département regorge de ces hommes criminels; il y a des communes où il s'en trouve plus de douze. Une foule d'émigrés attirés ou enhardis par l'impunité des premiers, vient se joindre à eux, n'attendant que le moment favorable de se prononcer ouvertement. Un grand nombre de jeunes réquisitionnaires, lâches seulement parce qu'il s'agit de défendre la cause de la liberté, leur offrent un appui dans le cas de besoin ¹⁾. Telle est la situation critique du département du Bas-Rhin. Lorsque nous avons la conviction que les moyens manquent pour la changer, il ne nous reste plus de ressource que dans le gouvernement. La crise est grande, les moments pressants. En différant un seul instant de seconder nos efforts par des mesures

¹⁾ Ce n'étaient pas là des plaintes générales et vagues; nous voyons par le procès-verbal de la séance du 23 fructidor que, dans le canton de Truchtersheim, « l'affluence des émigrés, des prêtres réfractaires et des fuyards de la réquisition » était si grande que le Département dut requérir du général Moulin l'envoi de cinquante cavaliers, pour « s'opposer à leurs excès ».

grandes et efficaces, le Directoire exécutif s'expose au regret de n'avoir pas empêché le bouleversement du département du Bas-Rhin, si important par sa position et la richesse de son sol »¹⁾).

Nous avons tenu à citer cette pièce presque tout entière, malgré sa longueur ; elle montre bien combien la présence des émigrés sur la frontière, la rentrée clandestine de groupes nombreux, jointes à d'autres causes, et surtout à la présence du clergé réfractaire, se refusant à obéir aux lois de l'Etat, parce qu'il poursuivait des buts politiques à côté de son agitation religieuse, combien, dis-je, ces circonstances réunies rendaient difficile, quasiment impossible, une administration calme et régulière de nos régions.

Bientôt la situation allait devenir plus grave encore. La menace de guerre se rapprochait du Bas-Rhin. Le 4^e jour complémentaire de l'an IV (20 septembre 1796), les administrateurs avertissaient la municipalité de Strasbourg que « les circonstances de guerre dans lesquelles se trouve la frontière de notre département étaient telles qu'on ne peut se permettre aucune distraction » et l'engageaient « à remettre la fête de la République à une époque moins orageuse »²⁾. Un arrêté du représentant du peuple, Haussmann, rendu la veille, venait de réclamer aux autorités départementales, tous les jours, un contingent de mille terrassiers, munis de pelles et de pioches, pour des travaux urgents aux fortifications de Kehl ; un autre arrêté du même requérait, dans le plus bref délai, 3000 hommes de la garde nationale, à mettre à la disposition du général Moulin, pour être employés à la défense de la rive gauche du Rhin »³⁾. La rentrée des fuyards allait devenir de plus en plus difficile, et les autorités départementales, agacées d'ailleurs par l'attitude insolente de certains de leurs administrés⁴⁾, se montraient moins disposées à s'intéresser

¹⁾ P. V. du 15 fructidor, an IV.

²⁾ P. V. du 4^e jour complémentaire de l'an IV.

³⁾ P. V. du 5^e jour complémentaire de l'an IV.

⁴⁾ Dans la séance du 20 fructidor l'ex-baron Siegfried d'Oberkirch était venu réclamer contre le séquestre mis sur les biens de son frère émigré ; ayant éprouvé un refus, il se fâcha, « osa mettre en avant ses titres de noblesse, prétendant qu'il était baron allemand, ajoutant qu'il ne voulait pas être français, qu'il renonçait à tous les droits y attachés et qu'il n'attendait qu'une occasion favorable pour se fixer définitivement en Allemagne avec ses titres et sa noblesse ». — Sa femme divorcée suppliait, le 12 vendémiaire, qu'on ne fit pas retomber sur elle les conséquences « de la conduite tenue par lui devant les administrateurs réunis en séance ».

aux pétitions de ceux qui étaient déjà rentrés. Ainsi le nommé Ignace Schwend, de Haguenau, se disant cultivateur et présentant des certificats qui le qualifiaient ainsi, ayant réclamé la levée du séquestre sur ses biens, il lui fut répondu qu'il était

« un grand propriétaire, ayant une exploitation considérable de garance, mais qu'il était magistrat sous l'ancien régime. . . . aucunement un de ces laboureurs et ouvriers travaillant habituellement de leurs mains et vivant de leur travail journalier ».

Les administrateurs ajoutaient que la municipalité de Haguenau était

« repréhensible d'avoir éludé la loi et d'avoir favorisé un individu qui, notoirement, n'y était pas compris; le silence sur sa place de magistrat manifeste combien elle cherche à favoriser ce genre d'émigrés ».

Schwend restera donc inscrit sur la liste fatale¹⁾.

Non seulement les ennemis s'approchent de l'Alsace, mais une patrouille autrichienne paraît même un instant à Wissembourg pour y lever une contribution de deux cents louis. Puis elle se retire vers Cappel, et les populations « en furent quittes pour la terreur panique qui a été répandue parmi elles » au dire du Département²⁾. L'alarme avait été si forte que les administrations des cantons de Bergzabern, Billigheim et Wissembourg s'étaient réfugiées avec leurs archives jusque dans la place de Strasbourg, où on les avait logées chez des citoyens aisés de la commune et fait fournir par la fondation de Saint-Marc une ration de viande et de pain à chacun des fonctionnaires. En même temps le Département invitait tous les bons citoyens à former « une ligue sainte contre les perturbateurs de l'ordre social et de la félicité publique »³⁾.

Le 16 vendémiaire, ce corps administratif mandait au ministre que l'armée ennemie a occupé les lignes de la Queich, « et en ce moment elle s'est déjà emparée de la rive gauche du Rhin jusqu'à Drusenheim »⁴⁾. Les citoyens de cette partie du département viennent se réfugier à Strasbourg avec leurs effets,

¹⁾ P. V. du 1^{er} vendémiaire, an V.

²⁾ P. V. du 14 vendémiaire, an V.

³⁾ Ibidem.

⁴⁾ P. V. du 16 vendémiaire, an V.

« et la consternation et la terreur de nos administrés sont encore augmentées par le dénuement absolu de troupes et d'approvisionnements dans lequel on a laissé cette frontière... Les magasins sont vides et les fonds manquent. Les émigrés s'agitent en tous sens, surtout dans les grandes communes... pour y occasionner des troubles et faciliter l'invasion des Autrichiens »¹⁾.

Des chefs énergiques étaient désignés pour organiser et commander la garde nationale, l'ex-candidat en théologie Fröhnholtz comme chef de brigade de la cavalerie, le citoyen Helmstetter comme chef de brigade d'infanterie²⁾. Des réprimandes sévères sont adressées aux agents nationaux qui ont laissé séjourner dans leurs communes, au mépris des lois, les émigrés qui ont osé y reparaitre ; on les exhorte à prêcher d'exemple « et à se porter en armes de toutes espèces sur les points menacés » avec les bons citoyens³⁾.

Les administrateurs du Bas-Rhin eurent bientôt la satisfaction de voir leurs exhortations produire quelque effet. Dans une missive adressée au Directoire exécutif et datée du 1^{er} brumaire, ils louaient les chefs « dont le dévouement à la chose publique égale la bravoure ». Ils signalent

« le citoyen Fröhnholtz, président du canton de Candel, ex-général de brigade, qui, à la tête d'une trentaine de cavaliers agricoles fondit sur un nombre supérieur de hussards autrichiens et fit quelques prisonniers... C'est le citoyen Helmstetter, commissaire du Directoire exécutif au canton d'Ingwiller, le même qui, en 1793 défendit si glorieusement les gorges des Vosges, qui commande les troupes à pied. L'opération générale est dirigée par le citoyen Lentz, l'un de nos collègues envoyé sur les lieux⁴⁾. »

Les administrateurs adressaient en même temps une proclamation « à leurs concitoyens, gardes nationales à cheval et à pié », dans laquelle ils les félicitaient (avec un peu trop d'optimisme voulu) d'avoir contribué au triomphe de la République par une marche prompte vers tous les points menacés par l'ennemi.

« Votre tâche glorieuse est remplie ; rentrez dans vos foyers... Les travaux de la campagne réclament vos bras. Si la patrie devait avoir de-rechef besoin de vous, votre empressement à voler à sa défense nous autoriserait à vous faire un nouvel appel !⁵⁾. »

1) P. V. du 16 vendémiaire, an V.

2) P. V. du 19 vendémiaire, an V.

3) P. V. du 22 vendémiaire, an V.

4) P. V. du 1^{er} brumaire, an V.

5) P. V. du 7 brumaire, an V.

Durant ces moments de trouble et de préoccupations militaires, le Département ne laisse pas de s'occuper incidemment de nos fuyards de décembre 1793. Il lève de temps en temps le séquestre mis sur les biens d'un pétitionnaire ¹⁾ ou confirme l'arrêt d'émigration pour d'autres, ainsi que la confiscation de leurs propriétés au profit de la république ²⁾. Il s'occupe même de détails tellement infimes qu'on a peine à comprendre qu'il ait osé, dans la crise du moment, y consacrer une minute et en remplir ses procès-verbaux ³⁾. En effet, nos propres troupes refoulées sur la rive gauche du fleuve, imposaient au Bas-Rhin des sacrifices énormes ⁴⁾ et si elles le protégeaient contre les incursions de l'ennemi, elles l'accablaient de leurs propres pillages. Aussi les administrateurs adressaient-ils plaintes sur plaintes aux généraux Moreau et Desaix, puis au Directoire exécutif, contre ces violences de la soldatesque.

« Non contents des fournitures qui leur sont faites, (ces troupes cantonnées dans les communes de notre arrondissement) prennent de force sur les greniers des fourrages et des grains non battus, se font nourrir par les cultivateurs et vendent leur pain de munition ou le donnent à manger aux chevaux. Partout les citoyens sont foulés et traités comme en pays ennemi. La nécessité de nourrir une quantité immense... que les officiers traînent à leur suite ⁵⁾, qui ne doivent pas être aux frais de la République et les réquisitions journalières de charbon, de bois, de fer et d'autres objets de tout genre ajoutent encore aux maux multiples dont ils sont accablés... Nos

¹⁾ P. ex. dans la séance du 7 brumaire an V.

²⁾ C'est le cas pour les biens de Eckbrecht de Durckheim et de celui de Froeschwiller, Frédéric-Auguste. P. V. du 12 brumaire, an V.

³⁾ C'est ainsi qu'il discute la dette de l'ex-procureur-substitut de la commune de Strasbourg, Frédéric Schoell, due à son tailleur J. B. Beyer et la réclamation du barbier Jean Riedling qui réclame son salaire « pour avoir rasé pendant treize mois et demi, et ce à vingt livres par an, Euloge Schneider, ex-accusateur public », guillotiné en avril 1794. P. V. du 14 brumaire, an V.

⁴⁾ Le représentant Haussmann frappait 7 départements, dont les deux de l'ancienne Alsace, d'une réquisition de 230.000 quintaux de foin, de 178.000 quintaux de paille, de 82.000 sacs d'avoine, dont le Bas-Rhin seul devait fournir 2000 sacs d'avoine, 80.000 quintaux de foin, 70.000 quintaux de paille. P. V. du 14 brumaire, an V.

⁵⁾ Il semble qu'il manque ici un mot dans la transcription de cette lettre au registre des délibérations. De qui se composait « cette quantité immense » que les officiers traînaient à leur suite ? De femmes, de valets, de brocanteurs de bas étage, de convoyeurs ?

administrés qui, depuis le commencement de la guerre ont fait et font encore journellement les plus grands sacrifices pour assurer la subsistance de l'armée méritent à tous égards d'être garantis contre l'indiscipline des troupes et le système de rapines que les administrations militaires s'efforcent d'introduire dans notre département¹⁾. »

Il y avait de quoi s'indigner, en effet, quand on entendait un commissaire du gouvernement avouer qu'il était « parfaitement instruit que quarante mille rations de fourrages étaient délivrées par jour, tandis que le nombre des chevaux n'excède pas vingt mille », et quand on constatait que « des lieutenants d'infanterie ont de quatre, six, jusqu'à huit chevaux qui sont nourris par fraude ». Et c'est une parole sévère mais trop juste que celle portée au Directoire exécutif contre les chefs qui, « au lieu de donner l'exemple (aux soldats) de la moralité et de la discipline », sont « les premiers au pillage » et

« affectent, avec un luxe impudent, de montrer à l'armée entière les produits honteux de leurs exactions en tout genre... Notre conduite a dû vous prouver que nous saurons continuer à tout sacrifier, à épuiser toutes nos ressources, pour le bien de la République; mais en même temps nous nous attacherons avec une égale constance à dévoiler et à vous dénoncer les abus, jusqu'à ce qu'ils soient enfin réprimés par une éclatante punition²⁾. »

Parmi les municipalités cantonales, beaucoup avaient profité de ce désarroi général pour ne pas fournir les suppléments aux listes d'émigrés qui leur étaient réclamées depuis longtemps. Le 23 brumaire (13 novembre 1796), le Département les rappelait à leur devoir, avec la menace que toutes celles qui ne se mettraient pas en règle et ne se

¹⁾ P. V. du 14 brumaire an V. Le Département dénonçait surtout les commissaires des guerres Pommier, Wilhelm, Sol et Saunier, et demandait au général en chef le renvoi du premier devant la Commission militaire. Certains commissaires réclamaient des réquisitions des communes alors que l'administration supérieure tenait en mains les factures acquittées. « Vous voudrez bien prendre enfin une mesure générale, écrivait-elle indignée, à Haussmann, capable d'arrêter une bonne fois des vols exercés avec autant d'impudence ». (P. V. du 18 brumaire, an V.) Elle réitère, avec plus d'apreté et force détails ces doléances dans une lettre adressée au représentant, le 4 frimaire. Le 10 frimaire, Rudler remplaçait Haussmann comme commissaire du gouvernement près l'armée de Rhin et Moselle.

²⁾ P. V. du 19 brumaire, an V. Le 25 brumaire, le chef d'état-major de l'armée de Rhin et Moselle, le général Reynier, écrivait au Département pour annoncer que le général en chef avait donné des ordres sévères pour réprimer les excès des troupes.

conformeraient pas dorénavant, chaque trimestre, à la loi, seraient suspendues et dénoncées au gouvernement pour être jugées comme complices d'émigrés¹⁾. Certains officiers municipaux ne se bornaient pas à ignorer la loi ; ils y contrevenaient directement, comme l'agent national de Roeschwoog, accusé de « donner un asile assuré aux émigrés, aux jeunes gens de la réquisition »²⁾. Pourtant une *Liste supplétive des émigrés du département du Bas-Rhin*, imprimée, a pu être annexée au procès-verbal du 29 frimaire³⁾, et dans la séance du lendemain, nous voyons les administrateurs reprendre leur besogne fastidieuse de rayer des citoyens inscrits sur les listes et de lever des séquestres⁴⁾. Mais le 1^{er} nivôse (21 décembre 1796), ils se décidaient à aborder franchement la question d'une amnistie plus générale dans une *Adresse* au Conseil des Cinq Cents, adresse que nous croyons devoir insérer ici en majeure partie.

« Citoyens représentants, y était-il dit, le département du Bas-Rhin a été comme le reste de la France, en proie à la tyrannie décenvirale. De plus, sa partie inférieure a éprouvé tous les malheurs et vicissitudes de la guerre. Saint-Just et Lebas, Lacoste et Baudot y semaient la terreur de tous côtés. Un prêtre autrichien et ses agents, une armée et des comités révolutionnaires incarcéraient, guillotinaient tous ceux qui étaient en butte à leurs ressentiments. Il suffisait de passer pour être un adhérent du culte des assermentés⁵⁾ pour être criminel à leurs yeux, pour n'être pas sûr de son existence. C'est dans ces circonstances de la tourmente révolutionnaire que se fit en 1793 la retraite de l'ennemi, qui avait envahi les districts au-dessous de Strasbourg. Leurs habitants avaient été instruits de toutes ces vexations ; la rumeur publique les avait même grossies. Déjà elle annonçait le trop fameux Schneider, suivant l'armée française victorieuse, avec le tribunal révolutionnaire et la guillotine. Personne ne devait être épargné. Un arrêté de Lacoste et Baudot qui menaçait de la fusillade tout paysan qui serait trouvé aux avant-postes, n'avait pas peu contribué à accréditer tous ces bruits alarmants. Il en résulta une fuite générale. Des communes entières

1) P. V. du 23 brumaire, an V.

2) P. V. du 20 frimaire, an V.

3) Elle compte 55 pages in-4°.

4) P. V. du 30 brumaire, du 23 nivôse, etc. (an V). Parmi les cas liquidés dans la séance du 30 nivôse, on remarque celui du notaire Jean-Paul Weimer, de Wœrth, qui était aveugle depuis 1785 ! Emmené par son fils, accusé de fédéralisme, « sans être à même de savoir où il le menait », et ayant « mené une conduite paisible depuis son retour », le malheureux est rayé provisoirement.

5) C'est bien là le texte du procès-verbal, mais on se demande s'il ne faudrait pas lire plutôt *non assermentés*.

se retirèrent avec l'ennemi; la preuve en est consignée dans les listes nombreuses que nous mettons sous vos yeux et qui ne contiennent pas encore la totalité de ces prétendus émigrés dont le nombre se monte à vingt-cinq ou trente mille au moins.

« La Convention fut instruite par nos prédécesseurs et par les représentants en mission, de cette dépopulation. Elle permit, par ses lois du 22 nivôse et du 4^e jour complémentaire de l'an III, au laboureur, à l'ouvrier, de retourner dans ses foyers. Elle leur fixa des délais; beaucoup en profitèrent. Mais ces lois bienfaisantes ne parvinrent pas jusqu'à la chaumière du pauvre qui, en grande partie, avait été contraint à quitter les bords du Rhin et à se retirer au delà des forêts de la Montagne Noire, ou, si elles y parvinrent, ce ne fut que très tard. Le riche, l'homme qui avait reçu quelque éducation, qui, par la lecture des journaux, s'instruit des affaires politiques, celui que le texte de la loi semble en exclure, en eut le premier connaissance, se porta en foule sur la rive droite de ce fleuve et en acheta le passage au poids de l'or. Le journalier, l'artisan infortuné qui n'était pas à même de satisfaire à la cupidité du batelier allemand, celui qui ne pouvait lui payer une rançon de cinquante écus, 200 francs, ou qui n'aurait pas eu les moyens de faire les frais d'un voyage par la Suisse, eut le malheur de voir s'écouler les délais et d'être obligé de rester hors de sa patrie. On les voyait, de la rive opposée, tendre les bras à leurs compatriotes et se désespérer de ce que, victimes du sort qui les avait conduits un jour, une heure trop tard vers leur patrie, ils étaient obligés de rétrograder.

« Il est de fait, citoyens représentants, que deux époux arrivèrent ensemble sur les bords du Rhin; que la maladie de la femme ne lui permettant pas de passer dans la même nacelle que son mari, il eut la douleur de s'en voir à jamais séparé par un ordre fatal qui survint à l'instant et défendait aux postes militaires de permettre le passage. Cette infortunée est morte outre-Rhin et aujourd'hui est réputée émigrée. Il est de fait que ce passage ne fut jamais permis que pendant fort peu de jours et sur quelques points seulement par les entraves des généraux français et autrichiens¹). Aussi ces malheureux saisissent-ils journellement toutes les occasions de rentrer. Lorsque nos armées victorieuses ont pénétré dans l'Allemagne, on les a vu revenir par bandes. En vain avons-nous rappelé aux administrations municipales, aux commissaires du Directoire exécutif, que la loi réputait émigré tout individu rentré après l'expiration des délais. En vain leur avons-nous fait connaître, qu'instruments passifs de cette loi, il était de leur devoir de les traduire devant les tribunaux; soit principes d'humanité, soit impossibilité d'exécuter

¹) Un autre cas tragique est relaté dans le procès-verbal du 21 pluviôse, an V. Jean Frison et sa femme Anne-Marie Klein, d'Oberseebach, tentèrent de passer le Rhin en temps utile; mais ayant été reçus à coups de fusil par les troupes républicaines, cet accueil leur causa une telle frayeur que chacun voulant mettre pied à terre le premier, la barque s'enfonça et Frison fut emporté par le torrent. La veuve et les cinq enfants sont provisoirement rayés.

des mesures aussi sévères envers un aussi grand nombre, fort peu ont été arrêtés¹⁾.

« C'est sur ces infortunés, citoyens législateurs, que nous vous prions de fixer un instant votre sollicitude. Sans propriétés, sans asile, pères de nombreuses familles, ils languissent dans la plus grande misère; ils annoncent hautement qu'ils sont déterminés à en supporter toutes les horreurs plutôt que de retourner en pays étranger. Nous nous en référons donc à votre sagesse et à votre justice pour le parti qu'il conviendra de prendre à leur égard. Elles décideront s'il convient de repousser par la force plusieurs milliers de Français que le fanatisme, la terreur, les combats, l'incendie de leurs foyers et plusieurs autres circonstances de la guerre ont fait fuir en grande partie, et qui, par ignorance des lois, par maladie, ou défaut de moyens pécuniaires, n'ont pu rentrer dans les délais qu'elles ont fixés: si ces malheureux laboureurs et artisans sont plus coupables que le Vendéen et le Chouan, qui cependant ont été amnistiés; s'il est dans l'intérêt de la République d'entretenir des centaines d'enfants, en bas âge pour la plupart, après que leurs parents auront été obligés de les abandonner; enfin, si des bans entiers doivent rester incultes plutôt que de souffrir que les bras laborieux de ces cultivateurs les rendent à leur ancienne fertilité.

« Nous ne vous proposons pas d'établir de nouvelles exceptions en faveur des émigrés; nous savons que la Constitution s'y oppose; mais nous vous demandons une prolongation de délai en faveur de ceux des habitants de ce département qui, rentrés dans leurs foyers, sont littéralement compris dans les lois du 22 nivôse et du 4^e jour complémentaire. Nous vous demandons aussi de déclarer si ceux de ces prétendus émigrés dont la mort, avant l'expiration des premiers délais, est légalement constatée, doivent, nonobstant la présomption favorable, être réputés émigrés. Enfin, citoyens législateurs, il serait également important que vous voulussiez décider la question relative aux habitants de Fort-Vauban que l'ennemi a forcés, sans exception, de se réfugier sur l'autre rive pour ne point être victimes de l'explosion générale des fortifications, et qui sont tous rentrés en France à différentes époques. Nous ne les avons jamais considérés comme émigrés, mais notre opinion, fondée sur la justice, a besoin d'être fortifiée par la loi²⁾. »

Cette pièce officielle posait donc, devant la représentation nationale, la grave question, non pas encore d'une amnistie générale, mais d'une grande mesure de clémence à l'égard de ceux des fuyards de décembre 1793 qui auraient dû profiter de la loi du 22 nivôse et qu'une mauvaise chance quelconque avait empêché d'en bénéficier. En attendant une décision qui pouvait être lente à venir, nos administrateurs se remettent, dès le 2 nivôse, à accueillir favorablement de nombreuses pétitions de citoyens et de citoyennes, à permettre des rentrées,

¹⁾ Il y a là, ce me semble, une certaine contradiction avec le langage tenu par les administrateurs en 1795 et 1796.

²⁾ P. V. du 1^{er} nivôse, an V.

à lever des séquestres¹). Mais ils se maintiennent rigides dans leur opposition à l'action des prêtres réfractaires déportés qui, tout en refusant presque tous le serment purement politique qu'on leur demande, sont rentrés en masse et troublent en maint endroit la tranquillité publique. C'est à leur sujet que le 9 nivôse (29 décembre 1796), le Département adresse au Directoire exécutif et aux ministres de la police et de l'intérieur la lettre suivante :

« Ce que nous prévoyions depuis si longtemps avec douleur, ce que nous vous avions annoncé si énergiquement par notre lettre du 15 fructidor dernier, est arrivé. Les prêtres déportés rentrés ont enfin le dessus dans le département du Bas-Rhin. Enhardis par la faveur dont ils tirent occasion de se flatter, soit des discussions du corps législatif à leur égard, soit du soin que l'on a pris en dernier lieu d'ordonner l'impression du discours de Portalis en leur faveur²), tandis qu'on a laissé tomber dans l'oubli d'autres représentants dont le but était plus conforme aux principes de cette douce philosophie qui doit cicatriser les plaies... faites au corps social par le fanatisme » ; ils sont « assurés de trouver indulgence dans le tribunal criminel, qui a cessé de mettre en jugement ceux qui sont traduits devant lui, sous prétexte sans doute que l'effet des lois est suspendu par l'oscillation du corps législatif sur ce point de la législation, qui n'a pas même hésité à ordonner, il y a six jours, la sortie de la maison de justice, de trois prêtres précédemment condamnés par lui à la déportation, en qualité de déportés rentrés, pour les placer dans le Collège national, d'où rien ne les empêcherait de s'évader, cet édifice étant devenu public par le placement de l'Ecole centrale. S'apercevant bien que c'est en vain que nous invoquons contre leurs menées, leur audace, l'assistance du ministre et du gouvernement lui-même, dont nous ne recevons pas même de réponse, ils ont renoncé à tout ménagement et se jouent tellement de nos efforts pour les contenir, que nous sommes réduits au point de les laisser faire, pour éviter les malheurs d'une résistance ouverte à laquelle ils sont parvenus à disposer les malheureux villageois qu'ils aveuglent et dans le système de laquelle quelques-uns ont déjà réussi à faire entrer des militaires attachés à l'armée³)... Aussi ne faut-il plus s'attendre à faire

¹) P. V. du 2 nivôse, an V.

²) Est-ce du rapport présenté par Portalis au Conseil des Anciens, dans la séance du 28 pluviôse, an IV (9 février 1796) sur la question des émigrés (*Moniteur*, XXVII, p. 507-512) ou bien d'un autre discours du célèbre jurisconsulte qu'il est question ici ? C'est ce que le texte de notre lettre, un peu vague et diffus, ne permet pas de décider.

³) Le Département écrivait peu après au général en chef de l'armée de Rhin et Moselle : « Des plaintes qui nous sont parvenues relativement à l'appui que les prêtres rebelles trouvaient près des militaires mêmes nous font désirer que vous donniez les ordres les plus sévères aux chefs des cantonnements à réprimer ces désordres qui ne peuvent qu'enhardir le crime ». (P. V. du 9 pluviôse, an V).

exécuter aucun des articles de la loi sur la police des cultes... Tout y est, en ce moment, rétabli sur le pied de l'ancien régime et des portions abondantes réservées aux réfractaires dans les partages communaux, suppléant aux revenus supprimés.

« Et ne pensez pas que ce soit sous le rapport du culte seulement que l'influence des prêtres paralyse l'exécution des lois. On a vu, il y a trois semaines, dans la commune de Griesheim, à l'époque de l'invasion des patrouilles ennemies sur une partie du territoire du département, un prêtre déporté rentré, s'opposer ouvertement à la tête de citoyens attroupés, au départ des gardes nationales requises pour protéger la sûreté commune et mettre en danger le détachement de cavalerie qui était allé porter les ordres du Département. De deux choses l'une, ou les lois concernant les prêtres déportés rentrés doivent être considérées comme nulles, et alors le corps législatif ne peut trop s'empresse à en prononcer le rapport, puisqu'il est de principe qu'une loi qui peut être violée impunément est cent fois plus nuisible que le défaut même de lois, ou ces mêmes lois doivent être maintenues, et alors nous ne saurions trop inviter le Directoire exécutif à se prononcer sur cet objet, en invitant par un nouveau message le corps législatif à fixer enfin d'une manière invariable la législation sur cet objet.

« Nous désirons avec d'autant plus d'instance une détermination prompte de la part du gouvernement, que nous venons de recevoir, de la part de son commissaire près de notre administration, un réquisitoire qui nous presse de prendre des mesures contre les prêtres réfractaires qui affluent dans nos communes et que le rapport des dix derniers articles de la loi du 3 brumaire, an IV, prononcé par celle du 14 frimaire dernier, nous laisse dans le doute si les lois de 1792 et 1793 dont cette première rappelait l'exécution, leur sont encore applicables¹⁾. »

Le 13 pluviôse (1^{er} février 1797) nouvelle et plus violente dénonciation au ministre de la police générale :

« Nous avons mis à diverses reprises sous vos yeux le tableau des maux effrayants que cause le retour des prêtres rentrés dans ce département. L'esprit public est affaibli, la voix des fonctionnaires étouffée. Si quelques-uns osent encore agir contre ces ennemis implacables de la patrie, leurs propriétés sont exposées à la dévastation et leurs vies menacées. Dans plusieurs cantons, le peuple entraîné par la fureur du fanatisme vient de faire entendre les cris de sédition et de conduire en triomphe le prêtre réfractaire au temple, pour la célébration du culte... L'audace des prêtres réfractaires et de leurs adhérents n'a plus de bornes...²⁾ »

¹⁾ P. V. du 9 nivôse, an V.

²⁾ P. V. du 13 pluviôse, an V. A la lettre sont joints une quinzaine de procès-verbaux, énumérant les actes séditieux et conflits cultuels qui se sont produits dans une vingtaine de communes du Bas-Rhin et qui donnent une idée singulière de l'effervescence des populations rurales, travaillées par le

Le 22 pluviôse (10 février 1797), nouvelle question posée à la Commission du Conseil des Cinq Cents chargée de rédiger l'*Instruction* en vue des élections prochaines. Les émigrés rentrés pourront-ils voter ?

« Le ministre nous dit qu'ils peuvent exercer leur souveraineté, comme les amnistiés; seulement les fonctions publiques leur sont défendues »... La question, citoyens représentants, est d'une importance majeure pour le département du Bas-Rhin surtout, qui renferme des cantons dont la presque totalité des citoyens avaient été entraînés par l'ennemi, lors de sa retraite, l'an II¹). »

En attendant ces *Instructions* qui tardent à venir, nos administrateurs lancent, le 17 ventôse (7 mars 1797), une communication pressante aux municipalités sur la masse des émigrés qui continuent à affluer.

« Le gouvernement vient de nous donner avis que les émigrés mettent tout en œuvre pour rentrer sur notre territoire. Ils ne se contentent pas d'user de faux passeports, certificats de résidence et feuilles de route; ils emploient aussi de faux billets d'hôpital. Il est de votre devoir de fixer votre attention particulière sur ces différents motifs de surveillance. Concertez-vous à cet effet avec les chefs de colonnes mobiles et officiers de gendarmerie, enjoignez-leur de faire de fréquentes patrouilles, d'examiner attentivement les étrangers et d'arrêter ceux qui ne seraient pas munis de pièces authentiques ». ²)

Quand enfin l'époque des élections arrive, en germinal, dès la formation des assemblées primaires, les réclamations surgissent. A Dettwiller, dix citoyens signalent le fait que le bureau a été composé de parents d'émigrés et du receveur du ci-devant seigneur ³). A Haguenau le citoyen Merckel est reconnu comme valablement élu par les administrateurs, malgré certaines protestations contre le choix de ce beau-frère d'un prêtre déporté ⁴). A Truchtersheim, le nommé Lienhard, élu président de l'assemblée primaire, quoique déclaré non-émigré par le Directoire du district de Haguenau, le 11 ventôse

clergé réfractaire et de l'indiscipline des troupes qui, çà et là, font cause commune avec elles. Nous ne nous y arrêtons pas, quelque curieuses que soient ces pièces, parce que cela ne rentre pas directement dans notre sujet.

¹) P. V. du 22 pluviôse, an V.

²) P. V. du 17 ventôse, an V.

³) P. V. du 5 germinal an V, Le Département repousse la protestation; la loi du 22 ventôse permet aux parents d'émigrés de voter dans les assemblées primaires.

⁴) P. V. du 5 germinal, an V.

de l'an III, n'ayant pas encore été rayé définitivement, doit donner sa démission¹⁾. François-Antoine Guntz, élu, à la majorité des suffrages, juge de paix du canton de Sélestat *extra muros*, étant frère d'un prêtre déporté, devra être remplacé²⁾. Joseph Pfister, élu comme adjoint à Herrlisheim, devra démissionner, son parent J.-G. Liess étant mort en émigration, etc., etc.³⁾. On voit que le Département essayait de tenir la balance égale entre les partis. Le 27 germinal, en ordonnant l'installation des agents nouvellement élus, il a soin, d'ailleurs, de rappeler aux municipalités que ceux-ci devront déclarer qu'ils n'ont signé ni provoqué aucun arrêté séditieux⁴⁾, qu'ils n'ont pas de parents émigrés au degré prévu par la loi et qu'ils auront à prêter le serment de haine à l'anarchie et à la royauté⁵⁾.

Pour empêcher l'envahissement du territoire par des émigrés qui rentrent avec des papiers délivrés par des autorités étrangères, des pays alliés ou neutres, papiers

« qui ne sont ordinairement que des lettres de compagnonnage et des certificats qu'il ne règne aucune maladie contagieuse, sans désignation particulière ou signalement »,

les administrateurs demandent, un peu plus tard, au Directoire exécutif

« d'inviter ces Etats alliés ou neutres à expédier à ceux de leurs sujets qui se rendent en France, des passeports portant le signalement des voyageurs et même leurs signatures, visées par les agents diplomatiques de la République⁶⁾. »

Les administrateurs du Bas-Rhin, renouvelés en partie par le scrutin de prairial, continuèrent aussi, tout naturellement, leur be-

¹⁾ P. V. du 15 germinal, an V.

²⁾ P. V. du 15 germinal, an V.

³⁾ P. V. du 18 germinal, an V.

⁴⁾ Il s'agit évidemment des troubles religieux suscités dans certaines communes.

⁵⁾ P. V. du 27 germinal, an V. Les élections pour l'administration centrale du département avaient été plutôt modérées. Un des nouveaux membres, Sadoul, avait été subdélégué de l'ex-Intendance d'Alsace. Le Département constatait, le même jour, que, dans le seul canton de Truchtersheim, « dix agents municipaux et quatre adjoints sont parents d'émigrés rentrés en faveur de la loi du 22 nivôse, au degré prévu par la loi du 3 brumaire », et en attendant la réponse du ministère de l'intérieur, les invitait à cesser sur-le-champ leurs fonctions.

⁶⁾ P. V. du 14 floréal, an V.

sogne hebdomadaire de la revision des listes des émigrés qui avaient été dressées par endroits avec une inexactitude singulière. Ils accordaient la radiation à un ouvrier en tabacs de Strasbourg, Antoine Salvay, qui était parti à dix-sept ans pour l'étranger, en 1784, avait été recruté de force par les Autrichiens en 1786, incorporé dans un régiment de hussards, puis avait été fait prisonnier de guerre en Italie, interné comme tel dans le Lot ¹⁾ ; ils l'accordent à plus forte raison à Joseph Dehaille, de Saverne, que son père avait conduit en juillet 1791 « au couvent d'Allerheiligen, en Allemagne, pour y continuer ses études » ²⁾, mais qui

« a rejoint les défenseurs de la patrie, dès qu'elles furent terminées, et ... a été employé à l'état-major du général de cavalerie Klein, à l'armée de Sambre-et-Meuse, sans interruption, depuis le 2 fructidor, an II ³⁾ ».

Ils examinent la longue liste des créanciers « de l'émigré Chrétien, ex-prince de Hohenlohe, ex-chanoine du Grand-Chapitre de la cathédrale de Strasbourg » ⁴⁾ ; ils arrêtent que le nouveau président de l'administration municipale de Marmoutier, le citoyen Aberer, pourra rester en fonctions, quoique parent d'émigré, puisque « le fait d'être *oncle par alliance* d'un émigré n'est pas un degré qui entraîne la défense de fonctions publiques » ⁵⁾. Ils envoient en possession les héritiers de Jacques Rohmer, ci-devant curé de Hegeney et Morsbronn, prêtre déporté, qui présentent un certificat de résidence non interrompue de leur parent sur le sol de la République jusqu'à la publication de la loi du 26 août 1792 ⁶⁾. Ils ordonnent également la radiation provisoire de la femme du général Jean Philippe Dorsner, « inspecteur général de l'artillerie de la septième tournée ». Joséphine Stouhlen, son épouse défunte, était allée aux eaux de Bade avec un passeport du 23 avril 1791 et paraît y être morte, puis avoir été portée sur la liste des émigrés ⁷⁾. Ces quelques exemples suffiront, je pense, pour

¹⁾ P. V. du 5 floréal, an V.

²⁾ Ce fut « lorsque les classes publiques (du Collège royal) de Strasbourg furent désertées par les professeurs qui ne voulaient pas se conformer à la loi du 28 mars 1791 ».

³⁾ P. V. du 16 floréal, an V.

⁴⁾ P. V. du 16 floréal, an V.

⁵⁾ P. V. du 17 floréal, an V.

⁶⁾ P. V. du 19 floréal, an V.

⁷⁾ P. V. du 26 floréal, an V.

illustrer l'activité des administrateurs du Bas-Rhin au cours de l'été 1797, quant à la matière qui nous occupe.

C'est seulement le 2 prairial que le ministre de la police répond à l'administration centrale sur la question des passeports étrangers. Dans sa séance du 7 prairial, le Département adresse une nouvelle circulaire aux administrations municipales sur les mesures à prendre pour que les malveillants et les émigrés ne puissent pénétrer dans le territoire avec des papiers supposés. Tout voyageur devra être porteur d'un passeport visé par l'agent diplomatique que la République entretient près de chacun des princes alliés. Si un étranger se présente sans ces papiers, on devra le reconduire sur le champ à la frontière ¹⁾.

Cette surveillance était d'autant plus nécessaire que « de toutes parts — c'est encore l'administration départementale qui parle — les émigrés rentrent en foule ».

« Ce ne sont pas tous des laboureurs, des émigrés qui, dans le temps, auraient pu participer à la loi du 22 nivôse... Il y a parmi les rentrants un grand nombre qui, par leurs anciennes qualités, états ou professions n'auraient pas été susceptibles de l'exception... Si les premiers peuvent espérer de la bienfaisance nationale une prorogation de délais, si le tribunal croit pouvoir les renvoyer provisoirement sous votre surveillance, il ne doit pas en être de même à l'égard de ceux qui ne sont ni paysans ni ouvriers. La Constitution les bannit à jamais du sol français; elle défend toute nouvelle exception en leur faveur, elle vous prescrit de les livrer aux tribunaux. »

La circulaire terminait par l'ordre impératif aux municipalités de fournir, dans la décade, l'état nominatif de tous ceux qui, depuis l'expiration du délai, étaient rentrés dans leurs foyers ²⁾.

Malgré ce ton sévère et plutôt comminatoire, quand, parmi les revenants d'outre-Rhin et les pétitionnaires déjà rentrés, le Département rencontrait quelque malheureux digne de pitié, il lui rouvrait assez volontiers les portes de la patrie; témoin l'histoire tragi-comique de ce Cerf Lehmann, colporteur israélite de Bouxwiller, qui avait été maintenu sur la liste des émigrés par un arrêté des administrateurs de l'an IV, parce que les huit témoins qui avaient appuyé sa pétition l'avaient qualifié de *capitaliste*, ce qui n'est jamais une recommandation en temps d'agitations révolutionnaires. Lehmann, revenant à la charge, produit de nouveaux témoignages, desquels il résulte qu'il est un simple « marchand roulant ou colporteur ». Et alors le

¹⁾ P. V. du 7 prairial de l'an V.

²⁾ P. V. du 9 prairial, an V.

Département, « considérant qu'il paraît n'avoir été ainsi qualifié (de capitaliste) que par acception impropre ou ignorance de la signification du terme », les premiers témoins,

« ayant probablement voulu dire que, nonobstant la profession de marchand ambulant qu'il exerçait, il prêtait quelquefois de l'argent à intérêt, comme le font souvent les Juifs; considérant que, par les pièces produites, cette qualité de capitaliste est entièrement détruite; ... qu'il pourvoyait avec peine à ses besoins et à ceux de sa famille, par un petit commerce en bestiaux et marchandises qu'il débitait dans les campagnes; considérant... qu'il est à envisager comme vivant du travail journalier de ses mains et par conséquent susceptible de bénéficier de la loi du 22 nivôse »,

annule les arrêtés de ses prédécesseurs et le raie provisoirement de la liste des émigrés¹⁾.

Une autre histoire de ce genre, qui mérite d'être mentionnée comme preuve de l'incurie avec laquelle étaient dressées ces listes, c'est celle dont Mathias Disser, Jean Deninger et Martin Diss, de Crastatt, furent involontairement les héros. En leur qualité d'officiers municipaux dudit lieu, ils avaient fourni, au cours de l'an II, la liste des émigrés de cet endroit, pour être insérée dans la liste supplétive à dresser par le district de Haguenau. Par ignorance, par stupidité ou par malice, les signataires de la liste de Crastatt furent assimilés par le District aux fuyards dénoncés, portés eux-mêmes sur ladite liste et compris de la sorte dans l'arrêté du Département du 4 messidor de ladite année, « bien qu'il soit de notoriété publique qu'ils n'ont jamais quitté la République, ni même leur commune ». Les malheureux produisent des certificats « qu'ils ont travaillé comme laboureurs dans leur commune de 1790 à 1795, l'un étant maire, les deux autres officiers municipaux ». Aussi le Département,

« considérant que le District a sans doute pris leur signature pour des noms d'émigrés et les a portés par erreur sur la liste supplétive; qu'à moins de l'attribuer à la fraude la plus coupable, il est impossible d'expliquer autrement l'inscription... de citoyens qui n'ont jamais quitté la république, qui étaient même fonctionnaires publics à l'époque où elle fut rédigée...; considérant qu'il serait de l'injustice et de l'absurdité la plus révoltante de leur appliquer la déchéance prononcée par la loi du 16 floréal, etc., arrête : L'inscription est censée nulle et non avenue, et les pétitionnaires rayés provisoirement avec renvoi au ministre de la police pour décision définitive²⁾. »

¹⁾ P. V. du 22 prairial, an V.

²⁾ P. V. du 28 prairial, an V.

Un arrêté pareil est pris en faveur de Christine (de) Wangen, que sa mère entraîna jadis au couvent de Frauenalb en Souabe, à l'âge de dix-sept ans, « malgré la répugnance qu'elle avait pour ce voyage qui l'éloignait du théâtre d'une Révolution en faveur de laquelle son opinion était bien prononcée ». Après un « esclavage des plus rigoureux, les victoires républicaines lui ont permis de rentrer dans la patrie, à laquelle elle porte un amour constant que les chagrins n'ont pas altéré ». Parmi ses nombreux certificats, celui du général Desaix atteste, pour l'avoir connue en 1790 et 1791, son attachement à la Révolution¹⁾. Mais on voit, par une délibération du 12 messidor (30 juin 1797), que les administrateurs se refusent à rayer de la liste des émigrés tous les jeunes gens qui étaient en état de réquisition au moment de leur fuite²⁾. Les prêtres déportés par contre, (parmi eux Antoine Pallas, ci-devant curé de St-Pierre-le-Jeune à Strasbourg, F.-J. Schottel, ex-principal du collège de Molsheim, Pierre Kœnig, ex-chapelain à Dambach, etc.) sont rayés³⁾. Leur sort favorable est partagé par plusieurs barbiers rentrés à temps, Sébastien Ulsemer, de Salmbach et Jacques Gogumus, de Haguenau,

« la qualité de barbier ne pouvant les exclure du bénéfice de la loi, étant notoire que les barbiers de la campagne, sachant saigner et raser sont réellement des hommes vivant uniquement du travail journalier de leurs mains, et que même la plupart cultivent aussi la terre... ils prennent le titre de chirurgien par vanité⁴⁾. »

¹⁾ P. V. du 4 messidor, an V. Seize personnages connus pour leur patriotisme constant, « la plupart fonctionnaires publics », le commissaire du pouvoir exécutif André, l'ex-constituant Kaufmann, certifient la même chose; aussi le Département prononce la radiation définitive de Mlle de Wangen.

²⁾ P. V. du 12 messidor, an V.

³⁾ P. V. du 12 messidor et du 1^{er} thermidor, an V. Ces prêtres auraient-ils été rayés après avoir prêté le serment de haine à l'anarchie et à la royauté? Les procès-verbaux n'en disent rien.

⁴⁾ P. V. du 12 messidor, an V.

CHAPITRE VII.

LA QUESTION DES FUGITIFS AU CONSEIL DES CINQ CENTS.

Mais, en dehors de ces questions spéciales qui ne concernent, en définitive, qu'un nombre relativement petit de personnes et qui, seules, sont du ressort des autorités locales, nous allons voir s'ouvrir maintenant la seconde grande discussion générale sur les fugitifs du Bas-Rhin; pendant une série de séances, elle va passionner les débats des deux moitiés du corps législatif de la République. Sous la pression d'une partie tout au moins de l'opinion publique et vu les demandes réitérées des administrateurs du Bas-Rhin, le Conseil des Cinq Cents s'était enfin décidé à procéder à une enquête générale sur la situation des malheureux qui, depuis deux ans et demi, sollicitaient un acte de clémence de la part des représentants de la nation ¹⁾. Le deuxième tiers de l'assemblée venait d'être renouvelé et désormais les anciens conventionnels y siégeaient en minorité, alors que la majorité, sans être précisément royaliste (quoiqu'elle comptât bon nombre d'adversaires ouverts et cachés de la République), était formée de modérés hostiles aux anciens procédés révolutionnaires. Elle le montra en nommant une commission en majorité favorable, qui désignait à son tour comme rapporteur Paul-Benoît-François Bontoux, élu député des Hautes-Alpes ²⁾, en vendémiaire de l'an IV. La discussion s'ouvrit le 18 prairial (6 juin 1797). Villers, visant les communications de l'administration centrale du Bas-Rhin, proposait l'envoi d'un mes-

¹⁾ Pour une orientation précise sur la situation politique intérieure de la France à ce moment nous renvoyons à l'*Histoire politique de la Révolution française* de M. Aulard, troisième partie, chapitre III.

²⁾ P. B. F. Bontoux (1763-1811), mort président du tribunal de Gap.

sage au Directoire pour lui demander compte de l'exécution des lois contre les émigrés ; Frédéric Hermann, le futur maire de Strasbourg, fit observer qu'il ne s'agissait pour le moment que des ouvriers, que la tyrannie et la terreur avaient forcés à fuir ¹⁾).

C'est alors que Bontoux monte à la tribune et donne lecture de son rapport, rédigé dans le style ampoulé et sentimental de l'époque, qui nous paraît si désuet aujourd'hui... Il débutait par ces mots :

« Citoyens représentants, je viens vous exprimer les vœux et les gémissements d'une foule d'infortunés qui, sans être coupables, sont frappés d'une horrible proscription; je viens réclamer pour eux et les foyers paternels et le champ qu'ils ont cultivé et le doux sol d'une patrie que le glaive exterminateur les a forcés de fuir quelques instants, mais où les douces affections n'ont point tardé à les rappeler... Sans toit, sans asile, sans protection, expirant de misère à la vue du verger que leurs mains ont planté, de la charrue nourricière qui fécondait jadis leur paisible domaine, ils réclament cette justice, cette sainte humanité qui doivent présider à toutes nos délibérations et rallier tous les cœurs à la République ²⁾. »

Après cet exorde qui permet déjà de deviner les conclusions du rapporteur, Bontoux esquisse le tableau de l'activité de Saint-Just et de Lebas dans le Bas-Rhin, de ces hommes « à jamais couverts d'opprobre et d'infamie », dont le premier surtout

« avait surpassé en férocité les plus cruels fléaux du genre humain C'est encore un crime pour ces hommes... de tourner les yeux vers le ciel alors que leur rage... désolait la terre. C'est trop peu d'une caste pour leur soif insatiable de sang; il semble qu'ils aient renouvelé l'exécrable vœu de Caligula, qu'ils souhaitent que le peuple français ne forme plus qu'une seule tête. Le deuil n'habite pas seulement sous les lambris dorés; le pauvre n'est pas plus défendu par sa misère, par l'utilité de ses travaux que par son innocence; le cultivateur poursuivi dans sa chaumière, comme le riche dans son palais, obéissent à l'instinct le plus puissant, à celui qui nous commande d'échapper à la mort... Ici des flibustiers, le bonnet rouge à la tête, l'effigie de Marat sur la poitrine, organisent la terreur et la mort dans leurs foyers; ils ne voient au delà du fleuve que la patrie du Germain, l'ennemi commun qui les menace encore; cependant ils cèdent au danger le plus pressant, ils abandonnent, en gémissant, leurs pénates ensanglantés et vont chercher sous les remparts ennemis une protection que le pays natal leur refuse ³⁾. »

Puis c'est le « fameux Schneider » qu'évoque Bontoux, « nom célèbre dans les fastes du crime ; avec lui marche un tribunal révo-

¹⁾ *Moniteur* (réimpression), XXVIII, p. 725.

²⁾ *Rapport fait par Bontoux, député des Hautes-Alpes, sur les fugitifs des départements des Haut- et Bas-Rhin*. Séance du 18 prairial, an V. Paris, Imprimerie nationale, prairial, an V, p. 1-2.

³⁾ Bontoux, *Rapport*, p. 3.

lutionnaire qui soulage en quelque sorte la paresse des cannibales et ne leur laisse qu'à jouir du spectacle des supplices ». Après lui arrivent « deux nouveaux disciples du grand art de la terreur », Lacoste et Baudot, qui « ne tardent pas à égaler leurs maîtres » ; ils

« ordonnent, par un arrêté, la fusillade de tout paysan qui se trouverait aux avant-postes ; ce dernier acte met le comble à l'effroi. Des communes entières furent abandonnées et plus de trente mille hommes passèrent à l'ennemi¹⁾ ».

Quand la Convention, « délivrée de ses oppresseurs », rendit les lois du 22 nivôse et du 4^e jour complémentaire, beaucoup de fugitifs ignorèrent ces lois ou ne purent en profiter.

« On se précipite sur les bords du fleuve ; mais il faut de l'or pour le franchir ; et le pauvre, qui n'en a point à donner, n'a-t-il pas aussi une patrie ? Ne désire-t-il point de revoir sa cabane, sa cabane où il goûte le sommeil de la paix, ses enfants qui réclament ses soins et à qui, en la perdant, il ne reste plus rien dans l'univers ? Mais l'impitoyable nautonnier le repousse de sa barque. Semblables à ces ombres privées des honneurs de la sépulture et qui, selon la fable, erraient sur les bords de l'Achéron, on voyait ces malheureux tendre leurs mains suppliantes, invoquer la pitié pour s'ouvrir un passage, permis seulement sur quelques points et souvent interrompu par les armées ; l'insatiable nocher, en ce moment arbitre de leur sort, ne rougissait point d'exiger pour un trajet de quelques toises une somme plus que suffisante pour aborder les rivages les plus lointains. Mais les prières du malheureux sont vaines et déjà le délai prescrit est écoulé. Une foule de malheureux appellent leurs compatriotes, expriment de la voix et du geste les convulsions du désespoir ; ils sont arrivés une heure, quelques instants trop tard, et dans ce court intervalle un mur d'airain s'est élevé entre eux et leur patrie²⁾ ».

Plus tard, quand « nos armées victorieuses faisaient fuir devant elles l'aigle des Césars », ces « fugitifs involontaires » sont rentrés par troupes, ne laissant échapper aucune occasion de pénétrer sur la terre natale.

« En vain l'administration départementale rappela-t-elle aux municipalités, aux commissaires du pouvoir exécutif, que la loi réputait émigré tout individu rentré après le terme prescrit et qu'ils devaient être, comme tels, traduits devant les tribunaux ; l'humanité l'emporta sur le sévère devoir et, à force d'être cruelle, la loi resta sans effet. Et d'ailleurs, comment jeter dans les fers tant d'hommes dont tout le crime était de n'avoir pu acheter

¹⁾ Bontoux, *Rapport*, p. 4.

²⁾ Bontoux, *Rapport*, p. 5.

leur retour. . . . Il eût fallu, pour les punir d'un semblable délit que l'ombre de Saint-Just fût revenue de sa tombe déshonorée, dicter de nouveaux arrêtés d'atrocité¹⁾ ».

Le rapport se terminait par un appel chaleureux à la pitié des législateurs :

« Sans pain, errants, ces malheureux, la plupart pères de famille, annoncent qu'ils sont disposés à souffrir toutes les horreurs de la misère, à mourir même, mais à mourir dans le lieu qui les vit naître, mais à mourir sur la tombe de leurs aïeux, plutôt que de céder à la violence qui voudrait les contraindre à chercher de nouveau un asyle chez l'étranger.

« Repoussera-t-on par la force ces victimes de la tyrannie et du malheur ? Les traînera-t-on à la mort ? Dieu ! cette idée seule fait frémir ; votre cœur se soulève d'effroi ; pardonnez-moi de l'avoir énoncée. Non, ils ne périront pas ; vous les rendrez à leurs champs maintenant frappés de stérilité ; vous rendrez des pères à une foule d'enfants qui n'ont plus de ressources que dans la compassion de leurs concitoyens ; vous vous montrerez aussi justes envers ces malheureux que le régime atroce qui a usurpé le beau nom de République, s'est montré cruel à leur égard ; vous ne serez inexorables qu'envers ceux qui ont fui leur patrie pour l'ensanglanter ; vous recueillerez les bénédictions du pauvre et vous ferez chérir cette autorité tutélaire des lois qui doit attacher à la République et à la Constitution le cœur de tous les Français²⁾ ».

Bontoux avait joint à son rapport un *projet de résolution* qui comprenait sept articles :

« Le Conseil des Cinq Cents, considérant qu'un grand nombre des habitants du Haut- et Bas-Rhin qui, en 1793 avaient été forcés d'abandonner leurs foyers par l'invasion de l'ennemi ou l'effet de la terreur, ont été dans l'impossibilité de rentrer en France dans les délais fixés par les lois du 22 nivôse et quatrième jour complémentaire de l'an III, déclare qu'il y a urgence et, après avoir déclaré l'urgence, prend la résolution suivante :

« Article I^{er}. — Les délais accordés par la loi du 22 nivôse, an III, relative aux habitants du Haut- et Bas-Rhin pour leur rentrée en France sont prorogés jusques au premier nivôse prochain.

« Article II. — Sont compris dans la dénomination d'ouvriers, travaillant habituellement aux ateliers, aux fabriques, aux manufactures et vivant de leur travail journalier, les chefs d'atelier, fabrique, manufacture, imprimerie, les marchands et autres, exerçant une industrie quelconque et vivant de son produit.

« Article III. — Les citoyens rentrant en France seront tenus, aux termes de l'article 4 de la loi du 22 nivôse, de produire devant l'adminis-

1) Bontoux, *Rapport*, p. 5-6.

2) Bontoux, *Rapport*, p. 6.

tration municipale du canton de leur dernière résidence une attestation de huit témoins, certifiée par l'agent de leur commune, constatant la profession ou le genre d'industrie qu'ils exerçaient avant leur sortie de France.

« Article IV. — L'attestation exigée par l'article précédent sera de suite transmise à l'administration centrale qui, après l'avoir visée, fera exécuter définitivement à l'égard du citoyen qui l'aura produite, les dispositions des articles 7 et 8 de la loi du 22 nivôse.

« Article V. — Les citoyens, compris dans la présente, qui sont décédés ou qui viendraient à décéder en pays étranger, avant d'avoir pu profiter de sa faveur, seront censés avoir satisfait à ses dispositions; en conséquence leurs héritiers ou ayant cause jouiront des mêmes droits dont leurs auteurs auraient joui, en justifiant de leur décès et de l'attestation mentionnée en l'article 3.

« Article VI. — Les dispositions de la loi du 22 nivôse continueront d'être exécutées en tout ce qui n'est pas contraire à la présente; toute loi qui y serait contraire demeure abrogée.

« Article VII. — La présente résolution sera imprimée et portée au Conseil des Anciens par un messenger d'Etat ». ¹⁾

Il ne pouvait y avoir de discussion immédiate après le dépôt du rapport. Nous voyons seulement, par l'analyse sommaire que le *Moniteur* donne de cette séance du 18 prairial, qu'un membre du Conseil, dont on ne dit pas le nom, prit la parole pour montrer « combien il est instant de venir au secours des malheureux fugitifs que les commissaires du Directoire font entraîner dans les prisons ». Il y a vu, dit-il, en sa qualité de président du tribunal criminel, entasser des femmes, des vieillards, des enfants à la mamelle, et en attendant les arrêtés de radiation, on procède à la vente des biens dont ces infortunés sont dépouillés. Il termine en demandant que la discussion s'ouvre vingt-quatre heures après la distribution du projet, motion qui est adoptée par l'assemblée ²⁾.

Malgré ce vote, il se passe plus de trois semaines avant qu'on n'en arrive au projet de résolution déposé par Bontoux. Un heureux hasard a réuni dans la bibliothèque d'un célèbre avocat de Colmar, feu Ignace Chauffour, ancien représentant du peuple à l'Assemblée nationale de 1848, la plupart des plaquettes (*Opinions* et *Discours*)

¹⁾ Bontoux, *Rapport*, p. 7-8.

²⁾ *Moniteur*, XXVIII, p. 725. Malgré l'indication fournie par ce journal, je n'ai pu identifier le personnage, aucun des députés du Bas-Rhin aux Cinq Cents n'ayant été, pour autant que je sache, *président du tribunal criminel* de ce département. Mais il est probable que c'est du député Ignace Metz qu'il s'agit; celui-ci, au moment de son élection en prairial, an V, était juge à ce même tribunal.

tirées à part au cours de ce grand tournoi oratoire qui occupa pendant près de deux mois les Conseils des Cinq Cents et des Anciens ¹⁾. Mais la collection n'est malheureusement pas tout à fait complète, et l'on peut constater, en suivant le *Moniteur*, que certains orateurs (surtout contraires au projet) n'y figurent point. Néanmoins les tendances divergentes qui se manifestent dans les deux assemblées y sont suffisamment représentées pour qu'on puisse se faire une idée nette et précise de la lutte qui s'accroissait alors, chaque jour davantage, entre les *exclusifs* et les modérés.

Ce fut dans la séance du 15 messidor (3 juillet 1797) que s'ouvrit la discussion sur le projet Bontoux. Ce jour-là, quatre députés au moins prirent la parole, Villers, Beyts, Metz et Siméon, le premier pour le combattre, les trois autres pour l'appuyer. L'ex-conventionnel François-Toussaint Villers ²⁾ protesta surtout contre les « nouvelles exceptions » introduites dans le texte de Bontoux, en faveur des chefs d'ateliers et de fabriques, qui fourniraient un moyen de rentrée à tous les émigrés du département. Il se plaint de ce que, tout en protestant du plus parfait attachement pour la Constitution, on employait tous les moyens pour lui faire échec et, au milieu de « violents murmures », il demande la question préalable sur la motion ³⁾. Du discours de François-Joseph Beyts, récemment élu comme député du département de la Lys (Belgique annexée) ⁴⁾, nous ne savons également que les quelques mots qui sont au *Moniteur* ; tout en trouvant équitables les lois contre les véritables émigrés, il s'apitoie sur le spectacle de la Terreur dans le Haut- et le Bas-Rhin, déplore le sort des trente mille individus qui sont allés chercher un refuge dans la Forêt-Noire et conclut à l'adoption du projet ⁵⁾.

Nous avons par contre le texte complet des harangues des deux autres orateurs qui furent entendus le 15 messidor. Le premier d'entre

¹⁾ M. Ignace Chauffour a légué sa belle collection d'alsatiques à la Bibliothèque de Colmar. Ce recueil factice y figure sous le n° 645. Je tiens à remercier encore ici feu mon ami et excellent ancien collègue, M. André Waltz, conservateur de la Bibliothèque municipale de Colmar, pour le prêt prolongé du volume.

²⁾ F. T. Villers (1749-1807), curé, administrateur, conventionnel régicide, directeur des douanes à Nantes où il est mort. Il était député de la Loire-Inférieure.

³⁾ *Moniteur*, XXVIII, p. 739.

⁴⁾ François-Joseph Beyts (1763-1832) député, préfet, premier président de la Cour impériale de Bruxelles, sénateur belge.

⁵⁾ *Moniteur*, XXVIII, 739.

eux est cet Ignace Metz, déjà mentionné plus haut dans une note, l'un des chefs du parti catholique et réactionnaire à Strasbourg et envoyé comme tel, avec le nouveau tiers, au Conseil des Cinq Cents par les électeurs du Bas-Rhin¹⁾. Il débute par une violente sortie contre les véritables émigrés « qui ont lâchement abandonné leur patrie pour tenter de lui donner de nouveaux fers, rangés sous les drapeaux ennemis ». La nation n'en veut pas ; « respect, respect religieux à cette solennelle manifestation de la volonté souveraine, malheur à qui oserait y porter une main sacrilège ! »²⁾. Mais à cet exorde obligatoire succède d'abord le tableau « des hommes laborieux qui avaient trouvé leur bonheur à la suite de leur bienfaisante charrue ou dans la paisible solitude de leurs ateliers », puis l'esquisse lugubre des ravages causés dans le département du Bas-Rhin par

« le monstre de la Terreur. Saint-Just et Lebas, Lacoste et Baudot se disputaient dans leur sanglante mission le suprême degré de cruauté et de barbarie. Le féroce Schneider, monstrueux avorton de la nature humaine, que l'Allemagne avait vomi sur le territoire français... revêtu des fonctions d'accusateur public, placé à la tête d'une armée révolutionnaire, ramas impur d'hommes avides de sang et de brigandage, suivi de la guillotine, parcourait tout le département ; l'épouvante et la terreur la précédaient, la mort marchait sur ses pas sanglants³⁾. »

L'orateur citait ensuite quelques-uns des arrêts cruels prononcés par le tribunal révolutionnaire à la requête d'Euloge Schneider. Il parlait même du projet de noyades en masse dans le Rhin de tous les modérés de Strasbourg, « projet horrible » qui allait être mis à exécution « quand la valeur héroïque de nos braves guerriers mit enfin en déroute les phalanges autrichiennes ». On avait annoncé aux habitants des contrées que l'ennemi avait occupées que « tous ceux qui avaient hébergé des Autrichiens (eh ! qui eût pu résister à la force !) seraient mis à mort ». Alors c'est la fuite, éperdue, insensée...

« On fuit sans vêtement, le riche sans argent, abandonnant sa maison ouverte au pillage, la mère sans l'enfant malheureux auquel elle venait de

¹⁾ F.-J. Metz, né à Kogenheim en 1763, secrétaire du Magistrat de Strasbourg avant la Révolution, député aux Cinq Cents, mort à Strasbourg en 1819.

²⁾ *Opinion de Metz, député du Bas-Rhin sur les fugitifs des départements du Haut- et Bas-Rhin*. Séance du 15 messidor, an V. Paris, Imprimerie nationale, 16 p. in-8°.

³⁾ Metz, *Opinion*, p. 3.

donner la vie. Dans l'espace de quelques jours plus de 30.000 individus de tout état, de tout sexe, de tout âge se précipitent sur la rive étrangère du Rhin pour mettre une barrière entre eux et les premières fureurs du monstre¹⁾ ».

Après ce tableau tragique, le député alsacien développe devant ses auditeurs les raisons qui doivent pousser le Conseil à faire cesser un état de choses aussi lamentable. Déjà la Convention, par la loi du 22 nivôse, a fait un acte généreux ; il s'agit d'en prolonger l'effet. Ce n'est pas agir contre la Constitution — « jamais je ne me permettrai d'appuyer une mesure qui pourrait y porter atteinte ! » — que de prolonger un délai qui rendra vraiment possible leur retour en France, car jusqu'ici, errant de chaumière en chaumière, dans les montagnes de la Forêt-Noire, beaucoup de ces malheureux n'ont pu savoir ce qui se passait dans leur patrie. Ils ont fait ce qu'ils ont pu.

« Il est constant que peu avant que le passage fût fermé, un grand nombre de fugitifs se présenta sur la rive droite du Rhin. Le général autrichien les fit marcher sur Kehl pour les y faire passer le fleuve. Le représentant du peuple, alors en mission dans le département, n'a pas voulu, en raison des circonstances du moment, accorder le passage sur ce point. Ils furent renvoyés à celui d'Huningue, mais le délai expira dans cet intervalle et le passage leur fut refusé. D'autres, après s'être embarqués, se félicitant déjà de mettre pied sur le territoire de leur patrie, furent repoussés par nos propres canons ; une barque fut coulée à fond près de Germersheim ; d'autres enfin, en très grand nombre, étaient empêchés par des maladies de se rendre sur les rives du Rhin. Le tribunal criminel du Bas-Rhin en a vu les preuves incontestables dans les certificats et pièces authentiques produits par quantité d'individus traduits devant lui pour être rentrés après l'expiration du délai²⁾ ».

Même les nouveaux délais accordés par la loi du 4^e jour complémentaire étaient « insuffisants et illusoires ». En accordant le nouveau délai qu'on sollicite, « vous ne faites que remplir le vœu des lois qui les avaient établis ; ainsi la Constitution ne s'oppose pas à la prorogation que la Commission vous propose »³⁾. Ce n'est pas non plus une dérogation à la loi constitutionnelle que l'application des termes des décrets précédents aux chefs d'ateliers, de fabriques, aux marchands, etc.

¹⁾ Metz, *Opinion*, p. 6.

²⁾ Metz, *Opinion*, p. 7-8.

³⁾ Metz, *Opinion*, p. 9.

« Par le texte de l'article II, nous ne faisons encore que remplir le vœu de la loi, trop étroitement circonscrite et mal déterminée par la rédaction de la loi ». Metz s'efforce, en conséquence, de démontrer qu'en excluant les chefs des fabriques, d'ateliers, les marchands, des bienfaits de la loi du 22 nivôse, on s'écarte de son but; « au contraire, en les y comprenant, on remplit le vœu de la Convention nationale¹⁾ ».

Certains se demandent

« si la tranquillité publique est assez consolidée pour pouvoir, sans la compromettre, autoriser le retour de ces fugitifs... Leurs tentatives de se remettre dans leurs propriétés vendues n'entreprendront-elles pas le germe de divisions intestines qui, fomentées par les amis du désordre, pourraient allumer le feu dévastateur de la guerre civile?... Eh quoi, des craintes chimériques de troubles peu probables l'emporteraient sur la justice!... D'ailleurs la conduite qu'ont tenue jusqu'à présent environ quinze mille fugitifs rentrés après l'expiration des délais, est un sûr garant de la conduite qu'ils tiendront à l'avenir... Le sang a-t-il jamais coulé dans cette contrée? Les acquéreurs de domaines nationaux ont-ils jamais été inquiétés?... En vain l'accusateur public près le tribunal criminel du Bas-Rhin cherche-t-il, par les outrages indécents dont il accable ces malheureux traduits devant lui, à agiter les esprits; en vain crie-t-il à une rébellion chimérique pour exciter une rébellion réelle; en vain ce fonctionnaire public qui... devrait faire respecter la loi et la représentation nationale, a-t-il, dans une séance publique, donné l'exemple scandaleux de la provocation à la rébellion, en s'écriant dans les élans de son patriotisme exclusif *que si les législateurs se permettaient de favoriser ces émigrés il ne resterait aux patriotes que le poignard de Brutus pour exterminer ces perfides*; les fugitifs mis en liberté par un tribunal juste et humain restent calmes et paisibles et vous donnent par là un gage assuré de leur soumission aux lois. Réintégrez-les dans les droits de citoyens français; assurez aux acquéreurs de leurs biens, vendus légalement, leurs acquisitions, ainsi que la commission vous le propose et vous tarirez les sources de toutes les divisions que l'on redoute²⁾ ».

L'orateur terminait en montrant l'inconséquence qu'il y aurait,

« après avoir, par une amnistie générale, rétabli dans le droit de cité le Vendéen rebelle, qui avait déchiré les entrailles de la patrie, d'en expulser sans pitié l'habitant soumis des bords du Rhin, qui n'a même pas cessé de la chérir sur la terre étrangère. » Non, s'écriait-il, non, citoyens représentants, touchés du sort des fugitifs du Rhin, vous laisserez jouir paisiblement des bienfaits de la Révolution ceux qui sont rentrés; vous rappellerez ceux qui n'ont pas encore osé franchir les limites ou qui, après les avoir franchies, ont été redéportés par les autorités constituées!³⁾ »

¹⁾ Metz, *Opinion*, p. 13.

²⁾ Metz, *Opinion*, p. 15.

³⁾ Metz, *Opinion*, p. 16.

L'*Opinion* de Joseph-Jérôme Siméon¹⁾, beaucoup plus brièvement formulée, exposée avec toute la netteté d'un ancien professeur de droit, ne nous arrêtera pas longtemps. Dans un langage sobre, il affirmait que le Conseil ferait

« une chose humaine, avantageuse à la République, que des exemples autorisent, que la Constitution ne défend ni directement ni même indirectement. »

Il affirmait encore

« qu'accueillir des hommes qui exercent des arts nécessaires, ce n'est point étendre la loi, c'est l'observer; ce n'est point les favoriser, c'est nous servir nous-mêmes. Nous avons besoin de leur travail autant qu'eux-mêmes ils ont besoin de notre justice. »

Et Siméon rappelait dans sa péroration

« cette colonie nombreuse que le fanatisme religieux chassa de France, il y a plus d'un siècle. Rappelons-nous le jugement que l'Europe entière a porté de ce suicide politique et ne méritons pas les reproches dont nous avons chargé le despote qui, ne pouvant commander aux consciences, transplanta dans les Etats voisins l'industrie française... Nous n'avons point ici à innover; le principe est posé; il fut une des suites bienfaisantes des jours heureux de thermidor... Honorons-nous de l'appliquer et de le consolider!²⁾ »

Le lendemain, 16 messidor, un autre son de cloche, bien différent, retentit dans l'enceinte du corps législatif. Bailleul et Guillemardet prirent successivement la parole pour combattre la résolution. Du discours de Bailleul³⁾, nous savons seulement qu'attaquant vivement le projet, il réclame la question préalable et le renvoi des pétitions des départements du Rhin au Directoire, ainsi qu'un message au même Directoire, pour lui demander si la rentrée des émigrés était bien certaine et ce que le pouvoir exécutif avait fait pour assurer l'exécution des lois. Ces paroles provoquèrent, paraît-il, une discussion véhémement entre les partis; tandis que Villers demande l'impression du discours de Bailleul, Dumolard s'y oppose avec énergie, et finale-

¹⁾ Joseph-Jérôme Siméon (1749-1842), professeur à Aix, député, membre du tribunal, comte de l'Empire, pair de France, etc.

²⁾ *Opinion de Siméon sur la résolution relative aux fugitifs du Haut- et Bas-Rhin*. Paris, Imprimerie nationale, messidor, an V, 10 p. in-8°.

³⁾ Jacques-Charles Bailleul (1762-1843), avocat, député à la Convention et au Conseil des Cinq Cents, tribun, fonctionnaire de l'Empire, etc.

ment le Conseil passe à l'ordre du jour ¹⁾. L'*Opinion* de Guillemardet nous est donnée tout entière et nous semble bien résumer les objections des anciens conventionnels, hostiles à toute tentative de réconciliation entre les partis ennemis ²⁾. L'orateur commence par protester contre la demande d'urgence pour la résolution, invitant ses collègues « à mettre de la décence et de la maturité dans leurs délibérations... qui se ressentent trop du système de la législation révolutionnaire » ; il demande le renvoi à la commission ; le rapporteur....

« s'est abandonné à la sensibilité de son cœur et à tous les mouvements oratoires qu'inspire la bienfaisante humanité pour toucher les vôtres en faveur de ces fugitifs qu'il vous a présentés... comme de malheureuses victimes de la terreur. »

Guillemardet est loin de partager l'avis du rapporteur. Il s'engage à

« prouver que les hommes en faveur desquels on a touché votre sensibilité ne sont autre chose que de véritables émigrés du Haut et Bas-Rhin, et alors, pressés par les dispositions impératives de l'acte constitutionnel, il ne vous restera plus que la sévérité de votre devoir à remplir ³⁾. »

Là-dessus, il entame une discussion, assez confuse d'ailleurs, tendant à prouver que le rapporteur a commis « une erreur de fait » en affirmant que les prétendus fugitifs n'avaient pu rentrer sur le territoire de la République ; que le décret du 28 frimaire de l'an III avait amené la rentrée, en foule, non seulement des laboureurs et des ouvriers, mais d'un grand nombre d'émigrés qui ne devaient pas participer au bénéfice de cette disposition. C'est pour empêcher cette invasion que la Convention se vit forcée de lui opposer la loi du 22 nivôse.

Puis, animée comme vous, de sentiments d'humanité, elle a prévenu vos vues en accordant un nouveau délai, pour donner aux hommes timides ou négligents le temps de profiter de ses dispositions bienfaisantes ; il s'est écoulé huit mois entre le 22 nivôse et le 4^e jour complémentaire. *Vous acquerez donc la certitude que ceux-là seuls n'ont pas profité de ces délais multipliés qui n'avaient pas le droit de s'appliquer les dispositions de ces lois.*

¹⁾ *Moniteur*, XXVIII, p. 739.

²⁾ *Opinion de Guillemardet sur les prétendus fugitifs des départements du Haut- et Bas-Rhin. Séance du 16 messidor, an V. Paris, Imprimerie nationale, messidor, an V, 12 p. in-8°.*

³⁾ Guillemardet, *Opinion*, p. 6.

En outre, toute nouvelle prorogation serait inconstitutionnelle ; elle est de plus dangereuse ; certains articles de la résolution proposent des exceptions nouvelles, grâce à « l'interprétation aussi ridicule qu'extraordinaire » qu'on donne aux mots : *ouvriers travaillant de leurs mains*, grâce au vague des mots : *marchands et autres*...

« Je me résume. La prorogation du délai que vous propose la commission est sans but ; elle n'est autre chose qu'une nouvelle exception ; elle est inconstitutionnelle. La commission vous propose aussi de créer de nouvelles exceptions et cette mesure est également inconstitutionnelle. Je demande en conséquence la question préalable sur son projet de résolution ¹⁾. »

Le 17 messidor enfin, ce fut Edme Bailly, l'ancien oratorien de Juilly ²⁾, qui vint soutenir la motion de Bontoux dans un discours très modéré de ton à l'égard des adversaires du projet, « qui ont parlé des prêtres, de la police des cultes, des assassinats commis dans quelques parties de la République, objets étrangers à la discussion » ; il veut raconter seulement ses propres impressions, « lorsque, après le 9 thermidor, la Convention, devenue libre de ses tyrans, l'a envoyé dans les départements du Rhin pour rendre à la liberté, à leurs familles, à leurs concitoyens, toutes les victimes de la Terreur et faire triompher les principes de justice et d'humanité.

« J'ai vu ce malheureux pays et plus d'une fois j'ai traversé des communes entières, sans y trouver un seul habitant... ce malheureux pays auparavant si fertile, si florissant, je l'ai vu entièrement ravagé, condamné à la stérilité, faute de bras et de culture ³⁾. »

« Les maisons, les chaumières, les champs n'étaient pas cependant sans propriétaires nouveaux ; des *exclusifs* ⁴⁾, des membres des comités révolutionnaires s'en étaient emparés en se les faisant adjuger à vil prix, avant d'avoir rempli les formalités voulues par les lois, avant même que ces malheureux fugitifs fussent déclarés émigrés et portés sur la liste. Je destituai une admi-

¹⁾ Guillemardet, *Opinion*, p. 10-12.

²⁾ Edme Bailly (1760-1819), professeur au collège de Juilly, administrateur de Seine et Marne, conventionnel, membre du Conseil des Cinq Cents, préfet, baron de l'Empire, etc. Il était si « modéré » qu'il faillit être déporté comme royaliste après le 18 fructidor.

³⁾ *Opinion de Bailly, député par le département de Seine-et-Marne*, en faveur des fugitifs du Bas-Rhin. Séance du 17 messidor, an V. Paris, Imprimerie nationale, messidor, an V, 10 p. in-8°.

⁴⁾ Nous rappelons que ce terme d'*exclusifs* avait remplacé sous le Directoire celui de *jacobins*, puisque le fameux club n'existait plus.

nistration de district, celle de Wissembourg, dont les membres avaient ordonné ces ventes illicites, qui avaient tourné à leur profit ou à celui de leurs parents et amis; un seul de ces administrateurs avait eu le rare courage de s'opposer à ces ventes frauduleuses; je le plaçai à la tête de l'administration nouvelle...¹⁾»

« Ces ventes, faites contrairement à toutes les lois, furent la cause la plus active de toutes les persécutions que ces malheureux ont essuyées... La plupart, retenus par les armées ennemies ou ne connaissant point assez à temps le décret rendu, ou même repoussés par les spoliateurs de leurs biens, ne purent profiter du bénéfice de la loi. »

« J'ai dit *repoussés par les spoliateurs de leurs biens*; c'est un fait qu'on ne saurait révoquer en doute, que lorsque quelques-uns de ces fugitifs tentaient de passer le Rhin, on faisait tirer sur eux sous prétexte que c'étaient des émigrés qui voulaient rentrer, et, pour éviter la mort, ces malheureux étaient obligés une seconde fois de fuir leur terre natale²⁾. »

« J'ai dit *retenus par les armées ennemies*; on a avancé à cette tribune que c'était là une de ces suppositions heureusement imaginées pour disculper des hommes qui n'avaient pas voulu profiter de la loi. A ces déclamations je n'opposerai qu'une preuve sans réplique.

« Plus de trois cents pétitions de ces fugitifs envoyées à notre ambassadeur à Bâle, avant l'expiration du délai, annonçaient que les Autrichiens s'opposaient à leur passage et qu'ils ne pourraient rentrer au terme fixé. Le petit nombre d'entre eux qui avaient le bonheur de se sauver en trompant la vigilance de leurs gardes et qui, successivement, revenaient par Bâle et Huningen, tous s'accordaient à dire que leurs malheureux compatriotes étaient retenus, et sollicitaient pour eux une prolongation de délai. Ces pétitions appuyées du témoignage de notre ambassadeur, adressées par lui au Comité de salut public; ses demandes réitérées d'un nouveau délai; les efforts qu'il eut le courage de faire en faveur de ces... fugitifs... contribuèrent à faire décréter le délai du quatrième jour complémentaire³⁾. »

« Malheureusement ce délai fut encore illusoire pour le plus grand nombre, parce qu'il expira presque en même temps qu'il fut proclamé dans les départements du Rhin; ensuite, parce que les ennemis, voulant ravir à la France une population aussi active, aussi industrielle, s'opposèrent toujours à leur rentrée. Ce ne fut que lorsque nos armées triomphantes eurent traversé le Rhin et pénétré dans l'intérieur de l'Allemagne, que ces malheureux, rendus à leur liberté, revinrent en foule dans leur patrie. En vain des commissaires du Directoire, des membres des autorités constituées, voulurent les faire juger comme émigrés; le tribunal criminel du département

¹⁾ Bailly, *Opinion*, p. 4.

²⁾ Le fait même qu'on a tiré sur les malheureux qui essayaient de traverser le Rhin en barques, est certain; mais ce furent les postes militaires et les douaniers qui canardaient ainsi fugitifs, vrais émigrés, espions, etc. et aucun témoignage n'appuie l'hypothèse de Bailly, qui inculpe les acquéreurs des biens des fuyards.

³⁾ Bailly, *Opinion*, p. 5.

du Bas-Rhin se refusa constamment à des mesures de rigueur. Il fit plus, il eut le courage de rendre à une liberté provisoire tous les malheureux que l'on entassait dans les cachots¹⁾. »

« C'est à nous, citoyens représentants, qu'est réservée la gloire de terminer ce que ce tribunal a si courageusement commencé; c'est à nous à fixer d'une manière irrévocable le sort de vingt mille Français, dont les uns sont rentrés après le délai fatal et dont les autres reviennent tous les jours, disposés à tout souffrir, et à la mort même, plutôt que de retourner sur un sol étranger²⁾. »

Nous avons tenu à consigner ici les faits en partie nouveaux, énumérés dans le discours de Bailly; quant aux arguments juridiques invoqués par lui en faveur de l'urgence et de la résolution présentée par Bontoux, on peut se dispenser de s'y arrêter ici. Il n'en est point qui n'aient déjà figuré dans les harangues de ses prédécesseurs qui plaidaient la même cause que lui, et comme eux il conclut à l'adoption des mesures proposées.

« Félicitons-nous, citoyens collègues, lorsque la justice et la politique, d'accord avec la Constitution et les lois, non seulement nous permettent, mais nous commandent impérieusement de conserver à la mère patrie des enfants actifs, laborieux, et dont la féconde industrie peut encore contribuer à la prospérité de la République!³⁾. »

Après lui, Quatremère et Thibaudeau se déclarent encore hostiles à toute exception nouvelle aux lois précédentes, qui pourrait profiter aux véritables émigrés. Mais, ce même jour, la clôture de la discussion est prononcée, et la majorité des Cinq Cents — je n'ai pas trouvé d'indication plus précise sur le chiffre de cette majorité ni sur le nombre des votants — décide la prorogation de six mois comme délai pour la rentrée des fugitifs vivant du travail de leurs mains, étant entendu que sont réputés vivre de ce travail tous ceux qui exercent une *profession mécanique ou mercantile*, ainsi que leurs femmes et leurs enfants⁴⁾.

¹⁾ L'orateur exagère quelque peu; le tribunal a fait de son mieux; mais des centaines de prisonniers attendaient encore, à ce moment, leur jugement.

²⁾ Bailly, *Opinion*, p. 6.

³⁾ *Moniteur* (réimpression), XXVIII, p. 740.

⁴⁾ Je crois devoir rappeler que l'article de la Constitution de l'an III, si souvent allégué dans ces discussions, est l'article 373 : « La nation déclare qu'en aucun cas elle ne souffrira le retour des Français qui, ayant abandonné leur patrie depuis le 15 juillet 1789, ne sont pas compris dans les exceptions portées aux lois rendues contre les émigrés et elle interdit au corps législatif de créer de nouvelles exceptions sur ce point. »

CHAPITRE VIII.

LA QUESTION DES FUGITIFS DEVANT LE CONSEIL DES ANCIENS.

Le lendemain de ce vote, qui envoyait au Conseil des Anciens la résolution proposée par Bontoux, les rédacteurs du rapport du bureau central de police notaient que

« la résolution du Conseil des Cinq Cents, relative aux fugitifs des départements du Rhin avait fait plaisir à beaucoup de monde; mais on a vu aussi, de temps en temps, des personnes s'en témoigner plus particulièrement satisfaites dans l'espérance qu'on ira plus loin, à mesure qu'on aura préparé les esprits. D'un sentiment bien opposé, d'autres, témoins de ces mouvements d'espoir, fulminent contre la Révolution, disant que tout est perdu si on ne se montre ¹⁾. »

C'est qu'en effet cette question délicate se posait au moment où la capitale était agitée, plus que jamais, par les bruits qui couraient sur un conflit prochain entre le Directoire et les Conseils ²⁾, où ceux-ci, dans la majorité de leurs membres, faisaient les plus grands efforts pour arracher au pouvoir exécutif des lois nouvelles garantissant la liberté de culte la plus entière, même en faveur du clergé jusqu'ici réfractaire. Anciens et Cinq Cents jouaient une grosse partie contre les

¹⁾ Rapport du 18 messidor, an V. (Ballot, *Le coup d'Etat du 18 fructidor*, Paris, 1906, in-8°, p. 49.

²⁾ Rapport de l'Etat-major, du 6-7 thermidor : « On dit que le Directoire s'attend à être mis en état d'arrestation par les Cinq Cents... On ajoute qu'ils ont des passeports tout prêts pour se réfugier en Italie près de Bonaparte, lui déclarer que le Directoire est persécuté par le royalisme et l'engager à marcher sur Paris avec sa brave armée ». (Ballot, *op. cit.*, p. 94.)

Directeurs régicides, auxquels ils avaient adjoint par un scrutin récent le royaliste Barthélémy¹⁾, et dans ce tumulte des passions politiques et religieuses qui se heurtaient avec violence, le sort définitif des fugitifs du Bas-Rhin²⁾ n'intéressait que d'une façon très secondaire les politiciens de Paris. Aussi ne doit-on pas s'étonner si le Conseil des Anciens, saisi de la résolution de l'autre moitié du corps législatif, a mis du temps à s'occuper de l'affaire. On s'impatientait évidemment quelque peu de cette lenteur à Strasbourg, et les administrateurs départementaux, ne voyant rien venir, continuaient leurs efforts pour obtenir une mesure de clémence plus générale.

Le 3 thermidor (21 juillet 1797), ils s'adressaient en ces termes à la députation du Bas-Rhin au Conseil des Cinq Cents :

« Nous sommes instruits, citoyens, que quelques personnes, qui voient avec regret le retour de tant de malheureux que la terreur avait fait fuir, font des démarches auprès du corps législatif et voudraient faire rejeter par le Conseil des Anciens une résolution qui rend l'existence politique à des milliers de citoyens, en même temps qu'elle fera reflourir l'agriculture et l'industrie dans une des plus belles contrées de la république par ces fugitifs, tandis que l'Administration centrale jouit de la tranquillité la plus parfaite qui règne dans son arrondissement, et peut dire avec assurance que l'esprit y est généralement bon et ami de l'ordre et du travail, qu'aucune oscillation réactionnaire de la part des différents partis ne s'y est fait sentir³⁾. Quant aux acquéreurs de biens qui pourraient concevoir quelque inquiétude de la rentrée des fugitifs, nous nous empresserons de leur faire connaître particulièrement que les délits qui s'y commettent sont rares et partiels et rentrent dans la classe de ceux dont tous les temps et tous les peuples offrent plus ou moins d'exemples.

« Deux voies de fait seulement lui (?)⁴⁾ étaient annoncées par des journaux allemands publiés à Strasbourg; nous avons écrit sur le champ aux administrations municipales et leurs réponses les a démenties. L'intention du corps législatif est de maintenir toutes les ventes légales; nous y con-

¹⁾ Depuis la publication des Mémoires de Barthélémy (Paris, 1914) on ne saurait nier que ce directeur était gagné à la cause de Louis XVIII.

²⁾ On aura remarqué sans doute — et on le constatera de nouveau, en lisant les titres des *Opinions* émises au Conseil des Anciens — qu'ils parlent, le plus souvent, des réfugiés du *Haut- et Bas-Rhin*; en réalité on n'a jamais parlé à la tribune des Conseils que de ceux du Bas-Rhin; plus heureux, le Haut-Rhin (sauf quelques cas isolés) n'avait pas connu pareil exode.

³⁾ On trouvera sans doute que ce tableau ne cadre pas absolument avec celui que retraçaient les administrateurs quelques mois auparavant. On verra plus loin que ce fut aussi l'avis d'un membre même de l'administration départementale.

⁴⁾ Il y a évidemment ici une transcription fautive dans le registre des délibérations.

tribuerons de tout notre pouvoir. Nous repousserons avec vigueur, du sol de la république, les vrais émigrés qui ne peuvent prétendre au bénéfice d'aucune loi d'exception et déjà, par une circulaire du 8 du courant¹⁾ nous en avons témoigné la ferme volonté, mais jamais nous ne confondrons avec ces traîtres de malheureuses victimes de la Terreur. Au nom de la justice, au nom de l'intérêt national et de celui de ce département nous vous prions, citoyens représentants, de déjouer tant de manœuvres. Les habitants du Bas-Rhin espèrent tous en votre sollicitude²⁾. »

Le lendemain, le Département adressait une lettre analogue au Conseil des Anciens où il parlait des malveillants

« qui voient à regret le retour des fugitifs du Bas-Rhin, victimes malheureuses des circonstances de la guerre et de l'exécrable régime de la Terreur. »

« Déjà on a osé répandre dans des journaux allemands rédigés par des prêtres autrichiens³⁾, que la présence de ces infortunés avait occasionné des troubles, que le sang des patriotes avait coulé et que les acquéreurs des domaines nationaux étaient inquiétés. C'est par des impostures pareilles que des hommes profondément pervers cherchent à répandre de fausses alarmes. Nous devons vous prémunir contre ces assertions mensongères; la tranquillité la plus complète règne dans notre arrondissement; des milliers de fugitifs et non des prêtres, vivent paisiblement et dans la meilleure harmonie avec leurs concitoyens. . . . Les ateliers de nos manufactures et fabriques, presque déserts, reprennent une nouvelle existence; aucun mouvement réactionnaire de la part des différents partis ne s'est encore fait sentir. L'esprit des habitants de notre département est généralement bon, religieusement soumis aux lois, ami de l'ordre et du travail. »

La fin de l'adresse reproduit absolument les dernières phrases de la lettre, citée plus haut, aux députés du Bas-Rhin⁴⁾.

Après quelques jours de réflexion, l'un des membres de l'administration départementale (peut-être un réactionnaire secret, peut-être un républicain à tendances jacobines) s'avisa d'avouer à ses collègues

« qu'il avait remarqué une contradiction manifeste entre les lettres écrites par l'administration du département, en date du 8 messidor dernier, en accompagnement d'une circulaire du même jour, concernant les émigrés rentrés, et ses lettres écrites, le 3 thermidor, à la députation du Bas-Rhin et au Conseil des Anciens, le 4 du même mois⁵⁾. »

¹⁾ Ici encore il doit y avoir erreur de date; la lettre étant du 3 thermidor, la circulaire ne peut être du 8 *courant*.

²⁾ P. V. du 3 thermidor, an V.

³⁾ L'un de ces « prêtres autrichiens » était Kaemmerer, l'ancien vicaire épiscopal de F. A. Brendel, qui rédigeait alors un journal radical de Strasbourg.

⁴⁾ P. V. du 4 thermidor, an V.

⁵⁾ P. V. du 8 thermidor, an V.

Les administrateurs

« s'étant fait représenter les lettres dont s'agit, et considérant que les lettres... adressées au ministre de la police, au Directoire exécutif... présentent un tableau trop alarmant et capable de donner au gouvernement des inquiétudes sur la rentrée des émigrés et la vraie situation politique du département »,

considérant que leur

« intention était seulement de manifester des inquiétudes sur la rentrée des véritables émigrés que la Constitution repousse à jamais du territoire de la république et non sur la classe utile des cultivateurs et artisans, qui ne lui donne aucun sujet d'alarme »,

ils arrêtent « qu'il sera écrit dans ce sens au Directoire exécutif et au ministre de la police générale »¹⁾.

Et en effet, ils adressaient le même jour au citoyen ministre une nouvelle lettre où ils lui expliquaient, « avec cette franchise et cette impassibilité qui caractérise des fonctionnaires républicains », que leur lettre du 8 messidor était

« conçue d'une façon trop vague et présentait un tableau alarmant et capable de donner au gouvernement des inquiétudes sur la vraie situation du département²⁾. »

C'est en songeant « aux véritables émigrés, aux ex-nobles, ex-prêtres et autres », qu'ils ont signalé leur rentrée

« comme dangereuse et capable de troubler la tranquillité publique qui n'a point encore reçu d'atteinte; c'est contre eux seuls que nous avons provoqué de la part du gouvernement des mesures répressives et sévères; nous disons la vérité entière³⁾. »

Ces mesures, les administrateurs du Bas-Rhin en prennent

¹ P. V. du 8 thermidor, an V.

²) P. V. du 8 thermidor, an V.

³) Signalons pourtant le fait, tout à son honneur, qu'au moment où il demandait des mesures sévères contre les « ex-prêtres » troublant l'ordre, le Département en rayait bon nombre de la liste des émigrés, Marie-Joseph Galetto, ci-devant curé à Urbeis, J.-B. Schielé, ex-bernardin, F.-J. Klein et J.-M. Klein, curé et vicaire à Ammerschwihir; F.-J. Spitz et L. Saucy, curé et vicaire à Saint-Martin; un autre Klein, ci-devant à Villé; etc, etc. (P. V. du 15 thermidor, des 6, 13, 20, 23 fructidor, an V.

eux-mêmes l'initiative, quelques jours plus tard. Tous les citoyens seront désormais munis d'une carte portant leur signature et ayant en tête ces mots : *Hospitalité*, *Sûreté* et le mot *Fraternité* pour ceux avec lesquels la République est en paix. Les aubergistes devront veiller à ce que les étrangers aient un passeport visé par un agent de la République. L'administration municipale de Strasbourg veillera spécialement à ce que ceux des habitants d'outre-Rhin qui sont habitués de fréquenter le marché de Strasbourg, soient tous munis, dans le délai d'une décade, d'une pareille carte de sûreté. Le pont de Kehl sera d'ailleurs le seul point de communication autorisé. Les communes riveraines veilleront à ce qu'il ne s'introduise sur le territoire, autre part, aucun individu venant de la rive droite, quels que soient les papiers dont il pourrait être porteur. Il serait arrêté et renvoyé sur le champ sur la rive droite. Tous les bateaux seront amarrés et cadénassés, sous la surveillance des municipalités. Tout passage d'une rive à l'autre, sauf au pont de Kehl, demeure interdit ¹⁾, sauf pour des citoyens des communes possessionnées sur la rive droite, qui ont obtenu l'autorisation expresse du Département d'y aller chercher leurs récoltes... Les agents feront arrêter et livreront au tribunal criminel tous les émigrés rentrés qui ne seraient pas compris nominativement dans les exceptions de la loi du 22 nivôse de l'an III. Les agents pourront requérir la force armée qu'ils jugeront nécessaire pour arrêter les émigrés, les vagabonds et gens sans aveu. Tous les citoyens sont tenus de porter la cocarde tricolore sous peines de droit ²⁾.

Malgré toutes ces prescriptions minutieuses, les émigrés réussissaient à franchir la frontière, et une lettre du Département à l'administration municipale de Strasbourg, du 22 fructidor (6 septembre 1797), nous montre même qu'ils affichaient audacieusement leur présence, dans l'attente, sans doute, de la contre-révolution royaliste qu'ils croyaient prochaine.

« Nous sommes informés que plusieurs émigrés, de ceux même qui ont porté les armes contre la République, se trouvent dans cette commune; ils se montrent audacieusement dans les auberges et cafés. La présence de ces ennemis de la patrie que la Constitution rejette à jamais de son sein pouvant

¹⁾ Le 12 fructidor, le général Reynier demandait la *reconstruction* de ce pont, ce que le Département appuyait vivement; il en résulte que ce pont était alors en fort mauvais état et peut-être les passagers étaient-ils obligés de franchir le fleuve sur les barques.

²⁾ P. V. du 8 fructidor, an V.

causer des désordres et donnant surtout le scandale d'une violation formelle des lois, nous vous invitons à ordonner toutes les recherches que la surveillance de la police... prescrit, à l'effet d'appréhender au corps les individus dont les tribunaux doivent faire justice¹⁾. »

On a vu plus haut que les administrateurs du Bas-Rhin avaient prié les députés du département aux Conseils se hâter par leurs démarches, la solution du problème de la rentrée des fugitifs. J'avais cru d'abord que c'était à cette occasion que l'un des représentants au Conseil des Anciens, J.-D. Férat²⁾, qui avait siégé, récemment encore, à l'Administration centrale, avait pris la parole dans la séance du 10 thermidor³⁾, pour parler, en parfaite connaissance de cause, d'une situation qu'il avait vue de près⁴⁾ et qu'il décrit comme « témoin oculaire des événements ». Mais, après mûre réflexion, je crois devoir reporter ce discours au 10 fructidor, et c'est à la séance de ce jour qu'on en trouvera l'analyse.

C'est le 7 fructidor, an V (24 avril 1797), que s'ouvrit au Conseil des Anciens la discussion sur la résolution du 19 messidor relative aux fugitifs du Haut- et Bas-Rhin. Harmand (de la Meuse) introduisit la question par un long et violent rapport sur la conduite des terroristes en Alsace et particulièrement à Strasbourg⁵⁾, rapport dont nous ne détacherons que les passages plus spécialement relatifs à notre

1) P. V. du 22 prairial, an V.

2) Jean-Denis Férat, né à Strasbourg en 1754, homme de loi, administrateur du Bas-Rhin, membre du Conseil des Anciens, du Corps législatif, conseiller de préfecture, mort à Strasbourg en 1807.

3) C'est, en effet, la date que porte l'*Opinion* imprimée de Férat. Si elle était exacte, l'orateur aurait parlé *quatre semaines avant le rapporteur et avant la discussion générale*, qui ne fut ouverte que le 8 fructidor. On pourrait admettre au besoin qu'il voulût faire du zèle et prouver qu'il avait à cœur les intérêts de ses commettants. Mais en relisant son texte où il parle du rapport d'Harmand (de la Meuse) et des décisions de la commission, on penche plutôt à croire qu'il y a simplement une *erreur typographique* sur le titre (d'autant plus qu'à la fin de la plaquette on lit; Imprimerie nationale, *fructidor*, an V). Aussi me suis-je décidé à la ranger à la date du 10 fructidor, où elle me semble mieux à sa place.

4) *Opinion de J.-D. Férat, député du Bas-Rhin, sur la résolution relative aux fugitifs des départements du Rhin*. Paris, Imprimerie nationale, *fructidor*, an V, 18 p. in-8°.

5) L'impression du rapport d'Harmand avait été votée dans la séance du 20 thermidor (7 août 1797). Voy. *Moniteur*, XXVIII, p. 674. Il figure au *Moniteur*, XXVIII, p. 780-785.

sujet. Il débutait par un éloge emphatique des « bons et sensibles habitants » des départements du Rhin, de leurs « mœurs simples et antiques », des « habitudes douces et héréditaires » du devoir, d'une loyauté caractéristique, transmise de génération en génération et aussi inaliénable que l'héritage paternel, l'amour du travail et de l'ordre, qu'ils croyaient pouvoir concilier avec la liberté politique.

« Heureuse la patrie qui ne compterait que de tels citoyens et quelle fatalité a pu en séparer ceux desquels nous vous entretenons. La position géographique et limitrophe des départements du Bas- et Haut-Rhin fut la cause première des malheurs de ce beau pays, et la similitude de son idiome avec celui d'outre-Rhin, la bonne foi hospitalière de ses habitants achevèrent leur perte. L'Allemagne vomit sur ce beau territoire tous les intrigants... qui vinrent s'y présenter comme victimes de leur attachement à nos principes... »

« Il en est deux surtout qui, par le funeste ascendant que tant de circonstances réunies leur procurèrent bientôt dans la ville de Strasbourg, ont laissé leur mémoire écrite en traits ineffaçables de sang et de mort. L'un, moine apostat et prêtre sacrilège, était sorti de l'Allemagne; l'autre, jeune homme rempli d'audace et d'ambition, sortait des montagnes de Savoie : Schneider et Monet. »

Après avoir dépeint le plan imaginé par Monet pour infuser un sang nouveau à l'Alsace, en y transplantant une colonie de patriotes et en reléguant à l'intérieur du pays, « les âmes faibles qui ne savent pas se mettre à la hauteur de la Révolution », le rapporteur passait aux arrêtés, plus sauvages encore, des représentants en mission, Guyardin et Milhaud, qui, le 18 brumaire de l'an II, sommaient le Comité de surveillance du Bas-Rhin de leur rendre compte de la levée des scellés sur « les papiers des notaires, banquiers et autres scélérats » arrêtés par lui, « afin de faire alimenter la guillotine par la chute de leurs têtes et donner par là l'exemple terrible de la vengeance nationale dont tous les conspirateurs vont être bientôt atteints ».

« De la ville, le même système de persécutions se répandit bientôt dans les campagnes; une armée révolutionnaire marchant sur les ordres de Milhaud, de Guyardin, de Ruamps, parcourait les campagnes, saisissant les chevaux, les bestiaux et les denrées que les chefs de cette armée prétendaient inutiles à l'agriculture, et les commissaires Tisserant et Nestlin... dressaient procès-verbal de ces faits... A la suite de ce procès-verbal on lit un arrêté des mêmes représentants qui approuve les opérations de l'armée révolutionnaire et qui ordonne que les malheureux habitants des campagnes, qui ont pris la fuite pour se soustraire à l'arrestation et ne rentreront pas dans la décade, seront déclarés émigrés par le tribunal révolutionnaire et leurs biens confisqués et vendus au profit de la République. »

Puis vient un long, un très long développement sur tous les méfaits d'Euloge Schneider et de ses complices ; mais l'orateur déclare, ce qui est vrai, que le sort des habitants ne changea pas après l'arrestation et le supplice de l'accusateur public près le tribunal révolutionnaire ; « la terreur ne fit qu'y changer de forme et de mains » Harmand dépeint, non sans une certaine éloquence, la situation de ces malheureux fuyards.

« Quoi! des hommes qui fuient la persécution et la mort, quoi! des hommes qui s'arrachent à leurs foyers, que la terreur poursuit, qui abandonnent tout, qui partent dénués de tout, épuisés par les ennemis du dedans et du dehors; quoi! des cultivateurs paisibles, des artisans laborieux, des chefs d'atelier, des commis de manufacture, sans secours, sans moyens et sans armes, seraient considérés comme émigrés parce qu'ils ont fui la mort! Non, législateurs, vous ne les condamnerez pas à ce supplice injuste et insupportable à leur cœur... Qu'y a-t-il de commun entre les émigrés et les fugitifs du département du Rhin? Les premiers sont allés chez l'étranger, moins pour y chercher un asile que pour le susciter contre leur patrie; les autres ont moins fui leur patrie que la mort qui les y attendait... »

En finissant, le rapporteur réfute les craintes qu'a fait naître cette proposition de clémence : le trouble apporté dans l'acquisition des biens confisqués et réclamés par les anciens propriétaires, les dissensions intestines, etc. ; il termine en demandant à ses collègues de voter les résolutions proposées par la Commission¹⁾.

La séance du 7 fructidor (24 août 1797) avait été consacrée à une autre question qui passionnait l'opinion publique à Paris et surtout en province. Muraire y avait présenté le rapport sur la résolution qui rapportait les lois pénales contre les prêtres insermentés, et il avait fait adopter le texte suivant :

« Article I^{er}. — Les lois qui prononcent la peine de déportation ou de réclusion contre les ecclésiastiques qui étaient assujettis à des serments ou à des déclarations, ou qui avaient été condamnés par des arrêtés ou des jugements comme réfractaires ou pour cause d'incivisme, et contre ceux qui avaient donné retraite à des prêtres insermentés sont et demeurent abrogées.

« Article II. — Les lois qui assimilent les prêtres déportés aux émigrés sont également rapportées.

« Article III. — Les individus atteints par les susdites lois rentrent dans tous les droits de citoyens français en remplissant les conditions prescrites par la Constitution pour jouir de la susdite qualité²⁾. »

¹⁾ *Moniteur* (réimpression), XXVIII, p. 780-785.

²⁾ *Moniteur* (réimpression), XXVIII p. 780.

C'était un grand succès pour les modérés, un triomphe pour les fidèles de l'Église catholique qui voyaient déjà leurs prêtres réintégrés partout. On attendait donc avec une impatiente curiosité la séance du lendemain où le Conseil des Anciens devait aborder la grosse question des émigrés ; car c'est bien sous cet aspect que se posait dans les deux camps la demande, infiniment plus modeste, de la rentrée en France des fugitifs du Bas-Rhin.

La discussion s'ouvrit donc le 8 fructidor et se continua dans les séances des 9, 10, 11 et 12 de ce mois. Le nombre des représentants qui prirent la parole semble avoir été assez considérable ; les deux partis opposés (qu'on pourrait nommer les jacobins et les royalistes, bien que aucun des deux n'eût consenti, pour le moment, à accepter ce nom) s'y heurtèrent avec une véhémence qui montre bien que la question des fugitifs alsaciens n'était pour eux qu'un prétexte commode pour mesurer leurs forces en vue de la lutte suprême qu'on sentait proche. Nous nommerons d'abord quelques-uns de ceux dont les discours ne nous sont connus que par les résumés laconiques du *Moniteur* ; la plupart sont hostiles à la résolution des Cinq Cents. Lacuée¹⁾ ne pense pas que la Constitution permette d'approuver les exceptions nouvelles qu'on propose, tandis qu'Imbert²⁾ soutient que la déclaration des droits serait violée si la résolution était rejetée³⁾. Becker, Ferrant-Vaillant et Detorcy parlèrent en faveur de la mesure⁴⁾, Marbot y vit un acte de contre-révolution⁵⁾. D'autres encore semblent avoir pris la parole⁶⁾ ; mais nous n'avons en fait d'opinions développées et raisonnées que celles de Baudin (des Ardennes), Richou, Creuzé-Latouche, Delacoste, Dupont (de Nemours) et Dessain, dont les discours imprimés en plaquettes se trouvent dans le recueil factice de la collection Chauffour.

Baudin (des Ardennes)⁷⁾, qui parle le 8 fructidor, après avoir flétri

1) Jean-Gérard Lacuée (1752-1841) administrateur, général, député, ministre sous l'Empire et comte de Cessac, pair de France sous Louis-Philippe.

2) Jacques-Pierre Imbert-Colomès (1729-1809) député royaliste, condamné à la déportation après le 18 fructidor.

3) *Moniteur* (réimpression) XXVIII p. 786.

4) *Moniteur*, XXVIII, p. 789-790.

5) *Moniteur*, XXVIII, p. 790.

6) Entre autres Rabaut-Pommier, frère de Rabaut-Saint-Etienne.

7) P.-Ch.-L. Baudin (1748-1799) député des Ardennes à la Législative, à la Convention, puis au Conseil des Anciens.

« les forfaits dont le Haut- et le Bas-Rhin ont été le théâtre » et tonné contre « les abominables destructeurs de l'espèce humaine », annonce qu'au risque « de paraître se déclarer le complice de la tyrannie révolutionnaire », il ne peut consentir à modifier le texte de la loi du 22 nivôse, qui est très clair.

« C'est toujours au nom de ces dix mille ouvriers et laboureurs qu'on vous parle, comme s'il était quelqu'un qui les repoussât, et toujours à l'abri de cette équivoque on vous parle des chefs et commis des manufactures qui ne sont pas, apparemment, au nombre des dix mille¹⁾. »

Il critique l'expression de *et vivant de leur travail journalier*, « car il n'est pas jusqu'aux voleurs que cette expression n'ait embrasés »²⁾.

« On n'est pas *ouvrier* pour avoir quelquefois, par amusement, tourné une tabatière; on n'est point *laboureur* pour avoir, par régime ou par goût, bêché de temps en temps une plate-bande et cultivé des tulipes³⁾. »

C'est dégrader la loi « que de laisser introduire dans sa rédaction l'ambiguïté des oracles, la subtilité de l'école ou la fausseté du jargon des courtisans »⁴⁾. L'orateur termine en se déclarant prêt « à se sacrifier pour résister aux entreprises des Gracques et pour repousser les tentatives des Tarquins.... « Je conclus en conséquence à ce que le Conseil déclare qu'il ne peut adopter »⁵⁾.

Richou⁶⁾ parla le lendemain, 9 fructidor, en faveur de la motion, avec l'autorité d'un homme que diverses missions en Alsace avaient familiarisé avec la question et montra la « sensibilité » débordante de cette époque. « Quelque éloquence, quelque zèle qu'aient déployés les orateurs, tout ce qu'ils ont dit est au-dessous de la réalité ! »⁷⁾

¹⁾ *Opinion de P. C. L. Baudin (des Ardennes) sur la résolution du 18 messidor relative aux fugitifs des Haut- et Bas-Rhin.* (Séance du 8 fructidor, an V, Paris, Imprimerie nationale 20 p. in-8^o, p. 5.

²⁾ *Opinion*, p. 7.

³⁾ *Opinion*, p. 8.

⁴⁾ *Opinion*, p. 12.

⁵⁾ *Opinion*, p. 20.

⁶⁾ Louis-Joseph Richou (1748-1839), député de l'Eure à la Convention. Envoyé en mission en Alsace après le 9 thermidor, il s'y fit apprécier par sa modération, au point que les électeurs du Haut-Rhin l'envoyèrent siéger au Conseil des Anciens.

⁷⁾ *Discours de L.-J. Richou sur la résolution du 19 messidor relative aux fugitifs du Bas-Rhin.* Séance du 9 fructidor, an V. Paris, Imprimerie nationale, fructidor, an V, 14 p. in-8^o.

« Et moi aussi, mes collègues, je viens vous demander justice pour un peuple entier gémissant sous le poids de tous les malheurs réunis, mais auquel la douleur de se voir privé du nom français, confondu avec les ennemis de la patrie, exclu de la terre de la liberté est le plus cruel des tourments ¹⁾. »

Puis Richou entreprend à son tour de démontrer « que la résolution n'est pas contraire à la Constitution, que la justice la plus rigoureuse, la bonne politique et l'humanité commandent de l'adopter » ²⁾. C'est peut-être une tâche difficile qu'il entreprend quand il s'efforce d'établir que la Convention, dans son décret du 22 nivôse, n'a pas attaché le même sens au mot d'*émigré* que dans la loi du 25 brumaire ³⁾, mais il a bien raison de rappeler qu'après l'amnistie accordée à la Vendée, on insulte « à la mémoire de cette célèbre assemblée, en lui attribuant une pensée, une volonté qui fait horreur » ⁴⁾. C'est une idée assez originale aussi que d'affirmer, comme cause principale des persécutions de Saint-Just et Lebas, les qualités militaires des gardes nationales des deux départements du Rhin, « spectacle effrayant pour le crime » et qu'ils se sont efforcés de désorganiser.

« Voilà le crime des généreux et sages Alsaciens aux yeux de leurs persécuteurs. C'est leur amour pour la Révolution, le maintien de l'ordre, l'exécution des lois qu'o a voulu punir en inondant le pays de sang ⁵⁾. »

Sans doute,

« on objecte que les hommes que la résolution propose de faire rentrer, sont de mauvais républicains, des fanatiques qui occasionneront des troubles. Des Alsaciens mauvais républicains ! Oh que vous connaissez mal ces braves gens ! Ils sont républicains francs et sincères, ils le sont dans le cœur, dès l'antiquité la plus reculée et ils ont goûté les fruits de la liberté longtemps avant que vous les connussiez même de nom, vous dont les calomnies sont une des principales causes de leurs malheurs ! ⁶⁾ »

Richou continuait par un éloge, légèrement exagéré peut-être, des qualités et vertus des habitants des départements du Rhin.

« L'Alsacien, disait-il à ses collègues, l'Alsacien dont le sang-froid et la raison dirigent toujours les actions, s'est montré le zélé partisan (de la liberté)

¹⁾ Richou, *Opinion*, p. 1.

²⁾ *Opinion*, p. 2-3.

³⁾ *Opinion*, p. 5.

⁴⁾ *Opinion*, p. 6.

⁵⁾ *Opinion*, p. 8.

⁶⁾ *Opinion*, p. 10.

malgré son clergé nombreux et puissant, et la présence de l'armée royale qui lui servait de garnison. Il n'y a pas jusqu'à la noblesse, qui, dans ce pays, a supporté ce changement avec plus de courage et de résignation qu'ailleurs. Ils aiment leurs cultes, il est vrai. Protestants et catholiques y sont attachés; mais chez eux les lois et les mœurs étaient tolérantes lorsqu'à peine nos philosophes avaient prononcé ce mot¹⁾. Législateurs, je n'exagère rien; ouvrez l'histoire, vous verrez l'Alsace couverte de villes libres; de simples bourgades ont eu ce beau privilège et une foule d'immunités qui mettaient le pays à couvert des vexations des grands et petits tyrans dont il était environné. De là la haine contre la maison d'Autriche qui a longtemps tourmenté ce peuple de son ambition; de là ses liaisons avec la Suisse, dès l'aurore de la liberté helvétique et des traités de confédération, d'association pour la conserver; de là enfin le spectacle intéressant que présente, depuis des siècles, jusqu'à nos jours, la sage et industrieuse république de Mülhausen, au milieu du département du Haut-Rhin²⁾. »

« Vous aurez bien mérité de l'humanité, disait l'orateur dans sa péroraison, en sauvant de la mort ou de la misère qui la leur causerait, cette foule de victimes composée d'hommes industriels, laborieux, de femmes et d'enfants accablés de leurs souffrances et noyés dans leurs larmes. Il ne s'agit plus, représentants, de rappeler ces infortunés du fond de l'Allemagne: mais de les y repousser ou de les conserver parmi nous. Leur amour pour le pays, le désespoir d'en être éloignés, l'espérance dans la justice nationale, libre de toute influence tyrannique, leur a fait braver les dangers effrayants d'une législation encore sanguinaire. . . . Représentants du peuple, tout ce qu'il y a de motifs sacrés parmi les hommes, vous exhorte, vous presse d'adopter la résolution. J'en forme le vœu pour votre gloire et le triomphe des principes³⁾. »

Après Richou, Creuzé-Latouche⁴⁾ occupa la tribune dans cette même séance, pour y développer une opinion tout à fait contraire⁵⁾. Ce n'est pas un appel aux sentiments et aux sympathies de l'auditoire; c'est une longue et assez prolixie déduction juridique des motifs

¹⁾ Je ne m'arrêterai pas à faire observer que cette façon de voir du bon Richou était bien optimiste et ne répondait que très imparfaitement à la réalité des faits.

²⁾ Richou, *Opinion*, p. 11.

³⁾ Richou, *Opinion*, p. 14.

⁴⁾ J.-A. Creuzé de Latouche (1749-1800), magistrat, député à la Constituante, à la Convention, au Conseil des Anciens, puis, après fructidor, aux Cinq Cents et, après brumaire, au Sénat.

⁵⁾ *Discours de J.-A. Creuzé-Latouche sur la résolution relative aux émigrés des départements du Rhin*. Séance du 9 fructidor, an V. Paris, Imprimerie nationale, fructidor, an V, 28 p. in-8°. On se demande, vu cette longueur inusitée, si le représentant en a donné lecture en son entier ou s'il n'a pas amplifié, après coup, son manuscrit.

pour lesquels, « malgré l'intention édifiante de la résolution du 18 mesidor de réparer de criantes injustices et de tendre une main secourable au malheur », il ne peut la voter, puisque « les plus généreux sentiments ont une mesure et que l'application de toutes les dispositions compatissantes ne s'étend point indistinctement jusqu'à l'infini »¹⁾. Plus loin, il s'élève contre les textes nouveaux élaborés par les Cinq Cents, et « cette singulière explication, d'après laquelle un banquier et un marchand en gros, avec cent mille livres de rente, ne sont autre chose que de simples ouvriers »²⁾. Plus loin encore, l'orateur insinue que

« parmi les fugitifs du Rhin se trouvent des guides officieux de troupes autrichiennes qui, lors d'une invasion postérieure, les conduisirent eux-mêmes dans le pays et jusque dans les maisons dont les irréprochables habitants furent perfidement égorgés. » Mais il ajoute prudemment : « Je n'en veux tirer ici aucune conséquence hasardée³⁾ ».

« La résolution est spécialement viciée... puisqu'avec les facilités qu'elle présente à la fraude ou à la simple erreur, il n'est point d'émigré de quelque genre qu'il soit, qui ne puisse s'en couvrir... La résolution, telle qu'elle est, viole ouvertement la Constitution. On sait assez qu'il est un art du discours qui peut, un moment, faire paraître du doute jusque dans l'évidence; mais les faux arguments tombent, l'évidence reste et elle frappe tous les esprits. Vous êtes le dernier terme de la puissance nationale. Il n'est point de recours contre vos décisions. Si dans de telles questions vous rejetiez une seule fois l'évidence, la Constitution n'aurait plus de garantie. Je vote contre la résolution⁴⁾ ».

Le lendemain, 10 fructidor, c'est de nouveau la voix d'un défenseur de la cause des fugitifs qui se fait entendre, celle de Jean-Denis Férat, député du Bas-Rhin⁵⁾. En sa qualité de « témoin oculaire des événements qui ont eu lieu dans le Bas-Rhin et des atrocités sans nombre qui portaient la désolation et le désespoir dans toutes les âmes », il commence par « confirmer le récit que notre collègue Harmand vous a fait des épouvantables fureurs de cet abominable prêtre autrichien, de ces cruels missionnaires et de tous leurs satellites féroces »⁶⁾.

¹⁾ Creuzé-Latouche, *Discours*, p. 2.

²⁾ Creuzé-Latouche, *Discours*, p. 9.

³⁾ Creuzé-Latouche, *Discours*, p. 21.

⁴⁾ Creuzé-Latouche, *Discours*, p. 25-26.

⁵⁾ Voyez sur lui la note 2, page 138.

⁶⁾ *Opinion de J.-D. Férat député du Bas-Rhin sur la résolution relative aux fugitifs des départements du Rhin*. Séance du 10 thermidor (*sic*) an V. Paris, Imprimerie nationale, fructidor, an V, 18 p. in-8, page 2.

Puis il passe immédiatement à la discussion, s'ingéniant à démontrer que l'interprétation donnée par le Conseil des Cinq Cents à l'article IV de la loi du 22 nivôse « est juste, qu'elle est dans l'esprit de cette loi et dans celui de la Constitution » ¹⁾. Cette interprétation était absolument nécessaire, parce que

« des administrateurs et des juges avaient pris le mot *ouvrier travaillant habituellement de ses mains aux ateliers, fabriques et manufactures* dans son acception la plus resserrée et ont prétendu qu'il était de leur devoir de rejeter, par exemple, des cordonniers, perruquiers, tailleurs, horlogers, tourneurs, maçons, tisserands, chapeliers et autres artisans qu'ils ne regardaient pas comme attachés à des ateliers ²⁾ ».

Et à l'appui de son dire, Férat donne lecture de quelques-unes des pages des cinq listes supplétives des émigrés ou plutôt des fugitifs du Bas-Rhin, prises au hasard. L'orateur insiste plus particulièrement sur ce fait

« qu'un des principaux motifs de haine contre les fugitifs du Rhin c'est la crainte qu'on a inspirée de leur retour à ceux qui ont acquis leurs propriétés ».

Mais, même

« si la condition imposée aux amnistiés, de respecter les ventes qui ont été faites légalement de leurs biens, ne suffisait pas à la tranquillité des nouveaux possesseurs, le Corps législatif ne souffrirait sûrement pas qu'ils soient jamais victimes de leur confiance en la volonté nationale ³⁾ ».

« Vous approuverez cette résolution, disait-il en terminant, parce qu'elle arrache à l'opprobre, aux horreurs de la misère, plus de dix mille de vos concitoyens, dont une vaste contrée, affreusement déserte aujourd'hui, réclame à grands cris les bras qui naguère la rendaient si fertile et si florissante. Vous l'approuverez enfin si... vous pensez à cette époque désastreuse où la justice était proscrite, où la vertu était un crime, où le brigandage et l'anarchie étaient seuls triomphants, où il ne restait plus, enfin, de salut pour les citoyens probes que la fuite. Hélas, plutôt au ciel que, dans ces temps de calamités, toutes les innocentes victimes eussent fui cette France malheureuse! Nous n'aurions pas à pleurer sur tant de forfaits inouïs, de massacres horribles, ordonnés aussi froidement qu'exécutés; l'humanité n'aurait point à rougir et nous n'aurions pas eu tant de plaies à fermer! Je vote pour l'approbation de la résolution ⁴⁾ ».

¹⁾ Férat, *Opinion*, p. 3.

²⁾ Férat, *Opinion*, p. 3.

³⁾ Férat, *Opinion*, p. 13.

⁴⁾ Férat, *Opinion*, p. 14. L'orateur a joint à son discours (p. 15-18) l'arrêté des représentants J.-B. Lacoste et Baudot, pris à Strasbourg le 6 plu-

Le citoyen Aimé Delacoste¹⁾, qui prit la parole après Férat, eut du moins le mérite d'être bref. « Au point de vue où en est la discussion, dit-il, il ne me reste qu'à vous rendre compte de l'impression qu'a faite sur moi l'opinion de ceux qui m'ont précédé »²⁾. Et cette opinion est nettement défavorable. Entre ceux

« qui nous présentent ceux qu'ils veulent rappeler, non comme des émigrés mais comme des fugitifs » et ceux qui « nous présentent cet article du pacte social comme contenant une défense non équivoque faite par la nation au corps législatif, de se permettre de créer de nouvelles exceptions », l'orateur n'hésite pas. « Nos devoirs, nos serments, l'intérêt de la république nous disent que nous ne pouvons ni ne devons nous permettre ce qui est défendu »³⁾.

D'autre part,

« Il est reconnu que des habitants des départements des Haut- et Bas-Rhin ont abandonné leur patrie depuis le 15 juillet 1789. Je suis donc forcé de leur appliquer la qualification d'*émigrés* qui les frappe en masse et qui les empêche de rentrer en aucun cas, si ces mêmes habitants *ne sont pas compris dans les exceptions portées par les lois*. Ah! si je trouvais dans une de ces lois une exception pour tous les habitants du Haut- et du Bas-Rhin qui sont sortis; si j'en trouvais au moins une pour tous ceux qui sont sortis depuis le premier mai 1793, je me féliciterais d'entrevoir pour eux l'espoir d'une décision qui pourrait émaner du corps législatif! Mais cette loi existe-t-elle? Non »⁴⁾. « Il n'est plus permis de délibérer sur de pareilles propositions... elles sont en opposition manifeste avec la Constitution. Je ne puis donc m'empêcher de donner mon assentiment aux reproches d'inconstitutionnalité qui sont faits à la résolution du 18 messidor et je suis assreint par le plus impérieux de mes devoirs de voter pour qu'elle ne soit pas approuvée »⁵⁾.

Dans la séance du 11 fructidor, le Conseil entendit Dupont (de

viôse, an II, instituant le second tribunal révolutionnaire des départements du Rhin, présidé par Delâtre, de Metz, et qui fut tout aussi prodigue de sang que celui d'Euloge Schneider.

¹⁾ Jean-Aimé de Lacoste (1740-1815), administrateur de la Charente, député à la Législative, puis au Conseil des Anciens, qu'il présidait au 18 fructidor, juge au tribunal de cassation, chevalier de l'Empire.

²⁾ *Opinion de J.-Aimé Delacoste sur la résolution du 18 messidor, etc.* Séance du 10 fructidor, an V. Paris, Imprimerie nationale, 14 pages in-8°, p. 1-2.

³⁾ *Opinion*, p. 3.

⁴⁾ *Opinion*, p. 7.

⁵⁾ *Opinion*, p. 13-14.

Nemours)¹⁾ qui fut plus succinct encore dans son argumentation²⁾. Nous ne relèverons dans son discours qu'un détail de fait qui figurait déjà dans celui de Becker, le député de la Moselle, auquel il l'emprunte.

« Notre collègue Becker, a déclaré à cette tribune qu'il avait été obligé de s'opposer à ce que (les fugitifs) profitassent du délai, pour qu'ils se présentassent sur les bords du Rhin, vis-à-vis de Landau, dans un moment où cette place avait une brèche de cent vingt toises, occasionnée par l'explosion de l'arsenal, et qu'il craignait qu'à la faveur du passage, des Autrichiens déguisés en fugitifs ne surprissent la forteresse et ne s'en emparassent. On les renvoya au pont de Kehl et là nos collègues Richaud et Bailly, dont l'humanité n'est pas douteuse, furent obligés de les repousser encore par d'autres raisons militaires. On leur fit remonter la rive droite du Rhin jusqu'à Huningue; mais quand ils y arrivèrent, le délai était expiré³⁾. »

Quant à la discussion juridique, elle paraîtra sans doute bien subtile. Selon Dupont, la loi du 22 nivôse

« dont on propose, dans l'article VI de la présente résolution, de confirmer la disposition la plus déraisonnable et la plus injuste, et la résolution explicative qu'on nous soumet, confondent deux idées absolument disparates, impossibles à faire entrer à la fois dans une législation philosophique, juste et constitutionnelle. Elles confondent le *malheur* de la fuite, et le *délit* de l'émigration; elles en décident, non point par les circonstances de fait, mais par le hasard de la naissance ou de la profession des prévenus. Elles disent à deux hommes... partis dans la même charrette, appuyés sur le bras l'un de l'autre: *Toi, tu étais noble, donc tu es émigré, et toi, tu étais roturier, donc tu n'es que fugitif!* Il n'y a pas moyen de faire ainsi violence aux faits et de briser avec une telle indécence les principes de la législation⁴⁾. » « La question est de savoir si les citoyens par rapport auxquels nous avons à prononcer sont *émigrés* ou *fugitifs*. » « Le *délai*... unanimement adopté par nous, remplira dans toute son étendue l'objet qui nous occupe, sans que personne puisse supposer que nous *fassions de nouvelles exceptions* aux lois anciennes, tandis que d'autres prétendraient que nous n'en donnons qu'une *explication*. Il ne s'agit ici ni d'*exceptions* ni d'*explications*, mais d'*application*. Les lois du 22 germinal, celle du 22 prairial et celle du 4^e jour complémentaire sont d'une extrême clarté; leur *application* ne peut être sujette à aucune erreur. Il n'y a pas un de nous qui ne soit convaincu qu'il est juste d'ajouter un

¹⁾ Pierre-Samuel Dupont (de Nemours) (1739-1817) constituant, membre du Conseil des Anciens, émigré aux États-Unis après fructidor, conseiller d'Etat sous la première Restauration, retourne en Amérique et y meurt.

²⁾ *Opinion de Du Pont (de Nemours) sur la résolution du 19 messidor, etc.* (Séance du 11 fructidor, an V). Paris, Imprimerie nationale, 8 p. in-8°.

³⁾ *Opinion*, p. 4.

⁴⁾ *Opinion*, p. 6.

délai en faveur de ceux de nos concitoyens que des circonstances militaires et les arrêtés des représentants du peuple ont empêché de profiter des délais précédents... Je m'en rapporte à la sagesse du Conseil¹⁾. »

Enfin, le jour même où la clôture de la discussion fut prononcée, le 12 fructidor, un des députés de la Marne, J.-B. Dessain²⁾, vint encore plaider la cause des fugitifs alsaciens³⁾. « Franchement et loyalement attaché à la Constitution », il est d'avis que la résolution du 18 messidor ne présente rien de contraire à la loi du 22 nivôse et que, si certaines expressions de cette loi sont modifiées, « les habitudes, les usages, l'idiome, le langage des habitants du Haut- et Bas-Rhin ont rendu ces explications nécessaires »⁴⁾.

« La résolution, dit-il, n'est relative qu'à des fugitifs; l'article 373 ne parle que d'émigrés, n'est relatif qu'à des émigrés, ne reconnaît pour émigrés que ceux qui ont abandonné leur patrie. Voilà le vrai mot, voilà la seule et unique question que nous avons à décider. Or, est-ce avoir abandonné sa patrie que d'en avoir été chassé par la terreur? Est-ce avoir abandonné sa patrie que d'avoir fui une mort certaine? Quelle différence entre des fugitifs et des émigrés!... Ceux-ci en abandonnant la patrie se sont rendus criminels et par cela seul ont mérité d'être, pour toujours, rejetés de son sein; ceux-là, en fuyant, ont diminué le nombre des crimes dont notre malheureuse patrie a été inondée. Ceux-ci ont abandonné la patrie; ceux-là en ont été abandonnés! ⁵⁾ »

« Quoi! la Constitution, dans tous ses articles ne présente que des idées de grandeur et de justice et on voudrait qu'en son nom, contre son gré, on exerçât des actes d'injustice et de cruauté! »

« Représentants du peuple, appelés pour le rendre au bonheur, pour essuyer ses pleurs, vous ratifieriez l'exil et les malheurs de dix mille Français, à qui le devoir de conserver leur vie a imposé la loi de fuir une terre qui dévorait ses habitants, de dix mille individus qu'on ose appeler criminels et qui ne sont que malheureux! Ah! si on les nomme criminels, quel nom donner à ceux dont ils ont fui le poignard et la rage? Quoi! les bourreaux sont innocents et les victimes échappées seraient condamnées! Quel bouleversement inconcevable! ⁶⁾ »

« Ah! mes collègues, soyons généreux, soyons bienfaisants; est-il un sentiment plus doux, est-il une occupation plus délicieuse que celle de faire

¹⁾ Dupont, *Opinion*, p. 8.

²⁾ Jean-Baptiste Dessain de Chevrières (1750-1825), avocat, membre du Conseil des Anciens.

³⁾ *Opinion de Dessain, député du département de la Marne sur la résolution... relative aux fugitifs... du Haut- et Bas-Rhin*, (Séance du 12 fructidor, an V. Paris, Imprimerie nationale, 6 p. in-8°.

⁴⁾ *Opinion*, p. 2.

⁵⁾ *Opinion*, p. 3.

⁶⁾ *Opinion*, p. 5.

des heureux ? Mais que dis-je ? Il n'est pas question ici d'être généreux et bienfaisant, il ne s'agit que d'être juste, il ne s'agit que d'exécuter la Constitution littéralement, ponctuellement et dans son vrai sens : ce motif seul est bien fait sans doute pour décider à adopter la résolution ¹⁾ ».

C'est après cet appel chaleureux que le Conseil des Anciens passa au vote, et la résolution proposée par les Cinq Cents fut rejetée par une majorité de 112 voix contre 90 ²⁾. Evidemment, la crainte des menées ouvertes ou cachées des royalistes avait poussé certains modérés à se joindre aux anciens jacobins pour repousser une mesure de clémence en même temps que de bonne politique. Peut-être bien que, si ses défenseurs l'avaient soumise à leurs collègues non pas six jours seulement avant le 18 fructidor, mais six semaines auparavant, elle aurait été votée, bien qu'à une faible majorité. Mais même en ce cas, il est à peu près certain que les coalisés, vainqueurs du coup d'Etat, auraient révoqué la loi nouvelle, comme ils l'ont fait pour les lois sur la liberté du culte que la majorité des deux Conseils venait d'adopter.

¹⁾ *Opinion*, p. 6.

²⁾ *Moniteur* (réimpression), XXVIII, p. 791.

CHAPITRE IX.

LES SUITES DU COUP D'ÉTAT DU 18 FRUCTIDOR.

C'était avec le concours actif du général Augereau, l'un des principaux lieutenants du général Bonaparte, alors en Italie, et sans doute avec l'acquiescement tacite de celui-ci, que la majorité du Directoire exécutif avait accompli le coup d'Etat du 18 fructidor, et les chefs de l'armée de Rhin-et-Moselle avaient, eux aussi, manifesté, dès avant cette date, leur haine contre les royalistes qui se croyaient assurés du succès. Au grand banquet militaire du 6 fructidor (26 août 1797) en l'honneur de l'anniversaire de la révolution du 10 août, le général Lefebvre avait porté un toast : « A la haine des ennemis de la République ! Feu de file sur les coquins qui souillent le sol de la liberté ! », et le général Ney avait bu : « Au maintien de la République ! Grands politiques de Clichy, daignez ne pas nous forcer à sonner la charge ! »¹⁾. Maintenant l'un des directeurs, Barthélémy, était prisonnier, l'autre, Carnot, en fuite ; le président du Conseil des Anciens, Barbé-Marbois, et le président du Conseil des Cinq Cents, Pichegru, avec de nombreux collègues étaient condamnés à la « guillotine sèche » de la Guyane, une foule de journaux étaient supprimés, les élections de nombreux départements cassées comme illégales, sans que d'ailleurs l'émotion publique fût très vive, du moins à la surface.

« Le calme est général, disait le rapport du Bureau de police central du 19 fructidor ; on espère qu'à partir de cette époque il n'y aura plus qu'un même esprit dans les deux premières autorités : l'accord entre les militaires et les citoyens s'établit de plus en plus... Rien ne menace la tranquillité publique »²⁾. »

¹⁾ *Moniteur*, XXVIII, p. 774.

²⁾ Ballot, *Le coup d'Etat de fructidor*, p. 154.

La nouvelle du coup d'Etat jacobin du 18 fructidor (4 septembre 1797) semble n'être arrivée, d'une façon officielle, qu'assez tard à Strasbourg. Du moins, c'est le 24 fructidor seulement que le Département accuse réception des proclamations du Directoire et de la circulaire ministérielle datées du 18. Il certifie en même temps qu'elles ont été « publiées au son de trompe » dans toute l'étendue de son ressort, et il termine sa missive en assurant qu'il a été

« saisi d'une indignation profonde à la vue des périls qui menaçaient la République ». « Mort aux traîtres, attachement imperturbable à la Constitution de l'an III ! » sont les cris qui se font entendre... Nous avons pris toutes les mesures propres à assurer la tranquillité publique et à comprimer les ennemis de la patrie... ¹⁾ »

La première de ces mesures fut prise par les administrateurs du Bas-Rhin, plus ou moins stoïquement, contre eux-mêmes. En vertu de la loi du 19 fructidor, les citoyens Frantz, Ostermann et Sadoul, récemment installés à l'hôtel du Département, devaient cesser immédiatement leurs fonctions, le Bas-Rhin étant l'un des quarante-neuf départements dont toutes les élections législatives, administratives et judiciaires avaient été annulées. Un autre d'entre eux, Keppler, était atteint par la loi du 3 brumaire rétablie, comme parent d'émigré ²⁾.

Cette élimination faite, le président Barbier adressait aux citoyens André Bremsinger, notaire, et Jacques Bertrand, négociant à Strasbourg, à Ch. Lentz, notaire à Wissembourg, à Gottekien, commissaire du Directoire exécutif près de l'administration cantonale de Barr, le billet suivant :

« Je vous préviens que je vous ai nommé provisoirement l'un des administrateurs du département... Dans les circonstances où il s'agit d'achever l'affermissement de la République, vous ne vous refuserez pas, j'espère, de remplir un poste pour lequel il faut plus que du zèle, mais où vous porterez toutes les qualités morales et civiques nécessaires au salut de la patrie. Je vous attends dans la journée encore, s'il est possible... Je n'ai pas besoin d'en dire davantage à votre patriotisme ³⁾. »

Mais même en ce moment de surexcitation générale, le Département n'oubliait pas de plaider en faveur des fugitifs de décembre 1793. Il écrivait, le même jour, au Directoire et au président du corps législatif :

« Le salut public vient de vous dicter une loi qui oblige les prévenus

¹⁾ P. V. du 24 fructidor. an V.

²⁾ P. V. du 25 fructidor, an V.

³⁾ P. V. du 25 fructidor, an V.

d'émigration à quitter la république dans la quinzaine et à attendre leur radiation définitive en pays étranger. Nous pensons qu'il n'a pas été dans vos intentions de comprendre dans cette loi les émigrés du Bas-Rhin, auxquels les dispositions de la loi du 22 nivôse et du 4^e jour complémentaire de l'an III ont été appliquées. Vous savez qu'à la retraite des Autrichiens, en l'an II, plus de 30.000 âmes s'enfuirent avec eux et que les deux tiers sont revenus lorsque ces lois les y autorisèrent. Depuis cette époque les corps administratifs se sont constamment appliqués à accorder des radiations provisoires au laboureur et ouvrier que ces lois concernent. *Plusieurs milliers de ces radiations se trouvent dans les bureaux du ministre de la police générale; une vingtaine seulement ont été suivies de décisions définitives.*

« Il s'agirait donc aujourd'hui d'expulser la totalité des individus rentrés, et cette expulsion ne concernerait pas seulement ceux qui sont rentrés après les délais, mais même ceux qui sont revenus sur la foi publique et sur l'assurance qu'après avoir fait les justifications prescrites par la loi, ils jouiraient paisiblement de leurs propriétés non aliénées, ceux qui, depuis trois ans, ont acquis de nouvelles propriétés ou les aliénées, des adjudicataires nationaux qui les ont rendues à leur fertilité primitive par un travail pénible et des dépenses considérables. Il s'agirait d'arracher à sa famille l'habitant qui a contracté des liens de mariage depuis son retour, de ruiner l'industrie dans quinze jours et de la transplanter subitement sur la rive droite du Rhin et d'enlever des milliers de bras, à l'approche des semailles, à l'agriculture, de frapper de stérilité la plus grande partie des terres du Bas-Rhin qui ont alimenté les magasins de l'armée.

« Il est donc de notre devoir de vous demander si la loi n'excepte pas ceux des émigrés du département du Bas-Rhin compris formellement dans les dispositions des lois du 22 nivôse et 4^e jour complémentaire, rentrés dans les délais utiles et munis d'arrêtés de radiation provisoire... La brièveté du délai pour la sortie du territoire de la république nous fait désirer une prompté décision¹⁾. »

Le lendemain, Bremsinger et Bertrand, les deux Strasbourgeois, siégeaient déjà avec Barbier et André, le président et le commissaire du Directoire restés à leur poste. En attendant la décision de Paris au sujet des fuyards, ils s'occupaient d'autres émigrés ou anciens émigrés, plus marquants, que la nouvelle loi mettait dans une situation bien fâcheuse pour eux et bien embarrassante pour les autorités civiles et militaires. L'un de ceux-ci était l'imprimeur François-Xavier Levrault, qui avait été, sous la monarchie constitutionnelle de Louis XVI, procureur de la Commune et qui devait être, sous Louis XVIII, recteur de l'Académie de Strasbourg. En fuite pendant la Terreur, puis rayé sur la liste des émigrés par le District, le 17 pluviôse III, il était depuis longtemps revenu dans sa ville natale. Ses

¹⁾ P. V. du 25 fructidor, an V.

presses y fonctionnaient au service des administrations locales qui lui devaient toujours des sommes considérables que la pénurie du trésor ne permettait pas de rembourser assez vite. L'autre « émigré » était le banquier Frédéric-Bernard de Turckheim, l'ex-maire de Strasbourg, élu en décembre 1792, destitué par les commissaires de la Convention en janvier 1793. Il avait fui en septembre de la même année, au moment où il allait être arrêté, avait gagné l'Allemagne et y était resté jusqu'après la chute de Robespierre. Rentré à Strasbourg dès la fin de 1794, il avait repris la direction de sa maison de banque et rendait, à ce moment même, les plus grands services financiers aux administrations militaires. L'un et l'autre demandaient au Département de les protéger contre une expulsion nouvelle. Celui-ci, tout en pensant « que les radiations prononcées par les Districts sont définitives, n'ose pourtant l'affirmer, ayant fait appel, la veille de l'interprétation officielle du corps législatif ; il décide d'autoriser Levrault « à rester dans la commune de Strasbourg jusqu'à ce qu'il en soit autrement décidé par le gouvernement ». Pour Turckheim, voulant « prendre à son égard des mesures qui concilient l'intérêt public avec la sévérité de la loi », il arrête de lui accorder un sursis de quinze jours ; « il sera tenu de quitter le département s'il n'obtient dans l'intervalle une décision favorable du Directoire ». Durant ce temps, il sera sous la surveillance spéciale de l'administration municipale¹⁾.

De pareils « émigrés » n'étaient évidemment pas dangereux ; mais il y en avait d'autres qui pouvaient tenter d'exciter des troubles dans la région. Aussi les administrateurs édictent-ils à leur adresse les mesures suivantes :

« I. — Un procès-verbal, signé de tous les membres des administrations certifiera que la nouvelle loi a été promulguée par elles.

II. — Elles constateront que tous les individus touchés par la loi cesseront leurs fonctions.

III. — Elles dresseront la liste des nouveaux membres qu'elles se seront adjoints et constateront, de la part des entrants, la prestation du serment de haine à la royauté et à l'anarchie, de fidélité et d'attachement à la République et à la Constitution de l'an III.

IV. — Elles se feront fournir par les agents la liste des émigrés rentrés actuellement dans leurs communes. N'y figureront pas ceux qui sont porteurs d'un arrêté de radiation.

V. — Les émigrés pourront sortir seulement par Landau, Fort-Vauban et Kehl.

¹⁾ P. V. du 26 fructidor, an V. Bernard de Turckheim n'obtint sa radiation définitive que le 5 mai 1798. (P. V. du 28 prairial, an VI).

VI. — Les administrations municipales leur délivreront des passeports numérotés, en français, pour un de ces trois points.

VII. — Chacun de ces passeports sera inscrit sur un registre paraphé par le président de l'administration municipale. Il sera adressé à l'Administration centrale quinze jours après l'expiration du délai fixé pour les émigrés.

VIII. — Sur chacun des points de sortie fixés, un commissaire-surveillant vérifiera les passeports et tiendra note sur registre des noms, prénoms, âge, profession, domicile, nombre d'enfants, etc. des individus qui se présenteront.

IX. — La loi du 7 fructidor courant, rappelant les prêtres déportés, étant révoquée par l'article 23 de celle du 19, toutes les dispositions des articles précédents relatives à la sortie des émigrés, sont surtout applicables à tout prêtre sujet à la déportation, qui se trouve actuellement dans l'étendue du département, soit qu'il soit rentré, soit qu'il n'ait jamais quitté le territoire de la république.

X. — Quant aux autres ministres de tout culte, qui ne sont sujets à la déportation ni à la réclusion, les administrations municipales feront passer un état nominatif de tous ceux qui existent dans leur ressort avec une expédition du procès-verbal de la prestation du serment auquel ils sont tous tenus par l'article 25 de la loi du 19 fructidor et qu'elles exigeront dans le délai de trois jours, après réception du présent arrêté, de tous ceux qui ne l'ont pas encore prêté. Elles veilleront à l'entière exécution de la loi du 7 vendémiaire, relative à la police des cultes.

XI. — Pour assurer la tranquillité publique et le respect dû aux propriétés, le général en chef sera invité à répartir de la force armée dans toute l'étendue du département.

XII. — La force armée envoyée sera d'abord placée dans les chefs-lieux pour être à la disposition des administrations municipales régénérées et être employée par elles ou sur réquisition des commissaires du Directoire exécutif, sur les points de leur ressort, où elle sera jugée le plus nécessaire pour empêcher les rassemblements d'émigrés.

XIII. — Indépendamment de cette mesure, les administrations municipales feront faire, jour et nuit, par la garde nationale sédentaire et la gendarmerie nationale des patrouilles. Elles se feront représenter les passeports de tous les voyageurs et conduiront tous ceux qui ne seraient pas en règle, et les militaires sans marche-route, devant l'administration municipale qui, après nouvel examen des papiers, renverra les gens sans aveu devant le tribunal de police correctionnelle et les militaires à leur corps.

XIV. — Il est particulièrement recommandé aux administrations des cantons environnant le Bienwald ¹⁾ et la forêt d'Haguenau, de prendre toutes les mesures pour que ces forêts ne deviennent pas le refuge d'individus que la loi éloigne du sol français. »

Le Département faisait appel au concours zélé des municipalités pour assurer la tranquillité, la prospérité, le salut de la République.

¹⁾ Vaste forêt au nord de Wissembourg, dans le Palatinat actuel.

Il se « reposait aussi sur leur prudence pour empêcher les agressions et les voies de fait contre les individus bannis, durant le délai que la loi leur accorde pour sortir ». Mais il insistait surtout sur l'obligation d'exécuter ponctuellement les mesures contre les émigrés et les ministres des cultes. Il « provoquera sans ménagement la punition des fonctionnaires qui refuseraient ou négligeraient de le seconder dans l'exécution de la loi » ¹⁾.

Cette délibération est adressée sur le champ au général Reynier, chef de l'Etat-major de l'armée de Rhin-et-Moselle, avec prière de donner les ordres nécessaires pour le départ immédiat de cent hommes (dont dix cavaliers) pour chacun des cantons d'Oberhausbergen, Wasselonne, Molsheim, Marmoutier, Saverne, La Petite-Pierre, Bouxwiller, Ingwiller, Hochfelden, Bischwiller, Brumath, Ohlungen, Dahn, Roeschwoog, Dillingen, Bergzabern, Harskirchen et la commune de Haguenau. Cent cinquante hommes d'infanterie et douze cavaliers seront placés dans le canton de Niederbronn ; deux cents fantassins et vingt cavaliers dans chacun des cantons de Wissembourg, Lauterbourg, Candel et Soultz. On demande aussi des sous-officiers pour commissaires-surveillants aux trois points de sortie,

« soit que vous en chargiez les commandants du poste, ou que — ce qui nous paraît préférable — vous y préposiez pour la durée de quinze jours un fourrier ou tout autre sous-officier ayant l'habitude des écritures. Nous leur ferions toucher une indemnité ²⁾ ».

Dès le 30 fructidor les administrateurs du Bas-Rhin eurent l'occasion de montrer que leur désir d'obéir aux lois contre les émigrés était sincère. Le citoyen Weinum, président de l'administration municipale de Haguenau leur était dénoncé comme ayant fait savoir à des émigrés rentrés dans cette ville qu'ils étaient recherchés par la gendarmerie, afin qu'ils pussent s'évader. Ayant

« constaté que le citoyen Weinum a fait avertir de nombreux émigrés des mesures d'arrestation prises à leur égard ; qu'il est notoirement connu

¹⁾ P. V. du 26 fructidor, an V. Dès le lendemain le Département adresse une verte semonce à la municipalité de Strasbourg par ce qu'elle a fourni une si maigre liste d'émigrés dans sa délibération du 26. « tandis qu'il est notoire qu'un grand nombre se trouve en cette commune... Ne perdez pas de vue la responsabilité qui pèse sur vous ! » (P. V. du 27 fructidor, an V.)

²⁾ P. V. du 26 fructidor, an V. Une escorte militaire devait conduire les expulsés au delà de Kehl, Landau, etc., jusqu'aux lignes françaises. (P. V. du 1^{er} jour complémentaire, an V.)

que les émigrés qui n'ont aucune loi en leur faveur, ceux même qui ont porté les armes contre la République, ont depuis plusieurs mois séjourné dans la commune sous la protection spéciale du citoyen Weinum; qu'une conduite aussi blâmable ne permet point de laisser plus longtemps en place ce fonctionnaire »,

le Département le suspendait de ses fonctions et chargeait le citoyen Tisserant de vérifier ces inculpations par une enquête approfondie ¹⁾.

Mais malgré que la loi du 19 fructidor eût singulièrement modifié la composition de l'administration supérieure depuis quelques jours, les nouveaux membres, comme les anciens, entendaient contribuer honnêtement à la paix publique. L'administration municipale du canton de Brumath ayant voulu forcer de quitter certains citoyens « formellement compris dans les dispositions de la loi du 22 nivôse » et les « accablant d'invectives », le Département lui fait savoir que cette façon d'agir est « contraire à notre délibération du 26 fructidor, qui doit recevoir une entière exécution jusqu'à ce que le gouvernement en ait décidé autrement » ²⁾.

Cette décision parvient à Strasbourg le 5 vendémiaire (26 septembre 1797) par une lettre du ministre de la police générale, datée du 1^{er} vendémiaire. Elle annonçait que le Directoire exécutif autorisait l'Administration centrale à faire mettre en arrestation, dans *leurs communes* ³⁾, tous les fugitifs rentrés dans les délais accordés par la loi du 22 nivôse et de déporter tous les autres. En réponse à cette notification ministérielle, les administrateurs déclarent qu'ils vont « renouveler les ordres les plus stricts à l'égard de ces derniers et qu'ils feront reconduire sur la rive droite du Rhin tous ceux qui ne pourraient pas justifier de leur rentrée en temps utile.

« Quant aux premiers, que nous devons mettre en arrestation, il est de notre devoir de vous observer que l'exécution de cette mesure est physiquement impossible. Où trouverions nous des maisons d'arrêt assez vastes pour contenir quinze à vingt mille individus ? A qui confier la garde de ces détenus ? Des communes entières redeviendraient désertes ; une vingtaine d'individus qui seuls n'avaient point quitté le sol français seraient les gardiens de deux ou trois cents fugitifs rentrés. Que deviendrait l'agriculture au moment de la semaille ? Comment d'ailleurs le trésor public pourrait-il pourvoir à l'entretien d'un si grand nombre de personnes, qui, par cette arrestation retom-

¹⁾ P. V. du 30 fructidor, an V.

²⁾ P. V. du 4 vendémiaire, an VI.

³⁾ On pourrait comprendre, au besoin, que cela signifîât simplement une *surveillance* locale ; mais le Département ne l'a pas interprété ainsi.

beraient à sa charge? Veuillez, citoyen ministre, soumettre ces observations à la sagesse du Directoire. Le délai de quinze jours, accordé par la loi, n'est pas encore expiré; votre réponse pourra même nous arriver avant ce terme fatal. Nous allons mettre provisoirement ces individus sous la stricte surveillance de leurs administrations respectives¹⁾. »

Le Département semble même disposé à épargner, autant que possible, aux prêtres trop vieux ou malades la fatigue d'une déportation nouvelle. Dans les premières semaines de vendémiaire, nous le voyons, sur le vu de certificats médicaux, leur permettre soit de séjourner dans leurs familles, soit de se rendre à la maison de réclusion de Strasbourg. C'est le cas de l'abbé Braun, de Rosheim, de l'ex-bénédictin Martin Eckert, de F.-A. Weissrock, ex-curé de Hochfelden, F. A. Laville, ex-curé de Dahlwiller, J. B. Schneider, ex-religieux de Benfeld, N. Wagner, à Obernai, etc.²⁾. Il se montre aussi compatissant à l'égard d'une femme qui, près d'accoucher, sollicite un délai; il déclare que, « quelque soit l'urgence et la sévérité des mesures prescrites par les lois, elles ne peuvent lui commander de méconnaître les droits de l'humanité et de la nature » et accorde à Marie Michel, de Lampertheim, un sursis « jusqu'à quarante jours après ses couches »³⁾.

Une conséquence assez naturelle des mesures décrétées le 19 fructidor, mais à laquelle on ne paraît pas avoir songé de suite à Paris, c'était que, dans certaines communes du Bas-Rhin, *tous* les citoyens, par suite de l'émigration en masse, se trouvaient compris dans les dispositions de la loi du 3 brumaire de l'an IV. Il fallut y appeler des citoyens du dehors pour y remplir les fonctions d'agents municipaux. Ces derniers, étrangers aux affaires locales, ne pouvaient guère les traiter avec compétence, et de plus, obligés d'abandonner leurs affaires domestiques, ils réclamaient à l'administration supérieure des indemnités pour leurs soins. Très embarrassé, le Département s'adressait au ministre de l'intérieur, le 11 vendémiaire, et lui demandait sur quelle base il devait établir ces indemnités, en le priant de lui fournir une prompte réponse⁴⁾.

En même temps il reprend, avec une énergie nouvelle, sous la

1) P. V. du 5 vendémiaire, an VI.

2) P. V. des 6, 8, 9, 12, 14, 16 vendémiaire, an VI. — Il n'y a pas de *Dahlwiller* dans le Bas-Rhin; peut-être s'agit-il de *Dahlenheim* ou de *Damheim*, près Landau.

3) P. V. du 10 vendémiaire, an VI.

4) P. V. du 11 vendémiaire, an VI.

présidence du citoyen Cunier, ex-pasteur réformé à Bischwiller ¹⁾, sa lutte contre « les émigrés et les prêtres réfractaires qui se trouvent en foule dans les pays conquis ». Il adresse, le 17 vendémiaire (8 octobre 1797) une lettre énergique au général en chef Moreau, qui nous intéresse surtout, parce que c'est, à mon su, la première fois que le nom du général Bonaparte se rencontre dans un document officiel en Alsace :

« Citoyen général, si les plus douces espérances se sont épanouies dans les cœurs de tous les républicains lorsque la nouvelle de l'arrivée du héros d'Arcole sur les rives du Rhin leur est parvenue, les administrateurs de ce département ont éprouvé les mêmes sentiments avec d'autant plus de pénétration que la nature de nos fonctions nous place plus près de vous et nous offrira quelquefois l'occasion de vous prouver toute l'étendue de notre dévouement. Qu'il sera flatteur pour nous de marcher dans le sentier de la Loi à côté de l'émule de Bonaparte, et d'opérer avec lui... le bonheur de ces contrées. Nous saisissons avec empressement la première occasion de vous dénoncer un abus dont ce département pourrait bientôt ressentir les plus funestes influences... »

« Des hordes nombreuses d'émigrés, expulsés du territoire français par la loi du 19 fructidor, au lieu de traîner leur honte et leurs crimes au delà du Rhin, se répandent dans les pays conquis. La présence de nos armées ne saurait se concilier avec celle de nos ennemis les plus implacables. Il est de la dernière urgence de rejeter d'un pays qui est prêt de renaître pour la liberté, cette masse corruptrice qui étoufferait les premiers élans du patriotisme. Nous devons en même temps appeler vos regards sur les bureaux des administrations militaires qui sont encombrés de réquisitionnaires. Parlez, général, et ces lâches fuyards des tentes de la Liberté se rendront au poste où la voix de la Patrie les appelle et au lieu de se couvrir de honte et d'infamie, ils iront moissonner des lauriers dans les rangs des républicains que bientôt vous conduirez à de nouvelles victoires! ²⁾ »

Mais les exhortations de l'Administration centrale ne trouvent point partout un écho docile dans les sphères administratives inférieures. Le 18 vendémiaire, elle se voit obligée de prendre un nouvel arrêté prescrivant que le président de chaque administration cantonale et le commissaire du Directoire exécutif convoqueront, de concert, une assemblée extraordinaire des agents municipaux du canton ; que ceux ci auront à déposer sur le bureau une déclaration écrite et signée que la loi du 19 fructidor a reçu dans leur commune son entière exécution ; que tous les individus obligés de quitter le terri-

¹⁾ L'ex-pasteur Grimmer, de Wissembourg, était nommé vice-président le 14 vendémiaire.

²⁾ P. V. du 17 vendémiaire, an VI.

toire sont sortis de la commune dans les délais voulus et qu'aucun n'y est rentré. Ces déclarations seront transmises à l'administration centrale d'urgence et « l'exécution de cet arrêté pèsera sur leur responsabilité » ¹⁾.

L'autorité militaire elle-même ne semble pas avoir prêté une oreille bien attentive aux exhortations de nos administrateurs, ayant sans doute des préoccupations d'un autre genre plus pressantes. Mais ceux-ci, « vu l'affluence des émigrés dans les pays conquis qui environnent Landau », crurent devoir adresser au général en chef de l'armée d'Allemagne un nouvel appel, dès le 27 vendémiaire.

« Nous vous avons déjà écrit le 17 à ce sujet, disaient-ils, et par votre lettre du même jour vous vous êtes empressé de nous tranquilliser sur cet objet. en nous donnant l'assurance que des ordres allaient être donnés pour écarter ces êtres malveillants des parties de pays occupés par l'armée française. Nous craignons, citoyen général, que vos ordres à cet égard n'aient pas reçu leur pleine exécution. Des avis certains nous ont été donnés hier qu'un grand nombre d'émigrés, de prêtres déportés, continuent à habiter les communes qui avoisinent les frontières de ce département; que, de là, pouvant chaque nuit se porter dans les communes françaises, ils menacent la sûreté des personnes et des propriétés, notamment celles des fonctionnaires fidèles à leur devoir et des acquéreurs des domaines nationaux; d'où il résulte que, dans ces parties de notre département, on est encore loin de goûter les heureux fruits de la loi du 19 fructidor. Un autre danger, qui intéresse surtout l'armée française et pourrait compromettre sa sécurité, en cas de reprise des hostilités, c'est la facilité qu'auraient ces ennemis acharnés du gouvernement, de servir d'espions aux ennemis par le moyen des relations qu'ils entretiennent avec les communes françaises. Nous connaissons, citoyen général, votre dévouement au triomphe de la cause de la Liberté, au bonheur de notre patrie commune; aussi sommes-nous assurés qu'il aura suffi de vous signaler le mal pour y obtenir un prompt et efficace remède ²⁾ ».

Trois jours plus tard, une lettre de l'administration cantonale de Bischwiller annonçait en effet aux autorités de Strasbourg que les émigrés passaient et repassaient le Rhin sans difficulté, surtout dans les environs de Drusenheim, Offendorf et Rohrwiller, menaçant même les propriétés des citoyens de ces communes. Le Département s'empressa d'en écrire, le jour même, au général en chef.

¹⁾ P. V. du 18 vendémiaire, an VI. Une longue délibération du lendemain, 19 vendémiaire, qui suspend une quinzaine de ces agents (en énumérant leurs actes d'incivisme et même de trahison) montre que le Département n'avait que trop lieu de se méfier de l'attitude de certains de ses subalternes.

²⁾ P. V. du 27 vendémiaire, an VI.

« Vous savez combien la présence de ces messieurs est dangereuse dans les départements du Rhin et avec quelle sévérité la loi demande leur expulsion. Nous vous prions, en conséquence, de prendre les mesures nécessaires pour que les postes, le long du Rhin, soient garnis de manière à rendre l'accès de la rive gauche de ce fleuve impossible à tout émigré qui aurait l'audace de repasser en France ¹⁾. »

Puis, le 10 brumaire an VI (31 octobre 1797), c'était tout à coup un changement de ton complet ; avec un élan de joie assurément sincère, les administrateurs du Bas-Rhin annonçaient à leurs concitoyens la fin prochaine de la guerre :

« Vos vœux sont enfin remplis, la paix va être donnée à l'Europe ! Des conditions honorables pour la République, avantageuses à elle et à ses alliés couronnent la guerre la plus glorieuse, soutenue au prix de sacrifices dont l'histoire d'aucun peuple de la terre n'offre encore l'exemple. Livrons-nous aux sentiments, aux grandes espérances que l'avenir ouvre devant nous... Habitants du Bas-Rhin, vous qui, plus qu'un autre département, avez supporté depuis cinq ans les maux qu'entraîne la guerre, vous allez enfin recueillir les fruits de votre long dévouement, de vos sacrifices incalculables... Ah, conservons-la bien, cette paix si précieuse, assurons-en la durée par notre soumission aux lois, par la fusion de toutes les volontés dans la passion unique de l'amour de la patrie, dans la fidélité et l'attachement inébranlable au gouvernement républicain ! ²⁾ »

Mais, dans cette même séance où il se livre à ces épanchements lyriques, le Département se voit contraint de signaler au général Augereau que, d'après des renseignements officiels qu'il vient de recevoir,

« des individus que la loi a rejetés du sein de la République, trouvent moyen d'y rentrer par la voie des communications que le service militaire entretient d'une rive à l'autre. Ces hommes dangereux, cachés sous l'habit national, qu'ils déshonorent, passent impunément les ponts du Rhin, les uns à pied, les autres en caissons ou autres équipages militaires et peuvent ainsi retourner dans les lieux où leur présence a failli devenir funeste à la liberté. » Il demandait en conséquence au général de « joindre à tous les permis militaires un signalement du militaire qui le reçoit ³⁾. »

Et, de fait, quelques jours plus tard, on trouvait quelques-uns de ces émigrés, rentrés malgré la loi, soit à Schirrhoffen, soit à Soufflenheim, où ils s'étaient placés sous la protection de l'agent du lieu. Le

¹⁾ P. V. du 1^{er} brumaire, an VI.

²⁾ P. V. du 10 brumaire, an VI.

³⁾ P. V. du 10 brumaire, an VI.

citoyen Hild, ancien commissaire du Directoire exécutif à Haguenau, parti pour les amener devant la commission militaire de Strasbourg, mais il ne put en saisir qu'un seul. D'autres fonctionnaires municipaux encore, en assez grand nombre, étaient suspendus dans les semaines qui suivent, comme « ayant une conduite incivique », comme « ennemis de la Révolution », comme « tournant en ridicule les institutions républicaines »¹⁾. Certaines administrations sont plus que décimées²⁾, ce qui semble bien prouver que l'indifférence le ou mauvais vouloir est assez général. Les commissaires Flamant et Buchholtz, chargés « de rechercher les individus de Haguenau tenus de quitter le sol de la liberté », constatent qu'une douzaine (presque toutes des femmes)

« sont affligées de maladies plus ou moins conséquentes, mais pas assez graves pour rendre leur exportation impossible; pour quinze autres, leur état ne s'est pas amélioré (*sic*), et ne permet pas le déplacement, car leur vie tient essentiellement au repos et à des soins non interrompus. »

On comprend quelles difficultés le Département devait éprouver, à faire obéir à la loi une pareille colonie d'invalides³⁾. A Obernai on voit « accourir une foule de prêtres rebelles », si bien que le Département demande au général Moulin d'y envoyer pour quatre jours 800 hommes d'infanterie et 50 cavaliers⁴⁾. Cette affluence du clergé réfractaire qui se montre partout, malgré la loi du 19 fructidor, amenait les administrateurs du Bas-Rhin à lancer une nouvelle circulaire aux municipalités sur

¹⁾ P. V. des 10, 12, 13, 14, 17 brumaire, an VI. D'autres étaient accusés de vols et de fraudes, d'autres encore pour des péchés bien véniels, par ex. d'avoir « assisté à une bénédiction nuptiale donnée par un prêtre rebelle, caché dans la commune ».

²⁾ Dans le canton de Diemeringen, sur 23, il n'en reste que 7 en place; dans celui de Hochfelden, de 45 ils sont réduits à 15; dans celui de Geispolsheim, sur 27 membres, il y en a 22 éliminés; dans celui de Bischwiller 23, sur un total de 33 membres; dans celui de Marckolsheim, 23 administrateurs ont été écartés; des vingt conservés, deux seuls sont déclarés « dignes de rester en fonctions ». Dans le canton de Saverne, 38 sont éliminés, 7 conservés, etc. etc. (P. V. des 17, 19, 22, 23, 24, 27 brumaire, an VI. Signalons en passant le fait, très rare, sinon unique, pour l'époque, du choix d'un adjoint israélite pour l'administration de Landau, le citoyen Léon Aaron Worms. (P. V. du 29 brumaire, an VI.)

³⁾ P. V. du 22 brumaire, an VI.

⁴⁾ P. V. du 24 brumaire, an VI. Ils s'y réfugiaient « des cantons voisins à mesure que l'énergie des administrations épurées les force d'en sortir ». On finit par laisser une garnison de 400 hommes à Obernai. (P. V. du 1^{er} frimaire, an VI.

« le grand nombre des prêtres rebelles qui continuent à se tenir cachés dans vos communes, travaillant sourdement à la destruction du gouvernement républicain. Leurs menées, leurs démarches nous sont connues; nous saurons découvrir le lieu de leurs retraites; fermes et inébranlables dans l'accomplissement des devoirs que le salut de la patrie nous impose, nous ne cesserons de prendre des mesures actives contre eux que lorsque nous aurons la certitude que tous sont sous la main de la loi ou qu'ils habitent une terre étrangère.

« Mais, citoyens, en faisant exécuter rigoureusement les lois contre les prêtres rebelles, nous voudrions n'avoir à provoquer que contre eux les peines qu'elles édictent. Si la religion, du nom de laquelle ils abusent, ne les détourne pas du crime de vous associer à la punition qui pèse sur leurs têtes, les principes d'humanité, qui doivent guider les fonctionnaires républicains, nous font un devoir d'écarter de vous, autant que nous le pourrons, les malheurs auxquels vous expose votre imprudence à leur donner asile. Nous devons vous rappeler que tout citoyen dans le domicile duquel un prêtre sujet à la déportation sera saisi, ou qui sera convaincu de lui avoir donné asile, sera regardé et puni comme son complice. Tel est le résultat terrible mais salulaire du 22 germinal. La peine de mort qui frappe les prêtres qui, au mépris de la loi, se tiennent cachés parmi vous, attend ceux qui les auraient recelés¹⁾. Jusques à quand, citoyens, serez-vous assez aveugles pour vous exposer à ce sort affreux? Imprudents pères de famille, vos épouses, vos enfants vous seraient-ils moins chers que des hommes qui ne craignent pas de vous faire partager un sort qu'ils ont mérité par une criminelle résistance? Oubliez-vous que votre perte réduirait vos familles naissantes au désespoir et peut-être à l'indigence? Ils savent tout cela, ces hommes coupables, qui calculent de sang-froid les risques affreux auxquels vous expose votre complaisance pour eux. . . . Ah, croyez que ce n'est pas à vous qu'ils sont attachés; s'ils s'obstinent à rester sur le territoire de la république, qui les rejette, c'est pour y fomentier la rébellion, la guerre civile qu'ils ont nourrie, en conspirant sans cesse, depuis sept ans, contre la liberté publique!²⁾ »

Malgré toute cette éloquence, peu de résultats. Dans une lettre du 4 frimaire, adressée au ministre de l'intérieur, les administrateurs se voyaient obligés d'avouer que les expéditions militaires sur Obernai et Seltz n'ont eu aucun succès, par suite des correspondances que les émigrés et les prêtres entretiennent partout. Si, à Offendorf, on a pu saisir dix émigrés, à Soufflenheim, à l'arrivée de la force armée, plu-

¹⁾ Dans le procès-verbal du 28 brumaire, an VI, il est raconté que, pour assurer la fuite des prêtres réfugiés à Obernai, en cas de perquisition, « presque toutes les maisons de la commune se communiquent par des issues pratiquées dans l'intérieur, de sorte qu'ils peuvent circuler d'une extrémité de la commune à l'autre, sans sortir ».

²⁾ P. V. du 26 brumaire, an VI.

sieurs émigrés ont pris la fuite en passant une rivière ¹⁾. Fait plus grave, deux cavaliers de la garde nationale sédentaire, conduisant un réquisitionnaire arrêté à Hatten, le 22 brumaire, ont été arrêtés eux-mêmes par quatre agriculteurs armés qui leur ont enlevé leur prisonnier.

« Cette grande forêt (de Haguenau), écrivait le Département au général en chef, est la retraite d'une foule d'émigrés qui s'y tiennent cachés et rendent les routes peu sûres. Déjà l'hiver dernier des battues ont été faites et nos prédécesseurs ont eu recours aux généraux. »

Et il demandait qu'on plaçât des troupes dans les communes limitrophes et qu'on fit circuler des patrouilles sur les grandes routes qui traversent cette forêt ²⁾.

Le 11 frimaire (1 décembre 1797), ce même corps s'adressait à ses administrés pour leur communiquer les décisions du Directoire exécutif au sujet des radiations sur les listes d'émigrés, obtenues par la fraude.

« La faiblesse et la lâche complaisance de beaucoup d'autorités constituées, disait-il dans cette circulaire, la malveillance de quelques autres et les efforts de ceux qui, appelés à défendre la Constitution ne tendaient qu'à l'échauffer (*sic*), quoiqu'ils parlassent constamment le langage constitutionnel, avaient tellement réussi à comprimer l'énergie du gouvernement que ce n'était plus que par stériles invitations qu'il pouvait manifester son désir d'arrêter les progrès du mal. Les émigrés, après avoir porté par leur intelligence, leurs créatures aux fonctions publiques, se présentaient sans crainte aux magistrats qu'ils avaient créés. Leurs tentatives même n'étaient plus couvertes des ombres du mystère; ils rentraient en foule. Quelques-uns ont même réussi à surprendre au gouvernement des radiations définitives, au moyen desquelles ils bravaient les républicains avec impudence. Déjà ils croyaient la contre-révolution arrivée, mais leur indiscretion et leur jac-

¹⁾ Cette affaire de Soufflenheim eut un assez grand retentissement, le président de l'administration départementale, Cunier, ayant été, très faussement d'ailleurs, accusé d'avoir fait avertir les émigrés de l'endroit et de leur avoir ainsi permis de fuir. Cunier protesta avec indignation et l'enquête approfondie aboutit à un vote du corps administratif déclarant son président « entièrement justifié de l'inculpation apparente dirigée contre lui, et qu'il jouit pleinement de sa confiance et de son estime ». (P. V. du 2 et 7 frimaire, an VI).

²⁾ P. V. du 4 frimaire, an VI. Le 16 frimaire, le général Augereau était invité « à donner encore plus d'étendue à cette mesure » dans les cantons « surtout infestés » de Haguenau extra-muros, Soultz, Lauterbourg, Fort-Vauban et Saverne. Prière de diriger sur le chef-lieu de chacun de ces cantons, 200 fantassins et 10 cavaliers, qui seront répartis dans les différentes communes.

tance les ont trahis et la journée du 18 fructidor éclaira leur chute, et leurs projets disparurent avec eux.

« Aujourd'hui le Directoire, dont les efforts ne sont plus comprimés par les orateurs de Londres, veut connaître quelles sont les radiations définitives, qui lui ont été surprises. Il enjoint à tous les fonctionnaires publics, il invite tous les citoyens à lui transmettre, par notre intermédiaire, les renseignements et pièces qu'ils peuvent recueillir contre les individus rayés définitivement de la liste des émigrés. Citoyens, joignez vos efforts aux nôtres pour remplir le vœu du gouvernement. Présentez-vous à notre secrétariat, où sont déposées les listes des individus rayés définitivement... Signalez-nous ceux sur lesquels vous aurez des renseignements à nous donner et nous contractons l'engagement solennel de dénoncer à l'instant à la juste sévérité du gouvernement ceux qui auraient obtenu des radiations dont ils sont indignes ¹⁾ ».

On ne voit pas, en parcourant les procès-verbaux de l'administration centrale, que cet appel ait servi à grand chose et qu'un nombre même minime de citoyens soit venu à l'hôtel du Département signaler les fraudes commises, et ceux qui en avaient profité se tinrent cois. Mais, d'autre part, le commissaire du Directoire exécutif près de l'administration du Bas-Rhin, le citoyen André, recevait des avis précis sur la facilité

« de passer et de repasser le Rhin, du côté de Rhinau, notamment au moulin, dont les propriétaires, de concert avec les brigades des gardes de douane, composées en partie d'habitants de Molsheim et d'Obernai, sont absolument vendus aux intérêts des ennemis de la République ²⁾ ».

Il paraît, disait l'instruction rédigée pour le capitaine de gendarmerie Muiron, qu'il ne se passe presque pas une nuit que le meunier ne se hasarde de faire, sur une barque, le trajet du Rhin. L'agent municipal de Drusenheim signale, lui aussi, le fait que les émigrés passent le Rhin, pendant la nuit, pour faire leurs visites dans ladite commune ; « il a tenté de l'empêcher et a découvert un bateau rempli d'eau et enfoncé dans un bras du Rhin pendant le jour et vidé pendant la nuit, pour passer et repasser le fleuve... Il en a encore trouvé deux autres chez des particuliers qui sont également soupçonnés de servir au pas-

¹⁾ P. V. du 11 frimaire, an VI,

²⁾ P. V. du 24 frimaire, an VI. - Un peu plus tard on arrêta au moulin de Rhinau deux étrangers suspects « de servir à la correspondance des prêtres déportés ainsi que des émigrés » et dont les papiers semblaient faux. (P. V. du 1^{er} nivôse, an VI).

sage des émigrés et demande à les prendre en surveillance¹⁾ ». Mais le Département ne pouvait qu'encourager platoniquement ces actes, trop rares, de bonne volonté civique. D'autres émigrés étaient signalés comme se cachant en grand nombre, le jour, dans les forêts du canton de Dahn, notamment dans les environs de la commune de ce nom, « où ils sont employés à travailler, et rentrent la nuit chez leurs parents, d'où ils menacent la sûreté des républicains ». Le Département invite le général Pachtod à envoyer cent hommes d'infanterie à Dahn jusqu'à nouvel ordre, et il charge le citoyen Seyler, commissaire du Directoire près l'administration cantonale de Wissembourg, de les placer en sentinelles la nuit, aux abords de la commune, ou de fouiller les forêts durant le jour²⁾ ; mais il lui recommande surtout « d'éviter des dépenses superflues aux communes ». A Schoenau (canton de Marckolsheim), l'agent municipal constate également que se sont les postes militaires sur le Rhin qui facilitent, moyennant de l'argent, la communication des étrangers et autres individus de la rive droite à la rive gauche. Le général Laborde est prié de prendre des mesures efficaces pour arrêter de pareils abus³⁾. Peu de jours après, l'armée quittait la rive droite du fleuve pour se replier sur la rive gauche, et il est assez probable que ces correspondances secrètes ont pu librement continuer alors ; d'ailleurs, les réquisitions énormes frappées derechef sur les populations si épuisées déjà du Bas-Rhin ont détourné pour un temps l'attention des administrateurs de tout autre sujet⁴⁾.

¹⁾ P. V. du 26 frimaire, an VI. - Le 8 nivôse, on enquête sur le compte de Roesch, ex-agent de Rhinau, incriminé « d'entretenir une correspondance suivie avec les émigrés d'outre Rhin ». Le 27 frimaire, le capitaine Muiron déclare dans son procès-verbal que les « préposés de la douane sur la rive du Rhin sont violemment suspectés de favoriser eux-mêmes des correspondances criminelles avec les ennemis du dehors. (P. V. du 23 nivôse, an VI.)

²⁾ P. V. du 2 nivôse, an VI.

³⁾ P. V. du 24 nivôse, an VI.

⁴⁾ Les détails de ces réquisitions sont consignés au procès-verbal du 26 nivôse, an VI.

CHAPITRE X.

FLUCTUATIONS POLITIQUES. LE CLERGÉ RÉFRACTAIRE.

Il est à peine besoin de mentionner ici que, durant tous ces mois de l'hiver 1797-1798, on voit apparaître, en de nombreuses séances de l'administration centrale, des pétitionnaires des deux sexes qui, soit en personne, soit par écrit, viennent apporter leurs doléances ou leurs récriminations un peu monotones. Car c'est toujours à peu près la même histoire qu'ils débitent. Ils ont été entraînés par la panique universelle ou réquisitionnés avec leurs voitures par les troupes autrichiennes pour évacuer les vivres et le butin de celles-ci au delà des frontières, et, une fois partis, ils n'ont plus réussi à revenir chez eux, malgré leurs tentatives réitérées, avant qu'il fût trop tard.

Généralement, les administrateurs sont disposés à leur accorder une radiation, d'ailleurs toute provisoire, de la liste des émigrés ; ils exaucent certaines prières ; ils en repoussent d'autres, peut-être selon les dispositions du moment, peut-être aussi selon la composition du corps tel jour — il est assez fréquent d'en voir les membres ne pas participer tous aux séances — ; mais on a l'impression que leur bienveillance s'arrête plutôt sur les fuyards dits émigrés que sur les prêtres déportés ou sujets à déportation. Quand il s'agit d'un de ces « insoumis », il est rare qu'ils accueillent sa requête, « étant convaincus que le salut de la patrie réclame impérieusement leur expulsion ». Ils affirment cependant qu'ils ont su respecter les droits sacrés de l'humanité et qu'ils n'ont jamais laissé impunies les atteintes à l'article 10 de la Déclaration des droits de l'homme ¹⁾.

¹⁾ P. V. du 22 nivôse, anVI.

On peut relever, en effet, dans leurs procès-verbaux certains traits d'humanité, très naturels d'ailleurs. Ainsi la femme Madeleine Godé d'Ueberach, « qui était à déporter comme émigrée » a pu rester chez elle pour faire ses couches. Mais elle a été mise « provisoirement » en prison ¹⁾. On raie, provisoirement aussi, Jean-Pierre Francin, en dernier lieu canonnier au 2^e d'artillerie légère, qui a été porté par le District de Strasbourg sur la liste des émigrés, « alors que, depuis la Révolution, il a continuellement partagé les travaux, les dangers et la gloire des défenseurs de la patrie » et qu'il le prouve par des attestations nombreuses ²⁾. On lève les scellés mis sur les meubles de Pierre Untenheimer, de Weiterswiller, émigré, pour que sa femme, près d'accoucher, puisse, sous la surveillance d'un commissaire désigné par la commune, y prendre « ses vêtements et du linge qui, dans sa position, lui deviennent d'une nécessité si urgente » ³⁾. On accorde la radiation provisoire à Jean Hassenfratz, de Reichshoffen, dont la femme et les enfants n'ont pas fui, et qui est revenu lui-même, avant le terme fatal, ainsi qu'à une dizaine d'autres citoyens de la même localité ⁴⁾.

Mais le Département reste intransigeant dans son attitude vis-à-vis des prêtres réfractaires. Le 11 pluviôse (30 janvier 1796), répondant à une circulaire du ministre de la police, datée du 23 nivôse, il lui écrit :

« Vous nous demandez, citoyen ministre, le tableau des prêtres turbulents de notre département. Nous vous observons que la défection unanime de tous les ministres du culte catholique de ce département, au commencement de la Révolution, la retraite ou le changement d'état de ceux que la loi avait d'abord substitués à un petit nombre d'entre eux, et l'impossibilité de trouver des sujets pour remplacement des autres, ont laissé sans ministre du culte toutes les communes catholiques, à une vingtaine près, qui ont encore en ce moment des ministres assermentés dans les différentes dispositions des lois, et sur lesquels il ne nous est encore parvenu aucune note qui puisse les faire classer. Nous en disons autant des ministres des autres cultes qui tous sont restés constants dans le principe de soumission au gouvernement républicain, qu'ils ont manifesté dès le commencement de la Révolution.

« Ce n'est pas, citoyen ministre, que notre département ne soit des plus agités par le fanatisme religieux et les instigations sacerdotales. En vain la loi du 19 fructidor a-t-elle rendu aux lois tutélaires contre les prêtres insoumis leur première énergie; en vain multiplions-nous les mesures pour atteindre et mettre sous la main de la loi ces êtres dangereux. Ils savent trouver dans

¹⁾ P. V. du 4 pluviôse, an VI.

²⁾ P. V. du 4 pluviôse, an VI.

³⁾ P. V. du 5 pluviôse, an VI.

⁴⁾ P. V. des 12 et 15 pluviôse, an VI.

le dévouement absolu des habitants des campagnes qu'ils trompent, des moyens sûrs d'échapper à toutes les recherches. Nous avons la douloureuse certitude qu'un grand nombre de ceux que la loi du 19 fructidor devait faire partir, sont ou restés ou rentrés depuis dans les communes. Il n'est pas même possible de faire avec fruit des informations pour punir les agents qui seraient convaincus d'avoir toléré leur présence, parce que le peu de patriotes qui oseraient faire des révélations seraient exposés aux coups de la vengeance des fanatiques... Mais nous ne nous rebutons pas, nous veillerons, nous agirons sans cesse; dans ce moment encore, nous faisons faire des recherches dans plusieurs communes¹⁾. »

Ces recherches, pour le dire en passant, aboutissaient rarement; quand les commissaires désignés par le Département pour saisir le récalcitrant arrivaient, on trouvait bien ses vêtements sacerdotaux, ses registres paroissiaux, quelque livre de prières, mais presque jamais le prêtre lui-même, tant le dévouement de ses ouailles l'emportait sur l'habileté des gendarmes et des policiers. On se rabattait alors sur les émigrés rentrés par fraude ouverte ou en cachette. Dans la séance du 6 ventôse (24 février 1798), les administrateurs examinaient la conduite de l'administration cantonale de Saverne, qui avait admis à rentrer les nommés Nicolas Gast et Joseph Apffel, qui s'étaient déclarés laboureurs, et un troisième Savernois, Florent-Nicolas Arth. Un arrêté du 26 pluviôse an IV avait catégoriquement refusé à celui-ci cette qualification mensongère et l'avait déclaré émigré. Le Département décidait que c'était par « un abus évident de la loi du 22 nivôse » que Joseph Apffel, « avocat immatriculé au Conseil (souverain) d'Alsace et conseiller au ci-devant Magistrat de Saverne », et Nicolas Gast, « avocat et conseiller à la Cour des comptes du ci-devant Evêque de Strasbourg », avaient invoqué la qualité de laboureurs. « Tous deux se sont dérobés jusqu'ici à la vindicte des lois par un abus de qualités aussi effronté que dérisoire ». Mais on se contentera de les faire déporter dans les vingt-quatre heures par la gendarmerie nationale et remettre sur la liste des émigrés. Quant à Arth, beaucoup plus coupable, il sera traduit devant la Commission militaire de la 5^e division²⁾.

Un cas plus caractéristique encore paraît dans la même séance de l'administration centrale. Fiesse, son ancien secrétaire général, devenu secrétaire de Rudler, « commissaire du gouvernement dans les pays réunis sur la rive gauche du Rhin », avait promis à un juif baptisé, Dominique Zay, huissier à Lauterbourg, une place à l'un des nouveaux tribunaux créés dans ces régions. Or, les renseignements

1) P. V. du 11 pluviôse, an VI.

2) P. V. du 6 ventôse, an VI.

fournis, le 28 pluviôse, par l'administration municipale du canton de Lauterbourg, établissaient que ledit Zay était ouvrier en tabacs depuis 1789¹⁾, qu'il n'avait jamais occupé de places ni d'emploi. L'agent national de Neuwiller, le citoyen Rucker, témoignait que, lors de l'invasion autrichienne, Zay était à la tête des rassemblements ennemis qui vexaient et incarcéraient les patriotes. Même accusation de la part des habitants de Niederlauterbach, Daniel Baquet, Jean Baumann et Barbe Heintz. Il s'était présenté chez ceux qui avaient rempli des fonctions publiques, comme commissaire impérial, pour leur enlever les écharpes et autres décorations distinctives et les sceaux des administrations. Il a émigré plus tard et a été employé par les Autrichiens aux travaux de la forteresse de Philippsbourg en qualité de commissaire-payeur d'une division de 5 à 600 ouvriers. D'après le témoignage de Schwartz, agent national à Mothern, Zay jouissait d'une si grande considération chez les Autrichiens, que sa simple intercession sauva ledit Schwartz « d'une bastonnade qui lui était destinée comme fonctionnaire républicain ». Là-dessus, le Département casse sa délibération du 20 germinal an IV, qui prononçait la radiation provisoire de l'ouvrier (qui semble avoir d'ailleurs vraiment exercé quelque temps la profession d'huissier) et le dénonce à l'accusateur public pour être jugé par le tribunal criminel²⁾. Et le lendemain, comme pour montrer qu'il sait bien faire la distinction des innocents et des coupables, il accorde à d'assez nombreux fuyards de l'arrondissement de Wissembourg leur radiation provisoire de la liste des émigrés³⁾. Mais bientôt de nouvelles inquiétudes l'assaillent. Nous apprenons par le procès-verbal de sa séance du 15 ventôse

« que, depuis quelque temps, les émigrés, les fuyards de la réquisition affluent dans les cantons de Geispolsheim, Molsheim, Marckolsheim, Sélestat *extra muros*, Obernai *intra et extra muros*, Rosheim, Roeschwoog, Villé, Ha-

¹⁾ Ce Dominique Zay est très probablement identique avec le « débitant de tabac » Zay, de Lauterbourg, dont M. Marion cite (*Revue historique*, CXLII, p. 212) une pétition rédigée plus tard, conservée aux Archives nationales et dans laquelle il est dit : « Une voix lugubre et assommante (*sic*) retentissait dans toutes les contrées du district de Wissembourg, portant que les Français avaient juré... que tous ceux qui ne sauraient ou ne pourraient porter les armes, seraient massacrés, que les maisons seraient brûlées, que le pays serait rendu inhabitable ». Il fallait une audace rare pour jouer successivement le double rôle dans lequel Zay se produit ici, et pour revenir au pays natal, après avoir été au service de l'Autriche.

²⁾ P. V. du 6 ventôse, an VI.

³⁾ P. V. des 7 et 17 ventôse, an VI.

guenau *extra muros*, Truchtersheim, Marmoutier, Saverne¹⁾, Hochfelden, Lauterbourg, Niederbronn, Diemeringen; que presque dans chaque commune de ces cantons il existe des prêtres rebelles dont plusieurs sont déguisés en femmes... »

Il est urgent de mettre sous la main de la loi les émigrés, les prêtres rebelles, les réquisitionnaires fuyards. Le Département arrête donc de demander au général Sainte-Suzanne, commandant la 5^e division militaire, l'envoi de cent hommes dans chacun de ces cantons, qui, provisoirement placés au chef lieu, pourront être répartis dans les communes. Ils feront des patrouilles sur les routes et, si nécessaire, des battues dans les bois²⁾.

Le 22 ventôse (12 mars 1798), les administrateurs insistent auprès du général Sainte-Suzanne pour qu'il leur fournisse le nombre d'hommes nécessaire.

« Nous touchons au moment des assemblées primaires. Les émigrés rentrent, les prêtres rebelles s'efforcent d'exciter des mouvements pour s'emparer encore une fois de ces assemblées; tout nous annonce enfin que le grand complot de renverser la République par les élections est suivi avec une sourde activité. Dans ces circonstances critiques, citoyen général, nous... compromettrions la sûreté de la République si nous négligions de prouver à ses ennemis que nous sommes en mesure pour déjouer leurs trames sur tous les points qu'ils semblent le plus menacer³⁾. »

Ainsi, dans le canton de Lauterbourg, l'agent national de Berg, Georges Zoeller, était dénoncé à ce moment même, par plusieurs de ses concitoyens, comme « entretenant des correspondances avec ceux des émigrés qui ont été déportés du sol de la république » et comme

¹⁾ Un de ceux de Saverne, François Monnet, un parent peut-être du maire jacobin de Strasbourg, dont le père habitait Saverne, était arrêté deux jours plus tard et devait être traduit devant la Commission militaire. (P. V. du 18 ventôse, an VI.) Beaucoup plus tard, le Département, après nouvelle enquête, reconnut que ses papiers étaient en ordre, qu'il ne pouvait être considéré comme émigré et invitait le général commandant la 5^e division à le faire mettre en liberté. (P. V. du 4 floréal, an VI.)

²⁾ P. V. du 15 ventôse, an VI.

³⁾ P. V. du 22 ventôse, an VI. — On apprend par le procès-verbal du 26 que dans le canton d'Obernai *extra muros* et celui de Truchtersheim, l'administration locale a voulu renvoyer les troupes arrivées « sous prétexte qu'elles n'étaient pas nécessaires ». Le Département ordonne qu'elle lui rende compte de ces motifs.

« donnant asile dans sa maison aux émigrés passant et repassant le Rhin » ¹⁾).

Le temps des élections étant tout proche, en effet, le Département rédigea des *Instructions* minutieuses sur la tenue des assemblées primaires et s'étendit sur les mesures à prendre pour qu'elles se passassent d'une façon régulière ²⁾. Cela n'empêcha pas, naturellement, que, dès l'ouverture des scrutins, le 1^{er} germinal, des réclamations, des protestations affluèrent à Strasbourg. C'est ainsi que, dès le 2 de ce mois, vingt-quatre citoyens de l'assemblée primaire de Schnersheim dénonçaient les troubles causés par les parents d'émigrés ou de leurs fauteurs; un citoyen, Duperron, surtout, frère d'un ancien agent du conspirateur Pichegru,

« qui n'a aucun droit de voter dans cette assemblée, attendu qu'il n'a pas un an de résidence » a usurpé les fonctions de secrétaire, déjà occupées par le citoyen Schaaff; « il a osé l'écarter du bureau, en lui reprochant d'avoir exclu de la liste des citoyens ayant droit de voter, des individus qui avaient ce droit; il a osé établir, en pleine assemblée, ce principe contre-révolutionnaire que les parents d'émigrés sont appelés par la loi à exercer leurs droits; Avant que le bureau fût définitivement constitué, il s'est permis d'inscrire lui-même, et de son autorité, sur la liste, des citoyens qui ne s'y trouvaient pas. Les amis de la République ayant voulu faire entendre leurs réclamations, leur voix a été étouffée par les clameurs séditeuses du royalisme, les parents des émigrés (ont été) admis à voter, au mépris de la loi, et les bons citoyens forcés de se retirer. »

Sur ce rapport, certifié conforme par le président provisoire de l'assemblée primaire, le Département, « regardant comme son devoir de prendre des mesures pour assurer aux bons citoyens le libre exercice de leurs droits », écrivait au général Sainte-Suzanne de faire partir sur l'heure vingt-cinq cavaliers pour Schnersheim, à la disposition du président de l'assemblée, et le chef de l'administration du Bas-Rhin, le citoyen Cunier, se transportait lui-même dans cette localité « pour y informer contre les auteurs et complices des mouvements contre-révolutionnaires ». En même temps, les « bons citoyens » étaient invités

« à procéder dans le calme et la stricte exécution de la loi aux opérations importantes auxquelles la Constitution les appelle et à se mettre en garde contre les manœuvres perfides du royalisme ³⁾. »

¹⁾ P. V. du 25 ventôse, an VI. Berg a été séparé de la France en 1815.

²⁾ P. V. des 27 et 28 ventôse, an VI.

³⁾ P. V. du 2 germinal, an VI.

Dans d'autres cas à elle soumis, l'administration centrale déclare ne pouvoir se mêler des opérations des assemblées primaires, celles-ci ne pouvant être examinées et cassées que par le corps législatif ¹⁾. Puis, le 16 germinal, elle lançait une longue et redondante proclamation à ses administrés pour préparer la réunion des électeurs du second degré. Il y était question des « sentiments de confiance et de douce espérance que lui inspiraient les premiers choix du peuple, « les opérations des assemblées primaires « ayant été, à quelques exceptions près, bonnes dans tout le département ». Les choix des électeurs réunis à l'Auditoire du Temple-Neuf pour une série assez compliquée de scrutins, dans les derniers jours de germinal, furent en effet satisfaisants, du moins pour nos administrateurs, car deux d'entre eux, Cunier et André, furent envoyés au corps législatif ²⁾ et remplacés à Strasbourg par Grimmer comme président et Gottekien comme assesseur. L'ancien pasteur de Landau, l'ex-conventionnel Dentzel, était, lui aussi, réélu au Conseil des Anciens ³⁾. Renforcé par quelques nouveaux collègues, le Département reprenait, le 5 floréal, son plaidoyer auprès du ministre de la police en faveur des fuyards de 1793. Il faisait remarquer, à propos de la réorganisation des gardes nationales, que la plupart des cantons de la partie inférieure du Bas-Rhin étaient habités,

« de moitié aux trois quarts, et même plus, d'émigrés non rayés définitivement de la liste et autorisés à rester provisoirement dans leurs foyers. L'exercice de leurs droits de citoyen est suspendu par la loi du 19 fructidor. Peuvent-ils faire partie de la garde nationale et par conséquent être armés ? Les principes et une saine raison le défendent et ce serait compromettre la sûreté publique que de confier l'exécution des lois et le maintien de l'ordre

¹⁾ P. V. du 4 germinal, an VI. Il y a eu des désordres aux assemblées primaires de Boofzheim, Marckolsheim, Obernai, Drulingen, etc. Dans quelques-unes, il y avait eu *scission*, c'est-à-dire que deux groupes d'électeurs avaient voté séparément. Le corps législatif devait décider de la validité de l'une ou de l'autre élection. (P. V. du 17 germinal, an VI.) Dans certains cas, des pétitionnaires, « tous parents d'émigrés ou de réquisitionnaires fuyards », avaient, après avoir occasionné des troubles, en « voulant par force être admis à voter », osé protester contre l'envoi de la force armée, expédiée à Marckolsheim, p. ex. pour empêcher le renouvellement de scènes pareilles. Le Département arrêta « qu'il n'y avait pas lieu à délibérer ». (P. V. du 7 floréal, an VI.) Voy. encore pour l'assemblée de Boofzheim, le p. v. du 24 floréal, an VI.

²⁾ P. V. du 2 floréal, an VI.

³⁾ P. V. du 3 floréal, an VI.

à des hommes dont la présence n'est que tolérée sur le territoire français. D'un autre côté, en retranchant tous ces émigrés... le service retomberait sur un petit nombre de citoyens et deviendrait pour eux une charge infiniment pénible... Certaines administrations ont proposé de frapper les ex-émigrés d'une taxe au profit de ceux qui feraient le service de remplacement... Pesez ces réflexions et indiquez-nous la marche à suivre!¹⁾ »

En même temps, les administrateurs appellent, une fois de plus, l'attention du ministre sur la facilité avec laquelle les émigrés passent et repassent le Rhin toutes les nuits et viennent apporter la terreur et l'esprit contre-révolutionnaire dans nos campagnes. Il est aisé de conclure que ces hommes dangereux trouvent un asile assuré dans les villages dépendant du margrave de Bade, le long du Rhin, et que nous ne serons jamais tranquilles, tant qu'ils recevront de la part de ces voisins, au mépris des traités qui les lient avec la République française, une protection au moins tacite qui les encourage dans leur audace...» Ce qui arrive dans le canton de Lauterbourg a lieu dans les cantons voisins, notamment dans celui de Fort-Vauban²⁾.

C'est qu'en effet, dès que la frontière n'était pas strictement gardée, le passage du fleuve était incessamment tenté par les exilés volontaires ou ceux qui l'étaient légalement. Ainsi l'agent et l'adjoint de Herrlisheim (canton de Bischwiller) mandaient aux administrateurs que, « depuis le départ de la gendarmerie, les émigrés sont rentrés dans les communes riveraines »³⁾. Le commissaire du Directoire près le tribunal criminel annonce de son côté, « qu'une foule d'émigrés rentrent dans ce département, surtout du côté de Roeschwoog, et y font introduction de marchandises prohibées »⁴⁾. Le commissaire du Directoire près l'administration de Candel fournit les mêmes détails sur les émigrés et les craintes qu'ils inspirent aux bons citoyens⁵⁾. Aussi le Département, attribuant cette recrudescence « à l'absence des troupes dont le Rhin est dégarni, et à l'impossibilité d'organiser des patrouilles exactes dans les communes où presque tous les citoyens sont privés du droit de port d'armes par leur qualité d'émigrés non rayés définitivement (parfois il n'y en a que sept ou huit disponibles), demande au général Brunet, au général Sainte-Suzanne d'envoyer d'urgence des détachements le long du fleuve et

¹⁾ P. V. du 5 floréal, an VI.

²⁾ P. V. du 6 floréal, an VI.

³⁾ P. V. du 7 floréal, an VI.

⁴⁾ Lettre du 27 germinal, an VI.

⁵⁾ Lettre du 5 floréal, an VI.

surtout dans les cantons de Bischwiller, Roeschwoog, Lauterbourg et Candel¹⁾.

A ce moment, il n'y avait pas, ce semble, accord parfait entre les autorités civiles et militaires, car ledit général invite assez sèchement le Département, à la date du 8 floréal,

« de lui communiquer une lettre qu'il prétend avoir été adressée par celui-ci au ministre de la police, le 25 fructidor relativement aux prévenus d'émigration. »

On doit supposer qu'il était persuadé que cette lettre contenait quelque plainte contre l'autorité militaire et spécialement contre la commission militaire chargée de juger les émigrés. Mais les administrateurs répondent, le 8 floréal :

« Pareille lettre n'existe pas; nos prédécesseurs ont envoyé, à cette époque, une *Adresse* au Corps législatif et au Directoire, pour obtenir une modification à la loi du 19 fructidor, en faveur des émigrés de ce département. Cette adresse n'a produit aucun effet et il n'y a pas même été répondu. . . . Nous serons toujours prêts à donner à la Commission militaire les renseignements dont elle pourrait avoir besoin, dès qu'elle nous en aura fait la demande officielle²⁾. »

Le général avertissait pourtant le Département qu'il venait d'envoyer les troupes requises dans les localités indiquées, et celui-ci notifiait à son tour cet envoi aux quatre administrations cantonales énumérées plus haut, le 16 floréal³⁾. Il était temps, car de nouveaux rapports venaient avertir les autorités de Strasbourg que « des communications d'une rive à l'autre avaient été établies » dans les cantons de Marckolsheim et Erstein⁴⁾, et l'administration de celui de Rhinau demandait même tout carrément « le rétablissement du bac avec la rive droite du Rhin »⁵⁾. Le Département, « considérant qu'il avait désigné le pont de Kehl comme seul passage provisoirement permis; que la conclusion du traité de Campo-Formio n'a pas encore

¹⁾ P. V. du 7 floréal, an VI.

²⁾ P. V. du 11 floréal, an VI.

³⁾ « Mettez à profit, leur écrivait-il, ces moyens de force pour exercer la plus stricte surveillance; les hommes dangereux devront être à l'instant saisis; qu'aucune considération particulière ne vous retienne! »

⁴⁾ P. V. du 16 floréal, an VI. Cela valut une verte semonce aux deux administrations cantonales : « Nous ne pouvons croire que cette infraction si dangereuse ait lieu sous vos yeux, etc. » (Voy. aussi P. V. du 18 floréal, an VI.

⁵⁾ P. V. du 16 floréal, an VI.

écarté les dangers résultant pour la République des tentatives des émigrés et des prêtres rebelles pour s'introduire dans son sein et y apporter les déchirements de la guerre civile ; que déjà les efforts de ces ennemis, depuis deux décades, semblent redoubler, pour susciter de nouveaux troubles ; considérant enfin que le point de Rhinau a toujours été envisagé comme le plus dangereux, surtout pour la correspondance des prêtres rebelles avec les hommes des cantons voisins qu'ils égarent », arrêtaient « qu'il n'y a pas lieu à délibérer quant à présent »¹⁾.

Mais en présence de l'afflux continu des prêtres anciennement déportés qui se présentaient, non plus en émigrés au retour clandestin, mais ouvertement, en se réclamant de lois antérieures, pour reprendre leurs fonctions ecclésiastiques, après avoir satisfait à certaines dispositions légales, le Département se sentait débordé, d'autant qu'une grosse partie de l'opinion publique se prononçait évidemment en faveur de ces « revenants » du dehors. Aussi adressait-il, à la date du 19 floréal (8 mai 1798), une lettre bien curieuse au ministre de l'intérieur, lettre qui montre à la fois les inquiétudes de l'administration locale et son désarroi.

« Depuis quelque temps, citoyen ministre, des prêtres venant de l'étranger ou des pays réunis, s'introduisent dans les communes de ce département pour y exercer le culte catholique-romain. Il est vrai qu'ils se présentent d'abord aux administrations municipales de canton, y prêtent le serment de haine à la royauté et à l'anarchie, de fidélité et d'attachement à la République. Le caractère connu de cette espèce d'hommes, soit qu'ils fassent des serments, soit qu'ils n'en fassent pas, ne peut que nous les rendre suspects. En effet, le zèle de la maison du Seigneur ne peut s'entretenir lorsqu'il n'y a ni dîmes ni traitements attachés aux fonctions pastorales, et ne serait-on pas fondé de croire que les suppôts du trône pontifical, que la Philosophie vient de renverser²⁾, tâchent de répandre leurs émissaires dans tous les pays que la Révolution a purgés de leurs anciens ecclésiastiques, afin de susciter de nouveaux troubles, à la faveur desquels ils espèrent rétablir leur puissance. En admettant d'ailleurs que ces nouveaux venus apportent des intentions pures et vraiment évangéliques, pouvons-nous croire qu'ils consentissent à substituer le calendrier républicain à leur calendrier romain ? Ces considérations, citoyen ministre, nous obligent à vous demander que vous nous traciez la marche à suivre dans cette circonstance³⁾. »

¹⁾ P. V. du 16 floréal, an VI.

²⁾ Allusion à l'occupation de Rome par les troupes républicaines et à la création de la République romaine (février 1798).

³⁾ P. V. du 19 floréal, an VI.

La réponse à cette question, ce n'était pas l'autorité vacillante du Directoire qui pouvait la donner ; il fallut attendre jusqu'après le 18 brumaire pour que la volonté puissante du premier consul mît fin, d'autorité, à cette lutte démoralisante entre l'anticléricalisme révolutionnaire et l'esprit réactionnaire du clergé. Mais en floréal de l'an VI, le général Bonaparte mettait à la voile pour l'Égypte, et personne en France ne se doutait encore du rôle qu'il jouerait dix-huit mois après.

Les inquiétudes du Département s'accrochèrent encore quand, le 19 floréal, lui parvint l'avis que,

« depuis quelques jours, des caravanes de passé deux cents personnes partent successivement des environs de Schlestadt et passent le Rhin sans passeport, avec la plus étonnante facilité, dans les cantons de Benfeld et Marckolsheim. Les bons citoyens sont affligés de cette dangereuse communication, qui fanatise la contrée, favorise la contrebande et l'exportation du numéraire et donne aux habitants d'outre-Rhin une mauvaise opinion du gouvernement républicain, vu que tous ces pèlerins sont des ennemis connus de la Constitution ¹⁾. »

Il chargea donc l'ex-fougueux jacobin Lambla, qui avait joué un grand rôle, durant la Révolution, à Sélestat, et qui était alors commissaire du Directoire exécutif dans le canton *extra muros* de cette ville, de faire une enquête approfondie sur ce mouvement religieux, d'examiner la conduite des agents, de leurs adjoints, des gardes de douanes surveillant le fleuve ; on l'autorisait à requérir la force armée pour contrôler tous les points de passage ²⁾.

En même temps les administrateurs départementaux réclamaient à la Commission militaire un état nominatif des prêtres qui, depuis le 19 fructidor, avaient été renvoyés devant elle, ainsi qu'une expédition des jugements déjà rendus contre eux ³⁾. La réponse du 25 floréal affirmait que la Commission avait reçu « deux individus seulement », Krimmeich, ci-devant curé de Gundershoffen, et le P. Léonard, ci-devant curé de Reutenbourg ⁴⁾. Très étonnés, nos administrateurs, qui savent qu'il y a eu d'autres arrestations encore, s'adressent à

¹⁾ Ces « caravanes » étaient formées sans doute de fidèles des deux sexes, qui, empêchés de faire les processions habituelles dans le pays même, allaient faire leurs dévotions aux sanctuaires badois, autrichiens ou suisses.

²⁾ P. V. du 21 floréal, an VI.

³⁾ P. V. du 22 floréal, an VI.

⁴⁾ P. V. du 26 floréal, an VI.

l'accusateur public près le tribunal criminel du Bas-Rhin, pour savoir où sont les prisonniers. Il y en a

« un, entre autres, à Schlestadt, (arrêté) il y a environ trois mois, homme très dangereux, connu vulgairement dans le pays sous le nom de Saint-Labre; un à Marlenheim, nommé Durig, qui a été arrêté dans son lit le 29 brumaire dernier; un à Strasbourg, arrêté dans un café et renvoyé par votre prédécesseur à la Commission. Veuillez nous informer si ces individus sont détenus dans les maisons de justice, ou si vous savez dans quelle autre maison ils ont été transférés ». Enfin, la même requête d'un état nominatif des prêtres détenus est adressée à la municipalité de Strasbourg, « afin que puissent être mises à exécution les instructions du ministre de la police sur le transfert des prêtres sujets à la déportation dans un port désigné ¹⁾ ».

Le 1^{er} prairial, le Département prenait connaissance de la liste supplétive générale des émigrés du Bas-Rhin, liste dressée d'après les vingt-sept listes cantonales; elle contenait tous les noms inscrits depuis le 21 prairial an V jusqu'au 1^{er} prairial courant. Elle était longue, car elle remplissait quarante pages in-4^o ²⁾ et elle fut paraphée par le président Grimmer et ses collègues Bertrand, Kugler, Gottekien et le secrétaire-général Bottin. L'immense majorité des nouveaux inscrits était constituée par des cultivateurs en fuite, des réquisitionnaires qui s'étaient cachés, des soldats déserteurs, des ouvriers, d'assez nombreux israélites ³⁾, de pauvres journaliers, petites gens des villes et des campagnes. Peu de prêtres ⁴⁾; quelques maîtres d'école ⁵⁾; un professeur de l'enseignement secondaire ⁶⁾; un avocat ⁷⁾; un seul ex-noble, Louis (de) Rathsamhausen, président de la ci-devant

¹⁾ P. V. du 26 floréal, an VI.

²⁾ L'exemplaire, imprimé, avec les signatures originales, est joint au procès-verbal du 1^{er} prairial, an VI. Chaque page contient en moyenne une quarantaine de noms.

³⁾ On sait que, par suite de leurs habitudes de trafic, c'étaient surtout des israélites, marchands de bétail, courtiers, colporteurs de village qui servaient d'émissaires aux émigrés et au clergé réfractaire pour répandre leurs pamphlets contre-révolutionnaires et porter leur correspondance clandestine.

⁴⁾ Je n'en ai trouvé, sauf erreur, que six sur cette liste : Mathieu Buntz, de Drachenbronn; P. Feiler, chanoine à Stürzelbronn; Gielmann, de Rittershoffen; Barbe Gutzeit, religieuse de Schoenenbourg; André Koehren, prêtre déporté; F.-A. Poinsignon, prêtre; Laurent Reimbold, curé.

⁵⁾ Simon Gossel, à Neubourg; Samuel Jacob, à Maennolsheim; Keilbach, Joseph et Gabriel, d'Oberseebach; Pierre Seyfried, à Gleiszellen; Pierre Zerber, à Rittershoffen. Gleiszellen était du canton de Bergzabern donné en 1815 au Palatinat.

⁶⁾ Charles-Chrétien Heyler, du Collège de Bouxwiller.

⁷⁾ Chrétien Lang, de Bouxwiller.

régence de Bouxwiller ¹⁾ ; des femmes ²⁾ ; des enfants ³⁾. On peut dire que c'était le résidu de la « grande fuite » de décembre 1793, tous ceux qui n'étaient partis qu'à cette date et qui n'étaient pas rentrés assez à temps pour être au moins provisoirement rayés par les autorités départementales.

Outre ces « émigrés » authentiques, les autorités supérieures signalaient aux administrations « riveraines » une autre catégorie de personnes que leur étourderie ou leur ignorance risquaient fort de faire assimiler aux premiers.

« Nous avons la certitude, disait cette circulaire du 3 prairial, que le Rhin est franchi journellement par les habitants de ce département qui s'exposent à se faire réputer ainsi émigrés et poursuivre comme tels. Car cet abus n'aurait pas lieu si les bateliers ne se prêtaient pas à leur passage. C'est encore votre faute ; si vous surveilliez les rives du Rhin, ces passages n'auraient pas lieu. Faites arrêter tout batelier ou autre Français revenant de la rive droite sans avoir été autorisé à y passer ; que son nom soit inscrit, sans ménagement, sur la liste des émigrés. La punition du premier intimidera les autres ⁴⁾. »

Vers la fin du mois de prairial les vrais émigrés recommencent à faire parler d'eux. Le commissaire du Directoire près l'administration municipale du canton de Truchtersheim annonce le 18 que les émigrés et les prêtres réfractaires abondent dans ce canton et qu'à défaut d'une force armée il est impossible d'arrêter les malveillants. Le Département demande alors au général Sainte-Suzanne douze hommes de cavalerie « pour donner la chasse aux prêtres rebelles et aux émigrés ⁵⁾ ». Les commissaires des cantons de Geispolsheim et d'Obernai font savoir, de leur côté, que « les prêtres réfractaires recommencent à lever la tête avec audace et s'efforcent de causer de nouveaux troubles ». On leur enverra l'appui d'une force armée pareille à celle dirigée sur Truchtersheim. En même temps le Départe-

¹⁾ C'était l'ancien député à l'Assemblée nationale de 1789.

²⁾ Entre autres, Marie-Madeleine Lembke « femme d'un ministre du culte protestant à Bouxwiller » et Marguerite Kocher « femme d'un curé de Bouxwiller ».

³⁾ Parmi ces enfants j'en trouve quatre de mon grand-oncle Frédéric Reuss, qui était conseiller de la régence de Bouxwiller.

⁴⁾ P. V. du 3 prairial, an VI.

⁵⁾ P. V. du 12 prairial, an VI. Il y a des détails fort curieux sur les attroupements autour de l'arbre de la Sainte-Vierge dans l'Illwald, près de Sélestat, dans les procès-verbaux du 3 et du 12 prairial de l'an VI.

ment donne avis au ministre de la police de « la tactique nouvelle des prêtres qui réunissent leurs sectaires dans les forêts pour y prêcher à leur aise leur morale destructive ». Déjà on a entendu des individus égarés qui osent annoncer que, dans quelques mois, les choses changeraient ¹⁾.

A ce moment le contrôle des personnes passant au pont de Keh devient aussi plus sévère ; non seulement les hommes, mais les femmes et les jeunes filles sont arrêtées si elles n'ont pas les passeports nécessaires. Ainsi Marie-Anne Wolff, de Mænnolsheim, et Marguerite Schœtterlé, de Kirwiller — cette dernière n'a que seize ans, — qui avaient quitté le territoire, l'une depuis un an, l'autre depuis trois mois, sans autorisation légale, « seront considérées comme émigrées et conduites sur le champ aux prisons de la Commission militaire » ²⁾. Leur compagne, Marianne Busen, ayant la chance d'être née outre-Rhin, est simplement renvoyée chez elle.

Les trois prêtres condamnés par la Commission militaire, Xavier Knoepffler, Krimmeich et André Ernst, dit le P. Léonard, seront conduits de brigade en brigade jusqu'à Colmar, où l'administration centrale du Haut-Rhin les joindra au convoi dirigé sur l'île de Ré ³⁾. Mais ces mesures sévères n'empêchaient nullement leurs confrères de persévérer dans leur activité clandestine, tout en se garant mieux contre les surprises des gendarmes lancés à leurs trousses. A Molsheim, dans leurs perquisitions du 4 floréal, l'agent Klein et le capitaine Massé n'avaient point trouvé le réfractaire Sidel, qu'ils cherchaient dans la maison de Michel Feldner, mais seulement un panier renfermant des ornements sacerdotaux que le Département fait découdre, « pour ne pas donner au public le spectacle indécent de la vente faite par une administration républicaine » ⁴⁾. Dans le val de Villé, le citoyen François écrit, le 3 messidor, que des « prêtres déguisés sous différents costumes sont cachés en grand nombre dans le canton de Villé où ils excitent le fanatisme et prêchent la désobéissance aux lois ». Mais il n'a pu en arrêter encore aucun. On lui promet cinquante hommes réclamés au général Sainte-Suzanne, à répartir dans les communes, « pour parvenir plus sûrement à l'arrestation des dits prêtres ». Quant

¹⁾ P. V. du 24 prairial, an VI.

²⁾ P. V. du 27 prairial, an VI.

³⁾ P. V. du 28 prairial, an VI. Knoepffler ayant pétitionné pour rester à Strasbourg, le Département lui communique, le 2 messidor, la lettre impérative du ministre (du 30 prairial) qui ordonne la déportation immédiate.

⁴⁾ P. V. du 7 messidor, an VI.

aux effets des réfractaires saisis à Steige, ils seront vendus, et les nommés Georges Petit et J.-B. Mangin seront jugés comme receleurs des prêtres rebelles.

Cet épisode de la lutte acharnée des autorités civiles contre le clergé romain donna lieu à une épître d'un ton plus lyrique qu'administratif, adressée par le Département au ministre de la police :

« Encore des prêtres rebelles!... Ces hommes dangereux se livrent de nouveau aux espoirs liberticides! Ils ont réussi, pour la plupart, à se glisser de nouveau dans leurs anciennes cachettes et le dévouement des anciens adhérents qu'ils conservent rend leur recherche à peu près illusoire. C'est la nuit surtout qu'ils parcourent les campagnes, déguisés en agriculteurs, en militaires et en femmes. Le jour, ils se tiennent ordinairement cachés dans les bois. Nous savons cependant que le départ, que nous venons de faire effectuer pour la citadelle de l'île de Rhé de trois prêtres condamnés a fait une impression qui peut ne pas être sans fruit, si ce départ est suivi de celui de huit à dix autres prêtres déportés rentrés, qui sont en ce moment détenus¹⁾. »

Pendant que les soldats de Sainte-Suzanne marchent vers le val de Villé²⁾, nos administrateurs reçoivent et discutent le rapport de leur commissaire Lambla sur les passages réitérés du Rhin dans les cantons de Marckolsheim et Benfeld et parcourent les dépositions annexées à ce rapport.

« Il résulte de toutes les vérifications faites, que journellement des troupes d'hommes et de femmes, de vingt, trente, quarante, cinquante et cent individus, venus de différents points du département arrivent sur les bords du Rhin dans l'étendue de ces deux cantons, pour y passer le fleuve et aller dans les villages de la rive droite... Il y a cinq points principaux servant au passage clandestin des citoyens non munis de passeports, savoir : 1° près d'une maisonnette située sur le bord du Rhin, entre le moulin de Rhinau et Diebolsheim; 2° au moulin même de Rhinau; 3° au passage dit Sasbach; 4° au passage de Spanck (?); 5° enfin par les communes de Schoenau et Mackenheim. »

¹⁾ P. V. du 7 messidor, an VI. Dans le procès-verbal de la séance du 19 messidor, an VI, on trouve la liste complète des douze ecclésiastiques, soldats, ouvriers, paysans, pêcheurs, etc. qui ont été condamnés à la déportation par la Commission militaire et qu'on va transférer à Lorient. Il y a même parmi eux une jeune fille de seize ans, Marie-Anne Ballinger, fille d'un cultivateur d'Offendorf. On apprend par une note jointe au procès-verbal que les trois prêtres Krimmeich, Knoepffler et Ernst ont été enlevés à leur escorte dans la Haute-Saône, par un attroupement d'agriculteurs armés, déguisés en femmes. (P. V. du 23 messidor, an VI.)

²⁾ P. V. du 8 messidor, an VI.

Parmi les personnes dénoncées figurent un préposé des douanes, l'agent municipal de Schœnau, etc. Lambla lui-même a arrêté plusieurs de ces bandes, revenant de la rive droite dans la journée du 24.

« Il est constaté par les aveux des personnes surprises à leur arrivée ainsi que par les déclarations des bateliers qui les passent, que ces fréquents voyages d'outre-Rhin sont dictés par un fanatisme contre-révolutionnaire; le principal but de ces personnes égarées est d'aller trouver les prêtres déportés qui se portent dans les villages voisins de la rive droite et notamment à Ettenheim, où se tient la cour impure du cardinal de Rohan¹). Ceux qui vont dans ce dernier lieu sont ordinairement deux jours sur la rive droite sans revenir. Les facilités qui sont offertes pour ces communications dangereuses sont telles que des maîtres d'école, vendus aux prêtres réfractaires, conduisent ouvertement les enfants confiés à leurs soins sur la rive droite pour les livrer à la doctrine contre-révolutionnaire de ces mêmes prêtres, qui les y attendent. Au nombre de ces maîtres d'école on remarque celui de Saassenheim, nommé Antoine Weyler, qui, le 19 de floréal dernier, a, de son propre aveu, conduit sur la rive droite les enfants de sa commune, accompagnés d'une partie de leurs parents, au prêtre déporté Boehler, ci-devant vicaire à Saassenheim, qui se tient dans le village allemand de Hussen; il leur a fait faire ce qu'ils appellent leur première communion²). »

Mais en présence de cette situation, douloureuse pour les fidèles catholiques, douloureuse aussi pour ceux qui devaient faire respecter les lois, que pouvait faire en réalité l'administration supérieure, trahie par ses propres organes exécutifs, tout dévoués à la cause de l'Eglise et craignant plus les menaces de l'enfer que le blâme impuissant d'un corps administratif « régénéré » dix fois dans les sens les plus contradictoires depuis huit ans ? Elle avait beau se lamenter sur « le levain des troubles » répandu par les prêtres rebelles, et sur les « instructions liberticides » que certains citoyens rapportaient de ces « émigrations hebdomadaires » ; les agents qu'elle stigmatisait, Jean Loos, de Boozheim, Haumesser, de Mackenheim, Joseph Schmitt, de Schœnau, Ischly, de Diebolsheim, Joseph Hiltz, de Rhinau, étaient regardés par leurs compatriotes comme des martyrs d'une cause sainte. Le ministre pouvait les destituer ; mais où trouver « les hommes probes et bons républicains » par lesquels on voulait les remplacer ? On retirait encore leur permis de navigation sur le Rhin à une demi-

¹) Le désir de satisfaire leurs besoins spirituels ne poussait pas seul les voyageurs ; on en signale qui revenaient avec des « marchandises prohibées » ou faisaient, comme certains douaniers, de la contrebande ouverte. (P. V. du 9 messidor, an VI.

²) P. V. du 9 messidor, an VI.

douzaine de bateliers des communes coupables ; on cadenassait même les barques des douaniers pour qu'ils ne puissent plus aller à la chasse dans les îles du Rhin ou « pour aller faire des parties sur la rive droite ». Mais qui surveillerait la mise en pratique de tous ces arrêtés divers ? ¹⁾.

Que signifiait auprès de cet échec moral la capture de quelque réfractaire isolé, comme ce Louis Lambla, de Molsheim, pris par le citoyen Merle, lieutenant d'aérostiers, cantonné dans cette ville ? Convenant lui-même de son refus constant de se soumettre aux lois, il était renvoyé sur le champ devant la Commission militaire ²⁾, ainsi qu'un confrère, Louis Saulcy, ancien vicaire à Saint-Martin, arrêté à Breitenbach dans le val de Villé. Ceux qui lui ont donné asile seront dénoncés à l'accusateur public comme complices d'émigré ³⁾. C'est le tour ensuite de l'abbé Jean-Jacques Marckert, condamné le 21 messidor ; celui-ci, on le fera partir pour Nancy, afin qu'il ne soit pas « revomi de suite sur la terre de liberté » comme Krimmaich et ses collègues délivrés dans la Haute-Saône par les paysans ⁴⁾. Les civils aussi étaient renvoyés maintenant devant ladite commission, plus expéditive que les tribunaux ⁵⁾. Et dans la séance du 5 thermidor (23 juillet 1798), l'administration centrale du Bas-Rhin ordonnait même une série de visites domiciliaires dans une douzaine de maisons de Strasbourg évidemment habitées par des personnes suspectes ; les commissaires désignés, officiers municipaux ou simples citoyens, bons républicains, devaient en faire garder toutes les issues, puis

« visiter toutes les parties de l'immeuble, de la cave au grenier, même les grandes futailles vides et se faire ouvrir les armoires pouvant receler un homme, pour y procéder à l'arrestation des agents de l'Angleterre, des émi-

¹⁾ La seule mesure vraiment pratique qu'on puisse relever à ce propos, c'est l'envoi de 25 hommes mis à la disposition du commissaire du Directoire à Marckolsheim par le général Sainte-Suzanne. (P. V. du 27 messidor, an VI).

²⁾ P. V. du 12 messidor, an VI.

³⁾ P. V. du 16 messidor, an VI.

⁴⁾ P. V. du 23 messidor, an VI.

⁵⁾ Par exemple, l'émigré Joseph Durrheimer, de Mertzwiller. Mais son cas était particulièrement grave ; émigré une première fois, il était revenu avec les Autrichiens, « avait mis à profit la terreur que répandait l'invasion de l'ennemi pour se faire restituer une partie de ses effets mobiliers, légalement acquis, persécuter les patriotes et reprendre le titre et les fonctions de prévôt ». Parti avec l'ennemi, il est rentré « sous les auspices des lois d'amnistie, quoiqu'on voie plutôt en lui un fonctionnaire du régime féodal, abusant des chances de la guerre pour récupérer son emploi, qu'un laboureur entraîné de ses foyers par un égarement funeste ». (P. V. du 1^{er} thermidor, an VI).

grés rentrés, des prêtres déportés rentrés ou sujets à la déportation, des brigands, gens sans aveu ou étrangers non porteurs de passeports visés¹⁾, »

Les personnages arrêtés devaient être conduits devant le Département, au besoin par la force armée. On craignait à ce moment je ne sais quel coup de surprise sur Strasbourg, car le Département demandait en même temps au général Sainte-Suzanne de faire doubler les postes à toutes les portes de la ville, dès trois heures du matin. « Peut-être serait-il bon que cette mesure soit prise dès ce soir, à la nuit tombante »²⁾.

Il faut ajouter que, pour lors, l'administration municipale de Strasbourg était entre les mains de républicains plutôt tièdes ; Demichel, révoqué après le 18 fructidor, avait été remplacé par la majorité de ses collègues à la présidence de cette municipalité. On comprend donc que le Département l'ait gourmandée sur le peu de surveillance qu'elle exerçait sur les étrangers.

« Cependant, vous connaissez la loi ; vous n'ignorez pas le grand nombre d'individus suspects, d'émigrés, de prêtres déportés rentrés qui se trouvent cachés... Il serait douloureux pour nous que la continuation de ce relâchement, de cette apathie funeste, nous mît dans le cas d'en référer au ministre de la police³⁾. »

Mais ce n'était pas au chef-lieu que se bornait cette recherche des ennemis de la République. Toute une série de commissaires étaient désignés pour surveiller les cantons et y faire des visites domiciliaires. On en trouvera la très longue liste dans le procès-verbal de la séance de l'administration centrale du 6 thermidor ; ce sont d'ailleurs, en immense majorité, des noms obscurs qui n'ont pas marqué même dans la petite politique locale, et l'on n'y rencontre aucun de ceux qui, jadis, avaient figuré dans le personnel de la Terreur. Ces commissaires sont autorisés à requérir la force armée, soit dans les détachements envoyés dans leurs cantons, soit dans la garde nationale sédentaire. Ils ont aussi le droit « de répéter les visites domiciliaires aussi souvent qu'ils le jugeront nécessaire », en ayant d'ailleurs soin que « ces recherches nécessitées par le salut de la patrie

¹⁾ P. V. du 5 thermidor, an VI. On devait dresser procès-verbal de chacune de ces visites domiciliaires, « même quand le résultat serait absolument négatif ». Les noms des commissaires et l'indication des maisons à fouiller sont notés au procès-verbal. Nous avons jugé inutile de les indiquer ici.

²⁾ P. V. du 5 thermidor, an VI.

³⁾ P. V. du 6 thermidor, an VI.

ne deviennent pas un moyen de vexation envers des citoyens paisibles et amis de la Révolution ». Tous les individus arrêtés « seront conduits sous bonne garde devant l'administration centrale, pour être pris, à leur égard, le parti jugé nécessaire »¹⁾.

Deux jours plus tard, nouvelles visites domiciliaires, prescrites à Strasbourg même, rue de l'Epine, rue de l'Arc-en-ciel, rue des Frères, quai (Saint-)Nicolas, rue du Vent, etc., avec l'injonction d'arrêter également tout chef de ménage chez lequel un prêtre déporté rentré ou sujet à déportation aurait été trouvé²⁾. Et le même jour, le Département lance une circulaire aux administrations cantonales, leur enjoignant

« de faire mettre sur-le-champ en arrestation tous les prévenus d'émigration de votre canton qui, n'ayant pas les droits les plus évidents à l'application des lois d'amnistie, seraient parvenus d'en usurper le bénéfice, soit par corruption, soit par la lâche complaisance de leurs concitoyens ou des autorités elles-mêmes³⁾. »

Cette « lâche complaisance » des autorités se manifestait aussi, à ce moment, par « l'inobservation » du calendrier républicain ; elle valait une rude semonce à la municipalité de Strasbourg⁴⁾ :

« Nous savons, lui écrivaient les administrateurs du Bas-Rhin, que le dernier jour connu sur le calendrier des cultes sous le nom de dimanche, on a vu plusieurs danses publiques ; nous vous enjoignons de faire fermer toute salle de spectacle ou salle de danse où on s'abstiendrait de faire jouer ou danser un des jours qui ne seraient pas indiqués, à moins d'obstacle légal reconnu par vous. »

¹⁾ P. V. du 6 thermidor, an VI. Une des victimes de ces fouilles rurales fut le ci-devant récollet Jean-Frédéric Herr, trouvé « blotti dans un champ emplanté de chanvre, porteur d'un calice et d'un linge apprêté de manière à servir au culte » ; comme « il insultait à la loi du 19 fructidor en exerçant clandestinement son ministère, et en secouant les torches du fanatisme », il est traduit devant la Commission militaire. (P. V. du 9 thermidor, an VI.) A Gresswiller, chez Etienne Wernert, « violemment soupçonné d'être le receleur d'un prêtre réfractaire », on « ne trouva que deux habits, l'un brun, l'autre noir, plusieurs livres ecclésiastiques, un lit fraîchement foulé et encore chaud et les fenêtres donnant sur le jardin ouvertes ». Florent Monsch, gendre de Wernert, ayant avoué que ces objets « appartiennent à son beau-frère, qui est prêtre », Wernert est traduit sur-le-champ devant le tribunal criminel. (P. V. du 13 thermidor, an VI.)

²⁾ P. V. du 7 thermidor, an VI.

³⁾ P. V. du 7 thermidor, an VI.

⁴⁾ P. V. du 8 thermidor, an VI.

Tout cela ne calme pas les inquiétudes des autorités départementales. Dans leur séance du 11 thermidor (29 juillet 1798), elles arrêtent que, dans la journée de quartidi, 14 du mois, il sera fait une visite générale dans la commune de Strasbourg pour arrêter les agents de l'Angleterre, les prêtres rebelles, les émigrés, etc. Les quatre juges de paix, les commissaires de police et leurs adjoints, les citoyens désignés par la présente délibération commenceront l'opération à la pointe du jour. Le général Sainte-Suzanne fournira des forces suffisantes pour faire des patrouilles de trois en trois heures par toute la commune et donnera des ordres pour ne laisser sortir personne aux portes sans passeport en règle. A chaque (portier-)consigne sera adjoint un citoyen de confiance qui reconnaîtra les citoyens qui se présenteraient pour vaquer à leurs affaires hors des portes.

Les officiers municipaux se répartiront les quartiers, visiteront partout les maisons garnies et auberges et toutes celles signalées comme suspectes... Ils visiteront avec la plus grande attention tous les recoins des maisons dans lesquelles ils entreront..., ils feront bien attention aux personnes qui pourraient être travesties ; ils tâcheront que la visite soit terminée dans la matinée¹⁾.

Il ne semble pas que toutes ces fouilles aient été bien fructueuses, car, le 14 thermidor, le Département adressait au ministre de l'intérieur la lettre désolée suivante :

« Il nous est pénible, citoyen ministre, d'avoir à vous annoncer que les mêmes symptômes qui ont préludé à tous les complots qui ont été ourdis contre la liberté se reproduisent aujourd'hui. L'esprit public est retombé d'un pas rapide dans l'état désespérant où il était aux approches du 18 fructidor. Les institutions républicaines sont de nouveau avilies, méprisées; des insinuations perfides sont données aux habitants des campagnes; des écrits liberticides colportés par la main du fanatisme établissent en dogme religieux la nécessité de la rentrée des émigrés, l'expiation²⁾ des acquéreurs des domaines nationaux, le refus des calendriers républicains, la destruction de la république, le rétablissement de la monarchie, l'installation de Louis XVIII sur le trône de ses pères.

« Nous savons, de la vue³⁾ même d'un prêtre déporté rentré et arrêté il y a quelques jours, que *tout le département du Bas-Rhin est secrètement organisé en arrondissements sacrés dans chacun desquels le cardinal Rohan a un correspondant*. Aussi la plupart de nos cantons, jusqu'ici les mieux notés, offrent-ils l'aspect du relâchement le plus désolant. On n'y célèbre plus de

¹⁾ P. V. du 11 thermidor, an VI.

²⁾ Le registre des procès-verbaux écrit *explication*.

³⁾ Le registre écrit bien *de la vue*; mais je crois qu'il faut lire *de l'aveu*.

fêtes nationales; on n'y connaît plus même de décadis, tandis que les jours de fête de l'ancien calendrier y sont célébrés avec une régularité que ne peuvent même pas altérer les travaux urgents de la campagne, que l'on oppose à la célébration des décadis. En vain prenons-nous des mesures, adressons-nous des instructions, des réprimandes aux fonctionnaires; une main invisible semble prendre à tâche de paralyser tous nos efforts. Ce que nous vous disons des cantons ruraux est malheureusement applicable à la commune de Strasbourg dont l'exemple est d'une influence si puissante sur le reste du département. Dès l'instant des changements qui ont eu lieu, il y a une décade et demie, dans la composition de l'administration municipale de cette commune, en vertu de la lettre de votre prédécesseur, du jour même que l'installation de son nouveau président et d'un autre membre a eu lieu, l'esprit public a fait une chute alarmante et qui va toujours croissant. Les mesures de police et de sûreté y sont négligées; on peut souvent entrer et sortir de la place, sans être obligé d'exhiber des passeports; les dispositions relatives à la tenue des marchés sont impunément éludées... Des étrangers, porteurs de passeports non en règle, ont été arrêtés voyageant dans le département à la faveur d'un visa de l'administration municipale de Strasbourg apposé sur ce passeport.... L'administration municipale même semble prendre à tâche de nous ôter les moyens d'y remédier. Nous savons que lorsque les agents de police sont dans le cas de prendre des mesures répressives pour assurer la police des marchés ou celle des rues, les jours de fête et décadis, ils ont soin de dire aux individus trouvés en faute, que ce n'est point l'administration municipale, mais celle du département qui ordonne ces mesures.

« Nous procéderons à épurer les administrations municipales rurales à mesure que les tableaux nous parviennent, mais la première chose à faire, est l'épuration de celle de Strasbourg. Nous ne croyons pas devoir prononcer nous-mêmes la suspension provisoire des membres à écarter, puisque ayant déjà, après les élections de l'an VI, décidé que deux administrateurs patriotes, que cette administration municipale vient d'éloigner de son sein, remplaceraient provisoirement un administrateur démissionnaire et un autre qui nous a paru inéligible, nous craindriens qu'on ne prête la couleur de la partialité à notre conduite... Nous finissons par un trait récent; c'est le propos d'un émigré, arrêté le 11 du courant, s'introduisant sur le territoire de la république, à l'aide d'un faux passeport et renvoyé par nous à la Commission militaire. Il a été entendu, marmottant, au lieu même de nos séances, cette menace : « Cela ne durera pas toujours ! » Nous oublions encore un trait qui caractérise bien l'entêtement du fanatisme; le nommé Aeschbecher, de Strasbourg, a dit à l'officier municipal et à l'agent de police qui se sont présentés chez lui pour faire une visite domiciliaire, le 7 thermidor, qu'il était charmé qu'on le distingue pour un bon, bon catholique (*sic*) puisque cette mesure lui assurait... (*sic*)¹⁾. »

1) Le reste de la phrase manque au registre; le copiste s'est lassé peut-être de transcrire l'original, car il n'est pas probable que celui-ci privât le ministre de la saillie du citoyen Aeschbecher. (P. V. du 14 thermidor, an VI.)

Le ministre de l'intérieur avait en effet, par une lettre au Commissaire du Directoire exécutif près l'administration centrale du Bas-Rhin, du 25 prairial, annoncé les intentions du pouvoir

« de ne plus tolérer dans les administrations municipales aucun élément de désorganisation, ni les fonctionnaires d'une incapacité absolue, ceux qui ne savent ni lire ni écrire, attendu qu'il n'est pas possible de leur confier sans péril pour la chose publique, le soin de constater l'état (civil) des citoyens.

Il demandait le tableau exact de toutes les administrations avec des notions précises sur chacun de leurs membres, et son représentant devra requérir sur-le-champ la suspension de tous les fonctionnaires qui ne réuniraient pas les qualités et vertus républicaines qu'il venait de rappeler. Le Département avait déjà procédé à cet examen de conscience pour un certain nombre d'administrations cantonales, car il clôt la séance par la suspension d'une série d'agents des cantons de Wissembourg, de Sarre-Union, de Drulingen, de Haguenau, « qui ne réunissent ni la fermeté ni l'aptitude nécessaires pour en imposer aux malveillants ¹⁾ ».

On ne songeait pas, bien entendu, à blâmer ceux qui faisaient preuve de zèle à la recherche des prêtres réfractaires cachés : le nommé Munck, ci-devant chanoine à Saint-Léonard, tantôt au moulin de Rosenwiller, tantôt à Boersch ; les nommés Kitzelmann et Gimbault, cachés tantôt à Mollkirch, à Rosenwiller ou à Boersch. Mais le capitaine de gendarmerie Brandès, chargé de procéder aux visites domiciliaires nécessaires pour leur arrestation, ne parvenait pas à les découvrir ²⁾. De l'insoumis Hirschel, « qui faisait autrefois sa résidence à Neukirch dans la maison curiale », on n'a réussi qu'à saisir quelques effets ³⁾. Un peu plus tard on signale des rassemblements de prêtres

¹⁾ P. V. du 14 thermidor, an VI. Il faut dire qu'il y avait parmi eux de bien tristes sires, qui méritaient d'être punis. On peut lire dans le procès-verbal du 19 thermidor, l'histoire de l'élection d'un pauvre idiot, Stoebel, comme agent municipal à Oberroedern, « nommé par farce » sur la suggestion de l'ex-agent Deutinger et de l'agent actuel, Stumpff ; le Département avait bien raison de voir dans cette « extravagance » un « avilissement des fonctions municipales ». D'autres (Nicolas Donteville p. ex. à Saint-Maurice) délivraient de « faux certificats de naissance » à tel de leurs administrés « dans l'intention de le soustraire à la première réquisition » ; d'autres encore, (comme le receveur des contributions Betting, de Bergzabern), jugeaient à propos « d'insulter les contribuables, acquéreurs de biens nationaux », etc.

²⁾ P. V. du 15 thermidor, an VI.

³⁾ P. V. du 17 thermidor, an VI.

déportés rentrés dans les forêts du canton de Benfeld ¹⁾. La cense, dite Kolweiler Hof, dans le canton de Barr, leur sert de refuge. Le citoyen Stamm, président de l'administration de Benfeld, est chargé, avec le concours de plusieurs autres citoyens, de faire les recherches nécessaires dans lesdites forêts, et on l'autorise à les étendre jusqu'à ladite cense ²⁾.

Mais si nos administrateurs sont sans compassion pour les ecclésiastiques en rupture de ban, ils n'entendent pas que les jacobins rentrés en partie dans les agences locales arrêtent pêle-mêle les véritables émigrés et ceux qui sont porteurs d'arrêtés de radiation provisoire.

« Si la tranquillité intérieure, et les ordres du ministre commandent impérieusement l'arrestation des véritables émigrés dont la présence est un danger continuel pour la sûreté de la république, il n'est pas moins important de mettre à l'abri des vexations et incarcérations arbitraires les agriculteurs paisibles que les lois d'amnistie couvrent de leur égide ». Ils ordonnent en conséquence la mise en liberté immédiate de tous les prévenus ayant droit à l'application des lois du 22 nivôse et du 4^e jour complémentaire de l'an III. Les administrations municipales de tous les cantons sont « invitées à circonscrire désormais les effets de leur zèle, quand il s'agit d'un citoyen français, dans les bornes prescrites par les autorités supérieures ³⁾. »

Seulement il ne leur paraît point utile d'étendre la même tolérance aux prêtres catholiques venus de l'étranger qui se sont établis, grâce à la confusion générale, dans certaines communes du canton de Wissembourg ; l'administration n'a point de raison, il est vrai, pour incriminer le civisme de ces individus, Joseph Bode, de Heidelberg, Jacques Schæfer, de Neustadt, Xav. Roswag, de Strasbourg, François Seitz, de Spire, Maurice Haussmann, de Bruckenau, Charles Baron, de Saint-Agno, seuls suspects, le premier pour correspondance

¹⁾ P. V. du 24 thermidor, an VI.

²⁾ Ce n'est que dans la séance du 24 thermidor qu'on lit le procès-verbal de l'arrestation de l'insoumis Jacques Oehlhüter, ex-vicaire à Bergbieten et de la couturière Catherine Offerlé, prévenue de l'avoir recelé. Ayant avoué « être resté constamment caché dans le département jusqu'à ce jour et refusé de prêter le serment de soumission à la République, il sera dirigé par la gendarmerie sur Nancy et sur l'île de Ré, en vertu de la circulaire ministérielle, « bien, qu'à la vérité, il ne soit porté sur aucune liste d'émigrés ». Mais nous apprenons par le procès-verbal de la séance du 2 vendémiaire « que cet homme, après avoir gagné les gendarmes qui le conduisaient, est revenu infecter notre département ». Les administrateurs du Bas-Rhin priaient ceux de la Meurthe de rechercher quelle brigade de gendarmerie a concouru à son évasion.

³⁾ P. V. du 24 thermidor, an VI.

avec un nommé Eisenmenger d'Oberseebach, le second « pour avoir entretenu le peuple d'absurdités religieuses »¹⁾. Mais le Département,

« ayant acquis la preuve certaine que les ci-devant évêques de Strasbourg et de Spire ont envoyé et envoient continuellement des prêtres dans leurs anciens diocèses, avec des instructions secrètes conformes à leurs vues contre-révolutionnaires »;

considérant qu'à l'exception du citoyen Roswag, tous les autres, originaires d'autres départements ou étrangers, n'ont produit aucun passeport, ni de pièces garantissant leur civisme, arrêtait que

« les étrangers seraient conduits hors des frontières et les autres mis en arrestation jusqu'à ce qu'ils eussent justifié dans quelle commune française ils avaient fait leur dernière résidence »²⁾.

Le lendemain, c'est un ex-chirurgien de Wörth, François-Philippe Frison, qui est inculpé comme émigré, avec la circonstance aggravante qu'il est rentré avec les Autrichiens et a profité de leur présence

« pour exhaler à son aise la haine qu'il porte toujours à la Révolution et pour maltraiter de gestes et de paroles ceux de ses concitoyens qui s'en étaient déclarés les défenseurs. »

Porté sur la prochaine liste supplétive des émigrés, il est traduit devant la Commission militaire, et la municipalité de Candel est l'objet d'un blâme sévère pour ne l'y avoir pas inscrit depuis longtemps.³⁾

Parfois ce sont des actes de rébellion moins graves qui se produisent, mais qui n'indignent pas moins les autorités supérieures dont les ordres sont méconnus. Ainsi, le 2 fructidor,

« cette journée correspondant à un ancien dimanche et à la *Kilb* ou fête de Villé, il s'est formé un rassemblement de plus de quatre cents personnes, sous les halles de la commune, où une danse publique a été ouverte, au mépris de l'arrêté de l'administration centrale, du 14 germinal. L'agent municipal s'étant présenté, décoré de son écharpe, a été insulté; une sommation faite par lui, au nom de la loi, n'a eu aucun effet, et les musiciens ont répondu qu'ils aimaient mieux payer l'amende que de cesser de jouer »⁴⁾.

C'est là « une rébellion ouverte contre les lois », selon l'arrêté

1) P. V. du 26 thermidor, an VI.

2) P. V. du 26 thermidor, an VI.

3) P. V. du 27 thermidor, an VI.

4) P. V. du 4 fructidor, an VI.

du Département qui renvoie l'affaire au tribunal¹⁾ et invite le général Sainte-Suzanne à expédier vingt-cinq soldats à Villé, à la disposition du commissaire. Le lendemain, un Wurtembergeois, J.-G. Hœffer, qui avait eu la singulière idée de venir s'établir à Wintzenbach comme maître d'école, sans être muni d'un passeport contresigné par un agent français, est expulsé du territoire, par le pont de Kehl²⁾. Par contre, une jeune fille, Marguerite Schwaeterlé, de Kirrwiller, incriminée d'abord pour tentative d'émigration, n'est point condamnée, bien qu'elle eût avoué d'abord, au moment où elle était arrêtée sur ledit pont de Kehl, avec les femmes Grimm et Wolff, qu'elle avait été déjà trois mois en service dans le pays voisin. Je cite ce cas comme exemple des difficultés que devaient avoir les administrateurs à débrouiller la vérité. Car le grand-père d'abord, puis dix, puis trente habitants de Kirrwiller viennent certifier que Marguerite « n'a jamais quitté la commune jusqu'au jour de son arrestation sur le pont du Rhin ». Qui croire ? Le Département finit par constater que

« son extrême jeunesse, une dose d'imbécillité peu commune, les sottises insinuations des femmes qui l'accompagnent, jointes à la frayeur de se voir entre les mains de la force publique, paraissent lui avoir dicté l'aveu... démenti par les certificats, etc. »

et il ordonne sa mise en liberté³⁾. D'autres sont moins heureux ; malgré que l'administration cantonale de Bouxwiller elle-même prie qu'on efface le chirurgien Nicolas Rosenstiel de la liste des émigrés, tant à cause des services innombrables par lesquels il s'est attiré l'estime et la confiance de ses concitoyens que par les preuves éclatantes, données dans toutes les occasions, de son attachement au gouvernement républicain, « le Département refuse d'en délibérer », vu que les chirurgiens émigrés n'ont pas plus droit que les médecins à l'application des lois d'amnistie⁴⁾. Il en est de même pour le rabbin Jacob Gouggenheimer, de Haguenau, affligé « d'une hernie inguinale volumineuse », et pour son épouse, Sarah Weil, qui souffre « d'un rhumatisme goutteux compliqué d'une affection de poitrine ». Dès qu'ils seront transportables, ces deux émigrés seront expulsés⁵⁾.

¹⁾ Malheureusement les archives judiciaires du Bas-Rhin n'existent plus, pour cette époque de sorte qu'on ne saura jamais à quoi ont abouti ces renvois aux juges du tribunal criminel ; ils paraissent avoir été, en général, d'une indulgence qui déplaisait fort aux administrateurs.

²⁾ P. V. du 5 fructidor, an VI.

³⁾ P. V. du 5 fructidor, an VI.

⁴⁾ P. V. du 12 fructidor, an VI.

⁵⁾ P. V. du 12 fructidor, an VI.

CHAPITRE XI.

NOUVELLES MESURES CONTRE LES PRÊTRES RÉFRACTAIRES.

Ce même 12 fructidor, nos administrateurs lancent une proclamation grandiloquente à *leurs concitoyens du Bas-Rhin* à propos des réjouissances (illuminations, jeux, danses, etc.) qui seront données à l'occasion de l'anniversaire du 18 fructidor¹⁾. Il suffira de citer ici l'un des passages de ce manifeste :

« Vous vous rappelez la situation périlleuse dans laquelle se trouvait la République, il y a un an ! Des conspirateurs siégeant aux deux Conseils et au Directoire exécutif tenaient en main les fils affreux du plus vaste complot qui ait encore été ourdi contre la Liberté. Des hommes introduits dans les administrations, dans leurs tribunaux, étaient leurs agents dans les déparetements ; de nombreuses Compagnies de *Jésus*, du *Soleil*, de *Fils légitimes*, leurs satellites ; les assassinats, les calomnies contre les républicains les plus purs, la dilapidation, la corruption, leurs moyens d'exécution. Encore une nuit, et la République était livrée à leurs coups parricides ! C'est la journée du 18 fructidor qui l'a sauvée. Grâce immortelles lui soient rendues ! Journée consolante, elle ne fut pas, comme la plupart des journées révolutionnaires, le triomphe d'une faction sur l'autre ; c'est le peuple entier qui en a recueilli les fruits !²⁾ »

Pour mieux assurer cette allégresse générale, le Département emploie ses dernières séances avant le 18 à suspendre encore un cer-

¹⁾ « Tout doit, disait à ce propos la proclamation, y caractériser l'enthousiasme de la liberté échappée à l'esclavage ».

²⁾ P. V. du 12 fructidor, an VI. Le 18 brumaire succédant, quatorze mois plus tard, à cette fête du 18 fructidor, devait montrer à ces républicains naïfs quels fruits la liberté avait recueillis par le premier de ces attentats contre la représentation nationale.

tain nombre d'agents municipaux, celui de Harskirchen, « connu pour s'adonner au vice » ; un autre, nommé Wencker, « dévoué à la cause des prêtres déportés » ; un autre encore, Grégoire Derwell, de Benfeld, « qui n'a ni les qualités, ni la bonne volonté nécessaires pour coopérer avec succès à l'affermissement de la République ¹⁾ ». Sept autres sont « vendus à la cause des prêtres » ; un dernier « n'a pas assez de fermeté pour résister aux insinuations des agents du fanatisme ». Et le 16 fructidor, les administrateurs résument en trois chiffres, dans une lettre au ministre de la police, le produit bien maigre de toutes les visites domiciliaires dans le Bas-Rhin : 28 émigrés, presque tous agricoles rentrés ; deux prêtres déportés, renvoyés devant la Commission militaire ; 200 réquisitionnaires environ renvoyés à l'Etat-major.

« Les résultats auraient pu être plus conséquents, écrivaient-ils, mais les prêtres sont si bien cachés dans les forêts, ils ont su trouver des asiles sûrs à l'aide des habitants dévoués à leur cause pendant tout le temps que ces visites ont duré, et le plus grand nombre s'est tenu caché dans les montagnes... Leur présence se fait de nouveau sentir dans les communes, et la fête monarchique de Saint-Louis a été célébrée avec ferveur dans plusieurs cantons ²⁾. »

On signalait en effet au Département des rassemblements nouveaux dans les environs de Lauterbourg et de Niederlauterbach, où se trouvaient deux chapelles. C'est là

« que se font, nuit et jour, des pèlerinages continuels... Ce sont des rassemblements illégaux qui peuvent d'autant plus compromettre la sûreté publique, qu'ils sont présidés sans doute par des hommes proscrits comme irréconciliables ennemis de la République ».

Aussi l'administration municipale de Lauterbourg recevait-elle l'injonction « de fermer immédiatement ces chapelles et d'exercer dans la suite une surveillance plus sévère sur l'exécution de toutes les dispositions de police relatives aux cultes » ³⁾. La semaine d'après, c'est dans le canton de Billigheim qu'on envoie un détachement de trente hommes dont l'administration déclare avoir « un besoin indispensable » pour assurer l'exécution des lois contre les émigrés, les prêtres

¹⁾ Il avait refusé de participer aux visites domiciliaires, et le 8 fructidor (jour de la Saint-Louis), avait contribué à la célébration de cette fête contre-révolutionnaire. — P. V. du 13 et 14 fructidor, an VI. L'agent d'Ohlungen, est suspendu « pour avoir toléré la sonnerie des cloches hors des cas prévus par la loi ». (P. V. du 27 fructidor, an VI). Mais il ressort d'un arrêté du Département lui-même que « ces sonneries sont tolérées impunément dans la plupart des communes ». (P. V. du 29 fructidor, an VI).

²⁾ P. V. du 16 fructidor, an VI.

³⁾ P. V. du 17 fructidor, an VI.

et les réquisitionnaires ¹⁾. Le lendemain, c'est l'administration du canton de Truchtersheim qui écrit « qu'une force imposante devient nécessaire encore aujourd'hui pour l'exécution des lois », et le Département prie Sainte-Suzanne d'envoyer de la cavalerie et de l'infanterie, qui arriveraient à Schnersheim, sur la route de Saverne, à trois lieues de la place. « L'affaire, écrit-il au général, est de la dernière conséquence » ²⁾. Peut-être cet appel subit à l'armée se rapporte-t-il au fait de l'arrestation d'un prêtre déporté et rentré, nommé Holder ³⁾. Le maréchal des logis de la gendarmerie savernoise, Tourzel, ayant appris qu'on projetait des « rassemblements fanatiques » dans le dessein d'enlever ce prêtre en route, avait consulté l'administration centrale sur les moyens d'opérer ce transfert ⁴⁾.

Une délibération des plus énergiques contre l'usage des anciens calendriers qui s'imprimaient encore (ou plutôt de nouveau), parallèlement avec le calendrier républicain, est prise, le 5 vendémiaire, par les administrateurs du Bas-Rhin.

« Considérant, y est-il dit, que les anciennes dénominations des jours composant les ci-devant semaines, auxquelles les décadis ont été substitués, ne doivent plus être d'aucun usage civil sur le territoire de la République française; qu'ainsi leur addition sur les annuaires imprimés pour l'usage des citoyens français est devenue inutile et présente de la part des éditeurs de ces annuaires une affectation coupable de perpétuer le souvenir d'institutions abolies; considérant que l'accollement peu décent à l'ère républicaine d'une Kirielle (*sic*) de saints avoués par un culte particulier est à la fois un attentat à l'égalité qui doit régner entre tous les cultes, provoque aux discussions et séquelles (*sic*) religieuses et annonce évidemment le dessein de caresser les préjugés des partisans des prêtres insoumis, les ennemis les plus dangereux du gouvernement républicain; considérant que les éditeurs allégueront en vain qu'ils n'ont été portés à réunir les deux styles que pour la facilité des communes dans un département frontière, puisqu'il est connu que les saints

¹⁾ P. V. du 22 fructidor, an VI. Billigheim est aujourd'hui dans le Palatinat.

²⁾ P. V. du 23 fructidor, an VI.

³⁾ Holder avait été « saisi dans l'église de Landersheim au moment où, couvert d'ornements sacerdotaux, il y disait la messe ». (P. V. de la gendarmerie du 30 fructidor). « Il y prêchait, dit l'arrêté du Département du 4^e jour complémentaire, la haine contre la Constitution et le gouvernement; il ne cessait de provoquer à la persécution des acquéreurs de biens nationaux et son influence sur la conscience timorée des crédules habitants des campagnes est un sujet d'alarme pour la tranquillité intérieure ».

⁴⁾ P. V. du 2^e jour complémentaire de l'an VI. Mais c'est une pure supposition, car le procès-verbal dit seulement que « le chef de la force armée sera chargé d'opérer ce transfert, sans qu'il devienne une occasion de trouble pour la tranquillité publique ».

doivent être étrangers au commerce dans ce bas monde; considérant enfin qu'il est de son devoir de prendre des mesures pour réprimer l'affectation incivique qui a fait mettre en émission des feuilles ou calendriers périodiques illégaux, plus d'un mois avant le renouvellement de l'année et d'ôter de la circulation des écrits qui ne peuvent que perpétuer des souvenirs dangereux pour la liberté »,

le Département arrête qu'en vertu de l'article 35 de la loi du 19 fructidor an V, « la vente et le débit de tous ces almanachs en feuilles ou en livrets est prohibée et que les contrevenants seront poursuivis par voie de simple police ». Il invite « tous les bons citoyens à seconder cette mesure salubre, en détruisant les almanachs prohibés qu'ils pourraient s'être procurés »¹⁾. Je ne crois pas d'ailleurs qu'en votant cette prohibition, nos administrateurs se soient fait de grandes illusions sur sa mise en pratique. Car, en envoyant leur arrêté au ministre de l'intérieur, ils avouaient naïvement :

« La mesure est tardive; eût-elle même été prise à temps, elle n'aurait fait que faciliter le débit des almanachs venant de l'étranger, rédigés dans les langues qu'on parle dans ce département. Le premier moyen d'atteindre le but réclamé par l'esprit public serait la publication d'une loi qui prohiberait l'introduction en France d'almanachs étrangers²⁾. »

L'administration centrale n'était guère plus satisfaite de la façon dont la municipalité de Strasbourg faisait observer les prescriptions relatives au calendrier républicain. Elle voulait lui exprimer, le 21 vendémiaire, sa satisfaction de « l'ordre et de la décence qui ont caractérisé la réunion décadaire du jour d'hier » et formulait l'espoir « que cela ira toujours de mieux en mieux ». Mais d'autres de ses mesures sont inefficaces

« par défaut d'une police qui devrait être mieux organisée... L'article 6 porte que les jours de décades et de fêtes nationales, les boutiques, les magasins et les ateliers seront fermés. Cet article est enfreint constamment, les jours de décade et fêtes, par un grand nombre de marchands et leur récidive habituelle nous fait croire qu'on ne fait pas, décade par décade, l'application des peines édictées par l'article 605 du code des délits... Comment se fait-il que les bouchers continuent impunément, les mêmes jours, les étalages qu'ils ont soin de supprimer les jours connus dans le calendrier sous le nom de dimanche?... Nous sommes même assurés qu'ils poussent la hardiesse jusqu'à égorger, les mêmes jours, leurs bestiaux, abus qui jamais ne devrait

¹⁾ P. V. du 5 vendémiaire, an VII. Par le fait même qu'ils étaient proscrits, ces calendriers « vieux style » devenaient plus chers aux bourgeoises des villes et aux paysannes des campagnes.

²⁾ P. V. du 5 vendémiaire, an VII.

être toléré puisqu'il est contre les règlements de police... Les poissonniers profitent avec une ponctualité scrupuleuse, les jours correspondant aux ci-devant vendredis, de la permission qui leur a été accordée, d'étaler tous les jours... Nous vous invitons à la leur retirer, s'ils s'abstiennent d'étaler les dimanches et les fêtes religieuses¹⁾. »

A cette date nous rencontrons encore une fois dans nos procès-verbaux une personnalité qui avait joué un certain rôle dans l'histoire locale durant les premières années de la Révolution²⁾. C'était Mme Vve Mainoni, la femme du Mainoni qui présidait en 1791 la *Société des catholiques romains*, la belle-sœur de l'autre Mainoni, agent national pendant la Terreur, puis général de brigade. Elle avait émigré à une date inconnue, et ses biens avaient été saisis et placés sous séquestre. Mais elle avait fait opposition à cette saisie, « prétendant être Suisse, alors qu'elle est seulement originaire de ce pays », et l'on sait que les gouvernements révolutionnaires avaient toujours, jusque là, ménagé beaucoup la Suisse neutre. Aussi nos administrateurs s'adressaient-ils au ministre de la police pour obtenir son avis sur ce cas difficile.

« Les frais d'entretien de sa grande maison à Strasbourg sont très onéreux pour le trésor; on devrait pouvoir la vendre comme bien d'émigré, d'autant que la femme Mainoni, dont les opinions politiques et la haine pour la cause de la liberté sont suffisamment connues par le soin qu'elle a montré à les manifester jusqu'à l'époque de son émigration et plus encore par les efforts scandaleux qu'elle fit, au commencement de la Révolution, pour soulever la garnison contre le nouvel ordre de choses, en prodiguant dans les casernes l'or et les séductions pour engager les soldats à combattre pour le trône et l'autel, n'a aucun moyen légal en sa faveur pour obtenir sa radiation, étant née Française quoique d'origine suisse, et établie en France jusqu'à l'époque de son émigration³⁾. »

¹⁾ P. V. du 21 vendémiaire, an VII. Les conducteurs des diligences de nuit (*Nachtwagen*) de Molsheim, Bischwiller, Obernai, Barr, Wissembourg, etc. ne causaient pas moins d'ennuis aux administrateurs en refusant de se conformer aux indications du calendrier républicain. Les citoyens V. Bild, G. Klein, D. Degermann, J. Kob, J. et F. Geyer « conducteurs ou propriétaires de chariots de nuit et messageries des communes » étaient cités devant eux pour déclarer « quel jour déterminé de la décade ils se proposent d'arriver à Strasbourg ». (P. V. du 26 vendémiaire, an VII.) Et l'on voit par le procès-verbal du 16 frimaire, an VII, que le sieur Degermann, de Barr, conducteur d'une voiture publique, est menacé d'interdiction s'il n'observe pas mieux l'arrêté.

²⁾ Voyez sur le rôle joué par Mme Mainoni, ma *Constitution civile du Clergé en Alsace*, tome I, p. 44-46.

³⁾ P. V. du 22 vendémiaire, an VII. J'ignore quelle réponse le ministre fit à cette demande.

Le 24 vendémiaire, le commissaire du Directoire près l'administration du Bas-Rhin recevait de son subordonné près l'administration municipale de Strasbourg une dénonciation concernant « un écrit, en allemand, manuscrit d'une page in-16, qui avait été répandu en grand nombre, la veille au matin, dans la rue dite de la Nuée-Bleue, cet écrit commençant et terminé par le cri contre-révolutionnaire : Vive le Roy! en langue française ». L'émoi semble avoir été tout d'abord assez grand au Département, car « cet écrit n'est pas seulement une provocation directe au retour de la royauté », mais « cet infâme libelle contient en outre la menace d'un grand massacre à Strasbourg ». Aussi nos administrateurs

« considérant que l'article 612 du Code des délits prononce la peine de mort contre toute conspiration ou complot tendant à troubler la République par une guerre civile »

enjoignaient-ils à la municipalité de Strasbourg de leur rendre compte, dans la journée même, des mesures prises pour parvenir à découvrir les auteurs et distributeurs du libelle « et de les tenir au courant de la moindre découverte »¹⁾. Mais au fond, l'affaire n'avait guère d'importance, et le Département lui-même écrivait, le même soir, au ministre de l'intérieur :

« Nous pensons que cet écrit n'est que l'humeur contre-révolutionnaire de quelques jeunes conscrits qui sont peines de partir pour le service de la patrie. Si les circonstances fournissaient la preuve que cela est plus sérieux, nous ne négligerions pas de prendre les mesures qu'elles réclameraient »²⁾. »

Il y avait en effet une certaine fermentation dans les esprits au sujet de l'application de la loi du 3 vendémiaire, qui appelait 200 000 conscrits sous les drapeaux. Dans une circulaire aux administrations cantonales de son ressort, le Département les invitait à « donner toute la solennité dont elle est susceptible » à la proclamation du corps législatif au peuple français, afin que « les jeunes citoyens entendent sa voix, sensibles à la gloire de concourir à la guerre pour la Liberté et viennent rejoindre ceux qui les ont devancés dans cette carrière honorable »³⁾. Ils devront être rendus à destination dans le courant de brumaire prochain et se tenir prêts au premier ordre que vous leur donnerez dès que nous vous aurons fixé le jour de leur départ pour

¹⁾ P. V. du 24 vendémiaire, an VII.

²⁾ P. V. du 24 vendémiaire, an VII.

³⁾ P. V. du 23 vendémiaire, an VII.

Strasbourg, d'où ils seront dirigés au lieu indiqué ». Quant à celles des administrations cantonales qui, le 6 brumaire, n'ont pas encore fourni la liste de leurs conscrits de première classe, le Département leur envoie des commissaires qui les dresseront aux frais des communes, et ceux d'entre les jeunes gens qui n'obéiraient pas à l'ordre de marche, au premier appel, seraient déclarés déserteurs¹⁾.

Dès le 10 brumaire, la majeure partie de ces conscrits s'était rendue à Strasbourg, au dépôt du quartier des Juifs. Les autorités leur octroient la faculté de sortir et de se promener,

« sous condition qu'ils seront présents à l'appel chaque jour, à midi, et un quart d'heure après la retraite. Mais ceux qui manqueront à l'appel seront consignés le lendemain pendant toute la journée et seront privés de l'avantage de se rendre avec leurs camarades au dépôt général de Belfort ».

« Personne d'entre eux n'abusera de la permission qui leur est ainsi accordée », disait l'arrêté du Département, mais, malgré cet optimisme officiel, il avait soin d'ajouter que « celui qui en abusera sera déclaré déserteur »²⁾.

Pendant toutes ces semaines de vendémiaire et de brumaire, l'administration centrale n'avait pas cessé d'examiner de nombreuses pétitions et réclamations au sujet de radiations d'émigrés. On doit répéter ici qu'elle est clémentine aux petits (ouvriers et paysans), plutôt récalcitrante à l'égard des vrais ci-devant, des fabricants, etc. qui ont l'audace de solliciter leur rentrée. Aucun cas plus saillant ne se détache d'ailleurs des autres dans nos procès-verbaux, et après les nombreux exemples déjà cités, il suffit de constater le fait en général³⁾.

¹⁾ P. V. du 6 brumaire, an VII. Chacun de ces commissaires recevra 9 francs par jour.

²⁾ P. V. du 10 brumaire, an VII.

³⁾ P. V. des 14, 15, 19, 26 vendémiaire, 1, 5, 7 brumaire, an VII. Un seul cas sort un peu de l'ordinaire, celui de Jean Lahr, ministre protestant à Dehlingen (arrondissement de Sarre-Union) qui avait pris la fuite pendant la Terreur, avait été porté sur la liste des émigrés et dont les biens avaient été confisqués. Après d'innombrables démarches à Sarre-Union, Strasbourg et Paris — (Voy. surtout les dépositions d'habitants de Dehlingen, exposant que dans leur ignorance de la langue française ils avaient signé une pièce désignant Lahr comme un « homme turbulent et incivique », alors qu'ils n'avaient aucun dessein de faire une dénonciation aussi fautive que criminelle; certificat de l'agent, de l'adjoint, de quatre-vingt citoyens de la commune que, dans la nuit du 8 octobre 1793, une bande de gendarmes, volontaires et autres indisciplinés de Sarre-Union, Diemeringen et Dehlingen, armés de fusils sont venus assiéger la maison curiale et y ont tout brisé) — la vérité s'est faite jour; avant

Mais, pour le moment, c'est beaucoup moins aux émigrés laïques que s'attache la vindicte gouvernementale qu'aux prêtres réfractaires qui semblent être le cauchemar perpétuel de l'administration supérieure, car, pour les administrations locales, il est trop certain que bon nombre d'entre elles furent complices bénévoles des insoumis. Tantôt c'est l'agent d'Andlau, Collonel, qui est dénoncé comme ayant protégé les prêtres réfractaires ¹⁾ ; tantôt l'agent de Saverne, qui tolère constamment le rassemblement de fanatiques qui se fait dans l'église des Récollets, ou le fameux pèlerinage à la Vierge noire de Monswiller qui attire la foule des « fanatiques » des environs ²⁾. Tantôt le Département réclame au général Chateauneuf-Randon vingt-cinq hommes de troupes, pour empêcher que la fête de saint Florent à Niederhaslach, « où une grande affluence de monde doit se rendre en pèlerinage », ne cause des désordres ³⁾. Un autre jour, la gendarmerie constate, à quelques centaines de pas de Geispolsheim, « la présence d'une croix représentant la Vierge et le Christ, et sur le cimetière de la même commune jusqu'à une centaine de croix », et l'administration centrale, instruite de cette « contravention formelle » à la loi, s'écrie : « Il est temps enfin de la faire respecter pour comprimer le fanatisme stupide » ; l'agent coupable d'avoir toléré ces faits est, par là même, déclaré « indigne de fonctions publiques », et l'on demandera au ministre de l'intérieur sa destitution et son renvoi devant la justice ⁴⁾. Voici encore Brumter, l'agent de Breuschwickersheim, dénoncé pour avoir laissé sonner les cloches « pour célébrer un culte particulier », qui est suspendu de ses fonctions ⁵⁾ ; dans le canton

sa fuite et depuis sa rentrée, le pétitionnaire a tenu une conduite irréprochable ; il a prêté le serment civique, il a fait sur l'autel de la patrie des offrandes considérables et a constamment manifesté les sentiments du plus pur patriotisme, et l'administration centrale constate que son dossier prouve suffisamment que Lahr s'est toujours comporté en homme probe et attaché sincèrement à la Révolution. On s'attend donc à une radiation tout au moins provisoire. Mais par des arguties de jurisprudence, nos administrateurs aboutissent à la conclusion, certes inattendue, « que le citoyen Lahr ne peut plus être admis au bénéfice de la loi des 22 germinal et 22 prairial, an III, faute d'en avoir rempli les formalités en temps utile, et que, par suite, il n'y a pas lieu à délibérer ». (P. V. du 13 brumaire, an VII.

¹⁾ P. V. du 6 brumaire, an VII.

²⁾ P. V. du 8 brumaire, an VII.

³⁾ P. V. du 9 brumaire, an VII.

⁴⁾ P. V. du 8 brumaire, an VII.

⁵⁾ P. V. du 16 brumaire, an VII.

d'Erstein aussi l'on fait des sonneries à trois heures du matin et à neuf heures du soir ¹⁾ ; dans celui de Dahn l'exécution des lois contre les prêtres, les émigrés, les réquisitionnaires est fort négligée ; on y laisse revenir les émigrés, disposer librement de leurs biens, nonobstant séquestre ; on y « vilipende les insignes de la liberté », on y maltraite les patriotes ²⁾. On recherche un prêtre réfractaire du nom de Frichard, qu'un certain Petit, de la commune de Steige, est accusé d'avoir recélé, et qui pourtant ne figure ni sur la liste des émigrés ni sur celle des prêtres déportés, et on ne parvient pas à « dissiper l'obscurité dont son existence politique est enveloppée » ³⁾. A Erstein, l'administration cantonale a osé, dit-on, prendre un arrêté pour sonner « à des heures indues », ce qui serait « un crime méritant une punition sévère » ; si cet arrêté existe, un commissaire du Département le fera biffer sur le champ, sous ses yeux, dans le registre ⁴⁾.

Puis encore ce sont des suspensions nombreuses d'agents et d'adjoints d'un zèle douteux : Bottemer, d'Obernai, « d'une conduite équivoque, recéleur de prêtres » ; Steinbach, de Böersch, « qui manifeste hautement sa répugnance pour l'institution décadaire ; Eckenfels, de Niedernai, qui « favorise les prêtres rebelles » ; Sigrist, de Saint-Nabor, qui « joint à l'incapacité une haine prononcée pour le système républicain » ⁵⁾ ; Bottenhæuser, de Niederrottrott, « autorisant par son exemple les excès et les manœuvres des vagabonds et gens suspects qu'il reçoit dans son cabaret, d'ailleurs attaché aux prêtres réfractaires » ⁶⁾, etc. Même un des révolutionnaires prononcés d'autrefois, Lambla, le commissaire du Directoire près l'administration cantonale de Sélestat *extra muros*, est accusé d'avoir recélé pendant deux mois un prêtre réfractaire dans sa maison, en l'an VI ⁷⁾. La gendarmerie reçoit de vifs reproches de ce qu'elle a laissé le prêtre étranger Théophile Mercklé, de Hermersheim, vivre tranquillement à Essingen, près de Landau, alors que le Département avait ordonné son expulsion par Kehl ⁸⁾. Ce dernier repousse aussi la demande de Joseph Dieta, de Marmoutier, ci-devant curé à Reinhardsmünster, qui, « accablé

¹⁾ P. V. du 17 brumaire, an VII.

²⁾ P. V. du 17 brumaire, an VII. Dahn est aujourd'hui dans le Palatinat.

³⁾ P. V. du 17 brumaire, an VII.

⁴⁾ P. V. du 2 frimaire, an VII.

⁵⁾ P. V. du 7 frimaire, an VII.

⁶⁾ P. V. du 2 frimaire, an VII.

⁷⁾ P. V. du 6 frimaire, an VII.

⁸⁾ P. V. du 9 frimaire, an VII.

d'infirmités, demande à rester dans ce dernier village où il vit depuis quarante ans, malgré les prescriptions de la loi du 19 fructidor », et arrête qu'il « sera incessamment transporté dans la maison des prêtres insoumis, à Strasbourg, sauf à rester momentanément dans sa commune s'il n'est pas transportable » ¹⁾.

Toutes ces mesures souvent mesquines et généralement peu efficaces ne doivent pas nous faire oublier les efforts patriotiques de l'administration centrale du Bas-Rhin pour contribuer, au moment où la guerre va recommencer, à la défense de la patrie. Sans doute, surtout dans certains villages catholiques, travaillés par le clergé réfractaire, il y avait bon nombre de réquisitionnaires et de conscrits de première classe qui s'étaient cachés ou avaient émigré pour ne pas être englobés parmi les levées nouvelles. Mais on avait aussi vu des pères de famille ramener eux-mêmes leurs fils déserteurs au Département de Strasbourg ²⁾, et, dans l'ensemble, le Bas-Rhin s'était montré, comme toujours, l'un des arrondissements de la République les plus disposés à défendre le sol de la patrie. Les administrateurs départementaux avaient le droit d'écrire, le 18 frimaire, au Conseil des Anciens et au Conseil des Cinq Cents :

« Le département du Bas-Rhin vient de donner à la patrie une nouvelle preuve du dévouement qui caractérise ses habitants. C'est du Bas-Rhin qu'est arrivé à Belfort le premier détachement de conscrits appelés; dès le 30 brumaire, tous les cantons avaient fourni leurs contingents. Deux mille jeunes gens étaient à leur poste, non compris un grand nombre d'autres qui, devançant l'âge de la conscription... s'étaient enrôlés dans différents corps d'armée... Ainsi donc, les voilà encore une fois déçues, les espérances coupables que la malveillance et le fanatisme avaient osé fonder sur notre département. Ils espéraient paralyser la mesure salulaire de la conscription mais le dévouement généreux des pères, l'allégresse manifestée par les enfants, en volant au poste où la patrie les appelait, ne laisse aux malveillants que la honte et la certitude de l'inutilité d'ultérieurs efforts... Si l'étranger téméraire osait faire des tentatives nouvelles sur notre territoire, les quatre autres classes des conscrits sont là, les parents des conscrits sont là, tous les républicains du Bas-Rhin sont là et ce ne serait pas en vain qu'ils auraient montré leur front menaçant aux ennemis de la liberté de leur pays ³⁾. »

¹⁾ P. V. du 11 frimaire, an VII.

²⁾ C'étaient Philippe Gaeck, de Reimerswiller et Sébastien Ketterer, d'Oberbetschdorf; le premier avait déjà donné quatre enfants à la patrie, le second comptait également trois fils aux armées. Le Département pardonne aux jeunes déserteurs à cause du civisme des pères. (P. V. du 17 frimaire, an VII.)

³⁾ P. V. du 18 frimaire, an VII.

Dans la même séance, les administrateurs mandaient au ministre de la police générale que les mesures prises pour réprimer par la force armée les incendiaires répandus dans certaines régions du Bas-Rhin, avaient eu un résultat rassurant ; que leur nombre s'était trouvé moins considérable qu'on n'avait eu d'abord lieu de le craindre ; et « que leurs attentats ont entièrement cessé depuis » ¹⁾. Par contre, ils signalaient au même, quelques jours plus tard, l'agitation croissante des émigrés dans le margraviat de Bade.

« Ce pays, disaient-ils, est aujourd'hui l'un de leurs principaux repaires, et l'un des plus dangereux, par l'effet des localités qui facilitent les moyens d'une correspondance clandestine avec leurs partisans de la rive gauche. Le désordre qui résulte de cet état de choses est tel que les magistrats de ces mêmes pays viennent de nous écrire ²⁾ pour nous communiquer les mesures répressives qu'ils se sont enfin vu forcés de prendre, afin de parvenir au rétablissement de la sûreté générale. . . . Le moyen le plus efficace pour atteindre ce but, et peut-être le seul, serait que les gouvernements respectifs se concertassent pour éloigner et chasser de leurs Etats tout étranger qui ne serait pas porteur d'un passeport en bonne forme, délivré par le magistrat de sa ville natale ³⁾. »

Malheureusement, en recommandant ces procédés pour les territoires étrangers, nos administrateurs ne parvenaient pas à les faire observer par leurs propres subordonnés. Dans leur séance du 24 frimaire, ils se voyaient obligés d'adresser de vives réprimandes à la municipalité de Strasbourg qui, malgré leurs ordres répétés, laissait entrer et sortir journellement, sans aucun contrôle, des étrangers et des gens sans aveu.

« Cette affectation de négligence de la part des gens de la police de Strasbourg, dans les circonstances où se trouve cette frontière, compromet imminemment la tranquillité publique. »

Le Département exigeait la stricte observation de la loi et arrêtait que, dans les vingt-quatre heures, la municipalité renverrait par devant lui tous les suspects ⁴⁾. La municipalité de Haguenau était encore

¹⁾ P. V. du 18 frimaire, an VII.

²⁾ La lettre du grand-bailliage de Rastatt est du 5 décembre 1798.

³⁾ P. V. du 22 frimaire, an VII.

⁴⁾ P. V. du 24 frimaire, an VII. Le Département protestait aussi, le 25 frimaire, auprès du général commandant la 5^e division militaire, contre l'abus commis par certains officiers de l'armée, dont « les simples billets ou permissions » fournissaient à toutes sortes d'individus le moyen de passer le Rhin sans passeport.

plus gravement incriminée — il est vrai que c'était par un homme accusé de méfaits analogues pendant la Terreur, par l'ex-commissaire Hardel-Vilvot. Plusieurs membres de cette administration cantonale, André Weinum, Xavier Nebel, et autres « ennemis de la République » étaient signalés comme « ayant toujours favorisé les prêtres réfractaires, les émigrés, les ennemis extérieurs, le premier s'étant même permis de demander publiquement un roi ». Un autre, nommé Rosé, « a causé pour plus de quarante mille francs de spoliations à la République, en lui dérobant les biens des émigrés Barth et autres ». Le citoyen Anrich, juge de paix à Wissembourg, était délégué par l'administration centrale pour procéder à une enquête, de concert avec le commissaire du Directoire exécutif¹⁾. Strasbourg et Haguenau n'étaient pas d'ailleurs les seuls à recevoir des réprimandes. Avant eux, Bischwiller avait dû subir une sermonne énergique du Département, qui s'était vu obligé d'y envoyer des troupes, « parce que les fonctionnaires et les citoyens ne se mettaient pas en devoir de repousser loin d'eux la foule d'émigrés qui avaient trouvé moyen d'entrer par là dans le territoire de la république ». Il avait décidé, en même temps, que ces troupes seraient logées et nourries chez les habitants aux frais des communes²⁾.

Une de ces affaires d'émigration surtout préoccupe à ce moment l'administration départementale ; c'est celle de l'ex-avocat François-Marie Demougé, ce Strasbourgeois retors et peu scrupuleux, qui fut un des plus actifs agents du parti royaliste en Alsace, le « Furet » de la *Correspondance de l'émigré Louis de Klinglin*, l'ex-lieutenant du Roi à Strasbourg, en 1789³⁾. Après avoir été mêlé de près aux louches négociations avec Pichegru, Demougé avait obtenu des administrateurs du Bas-Rhin, en l'an V, un passeport afin de se rendre à Francfort, « pour affaires de commerce », quoiqu'il eût été inscrit, dès l'an II, sur la liste des émigrés. Mais quand il sollicita, le 20 messidor an VI, une prolongation de séjour à l'étranger, la municipalité de Strasbourg s'avisa « qu'il y avait lieu de le suspecter d'émigration », de l'inscrire sur la liste des absents et d'établir sur ses biens un séquestre provisoire⁴⁾. Ces mesures attirèrent sur lui l'attention de l'autorité supé-

¹⁾ P. V. du 24 frimaire, an VII.

²⁾ P. V. du 1^{er} frimaire, an VII.

³⁾ *Correspondance trouvée le 2 floréal, au V, à Offenbourg, dans les fourgons du général Klinglin*, etc. Paris, de l'Imprimerie de la République, pluviôse et thermidor, an VI, 2 vol. in-8°.

⁴⁾ Cette décision de la municipalité fut prise le 15 prairial, an VI.

rieure ; celle-ci, dans une lettre au ministre de la police, datée du 26 frimaire¹⁾, déclarait que

« Demougé et sa femme avaient été les plus audacieux et les plus perfides conspirateurs, communiquant les plans et les projets des généraux républicains aux Autrichiens et aux émigrés, provoquant le massacre des armées françaises, l'envahissement du territoire et le rétablissement du trône sur les cadavres sanglants des défenseurs de la liberté. »

Elle profita même de l'occasion pour formuler un blâme sur la légèreté de ses prédécesseurs et de la municipalité strasbourgeoise qui délivraient un passeport à cet individu, « sans vérifier si cet homme dangereux n'était pas inscrit sur la liste des émigrés ». « Ayant à cœur la punition de ce traître », le Département arrête que le nom de l'espion Demougé, se disant négociant, est maintenu sur la liste, que celui de sa sœur, Françoise Demougé, sera porté sur la liste supplétive²⁾ et que leurs biens à tous deux resteront séquestrés.

Des espions, on en voyait d'ailleurs partout — non sans raison souvent — et on s'effarait de leur action avec une facilité qui paraîtrait singulière, si l'on ne se reportait à ces temps agités de luttes au dedans comme au dehors. « Un déserteur autrichien, ou plutôt un espion, du prénom de Joseph, a passé le 30 brumaire par Willgottheim et a crié : Vive le Roi ! et autres cris séditieux », écrivaient les administrateurs du Bas-Rhin aux autorités cantonales de Truchtersheim, « et aucune personne n'a été assez républicaine et assez bien intentionnée pour arrêter cet espion ». Et sans considérer que cet « espion » aurait été d'une stupidité rare en attirant sur lui l'attention publique par des clameurs subversives, le Département demandait « comment des crimes de cette nature restaient impunis ». Il ordonnait

¹⁾ A vrai dire, cette lettre (ou plutôt cette apologie) avait été provoquée par une lettre du ministre lui-même, du 8 frimaire, qui réclamait la mise sur la liste des Demougé, en se référant à la *Correspondance de Klinglin*.

²⁾ Cette sœur avait épousé en Allemagne, à Weingarten, un nommé Arnauld Dernet ou Demot, lieutenant et trésorier du régiment dit Royal-Dauphin-cavalerie, le 21 avril 1796. E. M. Demougé continua son triste rôle d'espion sous la monarchie de Louis XVIII. La bibliothèque de l'Université de Strasbourg possède plusieurs cartons de ses rapports au préfet du Bas-Rhin, provenant de la collection Ch. Fréd. Heitz. Un certain nombre de ces papiers a été mis au jour ou analysé par M. Théodore Renaud, dans le *Jahrbuch des Vogesenclubs* de 1912. Une bonne notice sur ce très peu sympathique mais curieux personnage comblerait une lacune dans l'histoire secrète de la Révolution en Alsace.

« de prendre des mesures pour arrêter cet espion en service à Dinsheim » et le faire conduire à Strasbourg.

« On dit aussi que des prêtres réfractaires et des émigrés se trouvent chez vous et que vous favorisez ces ennemis de la république¹⁾. . . Comment des contraventions si graves ont-elles pu se commettre sans parvenir à vos oreilles ?²⁾ »

La question était plutôt naïve et la réponse fort simple ; les autorités rurales dans certains cantons voyaient et entendaient bien ce qui se passait autour d'elles, mais elles n'avaient nulle envie d'être molestées par leurs administrés, et, par conséquent, elles fermaient les yeux et les oreilles. Dans la séance qui suivit immédiatement celle où l'on venait de rabrouer l'agent de Truchtersheim, les administrateurs étaient saisis d'une pétition de l'agent de Kriegsheim, exposant

« que depuis quelque temps sa personne et ses propriétés sont menacées en raison de son zèle pour l'exécution des lois. Il est l'objet de la rage des habitants; quoique sa demeure soit tout près du corps de garde, des hommes armés se sont assemblés devant elle, à minuit, le 23, pour le sommer, dans les termes les plus injurieux, d'en sortir, et toutes ses fenêtres ont été brisées à coups de pierres. »

C'était encore le « fanatisme » qui se manifestait, car l'administration cantonale de Brumath (dont Kriegsheim faisait partie) attestait que, « malgré la présence d'un détachement de garde nationale » on a sonné le soir du 26 (dans ce village), et aussitôt les habitants se sont rendus à l'église pour y exercer le culte ; jusqu'à ce jour le détachement n'a pu obtenir ni logement, ni nourriture, ni solde, des gens de Kriegsheim³⁾. En présence de ces troubles, le Département ordonne l'ouverture d'une information qui ferait connaître quels sont les auteurs et fauteurs et envoie vingt-cinq hommes de troupes de ligne, moins faciles à intimider que les bons gardes nationaux et qui sauront se faire nourrir et payer par les récalcitrants⁴⁾.

Sans doute les administrateurs du Bas-Rhin auraient préféré de beaucoup réussir avec des moyens autres que la force militaire.

1) La lettre officielle cite l'exemple de l'émigré Joseph Lorentz, de Gougenheim, qui, rentré le 29 brumaire, a bien été arrêté, mais « a été mis en liberté au corps de garde de Schnersheim, la nuit du lendemain, sans qu'on sache par qui ».

2) P. V. du 27 frimaire, an VII.

3) P. V. du 28 frimaire, an VII.

4) P. V. du 28 frimaire, an VII.

Malgré le peu de succès que trouvait la presse républicaine dans les masses rurales¹⁾, ils n'avaient pas encore renoncé à tout espoir d'influencer par elle l'opinion publique. Un citoyen de Strasbourg, Ehrmann, qui publiait dans cette ville un journal, *Chronik der Menschheit* (Chronique de l'Humanité), peu connu d'ailleurs, avait proposé au Département, « mû par le désir de se rendre utile à ceux de ses concitoyens qui ne savent pas la langue française », de traduire en allemand le *Bulletin décadaire*, qui était envoyé, depuis le commencement de l'année, aux administrations cantonales dont beaucoup, très probablement, ne le lisaient jamais²⁾. Seulement, il voulait s'assurer un nombre d'abonnés suffisant pour vivre et faire vivre aussi son autre journal³⁾. L'autorité supérieure, sachant « qu'il importe de répandre parmi tous les citoyens de ce département les connaissances utiles et les traits de civisme consignés dans ce *Bulletin* », applaudit à la proposition d'Ehrmann et invita les municipalités cantonales à engager chacun de leurs agents « à s'abonner à cette utile traduction et à en donner lecture et connaissance aux citoyens de sa commune qui n'entendent pas le français »⁴⁾. Elle avisait même le ministre de l'intérieur de cet « arrangement fait avec un littérateur patriote, pour donner toutes les décades un extrait du *Bulletin décadaire* en allemand, dans le but d'affermir l'amour de la République ». Elle ajoutait qu'elle faisait également répandre les discours décadaires prononcés à Strasbourg.

¹⁾ Il n'y avait plus à ce moment, de journal politique, paraissant dans le Bas-Rhin en langue française, depuis que le *Courrier de Strasbourg* de Laveaux avait disparu; la *Feuille décadaire du Bas-Rhin* n'a commencé qu'en 1800. Mais la plupart de nos paysans ne lisaient pas, je crois, les feuilles allemandes, qui ont paru en assez grand nombre, de 1789 à 1799. Leur almanach du *Messenger boiteux* et les brochures, imprimées outre-Rhin et distribuées par les colporteurs ou le clergé réfractaire, suffisaient à leurs besoins intellectuels, quelque étrange que cela paraisse de nos jours où le moindre village est inondé de périodiques de tout acabit.

²⁾ Une de mes surprises en commençant le dépouillement des énormes volumes in-folio des Délibérations du Directoire et de l'administration centrale du Bas-Rhin durant l'ère révolutionnaire, a été de constater combien nombreux sont les maires, les officiers municipaux, les agents ou les adjoints des communes qui donnent leur démission, « ne sachant ni lire ni écrire » ou qu'on destitue pour ce motif.

³⁾ Le *Bulletin* coûtait dix-huit francs par an, neuf francs par semestre, cinquante centimes par numéro.

⁴⁾ P. V. du 21 frimaire, an VII.

« Nous avons jugé (utile) tel discours *sur l'exécution des lois* et surtout celles relatives à l'annuaire républicain, qui a été prononcé le 10 frimaire par notre secrétaire-en-chef¹⁾ et nous venons de le répandre en français et en allemand, dans toutes les communes »²⁾.

Mais n'ayant jamais vu aucun numéro de cette publication périodique³⁾, il nous est impossible de dire si le citoyen Ehrmann trouva les souscripteurs nécessaires pour lui permettre d'entreprendre la tâche proposée.

La célébration de l'anniversaire « de la juste punition du dernier roi des Français » donnait peu après l'occasion au Département d'affirmer ses sentiments républicains. Les professeurs des Écoles centrales devaient, d'après une décision du Directoire, composer, soit en vers, soit en prose, les *imprécations* contre les parjures et les *invocations* à l'Être suprême pour la prospérité de la République, qui terminaient la cérémonie. On s'adressa donc aux professeurs de l'École centrale du Bas-Rhin, « comptant dans cette circonstance sur leur civisme et leurs talents », en exprimant le désir « d'avoir leur travail assez à temps pour qu'il puisse concourir à la solennité de la fête dans tous les cantons de notre ressort »⁴⁾. Le Département prescrivait également de convoquer ce jour-là tous les fonctionnaires, y compris les notaires, au chef-lieu du canton. « Ils jureront et signeront individuellement le serment de haine à la royauté et à l'anarchie. On mentionnera au procès-verbal les absents et les motifs allégués par eux ». Le Département fera son possible pour expédier à temps les textes élaborés par les professeurs de l'École centrale. Mais « dans le cas qu'un citoyen éclairé et patriote aurait composé ces deux pièces dans votre canton, envoyez-nous en de bonne heure le projet pour être examiné par nous »⁵⁾.

Il est spécialement recommandé à la municipalité de Strasbourg de dresser son procès-verbal d'après un modèle communiqué ; la troisième colonne

¹⁾ Ce secrétaire en chef était Bottin, auquel nous devons les *Annuaire*s du Bas-Rhin de l'an VII et de l'an VIII.

²⁾ P. V. du 28 frimaire, an VII.

³⁾ Elle ne figurait même pas dans la collection C. F. Heitz, actuellement à la Bibliothèque de l'Université, si riche en journaux strasbourgeois de la Révolution.

⁴⁾ On ne voit pas l'illustre philologue Jean Schweighæuser, ou le botaniste Jean Hermann, ni même l'historien Massenet, rédiger les imprécations en question.

⁵⁾ P. V. des 1^{er} et 2 nivôse, an VII.

« recevra la signature de tous les fonctionnaires, notaires y compris, au moment de la célébration de la fête... Donnons, citoyens, à cette fête imposante tout l'intérêt dont elle est susceptible; que l'étranger, que la curiosité attirera, ce jour là, dans vos murs, en remporte la conviction que jamais le Français ne courbera la tête sous le joug flétrissant de la royauté ¹⁾. »

Mais, malgré tout leur loyalisme si accentué, il allait arriver aux administrateurs du Bas-Rhin une affaire fort désagréable et qui, pour un moment tout au moins, les fit mal noter par le gouvernement de Paris. Il s'agissait des interminables discussions au Congrès de Rastatt, où les prétentions des plénipotentiaires français se heurtaient à celles des représentants des princes du Saint-Empire, depuis des mois, sans qu'on arrivât à rien conclure. Or, le 21 frimaire, un bulletin venu de Rastatt et signé Roberjot et Debry, annonçait que l'ultimatum remis le 16 par la légation française avait été accepté le 19 par la députation de l'Empire et que ce *conclusum* auquel avait adhéré le commissaire impérial, avait été transmis officiellement aux ministres français. Là-dessus, le Département, heureux de voir écarté tout danger de guerre, s'était hâté de faire placarder cette dépêche et de prier le général Chateauneuf-Randon de la transmettre au ministre des relations extérieures par le télégraphe, contresignée par lui, par son aide-de-camp, le général Montfranc, et par le secrétaire en chef de l'administration centrale, le citoyen Bottin.

Malheureusement la nouvelle était fausse, comme on le sut bientôt à Paris et comme l'annoncèrent dès les premiers jours de frimaire plusieurs journaux de la capitale, le *Rédacteur*, l'*Ami des lois*, etc. Considéré comme le principal coupable, pour avoir accrédité pareille erreur par sa signature, le Département rédigeait à la date du 6 nivôse (26 décembre 1798) une lettre aux députés qui représentaient le Bas-Rhin au Conseil des Cinq Cents, pour se disculper.

« Notre intention, disait il, comme vous pouvez bien vous en douter, en donnant la publicité à cette nouvelle a été la même que celle qui nous a portés, quelques jours avant et après, à faire placarder les nouvelles officielles de nos succès en Italie, celle de donner une impulsion utile à l'esprit public. Nous étions bien éloignés de douter de l'authenticité de la nouvelle, venant de sources aussi sûres. »

Déjà une lettre du député Cunier avait prévenu ses anciens collègues que leur publication, par affiche et dans les journaux, de la dépêche incriminée avait « déplu au gouvernement », mais qu'il leur

¹⁾ P. V. du 2 nivôse, an VII.

serait sans doute facile de détruire l'impression qu'elle pourrait lui avoir faite un moment ; il avait déjà lui-même fait une démarche auprès de Reubell, rendant hommage au dévouement à la République des administrateurs du Bas-Rhin.

Ceux-ci exposent, dans la suite de leur lettre, les motifs qui les ont poussés à donner une publicité immédiate à une note venant de source si sûre.

« Nous nous sommes toujours empressés de propager rapidement, dans tous nos cantons, par la voie de l'impression, la notion des événements heureux pour la République. . . . La folle attaque dirigée par les despotes d'Italie contre les troupes républicaines donnait dans les départements du Rhin de vives émotions ; des bruits sur les dangers que couraient nos plénipotentiaires de Rastatt, celui de l'assassinat commis sur l'un des citoyens de leur suite, augmentaient la crainte dont les malveillants se servaient pour essayer de semer le découragement. Vous savez combien souvent nos administrés ont été travaillés de la sorte. . . . D'ailleurs cette note n'a été imprimée, à nos ordres, que dans la journée du 22 et déjà, dès le 21, plus de cinquante lettres en avaient imbu toute la commune de Strasbourg ; les gazetiers l'avaient reçue par leurs correspondants ; chaque individu, entrant sur le territoire français, s'empressait de l'annoncer comme la nouvelle officielle du jour sur la rive droite ; enfin elle avait été lue à un de nos théâtres le 21. Nous ne pouvions donc craindre de divulguer un secret en la communiquant à nos administrés des cantons ruraux. »¹⁾

Je crois, pour ma part, qu'on peut en croire les rédacteurs de cette lettre sur parole, quand ils assurent avoir donné de bonne foi l'heureuse nouvelle d'une paix prochaine aux populations alsaciennes ; la bonne foi de Roberjot et Debry est moins certaine, et il est permis de croire que la dépêche de Chateauneuf-Randon, transmise à Paris, fut peut-être pour Barras ou quelque autre personnage du gouvernement un moyen d'amorcer quelque coup de bourse, en jouant à la hausse, au détriment de la fortune publique²⁾. En tout cas, qu'il y eût simple malentendu ou collusion coupable, le mécontentement du ministre ou du Directoire ne se manifesta pas d'une manière officielle, et il n'en est plus question dans nos procès-verbaux.

A quel point l'animosité réciproque des partis était violente à cette date, on peut s'en rendre compte par l'affaire du commissaire

¹⁾ P. V. du 6 nivôse, an VII.

²⁾ On peut risquer cette hypothèse quand on voit le même Debry écrire dans une lettre confidentielle à Sieyès, dès le 16 nivôse : « Il est bien évident que la conflagration va devenir générale. Je n'ai cessé d'annoncer au gouvernement que toutes les volontés étaient hostiles ». (Montarlot et Pingaud, *Le Congrès de Rastatt*, II, p. 287.)

Anstett, sur laquelle le ministre de l'intérieur avait demandé, depuis plusieurs mois déjà, des renseignements à l'administration centrale du Bas-Rhin ¹⁾. Ce François-Joseph Anstett, né à Molsheim en 1761, s'était rallié au schisme constitutionnel, avait été curé de Schnersheim, puis, à l'exemple de bon nombre de ses collègues, il avait quitté l'état ecclésiastique, avait figuré un moment parmi les membres du Directoire provisoire du Bas-Rhin, en automne 1793, puis avait été employé comme agent par Euloge Schneider, l'accusateur public près le tribunal révolutionnaire, à la chasse aux prêtres réfractaires et à la levée d'impôts extraordinaires dans les campagnes. Après la chute soudaine de l'ex-vicaire épiscopal, Anstett fut un instant poursuivi comme terroriste et même emprisonné. Mais il fut relâché bientôt, et nous le voyons, après le 18 fructidor, reparaître comme agent municipal à Molsheim. C'est au cours de l'été 1798 que le ministre est saisi d'une dénonciation violente contre cet ancien prêtre qui « lui est signalé, dit-il, comme s'étant souillé, sous le régime révolutionnaire, de crimes privés et publics, comme *réactionnaire acharné contre les patriotes* » ²⁾, et comme « exerçant trop d'influence sur l'administration cantonale ». Le Département chargea premièrement le citoyen Ohl, puis le citoyen Blanck, de Barr, de procéder à une enquête, qui ne fut pas d'abord menée d'une façon très impartiale. Le commissaire du Directoire près l'administration municipale de Molsheim, après avoir fait de virulentes sorties contre Anstett, déclarait dans une seconde lettre « qu'il s'était laissé emporter à un mouvement que sa raison et les principes réprouvent » et que le contenu de sa missive du 1^{er} jour complémentaire « n'est fondé que sur des rapports qu'on lui a faits sur son compte » ³⁾. Après l'étude des procès-verbaux dressés au sujet des accusations portées contre l'ex-prêtre et de ses défenses, les administrateurs arrivèrent à la conclusion que la plupart des faits reprochés à Anstett s'expliquaient par les circonstances du temps passé ou bien n'étaient basés sur aucune preuve positive.

« Considérant que les témoins entendus n'ont spécifié aucun crime dont il se soit rendu coupable sous le régime révolutionnaire » ; que si l'un d'eux l'accuse « d'avoir enlevé cent mesures de vin dans la cave du citoyen Michel

¹⁾ La lettre ministérielle est datée de prairial, an VI.

²⁾ Cette accusation peut paraître calomnieuse ; il est plus que probable que les soi-disant *patriotes*, qui se disaient persécutés par Anstett, étaient en réalité des *fanatiques*, sans quoi ils ne se seraient pas plaints de ce que l'ex-curé exerçât « trop d'influence » dans l'administration cantonale.

³⁾ Lettre du 6 vendémiaire, an VII.

Wolff à Truchtersheim.... et d'avoir enlevé sur la chaussée, à un individu, huit sacs de farine, Anstett se justifie en alléguant qu'il avait fait ces enlèvements comme membre de la Commission des subsistances de Strasbourg; qu'il doit être ajouté foi à cette assertion, parce qu'il n'est pas prouvé que les parties prétendues lésées lui aient fait aucune poursuite; que d'ailleurs, par jugement du (second) tribunal révolutionnaire, du 9 brumaire, an III, il a été absous de toute inculpation »,

le Département déchargeait Anstett sur ce point. Il déclarait ensuite qu'il ne résultait pas davantage de l'information qu'Anstett eût « persécuté des patriotes ». C'est mal à propos qu'on voudrait appeler persécution la destitution de quelques agents municipaux du canton, vu que ce n'est pas lui, mais l'administration supérieure qui les destitua, sur preuves fournies par des citoyens probes, pour incivisme, négligence, attachement aux prêtres réfractaires, destitutions approuvées d'ailleurs déjà, pour la plus grande partie, par le Directoire.

Quant au reproche à lui fait « qu'il comprime la liberté de ses collègues lorsqu'il s'agit d'émettre des vœux ou de donner ses suffrages dans les séances », il faut constater d'abord que « ses collègues, tant anciens qu'actuels, ont déclaré qu'il n'influence point leur détermination ». Puis, au cas même où il aurait une certaine influence,

« il n'a point paru jusqu'ici qu'elle ait été préjudiciable au bien de la chose publique, mais elle a tourné au contraire à son avantage, vu que l'Administration centrale a lieu d'être contente, en général, de l'administration cantonale de Mc'sheim. »

Entre autres, il a fait arrêter un prêtre réfractaire qui s'était longtemps tenu caché dans le canton. Enfin l'on constate la perfidie du dénonciateur qui a signalé Anstett comme ayant « tenu des propos injurieux et atroces contre le gouvernement ». Il paraît que l'ex-prêtre, parlant à ce collègue indigne, nommé Comes, « et faisant allusion à l'incivisme qu'il lui supposait », lui avait dit que,

« probablement, il désirait le retour du gouvernement de Cochon¹⁾, par lequel il a entendu le système tendant à la contre-révolution, dont le 18 fructidor a fait justice et dont Cochon, alors ministre de la police, fut un des principaux auteurs et complices¹⁾. — « Considérant qu'il est évidemment prouvé que les dénonciations portées contre Anstett n'ont point été faites dans des vues de bien public, mais seulement par haine, par animosité, par jalousie et par improbation de son zèle à faire exécuter les lois »,

¹⁾ Le citoyen Cochon, qui devint plus tard M. le comte de Lapparant sous l'Empire, était ministre de la police du Directoire avant fructidor.

les administrateurs du Bas-Rhin décidaient qu'il n'y avait lieu de délibérer sur les plaintes portées contre Anstett, et mettaient tous les frais de vérification à la charge de Comes qui l'avait dénoncé au ministre ¹⁾. Nous nous sommes arrêté un peu longuement sur cette affaire, puisqu'elle nous fait toucher du doigt, pour ainsi dire, les menées du parti royaliste et « fanatique » entre le 18 fructidor et le 18 brumaire. Quand on se rappelle que le canton de Molsheim avait été, dès le début de la Révolution, un centre de rébellion latente ou ouverte, on ne s'étonne pas de ce que certains de ses élus aient trouvé le moyen de calomnier même un personnage aussi peu estimable que l'ex-curé de Schnersheim ²⁾.

Mais les républicains avancés du département n'étaient pas toujours plus scrupuleux que leurs adversaires. Ils demandaient, par exemple, à la municipalité de Strasbourg de les aider à surveiller la correspondance clandestine des émigrés ; deux citoyens surtout étaient soupçonnés, Paul Bender, de Hochfelden et Saglio, de Strasbourg. Il s'agirait d'ouvrir toutes les lettres arrivant à leur adresse, afin

« de saisir le fil de leurs complots ; il faudrait aussi saisir les lettres adressées au nommé Hager, au *Café du Congrès*, à Barth, à Metzger, négociant à Rastatt ; à Lichtenauer, Vauchez, Deheil, Hoffmann, Deharber, Barthélé, à Oppenau, à Bettinger et Scholler, à Rastatt, avec lesquels ils sont, entre autres, en correspondance. »

On voit assez, par une pareille demande, qu'il n'en coûtait guère à nos administrateurs de violer le secret des lettres ³⁾.

Il est vrai que ces lettres, envoyées ouvertement ou en fraude, contenaient souvent des racontars ou des mensonges qui auraient dû faire passer en justice ceux qui les écrivaient et ceux qui les recevaient, comme colporteurs de fausses nouvelles. C'est ainsi qu'un agent du canton de Niederbronn raconte à l'auberge de Georges Sternberger, à Fischbach, « que la religion est persécutée, parce qu'il y a aujourd'hui quelques juifs à la tête du gouvernement » ; et qu'il exhorte ensuite ses auditeurs à ne pas acheter des terres de la ci-devant abbaye ⁴⁾, parce que cela pourrait attirer un orage sur toute la commune.

1) P. V. du 6 nivôse, an VII.

2) En effet, l'on ne peut s'empêcher de trouver et de dire que les administrateurs du Bas-Rhin, dans leurs considérants, prenaient bien aisément leur parti des violences commises par Anstett, sur l'ordre de Schneider, et qu'ils auraient sans doute blâmées eux-mêmes avant la réaction jacobine du 18 fructidor.

3) P. V. du 7 nivôse, an VII.

4) Fischbach, village détruit, près de Haselbourg, cant. de Phalsbourg, appartenait à l'abbaye d'Andlau.

Le couvent a déjà été détruit trois fois, mais il a toujours été rebâti ; déjà de braves gens y ont remplacé 6000 tuiles.

« Il reçoit, dit-il, chaque jour des lettres de Strasbourg qui lui marquent le véritable état des choses. D'après cette correspondance il a la certitude que, sous peu, le prince Charles cernera l'Alsace avec 180.000 hommes ; des 40.000 jeunes gens qui étaient assemblés à Strasbourg il n'est arrivé que deux à l'armée ! »

Lui-même, de son côté, a engagé ceux de sa commune à ne pas s'y rendre. Dans les séances de l'administration du canton de Niederbronn, c'est lui d'ordinaire qui prend la parole et « qui y passe tout ce qu'il veut, ainsi que le juif qui en fait également partie »¹⁾. Ayant pris connaissance du procès-verbal qui énumérait ces confessions et ces rodomontades faites après boire, les administrateurs estimaient, à bon droit,

« que ces propos contre-révolutionnaires étaient attentatoires à la dignité du corps législatif, contenaient un regret de l'ancien ordre des choses et ne pouvaient être tenus que par un traître à la patrie ».

Ils prononçaient donc la suspension immédiate de l'agent qui « sera puni suivant toute la rigueur de la loi »²⁾.

Mais ce n'était pas seulement dans quelques communes rurales que les idées « réactionnaires » se faisaient ainsi jour plus ou moins ouvertement, au cabaret ou dans les séances des corps administratifs. On sentait un sourd mécontentement dans les rangs de la bourgeoisie des villes et chez leurs meneurs habituels. Dans la journée du 14 nivôse (3 janvier 1799) les administrateurs du Bas Rhin avaient rédigé une circulaire aux fonctionnaires publics et à tous leurs concitoyens, pour les exhorter à fêter avec l'enthousiasme voulu l'anniversaire du 21 janvier 1793, qui,

« poussant un tyran sur l'échafaud, vengea une nation sensible et généreuse des longs outrages des despoties royales, étonna ses ennemis des présages d'une défaite certaine et décida pour toujours de la liberté des Français. »

Cette harangue emphatique accentuait le fait que

« c'est surtout comme parjure que le dernier roi des Français a porté sa tête sous le glaive de la loi. . . . Qu'il est criminel en effet celui qui viole la foi donnée ! Il insulte à l'Etre Suprême qu'il a pris à témoin de sa sincérité ;

¹⁾ C'est un détail à noter que la présence d'un israélite, dès 1798, dans une administration municipale rurale de l'Alsace, si antisémite alors.

²⁾ P. V du 11 nivôse, an VII,

il outrage la société, en enfreignant, même secrètement, le serment de fidélité et d'attachement à la République; il trompe indignement ses concitoyens qui avaient reçu ce serment... il mérite de périr dans l'ignominie. Fonctionnaires publics, nous allons renouveler le serment des hommes libres, nous allons retremper notre énergie républicaine dans le sentiment profond de la haine contre la royauté... Si quelqu'un de vous devait apporter à la solennité austère du 2 pluviôse l'intention de violer sa foi, que sa main sèche à l'instant, que les traces de son crime, naturellement empreintes sur son front, disent à tous ceux qui se trouveront sur son passage : « Fuyez, c'est un parjure! ¹⁾ »

Trois jours plus tard, en vue des fêtes futures, le Département approuvait la délibération de la municipalité de Strasbourg, qui ordonnait la construction d'un amphithéâtre dans le Temple décadaire (la ci-devant Cathédrale), d'après les plans de l'architecte Weinbrenner,

« vu que sa distribution intérieure actuelle n'offre pas les moyens de faire participer la totalité des citoyens qui se pressent aux fêtes décadaires... ni même à la vue des cérémonies civiques qui doivent signaler ces fêtes » ²⁾.

Mais s'il approuvait ces préparatifs matériels de l'administration strasbourgeoise, qui n'étaient nullement faits, d'ailleurs, en vue de la fête du 21 janvier seulement, il allait être amené à blâmer hautement l'esprit même qui animait cette administration municipale, aussi modérée que l'administration supérieure était radicale.

Dans la séance du 27 nivôse (16 janvier 1799), nous voyons en effet Christiani, le commissaire du Directoire exécutif près de cette dernière, se lever pour prononcer un véritable réquisitoire contre les autorités strasbourgeoises :

« Je vous dénonce, citoyens administrateurs, l'adresse de l'administration municipale de la commune de Strasbourg, en date du 22 nivôse, an VII, relative à la fête du 2 pluviôse, en ce que la dernière phrase du quatrième alinéa, contient une provocation qui, avant le 18 fructidor, a fait assassiner dans la République une infinité de bons citoyens. L'administration de la commune devrait se rappeler que le glaive de la loi est suspendu sur la tête des royalistes, comme sur celle des anarchistes et qu'il est de son devoir de dénoncer au gouvernement et aux tribunaux les uns comme les

¹⁾ P. V. du 14 nivôse, an VII. En rendant compte, quatre semaines plus tard, au ministre de l'intérieur, de la façon dont la fête du 2 pluviôse avait été célébrée, nos administrateurs lui disaient : « Les procès-verbaux de célébration dans tous les cantons nous arrivent et nous donnent la preuve que partout la fête a été célébrée avec plus ou moins d'intérêt. (P. V. du 16 pluviôse, an VII.)

²⁾ P. V. du 17 nivôse, an VII. Le devis des frais pour ces échafaudages se montait à 10.846 francs, 40 centimes.

autres. Il est donc plus qu'imprudent de sa part, de provoquer un ministre par les mots : *Osez!* Je requiers que ladite adresse soit supprimée »¹⁾.

En même temps, le citoyen Christiani déposait sur le bureau deux exemplaires de la susdite adresse. Celle-ci, intitulée *L'Administration municipale de la commune de Strasbourg à ses concitoyens*, commençait par ces mots :

« Citoyens, le 2 pluviôse approche », et finissait par ceux-ci : « que vous devez à vos vertus et à votre courage ». Elle portait les signatures de Demichel, président; Reichard, Labeaume, Hohlenfeld, administrateurs; Grandmougin pour le commissaire du Directoire; Barbier, secrétaire en chef. Le passage plus particulièrement incriminé se trouvait vers le milieu du § 4 : « Ne vous abandonnez pas à une sécurité généreuse... Déjà les royalistes frémissent et se courbent devant nous. Osez! et bientôt les anarchistes pâles et tremblants solliciteront l'indulgence et la pitié du peuple souverain, et bientôt le sol libre de la France sera débarrassé de ces plantes parasites et vénéneuses. »

Ces paroles, à première vue, pouvaient sembler assez inoffensives ; mais les administrateurs du Bas-Rhin y virent une provocation à des désordres sanglants, comme ceux qui avaient accompagné la réaction thermidorienne dans le midi, et ils s'élevèrent, avec une colère que je crois d'ailleurs avoir été très sincère, contre cet appel aux armes menaçant les jacobins, quelque vague qu'il fût. De là leur arrêté :

« Considérant que le premier devoir d'une administration républicaine est d'insinuer à ses administrés cet esprit de concorde qui affermit seul les républiques; considérant encore que, quelle qu'ait été l'intention de l'administration municipale, la provocation : *Osez!*... de la manière dont elle est placée, provoque de nouveau aux fureurs de la réaction; considérant qu'aucun événement, aucune circonstance pénible, aucun trouble n'annoncent la présence dans la commune de Strasbourg d'anarchistes; que, s'il en existait à la connaissance de l'administration municipale, son devoir serait de les signaler aux tribunaux, au gouvernement, et non de les indiquer à la vengeance arbitraire du peuple; considérant d'ailleurs que si la liberté pouvait encore être menacée dans le département du Bas-Rhin, ce ne serait que par l'effet des menées sourdes des émigrés, des prêtres rebelles cachés et des adhérents secrètement actifs des conspirations déjouées au 18 fructidor; voulant éloigner avec soin tout ce qui pourrait troubler cette tranquillité publique, qu'elle a eu la satisfaction de maintenir jusqu'à ce jour sur tous les points de son ressort.... »

le Département arrêtaît que

« l'adresse ci-dessus de l'administration municipale sera biffée sur ses registres et tous les exemplaires annulés dans les vingt-quatre heures et

¹⁾ P. V. du 27 nivôse, an VII.

arrachés de tous les lieux où ils auraient pu être affichés. Dans le délai de deux jours la municipalité certifiera l'entière exécution de ces mesures »¹⁾.

Comme pour montrer que son zèle républicain en voulait surtout aux royalistes, le Département, dans cette même séance, accueillait favorablement la demande de cinq citoyens catholiques de Wissembourg qui désiraient « continuer leur culte au temple décadaire (ci-devant cathédrale), après avoir fait réparer l'édifice à leurs frais ». Il reconnaissait « qu'ils en ont en effet prévenu la ruine par les travaux qu'ils y ont fait faire » et les autorisait à « en continuer l'usage » moyennant certaines restrictions, « d'autant plus qu'il n'est point dans les principes du gouvernement de vouloir gêner le libre exercice des cultes qui sont soumis aux lois »²⁾.

Mais l'administration municipale de Strasbourg, au lieu de « retirer sans éclat » son adresse, releva le gant qui lui était jeté et, n'osant empêcher la lacération des placards affichés dans la ville, elle les remplaça par un document encore plus « despectueux », comme on disait alors. Dans une nouvelle lettre aux députés, les administrateurs du Bas-Rhin leur mandaient qu'à la place de l'adresse,

« les murs de la commune ont reçu une délibération où, en expliquant le passage relevé... elle insinue, à ne s'en pas méprendre, que sous la dénomination d'*anarchistes*, elle a voulu signaler des fonctionnaires publics et, en dernière analyse, les membres de l'Administration centrale. Nous avons dû, citoyens, dans cette conviction, nous adresser au Directoire exécutif directement et lui ouvrir notre cœur... Personne plus que vous n'est à même

¹⁾ P. V. du 27 nivôse, an VII. Le lendemain, 28, le Département dénonçait aux ministres de l'intérieur et de la police et à la députation du Bas-Rhin la circulaire municipale, « déjà affichée avant que nous en eussions connaissance », en termes à peu près identiques. Il déclarait vouloir s'abstenir de toute réflexion sur l'imprudence de la rédaction du quatrième alinéa. « Strasbourg était tranquille; nous sommes peinés que l'administration municipale cherche ainsi à réveiller les haines, les divisions des partis que nous voyions avec plaisir s'éteindre. Nous avons déjà la certitude que la majorité des citoyens désapprouve hautement cette démarche imprudente de leur municipalité ». (P. V. du 28 nivôse, an VII.) Ce qui caractérise l'anarchie administrative de ce temps, c'est que le 7 ventôse suivant, le Département se voyait obligé de faire remarquer à la municipalité de Strasbourg que l'affiche, dont elle avait ordonné l'enlèvement le 27 pluviôse, figurait toujours encore « dans le tableau grillé devant la maison du citoyen Heitz, commissaire de police ».

²⁾ P. V. du 27 nivôse, an VII. — Il ressort des derniers mots que ces Wissembourgeois s'étaient engagés à ne pas faire appel à des prêtres réfractaires.

de répondre de nos principes politiques; vous connaissez notre zèle pour l'affermissement de la République, notre horreur pour le royalisme et l'anarchisme; vous saurez éclairer le gouvernement s'il en (*sic*) est nécessaire »¹⁾.

Dans une lettre de même date, aux ministres, les administrateurs parlaient avec amertume de « la délibération pleine de fiel et de provocations indécentes » qui venait d'être placardée dans la journée²⁾. Et dans sa plainte au Directoire exécutif, le Département réclamait énergiquement le concours de l'autorité suprême contre ce « persiflage indécent » qui s'en prenait à l'autorité supérieure et qui, avant même de soumettre sa seconde affiche à l'administration centrale, l'avait fait afficher partout et jusqu'à la porte même de l'Hôtel du Département !

« Pour quiconque est témoin des efforts continus que font depuis plusieurs mois les meneurs (de la municipalité) pour traîner dans la boue l'administration centrale, n'est-il pas évident que c'est les membres de cette dernière et votre commissaire près d'elle³⁾ qui sont publiquement indiqués sous la dénomination funeste d'*anarchistes*? . . . Nos fonctions nous sont chères sans doute, parce qu'elles nous donnent les moyens de travailler . . . pour l'affranchissement de la liberté, mais notre honneur nous est plus cher encore, et il repousse avec une égale horreur l'imputation d'anarchisme et celle de royalisme. . . »

Le Département faisait observer, en terminant, que *tous* les membres de l'administration municipale n'avaient pas concouru à ces actes ; le commissaire du Directoire s'était récusé, deux des administrateurs, Stahl et Gruber, avaient refusé leur signature. Dans le premier mois de la session, alors que la municipalité était présidée par un républicain et avait un républicain pour secrétaire,

¹⁾ P. V. du 29 nivôse, an VII.

²⁾ « Les citoyens, disaient-ils encore, se présentent au coin des rues pour la lire; les malveillants sourient; les républicains paisibles en ont le cœur serré et tournent avec inquiétude les yeux vers le gouvernement qui doit réprimer de pareilles provocations. »

³⁾ Henri Christiani, avocat, membre du Directoire du district de Strasbourg en 1791, élu suppléant à la Convention en septembre 1792, y siégea parmi les modérés, ce qui lui valut du jacobin Laveaux la caractéristique suivante: « amphibie à deux masques, sans tête et sans cœur »; en l'an IV il entra au Conseil des Cinq Cents; en 1798, nommé secrétaire de l'administration centrale du Bas-Rhin, il devint, en 1799, commissaire du Directoire près de cette dernière.

« nous faisons, de concert avec elle, le bien avec une harmonie désespérante pour les malveillants. Ce n'est... que depuis que le citoyen Demichel ¹⁾ ex-commissaire, révoqué deux fois par nous depuis le 18 fructidor, et Barbier ²⁾, ex-président du Département, également fructidorisé, sont à la tête de cette administration qu'elle n'a plus gardé aucune mesure dans la manifestation de son antipathie pour l'administration centrale » ³⁾.

Ce qui contribuait peut-être à la mauvaise humeur de cette dernière — sans vouloir faire le moindre tort à son patriotisme républicain, en signalant le fait — c'est que le receveur général du Bas-Rhin venait de l'aviser, le 14 nivôse, « qu'il n'effectuerait plus d' paiement, pour aucun objet, à l'avenir, que muni des crédits ouverts par les autorités compétentes ». Or, comme les caisses du gouvernement étaient généralement vides, c'était annoncer la cessation des paiements courants à l'administration départementale. Celle-ci, dans une lettre au ministre des finances, fit entendre les plaintes les plus justifiées.

« On refusera donc, à nous, à tous les employés civils et judiciaires, le modeste traitement que la loi leur assure, alors que la plus grande partie des uns et des autres n'ont d'autre existence que leur emploi, n'ayant pour patrimoine que la probité au milieu des travaux difficiles qui les environnent sans cesse, mais que le désir unique de servir leur patrie soutient constamment. Nous savons, citoyen ministre, que votre intention n'a jamais été de supprimer le paiement de nos traitements, etc. ».

Ecrivant au ministre de l'intérieur, le Département lui représentait les circonstances d'autant plus pénibles où l'on allait se trouver par suite de la cherté exorbitante de toutes choses. « Comment pourrait-on vaquer avec calme aux affaires publiques en butte à un état constant d'incertitude ? » ⁴⁾

¹⁾ Jacques Demichel, officier municipal en 1792, destitué en octobre 1793, réintégré en 1795. Commissaire du Directoire près la municipalité de Strasbourg en 1796, il avait été révoqué après fructidor, mais le corps municipal, alors très modéré, l'avait nommé, en 1798, président; il est mort en 1800, comme adjoint au maire Livio.

²⁾ Camille Barbier, commis, puis secrétaire-général du Directoire du Bas-Rhin (1792) sut se maintenir durant les années suivantes, sous tous les régimes, dans les administrations locales; il devint même, en mars 1796, président de l'administration centrale du Bas-Rhin; destitué après fructidor, il fut secrétaire général de la municipalité de Strasbourg, puis, quelque temps, juge au tribunal civil; mais il revint, dès 1800 à la Mairie où il occupa le poste de secrétaire-général jusqu'en 1830.

³⁾ P. V. du 29 nivôse, an VII.

⁴⁾ P. V. du 4 pluviôse, an VII.

Durant tout le mois de pluviôse, le Département ne cesse d'ailleurs de surveiller et de punir les agents municipaux qui permettent les sonneries de cloches pour des réunions nocturnes à l'église ou qui, pris de boisson, « font un usage despectueux de l'écharpe tricolore », ou encore permettent que des malveillants marquent certaines maisons d'un village riverain de « signes jaunes »¹⁾. Il se montre également sévère pour le prêtre réfractaire J.-F. Mathias, arrêté à Achenheim, qui ne justifie d'aucune prestation de serment et « doit être regardé au moins comme vagabond ou comme émigré »²⁾, et pour « les sectateurs de Moïse, à Hochfelden, qui ont fait des cérémonies publiques en portant alternativement un mannequin »³⁾. Il adresse des rappels à l'ordre aux administrations des cantons de Dahn, Benfeld, Hochfelden, des localités de Sélestat et d'Obernai, du fait que, d'après leurs propres procès-verbaux, nombre de fonctionnaires publics (dont les noms y sont énumérés) n'ont pas assisté à la fête du 2 pluviôse (21 janvier), et il demande à connaître les motifs de cette abstention coupable⁴⁾. Il ordonne d'inscrire sur la liste des émigrés le nommé Mathieu Sigwald, de Muttersholz, qui, dirigé sur l'armée helvétique,

« au lieu de se rendre au poste de l'honneur, a fui avec la fille du nommé Planny, de Baldenheim, tandis que le père de ce lâche a déjà commencé la vente de ses propriétés et se dispose à en aliéner le reste, pour les soustraire au séquestre, si la désertion du fils venait à être constatée ».

Les biens des ascendants des deux fugitifs seront aussi séquestrés sur-le-champ⁵⁾.

¹⁾ P. V. du 1^{er} et 7 pluviôse, an VII. En vue d'une Saint-Barthélémy royaliste?

²⁾ P. V. du 8 pluviôse, an VII. Le Département fait aussi conduire à la maison de réclusion établie à Strasbourg, les prêtres réfractaires Arth et Fingard qui se tiennent à Hochfelden et Wilwisheim. (P. V. du 11 pluviôse, an VII.)

³⁾ P. V. du 7 pluviôse, an VII. J'ai publié le récit complet de cette bizarre procession dans la *Revue des Etudes juives*, Paris, 1910, p. 248.

⁴⁾ P. V. du 8 pluviôse, an VII. — A Bischwiller les habitants ont tous travaillé le 18 fructidor et le 1^{er} vendémiaire, « jours commémoratifs d'époques aussi chères et intéressantes dans la Révolution ». Le Département l'a appris de bonne source; il « serait étrange que, seul, l'agent municipal ne les ait pas vu vaquer à leurs travaux »; il est donc évident qu'il est leur complice. On lui enjoint de rechercher et de dénoncer les coupables. (P. V. du 15 pluviôse, an VII.)

⁵⁾ P. V. du 8 pluviôse, an VII.

Dans cette même séance du 8 pluviôse, les administrateurs du Bas-Rhin reprochent à l'administration municipale de Haguenau que

« dans sa commune on donne le funeste exemple du mépris des institutions républicaines... On se permet de travailler publiquement les jours de décadi; on va, ces mêmes jours, chercher du bois dans la forêt, tandis qu'on observe religieusement les anciens dimanches, auxquels on donne en outre des danses publiques »¹⁾.

Mêmes reproches à l'administration du canton d'Oberhausbergen, où les décadis ne sont observés ni à Schiltigheim, ni à Hœnheim. Mais on voit bien que l'autorité supérieure n'attend pas grand résultat de ses exhortations ni de son blâme. « Nous sommes peiné d'avoir si souvent à nous plaindre de l'inexécution des lois dans votre arrondissement. Sortez de cet état d'apathie ! » Notons encore ce détail curieux que MM. de Roggenbach et Schilling, fonctionnaires du margrave de Bade, s'étant plaint, fort poliment d'ailleurs, des gens de Gerstheim et de Plobsheim qui « se permettent de chasser sur l'autre rive du Rhin, ce qui est contraire à la fois au droit des gens et au bon voisinage que nous devons entretenir... tant qu'il y a suspension d'armes », le Département non seulement prescrit une surveillance plus efficace, mais ordonne aux municipalités des cantons de Geispolsheim et d'Erstein de « poursuivre les délinquants comme émigrés ».

Le 12 pluviôse, c'est le sort de toute une série de prêtres réfractaires rentrés qui occupe nos administrateurs. C'est d'abord Jean Herré, ci-devant curé de Behlenheim, inscrit sur la liste des émigrés du 19 vendémiaire an II, traduit devant la Commission militaire. En vertu des lois il sera transféré à l'île de Ré pour être transporté plus tard au lieu que désignera le Directoire. Puis c'est le tour de Jean-Georges Harbauer, de Neuwiller²⁾, arrêté le 26 messidor an VI et traduit devant le tribunal criminel du Bas-Rhin.

« Quoique l'accusé ne soit inscrit ni sur la liste des émigrés, ni sur celle des prêtres déportés, il n'en est pas moins constant, par les aveux qu'il a faits... qu'il doit être envisagé comme émigré et réfractaire à la loi du 19 fructidor; d'après la délibération de l'administration du canton de Bouxwiller, il a rempli les fonctions de prêtre catholique à Neuwiller, sans avoir prêté serment ».

¹⁾ P. V. du 9 pluviôse, an VII.

²⁾ Il doit y avoir eu deux prêtres de ce nom dans le clergé catholique d'Alsace, car un Harbauer était curé constitutionnel à Marlenheim en 1792. Il n'est guère probable que ce « conformiste » d'alors ait refusé plus tard un autre serment.

Donc, transfert à l'île de Ré. Même sort pour Louis-Gotthard Antoine, de Strasbourg, ci-devant vicaire à Andlau,

« arrêté le 20 floréal dans la maison de la veuve Holtz, d'Andlau, où ledit prêtre, entouré de ses hochets de fanatisme, s'occupait à confesser deux femmes, pendant laquelle arrestation la tourbe fanatique qui entourait le repaire où Antoine se tenait, maltraitait les gendarmes qui l'effectuaient, de paroles et de voies de fait. »

Interrogé le 21, il convient être sujet à la déportation, et avoue qu'il s'est toujours tenu caché et n'a point prêté serment. Un quatrième réfractaire, Louis Saulcy, ci-devant vicaire à Saint-Martin, canton de Villé, a été traduit devant la Commission militaire par arrêté du Département du 17 messidor dernier ; il y a identité entre le prévenu et l'individu inscrit sur la liste des émigrés du Bas-Rhin, dressée le 19 vendémiaire, an II. Il sera donc également transféré à l'île de Ré, pour être déporté, et y sera mené avec Jacques-Philippe Dürig, ex-vicaire à Holtzheim, arrêté à Wasselonne, le 29 brumaire an VI et ayant avoué lui-même qu'il n'avait pas prêté le serment exigé par les lois. Tous les prêtres précédemment nommés auront pour compagnon de route et d'infortune le réfractaire Joseph Ruhlmann, arrêté à Wasselonne, le 12 floréal an VI. Vu l'interrogatoire subi à Strasbourg, la liste des émigrés du 19 vendémiaire an II, sur laquelle il figure, la liste des ecclésiastiques insermentés sortis où il est pareillement inscrit, vu aussi l'aveu de n'avoir pas prêté serment et d'être constamment demeuré en France jusqu'à l'époque de son arrestation, « malgré les lois qui le repoussaient du sol de la liberté », Ruhlmann est marqué comme les précédents pour les prisons de Ré. Voici encore Louis Lambla, de Molsheim, qui fut arrêté le 12 messidor an VI et traduit devant la Commission militaire ; il figure, lui aussi, sur la double liste des émigrés et des prêtres déportés ; « il est convenu dans son interrogatoire à Molsheim, de son constant refus de se soumettre aux lois de la République » ; cela suffit pour qu'on le joigne à la caravane d'ecclésiastiques que les gendarmes conduiront bientôt vers les côtes de l'Atlantique¹⁾. Et dans la séance du 13 pluviôse, on leur adjoint encore un ex-capucin de Sélestat, Stanislas Huck, natif de Rœschwoog, qui, arrêté pour la première fois le 30 ventôse an V, avait été acquitté par le tribunal criminel. Il avouait « avoir exercé pendant

¹⁾ P. V. du 12 pluviôse, an VII. Pourtant le procès-verbal du 4 ventôse nous apprend que Lambla étant tombé gravement malade, il a été sursis à sa déportation.

six mois les fonctions de prêtre » sans avoir jamais prêté serment et avait été ressaisi par les gendarmes le 23 brumaire an VI ¹⁾).

Une affaire plus grave était examinée à ce moment même par les administrateurs du Bas-Rhin. Il s'agissait également d'un prêtre réfractaire, Jean-Jacques Loengel, curé d'Obersteinbach, natif de Dambach, filiale de la dite paroisse ; mais il était en outre « prévenu de liaisons criminelles avec l'ennemi », d'après le procès-verbal d'arrestation du commissaire du pouvoir exécutif au canton de Niederbronn, dressé le 24 brumaire an VI. Loengel avait dû passer par des émotions bien rudes durant les années précédentes. Il avait été porté sur la liste des déportés. Sans doute, à cause d'une certaine confusion de prénoms, il avait été acquitté une première fois par le juge de paix du canton de Bitche, en floréal an IV ; puis le Département lui-même l'avait rayé provisoirement, le 30 nivôse an V et, terré sous un faux nom dans sa filiale de Dambach, il pouvait se croire désormais à l'abri du danger, quand de nouvelles enquêtes, après le 19 fructidor, le firent découvrir. Loengel alléguait pour justifier de la non-prestation du serment, « qu'il n'a pas été curé français, Obersteinbach ayant fait partie du pays de Hanau ».

« Considérant que le prévenu est un conspirateur dangereux, qui, par des propos séditieux, tend à engager les habitants des environs du canton à se soulever contre les lois de la république, »

le Département prononçait son transfert à l'île de Ré, après avoir annulé son propre arrêté, qui effaçait le nom de Loengel de la liste des émigrés ²⁾).

Le 17 pluviôse, c'est le tour de Florent Wüst, natif de Mittelbronn (Meurthe), domicilié à Reichstett avant et depuis la Révolution ; il a exercé les fonctions de curé jusqu'à la loi du 19 fructidor, d'après ses propres aveux ; arrêté le 18 frimaire dernier par l'administration cantonale de Brumath, il sera transporté à Ré ³⁾. Le 18 pluviôse, deux gendarmes de la brigade de Wissembourg dénonçaient un prêtre nommé Kuhn, habitant la commune de Hauenstein, au domicile duquel ils ont saisi une brochure allemande, *Unterricht über die Kirchenspaltung* et une lettre du 28 mars 1798, signée du curé Molitor. Le Département, « considérant que de cette lettre il appert que Kuhn reconnaît l'évêque de Bruchsal pour son chef et que par la brochure

¹⁾ P. V. du 13 pluviôse, an VII.

²⁾ P. V. du 12 pluviôse, an VII.

³⁾ P. V. du 17 pluviôse, an VII.

on cherche à égarer le peuple en lui peignant sous les couleurs les plus noires les lois de la République », ordonne au capitaine de gendarmerie de continuer la recherche dudit et de l'amener à Strasbourg ¹⁾.

On se souvient peut-être de la lutte engagée entre l'administration centrale du Bas-Rhin et celle du chef-lieu. Etant données les tendances générales du gouvernement d'alors, on ne peut s'étonner de ce que le Directoire exécutif se soit mis du côté du Département et qu'il ait pris un arrêté de destitution, le 13 pluviôse, à l'égard de Demichel, comme n'ayant « aucune des vertus politiques qui, dans les fonctionnaires publics, inspirent la confiance aux administrés », comme « ayant manifesté, et continuant à manifester encore son dévouement à la cause infâme du royalisme ». Même décision à l'égard de Barbier, « professant les mêmes principes » ²⁾. L'administration municipale procédera à leur remplacement en vertu de l'article 188 de la Constitution, etc. Signé La Reveillère-Lepeaux, La Garde, François (de Neufchâteau). On peut aisément se figurer avec quel plaisir les administrateurs du Bas-Rhin notifèrent à l'Hôtel-de-Ville cette sentence, qui privait l'administration municipale de ses deux principaux meneurs. Deux jours auparavant, ils avaient déjà eu la satisfaction d'annoncer à la municipalité que les ministres de la police et de l'intérieur avaient approuvé, par lettres du 11 et du 16 pluviôse, leur arrêté du 21 nivôse qui tendait « à républicaniser le Théâtre national de Strasbourg ». L'article 1^{er} de l'arrêté portait que « les jours de décadi et de fêtes nationales, il ne pourra être joué... que des airs patriotiques et des pièces républicaines ».

« Dites au directeur que cet article est de rigueur et qu'il ne suffit point qu'une des deux pièces qu'il joue ce jour là, soit républicaine; vous ne devez pas tolérer cette interprétation forcée. L'article 5 porte qu'au commencement de chaque mois l'administration municipale adressera à celle centrale une copie du répertoire que le directeur doit lui fournir. Cette disposition a été suivie par vous la première décade de pluviôse seulement; mais vous avez cru pouvoir vous dispenser du contenu (*sic*) pour la décade suivante. Nous devons vous rappeler cette obligation indispensable. Tenez strictement la main à l'exécution de tout cet arrêté. Il ne faut pas que cette malveillance puisse jamais tenter impunément de s'occuper de ce mobile puissant, pour porter des coups à l'esprit public; chez un peuple libre, les théâtres doivent être une école de moralité et de vertus publiques. Cette vérité doit être pro-

¹⁾ P. V. du 18 pluviôse, an VII.

²⁾ P. V. du 22 pluviôse, an VII.

fondement inculquée dans l'esprit de ceux qui dirigent ces intéressants établissements ¹⁾. »

Dans sa séance du 23 pluviôse, le Département s'occupait du départ des prêtres réunis à la maison de réclusion de Strasbourg—(ils étaient au nombre de quatorze) ²⁾—et du chemin qu'on leur ferait prendre,

« pour que les attentats si souvent renouvelés des fanatiques et des royalistes qui prodiguent l'or et l'assassinat pour soustraire les prêtres rebelles à la vindicte des lois, échouent à l'égard de ceux dont la déportation fait l'objet des arrêtés. »

Ces prêtres seront mis en route le 5 ventôse prochain.

« Le commandant de la 5^e division militaire est invité à faire partir la veille un détachement de troupes à cheval, qui attendra et relèvera à Wascelonne l'escorte qui y conduira de Strasbourg les déportés, de façon à ce que ceux-ci arrivent encore à Phalsbourg dans la même journée. Il est invité à composer l'escorte d'un nombre suffisant de troupes pour repousser tous les efforts que les royalistes ou les fanatiques pourraient tenter pour s'opposer à cette déportation. Un officier de gendarmerie accompagnera le convoi jusqu'à Nancy pour le remettre à l'officier désigné par l'administration centrale de la Meurthe. . . puis à celle de la Meuse, et ainsi de suite, jusqu'à celle de la Charente-Inférieure qui les délivrera à l'administration de l'île de Rhé, contre bonne et valable décharge » ³⁾.

La municipalité de Strasbourg est requise de fournir deux voitures, de quatre colliers chacune, pour le transport des réfractaires et un cheval pour l'officier de gendarmerie.

Mais quel que fût le nombre des prêtres déportés, il en restait toujours beaucoup plus de cachés, surtout du côté des montagnes. Le 25 nivôse, le commissaire du Directoire au canton de Villé signalait aux autorités départementales la présence de nombreux réquisitionnaires, de conscrits et de prêtres insoumis ;

« pour les arrêter, il est nécessaire, vu le mauvais esprit qui y règne et les forêts qui l'environnent, qu'il y ait constamment une force publique, afin de pouvoir faire, en tout temps, les recherches nécessaires ⁴⁾. »

¹⁾ P. V. du 19 pluviôse, an VII.

²⁾ A tous ceux nommés plus haut, il faut ajouter encore Jean-Georges Liénard, Reichart, Michel Weyl, de Fessenheim et Jean-Frédéric Mathias, de Haguenau, sur l'arrestation desquels nous n'avons trouvé aucun détail dans nos procès-verbaux.

³⁾ P. V. du 23 pluviôse, an VII.

⁴⁾ P. V. du 24 pluviôse, an VII.

De son côté, le ministre de la police annonçait, le 14 pluviôse, qu'il était informé

« de la présence d'un grand nombre de prêtres réfractaires, réfugiés dans la commune de Kintzheim, au canton de Sélestat *extra muros*. Ils menacent la tranquillité, non seulement du Bas-Rhin, mais encore du Haut-Rhin, dont ce canton est limitrophe. Ces mêmes prêtres sont présumés auteurs ou complices de l'assassinat qui vient d'être commis sur la personne du citoyen Teissier, prêtre constitutionnel de Saint-Hippolyte ».

Sur son invitation de prendre toutes les mesures convenables pour découvrir ces agitateurs et assurer leur arrestation, le Département autorisait le commissaire du Directoire exécutif à requérir la gendarmerie du Bas-Rhin pour former une nouvelle brigade de cinq hommes, y compris le chef, qui sera établie à Villé¹⁾.

Des mesures de sécurité semblables sont prises dans le canton de Haguenau *extra muros*. A la demande du commissaire du Directoire près l'administration de ce canton, les administrateurs départementaux signalaient au général Chateauneuf-Randon, que ce canton renfermait plusieurs communes « fanatiques » et très turbulentes, « parmi lesquelles se distinguent principalement celles d'Urweiler et de Dauendorf », et l'invitaient à envoyer à l'administration municipale, séant à Schweighausen, un détachement de vingt-cinq hommes de troupe de ligne²⁾. Le Département, dans sa séance du 1^{er} nivôse, demandait également au ministre la destitution de l'agent Thiébaut Kieffer, qui n'avait pas su ou voulu empêcher la délivrance d'un prêtre réfractaire, caché chez le cordonnier Ganzer, de Lupstein, et arrêté par le gendarme Richert. Le maître d'école et une bande armée de fusils et de pioches se sont jetés sur ce dernier, et le prisonnier est parvenu à s'échapper. Toute une série de fonctionnaires ruraux est frappée de suspension, pour « sentiments antirépublicains, fanatisme », pour avoir « toléré des rassemblements séditieux », comme « protecteurs d'émigrés » ou comme « dépourvus des aptitudes nécessaires pour remplir leurs fonctions » ou comme « partisans dangereux des prêtres réfractaires »³⁾.

¹⁾ P. V. du 24 pluviôse, an VII.

²⁾ P. V. du 25 pluviôse, an VII. Urweiler, c'est Uhrwiller.

³⁾ P. V. des 1^{er}, 7, 8 ventôse, an VII. Il y avait de ces agents qui se permettaient des licences étranges. L'un d'eux, Wendelin Steinbach, de Notthalden, déclama à l'auberge contre les administrateurs départementaux,

Pendant tout le mois continuent également l'examen des déclarations d'émigration, les liquidations de biens d'émigrés, les demandes de rentrée, mais en nombre infiniment moindre que par le passé ; la plupart des fuyards sont ou bien clandestinement rentrés et se tiennent cois ou, désespérant d'être accueillis, restent en terre étrangère¹⁾. D'ailleurs, l'attention des autorités supérieures est reportée sur des sujets plus actuels. Sur la frontière de l'ancien Palatinat, « les ennemis de la République font afficher et répandre non seulement des pamphlets, mais des tableaux allégoriques en dérision de la République ». Un de ces tableaux doit se trouver entre les mains d'un citoyen « suspect sous beaucoup de rapports », Valentin Ripsch, de Billigheim ; il représente

« un coq, symbole de la France, de la hauteur d'un mètre 788 millimètres, ayant même une superbe couronne sur la tête, pour signifier le rétablissement de la royauté... et ledit coq représente sous sa queue les fondateurs de la république, pour indiquer le sort qui attend les amis de la liberté, qui ont culbuté l'idole de la monarchie ». Le Département s'empresse d'envoyer le citoyen Martin comme commissaire chez ce Ripsch, pour vérifier le fait qui, « s'il est constaté, sera une nouvelle preuve de la rage impuissante et de la lâcheté de nos ennemis »²⁾.

Il est aussi occupé à examiner les nombreux réquisitionnaires amenés devant lui, et il exerce le contrôle des prétendus invalides avec une rigueur extrême. Nous le voyons renvoyer à l'armée deux pauvres diables « affectés d'une hernie inguinale du côté gauche » et un autre « affecté d'un ulcère à la jambe droite ». C'est à peine s'il consent à en réformer quelques autres ; l'un, « à la suite d'une fracture, a une des jambes plus courte de deux pouces » ; un autre, parce qu'il a « une gibbosité antérieure et postérieure ». Quant à ceux qui « sont de taille trop petite ou d'une constitution trop faible pour supporter dans le moment les fatigues de la guerre, ils pourront être employés à toutes autres fonctions près les armées ou dans la marine »³⁾.

« tous Jean-foutres et fripons », et laissait les émigrés séjourner dans la commune. (P. V. du 6 ventôse, an VII.) Un autre, Nicolas Fuchs, de Minversheim, s'est livré « lors de la dernière fête fanatique du village, dite *Messtag*, revêtu de son écharpe, à tous les excès, etc ». (P. V. du 9 ventôse, an VII.)

¹⁾ Voyez plus bas, le procès-verbal du 16 ventôse, an VII.

²⁾ P. V. du 13 ventôse, an VII. Billigheim, au canton de Bergzabern, dans le Palatinat.

³⁾ P. V. des 14, 18, 24 ventôse, 4 germinal, an VII.

Mêlant les préoccupations civiques aux occupations militaires, les administrateurs du Bas-Rhin délibèrent aussi avec zèle sur les préparatifs nécessités par la célébration prochaine de la fête de la *Souveraineté du peuple*, décidée par l'arrêté du Directoire du 23 pluviôse. Ils demandent aux administrations cantonales des procès-verbaux détaillés « désignant les communes qui se sont le plus distinguées par leur zèle ou par une coupable indifférence ». Tout en se rendant compte qu'il ne sera pas possible partout de prendre les dispositions tracées par la circulaire ministérielle, ils comptent sur le concours

« des bons citoyens, à prêter pour la décoration intérieure des temples tous les objets et toutes les décorations qui pourront contribuer à l'éclat de la solennité ou à la commodité des spectateurs, tels que des tapis, des sièges, des tentures, des statues, des bustes, etc.¹⁾. »

¹⁾ P. V. du 15 ventôse, an VII.

CHAPITRE XII.

MESURES DIVERSES DE SURVEILLANCE ET DE RÉPRESSION.

Mais dès le 16 ventôse (6 mars 1799), l'attention du Département est ramenée vers les fuyards de 1793-1794 par une circulaire du ministre de la police, datée du 9 de ce mois. Cette lettre le chargeait « de faire mettre de suite sous la surveillance de leurs municipalités respectives *tous* les cultivateurs et artisans inscrits sur la liste des émigrés qui sont depuis longtemps détenus à Strasbourg ».

En conséquence, l'arrêté suivant est pris par les administrateurs du Bas-Rhin :

« Considérant que le plus grand nombre des prévenus d'émigration, détenus dans les prisons militaires de la 5^e division militaire, ne peut essuyer à la vérité, d'autre reproche que celui d'être rentrés après les délais légaux ou d'avoir omis les formalités . . . imposées par les lois (d'amnistie), mais qu'il en est d'autres dont les délits politiques sont aussi connus que leurs desseins perfides; que si la mise en surveillance des uns ne peut menacer sous aucun rapport la tranquillité publique, l'élargissement des derniers doit lui porter des atteintes dangereuses;

« Considérant encore que l'émigration de tous n'est pas moins notoire que l'impossibilité qui existe, de les admettre au bénéfice dont disposent les lois du 22 nivôse et 4^e jour complémentaire de l'an III, et que la Constitution, ôtant même au corps législatif la faculté de créer de nouvelles exceptions en leur faveur, en même temps que la loi du 19 fructidor, an V, exige la fidélité la plus scrupuleuse de la part de toutes les autorités de la République, il n'est pas possible à l'administration de prévoir que ces individus puissent jamais être tolérés légalement sur le sol de la liberté;

« Désirant cependant saisir avec empressement les moyens qui lui sont offerts de consoler en eux l'humanité souffrante, de soulager leurs familles indigentes et voulant surtout se conformer au vœu qu'exprime la lettre du ministre de la police;

« Arrête qu'un état sera dressé des prévenus d'émigration qui se trouvent détenus dans les prisons militaires... comme étant atteints de contravention à la loi du 19 fructidor, contenant leurs noms, prénoms, profession et domicile et des observations sur les motifs de... leur arrestation et sur leur conduite politique. Cet état sera transmis de suite au ministre de la police et ceux des individus qui seront nominativement désignés par lui pour devoir jouir des dispositions retenues dans sa lettre... seront mis aussitôt sous la surveillance de leurs administrations municipales respectives¹⁾. »

Mais, afin de bien montrer qu'il fallait mériter cette faveur par une attitude civique, le Département adoptait dans la même séance, sur la proposition du commissaire du Directoire exécutif, la proclamation suivante à ses concitoyens :

« Citoyens, des indices non équivoques nous annoncent que l'on cherche encore une fois à vous égarer, à vous détourner de l'exécution des lois qui vous protègent, à introduire dans vos cœurs ce sentiment pénible d'inquiétude, de mécontentement, qui finit par décourager ; c'est assez pour alarmer la paternelle sollicitude de vos administrateurs. Que veulent-ils donc, ces hommes perfides, qui travaillent avec tant d'activité à égarer votre opinion ? Que veut cette foule d'intrigants, d'ennemis secrets de la liberté... qui, pour surprendre plus sûrement votre confiance et en abuser, réveillent en vous d'anciens préjugés, flattent vos passions, épient des mécontentements éphémères et les enveniment, s'apitoyant hypocritement sur votre sort, vous disant qu'ils veulent l'améliorer ? »

« Citoyens, vous surtout habitants des campagnes, ouvrez les yeux ! Prenez garde à ces hommes dangereux ! Voyez à quelle époque ils cherchent de nouveau à se rapprocher de vous, en vous flattant !... Aux moyens qu'ils emploient, jugez de la perfidie de leurs intentions. Ils vous parlent sans cesse de l'exorbitance des contributions que vous payez comme s'ils ne savaient pas que, toutes réunies, elles équivalent à peine à la somme des dîmes, quêtes monacales et autres charges royales et seigneuriales dont le nouveau système vous a affranchis. »

« Ils vous détournent de l'observation du repos décadaire ordonné par les lois, prétendant que ce sont les fonctionnaires seuls qui y sont obligés, comme s'ils ne savaient pas que la Loi est la même pour tous les citoyens, qu'elle les oblige tous, indistinctement. Les perfides ! Apprenez quel est leur but ! Ils disent entre eux : « Un Etat de peut subsister sans contributions ; si nous parvenions à en empêcher le recouvrement, la République ne pourra pas se soutenir ; des dispositions onéreuses seront frappées sur le peuple pour faire subsister ses armées, le mécontentement sera général, et nous en profiterons pour renverser la Liberté ! » Ils disent encore : « Les institutions républicaines sont le plus ferme appui de la liberté ; la République est consolidée pour toujours du moment où ses institutions sont reçues, observées par la

¹⁾ P. V. du 6 ventôse, an VII. — C'était pencher visiblement vers la clémence, tout en laissant au ministre la tâche difficile de désigner ceux auxquels on en accorderait le bénéfice.

majorité des citoyens. Empêchons donc le peuple de s'y attacher, surprenons sa bonne foi, faisons lui croire qu'il n'est pas obligé d'observer des lois qui y sont relatives; ces institutions ne prendront pas, la sévérité des lois pèsera toujours sur les infracteurs et nous saurons tirer parti du mécontentement qui en résultera.... »

« Habitants du Bas-Rhin, n'avez-vous pas déjà assez souffert par les entraves que les ennemis de la liberté ont mis depuis dix ans à la marche de la Révolution? Voudrez-vous encore vous exposer à de nouvelles convulsions, en favorisant, sans le savoir peut-être, les projets de ces hommes perfides qui voudraient ramener sur vous l'oppression étouffante de l'ancien régime ou les excès sanglants de celui de la Terreur? Assez des citoyens assez des communes n'ont-ils pas déjà été punis, sous vos yeux, pour avoir méconnu la Loi? Voudriez-vous aussi vous exposer à ces coups inévitables? Comparez la situation du citoyen franchement soumis aux lois avec celle de l'homme qui cherche constamment à les éluder : le premier, paisible dans le sein de sa famille, tranquille dans ses possessions, estimé de ses concitoyens, protégé par ses magistrats.... ; le second, toujours inquiet, toujours rongé par le dépit, méprisé des bons citoyens, constamment en butte aux recherches des agents de la loi, flétri des coups de sa juste sévérité, n'a pas un jour de tranquillité dans toute sa vie. »

Il me semble inutile d'insister, après tous les détails précédemment fournis, sur l'inexactitude flagrante du parallèle que l'on traçait ici de l'existence si différente des « bons » et des « mauvais » citoyens. Pour les deux partis, la vie était également dure, et plus dure peut-être encore pour ceux qui n'appartenaient à aucun des groupes acharnés à se combattre. L'adresse du Département à ses administrés se terminait par une apostrophe des plus véhémentes au clergé de tous les cultes, mais qui évidemment visait avant tout le clergé catholique.

« Ministres des cultes, disaient les administrateurs, vous pouvez, plus que bien d'autres, être utiles à la liberté! Concourez efficacement par vos conseils et par vos exemples à l'affermissement de la République et de la Constitution de l'an III, auxquelles vous avez juré solennellement fidélité et attachement; vous pouvez surtout consolider l'empire des institutions républicaines. Si vous vous y prêtez avec franchise, vous aurez droit à notre estime, nous vous promettons notre appui. Mais si vous, en agissant autrement, au mépris du serment qui vous lie aux destinées de la République, serment qui se trouve affiché à l'intérieur du temple où vous exercez si vous osiez travailler sourdement à pervertir l'esprit public, chercher à détacher les citoyens du système d'égalité, de les détourner des institutions républicaines, alors redoutez les effets de la sévérité nationale! La loi du 19 fructidor, qui a sauvé la République, est encore dans toute sa vigueur; elle donne au gouvernement les moyens de comprimer tous les factieux; l'article XXIV l'investit du pouvoir de déporter, par des arrêts individuels, les prêtres qui troubleraient dans l'intérieur la tranquillité publique. C'est à nous qu'appartient le droit de les signaler; nous saurons faire notre devoir;

le salut de la République en dépend. Nous avons juré l'exécution des lois et des administrateurs républicains ne seront jamais parjures! ¹⁾ »

Après avoir proféré ces menaces, l'administration centrale éprouva, deux jours plus tard, le besoin de parler sur un mode plus lyrique et plus doux à ses administrés du Bas-Rhin, en réclamant leur concours pour célébrer la fête de la *Souveraineté du Peuple*, devant laquelle « ont disparu, comme des songes pénibles, le fantôme de la dévorante royauté et le trône affreux de la sanguinaire terreur ». Je n'en citerai que les dernières lignes :

« Citoyens... des ennemis aussi aveugles que forcenés voudraient en vain l'exténuer (*sic*) au dehors. Des armées de héros, sortis de vos familles, ont reçu le signal; dans ce moment elles se portent en masse à leur rencontre, pour les embrasser, s'ils veulent encore accepter la paix, ou les exterminer s'ils lui préfèrent la guerre. Français, secondons au dedans leurs efforts généreux... combattons aussi les ennemis de la République, le royalisme et l'anarchie... et nous aurons rempli l'attente de la patrie! ²⁾ »

Il s'agissait surtout de la raffermir, grâce à « la sagesse des assemblées primaires, communales et électorales, dont dépend la durée et la prospérité de la République » ; et la nouvelle proclamation était avant tout une invite aux électeurs à bien voter aux prochains scrutins. Mais au moment où les administrateurs parlaient avec trop de grandiloquence « d'exterminer » les ennemis, ceux-ci se rapprochaient brusquement de la frontière, et une lettre du général Chateauneuf-Randon, datée du 26 ventôse et reçue à sept heures du matin, annonçait au Département qu'il venait d'apprendre, trois heures plus tôt, que l'armée autrichienne s'avancait à grands pas, à travers la vallée d'Oberkirch, vers le Rhin, et que le commandant de la 5^e division militaire mettait en conséquence la garde nationale sédentaire de tout le Bas-Rhin en réquisition permanente. Les citoyens armés de fusils, piques et « autres armes quelconques » auront à se porter sur-le-champ sur les quatre points désignés, Plobsheim, Strasbourg, Gambsheim et Seltz. Chateauneuf-Randon ajoutait qu'il envoyait des officiers « pour la direction de leur courage et de leur élan patriotique » et recommandait de leur faire emporter des vivres pour trois jours, avec promesse de leur en fournir sur les lieux les jours suivants ³⁾.

¹⁾ P. V. du 16 ventôse, an VII. La proclamation, affichée dans les deux langues, devra, en outre, être lue à l'assemblée décadaire qui suivra la réception à la commune.

²⁾ P. V. du 18 ventôse, an VII.

³⁾ P. V. du 26 ventôse, an VII.

L'administration centrale se déclare, elle aussi, en permanence « jusqu'à ce que le danger soit dissipé » et, « comptant sur le zèle et le dévouement que ses administrés ont constamment montré dans de pareilles circonstances, depuis la Révolution », elle dirigea fantassins et cavaliers de la garde nationale sur les points de concentration indiqués, y groupant les différentes forces cantonales autour de commissaires civils désignés par elle. Puis, « considérant qu'il est urgent de prendre des mesures pour empêcher les correspondances dangereuses à la liberté et à la sûreté de la République », elle arrêtait

« que le directeur de la poste aux lettres serait invité et au besoin requis de ne point ouvrir de dépêches, envoyer ni faire distribuer, sans que tous les paquets et dépêches aient été examinés par le commissaire du Directoire près l'administration municipale. »

En même temps elle enjoignait aux citoyens Stœber, Thomassin et Magnier de mettre en sûreté les caisses publiques ¹⁾.

Le lendemain, les administrateurs, envoyant à la députation du Bas-Rhin la lettre de Chateauneuf-Randon, ajoutaient :

« La nuit s'est passée tranquillement et nous n'avons reçu aucune nouvelle alarmante depuis. Au reste, le dévouement que montrent nos administrés, l'enthousiasme avec lequel ils se portent à la défense de la frontière, doit avertir l'ennemi du sort qui l'attend s'il essayait encore une invasion. Hier à midi, les deux brigades de la garde nationale sédentaire et sa cavalerie étaient au grand complet, en bataille sur la place d'Armes, avec armes et bagages. Une compagnie de plus de cent canonniers s'est formée sur le champ, prête à aller servir les batteries de Kehl et Auenheim. Nous apprenons ce matin, par des exprès des différents cantons, que tous se portent aux points indiqués avec l'enthousiasme de la liberté ! Il nous est doux, citoyens représentants, de faire connaître cette nouvelle preuve du dévouement des habitants du Bas-Rhin. Nous espérons qu'ils pourront tranquillement tenir leurs assemblées primaires ; nous veillerons à tout ; nous savons que des administrateurs républicains ne doivent prendre de repos que lorsque la chose publique n'est plus en danger ²⁾. »

Ce ne fut qu'une alerte passagère ; en effet, dès le 27 ventôse, à cinq heures et demie du soir, le général faisait savoir

¹⁾ P. V. du 26 ventôse, an VII.

²⁾ P. V. du 27 ventôse, an VII. Dans la séance du corps législatif du 6 germinal, le représentant Cunier appela l'attention de ses collègues sur « le zèle déployé par les citoyens du Bas-Rhin, » et « leur élan patriotique, digne des plus beaux jours de la Révolution ». Le Département l'en remercia dans sa séance du 19 germinal, an VII.

« qu'il avait assuré la sûreté des frontières, sans avoir besoin de l'emploi momentané de la garde nationale de ce département » sauf celle de Strasbourg, et le Département levait de suite la réquisition des cantons ruraux, envoyant partout des ordonnances, pour « diriger sur leurs foyers les gardes nationales qu'elles rencontreront en marche ¹⁾. »

Cette autorité départementale avait été, elle-même, durant ces jours de crise, l'objet d'une espèce de petit coup d'Etat dont j'avoue n'avoir pu tirer au clair les motifs cachés. Le président Grimmer et l'un des administrateurs, Kugler, avaient été destitués, le 23 ventôse, par un arrêté du Directoire exécutif, tandis que le citoyen Gottekien, légalement éliminé par le tirage au sort constitutionnel, restait ou revenait tranquillement à son fauteuil. Quelles qu'aient été les raisons de cette disgrâce, il ne semble pas que leurs collègues en aient été scandalisés, ni même étonnés ; ils se contentent d'avertir les électeurs qu'ils aient à remplacer les disparus et s'occupent surtout, le jour même et les jours suivants, du programme de la fête de la *Jeunesse* qui doit se célébrer « avec le plus de pompe possible » ²⁾ ; des ravages de l'épizootie ; de ceux causés par les chenilles et les hannetons ; de l'incivisme de la municipalité strasbourgeoise, qui tolère que les tombereaux des boueux circulent en ville un jour de fête décadaire et nationale, etc. ³⁾. Ça et là l'on constate l'arrestation de quelque prévenu d'émigration ; comme par exemple de la femme Marie-Anne Adam, d'Oberbetschdorf, qui ne figure, il est vrai, sur aucune liste d'émigrés, mais qui n'en est pas moins déposée à la prison militaire de Strasbourg, quoiqu'elle demeurât chez l'agent municipal de Schaffhausen ; cette absence sur la liste pourrait être, en effet, « le résultat de la négligence ou d'une condescendance coupable » ⁴⁾.

L'immigration des étrangers ne préoccupait d'ailleurs pas moins l'autorité supérieure que l'émigration de ses administrés. Dans une longue lettre au ministre de la police, lettre datée du 16 germinal, le Département l'entretenait de cette affluence de gens venant du dehors pour se fixer dans le Bas-Rhin.

« Leur nombre augmentera encore quand la paix succédera à la guerre

¹⁾ P. V. du 27 ventôse, an VII. Cette marche en avant des Autrichiens devait paraître d'autant plus étrange que le Congrès de Rastatt siégeait toujours et qu'on organisait même, le 29 ventôse, un service permanent de bateaux à Seltz, réclamé par les plénipotentiaires français.

²⁾ P. V. du 2 germinal, an VII.

³⁾ P. V. du 11 et 12 germinal, an VII.

⁴⁾ P. V. du 14 germinal, an VII.

sur le continent. Jusqu'ici il suffit qu'un étranger d'un pays ami de la République, arrivant en France, soit muni d'un passeport en règle, visé par un agent diplomatique de la République, ou qu'un étranger, de quel pays qu'il soit, ait été domicilié en France avant le 1^{er} janvier 1792, pour que nous soyons obligés de leur accorder, en vertu de la loi du 23 messidor, an II, l'autorisation de s'établir dans notre arrondissement. Cependant, le plus souvent, les étrangers qui viennent ainsi former des établissements sont des gens qui, à cause d'une mauvaise conduite tenue chez eux, quittent le pays qui les a vu naître, pour se soustraire à la honte qui poursuit le crime, des gens sans fortune, qui forment bientôt une nombreuse progéniture et qui, au moindre revers, sont réduits dans la misère et tombent à la charge de leurs concitoyens ou des établissements de bienfaisance, dont les moyens ne suffisent déjà plus pour secourir les malheureux.

« Nous pensons, citoyen ministre, qu'il conviendrait de provoquer une loi pour empêcher l'établissement en France de ceux qui ont tenu une conduite immorale dans leur pays natal ou n'ont pas une fortune suffisante pour faire présumer qu'ils ne seront pas réduits à la misère au premier accident, ou, enfin, qui n'offriront pas une garantie suffisante de leur moralité, de leur attachement au gouvernement républicain et de leur soumission aux lois; d'exiger, à cet effet, des étrangers un cautionnement de citoyens domiciliés en France, connus par leur probité et leur patriotisme; la production d'un certificat de bonne conduite avant leur arrivée en France, en due forme, et la possession d'une certaine fortune.... Vous remarquerez encore, citoyen ministre, qu'à cause de l'idiome allemand qui est en usage dans la très grande majorité des communes du département, il est infiniment plus exposé que les autres de devenir le refuge de tous les habitants de la Germanie, qui, par une cause quelconque, seraient dans le cas d'abandonner leur pays, pour aller ailleurs, chercher une autre patrie,

« L'effet de cette affluence a été jusqu'ici de composer d'étrangers une très grande partie de la population de ce département et, si elle devait continuer d'avoir lieu d'une façon si illimitée qu'elle a eu lieu par le passé, nous pouvons vous donner la certitude que l'introduction de ces étrangers étant suivie de la propagation des mœurs, des usages et de tous les préjugés des Etats despotiques dont ils sont originaires, serait pour longtemps encore un obstacle puissant à l'établissement des institutions républicaines, de l'idiome français et des avantages qui doivent résulter pour toute la république de l'intimité des communications et des liaisons de tout genre de ce département avec ceux de l'intérieur ¹⁾. »

¹⁾ P. V. du 16 germinal, an VII. — Quelques jours après, l'administration centrale refusait à Thomas Kretsch, soi-disant déserteur autrichien, qui demandait à pouvoir résider à Siegen (canton de Lauterbourg), la permission de s'établir en France, puisque son pays était en guerre avec elle, et le faisait expulser par le pont de Kehl. (P. V. du 21 germinal, an VII.) Le 29 germinal, le Département faisait arrêter un ci-devant militaire suisse en Hollande, Charles May, dit Michonnet, qui, depuis trois ans séjournait à Obernai, et dont le passeport était en règle. Mais parmi ses autres papiers, on en avait trouvé « dont la rédaction est d'un style énigmatique et même injurieux ».

Vers la fin du mois de germinal, les prisons de Strasbourg regorgeaient de fuyards captifs au point « qu'il serait impossible d'y faire entrer encore des condamnés », et cependant l'on annonçait à l'administration centrale l'arrivée prochaine d'une cinquantaine d'hommes devant être jugés, dans la décade, par des conseils militaires. Elle s'adresse alors au général La Roche pour l'inviter à faire évacuer tous les militaires condamnés à la détention, sur les prisons de Besançon, comme le ministre de l'intérieur l'avait permis. On trouverait ainsi de la place à Strasbourg pour les émigrés rentrés qu'on y entassait toujours, le gouvernement de Paris étant plus pressé de faire célébrer des « fêtes morales » que de s'occuper des pauvres prisonniers. Le Département lançait donc, le 29 germinal, une circulaire aux administrations cantonales pour leur recommander la célébration de la fête des *Epoux* dont je ne veux pas infliger le lyrisme débordant à mes lecteurs¹⁾.

D'autres fêtes cependant attiraient davantage les populations fidèles au culte catholique. Il se produisit un peu partout, vers Pâques, un redoublement de ferveur religieuse dont le procès-verbal détaillé de ce qui s'est passé le 25 ventôse, dans la commune de Hohatzenheim peut donner une idée assez nette. Depuis plusieurs décades le commissaire du Directoire près l'administration cantonale de Hochfelden savait que des prêtres rebelles, sujets à la déportation, se tenaient cachés dans l'église de ce village, « y exerçant ouvertement le culte et portant le peuple à la révolte contre la loi par les instigations²⁾ d'un fanatisme contre-révolutionnaire ». Ayant appris qu'ils devaient donner une absolution plénière, ce 25 ventôse, le commissaire vint, avec son collègue de Brumath et le brigadier de gendarmerie du canton, escortés en sus par un détachement de cavalerie nationale. Ils compaient cerner l'église pour y arrêter les prêtres, mais on avait placé des sentinelles sur le clocher, afin de signaler l'approche de la force armée, devant laquelle se dissipa rapidement un attroupement estimé à près de trois mille âmes, et avec eux disparurent les réfractaires, si bien qu'on ne put saisir dans l'église et dans la maison contiguë du

¹⁾ J'en transcris seulement les dernières lignes : « Citoyens, portez-vous avec empressement à la fête des Epoux; venez y rendre un hommage public à la première des vertus sociales. En célébrant le plus saint des contrats, celui du mariage, annoncez votre respect pour les mœurs, votre mépris profond pour ces êtres vils et déchus qui se font un état du soin affreux de les corrompre! »

²⁾ Le scribe du procès-verbal a écrit : « les insticateurs » (*sic*).

citoyen Mégnier qu'une dizaine d'hommes et de femmes de différentes localités ; parmi eux se trouvait un habitant de Bilwisheim, présumé émigré, qui fut conduit immédiatement comme tel à Strasbourg. On saisit aussi une masse de monnaie de cuivre, se montant à la somme de quarante-deux francs, et vingt-cinq pièces de monnaies étrangères, « contribution levée au profit des prêtres réfractaires ennemis jurés de la République ». Faute d'avoir pu appréhender les principaux « coupables », le Département dut se borner à fermer à tout culte l'église « où s'était formé le rassemblement fanatique », à suspendre l'adjoint Mégnier et à le traduire devant les tribunaux comme fauteur de troubles contre-révolutionnaires ¹⁾.

Dans la même séance du 7 floréal (26 avril 1799), les administrateurs du Bas-Rhin rendaient compte de leur arrêté au ministre de la police :

« Les prêtres rebelles, lui écrivaient-ils, sortent de nouveau de leurs retraites ; ils se montrent avec assurance sur certains points du département où le dévouement aveugle du peuple les garantit de toute surprise et tandis que les uns vont de maison en maison inoculer leurs doctrines contre-révolutionnaires, les autres, plus entreprenants, provoquent des rassemblements nombreux, allument les esprits, prêchent la révolte, et préparent ainsi la voie aux lâches émigrés, aux féroces étrangers, qu'ils annonçaient devoir prochainement entrer sur le territoire. Ce que nous vous disons, citoyen ministre, n'est pas imaginé au hasard ; ce n'est pas seulement dans les cantons d'Hochfelden, d'Haguenau *extra muros*, que ces symptômes alarmants se manifestent. Consultez les patriotes épars dans le département, ceux de Schlestat et cantons environnants, des cantons de Saverne, Molsheim, Obernai, etc. ; ils vous diront que partout la voix homicide du fanatisme se fait de nouveau entendre ; ils vous diront que sur la route du Rhin, dans le canton de Bischwiller, des écrits fanatiques et incendiaires, en mauvais allemand, sont répandus, même sur les chemins, dans le même temps que le rassemblement de Hohatzenheim avait lieu ; ils vous diront qu'on cherche à les intimider par des menaces, à les alarmer sur les destinées de la République. . . » ²⁾

Le 9 floréal, on voit en effet les administrateurs s'occuper d'un écrit « fanatique » saisi par la municipalité de Fort-Vauban sur Cathérine Dobler, servante à Roeschwoog, écrit « tendant à exciter le zèle de tous les fanatiques pour la religieuse observation des dimanches et leurs fureurs contre ceux qui sont assez éclairés pour mépriser les anciens usages de la superstition ». Ils renvoient l'écrit à l'accusa-

¹⁾ P. V. du 7 floréal, an VII.

²⁾ P. V. du 7 floréal, an VII.

teur public ¹⁾). Mais des coupables plus connus allaient être renvoyés au Département pour être livrés par lui au Conseil de guerre de la 5^e division militaire. Le Directoire exécutif chargeait le ministre de la police d'annoncer l'arrivée prochaine à Strasbourg de plusieurs individus accusés de complicité dans la conspiration de Pichegru et d'espionnage pour le compte de l'ennemi : Pierre Badonville et Ghislain Commard ²⁾). Un autre arrêté du Directoire, du 4 courant, donnait l'ordre d'arrêter « le nommé Demougé, de Strasbourg, partout où il se trouverait » et décidait que Badonville, Commard, Philippe-Henri Tugnot, Demougé, Claudine-Marion, femme Demougé, Michel Lauffer, André Heninger, Jean Meyer, Mathieu Scheix, Saint-Rémond, le général Lajollais, sa femme et sa belle-sœur, seraient traduits sans délai devant le Conseil de guerre. Ils étaient accusés de complicité avec François-Xavier Chambé, homme de loi, « prévenu d'avoir entretenu avec les agents des puissances ennemies de la République des correspondances qui caractérisent un véritable espionnage ». Le capitaine commandant la gendarmerie du Bas-Rhin était requis de prendre les mesures les plus efficaces pour l'appréhension de Demougé. Les autres seront mis au pouvoir du Conseil de guerre ³⁾).

¹⁾ P. V. du 9 floréal, an VII.

²⁾ Lettre du 7 floréal, an VII.

³⁾ P. V. du 13 floréal, an VII.

CHAPITRE XIII.

LA REPRISE DE LA LUTTE AU DEHORS.

Mais déjà une affaire infiniment plus retentissante que celle des affidés de Pichegru avait surgi sur l'écran de l'histoire et allait singulièrement compliquer l'avenir de l'Europe. Le Congrès de Rastatt avait été dissous, les plénipotentiaires français avaient été assassinés et la lutte allait recommencer un peu partout. Ce fut le 14 floréal que les administrateurs du Bas-Rhin annoncèrent le crime et ses conséquences probables à leurs administrés :

« Citoyens, un crime inouï dans les fastes des peuples policés vient d'être commis froidement par les troupes de la maison d'Autriche.

« Les plénipotentiaires de la République française au Congrès de Rastatt ont été lâchement massacrés par elles.

« Le 9 de ce mois, ils venaient de sortir de Rastatt, effectuant leur retour sur Strasbourg. Il était 9 heures du soir ; à cinquante pas de la porte, ils sont assaillis. La foi publique sous les auspices de laquelle ils voyageaient, ni l'égide de l'inviolabilité attachée à leur caractère public de pacification n'ont pu les soustraire au fer des hussards assassins de Szeckler ; ils sont tombés sous leurs coups ! Frémissez en écoutant les détails de cet horrible massacre ! Les membres de Bonnier, épars çà et là, hachés en vingt morceaux, sa tête séparée du tronc ; Roberjot inhumainement massacré entre les bras de son épouse, qui s'efforce en vain de lui faire une égide de son corps ; Jean Debry couvert de 14 blessures, laissé pour mort sur place, se traînant péniblement vers un bois voisin, où il n'a dû son salut qu'à une espèce de prodige... Ah, les expressions manquent pour rendre cette scène épouvantable... Et tout cela s'est fait au nom du despote dont le trône pouvait être renversé dans Vienne même, il y a deux ans, par nos phalanges victorieuses, si la République française ne se fût laissée aller à un oubli généreux !

« Habitants du Bas-Rhin, quelle foule de réflexions ne doit pas vous faire faire le récit de cet événement ! Ce n'était donc que pour nous jouer que la criminelle maison d'Autriche a feint pendant quelques mois de désirer

la paix!... Jugez à quel traitement affreux il faudrait vous attendre si, par votre faute, ils venaient à envahir encore une fois votre pays. Les féroces! Déjà une fois ils ont pillé vos propriétés, incendié vos maisons. Cette seconde fois ils massacreraient vos enfants dans vos bras; ils vous égorgeraient sur les cadavres sanglants de vos épouses!

« Habitants du Bas-Rhin, de quelque opinion que vous soyez, quelque couleur que vous ayez prise dans le cours de cette Révolution, ah! songez que vous n'avez qu'un intérêt pressant dans ce moment, un intérêt commun, celui de vous prononcer avec énergie contre l'ennemi sanguinaire qui voudrait anéantir jusqu'au nom français. C'est le mot de la monstrueuse coalition qui s'est de nouveau formée contre notre indépendance; c'est le but unique des grands efforts qu'elle fait en ce moment; c'est pour y réussir plus sûrement qu'elle stipendie jusque dans vos communes ces hommes sans aveu, ces prêtres rebelles que vous réchauffez si imprudemment dans votre sein. Les perfides! Lorsqu'ils vous détournent de laisser partir vos enfants pour l'armée, lorsqu'ils portent ceux-ci à la désertion, ils agissent pour l'Autriche. leur but est d'affaiblir la masse des forces qui doivent repousser ces bandes assassines, de faciliter ainsi leur invasion dans vos foyers, d'attirer dans votre pays le théâtre de la guerre, ses ravages, ses incendies, ses meurtres!

« Habitants du Bas-Rhin, pourriez-vous ne pas ouvrir enfin les yeux sur les dangers imminents dont vous menace la présence de ces prêtres rebelles, de ces émigrés cachés, qui surprennent depuis longtemps votre bon cœur? Ah! ils sont vos ennemis les plus cruels, soyez en sûrs, ils ont le cœur autrichien! Repoussez les, signalez les à la vigilance des autorités constituées, débarrassez vous de ces hôtes dangereux! »

J'arrête ici la citation de cette adresse qui continuait longuement encore sur ce ton d'exaltation anti-cléricale et patriotique et qui se termine par un cri de vengeance contre « le féroce Autrichien », mêlé aux cris de « Vive la République ! »¹⁾. Une autre adresse des administrateurs au Directoire exécutif était conçue en termes analogues.

« Un cri terrible de vengeance se fait entendre du Rhin aux Pyrénées, de l'Océan à la Méditerranée.... Nous sommes prêts, citoyens directeurs, à exécuter avec zèle toutes les mesures que cet événement déplorable vous fera juger nécessaires. Puisque les despotes veulent une guerre à mort, ils trouveront autant de Scévolas qu'il y a de républicains en France!²⁾ »

¹⁾ P. V. du 14 floréal, an VII.

²⁾ P. V. du 15 floréal, an VII. Le 13 prairial, le Département rédigeait le programme lugubre de la cérémonie de deuil qui « doit manifester la douleur jointe à l'indignation et laisser dans l'âme de tous les citoyens des impressions ineffaçables de haine, d'horreur, de vengeance contre l'infâme maison d'Autriche ». (P. V. du 13 prairial, an VII.) Un brave paysan de Plobsheim, Nicolas Hammel, « s'est présenté, peu après devant l'administration centrale, déclarant qu'il informé des horribles détails de l'assassinat commis à Rastatt, il vient faire l'offrande de trois francs, pour être appliqués aux besoins des défenseurs de la patrie chargés de venger la nation outragée ». (P. V. du 19 prairial, an VII.)

L'autorité supérieure venait d'ailleurs, ce jour-là, de se reconstituer sous la présidence du citoyen Bertrand, de Bischwiller, renforcée par l'élection récente de Jean Birnbaum, de Landau, Martin-Xavier Göttekien, de Dambach et Jean-Frédéric Burger, de Strasbourg, tous bons patriotes ¹⁾. La majorité du Département était acquise aux républicains accentués et elle le prouva dès le lendemain en s'adressant à l'accusateur public près le tribunal criminel du Bas-Rhin au sujet de bruits accrédités sur les propos que les prêtres sexagénaires, enfermés à la maison de réclusion, auraient tenus à l'époque du massacre des plénipotentiaires à Rastatt.

« Ils ont donné lieu à des soupçons graves sur leur compte et à une visite de la justice de paix. Il nous importe de savoir jusqu'à quel point ce bruit est fondé... Rien de ce qui peut conduire à la découverte des fils de cette horrible trame ne doit être indifférent à des fonctionnaires républicains ²⁾. »

Le rapport de l'accusateur public, produit dans la séance du 21 floréal, ne semblera guère concluant à un lecteur de sang-froid. Il disait seulement que, le lendemain de l'assassinat, les citoyens de garde à la maison de détention avaient constaté que les prêtres y détenus, et spécialement le P. Elie,

« avaient montré plus de gaieté qu'à l'ordinaire et une curiosité poussée à l'extrême, en demandant à plusieurs reprises ce qu'il y avait de nouveau, et en annonçant ensuite cet horrible attentat, au moment où encore peu de personnes en étaient instruites. Le juge de paix Rémond est venu examiner alors leurs papiers pour y découvrir les traces d'une correspondance illicite. Aucune pièce relative à l'assassinat des plénipotentiaires n'y a été trouvée, mais pourtant quelques-unes qui dénotent des correspondances directes de ces prêtres avec les émigrés du dehors, notamment deux pièces en langue latine, en forme de lettres, l'une du mois de pluviôse et l'autre du mois de nivôse, qui, à en juger d'après la signature, paraissent provenir du ci-devant cardinal de Rohan et contiennent des pouvoirs de confesser les gens qui se présenteraient chez eux, etc ³⁾. »

Il y avait aussi quelques pièces « où se trouvent des mots écrits en chiffres » ⁴⁾.

Ce rapport suffit pourtant pour irriter très fort nos administrateurs, ainsi qu'en témoigne l'arrêté qu'ils prirent immédiatement après :

¹⁾ P. V. du 15 floréal, an VII.

²⁾ P. V. du 17 floréal, an VII.

³⁾ P. V. du 20 floréal, an VII.

⁴⁾ En outre « un grand nombre d'effets d'église et plusieurs boîtes de pain (*sic*), dites hosties en style de culte ».

« Considérant qu'en ordonnant que les prêtres vieillards et infirmes seront enfermés dans une maison de réclusion, le but de la loi a été surtout de leur interdire cette communication avec des citoyens français, que leur perfidie rend si dangereuse; qu'ainsi il est contraire au but de la loi que ces hommes anti-républicains jouissent de la liberté de communiquer avec tout le monde; considérant qu'il est à sa connaissance qu'au mépris des dispositions... de la loi, un concours assidu de personnes de la commune de Strasbourg et des autres communes du département a lieu près des prêtres réfractaires détenus, entrevues d'autant plus dangereuses que l'on remarque dans les habitués de la maison de réclusion les individus les plus opposés à la liberté par la nature des principes de fanatisme et de royalisme qu'ils professent, notamment les femmes; considérant que le but coupable de ces entrevues fréquentes est évidemment démontré par la nature des lettres citées, puisqu'en dernière analyse, il en résulte que la maison de réclusion de Strasbourg est organisée en laboratoire d'un fanatisme contre-révolutionnaire, organisé sous la direction immédiate du ci-devant cardinal de Rohan, ci-devant évêque de Strasbourg; que même des contributions indirectes sont supportées par les affidés pour soutenir cet atelier de contre-révolution¹⁾; considérant aussi que les bâtiments... où se trouve placée la maison de réclusion servent à la fois de maison de détention pour les militaires et de local du dépôt des conscrits à embrigader, et qu'il est de la connaissance de l'administration que ces prêtres ne négligent aucune occasion de porter ces militaires et conscrits à la désertion...; voulant, dans la circonstance sérieuse où se trouve la patrie, ôter aux malveillants de l'intérieur les moyens de seconder efficacement les effets liberticides des ennemis du dehors, arrête: que l'entrée de la maison de réclusion sera, dès ce moment, inaccessible à toutes autres personnes qu'aux fonctionnaires publics ou agents de police chargés de la surveillance et aux domestiques ou servants de la maison. Les mêmes prêtres ne pourront également, sous aucun prétexte, communiquer avec les autres détenus de la maison, soit émigrés, soit militaires, ni avec les jeunes conscrits. »

Le surveillant paierait de sa place toute négligence ou connivence dont il se rendrait coupable²⁾.

Ce n'était pas seulement dans la maison de réclusion des prêtres réfractaires, mais aussi dans celle d'arrêt des militaires, que l'on voyait ou croyait voir des symptômes de rébellion. Son surveillant, le citoyen Ohlmann, mandait au citoyen Croz, adjudant-général, le 17 floréal, que des troubles étaient excités dans ladite maison par l'émigré Pierre-

¹⁾ On avait, en effet, saisi « différents registres des citoyens qui ont contribué à leur entretien, avec une spécification des sommes qu'ils ont fournies ».

²⁾ P. V. du 20 floréal, an VII. Le général Jordy était invité à transférer le dépôt des conscrits à la citadelle afin que les prêtres détenus « ne pussent plus les décourager par leurs discours et leurs insinuations perfides ». (P. V. du 26 floréal, an VII.)

Antoine Wolbert « qui ne néglige aucun moyen de porter les autres émigrés détenus avec lui à une insurrection, faisant même entendre des menaces d'assassinat ». Il demandait qu'on nommât un concierge spécial pour la garde des émigrés détenus. Sur cette dénonciation, Wolbert fut transféré à la prison des Ponts-Couverts, et le Département enjoignit à la municipalité de Strasbourg de prendre sur-le-champ les mesures nécessaires pour maintenir le bon ordre dans ladite maison¹⁾.

« Le fanatisme contre-révolutionnaire lève la tête dans la commune d'Ernolsheim », écrivait aussi, le 21 floréal, l'accusateur public près le tribunal criminel.

« On y provoque hautement à l'assassinat des républicains; plusieurs de ces derniers, entre autres l'ex-adjoint municipal, viennent de tomber sous ces coups et en ont été dangereusement maltraités. A la tête de ce recouvrement (*sic*) contre-révolutionnaire, figure secrètement le nommé Léopold Liebermann, se disant évêque, prêtre réfractaire, qui organisa la contre-révolution, s'y tenant habituellement caché²⁾. »

Le Département chargea le capitaine de gendarmerie, Brandès, d'arrêter ce prêtre rebelle et de l'amener à sa barre, en requérant la force armée et après « s'être consulté en secret avec plusieurs patriotes du lieu³⁾, mais sans qu'on le sache, car il est essentiel de ne pas compromettre ces bons citoyens »⁴⁾.

Mêmes plaintes venant d'Andlau et d'Eppfig (canton de Barr), où

« les prêtres réfractaires ont redoublé d'activité et de fureur pour pervertir l'esprit public et essayer de soulever le peuple contre le gouvernement républicain, en lui faisant entendre que les temps de la tribulation de l'Eglise sont passés, que les Autrichiens, leurs sauveurs, s'avancent à grands pas ».

¹⁾ P. V. du 19 floréal, an VII.

²⁾ Bruno-François-Léopold Liebermann, né à Molsheim, en 1759, fut, malgré sa jeunesse, un des plus hardis parmi les champions de l'intransigeance catholique durant la Révolution, par ses pamphlets, ses prédications, son exemple; nommé, non pas évêque, mais « commissaire extraordinaire » par Rohan, il échappa à toutes les recherches. Il fut moins heureux avec Napoléon qui le fit incarcérer au Temple. Il fut ensuite vicaire-général de l'évêque de Strasbourg et mourut en 1844.

³⁾ Je suppose du moins que les quatre personnes, nommées au procès-verbal, étaient des gens d'Ernolsheim.

⁴⁾ P. V. du 29 floréal, an VII. Les recherches n'aboutirent pas; mais nous savons par le procès-verbal du brigadier Lamotte que « pendant la recherche du même prêtre, au village d'Oberhoffen, un coup de pistolet fut tiré sur les gendarmes du haut de la maison Boehler, dont la balle a percé la corne du chapeau d'un cavalier. » (P. V. du 7 prairial, an VII.)

« Ces importants (*sic*) vont jusqu'à annoncer des miracles faits en faveur de leur cause liberticide, jusqu'à imposer à leurs sectaires des prières et des jeûnes pour assurer la prospérité des armes des ennemis du dehors. »

Dans la commune d'Epfig se trouvent notamment deux prêtres,

« Spitz, fils de l'ancien prévôt, et Müller, d'Obernai, connu par son audace, tous deux sujets à la déportation, le premier se tenant chez ses sœurs, les filles Spitz, et le second chez la veuve Lambert, d'où ils se livrent, à leur aise, à toutes les manœuvres coupables. »

Les administrateurs départementaux, « résolus à poursuivre sans relâche ces ennemis les plus dangereux de la République et d'exécuter les lois qui les bannissent », envoyaient le lieutenant de gendarmerie Petermann à Epfig, « pour se saisir de ces deux prêtres rebelles, en requérant la force armée nécessaire pour accomplir cet ordre avec la prudence et l'énergie accoutumées »¹⁾. Il se concertera avec le citoyen Lœwenguth, commissaire du Directoire près l'administration cantonale de Barr, « pour ne donner lieu à aucun soupçon ».

Nous ne voyons pas que les gendarmes aient réussi à saisir les deux ecclésiastiques en question, bien gardés sans doute par leurs ouailles. Mais d'autres de leurs confrères furent moins heureux, car dans la même séance du Département sont traitées les affaires de Chrétien Mahler, d'Ohlungen, ex-religieux bernardin de l'abbaye de Neubourg ; de François-Joseph Baltenberger, connu sous le nom de P. Jérôme, ex-moine du couvent d'Ebersheimmunster, d'Urbain Nægert, de Rhinau, ex-curé de Schæffersheim, qui sont condamnés à être déportés à l'île de Ré²⁾. Et dès le lendemain,

« s'étant fait représenter ses arrêtés du 27 courant, sur les réfractaires Baltenberger, Nægert, Lambla, Sidel et Mahler et voulant prendre les mesures nécessaires pour que les attentats si souvent renouvelés des royalistes et des fanatiques, qui prodiguent l'or et l'assassinat pour soustraire les prêtres rebelles à la vindicte des lois, échouent à leur égard »,

l'administration centrale arrêta que les déportés se mettraient en route le 15 prairial³⁾ avec une escorte de cavaliers suffisante pour repousser tous les efforts des royalistes et fanatiques. Ils voyageaient dans une voiture à quatre colliers, fournie par la municipalité

¹⁾ P. V. du 27 floréal, an VII.

²⁾ P. V. du 27 floréal, an VII.

³⁾ Plus tard, il fut décidé que le convoi se mettrait en route dès le 11 prairial, sans doute pour empêcher les préparatifs d'une tentative de délivrance.

de Strasbourg. Le secret était « recommandé inviolablement » aux chefs militaires ¹⁾).

A côté de ce redoublement de persécution à l'égard des prêtres réfractaires, une recrudescence de sévérité semble aussi se manifester à l'égard des fuyards de l'hiver 1793. Dans ses premières séances de prairial, le Département fait porter sur la liste des émigrés toute une dizaine d'israélites du district de Wissembourg, Meyer Aaron, Lévy Moïse, Lévy Abraham, Lévy Salomon, Feissel Samuel, Feist Lœwel, Levi, Seligmann Raphaël, Joseph Samuel, Seligmann Isaac, et fait séquestrer leur avoir, bien que, partis le 19 novembre 1793, ils soient rentrés dès germinal et ventôse de l'an III. Comme marchands de bestiaux, ils ne peuvent bénéficier de la loi qui ne concerne que les ouvriers et les laboureurs ²⁾).

Dans la même séance, le Département ordonne l'arrestation du nommé Colmar ³⁾, prêtre, sujet à la déportation, qui jusqu'ici a échappé à toutes les recherches et qui

« doit se tenir caché en ce moment chez un citoyen Brucker, dans la rue des Veaux »; l'officier de police judiciaire Rémond et le commandant de gendarmerie se transporteront à l'heure qu'ils jugeront convenable, dans la maison dont s'agit pour saisir « un des agents les plus actifs de la contre-révolution » ⁴⁾).

Et comme ces recherches n'ont pas abouti, les administrateurs reviennent sur la question dans leur séance du 8 prairial et visent « le prêtre Colmar, sujet à déportation » et plusieurs autres qui se tiennent cachés à Strasbourg, « attisant sans cesse le feu du fanatisme » et, « considérant qu'il est urgent de purger une place frontière de la présence d'hommes révoltés, dont la cause est commune avec celle des ennemis », ils ordonnent au citoyen Rémond de recommencer ses fouilles, après avoir pris les renseignements les plus exacts des maisons où ils sont cachés et de consigner dans son procès-verbal en cas d'arrestation les noms des propriétaires et locataires de ces maisons ⁵⁾).

¹⁾ P. V. du 28 floréal, an VII.

²⁾ P. V. du 1^{er} prairial, an VII. Le lendemain Aaron Lyon et Aaron Aaron son frère sont déportés hors du territoire dans les 24 heures et leurs biens séquestrés.

³⁾ C'est le futur évêque de Mayence dont M. Joseph Wirth a écrit la biographie (Paris, Perrin, 1906, in-8°).

⁴⁾ P. V. du 2 prairial, an VII.

⁵⁾ P. V. du 8 prairial, an VII.

A côté de ces mesures de compression dont nous ne citons que quelques-unes, à titre d'exemples, on constate aussi, au cours du mois de prairial, un certain nombre de radiations au moins provisoires, prononcées en faveur de fuyards rentrés en temps utile sur le territoire de la République, à côté d'autres décisions, il est vrai, qui nous semblent bien dures aujourd'hui. Si l'on permet à Reine Hoffmann, la femme de Jacques Loyson, laboureur à Bouxwiller, partie en novembre 1793 avec ses trois petits enfants et revenue dès pluviôse de l'an III, de profiter du bénéfice de la loi, on maintient sur la liste des émigrés J. G. Rieser, de Pfaffenhoffen, qui a été « entraîné sur la rive droite », y a vu mourir sa femme et a eu ses enfants malades de la petite vérole, de sorte qu'il n'a pu rentrer avant la date fatale ; bien qu'il habite depuis nivôse de l'an IV à Morschwiller, il est déclaré émigré. Plus bizarre encore est le cas de François-Joseph Kuhn, de Niederhaslach, qui a servi à l'armée de Sambre-et-Meuse, en est revenu avec d'excellents certificats et qui, néanmoins, a été arrêté et mis en prison, puisque sur la liste des émigrés du Bas-Rhin figure un *Pierre Kuhn*, forestier à Niederhaslach ! Le Département le renvoie pourtant à l'accusateur public ¹⁾.

Mais en dehors de ces décisions individuelles, le Département rentre dans la discussion du problème général des fuyards de brumaire et de frimaire de l'an II. Dans sa lettre du 9 ventôse de l'an VII, le ministre de la police avait autorisé le commissaire du Directoire près de l'administration centrale à mettre sous la surveillance de leurs municipalités respectives, les artisans et cultivateurs inscrits sur la liste des émigrés et détenus à Strasbourg, « surtout s'il n'y a rien à leur reprocher que leur rentrée tardive et l'omission des formalités prescrites ». Plus tard, dans une lettre du 25 germinal, le même ministre avait approuvé l'état dressé par les administrateurs du Bas-Rhin de ceux auxquels la décision de ventôse était applicable. Il avait réservé cependant un certain nombre de cas sur lesquels le Directoire exécutif entendait statuer lui-même ²⁾. Le Département prit donc, dans sa séance du 26 prairial, la décision suivante :

¹⁾ P. V. des 15 et 21 prairial, an VII.

²⁾ P. V. du 26 prairial, an VII. Voici le nom des individus dont le dossier est réservé à l'examen du Directoire : Jean Arbogast, cloutier à Hatten ; Michel Bloss, maréchal-ferrant à Willgottheim ; Joseph Schaffner, maître d'école à Geispolsheim ; Félix Bouffleurs, maître d'école à Hohgoefft ; J.-A. Wolbert, étudiant en droit, à Châtenois ; J.-G. Hutter, ex-prévôt de Niederhoehst ; J. Durrheimer, ex-prévôt de Mertzwiller ; Jean Hoerner, ex-prévôt

« Voulant justifier la confiance dont elle est investie par le gouvernement, en faisant parmi les prévenus d'émigration qui sont détenus à Strasbourg le choix scrupuleux de ceux dont l'ignorance est le seul délit et dont la conduite paisible doit la rassurer contre l'abus qu'elle pourrait craindre du bienfait auquel elle les fait participer » l'administration centrale arrête ce qui suit :

« Article I^{er} : Les prévenus d'émigration suivants¹⁾... qui se trouvent détenus dans les prisons de la 5^e division territoriale, sont renvoyés dans leurs communes respectives pour y demeurer consignés sous la surveillance spéciale des administrations et agences municipales.

« Article II : Pour éviter les inconvénients que pourrait produire la sortie générale de ces individus, s'ils étaient tous élargis au même instant, l'administration en désignera chaque jour un certain nombre au général commandant... en commençant par ceux dont l'arrestation est la plus ancienne...

« Article III : Le général divisionnaire fera conduire aussitôt les prévenus d'émigration qui lui auront été désignés, par devant l'administration centrale, qui les mettra définitivement en liberté, après leur avoir tracé la conduite qu'ils devront tenir.

« Article IV : Pour faciliter le retour des détenus dans leurs communes et leur ôter en même temps la possibilité de prendre d'autre route que celle de leurs foyers, il sera remis à chacun un extrait de la présente délibération, pour leur servir de passeport jusqu'au lieu de la résidence des administrations municipales dans le ressort desquelles ils étaient domiciliés avant leur émigration; ces extraits seront déposés aux secrétariats des administrations municipales avant que les particuliers qui en sont porteurs, puissent se retirer dans leurs communes.

« Article V : Les administrations municipales ouvriront un registre servant à l'inscription de leur nom, dès l'arrivée d'un ou plusieurs prévenus d'émigration; ils seront tenus d'y faire mention du lieu où ils comptent sé-

à Behlenheim; Michel Pfanner et Jacques Fischer, déserteurs français; F.-X. Rollin, musicien à Obernai; Xavier Mochel, chirurgien à Wingersheim; Jacques Bernder, soldat, à Petersbach; Jean Leibig, déserteur, de Preuschdorf; Pierre Roth, déserteur, de Reichshoffen; Valentin Schlick, réquisitionnaire, de Fischbach; F.-P. Hochheim, ci-devant procureur fiscal; F. Philippe Frison, chirurgien à Woerth; F.-J. Baltenberger, Meinrad Sidel et Balthasar Lavie, prêtres réfractaires.

¹⁾ Je n'obligerai pas le lecteur à prendre connaissance de cette liste de cent quinze noms (hommes et femmes) insérée au procès-verbal du 26 prairial. On n'y trouve, en effet, que des paysans ou des ouvriers (laboureurs, pâtres, sabotiers, charpentiers, maçons, vanniers, tisserands, cordonniers, vignerons, journaliers, tuiliers, tailleurs, remouleurs, etc.). Les « agricoles » y dominent de beaucoup. Quant aux localités dont ils sont originaires, elles appartiennent presque toutes aux anciens districts de Haguenau et Wissembourg et l'on se rend aussi compte que le Département a bien réellement voulu s'en tenir, pour le moment, à la délivrance des fuyards les moins compromis de 1793, parmi lesquels une trentaine de femmes.

journer; ces registres seront clos le 29 messidor prochain et les doubles envoyés à l'administration centrale.

« Article VI : Les prévenus appelés à jouir de la mise en surveillance permise par le gouvernement, seront tenus de se présenter le 1^{er} de chaque mois à la séance des administrations municipales, sous peine d'emprisonnement pour trois jours à la première absence et, en cas de récidive, de retour à la prison militaire.

« Article VII : L'administration centrale engage les administrations municipales à profiter des époques auxquelles les prévenus seront réunis pour les exhorter à ne point faire regretter au gouvernement par une conduite inquiète (*sic*), qui serait d'ailleurs réprimée sur-le-champ, l'indulgence qu'il a mise à la place des peines, etc. »

« Article VIII : Copie de cet arrêté sera adressée au Ministre de la police, au général commandant la 5^e division, aux administrations municipales des cantons du département. »

Dans une circulaire à ces mêmes administrateurs, l'autorité supérieure déclarait prévoir

« que la malveillance osera se faire une arme de la bienveillance du gouvernement; peut-être poussera-t-elle l'audace jusqu'à faire envisager, comme prochaine, la rentrée d'une foule d'émigrés dont la perte est écrite en traits ineffaçables dans les cœurs de tous les républicains. Concourez à déjouer ces menées perfides et à tromper ces chimériques espérances; continuez à faire arrêter et mener devant nous tous les individus dénoncés comme réfractaires à la loi du 19 fructidor! »¹⁾

On peut trouver que, vu le nombre énorme des fugitifs de 1793, c'était un bien maigre contingent de libérés; mais il ne faut pas oublier que des milliers de fuyards rentrés ouvertement ou clandestinement chez eux, depuis des années, n'avaient jamais été dénoncés par les maires, les adjoints, les agents nationaux et municipaux qui partageaient leurs opinions politiques ou religieuses ou qui étaient tout simplement trop humains, (ou trop pusillanimes) pour traquer de pauvres diables revenant d'un exil volontaire. On nous dit bien que les prisons de Strasbourg étaient bondées de détenus, mais, sans avoir des chiffres exacts à notre disposition, nous croyons pouvoir dire que le chiffre de ces détenus ne devait guère dépasser, vu la capacité des prisons du chef-lieu, un à deux mille. Et puis, cette première fournée de libérés, au 26 prairial, ne marquait sans doute que le début d'un mouvement plus général.

Mais il était bien entendu qu'on ne devait montrer de clémence qu'aux citoyens faibles, abusés, repentants; quant à ceux qui avaient

¹⁾ P. V. du 26 prairial, an VII.

activement aidé l'envahisseur, on resterait sans pitié. Un nommé Sébastien Hügel, de Griesheim, sorti de France en 1792 et rentré, avec le corps des émigrés, en l'an II, avait

« manifesté en ce temps là une haine implacable contre la République; en arrivant dans la commune de Gougenheim, il a persécuté les patriotes et a été reconnu pour un des principaux moteurs des mouvements à la suite desquels l'agent actuel de la commune a été entraîné à Schwindratzheim par une horde d'émigrés dont il faisait partie et où l'agent a été traité d'une façon barbare; il a non seulement pris les écharpes des officiers municipaux et les a attachés aux queues des chevaux, mais il a fait abattre à Rohr l'arbre de la liberté, ce signe si cher à tout Français...¹⁾ »

Cela n'empêche pas Hügel, après avoir quitté une seconde fois le territoire, d'y revenir encore sans avoir rempli aucune des formalités prescrites. On comprend que le Département l'ait maintenu sur la liste des émigrés²⁾.

Une sévérité plus grande de la part de l'autorité supérieure devait sembler d'ailleurs absolument nécessaire, quand on constatait comment, dans certaines communes du Bas-Rhin, les agents municipaux même se moquaient des lois et des règlements de l'administration centrale. On n'en citera qu'un exemple au milieu de cent autres qu'il serait facile de cueillir dans les procès-verbaux de l'an VII. Dans sa séance du 11 messidor, le Département avait à s'occuper des dénonciations portées contre Jacques Gauly, agent à Herxheim (canton de Landau).

« Sous ses auspices et par sa connivence, la commune est devenue, depuis qu'il est en fonctions, l'asile des émigrés, des déserteurs, des réquisitionnaires et conscrits fugitifs. Cet agent les reçoit même dans son auberge; il leur a donné une fois publiquement avis, en sortant de l'église, qu'on méditait des mesures pour les arrêter, en ajoutant qu'ils devaient se mettre sur leurs gardes. Il a fait des coupes d'arbres dans la forêt communale pour près de 3000 francs, contrairement à l'arrêté du Département; il a vendu des maisons et autres biens communaux pour au moins 30.000 francs, sans une autorisation quelconque. Sur vingt-quatre conscrits de première classe, dix-neuf se trouvent encore dans la commune où ils insultent les bons citoyens. La détérioration de l'esprit public est telle que les républicains n'osent presque plus se montrer et que les malveillants annoncent publiquement l'entrée des ennemis et désignent déjà les personnes qui seront nommées baillif, prévôt, etc. »

¹⁾ On peut noter en passant que réactionnaires et ennemis du dehors en voulaient à ces pauvres arbres de la liberté; à Kutzenhausen on avait affiché « un placard sorti des presses de l'Autriche » à cet arbre « auquel on avait fait pour cet objet une incision ». (P. V. du 4 messidor, an VII.)

²⁾ P. V. du 2 messidor, an VII.

Après enquête, ayant fait constater « que la liste des émigrés demeurant à Herxheim contient *vingt-et-un* noms et que celle des déserteurs et conscrits résidant illégalement dans la commune en renferme *trente-six* »¹⁾, les administrateurs suspendent Gauly et son adjoint Hoffmann, les dénoncent à l'accusateur public et demandent leur destitution au ministre²⁾. Mais c'étaient là des sanctions bien anodines pour une violation aussi impudente des lois ! Aussi les menées des réactionnaires s'activaient de plus belle ; si le prêtre insermenté Jean-Jacques Arth était arrêté et conduit à la maison de réclusion de Strasbourg³⁾, le canton de Hochfelden était, plus que jamais, agité par « les manœuvres du fanatisme contre-révolutionnaire ». On annonçait que l'église de Hohatzenheim, fermée par arrêté du 7 floréal dernier, « a été rouverte de force et a servi derechef à des rassemblements, jusqu'à ce que l'administration cantonale l'ait fait refermer ; à Minversheim et Hochfelden, il se tient ouvertement les propos les plus liberticides ; à Sæssolsheim et Friedolsheim, les prêtres rebelles fanatisent le peuple ; à Wingersheim, il y en a un, nommé Ohlmann, caché, qui se rend quelquefois à Mommenheim et à Donnenheim. Les fêtes nationales sont méprisées, tandis que les anciennes sont observées avec zèle, et les citoyens des autres cantons qui se conforment aux marchés nationaux, sont insultés dans le canton de Hochfelden. L'agent de Sæssolsheim, connu par son patriotisme, a été presque assassiné dans la nuit du 12 messidor par un réquisitionnaire et a vainement crié au secours... En général, les patriotes commencent à être persécutés par les royalistes, les émigrés rentrés et les fauteurs des prêtres rebelles ». Ce tableau de la situation politique et morale d'un canton du Bas-Rhin (un des plus réactionnaires, il est vrai, du département), montre avec quelles difficultés journalières avaient à lutter ses administrateurs. Ils demandaient au général commandant la 5^e division d'envoyer 25 hommes au commissaire du Directoire à Hochfelden ; ils ordonnaient à ce dernier de traduire devant la police municipale ceux qui enfreindraient la loi sur les marchés ; ils faisaient murer la porte de l'église de Hohatzenheim⁴⁾ ; ils décrétaient une fois de plus la recherche et la saisie des prêtres réfractaires, instigateurs de ces troubles et presque toujours

1) Sur ce nombre on n'a pu arrêter que 5 émigrés, 9 réquisitionnaires et 7 conscrits fuyards.

2) P. V. du 11 messidor, an VII.

3) P. V. du 6 messidor, an VII.

4) Ils vont jusqu'à déclarer qu'ils « se réservent de démolir l'église, si cette mesure est encore insuffisante ».

introuvables, mais tout cela ne modifiait pas sensiblement l'état des choses ¹⁾. Dans le canton d'Oberhausbergen on avait même négligé de célébrer la fête funéraire en l'honneur des ministres assassinés à Rastatt, « alors que toutes les opinions auraient dû se confondre pour exprimer leurs regrets sur l'atroce violation du droit des nations par l'infâme maison d'Autriche ! » ²⁾.

La confusion ne régnait pas seulement dans le Bas-Rhin, elle était partout. Au coup d'Etat du 18 fructidor de l'an V, réussi autrefois par la majorité du Directoire contre le double corps législatif, celui-ci répondait, victorieux à son tour, par le coup d'Etat du 30 prairial de l'an VII. Déjà Reubell avait disparu en mai, éliminé par le sort ; maintenant Merlin (de Douai) et La Réveillère-Lepeaux étaient forcés de donner leur démission, et ce sont Barras et Sieyès qui dominent la situation, en attendant que le général Bonaparte revienne d'Egypte. Les administrateurs du Bas-Rhin ne furent pas les derniers à applaudir à cette révolution nouvelle, qui ne coûta pas de sang, mais qui montrait le détraquement complet de la machine gouvernementale et le déchaînement des appétits individuels comme la confusion des partis. Le 14 messidor, ils envoyaient une adresse aux deux corps législatifs, dans laquelle ils les félicitaient d'avoir

« manifesté l'intention inébranlable d'apporter enfin un remède efficace aux plaies profondes qui dévoraient la patrie. D'accord avec l'opinion publique, prononcée depuis tant de mois, vous avez fait la journée salutaire des 29 et 30 prairial. Qui, plus que nous, a été à portée de juger combien elles étaient nécessaires ! Placés sur l'extrême frontière, dans le centre de l'armée du Danube, n'avons-nous pas vu l'imprévoyance préluder à ses malheurs ? »

Et après avoir cité quelques exemples de la lamentable administration militaire, des dilapidations et des vols des fonctionnaires et entrepreneurs de l'armée, l'adresse se terminait par ces mots :

« Au dedans, les républicains méconnus et flétris, les fonctionnaires courageux et probes arrachés à la confiance du peuple, les royalistes reprenant courage, le fanatisme brandissant d'avance ses torches affreuses, prêt à éclairer les pas des satellites de la coalition sur la terre de la Liberté ! Tout annonçait à l'observateur... que la République marchait rapidement à sa dissolution. Vous vous en êtes aperçus, citoyens législateurs, et votre attitude ferme a suffi pour conjurer l'orage ; recevez-en nos remerciements... Il vous reste encore de grandes choses à faire. Citoyens législateurs achevez de

¹⁾ P. V. du 13 messidor, an VII.

²⁾ P. V. du 14 messidor, an VII.

vaincre; l'opinion publique vous en indique les moyens. Vengeance contre les dilapidateurs! c'est son cri depuis des années entières, entendez-le! L'opinion de tous ne se trompe jamais!¹⁾ »

Une des conséquences locales de la journée du 30 prairial fut un nouveau bouleversement dans l'administration du Bas-Rhin. Une lettre du ministre de l'intérieur, du 15 messidor, annonçait que les arrêtés relatifs à la destitution de Grimmer, administrateur, et à l'annulation de la nomination de Bottin, comme secrétaire en chef « sont révoqués sur les témoignages favorables rendus au Directoire, du républicanisme et de la moralité de ces concitoyens ». Par contre le citoyen Fels, qui avait remplacé Grimmer, est révoqué par le Directoire; « il vient de recevoir son exécution », mande le Département au ministre, sans que nous apprenions quelle a été la cause de sa disgrâce; il se voit remplacé comme commissaire du pouvoir exécutif par Christiani, qui occupait ce poste avant lui. Bottin reprend aussitôt ses fonctions de secrétaire en chef²⁾. Mais Grimmer doit se contenter de la réparation d'honneur faite à son attitude politique, l'arrêté directorial portant que « le citoyen Grimmer ne peut cependant prétendre à sa réinstallation, attendu qu'il a été pourvu à son remplacement par l'assemblée électorale »³⁾. Avec le même courrier sont arrivées les ampliatiions d'une série d'autres arrêtés destituant une dizaine de commissaires du pouvoir exécutif, d'agents, d'adjoints, de secrétaires cantonaux, dénoncés précédemment par les administrateurs⁴⁾.

Ceux-ci décident ensuite que « pour rassurer les fonctionnaires publics qui ont fait des observations, évidemment dictées par un zèle pur et un patriotisme estimable », il sera « sursis à l'avenir à l'exécution de sa délibération du 26 prairial dernier », celle qui renvoyait les prévenus d'émigration sous la surveillance des municipalités. Ce n'est qu'autant que leur bonne conduite et leur tranquillité future seraient formellement garanties par ces administrations municipales, que ce renvoi pourra se faire. Celles-ci sont autorisées à rétablir dans leurs prisons ceux, élargis jusqu'à ce jour, dont la conduite passée ou l'esprit inquiet pourrait compromettre la sûreté de leurs concitoyens⁵⁾.

¹⁾ P. V. du 14 messidor, an VII.

²⁾ P. V. du 19 messidor, an VII.

³⁾ Arrêté directorial du 12 messidor, an VII.

⁴⁾ P. V. du 19 messidor, an VII.

⁵⁾ P. V. du 19 messidor, an VII. C'est, on le voit, une aggravation momentanée de la situation des anciens fugitifs.

Deux jours plus tard, le Département enregistrait la capture du prêtre réfractaire Jean-Joseph-Georges Ballet, opérée le 20 du mois, dans la maison n° 251 de Geispolsheim, à midi, « au moment où il exerçait clandestinement le culte ». Le procès-verbal d'arrestation porte que

« le citoyen Joseph Speyser, aubergiste au *Soleil*, soupçonné d'avoir fait découvrir ce prêtre, a été l'objet de menaces et même de voies de fait; son épouse a été poursuivie avec un couteau, une domestique maltraitée; on lui a même coupé sur pied un champ presque entier de chanvre ». D'après le rapport du capitaine de gendarmerie, « des rassemblements d'habitants de Geispolsheim se sont trouvés sur la route, manifestant l'intention de délivrer ce prêtre. »

Pour « ôter à ces malveillants l'espoir coupable de lutter impunément contre les lois » le Département arrêta de demander au général commandant la 5^e division militaire vingt-cinq hommes à placer « chez les citoyens prévenus d'être les instigateurs des mouvements dont s'agit ». Ils seront aux ordres de Thiébaut Wolf, ex-agent de Bläsheim nommé commissaire; il fera évaluer les dégâts et les auteurs seront traduits en police correctionnelle¹⁾. Le nommé Rietsch, qui recelait Ballet, et dans la maison duquel « on a trouvé des objets servant à certaines cérémonies du culte »²⁾, sera dénoncé au tribunal criminel.

Dans le canton de Soultz, le commissaire du pouvoir exécutif avertissait, le 17 messidor, l'administration centrale, que des réquisitionnaires fuyards se trouvaient à Surbourg « et surtout dans la forêt voisine. Ces lâches s'y livrent à des brigandages effroyables... Un d'eux a osé sortir de la forêt, le 17, dans la vue d'assassiner le citoyen Helmstetter, ancien commissaire du Directoire exécutif³⁾, qui se trouvait sur sa prairie continue (*sic*) à la forêt, tira un long couteau, en votant (*sic*)⁴⁾ toutes sortes d'injures contre la République. Helmstetter s'étant mis en défense avec une fourche de fer, ce scélérat appelle par un coup de sifflet ses compagnons de brigandage; mais par des raisons quelconques aucun n'arriva. Les recherches de la force armée et l'établissement de garnisaires chez leurs parents n'ont eu aucun succès, à cause de la complicité des habitants de la commune de

¹⁾ P. V. du 22 messidor, an VII.

²⁾ P. V. du 22 messidor, an VII.

³⁾ Helmstetter était ce brave chef de légion, qui, lors de la levée en masse de 1793, avait défendu les passages des Vosges septentrionales.

⁴⁾ P. V. du 23 messidor, an VII. — Peut-être vomissant.

Surbourg, qui est en outre infestée par plusieurs émigrés dont la présence est infiniment dangereuse pour la tranquillité publique ». Aussi le Département, « considérant le danger que créait un pareil rassemblement de brigands sur la frontière, d'où les révoltés pourraient entretenir des relations avec nos féroces ennemis qui... comptaient principalement sur la guerre civile », chargeait le citoyen Martin, commissaire du pouvoir exécutif près l'administration cantonale de Soultz, d'aller à Surbourg, « d'y faire déposer par les habitants toutes espèces d'armes à feu et d'armes blanches » et de procéder, avec l'assistance du juge de paix, à des visites domiciliaires, en requérant la force armée ¹⁾.

La surexcitation des masses catholiques était favorisée dans les départements de l'Est par toutes sortes de phénomènes prétendus surnaturels, produits par les meneurs et docilement acceptés par leurs ouailles²⁾. Une lettre du commissaire du Directoire près l'administration centrale de la Meurthe, lettre adressée, le 22 messidor, à son collègue du Bas-Rhin, lui parle des « impostures les plus grossières que le fanatisme a mis en jeu pour abuser encore de la crédulité des citoyens ». Elles ont eu

« pour premier théâtre une fontaine dans le département de la Moselle, à travers les eaux de laquelle on prétendait apercevoir la Sainte Vierge se promener; des miracles de tout genre, même des exorcismes de possédées, ont accompagné cette première extravagance, qui attirait les pèlerins par plusieurs milliers. Les mesures prises par l'administration centrale de la Moselle ont écarté la Sainte Vierge, qui n'a pu y résister et s'est réfugiée dans le département de la Meurthe, d'abord dans des bouteilles, ensuite dans une fontaine du canton de Niederwiller, attirant toujours un concours nombreux. Chassée aussi de cet asile, la Vierge vient de se sauver dans une fontaine... située près de Haguenau ³⁾. »

Nos administrateurs crurent devoir prendre un arrêté relativement à ces manifestations miraculeuses.

« Considérant que ces mouvements uniformes, exécutés successivement sur différents points, annoncent un concert de la part des prêtres réfractaires qui se tiennent encore cachés sur le territoire de la république, qui tend

¹⁾ P. V. du 23 messidor, an VII.

²⁾ Des phénomènes analogues se sont produits souvent à des époques de grands troubles moraux. Qui ne se souvient en Alsace des apparitions de la Sainte Vierge à Krüth, dans le val de Villé, en 1873 ?

³⁾ Lettre du 22 messidor, an VII.

vraisemblablement à former des rassemblements nombreux, pour répandre plus facilement des germes de contre-révolution; qu'ils ont au moins pour but et pour résultat de ramener le peuple à des croyances absurdes, dont l'ignorance la plus barbare aurait à rougir et qui sont, dès lors, inconciliables avec l'amour et les principes de la liberté et de l'égalité; qu'il est d'ailleurs à présumer que les prêtres réfractaires, ces ennemis implacables du gouvernement républicain, ont voulu faire un essai de la force et de la célérité du moyen de ces jongleries et qu'ils se proposent de les renouveler avec plus d'activité encore...; considérant qu'envisagé sous ces rapports, elle (l'administration centrale) ne saurait trop se hâter de détruire le foyer de barbarisme et de contre-révolution qui menace de s'établir dans son arrondissement, arrête : Le citoyen Brandès, capitaine de gendarmerie, est nommé commissaire pour aller à Haguenau et aux environs prendre des renseignements sur la prétendue fontaine miraculeuse dont s'agit; requérir l'administration municipale du canton de faire condamner aussitôt les portes de l'édifice où elle se trouve, et qui, d'après les renseignements pris, doit être une chapelle; à enlever tous les ustensiles qui s'y trouvent pour servir aux jongleries des imposteurs et les déposer entre les mains de l'administration municipale. Il prévient ceux qui y sont intéressés que si on se hasardait à rouvrir la chapelle, elle se verrait obligée de la faire démolir, et du tout il dressera procès-verbal¹⁾. »

C'est encore de ces fontaines subitement sacrées que s'entretiennent les administrateurs départementaux dans leur séance du 25 messidor.

« De toutes parts, dit le procès-verbal, il arrive les avis les plus alarmants sur l'affluence des prêtres réfractaires, sujets à la déportation, qui parcourent les campagnes, créent des fontaines miraculeuses, au moyen desquelles ils fomentent des rassemblements fanatiques, soulèvent contre les institutions républicaines, annoncent hautement que, dans peu, les Austro-Russes entreront dans le pays²⁾, que la République va être détruite, le trône et l'autel relevés sur les débris. »

Aussi, le Département,

« considérant que, par l'effet de l'influence meurtrière de ces prêtres, les conscrits et réquisitionnaires rentrent dans leurs foyers, s'attroupent dans les forêts pour échapper aux poursuites de la gendarmerie; que les bons citoyens, les fonctionnaires fidèles sont exposés à des menaces, à des voies de fait...; que le mal, qui devient de jour en jour plus pressant, atteste l'insuffisance des moyens répressifs employés jusqu'à ce moment; pénétré de la nécessité de concourir efficacement de sauver la patrie des dangers dont

¹⁾ P. V. du 23 messidor, an VII.

²⁾ On pouvait croire facilement à de pareils bruits. Nous savons que vers le 18 messidor une soixantaine d'Autrichiens débarquaient à Eschau, « qu'ils y furent reçus et traités avec les témoignages d'une parfaite amitié, et ne se sont retirés ensuite qu'à la pointe du jour ». P. V. du 28 messidor, an VII.

menacent ses ennemis, et ne connaissant d'autres considérations que celle du bien public », arrêtaient les mesures suivantes : « Le citoyen Nestlin, instituteur primaire à Geispolsheim — l'ancien agent d'Euloge Schneider — est nommé commissaire pour procéder à l'arrestation des prêtres insermentés sujets à la déportation, sur les indications qui lui seront données par l'administration centrale. Il ne pourra procéder à l'arrestation sans avoir reçu l'autorisation du commissaire du pouvoir exécutif près l'administration centrale; il est autorisé à requérir la force publique. Ses frais sont fixés à 15 francs par jour, à payer sur la caisse de la commune où l'arrestation sera faite. Il est invité d'ailleurs « à apporter, en remplissant la mission qui lui est déléguée, toute la fermeté et la prudence qui peuvent seules en assurer le succès¹⁾ ».

Au même moment, les émigrés rentrés en fraude sont traités de nouveau plus durement. Joseph Ober, de Reichshoffen, P. Biers, de Niederbronn, sont traduits devant une Commission militaire; Pierre Arth, aussi de Reichshoffen, est reconduit à la frontière; Martin Wick, de Hatzenbühl, maintenu définitivement sur la liste des émigrés et coupable d'infraction à la loi du 19 fructidor, est condamné à la déportation à la Guyane française, et les administrateurs ordonnent son transfert à Lorient²⁾. Evidemment tous ces actes de l'autorité supérieure portaient un cachet plus ou moins révolutionnaire et, dans des temps plus calmes, ils auraient dû être caractérisés d'une façon plutôt sévère. Mais quand on se rend compte de la situation désespérée de la République, au dedans et au dehors, au cours de l'été 1799, on comprend plus facilement, sans les approuver tous, qu'on revînt à certains errements de l'époque de la Terreur. Partout les intrigues et les complots se croisaient et se découvraient. Qu'on lise la lettre angoissée que le Département adressait, le 29 messidor, au Directoire exécutif, à ce sujet :

« Les révélations faites hier devant le tribunal criminel de ce département par un étranger accusé de provocation (au rétablissement) de la royauté, viennent de mettre au grand jour un complot dont les symptômes se multiplient depuis, chaque jour. Cet homme, entré, il y a deux mois, sur le territoire de la république comme déserteur, a avoué que cette démarche était l'effet d'un plan suivi par l'étranger; que des hommes sont soudoyés pour pénétrer dans les départements du Rhin; (ils) viennent s'y joindre aux fanatiques, aux contre-révolutionnaires de l'intérieur, s'y organisent en compagnies d'assassins, destinés à égorger tous les protestants et les catholiques

¹⁾ P. V. du 26 messidor, an VII. On voit par cet arrêté que le Département ne donnait nullement à Nestlin un pouvoir discrétionnaire et extra-légal.

²⁾ P. V. du 28 messidor, an VII. Hatzenbühl, au canton de Candel, actuellement dans le Palatinat.

ditions constitutionnelles, les acquéreurs de domaines nationaux, les fonctionnaires publics et tous les hommes connus par leur attachement à la République. Des détails particuliers dans lesquels le déclarant est entré, il résulte qu'il a (été) adressé à Saverne, à ce nommé Joseph, autrefois jardinier chez le cardinal Rohan, chez lequel il a trouvé un prêtre réfractaire, qui, à la multiplicité des papiers dont il est environné, lui a paru être un agent du complot; qu'il a reçu depuis la commission de porter des dépêches sur l'autre rive du Rhin et ensuite la mission d'aller se réunir dans une commune désignée à quelques autres déserteurs qui étaient dans le secret. »

« Des ordres ont été sur-le-champ donnés pour s'assurer des complices désignés ». Les administrateurs ajoutaient que sans le concours puissant du gouvernement, ils craignaient ne pouvoir efficacement prévenir les malheurs qui menacent ce département. « Depuis quinze jours les manœuvres contre-révolutionnaires sont d'une activité toujours croissante; les prêtres réfractaires sont... leurs chefs de file; ils se montrent avec audace, fomentent des rassemblements au moyen des lieux miraculeux qu'ils créent, *refusent l'absolution à ceux qui ne veulent pas prendre l'engagement de prendre les armes, au premier signal, contre les patriotes*. Les routes sont chargées d'hommes et de femmes fanatisés qui quittent leurs foyers et se portent à la fontaine de Host¹⁾, département de la Moselle, distante de plusieurs myriamètres, sous prétexte de religion. D'un autre côté, de nombreux prisonniers de guerre (qu'on a eu l'idée) impolitique²⁾ de faire traverser notre département pour se rendre au lieu de leur échange et qui, dans les premiers moments, passaient par troupes de 200 à 300, sans escorte (jettent) l'alarme dans le cœur des bons citoyens et un cruel espoir dans celui des ennemis de la chose publique, par des menaces d'invasion prochaine... Quelques-uns se sont déjà oubliés, forts de l'accueil que leur faisaient les mauvais citoyens, jusqu'à insulter des républicains paisibles dans leurs propres maisons³⁾. »

« Un espion arrêté à quelques kilomètres de Strasbourg, il y a trois jours, a été trouvé porteur d'une espèce de manifeste allemand (écrit) par des officiers supérieurs autrichiens et rédigé par un Conseil secret à Fribourg-en-Brisgau, aux habitants de ce pays-ci. On les invite à se tenir prêts à se réunir aux ennemis extérieurs, qui n'attendent que la fin de la récolte pour passer le Rhin et à envoyer, en attendant, des fonds, pour soutenir la bonne cause... De là une espèce de découragement qui pèse sur toutes les classes et présage

¹⁾ Host, canton de Puttelange, à partir de 1802, canton de Saint-Avold, Moselle.

²⁾ Le texte de cette missive a été évidemment transcrit au procès-verbal du 29 messidor, an VII, en hâte par un scribe fort ignorant, car il y a des phrases, comme celle-ci, qui sont absolument incompréhensibles, et ailleurs des mots (ceux placés ici entre parenthèses) sont sautés par le copiste. Nous avons essayé de rétablir le texte, dont le sens général n'est pas douteux d'ailleurs.

³⁾ Le Commissaire du pouvoir exécutif, dans une lettre du 24 messidor, parle aussi des « fêtes » scandaleuses que les malveillants du canton (de Hochfelden) donnent aux Autrichiens, en même temps qu'ils abreuvant d'amertume et de mépris les défenseurs de la république ». (P. V. du 2 thermidor, an VII.)

la ruine de la république si des mesures énergiques et sages ne recréent sur-le-champ l'esprit public, s'il n'est bien vite déployé sur cette frontière des mesures militaires telles qu'elle soit à l'abri de l'invasion. . . . A peine, dit-on, avons-nous huit bataillons sur toute la ligne du Rhin, depuis Bâle à Landau. Tous les services manquent, principalement ceux des convois militaires et des transports depuis le 1^{er} messidor. . . . Citoyens Directeurs, six choses nous paraissent nécessaires dans les circonstances présentes. . . »

Et là-dessus, les administrateurs exposent leurs idées sur les mesures urgentes à prendre : 1^o la formation d'une armée du Rhin ; 2^o l'acheminement des prisonniers ennemis ailleurs que par les départements du Rhin ; 3^o la stricte application de la peine de mort aux prêtres réfractaires, sujets à déportation, qui sont arrêtés dans les communes du Bas-Rhin ; 4^o la translation dans les maisons de réclusion à l'intérieur, de tous les prêtres sexagénaires et des cultivateurs émigrés rentrés ; 5^o la prompte réorganisation des services militaires ; 6^o l'augmentation des brigades de gendarmerie.

Un arrêté spécial du Département ordonnait également l'arrestation immédiate de tous les déserteurs autrichiens établis ou en condition chez les agriculteurs dans les communes du Bas-Rhin et leur comparution devant l'administration centrale.

Dans une communication plus détaillée, celle-ci s'adressait aux habitants du département pour leur dévoiler ces trames ennemies.

« Citoyens, disait cette *Adresse aux citoyens du Bas-Rhin*, un complot affreux, formé par l'étranger, organisé par le fanatisme furieux, ne tendait pas (à) moins qu'à couvrir de sang et de (feu) toutes nos communes. . . »

C'est le nommé Vahro, Hongrois d'origine, déserteur, habitant depuis quelques mois Romanswiller, accusé de provocation au relèvement de la royauté, qui a révélé l'affaire. Le plan était de massacrer tous les protestants, les patriotes catholiques, les acquéreurs de domaines nationaux, « toutes ces classes de citoyens signalées aux conjurés comme hérétiques, régicides et cause principale de la mort de Capet ». A Saverne, « près de l'huilerie », existe un prêtre réfractaire, nommé Marx, ci-devant récollet, natif de Mutzig, « lequel après la confession, faisait signer par les bons catholiques une liste, qu'ils s'engagent de prendre les armes à l'approche des Austro-Russes, pour tomber sur les citoyens ci-dessus désignés et les égorger dans leurs maisons mêmes ». Le rendez-vous pour recevoir les instructions était à Kehl ; le témoin a souscrit la liste de Marx après s'être confessé, l'a colportée ; plusieurs autres ont pris l'engagement, à Jung-holtz et à Thann, dans le Haut-Rhin, et à Birkenwald dans le Bas-

Rhin. Marx lui a promis son pardon comme déserteur et de le faire entrer dans le corps de Condé ¹).

Un autre déserteur, Laurent, qui a été au service de Joseph Jæger, garde-forestier à Cosswiller, a servi d'émissaire ; il est allé à Rastatt, d'où il est venu annoncer l'assassinat des ambassadeurs ; il a voyagé avec un certificat de menuisier, etc. Un autre déserteur encore, arrêté dans le département de la Dyle, venant d'Alsace, a avoué qu'il y a bien encore là-bas trois cents déserteurs autrichiens qui travaillaient chez des fermiers du pays... L'agent anglais Wickham est à Zurich, Danican (le général des royalistes parisiens au 13 vendémiaire de l'an IV) est à Rastatt, etc.

« Citoyens abusés... supposez un instant que vous ayez assez d'adresse pour surprendre les patriotes que vous avez la commission d'égorger ; que vous ayez assez de force pour les exterminer, que deviendriez-vous ensuite ? Quel serait encore votre sort ? Croyez-vous bonnement que vous jouiriez en paix des fruits de votre crime, que l'ennemi vous partagerait les dépouilles de vos frères égorgés, rétablirait vos autels, vos couvents ? Ah ! jetez un coup d'œil sur la Pologne ; là aussi, il y eut des citoyens traîtres qui reçurent des oppresseurs les promesses les plus flatteuses en retour des services affreux qu'ils leur rendaient... Eh bien, aujourd'hui, ces traîtres sont dans les fers... Tournez vos regards vers la République cisalpine ; voyez-y, en ce moment même, toutes les classes des citoyens indistinctement écrasés par les féroces Austro-Russes, dépouillés de tout, expirant au milieu de ces hordes rapaces... Vous ne connaissez donc pas les projets de la Coalition ? Vous ne savez pas que c'est le peuple français tout entier qu'elle voudrait détruire ? »... Vous dites que c'est la religion qui vous fait agir... « Voyez donc ce prêtre Marx, abusant de ce qu'il y a de plus sacré dans son culte pour en faire l'instrument de mort, distribuant froidement des brevets d'assassin au nom d'un Dieu de miséricorde, souriant d'avance de vous voir bientôt couverts du sang de vos concitoyens, en horreur à vous-mêmes, à la nature entière ! Ah, choisissez, il en est encore temps... choisissez, mais si vous persistez dans ce dernier parti, tremblez !... Le Génie de la Liberté veille... Et vous, républicains éprouvés, que votre Administration centrale a la satisfaction de compter en nombre dans les communes de son ressort, réunissez-vous d'efforts avec elle, soyez fermes et calmes... veillez, veillez sans cesse !... Hommes libres du Bas-Rhin, vos administrateurs veulent la République d'une volonté inébranlable ; veuillez-la aussi fermement qu'eux !... Le Corps législatif la veut, le Directoire exécutif la veut, la masse des Français la veut. Elle dévorera tous ceux qui oseront conspirer sa perte ! ² »

¹) Cette histoire donna lieu, comme on le verra plus loin, à une vive polémique entre le journal réactionnaire de Paris, *L'Ami des lois*, et l'administration centrale du Bas-Rhin.

²) P. V. du 29 messidor, an VII.

Que les dangers évoqués de la sorte fussent peut-être exagérés, on peut l'admettre ; mais les craintes étaient réelles, et le fait même de les voir ainsi énoncées par les autorités supérieures devait forcément impressionner les masses populaires, d'autant plus violemment que les administrations militaires, incapables ou corrompues, accablaient la population du Bas-Rhin de réquisitions redoublées, alors qu'il aurait fallu « les maintenir dans de bonnes dispositions », comme les administrateurs l'écrivaient à l'ordonnateur en chef Schielé ¹⁾. En tout cas, ils faisaient leur possible pour amener leurs agents cantonaux à remplir leurs devoirs, en les gourmandant sans cesse de « leur pusillanimité indigne d'un fonctionnaire républicain », en les sommant, « s'ils n'ont pas le courage de faire exécuter les lois, de quitter un poste qu'ils n'occupent qu'au préjudice de la patrie » ²⁾. Ils signalaient au ministre de la guerre « les dilapidations de toute espèce, devenues système, les infidélités commises dans les magasins militaires », la désertion à l'intérieur des soldats de la République, désertion favorisée par les forêts des cantons de Dahn, Anweiler et Pirmasens. Dans le premier de ces cantons, un prêtre, nommé Wehn, curé à Fischbach, est dénoncé comme ayant tenu des propos alarmants et prouvant son intelligence avec les ennemis ³⁾. Dans celui de Truchtersheim, les gens « refusent de recevoir les employés de l'administration, et il ne s'y trouve aucune auberge où ils pourraient être logés et nourris ». Il faut donc déplacer l'administration municipale du canton de Truchtersheim à Schnersheim ⁴⁾. A Strasbourg même, le juge de paix Rémond a trouvé, rue des Echasses, 10,

« un dépôt d'objets de fanatisme » (calices en vermeil, bougies, boîtes à hosties) et, entre autres, « cinq ou six garnitures de boîtes des saintes huiles, toutes remplies d'huile très fraîche), ce qui indique que cinq à six prêtres étaient en activité de service dans cette maison ». — « On y a trouvé en outre quarante à cinquante exemplaires d'une brochure allemande intitulée : *Écrit d'un membre de l'Université de Paris aux théologiens de l'Université de*

¹⁾ P. V. du 1^{er} thermidor, an VII.

²⁾ P. V. du 2 thermidor, an VII.

³⁾ P. V. du 2 thermidor, an VII. S'il est étranger, cet individu devra être conduit, avec ses papiers, devant l'administration centrale à Strasbourg ; s'il est Français, il faut le dénoncer au juge de paix de l'arrondissement.

⁴⁾ P. V. du 2 thermidor, an VII. A Soultz on a jeté, dans la nuit du 29 au 30 messidor, des proclamations de l'archiduc Charles et un numéro d'un journal allemand, contenant le récit emphatique des succès autrichiens sur les Français, dans la cour d'un aubergiste patriote.

Fribourg, sur la réponse donnée par ces derniers à un curé de la rive gauche du Rhin. »

En mandant ces faits au ministre de la police, nos administrateurs ajoutaient qu'il « sera toujours excessivement difficile de saisir les prêtres, que l'on dit être au nombre de dix à douze, à Strasbourg, parce qu'ils s'y tiennent cachés sous l'habit militaire et différents autres costumes ». Mais du moins ils avaient la satisfaction d'annoncer à Paris, qu'ils « avaient fait murer les pèlerinages de Hohatzenheim et Marienthal, qui servaient de rendez-vous aux fanatiques du département et des départements voisins », comme leurs collègues de la Moselle étaient « parvenus à faire combler avec l'aide de la force armée la fontaine miraculeuse de Host »¹⁾.

Le commissaire du pouvoir exécutif près l'administration municipale du canton de Saverne, nommé Klein, ayant mandé, de son côté, à son supérieur de Strasbourg, que

« deux émigrés connus du département, dont l'un est ci-devant noble, et passant tous deux pour être les principaux agents des trames secrètes des contre-révolutionnaires, dans le Bas-Rhin, sont arrivés dans les environs de Saverne et se tiennent cachés dans les gorges »,

demandait le concours des militaires pour assurer le succès de ses recherches. Les administrateurs désignent le citoyen Klein lui-même pour faire les dites recherches, soit dans son propre canton, soit dans les cantons voisins et même sur le territoire des départements contigus. Le général commandant la 5^e division sera prié de fournir une garnison de trente à quarante hommes (en partie de la cavalerie) pour Saverne, à la disposition du commissaire²⁾. Mais nous voyons, par mainte indication de nos procès-verbaux, que les soldats, loin d'être les appuis naturels de ceux qui étaient chargés de maintenir ou de rétablir l'ordre public, contribuaient assez souvent à la fuite de ceux qu'ils devaient arrêter.

Pour n'en citer qu'un exemple, nous prendrons le procès des gen-

¹⁾ P. V. du 2 thermidor, an VII. Pourtant ce dernier fait n'était pas considéré comme absolument certain, car le 4 thermidor le Département écrivait à l'administration municipale de Phalsbourg (Meurthe) que « des troupes de citoyens de votre département... se rendent journellement à la fontaine de Host, près de Puttelage; nous avons refusé les passeports à ceux qui déclareraient vouloir se diriger sur cette fontaine ou laisseraient deviner cette intention ».

²⁾ P. V. du 5 thermidor, an VII.

darmes Martin, Martz et Paté, en résidence à Reichshoffen, daté du 21 messidor. Ils étaient chargés d'arrêter des déserteurs de l'armée. Passant par la commune de La Walck, canton de Niederbronn, ils ont vu dans une auberge une foule d'habitants qui se divertissaient et, parmi eux, plusieurs militaires, auxquels ils demandent d'exhiber leurs permissions. Un sergent de la 20^e demi-brigade, nommé Holzberger, s'y refuse et est mis par eux en arrestation, « après avoir essuyé toutes sortes d'insultes et avoir été même blessés » par les autres militaires, qui investissent la maison d'arrêt, menaçant des dernières violences, si on ne relâche pas sur-le-champ le prisonnier. « Loin de venir au secours des gendarmes, les habitants ont aidé les rebelles, de sorte que, sur l'invitation du propre commissaire du pouvoir exécutif près l'administration cantonale, les gendarmes ont finalement relâché le sergent ». Le Département s'adressa bien au général pour réclamer « la punition exemplaire » de Holtzberger et de quatre autres hommes de la 20^e demi-brigade ; mais nous ignorons s'ils ont réellement été punis¹⁾.

On avait laissé tranquille jusque là, dans la petite ville de Marmoutier, un vieux prêtre octogénaire et malade, nommé Dieda, ex-curé de Reinhardsmunster ; on le jugeait trop vieux et trop souffrant pour être dangereux. Mais le commissaire du pouvoir exécutif près le tribunal de police de Saverne, ayant cru devoir dénoncer sa présence, là-bas, comme nuisible à la tranquillité publique, dans les circonstances actuelles, et réclamant son transfert au chef-lieu, sous escorte militaire, « pour empêcher les mouvements des fanatiques », le Département, « considérant qu'il est de son devoir de mettre (Dieda) dans l'impossibilité de devenir dangereux », arrêta qu'il serait conduit à la maison de réclusion de Strasbourg « avec toute la prudence et l'humanité qui peut se concilier avec sa non-évasion »²⁾. Quant au prêtre réfractaire Jean Weng, ex-curé de Marlenheim, arrêté par le citoyen Knoderer, commandant de la garde nationale de Westhoffen, il figure sur la liste des émigrés du 19 vendémiaire an II et sera transporté à l'île de Ré. Quant à Mathieu Wolfram, chez lequel Weng était caché, et au sergent de l'agent de Marlenheim, qui escortait le prêtre rebelle avec un fusil chargé, ils seront dénoncés à l'accusateur public pour être punis comme receleurs³⁾. La même décision (le transport

¹⁾ P. V. du 7 thermidor, an VII.

²⁾ P. V. du 8 thermidor, an VII.

³⁾ P. V. du 15 thermidor, an VII.

à l'île de Ré) est prise à l'égard d'une série d'autres ecclésiastiques réfractaires : Demeuré, de Minversheim ; Joseph-Georges Ballet, de Châtenois ; François-Joseph Hattenberger, de Sélestat ; François-Ignace-Frédéric Eggs, d'Obernai ; il en est un surtout, Florent Dusstroff, qui a particulièrement excité l'ire des administrateurs ; vu les pièces trouvées sur lui, il résulte que cet homme dangereux entretenait « du fond de sa prison (à Strasbourg) des liaisons avec des princes ennemis et des relations suivies avec les fanatiques les plus marquants de ce département » ¹⁾. Un arrêté du 17 thermidor fixe l'itinéraire des « prêtres rebelles » vers Nancy ; leur départ aura lieu, le 21 courant, dans les conditions antérieurement relatées, sous l'escorte d'un détachement de cavalerie ²⁾.

Au cours des semaines suivantes, le zèle républicain des administrateurs du Bas-Rhin se montre surtout par le grand nombre de suspensions et de révocations prononcées contre des agents municipaux, des secrétaires et autres subalternes qui n'obéissent pas aux prescriptions des lois. Celui d'Eichhoffen a refusé de livrer les clefs de l'église Saint-André à Andlau où se font « des rassemblements fanatiques ». S'il s'y trame des projets contre-révolutionnaires, il faudra en murer les portes aux frais de cet agent ³⁾. Celui de Bilwisheim est suspendu comme partisan « des prêtres réfractaires » ; celui de Mittelschæffolsheim, « parce qu'il n'est pas dans les principes républicains » ; celui de Mommenheim « parce que ce vieillard n'a ni la force ni la bonne volonté nécessaires pour faire exécuter les lois, notamment celles contre les prêtres réfractaires, émigrés, réquisitionnaires..., qui trouvent dans la commune un asile assuré » ; celui de Drulingen, « ancien agent du ci-devant prince, pour lequel il conserve plus d'attachement qu'il n'en a pour le gouvernement républicain » ; celui de Schweinheim, « partisan ouvert des prêtres réfractaires qui gangrènent le canton ». etc., etc. ⁴⁾

¹⁾ P. V. du 15 thermidor, an VII.

²⁾ P. V. du 17 thermidor, an VII. L'un de ces ecclésiastiques, « F. G. Hauteberg, dit Hattenberger » s'adressait aux administrateurs pour solliciter son transport à « l'hospice des prisonniers ». Ils délèguèrent les médecins Gouviou et Lombard pour « vérifier s'il est vraiment malade ; « si oui, le transfert est autorisé, mais les honoraires seront acquittés par le prêtre. (P. V. du 24 thermidor, an VII.)

³⁾ P. V. du 16 thermidor, an VII.

⁴⁾ P. V. du 17 thermidor, an VII. Le secrétaire de l'administration du canton de Saverne, Behr, est destitué parce qu'il a donné à une femme

Le Département prescrit aussi une surveillance plus stricte des passages du Rhin, « plus que jamais nécessaire pour empêcher les vagabonds, les prêtres réfractaires, les émigrés, les espions de pénétrer sur le territoire ». Les mesures prises jusque là ont été exécutées avec la plus grande négligence, soit parce que ceux qui sont chargés d'y veiller n'y ont point apporté le zèle qui doit caractériser les républicains, soit que les contrevenants n'étaient pas retenus par une peine proportionnée au délit. Si les administrations municipales ne certifient pas à la fin de chaque mois que les lois sont exécutées, on enverra des commissaires spéciaux sur les lieux, aux frais personnels de ces administrations. Les chefs de postes militaires le long du Rhin et les douaniers y tiendront la main. A l'avenir tout individu, soit républicain, soit étranger, qui passera d'une rive du Rhin à l'autre, ou tentera de le faire, sera réputé espion et conduit devant le général pour être jugé par le Conseil de guerre ¹⁾.

« Considérant qu'il ne peut être donné trop de publicité à un discours si bien fait pour ranimer la confiance, relever le courage et perfectionner l'esprit public », l'administration centrale du Bas-Rhin arrêta en même temps, que le discours du nouveau citoyen Directeur, Sieyès, prononcé à la fête des 9 et 10 thermidor, serait réimprimé dans les deux langues et lu à l'assemblée décadaire de chaque canton. « Nous ne négligerons jamais, écrivait-elle au ministre de l'intérieur, de pareils moyens d'aider au développement de l'esprit public. ²⁾ »

Müller, d'Odratzheim, un passeport pour « se rendre à Metz, en affaires », en lui traçant un itinéraire qui lui permettait de visiter la fontaine miraculeuse de Host, « alors qu'il est connu que le chemin direct de Saverne à Metz n'est pas par Bouquenom mais bien par Dieuze, que Behr a donc voulu favoriser les rassemblements fanatiques », etc.

¹⁾ P. V. du 18 thermidor, an VII.

²⁾ P. V. du 21 thermidor, an VII. On peut dire, pour l'excuse de nos administrateurs, qu'on ne se doutait pas à Strasbourg, à ce moment, de quelle façon l'austère « républicain » Sieyès allait, dans quelques mois, « perfectionner l'esprit public ».

CHAPITRE XIV.

CONTINUATION DE LA LUTTE CONTRE LES PRÊTRES RÉFRACIAIRES. — NOUVEAUX PRÉPARATIFS DE DÉFENSE CONTRE LES ATTAQUES DU DEHORS.

A ce moment, nos administrateurs étaient attaqués avec violence dans un journal réactionnaire, *L'Ami des lois*, comme ayant inventé une conspiration dans le Bas-Rhin pour exciter les passions et satisfaire en même temps leurs petites vengeances particulières. Nous avons déjà parlé plus haut de l'affaire Marx à propos de la déposition devant le tribunal criminel du déserteur hongrois Vahro¹⁾. Dans le n° 1437 de *L'Ami des lois* (17 thermidor an VII), on lisait sous la rubrique *Strasbourg* l'article suivant :

« On a beaucoup parlé d'une conspiration ourdie dans le Bas-Rhin, tendant à faire massacrer les luthériens, les juifs, les acquéreurs des biens nationaux, par la main des catholiques; cette prétendue conspiration est une fable inventée à plaisir ou à dessein. En effet, le nommé Marx que l'on accusait d'en être l'auteur et le chef, est mort depuis quatre ans; les personnes sensées ont levé les épaules en entendant parler de cette conspiration. Le citoyen Monnet²⁾, de Saverne, parent de feu Marx, est allé trouver les membres de l'Administration centrale et leur a fait de vifs reproches sur leur inconséquence ou sur leur perfidie, qui leur faisait ressusciter un homme mort, oublié, pour en faire l'agent d'un parti et porter si gratuitement le trouble dans un département qui jouit de la plus parfaite tranquillité, ainsi que le prouve l'état de situation adressé au Directoire par le général commandant le département du Bas-Rhin. Il paraîtrait que le but des administrateurs était de faire appliquer à leur commune la loi sur la responsabilité, afin de satisfaire en même temps leurs petites vengeances particulières. »

¹⁾ Tout cela a été raconté plus haut, p. 258 et suiv.

²⁾ L'orthographe correcte est Monet.

A ces insinuations et aux affirmations si hardies du journaliste parisien ou de son correspondant strasbourgeois (si la lettre venait vraiment d'Alsace), nos administrateurs répondirent par la missive suivante :

« Cet article, citoyen, porte entièrement sur des faux; il contient des outrages auxquels nous serions sensibles si les calomnies du royalisme pouvaient atteindre des administrateurs qui sont franchement républicains. Votre intention n'a point été sans doute d'attirer sur vous la responsabilité qui suit les calomnies; vous l'éviterez, citoyen, en rétablissant, par la voie de votre journal, les faits si étrangement dénaturés. »

A la suite de ce préambule, la lettre du Département donne l'extrait littéral du rapport de l'accusateur public, adressé le 27 messidor au ministre de la police, sur le procès de Joseph Vahro, déserteur autrichien, natif de Cremnitz en Hongrie, domicilié à Romanswiller, accusé de provocation au rétablissement de la royauté, etc. Un des témoins à charge, Joseph Barfuss, de Neustadt, aussi déserteur, fiancé à une veuve française et, selon sa déclaration, « attaché à la Révolution », raconta l'histoire des listes que faisait signer l'ex-récollet Marx à Saverne. Ce dernier n'a jamais été présenté comme *chef d'une conspiration*, mais seulement comme *agent actif* de trames contre-révolutionnaires. « La ressource des conspirateurs, quand ils se voient découverts, fut toujours de nier l'existence de leur trame » ; ainsi fut fait dès le lendemain du 13 vendémiaire.

« Nous demanderons à ce prétendu parent de Marx, qu'il dit mort depuis quatre ans, s'il ignore que, dans les cloîtres, le nom de Marx est commun à plus d'un individu; nous lui demanderons si le Marx, son parent, était de Mutzig, patrie indiquée du prêtre Marx, conspirateur dénoncé? S'il était ex-récollet? Nous lui apprendrons, s'il l'ignore, qu'aujourd'hui encore à Mutzig, il existe trois prêtres réfractaires cachés et échappant à toutes les poursuites, tous trois ex-récollets, dont deux fils de Marx Wagner, tonnelier et désignés tous deux communément du nom de *Marx Kieffer*¹⁾, surnom vulgaire de leur père? Et le troisième, fils de Marx, Meyer, tailleur, connu vulgairement sous le nom de *Marx Franciskaner*, ce dernier connu surtout par ses intrigues et ses efforts constants pour troubler l'ordre public dans les communes, à plusieurs kilomètres aux environs? On nie les conspirations; mais s'il n'existe pas de complot liberticide tendant à bouleverser les départements du Rhin, pourquoi, dès la fin de l'an VI, a-t-on trouvé affiché à la porte du temple décadaire du chef-lieu d'un de nos cantons cet écrit prouvant que les ennemis de l'intérieur étaient parfaitement instruits que l'Autriche ne voulait pas sincèrement la paix, qu'au contraire elle profitait de l'armistice pour préparer et faire éclater une nouvelle coalition contre la République? Nous lui demanderons s'il est (vrai) que, dans la visite, faite dans les vingt-

¹⁾ En dialecte alsacien *Kieffer* signifie *tonnelier*.

quatre heures de l'arrestation de Vahro, par ordre de l'accusateur public, dans la maison du nommé Joseph, près la tuilerie, à Saverne, il y a été trouvé des effets et ornements de culte; et si cette circonstance n'annonce pas la présence d'un prêtre quelconque dans cette maison isolée, ainsi que Vahro l'avait annoncé? Pourquoi, au mois de germinal dernier, des bruits ont-ils été trouvés répandus dans le canton de Soultz, tendant à provoquer les militaires à la désertion des drapeaux tricolores, qui sont présentés comme le signe de l'infamie, pour se ranger sous ceux du prince de Condé et rétablir le trône et l'autel? Quel était le but de cette proclamation d'un prétendu *général en chef de l'armée chrétienne aux chrétiens catholiques*, trouvée dans le canton de Wasselonne, le 11 pluviôse dernier, où il somme ces derniers, au nom du clergé, du pape romain et de toutes les puissances, à se réunir à lui ou à le secourir de leur argent, en annonçant que l'armée de l'exécution et du massacre est enfin arrivée, que les Français, destructeurs de la religion, seront anéantis? Pourquoi, à l'époque de l'assassinat de nos ministres plénipotentiaires à Rastatt, et avant qu'on ne fût instruit à Strasbourg de cette horrible catastrophe, les prêtres réfractaires détenus à la maison de réclusion, ont-ils montré une curiosité et une joie immodérée? Pourquoi, dans la visite qui fut faite chez eux, sur la dénonciation de cette conduite de leur part, trouva-t-on beaucoup de lettres qui les convainquent de correspondance et d'intelligence avec le ci-devant cardinal Rohan, avec d'autres prêtres réfractaires dans le département, avec ceux déjà déportés à l'île de Rhé, avec de prétendus évêques ou commissaires épiscopaux émigrés et avec une quantité de personnes du département qui étaient dans leurs intérêts et faisaient des collectes en leur faveur? Pourquoi, au nombre des pièces, s'est-il trouvé une prétendue prédiction, faite et publiée à Rome, où l'on prédit pour cette année-ci le règne du pape ¹⁾ et le retour de la royauté en France? Pourquoi, dans la correspondance trouvée tout récemment chez la femme Apprédérís, rue des Charpentiers n° 2, à Strasbourg, et appartenant pour la plupart à son fils, prêtre réfractaire, la même prétendue prédiction s'est-elle trouvée? Pourquoi, dans la même correspondance Apprédérís est-il question d'une expédition à faire, plus conséquente encore que celle exécutée par ceux dont celui-ci était membre (?), d'un atelier qui s'étend à vingt-et-un endroits ²⁾, dans lesquels on se rend à cheval, d'un jour, sous la date du 24 fixée pour l'exécution? Dans quelle intention est répandu le manifeste allemand *Aux Catholiques*, rédigé par un Comité secret résidant à Fribourg (et) saisi sur l'espion arrêté à Bischheim, le 24 messidor dernier? Pourquoi ce manifeste contenait-il l'invitation pressante aux bons catholiques de contribuer en attendant, chacun selon ses facultés, pour venir au secours des villages impériaux de la rive droite du Rhin, réduits à la misère par ces brigands de Français? Pourquoi ce manifeste annonce-t-il que le département du Bas-Rhin est partagé en arrondissements, dans chacun desquels il y a un pareil émissaire? Pourquoi

¹⁾ Nous essayons de rétablir ainsi le texte corrompu du procès-verbal : « pour cette année à la règle du pape ».

²⁾ Nous renonçons à rétablir le membre de phrase, évidemment déformé par le copiste du procès-verbal au registre des délibérations.

la recommandation de noter secrètement les noms de ceux qui y ont contribué, pour qu'on puisse s'en ressouvenir et les récompenser doublement ?

« Comment se fait-il que ce même espion, arrêté à Bischheim, porteur du manifeste ci-dessus, et qui va paraître au tribunal criminel, se trouve précisément le même contre lequel il y a dans le Haut-Rhin un procès criminel intenté, comme prévenu de l'assassinat commis, dans le courant de l'année, près Sélestat, sur la personne du citoyen Tessier, prêtre assermenté à Saint-Hippolyte, Haut-Rhin, connu pour son républicanisme ?

« Pourquoi, dans une lettre écrite à Strasbourg, le 14 juillet, correspondant au 26 messidor dernier, adressée à un citoyen du canton de Soultz, annonce-t-on, que l'on veut faire dans d'autres départements se rassembler, former des bataillons pour expatrier et chasser tous les coquins de patriotes, pour rétablir enfin la religion, le christianisme et le Roy sur le trône ?

« Vous pouvez, citoyen, demander au ministre de la police générale communication des pièces justificatives de tous ces faits; elles lui ont été adressées par l'accusateur public, à l'appui du second compte rendu, le 9 thermidor dernier.

« Nous ajouterons, citoyen, que depuis un an, vingt-quatre prêtres réfractaires, arrêtés dans le Bas-Rhin, ont été transférés à l'île de Rhé, et que sept autres, arrêtés depuis les deux derniers mois, partent demain pour la même destination; que, sur l'avis donné récemment à l'Administration centrale par le ministère de la police, de la révélation faite par un déserteur autrichien, à Mons, de l'existence, dans la ci-devant Alsace, qu'il vient de quitter, d'environ deux cents déserteurs autrichiens, il vient déjà d'en être arrêté 213, qui ont tous été dirigés sur l'intérieur, et un nombre plus que double d'étrangers, non munis de passeports en règle, qui ont été renvoyés sur la rive droite du Rhin par le pont de Mayence. Nous ajouterons enfin que, dans ce moment encore, les prêtres réfractaires et les fanatiques, leurs complices, les émigrés rentrés, redoublent d'efforts pour parvenir à leur but; que trois arbres de la Liberté ont été, depuis un mois, coupés à Biblisheim et Kutzenhausen (canton de Soultz), mais que nous avons l'œil ouvert sur eux, que ni les calomnies, ni le rugissement du royalisme, ni les plumes vendues à la contre-révolution ne nous intimideront jamais ¹⁾.

« N. B. Quant au passage de l'article du journal où il est dit que le citoyen Monnet (*sic*), de Saverne, parent de feu Marx, s'est présenté à l'Administration centrale pour lui reprocher son inconséquence et sa perfidie, nous ne savons quel peut être le but de cette impudente assertion. Le fait est que ce Monnet, qui est, à ce qu'il paraît, le même qui vient d'être suspendu de ses fonctions, dès le 17 courant, pour incivisme et dévouement aux prêtres réfractaires, ne s'est pas présenté à l'administration depuis six mois et que personne, ni de Saverne, ni d'ailleurs, ne s'est présenté pour attester la mort du prêtre Marx ²⁾ ».

Nous avons reproduit en son entier ce *communiqué* de l'adminis-

¹⁾ Nous n'avons pu savoir si l'*Ami des lois* a consenti à insérer cette réplique détaillée et topique à son entrefilet venimeux; étant données les habitudes de la presse royaliste d'alors cela peut paraître assez douteux.

²⁾ P. V. du 24 thermidor, an VII.

tration centrale du Bas-Rhin, malgré sa longueur et bien que bon nombre des faits qui y sont mentionnés eussent été déjà mis sous les yeux du lecteur, parce qu'il nous a semblé intéressant de lui offrir un exemple caractéristique des rapports de la presse d'alors avec les autorités administratives et aussi parce que la lecture attentive du document ne peut laisser aucun doute sur l'état précaire de la sûreté publique dans nos régions au cours de l'été de 1799. Certains détails donnés par les rédacteurs de cette lettre peuvent être contestés, certains autres n'ont peut-être pas toute la portée qu'ils leur attribuaient, mais dans l'ensemble, on ne saurait nier de bonne foi qu'à ce moment, la majorité du clergé réfractaire¹⁾, les émigrés, les agents ennemis, ne complotassent une invasion de la France, une restauration monarchique, et qu'ils étaient prêts à tout pour la faire réussir. Le danger était non seulement réel, mais imminent, et l'on ne saurait s'étonner que le Directoire, dès le 9 thermidor de l'an VII, ait donné l'ordre au Département de « concentrer dans la maison de réclusion de l'Yonne tous les prêtres réfractaires actuellement en réclusion ou en surveillance dans le Bas Rhin ». Le 26 de ce mois, le Département transmettait cet arrêté aux administrations cantonales de Haguenau, *intra* et *extra muros*, de Barr, Rosheim, Saverne, Obernai, Hochfelden, Sélestat *intra muros* et Molsheim. Elles devaient diriger ces ecclésiastiques, sous bonne garde, vers Strasbourg, où la municipalité les recevrait en dépôt, en attendant qu'on les mène ensemble à Auxerre²⁾. Mais, en fait, ces déportations se faisaient avec une lenteur extraordinaire, dès que les ecclésiastiques pouvaient alléguer un prétexte plus ou moins plausible pour les retarder. C'est ainsi que, dans la séance du 1^{er} fructidor, nous voyons ce Meinrad Sidel, déjà plusieurs fois

1) Il est bien entendu que nous n'entendons pas nier que parmi les nombreux membres réfractaires du clergé catholique d'Alsace, il n'y ait eu des esprits pacifiques, ne s'occupant pas de politique et désireux seulement de procurer à leurs ouailles les consolations de la religion. Mais une étude prolongée des sources m'oblige à avouer que la majorité poursuivait, en outre, la restauration de l'ancien régime et de ses propres privilèges.

2) P. V. du 26 thermidor, an VII. Nous apprenons par ce même procès-verbal, l'arrestation, à Altorff, dans la nuit du 20 au 21 thermidor, du nommé André Klein, « se disant prêtre constitutionnel et suspecté d'avoir rétracté son serment ». Il était caché dans la maison de Joseph Schoeffer. On y trouva non seulement des effets d'église mais une pièce curieuse, une délibération prise par quelques citoyens d'Altorff, convoqués par les préposés de la commune, afin de voter une gratification de 320 francs au citoyen Duva, ci-devant maître d'école du lieu, qui avait fourni audit Klein « des effets de l'abbaye d'Altorff, propriété nationale, soustraits par le nommé Duva ».

nommé, et son confrère François Henri Beck, adresser requête à l'administration, l'un pour « obtenir la permission de se promener à son gré à Strasbourg, à cause d'infirmités dont le seul remède spécifique est la promenade à pied », l'autre demandant à aller passer trois mois à Mutzig, son lieu natal, sous la surveillance des autorités municipales. Le Département répond que l'ordre du Directoire (pour la déportation dans l'Yonne) est formel et qu'il « ne peut que faire vérifier une chose par les docteurs Gouvion et Lombard : s'ils peuvent être transportés sans danger pour leur vie »¹⁾.

Pendant ce temps, l'on continuait les préparatifs de défense dans le département. Des milliers de réquisitionnés travaillaient aux fortifications de Landau, Wissembourg, Fort-Vauban, Sélestat, Strasbourg, etc.²⁾. On réunissait partout les armes pour l'équipement des nouveaux bataillons de conscrits en désarmant partiellement les gardes nationaux des campagnes, sauf ceux des bords du Rhin ; on accumulait dans les places fortes les grains et les fourrages. Malgré « l'épuisement de presque toutes les forêts en bois propre au service » les autorités militaires demandaient des milliers et des milliers d'arbres pour palissades, etc.³⁾, et les administrateurs protestaient auprès du ministre contre « ces délivrances dévastatrices ». Un officier autrichien venait aimablement annoncer au commandant de Seltz qu'on allait tirer le canon pour célébrer la prise de Mantoue et d'Alexandrie par les Austro-Russes et qu'il ne devait pas s'en émouvoir. « Ce n'est pas pour nous épargner une espèce de frayeur que les Autrichiens ont pris cette précaution, écrivait le Département, mais plutôt pour nous décourager, en quoi ils se sont bien trompés »⁴⁾. Puis ce sont des réquisitions de « voitures agricoles » pour conduire des munitions jusqu'à Neuf-Brisach et Colmar, « l'armée, dans les succès remportés en Helvétie, en ayant consommé beaucoup », et le général en chef déclarant « qu'il est de la dernière urgence de les remplacer ». L'administration centrale ordonne donc aux municipalités cantonales « d'employer tous les moyens et, s'il le faut, la force armée pour que ces voi-

¹⁾ P. V. du 1^{er} fructidor, an VII.

²⁾ Il faut dire que beaucoup d'entre les ruraux requis se sauvaient dès qu'ils le pouvaient.

³⁾ Pour Landau : 3250 arbres ; pour Lauterbourg, 1200 ; pour Fort-Vauban, 5391 ; pour Strasbourg, 2207 ; pour Sélestat, 2633, etc. Et le 9 vendémiaire an VIII, le chef de brigade Chambarlhac en réclamait encore 944 en sus pour Landau.

⁴⁾ P. V. du 2 fructidor, an VII.

tures soient ici demain matin»¹⁾. Quant à la municipalité de Strasbourg, elle devra fournir des bateaux et la Wantzenau des bateliers pour le transport d'autres munitions sur l'Ill. Mais si nos administrateurs se montrent ainsi pleins de zèle, ils n'entendent pas qu'on les rudoie. Le général Baraguay d'Hilliers, chef de l'état-major de l'armée du Rhin, leur ayant écrit, le 2 fructidor, une lettre assez grossière pour stimuler « les réquisitions en hommes », ils lui répondent

« qu'il n'est pas besoin que notre zèle soit réveillé, ni surtout de l'impulsion de la menace d'une dénonciation. Nous avons du reste lieu de nous attendre que notre silence à votre lettre du mois dernier, qui nous accusait avec aussi peu de fondement de lenteur à fournir les contingents en grains et fourrages, vous aurait fait sentir que le mode de correspondance d'un chef militaire avec une administration centrale de département doit un peu différer de celui qu'il emploie avec des subordonnés qu'il est dans le cas de rappeler à leur devoir ²⁾. »

A ces occupations et préoccupations militaires viennent se joindre les ennuis à l'intérieur ; c'est un ex-bénédictin, Mainhard Ruhlmann, d'Ebersmünster, qui se cache au *Praelatenhof*, cense de la commune de Kintzheim ; ce sont les prêtres réfractaires cachés au val de Villé, les conscrits fuyards qui s'y rassemblent dans les forêts ; même les femmes de Saint-Martin ont attaqué les gendarmes qui en faisaient la recherche³⁾. A Furchhausen, canton de Saverne, il doit y avoir, le 8 courant, un grand concours de monde, à propos de la fête villageoise ; il y viendra certainement « grand nombre de réquisitionnaires, conscrits fugitifs, étrangers » ; le commandant de la gendarmerie devra s'y rendre, avec quelques brigades, et comme le plus fort rassemblement aura lieu dans une nouvelle auberge où l'on se propose de danser, les administrateurs rappellent à cet officier qu'il peut entrer à toute heure de la nuit dans les maisons publiques où il entendra des rassemblements⁴⁾. Ce qui est infiniment plus grave que la perspective d'une rixe entre gens ivres, c'est le fait que le citoyen Emser, juge de paix à Niederbronn, a été sommé par des brigands incendiaires de

¹⁾ P. V. du 4 fructidor, an VII. Le 5 fructidor, le général Léonard Müller réclamait encore *trois cents* voitures des cinq cantons les plus proches de Landau, « pour une importante opération militaire » et le Département ordonnait « d'employer la contrainte s'il le faut », et de fournir au besoin toutes les voitures existant dans les communes.

²⁾ P. V. du 4 fructidor, an VII.

³⁾ P. V. du 5 fructidor, an VII.

⁴⁾ P. V. du 7 fructidor, an VII.

déposer à un certain endroit de la forêt une somme de cinquante pièces de vingt-quatre francs, sous peine d'être traité comme ce citoyen de Gundershoffen dont les bâtiments et l'usine viennent d'être incendiés. Dès que cette lettre de menaces parvient au Département, celui-ci adresse une circulaire à toutes les administrations cantonales à proximité de la région vosgienne, pour leur prescrire « d'étouffer dans sa naissance ce brigandage alarmant ». Que la garde nationale parcoure jour et nuit les campagnes et les forêts et arrête tous les vagabonds, conscrits, déserteurs et toutes personnes voyageant hors de leur canton qui n'auraient pas de passeports en règle ; avertissez les communes qu'elles sont responsables des délits commis sur leur territoire !¹⁾.

Malgré ces préoccupations, l'administration centrale n'a garde d'oublier d'inviter ses administrés à célébrer le second anniversaire du coup d'Etat de fructidor.

« Citoyens, dit sa circulaire du 9 courant, le 18 fructidor approche. Son souvenir se lie avec celui des triomphes constants de la République sur les infatigables agents de la royauté ; il doit être sacré pour les hommes libres . . . Français, déjà nos armées ont repris leur terrible offensive, les barbares fuient ou tombent sous leurs coups, la victoire se rattache aux couleurs nationales. C'est à nous à l'y fixer pour toujours par . . . cette forte union qui rend invincible le peuple qui veut, d'une volonté inébranlable, la Liberté. Vive la République ! »²⁾

Malheureusement la réalité ne répondait pas entièrement à ce bel enthousiasme, car le 12 fructidor le général Freytag, commandant alors la 5^e division militaire, prévenait les administrateurs

« qu'à peine les deux tiers des conscrits appelés se sont conformés à la loi ; les autres restent paisiblement dans leurs foyers, ce qui occasionne la désertion des premiers.

Il leur proposait de faire connaître aux conscrits, une fois de plus, qu'ils seraient poursuivis comme déserteurs et punis, ainsi que leurs receleurs, d'après la sévérité des lois, c'est-à-dire qu'ils subiraient cinq ans de fers, seraient privés de leurs droits de citoyen, seraient incapables à recueillir les successions, legs ou donations. Les receleurs seraient passibles d'une amende d'au moins 300 francs, et tout fonctionnaire qui connivait à la désobéissance aux lois serait frappé de deux ans d'emprisonnement.

¹⁾ P. V. du 9 fructidor, an VII.

²⁾ P. V. du 9 fructidor, an VII.

Les administrateurs tinrent à établir, par un premier considérant, que

« la grande majorité des conscrits de leur ressort avait écouté la voix de la patrie et celle de leurs administrateurs et donnait déjà, dans ce moment, sous les drapeaux de la liberté, l'exemple de la discipline et du dévouement. »

Mais ils ajoutaient

« qu'il est malheureusement trop vrai qu'une minorité récalcitrante est en retard de se rendre à son poste... Considérant, qu'en dehors de la tâche morale qu'emporte avec soi la lâcheté et la désobéissance, les lois citées infligent des punitions sévères,

ils arrêtaient que le général indiquerait pour le premier jour complémentaire une revue de rigueur des deux bataillons auxiliaires du Bas-Rhin à laquelle assisterait l'administration centrale. Les noms des conscrits qui manqueraient à l'appel seront sur le champ transmis à la gendarmerie qui les conduira devant le Conseil de guerre de Strasbourg pour être condamnés à cinq ans de fers ; tout habitant chez lequel sera arrêté un réquisitionnaire sera puni d'un an de prison et de trois cents francs d'amende. La gendarmerie fera la recherche infatigable des lâches, avec l'aide des colonnes mobiles de la garde nationale ¹⁾. Nous voyons par l'exemple d'un des jeunes gens appelés sous les drapeaux, un Louis Simon, d'Uhlwiller, que l'autorité civile infligeait parfois une aggravation de peine. Elle le déclarait émigré ;

« il ne doit pas être admis à partager l'honneur de défendre la patrie, qui le rejette de son sein ; ce serait exposer les républicains à l'incertitude et à la défiance que de rendre à la société celui que les lois rangent dans la classe des plus violents ennemis de la liberté ²⁾. »

Le Directoire avait fait voter, quelques semaines auparavant, par le corps législatif, la loi du 26 thermidor, qui autorisait le gouvernement à procéder, pendant un mois, à des visites domiciliaires, dans le dessein d'arrêter les embaucheurs, les émigrés rentrés, les égorgeurs et les brigands. Le ministre de la police invitait le Département à donner à cette « mesure essentiellement protectrice son exécution tout entière ». En conséquence, celui-ci arrêta, le 16 fructidor, la liste des citoyens ³⁾ chargés de faire ces visites domiciliaires dans les maisons

¹⁾ P. V. du 13 fructidor, an VII.

²⁾ P. V. du 14 fructidor, an VII.

³⁾ P. V. du 16 fructidor, an VII. On y trouvera la liste complète, que nous jugeons inutile de reproduire ici. C'est généralement le président de la

connues suspectes de recéler des déserteurs, des espions, des prêtres déportés, des émigrés, des embaucheurs, etc. Ils seront autorisés à requérir la force armée et pourront continuer leurs visites aussi souvent qu'ils le jugeront nécessaire, jusqu'au 3^e jour complémentaire ¹⁾).

Le même jour (16 fructidor), le général commandant la 5^e division requérait de l'administration centrale la mise sur pied, d'urgence, de 1200 hommes de la colonne mobile pour occuper les postes le long du Rhin, Fort-Vauban, Seltz, Lauterbourg. Elle s'empressa d'arrêter que les cantons fourniraient les hommes armés de tous les fusils de calibre ou des haches qui peuvent se trouver entre les mains des particuliers ; s'il n'y en a pas assez, on leur en délivrera de celles qui sont réunies aux chefs-lieux de canton. Des munitions leur seront distribuées aux lieux de réunion. Le canton de Wasselonne enverra 100 hommes à Plobsheim ; celui d'Erstein 175 hommes à Rhinau ; celui de Barr 150 hommes à Schœnau ; celui de Bischwiller 200 hommes à Seltz ; celui de Brumath également 100 hommes à Seltz ; celui de Wissembourg 160 hommes à Lauterbourg ; celui de Soultz 90 hommes à Lauterbourg ; la commune de Strasbourg 300 hommes au Fort-Vauban ; en outre encore 50 hommes au Neuhoef, commandés par un capitaine et un sous-lieutenant. Le canton de Benfeld dirigera 75 hommes sur Rhinau. Les ordonnances avaient reçu leurs paquets de correspondances à dix heures du soir avec ordre de marcher toute la nuit.

En même temps, on réorganisait une levée de 1200 travailleurs pour hâter la mise en défense des forteresses et les municipalités étaient invitées à rappeler à leurs administrés que la sûreté de leurs propres foyers était étroitement liée au prompt achèvement des trois boulevards du département ²⁾).

Le 19 fructidor, la situation s'aggravait encore ; par une lettre du chef d'Etat-major du général Freytag, le Département était invité

municipalité cantonale, le commissaire du pouvoir exécutif et deux ou trois citoyens, « à leur choix » qui sont désignés pour cette inspection. A Strasbourg, c'est le citoyen Schaeffer, commissaire du Directoire et le juge de paix Rémond qui sont choisis. Dans quelques localités, plus à surveiller, on a pris pour commissaires des républicains bon teint, comme Anstett, à Molsheim, Weidenknecht, instituteur à Barr, Muckensturm, à Sélestat *extra muros*, etc.

¹⁾ P. V. du 16 fructidor, an VII. On leur avait donné des instructions très détaillées ; ils étaient autorisés, par exemple, « à déplacer tous les meubles qui paraîtraient recéler des cachettes. »

²⁾ P. V. du 16 fructidor, an VII.

« à faire relever de suite par la garde nationale de Strasbourg tous les postes de la place de Kehl, ainsi que ceux occupés à Strasbourg par le 3^e bataillon de la 100^e demi-brigade, ce qui exige un total de 385 hommes, y compris les officiers. Il répondait immédiatement qu'il transmettait l'ordre à la municipalité, mais qu'elle avait tant à faire déjà qu'il serait

« très à propos de faire concourir à ce service les deux bataillons auxiliaires du département, en leur prêtant les fusils des arsenaux militaires, qui seront exactement réintégrés ¹⁾. »

Freytag ayant désapprouvé l'armement de ces bataillons auxiliaires avec les fusils de l'arsenal, les administrateurs lui répondent que, s'ils doivent fournir les armes eux-mêmes, ils essayeront de le faire ; qu'ils ont déjà fourni 101 fusils au premier bataillon, « mais il nous restera toujours le regret de voir ces jeunes gens perdre un temps précieux, à côté d'un tas d'armes laissé dans l'inutilité à l'arsenal » ²⁾.

Les derniers jours de l'année sont consacrés de nouveau à des recherches d'émigrés et de prêtres réfractaires. Dans la séance du 23 fructidor, le commissaire du pouvoir exécutif près l'administration centrale communique une lettre de son collègue du Haut-Rhin, qui lui signale près de La Vancelle (canton de Villé), un rassemblement de prêtres, de réquisitionnaires, de conscrits fuyards des départements du Rhin et de celui des Vosges, qu'on dit fort de 200 hommes et qui a établi des gardes de surveillance pour être à l'abri d'une surprise. Ils doivent avoir enlevé des bestiaux dans plusieurs communes et font des incursions à Lièpvre et à l'Allemand-Rombach. Le commissaire de Villé confirme cette nouvelle fâcheuse ; la majorité des conscrits du canton sont cachés dans les forêts voisines « dans l'espoir qu'un nouvel ordre de choses prochain leur assurera l'impunité ». Le Département décide que le lieutenant de gendarmerie de Benfeld se portera le plus secrètement possible sur La Vancelle, avec ses brigades, pour dissiper l'attroupement, arrêter les individus et les mener devant l'administration centrale ³⁾. Auparavant déjà le maréchal des logis de la gendarmerie, Tardiveau, avait été chargé d'amener à Strasbourg

¹⁾ P. V. du 19 fructidor, an VII.

²⁾ P. V. du 22 fructidor, an VII.

³⁾ P. V. du 23 fructidor, an VII. Les administrateurs des Vosges et du Haut-Rhin étaient invités à seconder l'entreprise.

deux prêtres réfractaires, les nommés Vauchet et Montfort ; ils lui ont déclaré « qu'ils étaient depuis longtemps très gravement malades, ce qui les mettait hors d'état d'être transportés, même en voiture ». Alors le bon gendarme « s'est retiré » ; mais l'administration cantonale de Haguenau ayant mandé qu'ils « n'étaient pas assez malades pour ne pas être transportables, puisqu'ils se promenaient par intervalles », et ayant appris que Vauchet s'était sauvé depuis, le Département renvoya le maréchal des logis devant l'accusateur public comme complice ¹⁾.

C'est aussi une note bien pessimiste que nous donne le rapport sur l'esprit public dans le canton de Hochfelden fourni par l'administration municipale de ce canton.

« Sauf quelques communes, Alteckendorf, Drantzenheim (*sic*) ²⁾, Wickersheim, Waltenheim, Wilshausen, Hohfrankenheim, Ingenheim et Melsheim, ³⁾ toutes les autres composant l'arrondissement, sont un repaire de prêtres rebelles, d'émigrés, de déserteurs et autres ennemis les plus acharnés de la république. »

Le dernier jour de l'année (d'après le calendrier républicain), le 6^e jour complémentaire, les administrateurs du Bas-Rhin envoyaient à Paris, au ministre de la police, l'état nominatif des prêtres réfractaires, déserteurs à l'intérieur, déserteurs étrangers, etc., arrêtés dans le département par suite des visites domiciliaires ; il renfermait dix-neuf noms, chiffre peu considérable, comme ils l'avouaient eux-mêmes, « celles des personnes que cela concernait ayant connaissance de la loi et ayant pris toutes les précautions pour se bien cacher » ⁴⁾. Parmi les individus arrêtés et conduits devant l'administration centrale, il y avait eu — chose rare dans notre région ! — un Anglais, nommé Robert Gréville, venu de Londres, domicilié à Nancy et qui avait été pris chez le citoyen Martin, officier de santé, demeurant à Strasbourg, rue des Charpentiers, 8, depuis nivôse dernier. Il déclarait être venu en France en 1792, trois mois avant la déclaration de guerre, et que

¹⁾ P. V. du 26 fructidor, an VII.

²⁾ Je crois que la localité qui se cache sous ce nom est Dunzenheim.

³⁾ En consultant les statistiques de la fin du XIX^e siècle, on constatera que toutes les localités énumérées ici, ont une population en grande majorité, souvent presque uniquement, protestante ; il devait déjà en être de même à la fin du 18^e siècle. A Wickersheim et Dunzenheim, le recensement de 1795 donnait, pour les deux villages, 1029 luthériens et aucun catholique.

⁴⁾ P. V. du 6^e jour complémentaire de l'an VII.

« ses seules occupations consistaient à s'amuser où il pouvait », puisqu'on lui refusait un passeport pour retourner en Angleterre.

« Il a tenu devant nous, écrivaient les administrateurs à leurs collègues de la Meurthe, une conduite insultante, qui démontrait son mépris pour des administrations républicaines. Nous l'avons envoyé comme être dangereux, devant l'accusateur public¹⁾. »

¹⁾ P. V. du 28 fructidor, an VII.

CHAPITRE XV.

L'ORGANISATION DE LA DÉFENSE SUR LE RHIN.

Le mois de vendémiaire de l'an VIII s'ouvre par une nouvelle adresse de l'administration centrale à ses concitoyens, les invitant à participer à la cérémonie funèbre en mémoire du général Joubert,

« un des plus sûrs soutiens de la patrie... en qui reposaient de si grandes espérances. Une balle meurtrière a atteint le héros, au moment où, ardent comme un lion, il fondait sur les bandes du nord, semant dans leurs rangs la destruction et la mort. Amant passionné de la liberté... il avait voué une haine implacable aux coupables spoliateurs de nos alliés ¹⁾ (*sic*), aux insatiables vampires qui dévoraient la ration et la paye des soldats... L'hymen venait depuis quelques jours de l'enlacer dans ses doux liens; il s'est arraché des bras de cette épouse chérie pour périr à la tête des phalanges républicaines. »

Suit le programme de la cérémonie, qui a eu lieu le 10 vendémiaire et où ne manquait aucun détail de la mise en scène d'alors, sarcophage aux inscriptions patriotiques, ombragé de saules pleureurs, entouré de citoyens, le crêpe au bras, porteurs de branches de chêne, brancard voilé de noir avec une urne, officiers aux drapeaux et aux tambours en deuil, jeunes filles vêtues de blanc, chantant des hymnes funèbres, etc. ²⁾.

Un peu plus tard, une lettre de la municipalité de Strasbourg annonçait que les prêtres placés jusqu'ici sous la surveillance de celle de Haguenau, Martin Eckart, François Wacquerie, Jacques Siegel et Montfort sont arrivés au chef-lieu. A cette communication sont joints des certificats, desquels il résulte que nombre d'autres ecclé-

¹⁾ Je crois qu'il faut lire ici *de nos armées*; il s'agit des fournisseurs et commissaires militaires.

²⁾ P. V. du 3 vendémiaire, an VIII.

siastiques, Ambroise Macherich, à Saverne ; Louis Gontz, à Epfig ; Bernard Lix, à Bischoffsheim ; Ignace Braun, à Rosheim ; Fr. Antoine Wagentrutz, à Krautergersheim ; Laurent Moser, à Sélestat ; Henri Schmidt, à Mutzig ; Ignace Durrenberger, à Morschwiller, ne peuvent y être transportés sans danger pour leur vie. D'autres encore, Guy Rohmer et Georges Eichlé, de Saverne ; Nicolas Wagner, à Obernai ; Louis Fingado, à Wilwisheim, sont morts ; Waucher, à Haguenau, est en fuite¹). Les administrateurs du Bas-Rhin, voulant « concilier les mesures de sûreté générale avec les égards dus à l'humanité », exemptent les prêtres dont le transport mettrait la vie en danger, de la mesure prescrite, le 9 thermidor, par le Directoire²). Mais ils dressent en même temps la liste de ceux qui doivent être conduits dans l'Yonne : Ignace Roussel, de Molsheim ; François-Balthasar Laville, de Lauterbourg ; Jean-Jacques Arth, de Hochfelden ; Robert Albrecht, de Dahn ; Catin Longin, de Porrentruy ; François Saarburger, de Strasbourg ; Michel-Placide Krepp, de Molsheim ; Georges Bietinger, de Strasbourg ; François-Henri Beck, de Ribeauvillé ; J.-Baptiste Soffel, de Sainte-Croix ; Antoine Volbert, de Châtenois ; Antoine Scheidel, de Fegersheim ; Nicolas Martz, d'Obernai ; Guillaume Hebenstreit, de Strasbourg ; J. Philippe Weiss, de Sélestat ; Pierre Schmid, d'Obersoulzbach ; Jean-Baptiste Schneider, d'Erstein ; Dominique Roos, de Sélestat ; Florent Dustroff, de Rosheim, déjà partis, et les quatre nouveaux venus, Eckart, Wacquerie, Siegel et Montfort, déjà nommés plus haut. Les administrateurs de la Meurthe, de la Meuse, de la Haute-Marne et de l'Aube sont invités à entourer les prisonniers « d'une surveillance active, durant la nuit surtout, en conciliant les égards dus à leur âge et à leurs infirmités »³).

Quel que fût le nombre des ecclésiastiques arrêtés ainsi et destinés à la déportation, il en restait toujours en liberté un nombre assez grand pour fatiguer et irriter les autorités civiles. Dans leur séance du 13 vendémiaire, elles constataient une fois de plus que

« les prêtres viennent de créer une fontaine miraculeuse prétendue, dans le territoire de la commune d'Allenweiler, canton de Marmoutier ; que cette fontaine devient le rendez-vous d'une foule de fanatiques, qui s'y rassemblent tous les jours. »

Le Département considérait « la création d'une fontaine miracu-

¹) Le nom de ce prêtre est écrit dans les procès-verbaux tantôt *Vauchet*, tantôt *Waucher*.

²) P. V. du 6 vendémiaire, an VIII.

³) P. V. du 6 vendémiaire, an VIII.

leuse... comme une nouvelle et perfide tentative des mêmes prêtres pour exciter, s'il est possible, dans ce département des troubles religieux » et invitaient l'administration municipale du canton de Marmoutier et le commissaire du pouvoir exécutif près d'elle, « d'empêcher, sous leur responsabilité personnelle, ces rassemblements en y employant la force armée si cela est nécessaire, à traduire devant l'administration centrale les instigateurs et à arrêter tous les citoyens sans passeports qui ne seraient pas du canton. Tous les cinq jours on fournira un rapport sur l'état des choses, pour qu'il soit déployé, au besoin, des mesures ultérieures pour rendre vaines les tentatives du fanatisme, dont le ministre de la police sera également avisé ¹⁾ ».

Un rapport du citoyen Oppermann, commissaire chargé des visites domiciliaires dans le canton de Geispolsheim, et les pièces qui y sont jointes, nous permettent de jeter un coup d'œil sur l'état lamentable où se trouvait à ce moment l'administration de ce canton, l'un des plus travaillés par la réaction dans tout le Bas-Rhin. Le président de cette administration, Krauss, avait recelé son propre frère, réquisitionnaire (ce qui ne prouve pas un grand zèle pour l'exécution des lois) et pourtant il se plaignait de ses collègues, en leur envoyant sa démission,

« fondée sur ce qu'il est trop jeune et trop inexpérimenté pour être à la tête de l'administration d'un canton... où tout est dérangé par les manœuvres, les intrigues, la mauvaise foi et la paresse des employés; sur ce qu'étant toujours en butte aux attaques ténébreuses de ces hommes tarés qui se sont glissés dans le canton, et intrigueraient pour, par des oppressions inouïes, pousser les citoyens au désespoir, il est incapable de faire le moindre bien; enfin, sur ce que ces hommes fourbes profiteraient de son inexpérience pour le faire tomber dans des pièges qu'ils ne cesseraient de lui tendre pour le perdre avec éclat. »

Oppermann avait joint encore à son rapport diverses pièces saisies au cours de ces visites domiciliaires. Il résultait de leur examen que les nommés Joseph Schæffer, sa femme née Müller, maîtresse d'école, Jean-Michel Heintz, tous trois de Geispolsheim, et la femme du maître d'école de Fegersheim « étaient en communication avec les ennemis irréconciliables de la République »; qu'ils ont « voulu saper dans leur fondement l'instruction publique et les institutions républicaines et débité des brochures envoyées par les prêtres rebelles »; que le citoyen Wenning, agent de Plobsheim, et le citoyen Feye, agent de Geispolsheim, ont protégé les époux Schæffer, qu'ils ont mis, con-

¹⁾ P. V. du 13 vendémiaire, an VIII.

trairement aux lois et arrêtés, en jouissance de la ci-devant maison d'école de Geispolsheim. Aussi l'administration centrale charge-t-elle l'accusateur public près le tribunal criminel de requérir contre Schæffer et Heintz et ordonne-t-elle la fermeture de l'école particulière de Fegersheim. La démission de Krauss n'est pas acceptée ; il est engagé au contraire à continuer ses fonctions avec tout le zèle dont il est susceptible¹⁾.

On comprend d'ailleurs le mécontentement croissant des populations rurales auxquelles on supprimait leurs prêtres et qu'on chargeait en même temps de réquisitions nouvelles en hommes, en vivres et en fourrages. Le 17 vendémiaire, les administrateurs du Bas-Rhin avaient à discuter la demande du général en chef de l'armée du Danube, qui demandait 36 000 quintaux de foin pour ses troupes, 12 000 quintaux d'avoine et 9000 quintaux de froment. Les départements voisins venaient de faire dans le Bas-Rhin des achats considérables pour se procurer les fourrages qu'ils devaient livrer

« et concourent ainsi à épuiser le département et à lui ôter la faculté de répondre, comme il voudrait, aux demandes pour l'approvisionnement de l'armée... Ces achats sont un véritable abus, absolument contraire... aux intérêts de la République... enfin au bien de l'armée, qui exige que les points sur lesquels elle réside le plus souvent soient ménagés plus particulièrement que les autres, afin de ne pas consommer prématurément des ressources précieuses. »

Heureusement une bonne récolte permet de fournir les grains demandés. Les 36 000 quintaux de foin seront donc réduits à 18 000, auxquels on ajoutera 10 000 quintaux de paille ; les 12 000 quintaux d'avoine seront remplacés en partie par l'équivalent en orge et en épautre non égrugée. Mais le ministre de la guerre sera prié de donner des ordres pour que, dorénavant, « aucun département ne puisse effectuer son contingent avec les productions de l'autre »²⁾.

Le 20 vendémiaire, le général commandant la 5^e division militaire demandait à l'administration centrale de requérir 600 hommes de garde nationale sédentaire pour occuper les postes du Neuhoef,

¹⁾ P. V. du 18 vendémiaire, an VIII.

²⁾ P. V. du 17 vendémiaire, an VIII. Les prix moyens d'après les derniers marchés décadaires, sont indiqués au procès-verbal : le froment à 9 fr. ; l'orge à 7 fr. 30 ; l'avoine à 7 fr. 25 ; l'épautre à 8 fr. ; la paille à 2 fr. 05 le foin à 3 fr. 80. D'après une lettre du Département aux ministres de la guerre et des finances, le total de ces livraisons se monterait à 256.900 francs et, avec les frais de transport pourra s'élever à 280.000 francs. (P. V. du 22 vendémiaire, an VIII.)

de Plobsheim, de Rhinau, de Schœnau et de Marckolsheim, le long du Rhin. Dès le lendemain, les administrations cantonales étaient invitées à mettre sans retard leurs pelotons en marche dans la matinée du 23, « armés autant que possible de tous les fusils de calibre et de chasse entre les mains des particuliers. S'il ne s'en trouve pas assez, elles délivreront les armes réunies au chef-lieu ; les gardes requis recevront la solde et les vivres de l'infanterie. La consigne de tous ces postes sera de veiller à ce que l'ennemi ne parvienne pas à passer le Rhin, de soutenir les employés des douanes et d'empêcher l'introduction sur la rive gauche de tout libelle dangereux et contraire aux intérêts de la République. Strasbourg fournira 50 hommes au poste du Neuhof, Geispolsheim 100 hommes à celui de Plobsheim ; Benfeld et Erstein, chacun 75 hommes au poste de Rhinau ; Marckolsheim 150 hommes à celui de Schœnau ; Sélestat *extra muros* et Villé, chacun 75 hommes au poste de Marckolsheim. Tous seront sous les ordres de l'adjudant-général Coëhorn, résidant à Benfeld ¹⁾.

En même temps les administrateurs du Bas-Rhin étaient amenés à prendre un nouvel arrêté relatif aux travailleurs déjà requis pour la réfection des défenses du Fort-Vauban. Ceux-ci devaient, sur la réquisition du général Léry, se concentrer, avec leurs voitures, pour travailler au fort de Kehl, au chiffre journalier de 700 manœuvres, avec cinquante voitures et être affectés à cette besogne jusqu'au 15 frimaire prochain. Sans doute l'autorité militaire avait demandé un effort encore plus considérable, car le Département lui écrivait :

« Malgré le désir que nous conservons toujours de prêter à l'armée tous les secours qui sont en notre pouvoir, nous n'avons pas pu nous permettre d'en exiger davantage, en considération des charges infinies qui ont écrasé jusqu'ici nos administrés. Dans ce moment nous leur demandons encore, d'une part, 600 hommes de garde nationale pour faire, jusqu'à nouvel ordre, le service des postes du Rhin, de l'autre 150 chevaux pour faire des évacuations d'hôpitaux, ce qui se renouvelle très souvent sur tous les points du département, sans compter le service des étapes, les contingents de subsistances, les transports de toute nature et mille autres sacrifices extrêmement onéreux. »

Si le général a vraiment besoin d'un millier d'ouvriers, qu'il réclame le complément aux départements des Vosges et de la Meurthe

¹⁾ P. V. du 21 vendémiaire, an VIII. Sur le général baron Louis-Jacques de Coëhorn, voy. sa biographie par M. de Méneval, son petit-fils. (Paris, Fischbacher, 1912, 1 vol. in-8°.)

« qui sont très éloignés d'avoir fait pour les armées ce qu'on a exigé de celui du Bas-Rhin »¹⁾).

Les prêtres internés qui devaient être dirigés, le 25 vendémiaire, sur la maison de réclusion de l'Yonne, ne voyant plus moyen d'éviter cette déportation provisoire, adressèrent une pétition aux administrateurs pour y être au moins conduits « aux frais de la République, étant tous dans le besoin ». Mais on reçut assez mal au Département cette demande fort naturelle assurément, car on en suspectait les motifs. « Il est à présumer, dit la réponse des administrateurs, que les prêtres pétitionnaires, dont la majorité serait sans doute à même de se faire conduire commodément à leurs propres frais, ne s'abandonneraient à la générosité de la République que dans l'espérance que, s'ils sont conduits sur des voitures ordinaires où ils ne sont pas à l'abri de l'intempérie des saisons, ils exciteraient la commisération publique et exaspéreraient leurs partisans pour tenter quelque chose en leur faveur ». Et c'est pour ce motif seul que le Département décide « qu'il est plus prudent de leur fournir des voitures suspendues et couvertes, aux frais de la République ». On demandera donc à la municipalité de Strasbourg de fournir deux ou trois diligences ou, à leur défaut, le nombre de carrosses strictement nécessaire. Le transport des malles et effets des prisonniers ne doit pas en augmenter le nombre ; ils pourront faire expédier leurs bagages au lieu de leur destination par la voie qu'ils jugeront convenable. Et comme il n'y a pas en ce moment assez de troupes de ligne disponibles, Strasbourg fournira également douze gardes nationaux montés pour servir d'escorte²⁾).

La veille même du départ, quelques-uns des malheureux ecclésiastiques frappés par cette mesure, Hebenstreit, Eckert, Roussel, Laville, Schneider, Schmitt, Wacquerie, Martz et Siegel firent une dernière tentative pour être exemptés de ce pénible voyage, en alléguant leurs infirmités. Le Département délégua derechef les docteurs Gouvion et Lombard pour les examiner encore une fois, et ces médecins constatèrent dans leur rapport que si Schneider, Schmitt et Laville étaient « transportables », les nommés Hebenstreit, Marx, Wacquerie, Siegel et Roussel « ne pourraient être transportés à Auxerre sans exposer leur vie ». Quant à Eckert, il est dans un état d'enfance et « par conséquent hors d'état d'être en aucune manière dangereux pour la tranquillité publique ». Aussi, « considérant que dans un gou-

¹⁾ P. V. du 21 vendémiaire, an VIII.

²⁾ P. V. du 22 vendémiaire, an VIII.

vernement fondé sur la philosophie, les mesures de sûreté générale doivent se concilier avec les ménagements et les égards dus à l'humanité ». L'administration centrale arrêta que les malades reconnus par les experts seraient exceptés du transfert et resteraient en réclusion à Strasbourg, tandis qu'elle refusait de délibérer sur la requête des trois autres, déclarés suffisamment valides ¹⁾.

Le danger d'une invasion prochaine du Bas-Rhin semblait se rapprocher de jour en jour. Deux lettres du général Léry, du 22 et 23 vendémiaire, réclamaient de la façon la plus pressante une augmentation notable des travailleurs occupés aux fortifications. Ce commandant du génie de l'armée du Rhin demandait 800 ouvriers, en sus des 700 déjà requis le 21 : « il est indispensable d'en faire venir un nombre de 1500, sans toucher aux 200 affectés aux ateliers de Schlestadt ». Une lettre du général Lecourbe, commandant en chef de l'armée du Rhin (du 23 vendémiaire) insistait, de son côté, sur la nécessité de satisfaire à cette réquisition. Aussi les administrateurs n'hésitèrent-ils pas à arrêter, le jour même, qu'il serait donné suite à ces demandes,

« considérant qu'il est de la dernière importance de fournir à l'autorité militaire tous les moyens qui lui sont... nécessaires pour opposer à l'ennemi des barrières insurmontables partout où il oserait menacer le territoire de la liberté... Personne ne peut refuser de faire un dernier effort, sans se rendre suspect aux yeux des républicains ²⁾. »

Les craintes des autorités n'étaient pas sans fondement d'ailleurs. Dans la nuit du 25 au 26 vendémiaire, des hussards autrichiens avaient débarqué sur le territoire de la commune de Neudorf, canton d'Erstein. Le 26 à cinq heures du matin, l'administration cantonale avisait le Département de l'arrivée d'une vingtaine d'Autrichiens seulement, à ce qu'elle croyait. Mais vers le soir, un rapport plus détaillé, communi-

¹⁾ P. V. du 24 vendémiaire, an VIII. Ajoutons que les pauvres déportés à Auxerre eurent beaucoup à souffrir des rigueurs de la saison, entassés dans deux petites pièces et le réfectoire de l'ex-Séminaire, très humides, n'ayant ni tables, ni chaises, ni lits, ni paille, ni cheminées, ni poêles, et recevant par jour une livre et demie seulement de pain, plus cinquante centimes. Ils demandèrent aux administrateurs du Bas Rhin un « prétendu traitement de deux francs par jour, dont il n'a jamais été question » et qui leur fut refusé. « C'est aux frais du trésor public que vous devez être entretenus ». (P. V du 4 frimaire, an VIII.

²⁾ P. V. du 24 vendémiaire, an VIII. Le général Léry avait promis positivement que ces ouvriers recevraient des rations de pain et de viande chaque jour.

qué par le général commandant la 5^e division militaire, annonçait que l'ennemi, fort de cent hommes d'infanterie et de cinquante cavaliers, avait franchi le Rhin dans trois bateaux ; qu'il avait cerné le poste de la colonne mobile qui était placé au Neudorf ; qu'il s'était porté de là sur Gerstheim, avait également cerné la localité, était entré chez le citoyen Weltz, agent municipal, connu par son républicanisme, y avait pillé et sabré un marchand étranger qui y couchait ; puis il avait attaqué les maisons où se trouvaient les cavaliers d'ordonnance du 25^e régiment, y avait enlevé des chevaux et s'était finalement rembarqué à 3 heures du matin, après avoir sabré le garde de la commune qui s'était porté aux cloches pour sonner le tocsin.

Un deuxième rapport annonçait que le village de Daubensand avait aussi été cerné ; plusieurs maisons avaient été pillées, plusieurs citoyens, dont l'agent et son adjoint, maltraités, trois citoyens blessés, dont deux mortellement, indépendamment du sergent de la commune et du marchand sabré dans la maison de l'agent ; ce dernier a pu s'échapper. A 9 heures, la cavalerie nationale de Strasbourg s'était mise en marche avec un détachement d'infanterie, mais ils étaient arrivés trop tard. Aussi les administrateurs, en transmettant ces nouvelles au ministre, ajoutaient :

« Il en résultera pour vous, comme pour nous la conviction que des colonnes mobiles composées d'agricoles inexpérimentés ne peuvent présenter une garantie suffisante pour la sûreté de la frontière. Il faut des troupes réglées pour garder le Rhin ¹⁾. »

Ce qui rendait cet épisode de guerre, en somme assez insignifiant, plus grave et surtout plus humiliant aux yeux de l'administration centrale, c'est qu'il semble bien que quelques-uns de ses administrés et même quelques-uns de ses subordonnés directs avaient accueilli sans défaveur ces visiteurs ennemis. Du moins on doit le déduire d'une lettre très vive qu'elle adressait, le 29 vendémiaire, à l'administration municipale du canton de Geispolsheim, si mal famée déjà, comme on l'a vu plus haut. Le débarquement momentané d'une soixantaine d'Autrichiens près d'Eschau remontait aux derniers jours de messidor, car dès le 28 de ce mois, l'administration cantonale avait été sommée de fournir un rapport sur cette attaque subite. A la suite de la nouvelle incartade des Impériaux, le Département

¹⁾ P. V. du 27 vendémiaire, an VIII.

enjoignit à Geispolsheim de lui en faire parvenir de suite le compte-rendu :

« D'où vient un silence prolongé, aussi répréhensible ? L'objet de notre lettre ne vous paraissait-il pas assez important pour mériter votre attention ? Si le fait était faux, il fallait le démentir ; s'il est vrai, il faut déployer la sévérité des lois contre les individus qui ont eu le malheur de pousser leur froideur ou leur haine contre la patrie jusqu'à fraterniser avec les satellites d'un de ses plus enragés ennemis ¹⁾. »

Mais ce n'était pas sur les frontières du Bas-Rhin seulement que régnait le désordre, mais aussi dans l'intérieur. Aux environs de Niederbronn des brigands incendiaient les propriétés particulières ou les menaçaient d'un sort pareil, et le Département suspendait même l'agent de Kindwiller comme suspect de complicité avec ces scélérats. Il demandait en même temps que la malle-poste allant à Wissembourg et Landau fût désormais escortée par de la cavalerie de ligne et non plus seulement par quelques gendarmes ²⁾. L'armée, d'ailleurs, loin d'être une force protectrice, passait par une crise de subsistances des plus aiguës ; les fonds pour payer les vivres, les médicaments, le transport des malades manquaient. Aucun adjudicataire ne s'était présenté, le 1^{er} brumaire, lorsqu'on avait voulu procéder à l'adjudication des viandes militaires, « par crainte de non-payement », comme les administrateurs mandaient au Directoire. Et le même jour, le citoyen Pégourin, inspecteur des hôpitaux des armées du Rhin et du Danube, s'était présenté à l'Hôtel du Département, accompagné des officiers de santé en chef de l'armée du Rhin et du commissaire ordonnateur de la 5^e division militaire pour y faire la déclaration omineuse

« qu'à partir du 1^{er} brumaire le service de tous les hôpitaux manque à la fois ; que toutes les ressources sont épuisées et qu'il ne leur reste plus d'autre moyen que de presser l'Administration centrale de venir au secours de ce service si intéressant » ³⁾.

Ces hauts fonctionnaires remettaient en même temps la liste des objets dont ils avaient un pressant besoin. Mais, comme les administrateurs le mandaient au pouvoir exécutif, il « ne s'agit pas seulement de produits à répartir sur nos administrés, mais d'objets que nous ne pouvons nous procurer que par le commerce ; jugez de notre em-

¹⁾ P. V. du 29 vendémiaire, an VIII.

²⁾ P. V. du 3 brumaire, an VIII.

³⁾ P. V. du 2 brumaire, an VIII.

barras... ». Afin « de conserver à la patrie de braves défenseurs », ils arrêtaient de faire un appel de fonds à la moitié la plus imposée des contribuables de chaque canton, sur la contribution foncière « égal au quart du montant des cotes de l'an VII, imputables sur celles de l'an VIII ». C'est à des moyens aussi désespérés qu'il fallait recourir pour conserver aux troupes qui se battaient ou allaient se battre, des hôpitaux d'ailleurs fort mal entretenus ¹⁾).

Il en était de même pour les attelages de l'armée.

« Depuis la reprise des hostilités, écrivait l'administration centrale au Directoire, les chevaux de nos agriculteurs semblent moins leur appartenir qu'à l'armée, à la suite de laquelle ils sont continuellement attachés. *Cent cinquante mille journées de chevaux*, détaillées dans l'état ci-joint, en seront pour vous une preuve convaincante. Que serait-ce donc si le trentième de ces chevaux leur était enlevé ? ²⁾ Alors nous serions dans la cruelle alternative ou de voir forcément manquer le service, si urgent, de l'armée, ou l'exploitation non moins importante des terres. Nous réclamons avec confiance votre justice en faveur du Bas-Rhin ³⁾. »

Cela n'empêchait pas d'ailleurs les administrateurs d'accorder encore le même jour vingt voitures à quatre colliers au commissaire ordonnateur Schielé qui déclarait en avoir un besoin urgent pour travailler pendant un mois aux fortifications de Kehl ⁴⁾.

Il paraît que, dans les dernières semaines, le général commandant la 5^e division militaire, craignant une attaque contre Strasbourg, avait demandé la translation des prisonniers prévenus d'émigration dans les départements de l'intérieur. Dans une lettre au ministre de la police, datée du 6 brumaire, les administrateurs exprimaient leur étonnement à ce sujet.

« Nous ne comprenons pas quels motifs le général peut avoir de faire la supposition d'un événement qu'il est sage de prévoir, quelle que soit d'ail-

¹⁾ P. V. du 2 brumaire, an VIII. Heureusement, dès le 11 brumaire, Schielé pouvait annoncer à l'Administration centrale que grâce à un marché passé par lui, le service des hôpitaux serait assuré à partir du 21 du mois, et remerciait celle-ci du zèle dont elle avait fait preuve en cette circonstance. (P. V. du 12 brumaire, an VIII.)

²⁾ Une loi du 4 vendémiaire ordonnait la levée du trentième cheval; dans les départements frontière il était *permis* de ne lever que le *cinquantième*.

³⁾ P. V. du 4 brumaire, an VIII.

⁴⁾ P. V. du 5 brumaire, an VIII. Les cantons de Rosheim et d'Obernai devaient les fournir.

leurs son invraisemblance. Mais dussions-nous avoir lieu de le regarder comme très prochain, nous ne pourrions croire à la nécessité de changer la destination des prévenus d'émigration placés dans une commune dont les fortifications respectables pourraient s'opposer aux projets téméraires des ennemis... Ils seraient dans l'impossibilité d'y devenir dangereux... Nous ne pouvons croire que leur déplacement puisse être considéré comme utile ou nécessaire ¹⁾).

Le commandant du génie à Kehl, le chef de bataillon Marion, s'était plaint à diverses reprises (le 4 et le 8 brumaire) qu'à peine la moitié des contingents requis (en hommes et en chevaux) vinssent travailler d'une façon effective aux forts de cette ville et que ceux même qui s'y rendaient arrivaient sans ordre, sans police ; que la majorité des conducteurs des travaux n'apportaient pas les états nominatifs de répartition par communes, « de sorte que les appels sont presque impraticables ». Il est impossible de faire marcher les récalcitrants et les travaux se prolongeront à l'infini, si l'on ne prend des mesures énergiques avant l'approche de la mauvaise saison. Désireuse de « donner une nouvelle preuve de son dévouement à tout ce qui concerne les opérations militaires », l'administration centrale invitait les administrateurs subordonnés à « n'accorder leur confiance comme conducteurs qu'à des citoyens qui joignent l'activité à l'intelligence et la tempérance à la probité ». Il est désirable aussi qu'ils sachent, autant que possible, écrire et parler les deux langues. Le citoyen Eberlin, de Strasbourg, est nommé commissaire civil aux travaux de Kehl et le général Lecourbe est informé de cette nomination et des autres détails fixés par l'arrêté du Département ²⁾).

Mais toutes ces préoccupations militaires n'empêchent pas ce corps administratif de poursuivre les contraventions aux lois et règlements qui régissent d'une façon si rigoureuse les manifestations religieuses extérieures quelconques. Le commissaire du pouvoir exécutif près l'administration du canton de Soultz avait provoqué l'enlèvement des croix qui avaient été rétablies sur les tombes dans plusieurs cimetières de son arrondissement. Sur son rapport, le Département lui répondait, le 14 brumaire, qu'il ne pouvait qu'approuver cette mesure.

« Vous avez eu raison de n'avoir aucun égard à la ridicule prétention de ceux qui voulaient faire considérer ces signes dans les cimetières comme étant compris dans l'enceinte de l'édifice destiné aux exercices du culte. »

¹⁾ P. V. du 6 brumaire, an VIII.

²⁾ P. V. des 13 et 14 brumaire, an VIII.

Il déclarait aussi qu'en défendant les sonneries des cloches, qui avaient recommencé, l'administration municipale avait fait son devoir.

« Il est inutile que nous prenions un nouvel arrêté; les lois sont encore en vigueur; veillez avec la plus grande vigilance à ce qui se passe, poursuivez en police correctionnelle les contrevenants, surveillez surtout les agents municipaux et dénoncez-nous les, s'ils ne poursuivent pas eux-mêmes les coupables! ¹⁾ »

Le 17 brumaire, l'administration centrale, sur la proposition du citoyen Thomassin, directeur des domaines nationaux, arrêta aussi que l'église Saint-André, à Andlau, « serait mise en adjudication, à charge de *démolition*, le 6 frimaire prochain, afin d'éviter des réclamations et des rassemblements continuels tant qu'elle sera en place ²⁾ ».

Malgré tout le zèle déployé de la sorte, nos administrateurs semblaient parfois trop indulgents au ministre de la police à Paris. Le 16 brumaire, ce dernier leur rappelait qu'ils n'étaient pas autorisés à garder à Strasbourg les six prêtres malades que nous les avons vu retenir dans la maison de réclusion, au lieu de les expédier dans l'Yonne. Seul le Directoire peut accorder cette faveur; ils auront donc « à rapporter leur délibération et à transporter ces individus dès que cette translation sera possible sans danger pour leurs jours ». Le Département arrêta en conséquence que sa décision serait annulée; mais, au fond, tout le monde était d'avis d'accorder à ces malheureux un « traitement humain »; la seule modification plus sérieuse fut donc qu'on désigna plusieurs médecins comme visiteurs spéciaux, pour examiner fréquemment ces prêtres invalides laissés dans leurs communes ³⁾.

Pendant qu'on s'occupait à Strasbourg de ces questions de détail, s'achevait à Paris l'organisation du grand complot de Sieyès

¹⁾ P. V. du 17 brumaire, an VIII.

²⁾ P. V. du 21 brumaire, an VIII. Le même jour, les administrateurs du département rappelaient aux autorités locales que « dans beaucoup de communes, les citoyens négligeaient de porter la cocarde nationale; qu'un bon nombre affectaient même un mépris ostensible pour cet insigne consacré par la loi pour rappeler aux Français la fraternité qui doit les unir et l'égalité qui est un des principes fondamentaux du système de votre gouvernement. »

³⁾ Gouvion père et Lombard, à Strasbourg; Thiébaud, à Saverne; Du Tailli, à Sélestat; Régnier, à Molsheim; Deschamps, à Haguenau; ce sont pour la plupart des médecins militaires. (P. V. du 21 brumaire, an VIII.)

et du général Bonaparte qui, grâce à la trahison de Barras, allait aboutir à l'anéantissement prochain de la République. Personne ne s'attendait à ce coup d'Etat en Alsace, et dans le rapport remis par Fouché, ministre de la police, au Directoire, le 12 vendémiaire an VIII (4 octobre 1799), il était dit que « l'esprit public paraissait assez bon dans le Haut- et le Bas-Rhin ¹⁾. Le fait de l'attentat du 18 brumaire n'est mentionné dans les papiers publics locaux que le 22 brumaire seulement, bien qu'il soit peu probable que le télégraphe Chappe n'en ait pas apporté auparavant déjà la nouvelle à Strasbourg. Elle semble y avoir été reçue avec un calme au moins apparent. En présence de tous ses membres convoqués en séance extraordinaire, l'administration centrale du Bas-Rhin

« prend connaissance du décret du Conseil des Anciens, du 18 courant, qui transfère dans la commune de Saint-Cloud le corps législatif ; de l'Adresse aux Français y annexée ; des deux proclamations du même jour faites par le général en chef, Bonaparte, la première aux soldats, la seconde aux citoyens composant la garde nationale sédentaire de Paris ; des lettres du ministre de l'intérieur et de la justice du même jour. » Puis le commissaire du Directoire exécutif, Christiani, prend la parole et, sur son réquisitoire, les administrateurs arrêtent (sans qu'il y ait trace de la moindre opposition, dans le procès-verbal ²⁾, « que toutes les pièces énumérées seront sur-le-champ réimprimées dans les deux langues, envoyées par courrier extraordinaire à toutes les administrations municipales, pour être, dans les vingt-quatre heures, publiées solennellement à son de trompe ou de caisse, par l'administration municipale en écharpes, dans les communes de Strasbourg, Sélestat et Haguenau et par l'agent municipal dans toutes les autres » ... L'administration centrale leur recommande de redoubler de surveillance et de zèle. Elle invite ses concitoyens « à rester calmes et imperturbables, à attendre avec confiance des résultats qui doivent amener la paix avec l'étranger, la tranquillité intérieure et surtout la consolidation de la République. »

Et, sur-le-champ, on envoie aux deux ministres de l'intérieur et de la justice la réponse laconique :

« Nous avons reçu aujourd'hui, à six heures du matin, par un courrier extraordinaire, le décret, les proclamations et votre lettre du 18. Nous nous

¹⁾ Voyez ce rapport dans Aulard, *L'état de la France en l'an VIII et en l'an IX*. (Paris, 1897), p. 9.

²⁾ Cela ne prouve pas absolument qu'il ne se soit élevé aucune voix contre le coup d'Etat. On sait ce que deviennent les procès-verbaux, même officiels, au lendemain d'un attentat victorieux. J'ai exprimé mon opinion très nette sur le 18 brumaire dans une brochure spéciale, *Le dix-huit Brumaire, étude historique et morale*, parue d'abord dans la *Revue Chrétienne* (Paris 1903), puis en tirage à part ; je ne m'arrête pas à le caractériser ici.

sommes aussitôt assemblés pour prendre l'arrêté suivant (relaté plus haut)... Nous avons tout lieu d'espérer que cet événement n'occasionnera aucune atteinte à la tranquillité dont jouit ce département¹⁾. »

Puis nos administrateurs se remettent à éplucher consciencieusement les comptes de nombreuses communes, comptes remontant parfois jusqu'en 1792²⁾, et dans la dernière décade de brumaire, aucun fait saillant ne se retrouve plus dans leurs procès-verbaux ; ils se montrent même moins sévères pour certains propos contre-révolutionnaires dénoncés, « la valeur des armées françaises ayant repoussé loin de ce département les troupes de la coalition qui, ivres de quelques premiers succès, menaçaient les frontières ». Aussi « les mesures que les circonstances exigeaient alors des autorités constituées pour le maintien de la tranquillité intérieure ne sont plus d'une nécessité aussi rigoureuse »³⁾.

Nous y relèverons seulement un fait qui touche plus particulièrement à notre sujet, une audacieuse escroquerie de la part d'une femme qui,

« se disant domestique du citoyen Bertrand, président de l'Administration centrale, a réussi à extorquer de l'argent à Joseph Kuhn, détenu dans la prison militaire, en prostituant le nom de divers administrateurs et du citoyen Durantin, chef du bureau des émigrés. »

Elle a fait accroire au prisonnier que « cet argent serait employé à gagner les uns et les autres afin de provoquer sa prompte mise en liberté ». Un examen scrupuleux du dossier soumis au Département montre que les lettres signées Bertrand sont des faux, écrites par la femme Titot, demeurant Fossé des Tanneurs, 12, à Strasbourg et que celle signée Kuhn a été écrite par la femme Bürckel, maîtresse d'école ; d'autres lettres de Kuhn étaient adressées à Marie-Anne Offerlé, femme d'un chasseur émigré ; c'est elle qui paraît avoir été la principale actrice dans ce prétendu trafic, car c'est elle que l'on renvoie devant l'accusateur public près le tribunal criminel, pour être « poursuivie avec ses complices »⁴⁾.

¹⁾ P. V. du 22 brumaire, an VIII.

²⁾ P. V. des 24, 26, 27, 28 et 29 brumaire, an VIII. On y peut voir combien grand était le désordre dans les finances, même de localités assez considérables comme Sélestat et Obernai. Dans cette dernière ville le déficit pour l'an VII est de 1435 fr. 72 centimes ; à Sélestat, il faut procéder à la mise aux enchères des communaux pour acquitter les dettes de la cité ; ceux qui s'y opposent seront traduits devant les tribunaux.

³⁾ P. V. du 23 brumaire, an VIII.

⁴⁾ P. V. du 27 brumaire, an VIII.

CHAPITRE XVI.

LA QUESTION DES FUGITIFS APRÈS LE 18 BRUMAIRE.

La France, épuisée par les émotions violentes des dix dernières années, restait tranquille et semblait s'associer au coup d'Etat de brumaire. Nos administrateurs, sortant de la réserve observée jusque là, se décidèrent à suivre cet exemple. Le 4 frimaire, nous les voyons, d'accord avec le commissaire du pouvoir exécutif, arrêter la lettre de félicitations suivante sur la journée du 18 brumaire aux deux commissions législatives et aux consuls de la République française :

« Une expérience de quatre années avait fait reconnaître des incohérences, des lacunes dans l'acte constitutionnel de l'an III. Les moyens lui manquaient pour parer à une chute inévitable et prochaine. Le 18 brumaire, an VIII, un gouvernement fort et sage a saisi la République sur le bord de l'abîme, et déjà le bien qu'il a opéré, sa marche assurée vers des améliorations dans toutes les parties du système politique, promettent à la République des destinées désormais à l'abri des secousses révolutionnaires. Corps législatif, nous te félicitons du courageux effort qui a sauvé la liberté; gouvernement, nous applaudissons à tes travaux; nous promettons de les seconder de tous nos efforts. Vive la République une et indivisible, basée sur le système représentatif, la division des pouvoirs, la liberté, l'égalité, la sûreté et la propriété!¹⁾ »

Il fallait être bien naïf ou bien las des orages révolutionnaires pour saluer avec tant de confiance, comme une ère de liberté et d'égalité républicaine, celle de Bonaparte qui s'ouvrait par une félonie !

Pourtant, il fallait ménager encore l'opinion publique, une partie tout au moins de l'opinion publique, qui n'entendait pas abandonner du coup les errements, bons ou mauvais, suivis par le Directoire vaincu. C'est pour ce motif que les administrateurs du Bas-Rhin adres-

¹⁾ P. V. du 4 frimaire, an VIII.

saient à la population du département, à la date du 6 frimaire, la proclamation suivante :

« Citoyens, on nous informe que des ennemis de l'ordre et de la tranquillité publique s'efforcent de vous induire en erreur en publiant que les lois sur la police des cultes, sur la taxe d'entretien des routes, sur l'observation de l'annuaire républicain et autres de cette nature, sont rapportées. Repoussez loin de vous ces insinuations perfides ; ces lois ne sont pas rapportées, elles sont dans toute leur vigueur et le gouvernement a manifesté l'intention bien prononcée de maintenir les institutions républicaines. Citoyens, votre tranquillité, votre soumission aux lois ont jusqu'à présent fait distinguer le département du Bas-Rhin ; elles seules peuvent vous garantir la paisible jouissance de tous vos droits ; ne vous exposez donc pas aux désagréments qui suivent de près la violation des lois ! »

Cette adresse, imprimée dans les deux langues, fut envoyée en placards aux administrations municipales pour être solennellement publiée dans toutes les communes et lue à la prochaine assemblée décadaire. Elle fut envoyée également aux ministres de la police et de l'intérieur, avec l'assurance que les administrateurs ne négligeraient rien pour maintenir dans le département la tranquillité dont il jouit ¹⁾.

Mais le même jour, par une seconde adresse « à ses concitoyens », l'administration centrale informait les habitants du Bas-Rhin qu'un des premiers effets de la révolution du 19 brumaire a été l'abrogation de deux autres lois qui pesaient durement sur une partie des citoyens, celle des otages et celle de l'emprunt forcé.

« Augure heureux du bien-être général qui va s'opérer, motif puissant de confiance dans le gouvernement fort et sage qui le prépare ! Habitants du Bas-Rhin, une nouvelle et pressante occasion s'offre aujourd'hui de signaler votre dévouement à la cause de la liberté, de la République ! C'est de la prompte amélioration des finances que dépend surtout la cessation de la guerre, la conclusion de cette paix heureuse qui doit vous affranchir des sacrifices nombreux qui vous sont chaque jour demandés. Pour opérer cette amélioration, une loi fondée sur la justice vient de substituer une *subvention* de guerre sagement combinée à un *emprunt forcé*, trop sujet aux méprises, aux erreurs. La Patrie vous appelle au prompt versement des paiements de cette subvention. Tout est préparé pour le recouvrement. Les percepteurs

¹⁾ P. V. du 6 frimaire, an VIII. Si les populations catholiques se sont tenues coites, dans le département, tout à l'heure encore si agité, malgré l'annonce que la politique cultuelle du Directoire serait continuée, c'est sans doute parce qu'elles sentaient que les nouveaux maîtres avaient la poigne plus solide, peut-être aussi que les meneurs du partisavaient déjà que, sous cette apparente inflexibilité de Fouché, se préparaient les ménagements du premier Consul.

vont se présenter chez vous; citoyens, justifiez l'attente de vos administrateurs; que dans peu de jours ils puissent écrire au gouvernement: « Les «habitants du Bas-Rhin ont entendu la voix de la patrie, ils ont vu ses besoins, ils se sont empressés d'y pourvoir!¹⁾ »

Trois jours plus tard, le 9 frimaire, à cinq heures du soir, l'administration centrale, au reçu de la loi du 25 brumaire, prescrivant la formule du serment à prêter par tous les fonctionnaires publics, se met immédiatement en devoir d'obéir.

« Ledit serment, note le procès-verbal, a été prêté individuellement par le président, les quatre autres administrateurs, le commissaire du gouvernement et le secrétaire en chef de l'administration, en ces termes : « Je jure d'être fidèle à la République une et indivisible, fondée sur l'égalité, la liberté et le système représentatif. »

Procès-verbal a été dressé de cette prestation de serment et il a été signé par les membres. Puis, à six heures, Bertrand, Gottekien et leurs collègues ont reçu le serment de tous les employés de l'administration centrale, depuis les chefs de bureau jusqu'aux plus modestes « expéditeurs »²⁾ ; on ne voit pas qu'aucun d'eux ait refusé de le prêter, puisqu'en apparence du moins on restait en République.

C'est seulement à la date du 14 frimaire que nous voyons l'autorité départementale s'occuper de nouveau, d'une façon plus générale et plus active, de la question des fuyards rentrés et retenus en partie dans les prisons militaires. Dans une circulaire aux administrations cantonales, elle déclare que depuis longtemps elle était désireuse d'adoucir le sort des prévenus d'émigration détenus.

« Nous avons déjà commencé... quand des circonstances impérieuses sont venues contrarier le dessein que l'humanité nous inspirait. Elles n'existent plus aujourd'hui... » La circulaire du 14 frimaire énumérait ensuite, pour chaque canton, les différentes catégories de prisonniers qu'on se proposait de relâcher, « si la tranquillité publique n'en souffre quelque atteinte³⁾. »

Nous ne pouvons songer à donner ici la liste toute entière de ces détenus, trop longue et d'une teneur trop uniforme, et nous nous bornons à en résumer les premières lignes :

Pour Bischwiller : des laboureurs, des tisserands ; pour Drusenheim : des pêcheurs ; pour Brumath : des laboureurs, forestiers, tailleurs, journaliers ; pour Soultz : des tisserands, maçons, laboureurs, charpentiers, invalides ; pour Niederbronn : des meuniers, cultivateurs, tisse-

¹⁾ P. V. du 6 frimaire, an VIII.

²⁾ P. V. du 9 frimaire, an VIII.

³⁾ P. V. du 14 frimaire, an VIII.

rands, cordonniers, maçons ; pour Wissembourg : des vigneron, chapeliers, laboureurs ; pour Bouxwiller : des journaliers, laboureurs, tonne-liers, tuiliers ; pour Hochfelden : des serruriers, tailleurs, cordonniers, châteurs, laboureurs, etc. Ce sont toujours les mêmes humbles pro-fessions qui sont mentionnées pour chaque canton et qui ne permettent guère, si l'on s'y tient strictement, aux bourgeois, aux fonctionnaires, aux ci-devant d'espérer leur libération prochaine.

Mais avant que rien ne fût fait sur ce chapitre, un dernier acte de la tragi-comédie de brumaire restait à jouer. Le représentant du peuple Mallarmé, commissaire des Consuls, était arrivé à Strasbourg et adressait à son tour une proclamation pompeuse aux habitants du Haut- et du Bas-Rhin, dans laquelle il leur garantissait la Répu-blique, promettait « le repos et la paix aux bons citoyens, la liberté et la prospérité matérielle à tous ». Seuls « les buveurs de sang » étaient menacés de punitions sévères par les pouvoirs nouveaux. Quand il en réclama, le 24 frimaire, l'impression en français et en allemand, les administrateurs s'empressèrent d'arrêter que le document serait envoyé à toutes les communes et qu'il en serait donné partout lecture à la prochaine assemblée décadaire ¹⁾. Puis ce fut l'arrêté des consuls, également daté du 24 frimaire, relatif à « l'ouverture des registres pour l'émission des votes sur la Constitution », dont l'autorité départe-mentale ordonnait l'envoi par courriers extraordinaires à toutes les administrations locales pour affichage immédiat, en y joignant une circulaire tout à fait technique sur la façon d'ouvrir les registres d'acceptation et de non acceptation. Mais à la fin on lisait le mot signi-ficatif qu'on a retrouvé depuis à chaque nouveau plébiscite : « C'est dans cette circonstance importante que la patrie reconnaîtra quels sont les fonctionnaires vraiment dévoués » ²⁾.

Le lendemain, 29, l'administration centrale mandait au ministre de l'intérieur que

« la Constitution du 22 frimaire lui était parvenue le 27 à neuf heures du matin ; qu'elle avait ordonné le même jour sa traduction en langue allemande, et qu'aujourd'hui (29) les paquets avaient été expédiés à toutes les admi-nistrations municipales, avec une circulaire explicative. Celle des ministres, datée du 25, n'étant parvenue à Strasbourg qu'après le départ des courriers,

Une seconde circulaire partira demain pour tous les cantons. Les deux registres sont ouverts au secrétariat de notre administration » ³⁾,

¹⁾ P. V. du 24 frimaire, an VIII.

²⁾ P. V. du 28 frimaire, an VIII.

³⁾ P. V. du 29 frimaire, an VIII.

De cette seconde communication du Département, nous ne retiendrons que les dernières lignes :

« Le ministre... vient de changer quelques-unes des dispositions que nous vous avons tracées. Chaque registre devra être terminé par un arrêté de clôture, à la suite duquel sera inséré le recensement des votes *par celui des noms des votants*. *N'oubliez pas cette dernière opération*. Vous mettrez ces registres sous enveloppe avec la suscription : ' Au Ministère de l'intérieur ' et plus bas : ' Acceptation de la Constitution, département du Bas-Rhin ' ¹⁾ »

C'est sans doute pour mieux disposer les populations à un vote favorable que l'administration centrale relâche, peu après, toute une série de prévenus d'émigration de Gunstett, Lembach, Forstheim, Eschbach, etc., des prisons militaires où ils étaient enfermés, comme « plus ou moins disculpés », dans la persuasion « qu'ils n'abuseront pas de la détermination bienveillante par laquelle ils seront rendus à leurs familles et à la société de leurs concitoyens » ²⁾.

Mais, presque en même temps, certains incidents caractéristiques montraient également aux habitants du Bas-Rhin que le pouvoir exécutif avait changé de nature et que, dorénavant, l'élément militaire allait singulièrement primer l'élément civil. Le 26 frimaire, à huit heures et demie du soir, le général Baraguay d'Hilliers, se trouvant à Haguenau, avait envoyé la force armée (un brigadier et trois hommes) conduire par devant lui le président de l'assemblée municipale, « sous le prétexte de l'insuffisance du logement à lui assigné ». « Effectivement, dit le rapport subséquent de la municipalité, cette force armée a arraché ce fonctionnaire à son domicile et l'a conduit d'abord à la maison commune ; l'administration, sur cette nouvelle, ayant été extraordinairement assemblée, s'est constituée en permanence et a déclaré au commandant du détachement que son président était à son poste, il ne pourrait être arraché de son sein que par la force ; elle a fait, par lettre, la même déclaration au général. Le juge de paix a dressé procès-verbal du fait que l'assemblée municipale avait sommé la force armée, au nom de la loi, de se retirer de son sein, » et dans sa

¹⁾ P. V. du 29 frimaire, an VIII.

²⁾ P. V. du 3 nivôse, an VIII. Il est vrai que, bien souvent, les listes des émigrés avaient été dressées avec une légèreté inouïe. Dans cette même séance, on discute le cas d'un jeune garçon de quatorze ans, Antoine Mainglet, emmené autrefois par sa mère aux eaux de Bade, qui est revenu depuis longtemps, s'est engagé, sert encore sous les drapeaux de la République et qui figure toujours sur la liste des émigrés.

séance du 3 nivôse, l'administration centrale eut à discuter l'affaire. Il faut dire qu'elle la prit fort à cœur, constatant « que cette arrestation violente et arbitraire » était « un attentat à l'indépendance des pouvoirs constitutionnels et un outrage fait à l'autorité administrative ». Elle invitait le ministre de l'intérieur à provoquer près les consuls de la République « la répression de cet attentat », considérant « que la liberté serait perdue du moment que de pareils actes pourraient se reproduire impunément ». Elle approuvait « la conduite sage et ferme tenue par l'assemblée municipale de Haguenau à l'occasion de l'arrestation de son président ». Mais le ministre ne semble pas avoir partagé l'opinion des administrateurs sur « la nécessité d'une satisfaction prompte et entière » ; il n'est plus question dans leurs procès-verbaux de l'incartade de Baraguay d'Hilliers, ni surtout d'un blâme quelconque à son adresse ¹⁾.

Nos administrateurs se montrent aussi de plus en plus disposés à donner tort aux extrémistes de l'un et de l'autre bord qui se dénoncent avec une violence croissante ²⁾, puisqu'on ne sait pas encore bien nettement de quel côté va pencher la balance gouvernementale et s'il poursuivra plus volontiers les jacobins ou les prêtres réfractaires.

« Si, dans l'enthousiasme contre les oppressions quelconques, est-il dit dans le procès-verbal du 4 nivôse, il était échappé au citoyen Krauss (président d'une administration cantonale) d'employer des épithètes qui rappellent des souvenirs amers et qui auraient pu exciter le peuple à venger d'anciennes vexations, elle (l'administration centrale) ne peut que l'inviter à être dorénavant plus circonspect et à contribuer de tous ses moyens à faire oublier tous les torts et les erreurs réciproques, afin de cimenter de plus en plus la fraternité et la concorde entre tous les Français, comme étant les seuls moyens de jouir de tout le bonheur qui doit résulter de la réunion des hommes en société et de procurer pour l'Etat cette force qui le met à même de résister victorieusement à tous ses ennemis ».

C'est également ce désir de pacification des esprits qui pousse les administrateurs, plus encore que « la saison devenant chaque

¹⁾ P. V. du 3 nivôse, an VIII.

²⁾ P. V. du 4 nivôse, an VIII. — C'est surtout dans le canton de Saverne que les partis révolutionnaires et cléricaux se dénoncent à ce moment avec une rage croissante, sans qu'on puisse toujours se rendre compte, d'après les procès-verbaux, quelles affirmations sont vraies et quelles mensongères.

jour plus rigoureuse », à revenir, dès le 6 nivôse, sur la situation « pénible » des prévenus d'émigration, détenus à Strasbourg. Si, « pour des motifs d'intérêt public », il ne leur est pas possible

« de faire participer indistinctement tous ces individus aux bénéfices, de la lettre du ministre de la police, du 25 germinal, an VII, on peut au moins en étendre la faveur aux femmes de ces prévenus, dont le sexe plus faible et les mœurs plus douces éloignent davantage la défiance et réclament avec l'autant plus de force les soins de l'humanité. »

Une dizaine de prisonnières sont admises en conséquence à la mise en surveillance dans leurs communes ¹⁾.

Mais le pouvoir exécutif à Paris a trouvé sans doute que l'administration centrale du Bas-Rhin n'est plus en harmonie suffisante avec « l'esprit nouveau » du gouvernement. Sur les indications de Mallarmé, délégué des Consuls, nous voyons, deux jours plus tard, une véritable révolution administrative se produire à l'Hôtel du Département. La séance du 8 nivôse est présidée par Burger, qui remplace Bertrand ; il a encore à ses côtés Gottekien ; mais, avec eux siègent Demichel, l'ex-administrateur municipal de Strasbourg, Demichel, deux fois révoqué par le Directoire, et Metz, le chef du parti catholique au chef-lieu, devient commissaire du gouvernement, tandis que Christiani est refoulé à la place de secrétaire en chef. On trouvera l'explication officielle de ce brusque changement dans le personnel de l'administration départementale dans la proclamation suivante, insérée au procès-verbal du même jour.

« Claude-Joseph Mallarmé, délégué des Consuls de la République dans la 5^e division militaire, vu l'article I^{er} de l'arrêté des Consuls du 29 vendémiaire dernier ²⁾, considérant que, depuis son arrivée dans le département du Bas-Rhin, de nombreuses réclamations lui sont parvenues contre l'administration de ce département, tant de la part des fonctionnaires publics et citoyens de la commune de Strasbourg que de la part de ceux des autres communes du département ;

« Considérant aussi qu'après avoir pris sur les imputations diverses faites à cette administration tous les renseignements dont elles étaient susceptibles, il a reconnu que la plupart étaient fondées et que l'opinion générale

¹⁾ P. V. du 6 nivôse, an VIII. Le 9 nivôse d'autres captifs sont délivrés, « ayant mérité de ne pas être assimilés aux perturbateurs de la tranquillité publique ».

²⁾ P. V. du 8 nivôse, an VIII. Il y a là une erreur de transcription évidente.

des administrés réclamait une prompte réorganisation de ladite administration;

« Considérant néanmoins que cette opinion générale n'est pas également prononcée à l'égard de tous ses membres et que plusieurs d'entre eux jouissent à juste titre de la confiance publique,

« A arrêté: Article 1^{er}: Les citoyens Bertrand, Heydenreich, Birnbaum, membres de l'administration centrale, Christiani commissaire du gouvernement près ladite administration, et Bottin, son secrétaire en chef, sont provisoirement suspendus de leurs fonctions¹⁾.

« Article II : Ils sont provisoirement remplacés, les trois premiers par les citoyens Demichel, ex-administrateur de la commune de Strasbourg, Frantz, ex-administrateur du Bas-Rhin, et Ostermann, notaire public à Saverne aussi ex-administrateur du même département²⁾; le quatrième par le citoyen François-Ignace Metz, ex-administrateur du district de Strasbourg; le cinquième enfin par le citoyen Christiani, actuellement commissaire du gouvernement.

« Article III : Les administrateurs, commissaire du gouvernement et secrétaire en chef entreront en fonctions le 8 du présent mois à onze heures du matin,

« Article IV : Le présent arrêté sera transcrit au registre de l'administration centrale à la diligence du plus ancien des administrateurs restants. Fait à Strasbourg le 7 nivôse, an VIII. — Mallarmé³⁾.

Le même jour, alors que la nouvelle administration avait à peine occupé ses fauteuils, on vit, vers une heure de l'après-midi, les adjoints généraux Boulland et Marconi, le citoyen Martellière, ordonnateur en chef de l'armée du Rhin, le citoyen Schielé, commissaire-ordonnateur de la 5^e division militaire se présenter devant elle pour l'entretenir

« des moyens à employer pour subvenir aux besoins pressants des troupes stationnées à Kehl et dans le département. » Mallarmé devait assister, lui aussi à cet entretien, mais peu désireux sans doute de se compromettre, soit auprès des civils, soit auprès des militaires, il s'était fait excuser « pour cause d'indisposition ».

¹⁾ Dans la séance du 12 nivôse on vota une indemnité d'un mois d'appointements à Bottin pour qu'il eût le temps de trouver une autre place.

²⁾ Ce notaire, en homme prudent, stipula que la place qu'il quittait, à l'appel de Mallarmé, lui serait réservée et dans leur séance du 23 nivôse, ses collègues eurent l'amabilité de déclarer que ses fonctions administratives n'étant que temporaires ou même momentanées, « il serait injuste et contre le vœu du gouvernement de le priver d'une place qui doit lui servir de retraite, après qu'il aura sacrifié son temps et ses talents à la chose publique ».

³⁾ P. V. du 8 nivôse, an VIII.

Le Département se déclarait prêt à fournir momentanément des grains à l'armée

« jusqu'à concurrence du restant des contributions directes de l'an VIII, n'étant pas complètement démunie de céréales. Mais pour les fourrages, il n'y a pas possibilité de dépasser les contingents déjà assignés. Autrefois une partie des foins venait de la rive droite du Rhin; de plus, il n'y a eu qu'une demi-récolte dans le département même. Depuis l'ouverture de la campagne, les agriculteurs du Bas-Rhin ont versé dans les magasins militaires 39.800 quintaux de foin et les départements voisins, au lieu de verser leurs contingents sur leurs propres produits, ont préféré acheter dans le Bas-Rhin, en quantité approximativement égale à ce chiffre premier. Aussi nos agriculteurs se trouvent-ils dans la plus grande détresse pour nourrir leurs propres chevaux, qui non seulement sont indispensables à l'agriculture, mais rendent chaque jour à l'armée les services les plus pénibles. »

L'administration centrale veut bien demander à ses administrés un dernier effort, mais elle invite Schiélé à ne réclamer que le strict nécessaire et pour le temps seulement nécessaire, « afin de faire cesser l'état d'anxiété et de misère dans lequel se trouvent l'armée et les habitants de ce département ». Il devra dresser l'état de ses demandes dans les vingt-quatre heures ¹⁾. Mais quand le commissaire-ordonnateur revint le lendemain, il dut proclamer le dénuement des magasins militaires et demanda 13 000 quintaux de froment, 13 000 quintaux de foin et 3000 quintaux de paille pour couchage des troupes. Tout en constatant que,

« si ces denrées n'étaient pas fournies dans le plus bref délai, la disette la plus affreuse viendra se joindre aux souffrances et aux privations cruelles qu'éprouvent les troupes dans la saison rigoureuse »

où l'on se trouvait, et « considérant que le sentiment de l'humanité, de la reconnaissance due aux braves militaires qui combattent pour la patrie vient se joindre à celui du devoir, pour engager les habitants du département à fournir ces denrées », les administrateurs accordaient les 13 000 quintaux de froment et les 3000 quintaux de paille, mais n'admettaient que 6300 quintaux de foin, les départements de l'intérieur étant mis à même de fournir leurs contingents ²⁾.

Sous la nouvelle administration départementale, le nombre des enlargissements de prisonniers reclus pour émigration augmente assez considérablement. Toute une série d'individus de Seltz, Siegen,

¹⁾ P. V. du 8 nivôse, an VIII.

²⁾ P. V. du 9 nivôse, an VIII.

Mothern, Beinheim, Münchhausen, Niederlauterbach, etc. sont relâchés sur l'avis de l'administration du canton de Lauterbourg comme « n'étant pas du nombre des perturbateurs du repos public ». De même la municipalité de Haguenau obtient la même faveur pour un certain nombre de « laboureurs et artisans dévoués à un travail assidu, dont la conduite passée offre des gages certains de leur tranquillité future » ¹⁾. Mais, dans une circulaire du 13 nivôse, les administrateurs ont soin de rappeler aux autorités subalternes que la libération des prévenus d'émigration, autorisée par le ministre, ne s'applique pas à tout le monde.

« Il se trouve dans le nombre de ceux-ci plusieurs de l'âge de la réquisition ou de la conscription militaire dont le retour dans leurs foyers ne pourrait qu'indisposer violemment les parents des défenseurs de la patrie exposés à tous les dangers d'une guerre meurtrière, tandis que des prévenus d'émigration, qui, sans le délit dont ils sont accusés, seraient également appelés à défendre la gloire de leur pays, seraient à l'abri des blessures auxquelles s'offrent tous les jours leurs concitoyens ;

« Considérant que le moyen le plus efficace d'effacer la tache, involontaire peut-être, empreinte à ces individus, dont la plupart, éloignés du sol qui les vit naître, par la terreur qui menaçait leurs têtes, ont été assimilés aux émigrés par les hommes qui avaient juré de métamorphoser les fertiles plaines du département en une vaste solitude, est de leur offrir l'occasion de donner des preuves non équivoques de leur dévouement à la cause de la Liberté, en combattant ses ennemis, et qu'au surplus il paraît qu'on ne saurait remplir plus exactement le vœu du gouvernement, qui prononce la mise en surveillance de ces individus, qu'en les confiant à celle des chefs militaires, qui doit, avec raison, être regardée comme la plus rigoureuse de toutes. »

En conséquence, tous les prévenus d'émigration, susceptibles d'être mis en surveillance et reconnus être de la réquisition ou de la conscription, seront de suite adressés à l'état-major de la 5^e division militaire pour être provisoirement incorporés dans les cadres de l'armée ²⁾.

Une autre circulaire, du 19 nivôse, rappelait les administrations cantonales et les commissaires du pouvoir exécutif à l'observation plus stricte des lois existantes.

¹⁾ P. V. du 13 nivôse an VIII. Il en est de même de certains prisonniers libérés sur l'avis des administrations cantonales de Niederbronn et de Molsheim. (P. V. du 14 nivôse, an VIII.) de Soultz (P. V. du 15 nivôse, an VIII), de Diemeringen (P. V. du 18 nivôse, an VIII), etc., etc.

²⁾ P. V. du 18 nivôse, an VIII. « Leur âge leur impose des obligations particulières qu'ils rempliront sans doute avec empressement » disait, en parlant de certains jeunes réquisitionnaires rayés, le procès-verbal du 21 nivôse, an VIII.

« Nous sommes informés, y était-il dit, que dans plusieurs cantons les fonctionnaires publics négligent l'exécution des lois et des arrêtés et mettent la plus grande insouciance dans l'exercice de leurs fonctions, d'une part *parce qu'ils croient que depuis l'heureux changement fait dans la forme de notre gouvernement ces lois et ces arrêtés ont été rapportés ou vont l'être*; d'autre part *parce qu'ils croient être chaque jour à la veille de leur suppression*. On nous annonce que les réquisitionnaires et conscrits fuyards sont impunément tolérés dans plusieurs communes, qu'on recommence avec affectation la sonnerie des cloches et que les lois sur la police des cultes ne sont plus observées. De pareils faits ne pourraient être que le résultat d'insinuations perfides de la part des ennemis de la tranquillité publique, de la gloire et de la prospérité nationale. Les fonctionnaires éclairés sentiront. . . . que les agents de la loi doivent attendre les changements que la justice et la sagesse des citoyens placés par la confiance générale au timon des affaires publiques jugera nécessaire de faire dans la législation, sans se permettre de négliger, en attendant, les devoirs que celle-ci leur impose. . . . Nous remplirions avec regret le devoir pénible mais sacré de signaler (au gouvernement) les fonctionnaires qui ne se conformeraient pas à ses instructions, comme nous ne manquerons pas de lui faire connaître ceux, qui par leur persévérance dans l'accomplissement scrupuleux des devoirs de leur place, auront mérité des droits particuliers à sa confiance future. . . . Votre zèle à remplir vos fonctions sera la marque la plus assurée de votre assentiment à l'heureuse révolution qui doit tirer (*sic*) enfin les destinées de la République sur les bases de la justice et de la vraie liberté ¹⁾. »

Dans les derniers jours de nivôse, les libérations de prisonniers émigrés s'accélérent ; à peu près toutes les pétitions présentées sont agréées par les autorités cantonales ou même, quand celles-ci y « opposent des assertions vagues », directement par l'administration centrale ²⁾. Seulement, les jeunes gens sont conduits à la 5^e division militaire pour être incorporés dans un des bataillons auxiliaires du département. Les prêtres réfractaires profitent, eux aussi, de cette bienveillance ; les trois reclus que nous avons déjà plusieurs fois nommés, Nicolas Martz, d'Obernai (72 ans), Jacques Siegel (76 ans) et Martin Eckert (80 ans), obtiennent enfin, sur le visa des médecins Marchal, Clausing et Tinchant, la permission de se retirer dans leurs familles, vu que « sous un gouvernement juste et modéré les mesures de sûreté ne doivent pas exclure les ménagements à l'humanité souffrante » ³⁾.

¹⁾ P. V. du 19 nivôse, an VIII. Il faut lire sans doute *fixer*.

²⁾ Un exemple typique de ce dernier cas, c'est celui de Frédéric Propheter de Barbelroth, qui figure au procès-verbal du 25 nivôse, na VIII. Barbelroth est aujourd'hui dans le Palatinat.

³⁾ P. V. du 27 nivôse, an VIII. Le prêtre insermenté Etienne Strauber obtient également la permission de se faire soigner chez un citoyen de Strasbourg. (P. V. du 28 nivôse, an VIII.)

Cependant, toutes les mesures prises jusque là n'avaient été que partielles. Mais le 22 nivôse, le ministre de la police envoyait une lettre circulaire, déclarant que

« la justice du gouvernement veut briser les fers de tous les individus détenus dans les maisons d'arrêt de Strasbourg, qui ne devraient leur détention qu'à l'erreur; qu'elle veut les rendre à la liberté et à leurs travaux; que, pour atteindre ce but si désirable, il est nécessaire que l'administration départementale recueille avec exactitude le nom, l'âge, la profession, le domicile de chacun d'eux, l'époque de leur détention, les causes qui y ont donné lieu, les motifs qui en ont prolongé la durée, afin que ces renseignements soient transmis au ministre dans le plus bref délai possible, pour éclairer le gouvernement. »

Les administrateurs,

« considérant que les sentiments généreux dont le ministre de la police générale est l'organe, sont la continuation des bienfaits dont un gouvernement juste et sage¹⁾ s'empresse de répandre sur toutes les victimes infortunées de l'erreur et du malheur des circonstances; qu'il est doux (pour l'administration) d'être appelée à seconder ces vues équitables, et que la célérité qu'elle va mettre à en remplir l'objet peut offrir la mesure de l'importance qu'elle attache au devoir satisfaisant qui (lui) est imposé »

arrêtent en conséquence que l'un d'entre eux, le citoyen Ostermann, se rendra dans les prisons pour recueillir les renseignements demandés, accompagné d'un membre de l'administration municipale de Strasbourg, désigné par celle-ci. Puis cette municipalité sera chargée de la rédaction d'un état contenant les noms, professions et domiciles des détenus, avec une colonne d'*Observations*²⁾.

Et le même jour, cinq individus d'Ettendorf, sollicitant le bénéfice des lois relatives à l'émigration, « obtenu déjà par tant d'autres », leur délit n'étant pas plus grand que le leur et leur conduite étant d'ailleurs sans tache, l'administration centrale,

« considérant que la fuite des exposants était l'effet inévitable de l'empire des circonstances, et que « leur erreur a été punie assez sévèrement par leur longue détention », décide de rendre les uns à leurs familles, et les autres, qui sont en âge de réquisition, emploieront leurs moyens à servir la patrie³⁾.

¹⁾ On aura remarqué que cette locution d'un « gouvernement juste et sage » se rencontre presque dans chaque arrêté de l'administration centrale, depuis le coup d'Etat du 18 brumaire. La phrase est mal construite.

²⁾ P. V. du 28 nivôse, an VIII.

³⁾ P. V. du 29 nivôse, an VIII. C'est dorénavant la décision constante au sujet des libérés en âge de porter les armes. « Son âge et l'indulgence du

Les administrateurs entendaient d'ailleurs s'en tenir strictement au programme tracé par le gouvernement en faveur des fuyards inoffensifs ; nous le voyons par la décision prise, le 2 pluviôse, à l'égard d'un homme de loi de Saverne, Nicolas Kieffer, qui sollicitait sa radiation de la liste des émigrés, radiation déjà une fois refusée en frimaire de l'an VI. Sa femme, Marie-Anne Schillinger, revenue à la charge, réclamait le rapport de cette décision, « son mari n'ayant jamais quitté la France de gré, ayant été arrêté par l'ennemi, qui l'entraîna outre-Rhin comme espion ». Elle suppliait qu'on le laissât rentrer « pour subvenir aux besoins de sa nombreuse famille, réduite par son absence à la plus affreuse misère, en attendant que le gouvernement ait définitivement statué sur son sort ». La pétitionnaire exhibait un dossier bien fourni de certificats civils et militaires sur les sentiments patriotiques dudit Kieffer, et le Département lui-même en tirait la conclusion

« qu'il paraît avéré que Nicolas Kieffer a été chargé d'une mission de la part du général Augustin Burcy, en l'an II, pendant que le quartier général de sa division était à Saverne ; que c'est en remplissant cette mission que Kieffer paraît avoir été enveloppé par une patrouille autrichienne, conduit à Minversheim comme espion, transporté outre Rhin, jugé comme tel et acquitté. Les faits cités font d'autant plus présumer qu'il n'avait pas l'intention d'émigrer, qu'il était déjà alors père d'une nombreuse famille, sans fortune, qui est actuellement dans la misère, et que sa bonne conduite et ses sentiments paisibles sont attestés par plusieurs citoyens de Saverne. »

Mais un dernier considérant constatait que

« l'événement par lequel il a été entraîné hors de la république, ne fait l'objet d'aucune des exceptions prononcées par les lois sur l'émigration et qu'il est du devoir de l'administration de suivre le vœu de la loi... ». Il n'y a donc pas lieu à délibérer et les administrateurs renvoient la pétitionnaire à se pourvoir par devant le ministre, à fin de radiation¹⁾.

Par contre, de nombreux « agricoles tranquilles et laborieux » détenus depuis des années dans les prisons militaires sont renvoyés dans leurs communes, « n'ayant point mérité la longue détention qu'ils viennent de souffrir »²⁾. Il est décidé de même en faveur de Fran-

gouvernement marquent sa place dans les rangs des défenseurs de la patrie ». (P. V. du 4 et du 7 pluviôse, an VIII.)

¹⁾ P. V. du 2 pluviôse, an VIII.

²⁾ P. V. du 6 et 7 pluviôse, an VIII.

çois-Benoît Metz, ex-curé d'Artolsheim. Ignace Roussel, prêtre insermenté de 80 ans, détenu à Strasbourg, est autorisé à se retirer à Mertzwiller, chez des parents, pour soigner ses infirmités, n'étant « sous aucun rapport un individu dangereux, octogénaire et sur les bords du tombeau »¹⁾. On voit même un habitant de Hatten, Georges Wassermann, inculpé d'avoir abattu l'arbre de la liberté de sa commune lors de l'invasion des Autrichiens, bénéficier de la clémence des autorités, l'administration cantonale de Soultz certifiant « que, s'il a coupé l'arbre de la liberté, c'est qu'il a été forcé par l'ennemi » et attestant « ses sentiments paisibles et même civiques »²⁾. La femme Madeleine Fuhrmann, de Neuwiller, étant libérée de prison et renvoyée chez elle, les administrateurs ont la bonté de déclarer que

« cette mesure bienfaisante serait absolument illusoire, si son mari Joseph-Philippe, dont la captivité dure encore, n'était aussi délivré pour soulager par le produit de son travail indispensable, la misère de ses enfants »³⁾. »

Mais quoique les administrateurs du Bas-Rhin se montrent ainsi très larges, en général, dans l'interprétation des volontés du gouvernement, il est un point sur lequel ils ne sont pas disposés encore à quitter l'attitude de leurs prédécesseurs. Le 8 pluviôse, ils transmettent à l'accusateur public près le tribunal criminel une pétition de quelques citoyens de Dambach, se plaignant de ce que, le 30 nivôse dernier, à la suite d'un rassemblement devant la ci-devant chapelle de Saint-Sébastien, on ait cassé les vitres de l'édifice desservi par un prêtre assermenté et que, « le même jour des individus affublés de chemises, ayant une couronne sur la tête et chantant la création du monde », aient parcouru la commune⁴⁾.

« Il importe, dit la lettre d'envoi, que des actes de cette nature soient sévèrement et promptement réprimés et nous vous invitons à faire faire les informations les plus exactes et les plus actives pour découvrir les auteurs et complices des délits en question afin... qu'ils puissent être poursuivis d'après la rigueur des lois. »

L'administration municipale du canton de Sélestat *extra-muros* était également avertie de ces incidents, attribués « aux royalistes et aux fanatiques ».

¹⁾ P. V. du 7 pluviôse, an VIII.

²⁾ P. V. du 7 pluviôse, an VIII.

³⁾ P. V. du 7 pluviôse, an VIII. Il nous apprend que, « la détention et les malheurs ont aliéné la raison » de la pauvre femme.

⁴⁾ C'était évidemment une vieille coutume locale se rapportant peut-être à la légende des Rois Mages.

« Il n'y a sorte de manœuvres, était-il dit dans la pétition des patriotes de Dambach, qu'ils n'emploient pour détruire l'esprit public, affaiblir l'amour de la liberté et dégouter de la Révolution. »

Le Département réclamait aussi un rapport prompt et détaillé sur « le point de vue auquel on doit considérer l'arlequinade de ceux qui ont couru les rues, affublés de chemises, et quelles étaient leurs intentions » ¹⁾.

C'étaient là, en définitive, des manifestations bien peu inquiétantes. Ce qui l'était infiniment plus, c'était le désordre croissant amené par la fuite ou la désertion des conscrits dans les campagnes, à mesure que la guerre se prolongeait. Le capitaine de la gendarmerie informait, le 1^{er} pluviôse, le commissaire du gouvernement près l'administration centrale,

« qu'un nombre très considérable de réquisitionnaires et de conscrits sont parvenus à rentrer dans leurs foyers, les uns avec des billets d'hôpitaux, les autres avec des permissions illégales, et le reste par un moyen plus criminel encore, celui de la désertion. »

La gendarmerie, trop surchargée, devient évidemment insuffisante ; il est indispensable d'adopter une mesure générale pour faire rejoindre tous les déserteurs. Après une discussion prolongée, les administrateurs prenaient, le 12 pluviôse, un arrêté très long et très détaillé dans l'espoir de réaliser le retour sous les drapeaux. « Convaincus, disaient-ils, que le moyen le plus efficace d'obtenir la paix est de rassembler les forces nécessaires pour continuer la guerre », ils commençaient par voter une mesure qui pouvait, au premier abord, paraître très peu indiquée ; ils supprimaient les garnisaires placés jusqu'ici dans les maisons des parents des réfractaires et des déserteurs ;

« ce parti qu'on a cru devoir prendre jusqu'à ce jour, n'a fait qu'écraser le pauvre père de famille, sans produire d'effet sur l'homme riche. D'ailleurs cette mesure donne souvent lieu à des exactions onéreuses aux citoyens et contraires à l'ordre social ; enfin elle semble promettre l'impunité personnelle aux réquisitionnaires et aux conscrits, qui, par là même, ne se font plus qu'un jeu de désertir presque aussitôt qu'on les a fait rejoindre ²⁾. »

En vertu de ces principes, ordre était donné de retirer sur-le-champ tous les militaires placés en garnison chez les parents ou tuteurs des

¹⁾ P. V. du 8 pluviôse, an VIII.

²⁾ P. V. du 12 pluviôse, an VIII.

réquisitionnaires, et il était formellement interdit d'employer dorénavant ce moyen de pression sur la jeunesse appelée sous les drapeaux. Tous ceux qui ont quitté leur corps pour rentrer dans leurs foyers, sans autorisation légale, comme aussi ceux qui se sont soustraits jusqu'à ce jour à l'incorporation, sont rigoureusement tenus de se rendre aux jours déterminés par le tableau (joint à l'arrêté) ¹⁾ au chef-lieu de leur canton et de se présenter devant l'administration municipale avec les effets d'armement, d'équipement, d'habillement qu'ils peuvent avoir emportés en quittant le corps. Les agents, adjoints, commissaires de police sont tenus de fournir aux administrations municipales un état exact de tous les militaires, indistinctement, qui, au moment de la promulgation de cet arrêté, se trouveront dans la commune, quand même ces militaires n'en seraient pas originaires et n'y auraient point de résidence antérieure... Sur ces données, fournies au plus tard dans les trois jours, les administrations municipales dresseront des états nominatifs : 1^o de ceux qui ont des congés absolus, délivrés dans les formes légales, depuis le 27 messidor dernier ; 2^o de ceux qui, n'en ayant point, sont dans le cas de rejoindre et se présenteront à cet effet ; 3^o de ceux qui, étant dans la même obligation, ne se seront point présentés au jour fixé. Chaque administration renverra les premiers dans leurs communes, fera conduire les seconds à l'état-major de la 5^e division militaire, à Strasbourg, sous escorte de la gendarmerie ou d'une colonne mobile ; les municipalités seront prévenues d'avance pour la fourniture des vivres et du logement. Ne seront pas dispensés d'être conduits à l'état-major les porteurs de billets de convalescence délivrés par les officiers de santé en chef des hôpitaux militaires, et ces pièces seront soumises à un examen ²⁾.

Passé le terme fixé par le tableau, tous ceux qui sont absents de leur corps, déserteurs, ou qui n'auraient point encore appartenu à l'armée et doivent la rejoindre, seront irrémissiblement dénoncés et livrés aux tribunaux militaires pour y être, en personne ou par contumace, jugés et punis comme déserteurs selon toute la rigueur des lois. On rappelle aux fonctionnaires, aux conscrits, à ceux qui les recèlent, les lois du 21 brumaire an V, du 24 brumaire et du 19 fructidor an VI, et pour qu'ils ne puissent les ignorer, ces lois seront reproduites

¹⁾ Malheureusement le tableau en question n'a pas été transcrit au registre.

²⁾ Trop souvent ces certificats étaient fabriqués par les soldats eux-mêmes ou vendus par des médecins militaires peu scrupuleux.

au bas du présent arrêté qui sera affiché dans les deux langues et publié à son de trompe ou de caisse ¹⁾).

Les administrateurs civils sont, on le voit, tous disposés à faire le possible pour renforcer les armées de la République ; mais ils ne sont pas encore assez domestiqués pour accepter, sans réclamer, certaines prétentions des chefs militaires. Nous les voyons s'adresser au ministère de la guerre pour protester contre les réquisitions en hommes et en chevaux que le commandant Blain, de Kehl, s'apprête à faire pour achever les fortifications de la ligne du Rhin ; nous les voyons signaler également au ministre les réquisitions du général d'Hautpoul de « chevaux agricoles » pour le transport de ses dépêches de Strasbourg au quartier général de Sarre-Union, alors qu'il n'a qu'à organiser un service d'ordonnances militaires et que « toute espèce de réquisition est formellement interdite par le gouvernement » ²⁾. Peu après, ils se plaignent du général Bourcier, chargé de la remonte des chevaux, et dont les procédés de réforme sont aussi décourageants qu'injustes.

« Cette réforme (refus d'accepter les chevaux présentés par les propriétaires) est injuste, en ce qu'elle nous impose la nécessité de constituer nos administrés dans de nouveaux frais, qui se renouvelleront autant de fois qu'il plaira au général inspecteur de refuser des chevaux déjà admis avec toutes les formalités requises par la loi . . . Depuis sept ans ce département est en proie aux réquisitions de tout genre ³⁾, principalement pour transports et convois militaires ; ce service excessif, joint aux travaux de la campagne, détruit insensiblement les bonnes races ; un grand nombre de cultivateurs, soit pour échapper à ces réquisitions, soit par défaut de moyens, a préféré cultiver avec des bêtes à cornes . . . ⁴⁾ »

¹⁾ P. V. du 12 pluviôse, an VIII.

²⁾ P. V. du 15 pluviôse, an VIII. « Les chevaux agricoles ne peuvent être employés à courir la poste sans en être immanquablement abîmés et ils sont d'ailleurs aux cultivateurs d'une nécessité indispensable pour l'exploitation de leurs terres. »

³⁾ Quelques jours plus tard, les administrateurs, répondant à une lettre du ministre des finances, déclaraient ne pas pouvoir fournir encore de chiffres définitifs, mais que les comptes « très rapprochés » établissaient que, depuis le 1^{er} germinal, le montant des bons de réquisition en tout genre se montaient au total de 2.170.768 francs, de sorte qu'il faut compter au plus sur un million en numéraire dans le recouvrement des contributions directes du département. (P. V. du 21 pluviôse, an VIII.)

⁴⁾ P. V. du 19 pluviôse, an VIII. Les chevaux amenés à Vesoul et rejetés par le général Bourcier, « n'avaient reçu à aucun lieu d'étape (sauf à Lure) la quantité et qualité de fourrages prescrites par le ministère de la guerre et ont manqué absolument de paille et de litière, par un temps constamment

C'est le 23 pluviôse que l'administration centrale adresse au ministre de la police l'*Etat des détenus dans les prisons*, dressé par Ostermann avec le concours d'un délégué de la municipalité de Strasbourg, en tant que prévenus d'émigration ou d'infraction à la loi du 19 fructidor.

« Il est essentiel, citoyen ministre, de vous donner quelques renseignements sur la colonne qui indique les motifs de la prolongation de la détention. La plupart de ceux dont ces motifs sont désignés comme *inconnus*, sont du nombre des cultivateurs et artisans que la Terreur ou l'ennemi ont obligés de s'expatrier, quoique compris dans les dispositions des lois d'amnistie du 22 nivôse et du 4^e jour complémentaire de l'an III; ils n'en avaient pas rempli exactement les formalités ou étaient rentrés après les délais utiles et se sont trouvés sur le territoire de la république lors de la publication de la loi du 19 fructidor, an V. Leur délit ayant été l'effet d'une ignorance bien pardonnable à des hommes de cette classe, et le Directoire exécutif ayant d'ailleurs manifesté par la suite des dispositions plus douces à leur égard, la Commission militaire a cru devoir entrer dans ces vues, en ne suivant pas à la lettre les rigueurs de la loi et en les laissant dans les maisons de détention plutôt que de prononcer la peine de mort contre ces malheureux, dont le crime n'était que l'omission de l'accomplissement de quelques formalités. C'est à cette mesure d'humanité, qu'en conformité des lettres de vos prédécesseurs, un grand nombre de ces individus doivent la mise sous la surveillance de leurs administrations municipales, que nous ne prononçons qu'après que celles-ci nous ont certifié leur bonne conduite et qu'elles ont donné l'assurance que la tranquillité publique ne sera point troublée par leur retour dans leurs foyers. Nous continuerons à prendre les mêmes mesures envers ceux qui réclament la même indulgence au même titre.

« Parmi ceux que les maisons de détention renferment encore, que vous trouverez sur cet état, il en est un certain nombre que votre prédécesseur avait nominativement exclu de cette mesure d'indulgence. Nous nous sommes convaincus depuis, qu'il n'avait pas alors sous les yeux toutes les pièces qui auraient pu fixer son opinion à leur égard, et que plusieurs d'eux seraient susceptibles de plus d'indulgence, au moyen des précautions que nous prendrions pour les rendre à la société; cependant nous ne statuerons à leur égard qu'après que vous nous y aurez formellement autorisés¹⁾. »

froid et pluvieux ». (P. V. du 22 pluviôse VIII.) Et c'était une administration militaire si négligente de ses devoirs, qui osait se plaindre au ministre! Un autre exemple d'une incurie sans nom se trouve relatée au procès-verbal du 23 pluviôse. Il s'agit d'un énorme amas de poudres, destiné, paraît-il, à Landau, que l'on avait laissé sur les glacis près de la porte de Pierres, à Strasbourg. L'administration centrale sommait le chef de brigade Lemasson, directeur de l'artillerie, « de faire conduire en lieu sûr ces poudres, exposées aux injures de l'air ou peut-être à une explosion ».

¹⁾ P. V. du 23 pluviôse, an VIII. Les administrateurs ne craignaient pas d'ailleurs de réintégrer dans les prisons militaires les individus renvoyés

A ce moment, l'administration centrale se trouvait, une fois de plus, en conflit très marqué avec certains représentants de l'armée dans le Bas-Rhin, dont les façons brusques et autoritaires annonçaient en effet l'ouverture d'une ère nouvelle. Un fonctionnaire civil, le citoyen Berthaud, chef-receveur à la barrière de Marckolsheim, lui avait adressé, le 14 pluviôse, une plainte sur les mauvais traitements essuyés de la part d'un citoyen, se disant général, « auquel il avait demandé infructueusement sa feuille de route, lorsqu'il passait la dite barrière ». En même temps arrivait le rapport, adressé au commissaire du gouvernement à Strasbourg par le représentant du pouvoir exécutif près l'administration cantonale de Marckolsheim.

Le citoyen Chapeau — c'était son nom — mandait que le 13, à sept heures du soir, le général Ney « avait mis *aux arrêts et suspendu de son emploi*, le citoyen Berthaud, percepteur à la taxe d'entretien des routes, *par suite d'insultes déplacées* que cet employé s'est permis de faire audit général ». Il ajoutait que Ney l'avait invité par écrit, lui Chapeau, *à faire remplacer sur-le-champ ledit percepteur* et qu'en conséquence il avait commis à la recette le citoyen Chapsal. En se fiant à cette correspondance, on pouvait croire le pauvre péager coupable tout au moins d'irrévérence envers le jeune et impétueux officier général de l'armée du Rhin. Mais de nouveaux renseignements parvenus aux administrateurs démontrèrent qu'il n'avait fait que son devoir. Le supérieur de Berthaud, l'inspecteur Humbel, s'était, à la demande de son subordonné, rendu à Marckolsheim, avait examiné le cas et certifiait aux administrateurs, dans une lettre du 17 courant, qu'il avait acquis la conviction de son innocence ; mais il avait en vain demandé la mise en liberté du prisonnier au citoyen Bagnot, adjoint à l'adjudant général Coëhorn ; celui-ci avait répondu « qu'il ne le ferait élargir que sur l'ordre du général en chef ». Aussi, dans une nouvelle supplique, du 19 pluviôse, Berthaud réclamait à nouveau l'intervention des administrateurs, en insistant sur la complaisance coupable de Chapeau à obéir aux ordres de Ney, qui n'avait point à lui en donner. Il révélait en même temps l'un des motifs tout au moins du commissaire pour en agir de la sorte ; c'était une inimitié latente contre

sans surveillance dans leurs communes et qui s'avisait de circuler par le département. C'est le cas, p. ex., pour Anselme Gross et Simon Hartnagel, d'Offendorf, qui se sont soustraits à la surveillance de la municipalité de Bischwiller. (P. V. du 28 pluviôse, an VIII.)

lui, Berthaud, et son amitié intime avec le sieur Chapsal, son compagnon de cabaret, qu'il lui avait substitué ».

En utilisant tous les documents du dossier, on arrive à reconstituer la scène qui s'est passée, le 13 pluviôse au soir, à la barrière de Marckolsheim. Ney y est arrivé, en voiture, évidemment en civil, sans quoi le percepteur n'aurait pu méconnaître la qualité du personnage. Berthaud a demandé à voir — c'est pour cela qu'il était là — la feuille de route du voyageur qui se disait militaire. Celui-ci, blessé sans doute de ce qu'on ne le croyait pas sur parole alors qu'il se disait général, l'avait traité de haut et le garde-barrière, blessé à son tour, s'était laissé entraîner là dessus à proférer quelques paroles un peu rudes, en insistant pour que son interlocuteur acquittât les droits exigibles. Le futur prince de la Moskowa trouva tout naturel alors de lancer un ordre d'arrestation auquel la servilité intéressée de Chapeau ajoute encore une destitution tout à fait arbitraire. Telle doit avoir été la succession des faits qui se sont déroulés dans la petite ville d'Alsace, le 13 pluviôse, an VIII. Après les avoir établis, les administrateurs du Bas-Rhin, quelque modérées que fussent leurs opinions politiques — ils étaient tous acquis au régime issu du 18 brumaire — prirent la délibération suivante, très ferme de ton, très conforme d'ailleurs aux principes qu'affichait encore le gouvernement consulaire et qui constitue un titre d'honneur pour les citoyens qui l'ont signée :

« Considérant que l'arrêté de l'ancien Directoire exécutif du 5 fructidor, an VI, porte : Article 1^{er} : Tout officier et militaire voyageant séparément à cheval ou en voiture et muni d'une feuille de route, *sera tenu d'en justifier en l'exhibant aux préposés des barrières*. . . Article 2^e : Tout officier ou sous-officier qui refusera d'acquitter le droit fixé par la loi, lorsqu'il voyagera sans billet de route, *sera destitué de son grade*, sans préjudice des peines portées par l'article 9 de la loi du 3 nivôse, an VI. . . ;

« Considérant que le général Ney, bien loin de se conformer au texte de la loi, *a encore étrangement surpassé les bornes de son pouvoir, en ordonnant arbitrairement la détention et le remplacement du citoyen Berthaud, receveur à la barrière de Marckolsheim, qui n'avait fait que son devoir en exigeant que ledit général Ney produisît sa feuille de route* et que, supposant même que le citoyen Berthaud eût manqué de respect au général, *il n'aurait pu être destitué que par les autorités civiles et puni par les tribunaux* dont il est justiciable ;

« Considérant que le Code des délits et des peines porte, article 581 : Tout homme, quelle que soit sa place ou son emploi, autre que ceux auxquels la loi donne le droit d'arrestation, qui donne, signe, exécute ou fait exécuter l'ordre d'arrêter un individu ou qui l'arrête effectivement, si ce n'est pour le remettre immédiatement à la police, est poursuivi criminellement et puni comme coupable de détention arbitraire. . . .

« Considérant que le commissaire Chapeau et le juge de paix du canton de Marckolsheim se sont également rendus coupables du délit d'attentat à la liberté individuelle des citoyens, le premier en faisant arbitrairement déténir le citoyen Berthaud, d'après les ordres illégaux du général Ney, en lui faisant subir la détention dans une prison non légalement et publiquement désignée ¹⁾ et en procédant à son remplacement sans aucune qualité, et le second en ne le faisant pas remettre en liberté après l'avis que l'administration centrale lui avait donné de sa détention arbitraire... » elle arrête ce qui suit :

« Article I^{er} : Dès la réception de la présente délibération, l'administration municipale du canton de Marckolsheim sera tenue de faire remettre en liberté le citoyen Berthaud.... qui est provisoirement réintégré dans l'exercice de ses fonctions.... Toutes personnes, soit civiles, soit militaires, qui s'opposeront à cette mise en liberté seront dénoncées à l'accusateur public pour être poursuivies comme coupables d'attentats contre la liberté individuelle des citoyens.... »

« Article II : Le commissaire du gouvernement près l'administration centrale sera invité à provoquer la destitution du citoyen Chapeau... et sa traduction devant les tribunaux, pour être informé contre lui, à raison des délits dont il est inculpé ci-dessus.

« Article III : L'accusateur public près les tribunaux correctionnels de ce département, sera invité à faire poursuivre, conformément aux lois, les auteurs et complices de la détention arbitraire dont s'agit ²⁾.

« Article IV : Copie de la présente délibération sera adressée au ministre de l'intérieur, à l'administration du canton de Marckolsheim, au commissaire du gouvernement près l'administration centrale, à l'accusateur public, etc. ³⁾. »

Nous ignorons ce qu'on répondit, de Paris, à cette protestation courageuse contre l'autocratie militaire renaissante. Peut-être rien ; car, de fait, l'organisation républicaine des administrations centrales des départements ne devait plus subsister que peu de semaines, pour faire place à des préfets moins scrupuleux sur l'observation des lois et plus disposés à plaire au maître futur qu'à défendre la liberté des citoyens. Il est plus que douteux que l'accusateur public ait essayé de mettre en branle tout l'appareil de la justice contre Michel Ney, « auteur et complice de la détention arbitraire » de Berthaud. En tout cas il n'en est plus question dans nos procès-verbaux.

Peu de temps après cette affaire, l'agent municipal de Rhinau vient exposer que cette commune et sa banlieue courent les plus grands dangers.

¹⁾ Chapeau avait enfermé Berthaud dans une geôle improvisée, non dans la prison réglementaire.

²⁾ On n'a pas osé désigner Ney nommément.

³⁾ P. V. du 24 pluviôse, an VIII.

« Le Rhin vient d'enlever successivement trois de ses digues et est sur le point de se jeter dans le *Brunnwasser*, d'où résulterait inmanquablement la submersion de toute la contrée ».

L'agent sollicite l'établissement immédiat d'une nouvelle digue et d'un « épi de bordage » pour sauver les propriétés de ses concitoyens. Les administrateurs reconnaissent le péril ; par suite des remous du fleuve, les digues s'engloutissent au fur et à mesure de leur construction, si bien qu'on peut craindre que le Rhin ne forme un nouveau lit, attendu que le lit présent est plus élevé que la contrée menacée. L'ingénieur en chef propose de construire avec célérité un barrage dans le *Brunnwasser* et deux nouvelles digues d'ensemble 600 mètres ; celles-ci seraient à la charge des communes de Benfeld, Erstein et Geispolsheim, tandis que la ville de Rhinau serait chargée du barrage. Les habitants de Rhinau seront requis pour le transport des terres, des fascines et autres matériaux ; tous les habitants des communes riveraines seront tenus de travailler jusqu'à l'achèvement des digues et, en cas de refus, seront frappés des sanctions de la loi du 22 juillet 1791, relative aux incendies et autres fléaux calamiteux. Cette besogne pourra durer une huitaine ; « il dépend de leur zèle et bonne volonté d'en être délivrés plus tôt »¹⁾.

Une des questions qui, dans ces derniers jours de pluviôse, se posent aux séances des administrateurs du Bas-Rhin, c'est celle de l'ouverture ou de la réouverture des lieux de culte, réclamée par les pétitions d'un certain nombre de citoyens, désireux de s'édifier en commun. Selon les cas, les réponses de l'autorité sont assez dissemblables. A Sélestat, par exemple, plusieurs pétitionnaires, évidemment catholiques-romains, demandent « à être mis en jouissance, pour l'exercice du culte, des églises y situées, la paroissiale, celle des jésuites et celle des récollets », et cela en vertu de l'arrêté consulaire du 17 nivôse dernier. La municipalité de Sélestat ne veut leur accorder que la dernière, « l'église dite paroissiale étant déjà à la disposition des sectateurs ayant un prêtre constitutionnel » et celle dite des jésuites « servant aux cérémonies décadaires civiles ». Mais comme à Strasbourg, l'on a appris que l'église des récollets est dans un état de délabrement complet, l'administration centrale penche vers une solution différente ; et, tout en approuvant celle de Sélestat, de ne pas vouloir introduire la désunion et le désordre dans la commune, en réunissant dans un même édifice les anciens constitutionnels et les anciens réfrac-

¹⁾ P. V. du 25 pluviôse, an VIII.

taires, elle propose comme plus avantageux de donner aux catholiques « l'usage simultané du temple décadaire », en réglant les heures pendant lesquelles chaque espèce de cérémonies pourra avoir lieu ¹⁾. A Saverne, trois citoyens « ayant fait la déclaration de fidélité à la Constitution », prennent l'initiative de célébrer le culte dans la ci-devant église des récollets, acquise par quarante citoyens au commencement de la Révolution. Le 18 pluviôse, l'agent de Saverne s'informe si les habitants peuvent être admis, ou non, à exercer le culte dans la ci-devant église, et nos administrateurs répondent « que ce ne peut être que par suite d'une opinion erronée sur l'esprit de la loi du 7 vendémiaire an IV, qu'il a été défendu aux habitants de Saverne de se réunir pour l'exercice du culte dans ladite église, par la raison qu'elle est un édifice particulier. Les déclarations préalables faites, les propriétaires ne pourront être empêchés d'exercer et faire exercer par toutes personnes vivant sous l'empire des lois de la République, et en tel nombre que ce soit, le culte qu'ils professent, à charge de se conformer en tous points aux lois, sous la surveillance des fonctionnaires publics » ²⁾. A Strasbourg, c'est l'église et la sacristie de la ci-devant commanderie de Saint-Jean que prétendent utiliser quelques citoyens, toujours en vertu de l'arrêté consulaire du 17 nivôse. La direction des fortifications et l'administration municipale sont d'un avis opposé, l'église étant utilisée comme magasin, le seul bien fermé qui soit à la disposition de l'autorité militaire. Aussi les administrateurs, rappelant que l'entrée de l'édifice avait été interdite par leurs prédécesseurs dès juillet 1791, arrêtent-ils qu'il « n'y a pas lieu de délibérer » ³⁾. Mais les fidèles de Sélestat reviennent à la charge ; ils ne veulent pas que leur culte fraternise d'une façon quelconque avec le culte décadaire et désirent d'autant plus posséder à eux seuls l'église des jésuites que, d'après une lettre de leur municipalité, « les quatorze quinzièmes des habitants de cette commune se proposent d'y exercer leur culte ». Comme, d'après le même avis, « les cérémonies décadares ont été transférées, depuis environ cinq mois, dans une maison communale », l'administration centrale décide que l'église dite des jésuites est mise à la disposition des pétitionnaires et de leurs co-sectateurs, « à charge d'entretenir cet édifice en bon état, conformément à la loi du 11 prairial an III » ⁴⁾.

1) P. V. du 14 pluviôse, an VIII.

2) P. V. du 26 pluviôse, an VIII.

3) P. V. du 28 pluviôse, an VIII.

4) P. V. du 28 pluviôse, an VIII.

Cette même administration centrale a discuté dans sa dernière séance de pluviôse une autre question qui a souvent occupé et divisé les deux départements du Rhin, la création d'un tribunal d'appel, commun au Bas-Rhin et au Haut-Rhin, mais dont le siège serait à Strasbourg. Elle prend connaissance et approuve fort un mémoire justifiant ce projet nécessaire ; elle en ordonne la transcription sur ses registres et l'impression en nombre suffisant pour qu'il puisse être distribué aux membres du Conseil d'Etat, du Tribunat et du Corps législatif. On peut relever dans l'exposé des motifs les lignes suivantes :

« Celui de ces motifs qui mérite de fixer le plus l'attention des législateurs est sans doute l'usage universel de l'idiome allemand... dans les actes et conventions de toute espèce entre les habitants des deux départements. Tous les titres anciens, la plus grande partie des actes modernes, des inventaires, des comptes de tutelle, des conventions sous seing privé que l'on produit journellement devant les tribunaux de première instance, sont écrits en allemand... Si le tribunal d'appel pour ces départements était fixé dans un département où l'on ne connaît que la langue française, outre qu'il serait indispensable de traduire en français toutes les pièces produites, il n'en résulterait pas moins pour les parties l'inconvénient de ne pouvoir se défendre elles-mêmes devant des juges qui ne parleraient que leur langue...¹⁾ »

¹⁾ P. V. du 29 pluviôse, an VIII.

CHAPITRE XVII.

LA QUESTION DES FUYARDS RÉSOLUE DE FAIT. CONCLUSION.

Mais ce n'est plus que rarement que, dans les dernières semaines, nous rencontrons dans nos registres des sujets d'un intérêt aussi général. On dirait, à la brièveté des procès-verbaux, que l'administration centrale du Bas-Rhin sentait la vie s'écarter d'elle. Sans doute, l'absence croissante de matières graves à discuter, l'indifférence que semblait montrer le pouvoir exécutif à lui fournir des matériaux pour ses discussions, lui annonçait sa fin prochaine. Le pouvoir consulaire, hostile à tous les pouvoirs élus, voulait en revenir, avec des modifications légères, au système des intendants de l'ancien régime, avec une centralisation plus étroite de l'administration générale aux mains des ministres, instruments dociles, eux-mêmes, d'un maître qui allait bientôt s'émanciper de toute tutelle. Nos administrateurs se désintéressent donc forcément de questions qu'ils ne seront plus appelés à résoudre, d'abus auxquels ils ne pourront plus remédier¹⁾. Quelquefois, quand le scandale est trop criant et se passe sous leurs yeux, ils font bien encore un effort. Ainsi ils protestent auprès du général commandant la 5^e division militaire contre la façon répugnante dont on ensevelit les soldats décédés à Strasbourg, les fossoyeurs militaires

« déposant parfois jusqu'à douze cadavres les uns sur les autres, et mettant, au lieu de chaux vive, du gravier à un pied de hauteur seulement de sorte que des chiens ont déterré des cadavres et dispersé les ossements; les exhalaisons infectent le voisinage et les habitants du voisinage souffrent chaque année d'inflammations putrides ».

¹⁾ P. V. du 29 pluviôse, an VIII.

Si l'on ne tient compte de leurs observations, ils écriront au ministre ¹⁾. Ils réitérent aussi leurs plaintes contre le général Bourcier qui continue à rejeter, à Vesoul, les chevaux envoyés d'Alsace ²⁾. Mais en général l'activité du corps administratif se borne à reviser des comptes communaux, à régler quelques affaires forestales, à transmettre au ministre de la police un dernier état des détenus gardés encore dans les prisons de Strasbourg ³⁾, à répartir entre les différents cantons les 531 conscrits à fournir encore par le Bas-Rhin pour l'an VIII ⁴⁾. La première décade de germinal est vide de faits et le 9 de ce mois une dernière séance se tient où l'on règle les salaires de Mægert, l'exécuteur des hautes-œuvres et de ses aides, « et la rémunération des employés » qui ont travaillé extraordinairement à la transcription des procès-verbaux arriérés de ventôse ⁵⁾.

Puis le cent-quatorzième et dernier volume des procès-verbaux de l'administration centrale est clos, à la date du 9 germinal de l'an VIII (30 mars 1800), sans un mot de souvenir ou de regret au passé, ce qui s'explique d'ailleurs aisément, puisque la République, qui survit encore de nom, est bien morte de fait ; l'ordre est rétabli, l'égalité subsiste, mais la liberté a disparu, puisque le Consulat, sous son masque mal attaché, c'est déjà presque l'Empire. Le citoyen Burger, le dernier président de l'administration centrale, devient simple conseiller de préfecture à Strasbourg, et c'est le citoyen Laumond, fonctionnaire plein de tact et d'expérience d'ailleurs, qui va occuper la première place dans la direction des affaires locales comme premier préfet du Bas-Rhin ⁶⁾. C'est lui qui eut la satisfaction de mener à bon terme la question des émigrés de décembre 1793, question qui n'était toujours pas entièrement liquidée, sept ans après la « Grande fuite » ; il y mit beaucoup de bonne volonté, de la persistance, d'habiles flatteries à l'adresse du premier Consul. Il écrivait le 21 floréal an VIII :

« Ils reviennent dans leurs communes avec toute la sécurité et la candeur de l'innocence ; lorsque la gendarmerie les arrête, ils invoquent la justice et

¹⁾ P. V. du 11 ventôse, an VIII.

²⁾ P. V. du 14 ventôse, an VIII.

³⁾ P. V. du 24 ventôse, an VIII. Il n'est joint aucun chiffre à la mention de cet Etat dans le procès-verbal.

⁴⁾ P. V. du 29 ventôse, an VIII.

⁵⁾ Cela s'explique d'ailleurs si la nomination de Laumond comme préfet du Bas-Rhin, date réellement déjà du 11 pluviôse, an VIII (2 mars 1800) comme le dit M. Louis Spach (*Moderne Culturzustände im Elsass*, I, p. 6).

⁶⁾ Jean-Charles-Joseph Laumond (1753-1825) directeur aux finances, consul général à Smyrne, préfet, conseiller d'Etat, directeur général des mines, auteur de la *Statistique sur le département du Bas-Rhin*, Paris, 1802, in-8°.

la loyauté du gouvernement actuel; des femmes, des enfants, des vieillards sont avec eux et déclarent qu'on pourra les fusiller, mais non pas les forcer à quitter la France. « *Qu'on nous conduise au grand Bonaparte!* disent quelques-uns, *il verra que nous sommes de bons citoyens* »! Enfin ils paraissent tous se livrer avec abandon au nouveau gouvernement, comme des enfants qui comptent sur l'indulgence paternelle¹⁾. »

A plusieurs reprises, le préfet sollicita la prompte réalisation de ces vœux si naturels auprès des ministres de l'intérieur et de la police, Chaptal et Fouché; mais nous pouvons renvoyer pour ces dernières lettres à l'étude publiée par M. Marion, d'après la correspondance même de Laumond, retrouvée par lui aux Archives nationales. On y verra par quels arguments de bon sens il combat la législation du Comité de Salut public et du Directoire.

« Jamais, écrit-il, le 3 prairial, on n'a plus étrangement abusé du nom sacré de la loi qu'en honorant de ce nom quelques dispositions contradictoires, d'une exécution impossible et que des passions haineuses ou une timide politique ont surprises à la Convention nationale; l'ancien gouvernement en s'obstinant à voir des émigrés dans ces hommes utiles mais simples et qui connaissent à peine le sens du mot émigration, a fait à l'agriculture un tort qui serait irréparable, si ces mêmes hommes attirés vers leurs foyers par un charme irrésistible, ne venaient pas aujourd'hui offrir leurs bras pour cultiver des champs autrefois leurs propriétés et où ils consentent à vivre désormais en simples journaliers²⁾. »

Mais le préfet voulait que le gouvernement fit un pas de plus; outre les laboureurs et les artisans, il demandait qu'on rappelât aussi les représentants des classes éclairées, des professions libérales, qui avaient fourni au grand exode de la Terreur un contingent qui n'était pas sans importance. Il se permit même — singulière audace pour un agent du pouvoir exécutif — de nommer certains de ces émigrés comme maires ou adjoints dans plusieurs communes du département et de provoquer ainsi contre lui-même des dénonciations qui émurent le ministre de l'intérieur. Chaptal lui demanda de révoquer ces anciens fugitifs.

« Je les révoquerai, lui répondit Laumond, si vous l'exigez, mais je manqueraï à ce que je me dois à moi-même, si je vous célaï que cette mesure portera la douleur et le désespoir dans l'âme de plusieurs milliers d'individus qui chérissent le gouvernement... et qu'elle fera triompher insolemment tous les ennemis de la révolution du 18 brumaire...³⁾. »

¹⁾ Citée par M. Marion, *Revue Historique*, tome CXLII, p. 225.

²⁾ Marion, *op. cit.* p. 226.

³⁾ Marion, *op. cit.* p. 228.

Pourtant il ne faudrait pas trop se fier à l'optimisme, assurément sincère, du nouvel administrateur du Bas-Rhin, dont nous reconnaissons d'ailleurs les nombreux mérites. Et voici pourquoi. Nous possédons un recueil très intéressant de rapports secrets, *Tableau contenant des renseignements sur l'esprit public, etc.* en l'an IX, publié par M. Aulard ¹⁾. Quelques-uns émanent de députés du département. On y lit en effet sous la rubrique *Bas-Rhin* les lignes suivantes :

« L'esprit public est bon, les lois sont exécutées. Mais on y voit avec inquiétude les espérances des émigrés et les menées des prêtres réfractaires.

« Suivant le citoyen Xav. Kepler ²⁾, tous ont fait la promesse et sont tranquilles; suivant le citoyen Albert ³⁾, il y a beaucoup de prêtres rebelles qui tourmentent sourdement les familles, qui persécutent les acquéreurs des domaines nationaux et qui rendent nulle la valeur de ces propriétés.

« Préfet Laumond. On lui reproche d'être d'un accès difficile, de s'être montré très favorable aux émigrés, d'en avoir nommé plusieurs à des places de maire. On blâme surtout la nomination de Frédéric Hermann, maire de Strasbourg; que l'on représente comme un réacteur forcené ⁴⁾. On accuse le préfet de donner sa confiance à Metz, le secrétaire-général ⁵⁾ et au conseiller de préfecture Férat, que l'on dit connus, l'un et l'autre, pour leur incivisme ⁶⁾. Suivant le citoyen Kepler, il est généralement aimé et estimé. Vœu du Conseil général du Bas-Rhin : « La paix ne se consolidera que lorsque les ministres catholiques auront une existence honorable et assurée ⁷⁾. »

« Sous préfets : Barr : Cunier. Saverne : Reyss. Wissembourg : Frantz. Le sous-préfet de Saverne a été en l'an V l'un des principaux instruments du royalisme et du fanatisme. On le croit aujourd'hui dans les mêmes dispositions. Emigrés non rayés et qui n'ont point de surveillance : Il y en a beaucoup; ils sont toujours les ennemis du gouvernement. Le citoyen Albert les représente comme tranquilles. Emigrés rayés ou en surveillance : Les acquéreurs de domaines nationaux sont inquiets et leurs propriétés ont perdu toute valeur dans le commerce. Le citoyen Kepler, qui est lui-même acquéreur de

¹⁾ Paris, 1897, in-8°.

²⁾ Kepler (Maximilien-Xavier), administrateur du Bas-Rhin, maire de Strasbourg, en 1795, destitué comme réactionnaire, député au corps législatif en 1800.

³⁾ Albert (Jean-Etienne), avocat au Conseil souverain de Colmar, député au Conseil des Cinq Cents, en 1797, puis au corps législatif (1800).

⁴⁾ Hermann (Jean-Frédéric), député aux Cinq-Cents (1795), maire de Strasbourg (1800), révoqué par Napoléon en 1806.

⁵⁾ Metz, ancien chef du parti catholique à Strasbourg, administrateur du département, juge au tribunal criminel du Bas-Rhin, député aux Cinq-Cents, secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin, député au corps législatif.

⁶⁾ Férat avait été tour à tour de toutes les nuances politiques pendant l'Empire et la Révolution.

⁷⁾ A ce moment le Conseil général n'était plus élu, mais nommé par le gouvernement.

domaines nationaux, prétend cependant qu'ils sont parfaitement tranquilles¹⁾. »

En présence de ces affirmations contradictoires de contemporains, bien placés pour savoir la vérité sur les dispositions des émigrés du Bas-Rhin, et qui étaient tenus de formuler une opinion raisonnée pour satisfaire un gouvernement tenant aux précisions, comment oserions-nous risquer un jugement définitif et sans appel sur ces fuyards de l'an II, dont nous nous sommes si longtemps occupés ? En tout cas, nous ne saurions les juger en bloc. Il y eut parmi eux de véritables émigrés, des sectateurs de l'ancien régime, des partisans de la contre-révolution, auxquels nous pouvons accorder des circonstances atténuantes, sans leur donner, pour cela, nos sympathies. Il y eut, à côté d'eux, une masse énorme de fuyards, sans opinions politiques bien précises qui, poussés par une subite terreur devant des menaces sauvages, suivies d'exécutions capitales, ont passé la frontière à la suite de l'ennemi en retraite. Pour ces malheureux, je suis tout à fait d'accord avec M. Marion ; leur exode prodigieux « n'a été ni le résultat de sentiments germanophiles, ni (pour la plupart) la preuve de sentiments contre-révolutionnaires »²⁾.

¹⁾ Aulard, *État de la France*, p. 124-125.

²⁾ Marion, *op. cit.* p. 212.

ERRATA

- P. 71. Lire *Borie* pour *Borde*.
P. 71. » *Dugué d'Assé* pour *Dugerau d'Assé*.
P. 126. » *Ferrand-Vaillant* pour *Ferrant-Vaillant*.
P. 173. » *Gleiszellen* pour *Gleisgellen*.
P. 207 » Fischbach, n'est pas le village disparu près
de Phalsbourg, mais doit se trouver dans
le Palatinat.
-

RÉPERTOIRE DES NOMS DES LOCALITÉS.

A.

Achenheim (B. R.), 214.
Allemand-Rombach (H. R.), 269.
Allenwiller (B. R.), 273.
Allerheiligen, couvent (Bade), 110.
Alteckendorf (B. R.), 270.
Altorf (B. R.), 263.
Altstadt (B. R.), 86.
Ammerschwihr (H. R.), 131.
Andlau (B. R.), 194, 207, 216, 237, 257, 283.
Annweiler (Palatinat), 254.
Artolsheim (B. R.), 299.
Asbach (ou Aschbach) (B. R.), 36.
Auenheim (B. R.), 227.
Auxerre (dép. Yonne), 277, 278.

B.

Baden-Baden (Bade), 79, 215.
Baldenheim (B. R.), 214.
Bâle (Suisse), 33, 51, 126, 252.
Barbelroth (Palatinat), 296.
Barr (B. R.), 87, 205, 268, 313.
Behlenheim (B. R.), 215, 241.
Beinheim (B. R.), 295.
Belfort (H. R.), 73, 196.
Benfeld (B. R.), 153, 172, 176, 188, 214, 268, 269, 276, 307.
Berg (B. R.), 171.
Bergbieten (B. R.), 184.

Bergzabern (Palatinat), 95, 96, 99, 151, 183, 221.
Besançon (dép. Doubs), 230.
Biblisheim (B. R.), 262.
Bienwald (Le), forêt (Palatinat), 150.
Billigheim (Palatinat), 96, 99, 221.
Bilsenheim (Bilwisheim?) (B. R.), 35, 36.
Bilwisheim (B. R.), 231, 257.
Birckenwald (B. R.), 252.
Bischheim (B. R.), 261, 262.
Bischoffsheim (B. R.), 273.
Bischwiller (B. R.), 88, 151, 154, 155, 157, 170, 191, 198, 214, 231, 235, 268, 288, 304.
Bitche (dép. Moselle), 217.
Bläsheim (B. R.), 247.
Boersch (B. R.), 183, 195.
Booftzheim (B. R.), 168.
Bossendorf (B. R.), 28.
Bootzheim (B. R.), 177.
Bouquenom (Sarreunion) (B. R.), 258.
Bourg-Libre (Saint-Louis) (H. R.), 40, 81.
Bouxwiller (B. R.), 2, 5, 6, 28, 66, 67, 80, 96, 111, 151, 173, 174, 186, 215, 240, 289.
Breitenbach (B. R.), 178.
Breuschwickersheim (B. R.), 194.
Bruckenaus (Palatinat), 184.
Bruchsal (évêché de Spire), 217.
Brumath (B. R.), 2, 7, 33, 35, 88, 151, 152, 200, 230, 268, 288.

C.

Candel (Palatinat), 96, 100, 151, 169,
170, 185, 250.
Cappel (Palatinat), 99.
Châtenois (B. R.), 96, 240, 257, 273.
Colmar (H. R.), 52, 264, 313.
Cosswiller (B. R.), 253.
Crastatt (B. R.), 112.
Cremnitz (Hongrie), 260.

D.

Dahlwiller (Dahlenheim ?) (B. R.), 153
Dahn (Palatinat), 151, 161, 195, 214,
254, 273.
Dalhunden (B. R.), 7.
Dambach (B. R.), 113-217, 235, 299.
Daubensand (B. R.), 279.
Dauendorf (B. R.), 220.
Dehlingen (B. R.), 79, 193.
Dettwiller (B. R.), 42, 108.
Diebolsheim (B. R.), 176, 177.
Dieffenbach (B. R.), 72, 73.
Diemeringen (B. R.), 166, 193, 295.
Dieuze (dép. Meurthe), 258.
Dillingen (Bade), 151.
Dingsheim (B. R.), 28, 82, 200.
Diersheim (Allemagne), 43.
Donnenheim (B. R.), 43, 244.
Drachenbronn (B. R.), 173.
Drulingen (B. R.), 168, 183, 257.
Drusenheim (B. R.), 2, 41, 99, 155,
160, 288.
Duntzenheim (B. R.), 270.

E.

Eberbach (B. R.), 72.
Ebersheimmunster (B. R.), 238, 265.
Eichhoffen (B. R.), 257.
Epfig (B. R.), 237, 238, 273.
Ernolsheim (B. R.), 237.
Erstein (B. R.), 170, 195, 215, 268,
273, 276, 278, 307.
Eschau (B. R.), 249, 279.
Eschbach (B. R.), 27, 290.
Essingen (Palatinat), 195.
Ettendorf (B. R.), 297.
Ettenheim (Bade), 177.

F.

Fegersheim (B. R.), 273, 274, 275.
Fessenheim (B. R.), 219.
Fischbach (Palatinat), 207, 241, 254.
Forstheim (B. R.), 290.
Fort-Vauban (aussi Fort-Louis, Fort-
Libre) (B. R.), 25, 38, 43, 45, 60,
105, 159, 169, 231, 264, 266, 277.
Francfort s/Mein (Allemagne), 198.
Frauenalb, couvent (Allemagne), 113.
Fribourg-en-Brigau (Allemagne),
251, 255, 261.
Friedolsheim (B. R.), 27, 244.
Froeschwiller (B. R.), 2, 101.

G.

Gambshheim (B. R.), 226.
Geisberg, Le (près Wissembourg), 2.
Geispolsheim (B. R.), 157, 165, 174,
194, 240, 247, 250, 274, 275, 276,
279, 280, 307.
Germersheim (Palatinat), 2, 49, 121.
Gerstheim (B. R.), 215, 279.
Geudertheim (B. R.), 7.
Gingsheim (B. R.), 43.
Gleiszellen (Palatinat), 173.
Gougenheim (B. R.), 200, 243.
Gresswiller (B. R.), 180.
Griesheim (B. R.), 107, 243.
Gundershoffen (B. R.), 172, 266.
Gunstett (B. R.), 290.

H.

Hagenbach (Palatinat), 92.
Haguenau (B. R.), 1, 2, 7, 8, 9, 10,
12, 13, 14, 49, 54, 63, 65, 79, 81,
85, 86, 87, 88, 89, 91, 94, 96, 99,
108, 112, 113, 150, 151, 157, 159,
165, 183, 186, 197, 198, 215, 219,
220, 231, 241, 248, 249, 263, 270,
271, 273, 280, 283, 284, 290, 291,
295.
Hanau-Lichtenberg, (comté de) 5, 217.
Harskirchen (B. R.), 151, 156, 188,
194.
Hatten (B. R.), 159, 240.

Hatzenbuhl (Palatinat), 250.
 Hauenstein (Palatinat), 217.
 Hegeney (B. R.), 110.
 Heidelberg (Electorat palatin), 184.
 Herlisheim (B. R.), 7, 8, 66, 109, 169.
 Hermersheim (Palatinat), 195.
 Herxheim (Palatinat), 243, 244.
 Hochfelden (B. R.), 35, 87, 151, 153,
 157, 166, 207, 214, 230, 231, 244,
 251, 263, 270, 273, 289.
 Hoenheim (B. R.), 215.
 Hohatzenheim (B. R.), 43, 230, 231,
 244, 255.
 Hohfrankenheim (B. R.), 270.
 Hohengoeft (B. R.), 240.
 Holzheim (B. R.), 216.
 Hongrie (La), 19.
 Host, fontaine miraculeuse près de
 Puttelange (départ. Moselle), 251,
 255, 258.
 Huningue (H. R.), 121, 126.
 Hussen (Bade), 177.

I, J.

Illwald, forêt près Sélestat, 174.
 Ingenheim (B. R.), 270.
 Ingwiller (B. R.), 87, 96, 151.
 Ittenheim (B. R.), 97.
 Jungholtz (H. R.), 252.

K.

Kapsweyer (Palatinat), 34.
 Kastenbourg (Palatinat), 73.
 Kehl (Bade), 64, 98, 121, 132, 143,
 151, 170, 174, 195, 227, 229, 252,
 269, 281, 282, 293, 302.
 Kilberg, château près de Heidel-
 berg, 26.
 Kindwiller (B. R.), 280.
 Kintzheim (B. R.), 220, 265.
 Kirrwiller (B. R.), 175, 186.
 Klingen (Palatinat), 44.
 Krautergersheim (B. R.), 273.
 Kogenheim (B. R.), 120.
 Kolweiler Hof, près Barr, 184.

Kriegsheim (B. R.), 200.
 Kruth (H. R.), 248.
 Kutzenhausen (B. R.), 72, 243.

L.

Lampertheim (B. R.), 153.
 Landersheim (B. R.), 189.
 Landau (Palatinat), 2, 17, 18, 29,
 35, 49, 71, 72, 88, 95, 151, 155, 157,
 168, 195, 235, 243, 252, 264, 265,
 280, 303.
 La Petite Pierre (B. R.), 96, 151.
 Lauter, la, rivière, 3, 17.
 Lauterbach (Ober- et Niederlauter-
 bach) (B. R.), 26, 72.
 Lauterbourg (B. R.), 9, 18, 26, 46,
 53, 64, 88, 151, 159, 164, 165, 166,
 169, 170, 183, 229, 264, 268, 273.
 La Vancelle (H. R.), 269.
 Leimwiller (Leiterswiller?) (B. R.), 27
 Lembach (B. R.), 290.
 Liepvre (H. R.), 269.
 Lorient (départ. Morbihan), 250.
 Lupstein (B. R.), 220.
 Lure (départ. Haute-Saône) 302.

M.

Mackenheim (B. R.), 177.
 Mœnnolsheim (B. R.), 96, 173, 175.
 Mannheim (Électorat palatin), 44.
 Marckolsheim (B. R.), 96, 157, 165,
 168, 170, 172, 176, 178, 276, 304,
 305, 306.
 Marienthal (B. R.), 255.
 Marlenheim (B. R.), 173, 215, 256.
 Marmoutier (B. R.), 110, 151, 168,
 195, 256, 273, 274.
 Mayence (Électorat de Mayence), 262.
 Melsheim (B. R.), 270.
 Mertzwiller (B. R.), 72, 178, 240, 299.
 Metz (départ. Moselle), 258.
 Minversheim (B. R.), 34, 221, 244,
 257, 293.
 Mittelbronn (départ. Meurthe), 217.
 Mittelhausen (B. R.), 43.

Mittelschæffolsheim (B. R.), 257.
 Moder, La, rivière, 3, 5.
 Mollkirch (B. R.), 183.
 Molsheim (B. R.), 82, 113, 151, 160,
 165, 175, 178, 191, 205, 206, 207,
 216, 237, 263, 268, 273, 283, 295.
 Mommenheim (B. R.), 27, 244, 257.
 Mons (Pays-Bas autrichiens), 262.
 Monswiller (B. R.), 194.
 Morsbronn (B. R.), 110.
 Morschwiller (B. R.), 240, 273.
 Mothen (B. R.), 165, 295.
 Mulhouse (H. R.), 139.
 Munchhausen (B. R.), 295.
 Munchmühl, moulin près de Wingers-
 heim (B. R.), 35.
 Muttersholtz (B. R.), 214.
 Mutzenhausen (B. R.), 35.
 Mutzig (B. R.), 252, 260, 273.

N.

Nancy (départ. Meurthe), 178, 184, 219
 257, 270.
 Neubourg (B. R.), 173, 238.
 Neuf-Brisach (H. R.), 264.
 Neudorf (B. R.), 278, 279.
 Neuhoef (B. R.), 268, 275, 276.
 Neukirch (Neuve-Eglise) (B. R.), 183.
 Neu-Saarwerden (Sarre-Union), 24.
 Neustadt (Palatinat), 184, 260.
 Neuwiller (B. R.), 79, 81, 85, 165, 215.
 Niederbronn (B. R.), 96, 151, 166,
 207, 208, 217, 250, 256, 265, 280,
 288, 295.
 Niederhaslach (B. R.), 194, 240.
 Niederhochstätt (B. R.), 35.
 Niederlauterbach (B. R.), 33, 165,
 188, 295.
 Niedernai (B. R.), 195.
 Niederrottrott (B. R.), 195.
 Niederseebach (B. R.), 33.
 Niederwiller (B. R.), 248.
 Niederschæffolsheim (B. R.), 43.
 Nothalten (B. R.), 220.

O.

Oberbetschdorf (B. R.), 46, 196, 228.
 Oberhausbergen (B. R.), 151, 215, 245
 Oberhoffen (B. R.), 237.
 Oberingelheim (Palatinat), 65.
 Oberkirch (Bade), 226.
 Oberlauterbach (B. R.), 34, 72, 73.
 Obernai (B. R.), 153, 157, 158, 160,
 165, 166, 168, 174, 191, 214, 229,
 231, 233, 241, 257, 263, 273, 281,
 285, 296.
 Oberœdern (B. R.), 39, 73, 183.
 Oberseebach (B. R.), 104, 173.
 Obersoultzbach (B. R.), 273.
 Obersteinbach (B. R.), 217.
 Odratzheim (B. R.), 258.
 Offenbourg (Bade), 43, 198.
 Offendorf (B. R.), 7, 155, 156, 176
 304.
 Ohlungen (B. R.), 188, 238.
 Oppenau (Bade), 207.

P.

Palatinat (Le), 17, 18, 22, 29, 32,
 38, 44, 72, 95, 195, 221, 250.
 Petersbach (B. R.), 241.
 Pfaffenhoffen (B. R.), 240.
 Pfortzheim (Allemagne), 79, 290.
 Phalsbourg (départ. Meurthe), 207, 219,
 255.
 Philippsbourg (Évêché de Spire), 165.
 Pirmasens (Palatinat), 254.
 Plobsheim (B. R.), 215, 226, 234,
 268, 274, 276.
 Porrentruy (Évêché de Bâle), 273.
 Preuschkirch (B. R.), 241.
 Puttelange (départ. Moselle), 251, 255.

Q.

Queich (La), rivière, 5, 49, 99.
 Quellerne, près Brest (départ. Finis-
 tère), 41.

R.

Rastatt (Bade), 43, 94, 197, 203, 204, 207, 228, 233, 234, 235, 245, 253, 261.
 Ré (ou Rhé), île de, (départ. Charente inférieure), 175, 176, 184, 215, 216, 217, 219, 238, 256, 261, 262.
 Reichshoffen (B. R.), 72, 163 241 250, 256.
 Reichstett (B. R.), 217.
 Reimerswiller (B. R.), 73, 196.
 Reinhardsmünster (B. R.), 195, 256.
 Renchen (Bade), 43.
 Reschwoog (B. R.), 45, 88, 103, 151, 165, 169, 170, 216, 231.
 Reutenbourg (B. R.), 172.
 Rheinzabern (Palatinat), 35.
 Rhinau (B. R.), 160, 161, 171, 176, 177, 238, 268, 276, 306, 307.
 Ribeauvillé (H. R.), 273.
 Rinternheim (?), 38.
 Rittershoffen (B. R.), 73, 173.
 Rohr (B. R.), 243.
 Rohrwiler (B. R.), 155.
 Romanswiller (B. R.), 252, 260.
 Rosenwiller (B. R.), 183.
 Rosheim (B. R.), 96, 153, 165, 263, 273, 281.
 Rumersheim (B. R.), 7.

S.

Saassenheim (B. R.), 177.
 Saar-Union (B. R.), 79, 183, 193, 302.
 Sæssolsheim (B. R.), 244.
 Saint-Avold (départ. Moselle), 251.
 Sainte-Croix (H. R.), 273.
 Saint-Hippolyte (H. R.), 220, 262.
 Saint-Léonard (B. R.), 183.
 Saint-Martin (B. R.), 131, 178, 216.
 Saint-Maurice (B. R.), 183.
 Saint-Nabor (B. R.), 195.
 Salmbach (B. R.), 113.
 Sarralbe (départ. Moselle), 96.
 Saverne (B. R.), 2, 39, 84, 87, 96, 110, 151, 157, 159, 164, 166, 194, 231, 251, 252, 255, 256, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 273, 283, 293, 298, 306, 313.

Schæffersheim (B. R.), 238.
 Schæffolsheim (B. R.), 75.
 Schaffhausen (B. R.), 35, 228.
 Scheid (B. R.), 34, 35.
 Scherwiller (B. R.), 96.
 Schiltigheim (B. R.), 215.
 Schirhofen (B. R.), 156.
 Schleithal (B. R.), 34, 36.
 Schnersheim (B. R.), 167, 189, 200, 205, 207, 254.
 Schoenau (B. R.), 161, 176, 177, 268, 276.
 Schoenenbourg (B. R.), 73, 173.
 Schwabwiller (B. R.), 73.
 Schweighausen (B. R.), 220.
 Schweinheim (B. R.), 257.
 Schwindratzheim (B. R.), 35, 243.
 Sélestat (B. R.), 15, 109, 165, 172, 173, 195, 214, 216, 220, 231, 257, 262, 263, 264, 273, 278, 283, 284, 285, 307, 308.
 Seltz (B. R.), 70, 158, 226, 228, 268, 294.
 Sessenheim (B. R.), 25, 26, 70.
 Siegen (B. R.), 73, 229, 294.
 Singrist (B. R.), 96.
 Smyrne (Asie mineure), 3.
 Soufflenheim (B. R.), 156, 158, 159.
 Soultz s/Forêts (B. R.), 10, 151, 159, 247, 248, 254, 261, 262, 268, 282, 288, 295.
 Spire (Palatinat), 184, 185.
 Steige (B. R.), 176, 195.
 Steinfeld (Palatinat?), 31, 32, 94.
 Steinweiler (Palatinat), 27.
 Stotzheim (B. R.), 87.
 Strasbourg: ¹⁾
 Aubette, 24.
 Hôtel de Lyon, 24.
 Hospice des Enfants de la patrie, 28.
 Maison des Fous, 31.
 Prison militaire, 27.
 Saint-Jean, église, 315.
 Séminaire épiscopal, 7.

¹⁾ Strasbourg étant mentionné trop souvent, j'ai cru inutile d'énumérer toutes les pages où ce nom figure.

Stundwiller (B. R.), 39, 73.
 Stürzelbronn (départ. Moselle), 173.
 Stützheim (B. R.), 27, 97.
 Surbourg (B. R.), 72, 73, 247, 248.

T.

Teuffelsberg, forteresse (Palatinat), 46.
 Thann (H. R.), 252.
 Truchtersheim (B. R.), 97, 108, 109,
 166, 174, 189, 199, 200, 206, 254.

U.

Uberach (B. R.), 163.
 Uhlwiller (B. R.), 267.
 Uhrwiller (B. R.), 220.
 Uttwiller (B. R.), 42.

V.

Vendée (La), 60.
 Vendenheim (B. R.), 2.
 Vesoul (départ. Haute-Saône) 302, 311.
 Villé (B. R.), 131, 165, 175, 176, 185,
 186, 216, 219, 248, 265, 269.

W.

Wahlenheim (B. R.), 35.
 Walbourg (B. R.), 34, 73.

Walck (La), (B. R.), 256.
 Waltenheim (B. R.), 43, 270.
 Wantzenau, La (B. R.), 3, 41, 265.
 Wasselonne (B. R.), 35, 151, 216, 219,
 261, 268.
 Weingarten (Allemagne), 199.
 Weitbruch (B. R.), 75.
 Weiterswiller (B. R.), 163.
 Westhausen (B. R.), 31.
 Westhoffen (B. R.), 256.
 Wickersheim (B. R.), 270.
 Willgottheim (B. R.), 199, 240.
 Wilshausen (B. R.), 270.
 Willstett (Bade), 43.
 Wilwisheim (B. R.), 214, 273.
 Wingersheim (B. R.), 35, 41, 43,
 241, 244.
 Wintzenbach (B. R.), 72, 186.
 Wissembourg (B. R.), 1, 2, 9, 12, 13,
 14, 15, 37, 49, 53, 54, 65, 70, 72, 73,
 78, 81, 86, 91, 99, 126, 147, 151,
 154, 161, 165, 183, 184, 198, 211,
 239, 241, 264, 313.
 Wœrth (B. R.), 2, 103, 241.

Y.

Yonne (département de l'), 280.

Z.

Zurich (Suisse), 253.

REPERTOIRE DES NOMS DE PERSONNES.

A.

Aaron, Aaron, déporté, 239.
Aaron, Lyon, déporté, 239.
Aberer, président de l'administration municipale de Marmoutier, 110.
Adam, Marie-Anne, d'Oberbetschdorf, prisonnière, 228.
Aeschbecher, de Strasbourg, 182.
Albert, Jean-Etienne, avocat, député au Corps législatif, 313.
Albrecht, Robert, de Dahn, prêtre déporté, 273.
Alexandre, N., commissaire des guerres, 72.
Allendorf, Marianne, épouse Willig, à Wasselonne, 35.
Amrhin, Joseph, de Walbourg, 34.
André, J.-F., commissaire du pouvoir exécutif près l'administration du Bas-Rhin, 113, 148, 160, 168.
Anrich, J.-T., juge de paix à Wissembourg, 198.
Anstett, François-Joseph, ex-curé à Schnersheim, agent révolutionnaire, 60, 205, 206, 207, 268.
Antoine, Gotthard, vicaire à Andlau, prêtre réfractaire, 216.
Apfel, Joseph, avocat à Saverne, 164.
Apprédérus, prêtre réfractaire, 267.
Apprédérus, femme, à Strasbourg, 261.
Arbogast, Jean, cloutier à Hatten, 240.
Arbogast, Thérèse, femme Kiefer, de Wingersheim, 41, 42.

Arnold, Jean-Michel, off. municipal à Uttwiller, 42, 43.
Arnold, Catherine, femme Saglio, de Haguenau, 89.
Arth, Jean-Jacques, prêtre réfractaire, à Hochfelden, déporté à Auxerre, 214, 244, 273.
Arth, Florent-Nicolas, avocat à Saverne, 164.
Arth, Pierre, de Reichshoffen, 250.
Arth, Florent-Dagobert, archiviste à Saverne, 87.
Audran, Vincent, vieillard tombé en enfance, 91.
Augereau, général, 146, 156, 159.

B.

Bade, Charles-Frédéric, margrave de, 215.
Badonville, Pierre, adjudant général, 232.
Bagnot, adjoint à l'adjudant général Cœhorn, 304.
Bailleul, A.-L., député aux Cinq Cents 123.
Bailly Edme, conventionnel, 61, 78, 125, 126, 127, 143.
Ballet, Joseph, prêtre réfractaire, 247, 257.
Ballinger, Marie-Anne, d'Offendorf, 176.
Baltenberger, François - Joseph (le

- Père Jérôme), d'Ebersheimmunster 238, 241.
- Baquet, Daniel, de Niederhaslach, 165.
- Bar, Jean-Etienne, conventionnel, 14, 19, 20, 50, 52, 53, 56, 57, 59, 61.
- Baraguay d'Hilliers, Louis, général, 265, 290, 291.
- Barbé-Marbois, François, président du Conseil des Anciens, 146.
- Barbier, Camille, administrateur du Bas-Rhin, 147, 148, 210, 213, 218.
- Barère, Jean-Pierre, conventionnel, 16.
- Barfuss, Joseph, de Neustadt, déserteur, 260.
- Baron, Charles, de Saint-Agno, à Wissembourg, 184.
- Barr, Directoire du District de, 15.
- Baras, P. F., conventionnel, membre du Directoire, 51, 204, 245, 284.
- Barth, ex-bourgmestre, de Haguenau, émigré, 198, 207.
- Barthélé, d'Oppenau, 207.
- Barthélémy, François, membre du Directoire, 129, 146.
- Bartholdy, Philippe, off. municipal à Wissembourg, 19.
- Bas-Rhin, Administration centrale du, 3, 6, 7, 8, 10, 11, 13, 15, 18, 19, 20, 21, 23, 25, 26, 30, 31, 32, 33, 36, 37, 39, 42, 44, 45, 48, 58, 59, 60, 62, 63, 68, 69, 74, 75, 77, 78, 81, 82, 83, 84, 85, 87, 92, 97, 98, 100, 101, 103, 106, 107, 108, 109, 111, 129, 130, 131, 132, 147, 149, 152, 155, 156, 158, 163, 166, 168, 170, 171, 173, 179, 181, 184, 185, 187, 189, 190, 192, 196, 197, 203, 204, 208, 209, 210, 212, 213, 218, 222, 223, 224, 225, 227, 228, 229, 231, 233, 234, 236, 241, 242, 245, 248, 249, 250, 252, 253, 257, 260, 262, 265, 267, 270, 276, 280, 281, 284, 285, 286, 287, 289, 291, 292, 294, 295, 297, 298, 302, 303.
- Baudin, Ch.-L. (des Ardennes), député au Conseil des Anciens, 136.
- Baudot, Marc-Antoine, conventionnel, 9, 16, 17, 39, 71, 103, 116, 120.
- Baumann, Jean, de Niederlauterbach, 165.
- Beaufumé, agent de commissaire des guerres, 72.
- Beck, Henri-François, de Ribeauvillé, prêtre réfractaire déporté, 264, 273.
- Becker, Joseph, conventionnel, 47, 71, 72, 136, 143.
- Behr, secrétaire de l'administration de Saverne, 257, 258.
- Bender, Paul, de Hochfelden, 207.
- Bender, Jean-Philippe, de Bouxwiller, 28.
- Benfeld, Directoire du District de, 17.
- Bentabole, Pierre-Louis, conventionnel, 51.
- Berger, brodeur à Strasbourg, 6, 12.
- Bernder, Jacques, soldat à Petersbach, 241.
- Bernheim, Benjamin, de Haguenau, 79.
- Berthaut, receveur à Marckolsheim, 304, 305, 306.
- Bertrand, Jacques, administrateur du Bas-Rhin, 147, 148, 173, 235, 285, 288, 292, 293.
- Betting, receveur à Bergzabern, 183.
- Bettinger, de Rastatt, 207.
- Beyer, J., tailleur à Strasbourg, 101.
- Beyrlé, Daniel, de Sélestat, 34.
- Beyts, F.-J., député au Conseil des Cinq Cents, 119.
- Biers, P., de Reichshoffen, 250.
- Bietinger, Georges, de Strasbourg, prêtre réfractaire, 273.
- Bild, D., messenger, 191.
- Blain, commandant à Kehl, 302.
- Blanck, de Barr, 205.
- Bloss, Michel, maréchal ferrant à Willgottheim, 240.
- Bode, Marie, baronne de, à Soultz, 10.
- Bode, Joseph, de Heidelberg, 184.
- Böhler, vicaire à Saussenheim, 177.
- Bœhm, Madeleine, épouse Rollé, d'Uttwiller, 42.

Boell, Georges, de Niederlauterbach, 33.
 Boissieu, P.-J.-Didier, conventionnel, 53.
 Bonaparte, général, 146, 154, 172, 245, 284, 286.
 Bonnier, Ange-Louis-Antoine, conventionnel, plénipot. à Rastatt, 233
 Bontoux, P.-Benoît, député au Conseil des Cinq Cents, 114, 115, 117, 118, 119, 125, 127, 128.
 Borée, Jean, conventionnel, 71.
 Bottemer, agent nat. à Obernai, 195.
 Bottenhäuser, agent à Niederot-trott, 195.
 Bottin, Sébastien, secrétaire général de l'administration du Bas-Rhin, 173, 203, 246, 293.
 Bouchotte, Jean-Baptiste, ministre de la guerre, 8.
 Bouffleurs, Félix, maître d'école à Hohgœfft, 240.
 Boulland, adjudant-général à Stras-bourg, 293.
 Bourcier, F.-A., général, 302, 311.
 Bourdon (de l'Oise), F.-L., conven-tionnel, 52, 53, 54.
 Bournonville, commissaire du Dé-partement, 9.
 Boxlender, André, maître d'école à Steinfeld, 94.
 Brandés, capitaine de gendarmerie, 183, 237, 249.
 Braun, Ignace, de Rosheim, prêtre réfractaire, 153, 273.
 Bremsinger, André, administrateur du Bas-Rhin, 147-148.
 Brendel, F., évêque constitutionnel du Bas-Rhin, 130.
 Brucker, cit. de Strasbourg, 238.
 Brumter, agent national à Breusch-wickersheim, 194.
 Brunet, J.-B., général, 169.
 Buchholtz, médecin à Wissembourg, 13, 157.
 Bürckel, citoyenne, maîtresse d'école à Strasbourg, 285.

Buntz, Mathias, de Drachenbronn, 173.
 Burcy, Pierre-Argentin, général, 298.
 Burg, Antoine, de Minversheim, 34.
 Burger, Nicolas, 43.
 Burger, Ignace, de Haguenau, 43.
 Burger, Jean-Fréd., de Strasbourg, administrateur du Bas-Rhin, 235, 292, 311.
 Busen, Marianne, 175.

C.

Cambacérés, J.-J.-Régis, convention-nel, 50.
 Cambon, P.-J., conventionnel, 72.
 Carnot, Lazare, membre du Direc-toire, 146.
 Cavaignac, J.-B., conventionnel, 65.
 Chambarliac, Dominique, chef de brigade à Landau, 264.
 Chambé, F.-Xavier, député aux Cinq Cents, 232.
 Chapeau, commissaire du pouvoir exécutif à Marckolsheim, 304, 305, 306.
 Chapsal, N., receveur à Marckqlsheim, 304, 305, 306.
 Chaptal, J. A. ministre de l'Intérieur 312.
 Charles, archiduc, général de l'Em-pire, 208, 254.
 Charrette, F.-A., chef des insurgés vendéens, 54.
 Chateauneuf-Randon, Alexandre, gé-néral, 194, 203, 204, 220, 226, 227.
 Christ, Léonard, d'Eckbolsheim, 27.
 Christe, N., aide-commissaire du sé-questre, 24.
 Christiani, Henri, conventionnel, com-missaire du pouvoir exécutif près l'administration centrale du Bas-Rhin, 209, 210, 212, 284, 292, 293.
 Christine, citoyenne folle, 31.
 Christmann, Jacques, de Nieder-seebach, 33.
 Christmann, Thiébaut, de Niedersee-bach, 33.

Clauer, ex-baron prussien, commissaire à Bouxwiller, 67.
 Clausing, N., médecin à Strasbourg, 296.
 Clavel, juge au tribunal révolutionnaire du Bas-Rhin, 60.
 Cochon (comte de Lapparent), ministre de la police, 206.
 Coehorn, Louis-Jacques, adjudant général, 276, 304.
 Collonel, agent national à Andlau, 194.
 Colonges, commissaire, 72.
 Colmar, Joseph-Louis, prêtre réfractaire, 239.
 Commart, Ghislain, complice de Pichegru, 232.
 Condé, L.-H.-J., prince de, 54, 83, 261.
 Cosmes, N., membre de l'admin. municipale de Molsheim, 206, 207.
 Creuzé-Latouche, J.-A., député au Conseil des Anciens, 136, 139.
 Croz, N., adjudant général, 236.
 Cunier, David-Charles, membre du Département du B. R., député, sous-préfet, 154, 159, 167, 168, 203, 227, 313.

D.

Danican, L.-M., général, 253.
 Debry, Jean, député au Conseil des Cinq Cents, 203, 204, 233.
 Degermann, W., messenger, de Barr, 191.
 Déhaille, N., de Saverne, 110, 207.
 Deharber, N., conspirateur, 207.
 Delacoste, Jean-Aimé, député, 136, 142.
 Delattre, A.-F., ex-curé à Metz, président du tribunal révolutionnaire, 142.
 Delmas, J.-F., conventionnel, 50.
 Demeuré, N., de Minversheim, 257.
 Demichel, Jacques, officier municipal de Strasbourg, administrateur du Bas-Rhin, 179, 210, 213, 218, 292, 293.

Demougé, François-Marie, ex-avocat à Strasbourg, agent royaliste, 198, 199, 232.
 Demougé, Claudine, femme Marion, 232.
 Denninger, Jean, off. municipal à Crastatt, 112.
 Dentzel, G.-F., conventionnel, 51, 71, 168.
 Dernot (ou Denrot), Arnould, officier de Condé, 199.
 Derwell, Grégoire, agent municipal à Benfeld, 188.
 Desaix, L.-Ch., général, 101, 113.
 Dessain, J.-Baptiste, député au Conseil des Anciens, 136, 144.
 Deschamps, N., de Haguenau, 283.
 Detorcy, N., député au Conseil des Anciens, 136.
 Deutinger, ex-agent national à Oberroedern, 183.
 Dièche, Antoine, général, 20.
 Dieta, Joseph, curé à Reinhardsmunster, 195, 256.
 Diss, Martin, off. municipal, de Crastatt, 112.
 Disser, Mathias, off. municipal de Crastatt, 112.
 Dobler, Catherine, servante à Reschwoog, 231.
 Donteville, Nicolas, de Saint-Maurice, 183.
 Dorssner, J.-Philippe, général, 110.
 Dubois, N., de Strasbourg, 12.
 Dugué d'Assé, J.-Claude, conventionnel, 71.
 Dumolard, J.-Vincent, député au Conseil des Cinq Cents, 123.
 Duperron, N., de Schnersheim, 167.
 Dupont (de Nemours), Pierre-Samuel, député au Conseil des Anciens, 136, 142, 143.
 Durantin, N., chef de bureau des émigrés, à Strasbourg, 285.
 Durckheim, F.-Aug., Eckbrecht de, 101.
 Durrheimer, Joseph, de Mertzwiller, 178, 240.

Duroy, J.-M., conventionnel, 31, 51, 54.

Durrig, Jean-Philippe, de Molsheim, 216.

Durrenberger, Ignace, prêtre réfractaire à Morschwiller, 273.

Dustroff, Florent, de Rosheim, prêtre réfractaire, 257, 273.

Dutailis, N., de Sélestat, 283.

Duva, N., maître d'école à Altorf, 263.

Duvasoir, Benoît-Joseph, receveur des postes à Neuwiller, 79.

E.

Eberlin, N., de Strasbourg, 282.

Eckenfels, N., de Niedernai, 195.

Eckert, Martin, ex-bénédictin, de Haguenau (?), 153, 272, 273, 277, 296.

Eggs, Ignace-Frédéric, d'Obernai, 257.

Ehrmann, Jean-François, conventionnel, 51.

Ehrmann, N., journaliste à Strasbourg, 201, 202.

Eichenlaub, Jean et Martin, citoyens de Steinfeld, 31.

Eichlé, Georges, de Saverne, prêtre réfractaire, 273.

Eisenmenger, N., d'Oberseebach, 185.

Elie (Le Père), prêtre réfractaire, 285.

Elignan, Moïse, boucher à Hagenbach, 94.

Elignan, Kanni, Huntel, Ettel, Hugel, Henne, Manaim, Zerlé, enfants du précédent, 94.

Elsass, Jacques, de Neuwiller, 81.

Emser, N., juge de paix à Niederbronn, 265.

Ernst, André (dit le P. Léonard), prêtre réfractaire, 175, 176.

F.

Feigel, N., marchand de bestiaux, 84.

Feiler, F., ex-curé à Stürzelbronn, 173.

Feissel, Samuel, marchand de bestiaux de Wissembourg, 238.

Feist, Lœwel, marchand de bestiaux, de Wissembourg, 238.

Feldner, Michel, de Molsheim, 175.

Felz, N., administrateur du Bas-Rhin, 246.

Férat, J.-Denis, administrateur du Bas-Rhin, député au Conseil des Anciens, 133, 140, 141, 142, 313.

Ferrand, Anthelme, conventionnel, 44.

Ferrand-Vaillant, J.-J., député au Conseil des Anciens, 136.

Feuerstein, Jacques, d'Aschbach, 36.

Feye, N., agent nat. à Geispolsheim, 274.

Fidel, N., prêtre réfractaire, 175.

Fiesse, F.-J., secrétaire-général adjoint de l'administration du Bas-Rhin, 23, 48, 49, 58, 164.

Fingado, Louis, prêtre réfractaire, à Wilwisheim, 214, 273.

Fischer, Jacques, déserteur, 241.

Flamant, N., commissaire, 157.

Fouché, Joseph, conventionnel, 284, 287, 312.

Fourcroy, A.-F., conventionnel, 50.

Foussedoire, André, conventionnel, 36, 37, 39, 40, 48, 53, 54.

Francin, Jean-Pierre, cantinier, 163.

François (de Neufchâteau), membre du Directoire, 218.

François, N., de Villé, 175.

Frantz, Jean, administrateur du Bas-Rhin, 147, 293, 313.

Freytag, N., général, 266, 268, 269.

Frichard, N., prêtre réfractaire, 195.

Fricot, François, conventionnel, 86.

Fririon, J., adjudant-général, 68.

Frison, François-Philippe, chirurgien à Wœrth, 185, 241.

Frison, Jean, d'Oberseebach, 104.

Fritsch, Michel, de Friedolsheim, 27.

Frühinsholtz, Jean-Georges, général, 100.

Fuchs, Nicolas, de Minversheim, 221.

Fuhrmann, Madeleine, de Neuwiller, 299.

Fuhrmann, Joseph-Philippe, son mari 299.

G.

Gæck, Philippe, de Reimerswiller, 196.
 Galetto, Marie-Joseph, curé d'Urbeiss, 131.
 Gambs, Georges, de Haguenau, 1.
 Gantzer, N., cordonnier à Lupstein, 220.
 Garnerin, agent du pouvoir exécutif, 29.
 Gast, Nicolas, 164.
 Gaston, conventionnel, 51.
 Gauly, Jacques, agent national à Herxheim, 243, 244.
 Gavirette, de Wissembourg, émigré, 13.
 Gerhard, Michel, de Steinweiler, 27.
 Geyer, J., messager, 191.
 Geyling, de, baron d'Altenheim, ex-administrateur du district de Haguenau, 94.
 Gielmann, de Rittershoffen, 173.
 Gimbault, prêtre réfr. (?), 183.
 Godet, Madeleine, de Uberrach, 163.
 Götz, Dorothee, épouse Marx, de Brumath, 33.
 Gogumus, Jacques, de Haguenau, 113.
 Gontz, Louis, prêtre réfractaire, à Epfig, 273.
 Gossel, Simon, de Neubourg, 173.
 Gottekien, N., administrateur du Bas-Rhin, 147, 168, 173, 235, 288, 292.
 Gottekien, Martin-Xavier, de Dambach, 241.
 Gougenheimer, Jacob, rabbin, de Haguenau, 186.
 Goujon, L. J., conventionnel, 29.
 Gouvion, prof. méd., à Strasbourg, 257, 264, 277, 283.
 Grandmougin, off. municipal à Strasbourg, 210.
 Grasselli, commissaire de séquestre, 24.
 Gréville, Robert, de Londres, interné à Strasbourg, 270.
 Gries, maire de Landau, 72.

Grimm, femme, arrêtée au pont de Kehl, 186.
 Grimmer, J. G., pasteur à Wissembourg, administrateur du district, puis du département, 14, 86, 154, 168, 173, 228, 246.
 Gross, Anselme, d'Offendorf, 304.
 Gruber, N., administrateur municipal de Strasbourg, 212.
 Guidinale fils, commissaire du séquestre à Haguenau, 10, 20, 22, 23, 39.
 Guillemandet, F.-P., député au Conseil des Cinq Cents, 123, 124.
 Guntz, Fr.-Antoine, juge de paix à Sélestat, 109.
 Gutzeit, Barbe, religieuse, de Schœnenbourg, 173.
 Guyardin, S.-N., conventionnel, 71, 134.

H.

Hager, N., cafetier à Strasbourg, 207.
 Haguenau, Directoire du district de, 9, 12, 14, 23, 26, 63, 89.
 Hammel, Nicolas, de Plobsheim, 234.
 Harbauer, Jean-Georges, curé constitutionnel à Marlenheim, 215.
 Harmand (de la Meuse), J.-B., député au Conseil des Anciens, 133, 135, 140.
 Hartnagel, Simon, d'Offendorf, 304.
 Hassenfratz, Jean, de Reichshoffen, 163.
 Hatt, Michel, de Wingersheim, 35.
 Hattenberger, F.-J., de Sélestat, 257.
 Hauck, N., maire de Leimwiller, 27.
 Haumesser, N., de Mackenheim, 177.
 Haupoult (d'), J.-J., général, 362.
 Haussmann, Nicolas, conventionnel, 98, 102, 103.
 Haussmann, Maurice, de Bruckenau, 184.
 Hebenstreit, Guillaume, prêtre réfractaire, 273, 277.
 Heilighenthal, N., adjoint aux adjoints généraux, 72.

Heim, Barbe, de Niederlauterbach, 170.
 Heimbach, apothicaire à Lauterbach, 26.
 Heimberger, ancien notaire à Haguenau, 88.
 Heintz (Hentz), conventionnel, 29, 30
 Heintz, Ignace, de Scheid, 35.
 Heintz, Barbe, 165.
 Heintz, Jean-Michel, de Geispolsheim, 274, 275.
 Heitz, J.-Fr., commissaire de police à Strasbourg, 211.
 Helmstetter, F.-G., de Pfaffenhoffen, chef de brigade, 100, 247.
 Heninger, André, complice de Pichegru, 232.
 Hermann, J.-Fréd., député au Conseil des Cinq Cents, 115, 313.
 Herr, J.-Fred., récollet, 180.
 Herré, Jean, curé de Behlenheim, 215.
 Heydenreich, J.-G., off. municipal à Wissembourg, 19, 293.
 Heyler, Cl.-Chrétien, de Bouxwiller, 173.
 Hild, N., ex-commissaire du Directoire à Haguenau, 157.
 Hiltz, Joseph, de Rhinau, 177.
 Hirschel, N., prêtre réfractaire, à Neukirch, 183.
 Hoche, Lazare, général, 4.
 Hochheim, F.-P., procureur fiscal, 241
 Hoeffler, N., maître d'école wurtembergeois, 186.
 Hoehnen, Nicolas, de Hohatzenheim, 43.
 Hœrner, Jean, ex-prévôt à Behlenheim, 240.
 Hoffmann, Reine, femme de Jacques Loyson, à Bouxwiller, 240.
 Hoffmann, adjoint, à Herxheim, 244.
 Hoffmann, N., à Oppenau, 207.
 Hohenlohe, Chrétien, prince de, chanoine du Grand Chapitre, 110.
 Hohlenfeld, N., off. municipal à Strasbourg, 210.
 Holder, N., prêtre réfractaire, de Landersheim, 189.

Holtz, veuve, à Andlau, 216.
 Holtzberger, N., sergent, 256.
 Huck, Stanislas, ex-capucin, de Sélestat, 216.
 Huegel, Sébastien, de Griesheim, émigré, 243.
 Humbel, N., inspecteur des douanes, 304.
 Humbourg, famille strasbourgeoise, 83.
 Hutter, J.-G., ex-prévôt, à Niederhœchst (?), 240.

I.

Imbert-Colomés, J.-P., député au Conseil des Cinq Cents, 136.
 Ischly, N., de Diebolsheim, 177.

J.

Jacob, Samuel, de Mœnnolsheim, 173.
 Jäck, Antoine, d'Oberbetschdorf, 46.
 Jæger, Joseph, garde forestier à Cosswiller, 253.
 Jenner, Pierre, menuisier, de Haguenau, 65.
 Jordy, N.-L., général, 236.
 Joseph, ex-jardinier du cardinal de Rohan, 251.
 Jost, Martin, de Schleithal, 34.
 Joubert, B.-C., général, 272.
 Jung, Barbe, veuve de Georges Weiss de Stützheim, 27.
 Jung, Jean, de Mommenheim, 27.

K.

Kæmmerer, J.-J., prêtre constitutionnel, journaliste, 130.
 Kaufmann, J.-L., ex-constituant, 113.
 Keilbach, Gabriel et Joseph, d'Oberseebach, 173.
 Kentzinger, famille de Strasbourg, 83.

Keppler, Maximilien-Xavier, maire de Strasbourg, 147, 313.
 Kern, Euphrosine-Salomé, de Bouxwiller, 80.
 Kern, Frédéric-Philippe, notaire à Bouxwiller, 80.
 Kesselring, Louis, de Oberlauterbach, 34.
 Ketterer, Sébastien, d'Oberbetschdorf, 196.
 Kiefer, Antoine, de Wingersheim (?), 43.
 Kieffer, Nicolas, homme de loi, de Saverne, 298.
 Kieffer, Marie-Anne, sa femme née Schillinger, 298.
 Kieffer, Thiébaud, agent à Lupstein, 220.
 Kitzelmann, N., prêtre réfractaire, 183.
 Klein, André, prêtre réfractaire, arrêté à Altorf, 263.
 Klein, Anne-Marie, femme Frison, 104.
 Klein, Claire, de Sessenheim (?), 70.
 Klein, F.-J., curé à Ammerschwihr, 131.
 Klein, G., messenger, 191.
 Klein, Jacques, soldat, 41.
 Klein, Joseph-Marie, vicaire à Ammerschwihr, 131.
 Klein, N., de Villé, 131.
 Klein, Dominique, général, 110.
 Klein, N., agent nat. (?) à Molsheim, 175.
 Klein, N., commissaire à Saverne, 255.
 Klinglin, Louis de, général, 198.
 Klotz, Judel, marchand de bestiaux, 84.
 Knapp, Joseph, maréchal-ferrant, de Haguenau, 64.
 Knoderer, N., commandant de la garde nat. à Westhoffen, 256.
 Knœpfler, Xavier, prêtre réfractaire, 175, 176.
 Kob, J., messenger, 191.
 Kocher, Marguerite, femme (?) d'un, curé à Bouxwiller, 174.

Kœhren, André, prêtre réfractaire (?) 173.
 Kœnig, Pierre, ex-chapelain à Dambach, 113.
 Krauss, N., président de l'adm. cantonale de X., 290.
 Krauth, N., président de l'adm. cantonale de Geispolsheim, 274, 275.
 Krauth, N., de Wissembourg, 13.
 Krepp, Michel-Placide, de Molsheim, prêtre réfractaire, 273.
 Kretsch, déserteur autrichien, à Siegen, 229.
 Krimmaich, ex-curé de Gundershoffen, réfractaire, 172, 175, 176, 178.
 Kugler, F., administrateur du Bas-Rhin, 173, 228.
 Kuhn, père et fils, de Haguenau, 83, 88.
 Kuhn, François-Joseph, de Niederhaslach, 246.
 Kuhn, N., prêtre réfractaire, à Hauenstein, 217.
 Kuhn, Pierre, garde-forestier à Niederhaslach, 240.
 Kuhn, Joseph, incarcéré à Strasbourg, 285.

L.

Labaume, administrateur municipal à Strasbourg, 210.
 Laborde, H.-E., général, 161.
 Lacoste, J.-B., conventionnel, 6, 9, 17, 21, 23, 71, 103, 116, 120.
 Lacuée, Jean-Gérard, député au Conseil des Anciens, 136.
 Lagarde, secrétaire du Directoire exécutif, 218.
 Lahr, Jean, ministre à Dehlingen, 79, 193, 194.
 Lajolais, F.-M., général, 64, 86, 238.
 Lambert, veuve, d'Obernai, 238.
 Lambla, F.-Xav., off. municipal, commissaire du pouvoir exécutif, à Sélestat, 172, 176, 177, 178, 195.

- Lambla, Louis, de Molsheim, prêtre réfractaire, 216, 238.
- Lang, N., de Bouxwiller, 173.
- Lamotte, N., brigadier, 237.
- Lapp, Materne, de la Wantzenau, 41.
- La Révellièrre-Lepeaux, L.-M., membre du Directoire, 218, 245.
- La Roche, F., général, 230.
- Lauffer, Michel, complice de Pichegru, 232.
- Laugel, Jean, de Bossendorf, 30.
- Laumond, J.-R.-Joseph, administrateur des domaines nationaux, préfet du Bas-Rhin, 13, 311, 312.
- Laurent, N., de Cosswiller, déserteur, 253.
- Lavaux, Thiébaud-Charles, journaliste, 201, 212.
- Lavie (?), Balthasar, prêtre réfractaire, 241.
- Laville, François-Balthasar, de Lauterbourg, prêtre réfractaire, 273, 277. Le même que le précédent ?
- Laville, F.-A., ex-curé de Dahlwiler, 153.
- Lazarus, Georges, de Kintersheim (?), 38, 39.
- Lebas, Ph., conventionnel, 3, 9, 47, 48, 50, 51, 59, 72, 103, 115, 138.
- Lecourbe, Cl.-J., général, 278, 282.
- Lefebvre, L.-J., général, 146.
- Legendre, Louis, conventionnel, 52.
- Légrand, René, commissaire des guerres, 72.
- Lehmann, Cerf, colporteur à Bouxwiller, 111.
- Leibig, Jean, de Preuschdorf, déserteur, 241.
- Lémane, Antoine, conventionnel, 39.
- Lemasson, N., chef de brigade, 310.
- Lembké, Christophe, pasteur à Bouxwiller, 66, 67.
- Lembké, Marie-Madeleine, sa femme, 174.
- Lentz, N., de Wissembourg, 13, 147.
- Léonard, le Père, (André Ernst), ex-curé de Reuterbourg, 172.
- Léry, F.-J., général, 276, 278.
- Lévi, N., de Wissembourg, marchand de bestiaux, 238.
- Levrault, François-Xavier, procureur général du département du Bas-Rhin, 51, 148, 149.
- Lévy, Abraham, de Wissembourg, marchand de bestiaux, 245.
- Lévy, Moïse, de Wissembourg, marchand de bestiaux, 238.
- Lévy, Raphaël, marchand de bestiaux, 84.
- Lévy, Salomon, de Wissembourg, marchand de bestiaux, 238.
- Lichtenauer, N., 207.
- Liebermann, Bruno-François, prêtre réfractaire, 237.
- Liénard, Jean-Georges, prêtre réfractaire, 219.
- Lienhard, N., de Truchtersheim, 108.
- Lienhardt, Antoine, secrétaire municipal à Molsheim, 82.
- Liess, J.-G., de Herlisheim, émigré, 109.
- Limmer, N., de Brumath, 7.
- Livio, Etienne, maire de Strasbourg, 213.
- Lix, Bernard, prêtre réfractaire, à Bischofsheim, 273.
- Lœwenguth, N., commissaire du Directoire, 238.
- Lehmann, Jean, de Bossendorf, 28.
- Loengel, J.-J., de Dambach, curé de Obersteinbach, 217.
- Lohmann, Cerf, colporteur, de Bouxwiller, 115.
- Lombard, Claude-Antoine, médecin à Strasbourg, 257, 264, 277, 283.
- Longin, Catin, de Porrentruy, prêtre réfractaire, 273.
- Loos, Jean, de Botzheim (?), 177.
- Lorentz, Joseph, de Gougenheim, 200.
- Lorentz, Marie, femme de Jean Lohmann, 28.
- Loyson, Jacques, de Bouxwiller, 240.
- Lux, Jean, charron, à Herrlisheim, 67, 68.

M.

- Macherich, Antoine, de Saverne, prêtre réfractaire, 273.
 Mægert, N., bourreau, à Strasbourg, 311.
 Magnier, Jean-Charles, directeur des douanes, 227.
 Mahler, Chrétien, ex-bernardin, de Neubourg, 238.
 Maigre, Urbain, ex-curé de Schæfersheim, 244.
 Mainglet, Antoine, soldat, faussement porté comme émigré, 290.
 Mainoni, Jos.-Ant., agent national, à Strasbourg, général, 15, 191.
 Mainoni, J.-F., président de la Société de l'Union, 191.
 Mainoni, Mme Vve, femme du précédent, 191.
 Mallarmé, Claude-Joseph, conventionnel, commissaire des Consuls, 71, 289, 292, 293.
 Mangin, J.-B., de Villé, 176.
 Marbot, J.-B., général, 136.
 Marchais, N., général, 67.
 Marchal, F.-Laurent, médecin à Strasbourg, 296.
 Marchal, François-Joseph, procureur de la maîtrise des eaux et forêts, 83.
 Marchal, Rémy, procureur et commis-greffier, 83.
 Marckert, J.-J., prêtre réfractaire, 178.
 Marconi, adjudant-général, 293.
 Marescot, A.-S., général, 95.
 Marion, N., chef de bataillon, 282.
 Martellière, N., administrateur en chef de l'armée du Rhin, 293.
 Martin, N., gendarme à Reichshoffen, 256.
 Martin, N., officier de santé à Strasbourg, 270.
 Martin, N., commissaire du Département, 221.
 Martin, N., commissaire du pouv. exécutif près l'administration de Soultz, 248.
 Martz, N., gendarme à Reichshoffen, 256.
 Martz, Nicolas, d'Obernai, prêtre réfractaire, 273, 277, 280, 284, 285, 296.
 Martz, Jean, de Mutzenhausen, 35.
 Marx, N., récollet, prêtre réfractaire, 252, 253, 259, 262, 277.
 Marx, Meyer, tailleur, dit *Franziskaner*, 260.
 Marx (Kiefer), fils, 260.
 Massé (le « sans-culotte »), Mathieu, capitaine, 69, 175.
 Mathias, J.-F., prêtre réfractaire, à Achenheim, 214, 219.
 May, Charles, dit Michonnet, à Obernai, 225.
 Mégnier, N., adjoint au maire, à Hohatzenheim, 231.
 Merckel, N., de Haguenau, 108.
 Mercklé, Théophile, de Hermersheim, 195.
 Merle, N., lieutenant aérostier, à Molsheim, 178.
 Merlin (de Douai), Ph.-Antoine, conventionnel, 50, 52, 54, 55, 56, 245.
 Merlin (de Thionville), A.-Christophe, conventionnel, 9, 44, 67, 68, 75.
 Metz, Suiccard, pasteur à Gries, 67, 80.
 Metz, François Benoît, ex-curé d'Artsolsheim, 299.
 Metz, Ignace, député au Conseil des Cinq Cents, administrateur du Bas-Rhin, 119, 120, 122, 292, 293, 313.
 Metzger, N., négociant à Rastatt, 207.
 Meyer, Isaïe, de Niederhochstatt, 35.
 Meyer, Jean, complice de Pichegru, 232.
 Michel, Marie, de Lampertheim, 153.
 Milhaud, Ed.-J.-B., conventionnel, 71, 134.
 Molitor, curé émigré, 217.
 Monet, Pierre, maire de Strasbourg, 69, 134.
 Monet, François, de Saverne, 166, 259, 262.
 Monlo, de Wissembourg, émigré, 13.
 Monsch, Florent, de Gresswiller, 180.
 Montfranc, N., général, 203.

Montfort, N., prêtre réfractaire, 270, 272.
 Moreau, J.-V., général, 101, 154.
 Moschel, Xavier, chirurgien à Wingersheim, 241.
 Moser, Laurent, prêtre réfractaire à Sélestat, 273.
 Moulin, N., général, 97, 98, 157.
 Muckensturm N., commissaire à Sélestat, 268.
 Muiron, N., capitaine de gendarmerie, 160, 161.
 Mourgeant, N., sage-femme à Haguenau, 42.
 Muller, Léonard, général, 265.
 Muller, N., prêtre réfractaire, d'Obernai, 238.
 Muller, N., femme, d'Odratzheim, 258.
 Munck, N., ci-devant chanoine à Saint-Léonard, 183.
 Munier, N., commissaire des guerres, 72.
 Muraire, Honoré, député au Conseil des Anciens, 135.
 Musculus, Georges, off. municipal à Brumath, 19.

N.

Nagel, Michel, voiturier, de Wissembourg, 73.
 Nægert, Urbain, ex-curé de Schæfersheim, 238.
 Nebel, Xavier, administr. cantonal de Haguenau, 198.
 Nestlin, J.-J., instituteur à Geispolsheim, 60, 134, 250.
 Netherin, Mehrlen, femme d'Eliognane, 94.
 Ney, Michel, général, 146, 304, 305, 306.

O.

Ober, Joseph, de Reichshoffen, émigré, 250.
 Oberkirch, Sigefroi, baron d', 98.

Oberlin, Léopold, bourgmestre de Wissembourg, 86.
 Oberlin, N., garde-magasin, à Haguenau, 83.
 Ehlhuter, Jacques, ex-vicaire à Bergbieten, 184.
 Offerlé, Catherine, de Bergbieten, 184
 Offerlé, Marie-Anne, de Strasbourg, 285.
 Ohl, N., commissaire à Molsheim, 205.
 Ohlmann, N., surveillant de la maison de réclusion, à Strasbourg, 236.
 Ohlmann, N., prêtre réfractaire à Donnenheim, 244.
 Olry, Pierre, off. municipal à Wissembourg, 19.
 Oppermann, N., commissaire à Geispolsheim, 274.
 Ostermann, N., administrateur du Bas-Rhin, 147, 293, 297, 303.
 Oswald, Antoine, de Rumersheim, 7.
 Oswald, Laurent, de Rumersheim, 7.

P.

Pacthod, Michel, général, 161.
 Pallas, Antoine, ex-curé de St-Pierre-le-Jeune, à Strasbourg, 113.
 Paté, N., gendarme à Reichshoffen, 256.
 Pégourin, N., inspecteur des hôpitaux, 280.
 Petermann, N., lieutenant de gendarmerie à Epfig, 238.
 Petit, Georges, de Steige, receleur de prêtres, 176, 195.
 Pfanner, Michel, déserteur, 241.
 Pfister, Joseph, adjoint au maire, à Herrlisheim, 109.
 Philippe, Jacques, d'Oberroedern, 39.
 Pichegru, J.-Ch., général, 2, 8, 88, 146, 167, 198, 232.
 Pistorius, Marguerite, femme Oberlin, 86.
 Planny, N., de Baldenheim, 214.
 Poinsignon, F.-A., prêtre réfractaire, 173.
 Pommier, N., commissaire des guerres, 102.

Pons (de Verdun), Ph.-L., conventionnel, 51.
 Portalis, J.-E., député au Conseil des Anciens, 106.
 Propheter, Frédéric, de Barbelroth, 296.
 Prost, N., agent national, à Haguenau, 14.

Q.

Quatremère, Antoine, député au Conseil des Cinq Cents, 127.

R.

Rebaut-Pommier, J.-A., conventionnel, 53, 136.
 Rathsamhausen, Louis de, ex-constituant, 173.
 Recht, Laurent, cordonnier, à Haguenau, 65.
 Régnier, N., médecin, à Molsheim, 283.
 Reichard, N., off. municipal à Strasbourg, 210.
 Reichart, N., prêtre réfractaire, 219.
 Reichenbach, N., de Strasbourg, 28.
 Reinach, N. de, émigré, 94.
 Reinbold, Laurent, curé, émigré, 173.
 Reinbold, Georges, de Wintzenheim, 43.
 Remond, juge de paix à Strasbourg, 235, 239, 254, 268.
 Retsch, Thomas, déserteur autrichien, 235.
 Reubell, J.-F., conventionnel, membre du Directoire, 93, 204, 245.
 Reuss, Frédéric, conseiller de régence à Bouxwiller, 174.
 Reynier, général, 102, 132, 151.
 Reys, sous-préfet, 313.
 Richaud, Hyacinthe, conventionnel, 50, 143.
 Richert, N., gendarme, 220.
 Richou, L.-Joseph, conventionnel, 65, 66, 73, 74, 78, 79, 82, 136, 137, 138, 139.

Riedling, Jean, barbier à Strasbourg, 101.
 Rieser, J.-D., de Pfaffenhoffen, émigré, 240.
 Rietsch, N., receleur de prêtres, 247.
 Ripsch, Valentin, de Billigheim, 227.
 Risse, N., adjoint aux adjudants-généraux, 72.
 Ritter, Barbe, servante, de Neuwiller, 85.
 Roberjot, Claude, du Cons. des Cinq Cents, envoyé à Rastatt, 203, 204, 233.
 Robespierre, Maximilien, conventionnel, 149.
 Roesch, N., ex-agent national à Rhinau, 161.
 Roggenbach, N., de, fonctionnaire badois, 215.
 Rohan, Louis-Edouard, de, prince-évêque, cardinal, 87, 177, 181, 235, 236, 237, 251, 261.
 Rohmer, Guy, prêtre réfractaire décédé, 273.
 Rohmer, Jacques, ex-curé de Hegeney, 110.
 Rollé, Jean, d'Uttwiller, 42, 43.
 Rollin, F.-X., musicien à Obernai, 241.
 Roos, Dominique, de Sélestat, prêtre réfractaire, 273.
 Rosé, N., administrateur à Haguenau, 198.
 Rosenstiel, Nicolas, chirurgien, à Bouxwiller, 186.
 Roswag, Xavier, de Strasbourg, prêtre, 184, 185.
 Roth, Pierre, de Reichshoffen, 241.
 Roussel, Ignace, de Molsheim, prêtre réfractaire, 273, 277, 299.
 Rousseville, N., agent du Comité de salut public, 13, 39.
 Ruamps, P.-Ch., conventionnel, 71, 134.
 Rucker, N., agent national, à Neuwiller, 165.
 Rudler, F.-J., conventionnel, 102, 164.
 Ruhl, Philippe, conventionnel, 36, 51.

Ruhlmann, Joseph, prêtre réfractaire, 216.
 Ruhlmann, Mainhard, ex-bénédictin, d'Ebersmunster, 265.

S.

Saarburger, François, de Strasbourg, prêtre réfractaire, 273.
 Sadoul, administrateur du Bas-Rhin, 109, 147.
 Saget, Etienne, administrateur du Bas-Rhin, 23.
 Saglio, famille, de Haguenau, 83, 88, 89.
 Saglio, N., de Strasbourg, suspect, 207.
 Saint-Just, A.-L., conventionnel, 3, 9, 16, 47, 48, 50, 51, 59, 72, 103, 115, 117, 120, 138.
 Saint-Labre, sobriquet d'un prêtre réfractaire, 172.
 Saint-Rémond, N., complice de Pichegru, 232.
 Sainte-Suzanne, A.-F., général, 166, 167, 169, 174, 175, 176, 178, 179, 181, 186, 189.
 Saltzmann, Jacques-Philippe, de Strasbourg, 28.
 Salvay, N., ouvrier en tabacs, de Strasbourg, 110.
 Samuel, Joseph, de Wissembourg, marchand de bestiaux, 238.
 Sauer, Christophe, juge de paix à Haguenau, 79.
 Saucy, Louis, ex-vicaire à St-Martin, 136, 178, 216.
 Saunier, N., commissaire des guerres, 102.
 Schaaff, N., secrétaire, à Schnersheim, 167.
 Schæfer, Joseph, de Neuwiller, 184, 268.
 Schæfer, Joseph, sa femme née Muller, maîtresse d'école à Geispolsheim, 274, 275.
 Schæffer, N., employé au Département, 10.

Schaffner, Joseph, maître d'école à Geispolsheim, 240.
 Scheidel, Antoine, de Fegersheim, prêtre réfractaire, 273.
 Scheix, Mathieu, complice de Pichegru, 232.
 Schielé, N., ordonnateur en chef de l'armée du Rhin, 254, 281.
 Schielé, J.-B., ex-bernardin, 131, 293, 294.
 Schilling, N., fonctionnaire badois, 215.
 Schlick, Valentin, réquisitionnaire, à Fischbach, 241.
 Schmid, Pierre, d'Obersoultzbach, prêtre réfractaire, 273.
 Schmidt, Henri, prêtre réfractaire, à Mutzig, 273.
 Schmidt, Joseph, de Schoenau, 177.
 Schmitt, N., prêtre réfractaire, 277.
 Schmitthoffer, N., marchand de bestiaux, 88.
 Schneider, Euloge, commissaire au tribunal révolutionnaire du Bas-Rhin, 15, 16, 50, 52, 59, 67, 71, 87, 201, 103, 115, 120, 135, 205, 207, 256.
 Schneider, Jean-Baptiste, ex-religieux à Benfeld, 153.
 Schneider, Jean-Baptiste, d'Erstein, prêtre réfractaire, 273. 277.
 Schneider, N., médecin, à Lauterbourg, 74.
 Schœffer, Joseph, d'Altorf, 263.
 Schell, Frédéric, notable, de Strasbourg, 101.
 Schœtterlé, Marguerite, de Kirwiller, 175.
 Scholler, N., de Rastatt, 207.
 Schottel, F.-J., ex-principal du collège de Molsheim, 113.
 Schultz, Marie-Anne, de Stutzheim, 87.
 Schwætterlé, Marguerite, de Kirwiller, 186.
 Schwartz, N., agent national de Mothorn, 165.
 Schwartz, N., de Steinweiler, 27.

- Schwend, Ignace, de Haguenau, 99.
 Schweppenhauser, Georges, ministre à Sessenheim, 25.
 Schweppenhäuser, Caroline, sa femme, 25, 26.
 Schwitzhoffer, Boniface, huissier, 84.
 Seitz, François, prêtre venu de Spire, 184.
 Seligmann, Isaac, de Wissembourg, marchand de bestiaux, 238.
 Seligmann, Raphaël, de Wissembourg marchand de bestiaux, 238.
 Serres, J.-J., conventionnel et député aux Cinq Cents, 171.
 Seyfried, Pierre, de Gleiszellen, 173.
 Seyler, N., commissaire du Directoire près l'adm. cant. de Wissembourg, 161.
 Sidel, Meinrad, prêtre réfractaire, 175, 238, 241, 263.
 Sieyès, Emmanuel, conventionnel, 77, 204, 245, 258.
 Siegel, Jacques, prêtre réfractaire, 272, 273, 277, 296.
 Sigrist, N., agent national à Saint-Nabor, 195.
 Sigwalt, Mathieu, de Muttersholtz, émigré, 214.
 Siméon, J.-J., député au Conseil des Cinq Cents, 119, 123.
 Simon, N., commissaire du pouvoir exécutif, à Haguenau, 88.
 Simon, Louis, d'Ullwiller, 267.
 Simon, Marie-Anne, femme Laugel, 28.
 Sœller, Georges, de Berg, 171.
 Sol, N., commissaire des guerres, 102.
 Soffel, J.-B., de Sainte-Croix, prêtre réfractaire, 273.
 Sollier, N., agent du pouvoir exécutif, 13.
 Sommervogel, Joseph, de Haguenau, 83.
 Sommervogel, Joseph fils, soldat de Condé, 87.
 Sonntag, Richard, maire de Dingsheim, 28.
 Spæth, Ph., off. municipal à Wissembourg, 19.
 Speysser, Joseph, aubergiste à Geispolsheim, 247.
 Spire, prince-évêque de, Philippe-François de Waldersdorf, 224.
 Spitz, F.-J., curé à St-Martin, 136.
 Spitz, N., prêtre réfractaire, d'Obernai, 238.
 Spring, N., commissaire séquestre à Oberlauterbach, 73.
 Stahl, N., administrateur, à Strasbourg, 212.
 Stamm, Daniel, administrateur à Benfeld, 184.
 Steinbach, Wendelin, de Nothalden, 220.
 Steinbach, N., agent à Bœrsch, 195.
 Steinmetz, Michel, de Niederschæfolsheim, 43.
 Stempel, N., aubergiste, à Strasbourg, 79.
 Sternberger, Georges, aubergiste à Fischbach, 207.
 Stierling, chef du bureau des domaines à Strasbourg, 6.
 Stœber, Elie, receveur du Bas-Rhin, 227.
 Stœbel, off. municipal à Oberroedern 183.
 Stoll, N., commissaire-séquestre à Siegen, 73.
 Stouhlen, Joséphine, femme du général Dorssner, 110.
 Strauber, Etienne, prêtre réfractaire, 303.
 Strohé, N., chef de bureau à l'administration du Bas-Rhin, 8, 9, 24, 39.
 Stumpff, N., agent national à Oberroedern, 183.
 Stupfel, Valentin, boulanger à Haguenau, 65.

T.

- Tardiveau, N., gendarme, 269.
 Tessier, prêtre constitutionnel à St-Hippolyte, 220, 262.
 Téterel, Antoine, administrateur du Bas-Rhin, 69.

Thibaudeau, A.-Cl., député au Conseil des Cinq Cents, 127.
 Thiébaud, médecin à Saverne, 283.
 Thomassin, Michel, directeur de l'administration des domaines nationaux, 227, 283.
 Tinchant, Jean-Louis, prof. à l'Ecole de médecine de Strasbourg, 296.
 Tisserant, N.-T., commissaire du Département, 134, 152.
 Titot, femme, accusée d'escroquerie, à Strasbourg, 285.
 Tourzel, gendarme à Saverne, 189.
 Turckheim, F.-Bernard de, banquier, ex-maire de Strasbourg, 149.
 Tugnot, Philippe-Henri, complice de Pichegru, 232.

U.

Ulrich, Jean-Daniel, membre du Directoire et de l'Adm. centrale du Bas-Rhin, 8, 9, 12, 20, 22, 23, 39.
 Ulrich, André, publiciste, à Strasbourg, 8.
 Ulsemer, Sébastien, de Salmbach, 113
 Untenheimer, Pierre, de Weiterswiller, 163.

V.

Vadier, Marc-Guillaume, conventionnel, 28.
 Vahro, déserteur autrichien, à Romanswiller, 252, 259, 260, 261.
 Vauchet (ou Vauchez ou Waucher), prêtre réfractaire, à Haguenau, 207, 270, 273, 280.
 Villers, François-Toussaint, député au Conseil des Cinq Cents, 114, 119, 123.
 Vilvot (Hardel), commissaire de séquestre à Haguenau, administrateur du district, 9, 12, 22, 23, 39, 88, 198.
 Voelckel, N., commissaire à Sessenheim, 25, 26.

Voelg, Mathias, de Dalhunden, 7.
 Volbert, Antoine, de Châtenois, prêtre réfractaire, 273.
 Volkhard, Louis, off. municipal à Wissembourg, 19.
 Vorstadt, Ferdinand de, commandant de la garde nationale de Haguenau, 79, 83, 86, 88.
 Voulland, N., adjudant-général, 300.

W.

Wacquerie, François, prêtre réfractaire, 272, 273, 277.
 Wagentrutz, F.-Antoine, prêtre réfractaire, à Krautergersheim, 273.
 Wagner, Nicolas, prêtre réfractaire, à Obernai, 273.
 Wagner, commissaire du Département, 9, 39.
 Walter, Ignace, commissaire, 8.
 Wangen, Christine de, 113.
 Wangen, N. de, émigré, 11.
 Wassermann, Georges, de Hatten, 299.
 Wehn, N., ex-curé à Fischbach, prêtre réfractaire, 254.
 Weidknecht, N., instituteur à Barr, 268.
 Weil, N. marchand de bestiaux, 83.
 Weil, Sara, femme du rabbin Gougenheim, à Haguenau, 186.
 Weimer, Jean-Paul, notaire à Woerth, 103.
 Weinbrenner, Fréd., architecte, 209.
 Weinum, André, administrateur municipal à Haguenau, 151, 152, 198.
 Weiss, Jean-Philippe, de Sélestat, prêtre réfractaire, 273.
 Weissmann, N., commissaire-séquestre à Schoenenbourg, 73.
 Weissrock, F.-A., ex-curé de Hochfelden, 153.
 Weltz, N., agent municipal à Gerstheim, 279.
 Wencker, N., ag. municipal, 188.

- Weng, Jean, ex-curé de Marlenheim, 262.
- Wenning, N., agent national à Plobsheim, 274.
- Werner, Etienne, de Gresswiller, 180.
- Weyl, Michel, de Sessenheim, prêtre réfractaire, 219.
- Weyler, Antoine, maître d'école à Saassenheim, 177.
- Wickham, G., diplomate anglais, 253.
- Wicks, N., de Hatzenbühl, 250.
- Wilhelm, N., commissaire des guerres, 102.
- Willig, Jacques, de Wasselonne, 35.
- Wimpffen, Richarde-Charlotte de, à Neuwiller, 85.
- Wissembourg, Les administrateurs du district, 9, 12, 13, 17, 19, 21, 28, 30, 70, 73.
- Wittelsbach, tapissier à Strasbourg, 6.
- Wolbert, Pierre-Antoine, prisonnier à Strasbourg, 237.
- Wolbert, J.-A., étudiant en droit, de Châtenois, 240.
- Wolf, J.-D., juge au tribunal révolutionnaire du Bas-Rhin, 60.
- Wolf, Thiébaud, agent à Bläsheim, 247.
- Wolfer, Jean, d'Eschbach, 27.
- Wolff, Michel, de Truchtersheim, 206.
- Wolff, femme arrêtée au pont de Kehl 186.
- Wolfram, Mathieu, de Marlenheim, 256.
- Wolherr, Michel, de Rheinzabern, 35.
- Worms, Léon Aaron, off. municipal à Landau, 157.
- Wurmser, Sigismond-Dagobert, baron de, général impérial, 1, 2, 5, 43, 54.
- Wust, Florent, de Mittelbronn, 217.

Z.

- Zay, Dominique, huissier à Lauterbourg, 164, 165.
- Zerber, Pierre, à Rittershoffen, 173.
- Zœller, George, agent nat. à Berg, 166.
- Zollikofer, N., gardien de séquestre à Strasbourg, 26.

TABLE DES MATIÈRES.

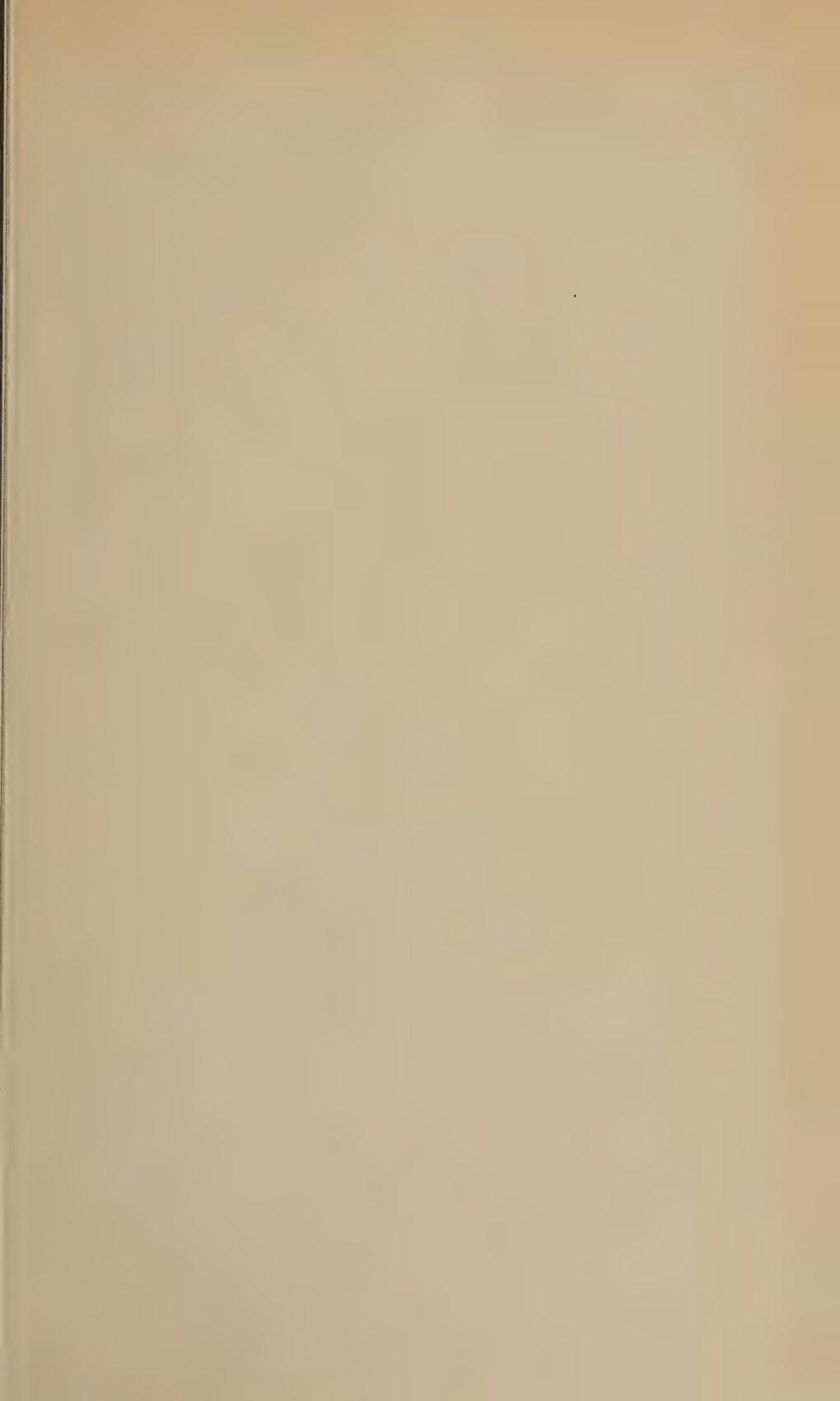
	Page
PRÉFACE	VII
INTRODUCTION	I
CHAPITRE I ^{er} . Les débuts de la fuite. Premières mesures des autorités (Brumaire-Prairial an II)	5
CHAPITRE II. Réclamations des fugitifs pour la levée des séquestres ou la radiation sur les listes des émigrés (Floréal-Frimaire an III)	25
CHAPITRE III. Mesures administratives locales. Premières discussions à la Convention (Frimaire-Nivôse an III)	47
CHAPITRE IV. La correspondance de l'Administration centrale du Bas-Rhin avec la Convention et ses Comités (Nivôse-Ventôse an III)	58
CHAPITRE V. Fluctuations administratives (Thermidor an III-Messi- dor an IV)	77
CHAPITRE VI. Agitation à l'intérieur. Menaces d'une attaque au dehors	96
CHAPITRE VII. La question des fugitifs au Conseil des Cinq Cents ..	114
CHAPITRE VIII. La question des fugitifs devant le Conseil des Anciens	128
CHAPITRE IX. Les suites du Coup d'Etat du 18 fructidor	146
CHAPITRE X. Fluctuations politiques. Le Clergé réfractaire	162
CHAPITRE XI. Nouvelles mesures contre les prêtres réfractaires	187
CHAPITRE XII. Mesures diverses de surveillance et de répression ...	223
CHAPITRE XIII. La reprise de la lutte au dehors	233
CHAPITRE XIV. Continuation de la lutte contre les prêtres réfrac- taires. Nouveaux préparatifs de défense contre les attaques du dehors	259
CHAPITRE XV. L'organisation de la défense sur le Rhin	272
CHAPITRE XVI. La question des fugitifs après le 18 Brumaire	286
CHAPITRE XVII. La question des fuyards résolue de fait. Conclusion	310
Errata corrige	315
Répertoire des noms de localités	317
Répertoire des noms de personnes	323

SOUS PRESSE.

- G. COHEN, *Le Livre de scène du Mystère de la Passion joué à Mons en 1501.*
- M. LANGE, *Le comte de Gobineau. Étude critique de sa vie et de son œuvre.*
- P. MONTET, *La vie privée des Egyptiens sous l'Ancien Empire.*
- E. PONS, *La jeunesse de Swift. Introduction à l'étude de sa vie et de son œuvre.*
- E. PONS, *Le thème et le sentiment de la nature dans la poésie anglo-saxonne.*
-

Publications de la Faculté des Lettres de l'Université de Strasbourg.

- Fasc. 1. Th. GEROLD, L'art du Chant en France au XVII^e siècle, 300 pages, avec musique. 30 fr.
Ouvrage couronné par l'Académie des Beaux-Arts.
(Prix Baron de Joest).
- Fasc. 2. Th. GEROLD, Le manuscrit de Bayeux, texte et mus. d'un rec. de chans. du XV^e s., 200 p., avec mus. 15 fr.
- Fasc. 3. E. GILSON, Études de philosophie médiévale, 298 p., 13 fr. 50
- Fasc. 4. L. LAVELLE, La dialectique du monde sensible, XLI, 232 pages 12 fr. 50
- Fasc. 5. L. LAVELLE, La perception visuelle de la profondeur, 75 pages 3 fr. 50
- Fasc. 6. P. PERDRIZET, *Negotium perambulans in tenebris*: Études de démonologie gréco-orientale, 38 pages, 15 gravures, 3 fr.
- Fasc. 7—8. R. REUSS, La Constitution civile du clergé et la crise religieuse en Alsace, Tome I (1790-1792), VII, 380 pages; Tome II (1793—1795), 343 pages et deux répertoires chaque volume 15 fr.
- Fasc. 9. P. LEUILLIOT, Les Jacobins de Colmar: Procès-verbaux des Séances de la Société Populaire (1791-1795) avec une introduction et des notes, XXXVI, 504 p. 25 fr.
Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences Morales et Politiques (Prix Flach) 25 fr.
- Fasc. 10—12. L. ZELIQZON, Dictionnaire des Patois romans de la Moselle. *Se vend soit en fascicules, fasc. 10, 13 fr.; fasc. 11, 13 fr.; fasc. 12, 14 fr., soit broché en un volume complet avec planches et carte* 40 fr.
- Fasc. 13. A. PIGANIOL, Recherches sur les Jeux romains, 156 pages et deux planches 8 fr.
- Fasc. 14. E. VERMEIL, La Constitution de Weimar et le Principe de la Démocratie allemande, X, 473 pages 20 fr.
- Fasc. 15. M. L. CAZAMIAN, Le roman et les idées en Angleterre. — L'influence de la Science: 1860-1890, VIII, 484 pages 20 fr.
- Fasc. 16. PH. LE HARIVEL, Nicolas de Bonneville, III, 198 p. 9 fr.
- Fasc. 17. R. LÉVÊQUE, Le Problème de la Vérité dans la philosophie de Spinoza, VIII, 155 pages 7 fr. 50
- Fasc. 18. E. CAVAIGNAC, Population et Capital dans le Monde méditerranéen antique, 163 pages 8 fr.
- Fasc. 19. MARC BLOCH. Les Rois thaumaturges. Etude sur le caractère surnaturel attribué à la royauté, particulièrement en France et en Angleterre, 540 pages et 4 planches 30 fr.
- Fasc. 20. R. REUSS. La Grande Fuite de décembre 1793 et la situation politique et religieuse du Bas-Rhin de 1794 à 1799, 350 p. 20 fr.
- Fasc. 21. Mélanges de Littérature et de Philologie germaniques offerts à Charles Andler par ses amis et anciens élèves, 458 p. 25 fr.
- Fasc. hors série: BIBLIOGRAPHIE ALSACIENNE, Revue critique des Publications concernant l'Alsace, I, 1918-1921, un vol. XII, 362 pages 20 fr.
- BULLETIN DE LA FACULTÉ DES LETTRES DE STRASBOURG, paraissant le 1^{er} de chaque mois pendant l'année scolaire. (n^o 1, Novembre 1922), chaque numéro 1 fr. 50. Abonnement annuel, 12 fr.



Date Due

JAN 31 1989

ms

AUG 20 1991

Richter DC195.A5 R4

La grande fuite de decembre 1793 et la



3 5051 00323 1240

FLARE

FLARE



35051003231240